HAL
open science

La Moldavie et l'Union européenne ; l'horizon indéfini : entre continuité post-soviétique, dérives oligarchiques et essoufflement d'un modèle

Vincent Henry

To cite this version:

Vincent Henry. La Moldavie et l'Union européenne ; l'horizon indéfini : entre continuité post-soviétique, dérives oligarchiques et essoufflement d'un modèle. Science politique. Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12, 2021. Français. NNT : 2021PA120001 . tel-03411905

HAL Id: tel-03411905

https://theses.hal.science/tel-03411905

Submitted on 2 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL

ÉCOLE DOCTORALE

OMI. Organisations, Marchés, Institutions

Thèse de doctorat

Champ disciplinaire

Science Politique

AUTEUR

Vincent HENRY

LA MOLDAVIE ET L'UNION EUROPÉENNE ; L'HORIZON INDÉFINI

Entre continuité post-soviétique, dérives oligarchiques et essoufflement d'un modèle

Thèse dirigée par : M. Sergiu MIŞCOIU, Professeur des Universités.

Soutenue le 19 mars 2021

Président du jury :

- Monsieur Jean-Robert RAVIOT. Professeur des Universités. Université de Paris-Nanterre.

Membres du jury :

- Madame Snejana DRUŢA-SULIMA. Maîtresse de conférences. Université A.I Cuza de Iaşi.
- Madame Dorina ROŞCA. Chargée de recherches.Université de Paris.
- Monsieur Joseph KRULIC. Président de la 3e section, Cour nationale du droit d'asile.
- Monsieur Yves PALAU. Professeur des Universités. Université Paris-Est Créteil.
- Monsieur Sergiu MIŞCOIU. Professeur des Universités. Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca et Université Paris-Est Créteil.

Juré invité :

- Monsieur Pascal BONNARD. Maître de conférences. Université Jean Monnet de Saint-Etienne.

Résumé

Cette thèse décrit les évolutions politiques de la république de Moldavie en portant une attention particulière à la décennie 2010-2020 au cours de laquelle le pays s'est associé à l'Union Européenne. Un temps présenté comme le modèle du Partenariat oriental, la Moldavie est aujourd'hui loin du modèle qu'elle s'était engagée à adopter. L'influence de la Russie sur un pays constamment décrit comme « entre-deux-mondes» puis la corruption des élites politiques ont été successivement présentées comme les principales causes de cette européanisation ratée. Ce travail analyse la manière dont les élites moldaves ont utilisé la concurrence géopolitique entre puissances et les fragilités de la société pour créer une zone grise dont ils sont les premiers bénéficiaires. Pour s'éloigner de la seule lecture géopolitique, ce travail revient également sur la dimension idéologique de la notion de transition qui a structuré le processus d'intégration européenne, une notion qui s'appuie sur la confiance en des élites réformatrices, l'idée d'un rattrapage et d'un but à atteindre. Confrontée à une situation régionale difficile et fragilisée dans son modèle, l'Union Européenne a dû renoncer à l'approche idéaliste adoptée après la disparition des régimes socialistes pour évoluer vers une approche tendant à privilégier la stabilité à l'approfondissement de la démocratie. Les politiques de voisinage de l'UE s'appuient pourtant toujours sur le paradigme de la transition mais n'offrent plus de finalité à ce processus. Ces contradictions des politiques européennes brouillent aujourd'hui l'image de l'UE et, loin de renforcer la stabilité recherchée, favorisent les dérives oligarchiques et le recul démocratique.

MOLDOVA AND THE EUROPEAN UNION; THE INDEFINITE HORIZON

Between post-Soviet continuity, oligarchic excesses and the weakening of a model

This PhD thesis describes the political developments in the Republic of Moldova with a particular focus on the decade 2010-2020 during which the country joined the European Union. Moldova was presented as being the model country of the Eastern Partnership before moving away from the standard model it had committed itself to adopt. The influence of Russia on a country that was constantly presented as "in-between the two worlds" and then the corruption of the political elites were presented as the main causes of this failed Europeanisation. This dissertation analyzes how the Moldovan elites have used the geopolitical competition between powers and the vulnerabilities of society to create a grey-zone from which they are the principal beneficiaries. In order to move away from a solely geopolitical

interpretation, this work also revisits the ideological nature of the concept of transition that shaped the process of European integration. It is premised on trust in reform-oriented elites, the idea of a catch-up and a purpose to be achieved. Confronted with a challenging regional situation and a weakened model, the European Union had to abandon the idealist approach it adopted after the collapse of the former socialist regimes and evolve towards an approach tending to privilege stability over the deepening of democracy. The EU's neighborhood policies are still built on the paradigm of transition but no longer provide a finality to this process. These inconsistencies in European policies today are blurring the image of the EU and, far from reinforcing the desired stability, they are encouraging oligarchic abuses and democratic backsliding.

Mots-clés

Moldavie. Partenariat oriental. Politique de voisinage. Russie. Union Européenne. Européanisation. Oligarchie post-soviétique.

Keywords

Moldavia. Eastern Partnership. Neighborhood Policy. Russia. European Union. Europeanization. Post-Soviet oligarchy.

Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt.
Université Paris-Est Créteil. Ecole internationale d'études politiques.
61 avenue du général de Gaulle. 94010 Créteil.

Remerciements

Au moment de mettre le point final à cette thèse, je tiens à saluer les amis moldaves qui, au fil des ans, m'ont fait découvrir et aimer leur pays, sa culture et son histoire et m'ont aidé à en comprendre l'actualité. Je remercie plus particulièrement mon épouse Viorica pour son soutien constant ainsi que Veronica et Maria Levcenco, Dumitru Cozmolici, Adrian Cibotaru, Valentin Gidilica, Petru Negură, Vitalie Sprinceana, Emmanuel Skoulios et Andrei Cuşco.

Je souhaite remercier très sincèrement mon directeur de thèse monsieur Sergiu Mişcoiu pour la confiance accordée, pour ses encouragements constants et sa patience et pour le plaisir que j'ai eu à travailler avec lui.

J'exprime également ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont aidé et accompagné dans ma réflexion à un moment ou à un autre, Céline Bayou, Arnaud Dubien, Julien Danero-Iglesias, Georges Diener, Krassimir Petrov, Nicolas Trifon et Jean-Claude Beacco.

Ayant réalisé cette thèse dans des conditions particulières, loin de mon laboratoire de rattachement, je souhaite signaler ici la grande bienveillance à mon égard des responsables et du personnel administratif du LIPHA et de l'école doctorale OMI.

Je dédie ce travail à mon père qui en aurait été un très attentif lecteur et un correcteur pointilleux.

Je le dédie également à mon ami Stéphane Valienne avec lequel nous aimions tant discuter sur le sujet.

Sommaire

Sommaire ... 5
Liste des sigles utilisés ... 11
Remarques sur l'utilisation du roumain et du russe dans ce texte ... 13
Pourquoi cette thèse ? ... 14
INTRODUCTION ... 19
Victime de l'histoire et de la géographie? Le déchirement identitaire et la malédiction géopolitique ... 22
Hypothèses de recherche ... 31
Plan de la thèse ... 35
I. UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA MOLDAVIE ... 37
Observations liminaires : Les spécificités de l'« histoire des Roumains » ... 38
1. Antiquité et haut Moyen-Âge ... 41
2. La Moldavie médiévale ... 43
3. Une principauté vassale ... 45
3.1 Relations avec l'Empire ottoman ... 46
3.2 La période phanariote ... 47
3.3 Le recul ottoman ... 48
4. La Roumanie moderne ; un projet national distinct ... 50
5. La Bessarabie tsariste ... 51
5.1. Un territoire colonisé ... 51
5.2. Les relations avec la Roumanie ... 54
6. La constitution du sentiment national roumain ... 57
6.1. Frémissements identitaires en Bessarabie ... 58
6.2. La naissance d'un sentiment national dans un cadre intellectuel russe ... 60
7. Le chaos de la Première guerre mondiale ... 62
8. L'intervention roumaine et le processus d'unification ... 65
9. La Bessarabie dans la Grande Roumanie ... 68
9.1. Les réalisations roumaines en Bessarabie et leurs limites ... 69
9.1.1. L'administration roumaine face à de nombreux défis ... 69
9.1.2. Școală cât mai multă! Școală cât mai bună! Școală cât mai românească!: L'éducation, fer de lance de la modernisation. ... 72
9.1.3. Modernisation économique ... 73
9.2. Un projet inachevé ... 75
9.3. Les relations roumano-soviétiques en Bessarabie ... 76

10. La République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie 79
10.1. Genèse d'un contre-modèle 80
10.2. La promotion du «moldovénisme» ou l'invention d'une identité 81
11. La Roumanie des années 30 83
12. La Moldavie dans la guerre 86
12.1. Les conséquences du pacte Molotov-Ribbentrop 86
12.2. L'arrivée des Soviétiques en Bessarabie 87
12.3. La reconquête roumaine 89
12.4. Le retour de la Bessarabie dans le giron soviétique 90
13. La République Socialiste Soviétique de Moldavie 92
13.1. La terreur stalinienne 92
13.2. Une périphérie paradoxale 93
13.3. Evolutions sociales et culturelles 95
13.4. Le retour de la question bessarabe dans la relation roumano-soviétique 98
14. Le réveil national en République Socialiste Soviétique de Moldavie 100
14.1. Les conséquences de l'urbanisation 100
14.2. Le réveil culturel 101
14.3. L'ébullition des nationalités 102
14.4. Vers l'indépendance 104
15. Liberté et fractures 107
II. LA MOLDAVIE INDÉPENDANTE 109
1. Le risque de la fragmentation ethnique 110
1.2. La Gagaouzie 111
1.3. Le conflit transnistrien 111
2. La prise de pouvoir des agrariens 115
3. Une indépendance sous influences 117
3.1. La Moldavie et la Russie, gérer l'héritage soviétique 117
3.2. La Moldavie et la Roumanie 119
3.3. Sortir du duel roumano-russe 120
4. Le choc de la transition 121
4.1. Le grand plongeon économique 122
4.2. Crise sociale et crise morale 124
5. La période Lucinschi 125
5.1. L'homme du compromis 126
5.2. A la recherche de l'équilibre diplomatique 127
5.2.1. Un pas vers l'Est 127

5.3. Entre tentatives de réformes et instabilité politique 128
5.4. La désintégration du pouvoir 130
6. Réussite notable ou échec ? 132
II.2. Le retour des communistes et la recherche de la «voie moldave» 133
1. L'arrivée au pouvoir du PCRM 134
2. Les causes de la renaissance du parti communiste 135
3. Le renouveau du moldovénisme 136
4. L'exercice du pouvoir 140
4.1.Le gouvernement et les médias 141
4.2. Politique et pratiques économiques 142
4.3. Une diplomatie fluctuante 144
5. Le grand changement de cap 146
5.1. Un autre contexte régional 147
6. Une nouvelle opposition 150
8. L'imbroglio politique et constitutionnel 156
II. 3. 2010-2020 : La décennie européenne 159
1. Le combat mémoriel comme facteur de mobilisation 160
2. La *success story* démocratique ? 162
3. Nicolae Timofti, le président du compromis 165
4. Partie de chasse et débâcle politique 168
5. Dans la tourmente géopolitique 170
5.1. Le choix de Vilnius et ses conséquences sur la scène politique 171
5.2. Les élections législatives de novembre 2014 173
6. L' « affaire du milliard » et ses répercussions 175
7. La reprise de la « guerre des Vlads » et la chute de Vlad Filat 177
8. La grande désillusion 180
9. Une opposition européenne « alternative » 183
10. La victoire d'Igor Dodon aux élections présidentielles 184
11. Le « binôme » ou la géopolitique en spectacle 186
11.1. L' « Homme de Moscou » 186
11.2. « Les défenseurs de l'Occident » 189
13. Vers l'oligarchie autoritaire 192
14. La fin du régime Plahotniuc 197
15. L'éphémère « alliance anti-oligarchique » 199
16. Un nouveau départ ? 201
III. KLEPTOCRATIE 206

1. Une réalité quotidienne 207
1.1. Un phénomène difficile à délimiter 207
1.2. La normalisation de la corruption 208
2. L'Etat capturé ou la corruption comme règle 209
2.1. Définir l'Etat capturé en Europe centrale et orientale 210
2.2. Conditions et étapes de la capture de l'Etat 212
4. De la *famille* à la *corpocrature,* le cas d'école russe 215
5. Russie/Moldavie, une mue économique relativement comparable 217
6. Les effets de la transition moldave 218
6.1. La privatisation des richesses 218
6.2. Les privatisations agricoles 220
6.3. L'accélération des réformes 221
7. La restauration communiste ou l'économie contrôlée 223
7.1. Le communisme de marché 223
7.2. La rente géopolitique 226
8. L'Alliance pour l'Intégration Européenne, façade du pluralisme oligarchique 227
9. « Mr. P » ou « Le marionettiste » 228
9.1. Dans l'ombre des Voronine 228
9.2. L'entrée en politique 230
9.3. Une multiplication des accusations 232
10. La « guerre des Vlads » 234
11. L'oligarchie monopole 237
12. La Moldavie est-elle un « Etat capturé » ? 240
12.1. Un étrange pluralisme politique 241
12.2. Un gouvernement au service d'un parti, un parti au service d'un groupe d'intérêt 244
12.3. La justice sous contrôle 245
12.4. Les médias et l'espace public 247
13. Une économie sous influence 250
13.1. La bataille de l'énergie 252
13.2. Молдавская схема ou the Russian Laundromat 254
13.3. Passeports à vendre 255
13.4. Sur les mers du globe 256
14. Etat capturé ou fin de partie pour les oligarques ? 256
15. Féodalismes post-modernes 259
15.1. L'homme du peuple 259
12.1. Orheiland 261

13. A quoi a abouti la *décennie européenne* ? 263
IV. LE TOURNANT RÉALISTE DE L'EUROPÉANISATION 264
IV.1. De la «troisième vague» aux régimes hybrides 265
1. La transition, un prisme dominant 265
2. La théorie des régimes hybrides ou comment mesurer la démocratie 267
3. Le pouvoir informel 269
3.1. Les origines du pouvoir informel 270
3.2. Un pouvoir en réseaux 271
4. Détourner la démocratie 273
4.1. La falsification du pluralisme 273
4.2. La bataille de l'opinion et de l'attention 274
4.4. Le rôle des sociétés civiles 276
5. Des régimes résilients 279
IV.2. L'Union Européenne face à ses limites 281
1. Le « retour à l'Europe » et l'enthousiasme post-guerre froide 281
2. La fatigue de l'élargissement et les premiers avertissements 283
3. L' « Europe élargie » 285
3.1.La Politique Européenne de Voisinage 286
3.2. Déclinaisons régionales de la PEV 287
4. La Moldavie, vitrine brisée du Partenariat oriental 288
4.1. Le *kairos* européen 289
5. Les objectifs et les moyens initiaux de la Politique de voisinage 293
5.1. Conditionnalités 294
5.2.Les révisions de la PEV 296
6. Le tournant réaliste 299
7. L'Europe et les autres 302
8. L'Union Européenne; acteur normatif ou géopolitique? 306
IV.3. Chantages et narrations 309
1. L'hypothèse de la stabilocratie 309
2. L'instabilité de la stabilocratie 312
3. La notion de stabilocratie ; quel apport ? 313
4. La dimension narrative de la stabilocratie moldave 315
4.2. Confrontations narratives 320
4.3. Un récit géopolitique modelable 322
Conclusions 324
Quelle européanisation pour la Moldavie ? 324

La téléologie occidentale 330
Vers quel modèle ? 334
Le rattrapage a-t-il eu lieu ? 337
Le cupidalisme appliquée à la Moldavie 341
Des hypothèses partiellement confirmées 347
Limites et perspectives 349
Annexe 1 : Carte de la répartion supposée des populations daces 351
Annexe 2 : Carte des cnezats, banats et voivodats au XIIIe siècle 352
Annexe 3 : Carte de la principauté de Moldavie au XVe siècle 353
Annexe 4 : Carte russe de la Valachie, de la Moldavie et de la Bessarabie (1828) 354
Annexe 5 : Carte du Gouvernorat de Bessarabie 355
Annexe 6 : Répartition de la population roumanophone en 1856 356
Annexe 7 : Texte de l'acte d'Union 357
Annexe 8 : Carte de la Grande Roumanie 358
Annexe 9 : La figure du gendarme roumain 359
et son utilisation politique contemporaine 359
Annexe 10 : La Moldavie roumaine et la RSSAM 360
Annexe 11 : Carte des pertes territoriales roumaines en 1940 361
Annexe 12: Cartes physique et économique de la République Socialiste Soviétique de Moldavie ... 362
Annexe 13 : Composition et répartition ethnique de la population en 1989 363
Annexe 14 : La république de Moldavie et ses « autonomies » territoriales de Gagaouzie (UTAG) et de Transnsitrie (UTAN) 364
Annexe 15 : Images de la campagne électorale de 2005 365
Annexe 16 : Discours de Zinaida Greceanii à lors des événements du 9 avril 2009 366
Annexe 17 : Entretien accordé par Vladimir Voronine au quotidien El Pais, le 14 avril 2009 367
Annexe 18 : Discours du Vice-président des Etats-Unis d'Amérique, Joe Biden lors de sa visite à Chișinău en mars 2011 371
Annexe 19 : Caricature de presse sur l'AIE (2012) 374
Annexe 20 : L'Europe présentée aux enfants 375
Annexe 21 : Igor Dodon mis en scène 376
Annexe 22 : Géopolitique des rues 377
Annexe 23 : La demande d'infrastructures 378
Bibliographie 379

Liste des sigles utilisés

AA	Accord d'Association
ADEPT	*Asociaţia pentru Democraţie Participativă*/ Association pour la Démocratie Participative
ALECA	Accord de Libre-Echange Complet et Approfondi
AMN	*Alianta Moldova Noastra/* Alliance Notre Moldavie
AIE	Alliance pour l'Intégration Européenne
AOAM	*Asociaţia Oamenilor de Afaceri din Moldova*/ Association des Hommes d'Affaires de Moldavie
APC	Accord de Partenariat et de Coopération
APCR	Accord de Partenariat Complet et Renforcé
API	Association de la Presse Indépendante
APME	Alliance Politique pour une Moldavie Européenne
ASA	Accord de Stabilisation et d'Association
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
BNM	Banque Nationale de Moldavie
BNS	Bureau National de Statistiques
CCA	Conseil de Coordination Audiovisuelle
CCNA	Conseil de Coopération Nord-Atlantique
CE	Commission Européenne
CEDH/CEDO	Cour Européenne des Droits de l'Homme / *Curtea Europeana a Drepturilor Omului*
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CNA	Conseil national anticorruption
DA	*Demnitate si Adevar/* Dignité et Vérité
DCFTA	Deep and Comprehensive Free Trade Agreement
DPS	*Demokratska Partija Socijalista Crne Gore/* Parti démocratique socialiste du Monténégro
EUBAM	European Union Border Assistance Mission
FMI	Fonds Monétaire International
FPCD	Front Populaire Chrétien Démocrate
FPM	Front Populaire Moldave
GUAM	Géorgie Ukraine Arménie Moldavie nom courant de l'Organisation pour la démocratie et le développement
IDIS	*Institutul pentru Dezvoltare și Inițiative Sociale/* Institut pour le développement et l'initiative sociale
INTERPOL (OIPC)	Organisation Internationale de Police Criminelle
KOMINTERM	*Коммунистический интернационал*/ Internationale Communiste
MADOSZ	*Magyar Dolgozók Országos Szövetsége/* Union des travailleurs hongrois de Roumanie
MCV	Mécanisme de Coopération et de Vérification
NKVD	*Народный комиссариат внутренних дел/* Commissariat du peuple aux Affaires intérieures
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSTK	*Объединенный Совет трудовых коллективов*/ Conseil Uni du Travail Collectif
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PaRUS	Parti Renato Usatîi
PAS	Parti Action et Solidarité
PCRM	Parti Communiste de la République de Moldavie
PCM	Parti Communiste de la Moldavie (époque soviétique)
PCR	Parti Communiste Roumain
PCUS	Parti Communiste de l'Union Soviétique
PDAM	Parti Démocrate Agrarien de Moldavie
PDM	Parti Démocrate de Moldavie
PEV	Politique Européenne de Voisinage
PECO	Pays d'Europe Centrale et Orientale
PL	Parti Libéral
PLDM	Parti Libéral Démocrate de Moldavie
PLR	Parti Libéral Réformateur
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PO	Partenariat Oriental
PPCD	Parti Populaire Chrétien-Démocrate
PPEM	Parti Populaire Européen de Moldavie
PPPDV	Parti Politique Plate-forme Dignité et Vérité
PRCM	Parti Renaissance et Conciliation de Moldavie
PSRM	Parti Socialiste de République de Moldavie
PUN	Parti Unité Nationale
RASSM	République Autonome Socialiste Soviétique de Moldavie
RBSS	République Bessarabe Socialiste Soviétique
RDM	République Démocratique Moldave
RM	République Moldave
RSFSR	République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie
RSSM	République Socialiste Soviétique de Moldavie
RSSU	République Socialiste Soviétique d'Ukraine
Rumcerod	*Центральный исполнительный комитет Советов **Рум**ынского фронта, **Чер**номорского флота и **Од**ессы/* Comité central exécutif des soviets du Front Roumain, de la flotte de la mer Noire et d'Odessa
SDN	Société des Nations
TACIS	Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States
TVM	Télévision Moldave
TVR	Télévision Roumaine
UE	Union Européenne
UEFA	Union Européenne de Football-Association
UEEA	Union économique eurasiatique
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USAID	*United States Agency for International Development/* Agence des États-Unis pour le développement international
UTAG	Unité territoriale autonome de Gagaouzie
UTAN	*Unitățile Teritoriale Autonome din stînga Nistrului* / Unités administratives territoriales de la rive gauche du Dniestr

Remarques sur l'utilisation du roumain et du russe

Dans ce texte, nous faisons parfois usage de termes en roumain qui sont systématiquement traduits.

Certains termes, expressions ou références en russe sont d'abord traduits en français puis donnés en russe pour les lecteurs russophones.

Le tableau ci-dessous regroupe les principales difficultés liées à la lecture du roumain pour les non-roumanophones, en particulier les signes diacritiques particuliers à cette langue.

Lettres	API	Prononciation retranscrite
ţ	[t͡s]	ts
ş	[ʃ]	ch
ă	[ə]	proche du e muet
â	[ɨ]	a guttural
î	[ɨ]	I guttural
i (final)		muet
g devant e ou i	[d͡ʒ]	dj
c/k/ch devant e et i	[k]	k
c devant e et i	[t͡ʃ]	tch
u	[u]	ou

Pourquoi cette thèse ?

Ce travail se nourrit d'abord d'une expérience personnelle. Jeune coopérant à la fin des années 90, j'ai vécu deux ans à Chișinău. Deux années intenses, pleines de rencontres et de découvertes, deux années passionnantes, amusantes souvent, dures parfois, formatrices en un mot. Pour des raisons personnelles autant que professionnelles, cette relation avec la Moldavie s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. Côtoyer ce pays est une confrontation permanente entre l'idée que l'on peut s'en faire à travers une démarche intellectuelle et une expérience de vie quotidienne. La Moldavie laisse un sentiment d'étrangeté tant elle semble ne jamais correspondre à ce que l'on croit en savoir.

Mon premier contact avec des citoyens moldaves a eu lieu, étrangement, en Bulgarie où j'effectuais un stage pour le ministère des Affaires étrangères. A l'université de Veliko-Tarnovo où j'étais affecté, je croisai des étudiants que mes amis bulgares appelaient *Bessarabes*. Quand je leur demandai de quel pays venaient ces Orientaux, ils m'expliquèrent qu'il s'agissait de Bulgares que l'histoire avait envoyés au-delà des frontières, en Bessarabie, qui était devenue la Moldavie. Je suppose que je n'avais pas l'air suffisamment perplexe puisqu'on jugea bon de préciser que les Bessarabes vivaient aux côtés des Gagaouzes qui, eux, étaient des Turcs. Mes amis m'expliquèrent que, depuis la fin de l'URSS, ces étudiants pouvaient bénéficier de bourses de l'Etat pour *réapprendre* leur langue et leur histoire. Ils durent néanmoins admettre que c'était là une tâche compliquée car ces Bulgares perdus étaient devenus *presque comme des Russes*. Je compris que ce n'était pas un compliment. Hasard de la vie et chance de terminer mes études au moment où la France développait une active politique de promotion de la francophonie en Europe centrale et orientale, j'appris quelques mois plus tard que j'étais nommé à Chișinău, à un poste que le ministère des Affaires étrangères intitulait encore « assistant universitaire dans le cadre de la coopération franco-soviétique ». Je me renseignai à nouveau auprès de mes amis bulgares sur mon prochain pays d'affectation. Pour certains, tout était clair, à l'instar des Macédoniens qui étaient des Bulgares, les Moldaves étaient des Roumains. Pour d'autres, les choses étaient plus compliquées, les Moldaves étaient des Roumains mais mélangés à des Russes ou des Ukrainiens. Pour compléter ces renseignements utiles, je tentai d'en apprendre plus par des lectures, ce ne fût pas chose facile car il y avait à l'époque bien peu à lire sur le sujet. Je découvris néanmoins que parmi les anciennes républiques de l'URSS la Moldavie était citée comme un exemple pour ses réformes

économiques et surtout qu'elle était un morceau de Roumanie arraché à la nation roumaine après la seconde guerre mondiale.

Je partis donc découvrir la Roumanie à Chișinău. J'y ai trouvé tout autre chose.

A la fin de ma première journée, je fus surpris, le soir venu, d'entendre dans mon nouvel appartement la musique d'une terrasse voisine ; des chansons russes et d'autres dont j'appris plus tard qu'elles étaient caucasiennes. Armé d'une méthode Assimil, je faisais mes premières armes en roumain sans aucun succès et c'est dans un russe très approximatif mâtiné de mauvais bulgare que je communiquais avec les commerçants. Dans le même temps, les professeurs de l'Université d'Etat m'expliquaient fièrement leur roumanité et leur volonté de tourner la page de la tutelle *russo-soviétique* mais tous évoquaient avec enthousiasme leurs jeunesses et leurs études à Moscou, Kiev ou à ce qu'ils appelaient encore Leningrad. Ailleurs, en province, je rencontrais des professeurs de français du secondaire ; parmi eux, plusieurs étaient des personnalités locales. Dans les années 80, ils avaient milité pour la reconnaissance de leur langue et de leur culture. Au moment de l'indépendance, ils avaient rêvé à une unification avec la Roumanie, certains s'étaient engagés dans le conflit en Transnistrie pour *combattre les Russes*. Quelques années plus tard, ils étaient des naufragés de la transition. La Roumanie restait leur horizon, une patrie perdue qui les réunissait encore mais ne cessait plus de se dérober.

Le propriétaire de l'appartement que je louais, dans un petit immeuble du centre-ville était russe ; Sacha avait été électronicien dans une usine qui avait fermée, il n'effectuait plus que quelques missions ponctuelles, à Moscou le plus souvent. Il avait donc du temps à consacrer à son locataire. Il me fit entrer dans un autre univers, celui de ces professionnels qualifiés originaires des *Grandes Républiques* venus à partir des années 50 pour contribuer au *développement* de la Moldavie. Sacha et ses amis s'efforçaient de maintenir une sociabilité *à la russe* dans ce pays nouvellement indépendant. Cela n'avait rien de difficile : Partie d'échecs dans les parcs, réunions au sauna et interminables discussions politiques étaient le quotidien de ces anciens ingénieurs ou techniciens qui souvent n'avaient plus grand-chose d'autre à faire. Certains venaient d'ailleurs mais d'autres, dont Sacha, étaient nés à Kichinev. Cette ville était la leur et elle était russe. Sacha trouvait les Moldaves *plutôt gentils,* c'était un *bon peuple*. A l'école, sa fille commençait à apprendre la *langue moldave*, c'était devenu obligatoire. Il eut

préféré qu'elle fasse de l'allemand ou du français mais les temps changeaient. Il regrettait de ne pas pouvoir l'aider, le moldave, il n'en parlait que quelques mots.
En 1997, être Occidental à Chişinău ouvrait toutes les portes et permettait de circuler dans tous les cercles de la société. Je rencontrais des entrepreneurs qui voyaient dans la transition une chance à saisir pour les plus malins, les plus travailleurs, ceux-là déploraient les préoccupations identitaires de leurs compatriotes. Pour eux, les Moldaves, quelles que soient leurs origines ou la langue qu'ils parlaient, avaient maintenant un pays. Il fallait qu'ils s'entendent pour en faire quelque chose, sur ce qu'ils pouvaient en faire, les avis divergeaient. Echo étrange, l'occasion m'était aussi donnée de rencontrer des hauts fonctionnaires qui avouaient sans difficulté travailler pour un Etat auquel ils ne croyaient pas, un Etat qui, selon eux, n'aurait pas dû être.

Ces deux années m'ont plongé dans un univers conceptuel qui m'était étranger. La question de savoir quelle était ma nationalité et à quelle culture j'appartenais ne m'avait jamais effleuré. Pour mes interlocuteurs, elle était d'une brûlante actualité, en tentant d'y répondre chacun d'entre eux se projetait dans le pays qu'il aurait souhaité voir advenir. Les Moldaves sortaient d'une histoire qui avait pris fin, elle racontait une république soviétique correspondant à un peuple particulier et promettait un avenir radieux dans la construction du socialisme. Ce récit dominant avait longtemps fait taire tous les autres, jusqu'à les effacer. Sa disparition laissait place à la possibilité d'une autre histoire, d'un autre avenir, d'un autre passé même mais cet évanouissement était aussi et surtout un grand vide à combler. J'étais témoin, sans vraiment m'en rendre compte, de l'éclosion et de la confrontation confuse de ces récits qui structurent une société, lui donnent un sens, retracent un passé et dessinent un avenir. J'assistais simultanément à la façon dont les élites politiques récupéraient, transformaient ou créaient ces récits pour se définir elles-mêmes. L'époque était aux entrepreneurs identitaires. Pour combler le vide, chaque parti politique se construisait autour d'une histoire censée correspondre à la « véritable » nature du pays.

Deux décennies plus tard, je me rends compte à quel point la curiosité avec laquelle j'observais ces convulsions historiques était empreinte de condescendance. Jeune Occidental, je faisais partie des gagnants de l'époque. Notre modèle de société allait naturellement s'imposer et les querelles nationalistes qui déchiraient nos voisins devaient bientôt s'éteindre. Nous les considérions comme des problèmes ressurgis du passé, le communisme avait *gelé* les vieilles querelles et elles ressortaient avec sa disparation. Heureusement, ces « autres » Européens, un peu attardés dans l'Histoire devaient, avec notre aide bienveillante, dépasser ces bizarreries du

XIXe siècle et nous rattraper. Le récit sur lequel nous vivions était si bien ancré que j'ignorais qu'il en était un.

Les premières années qui ont suivi mon séjour, je suis revenu régulièrement à Chișinău, j'y retrouvai des amis pour discuter de l'évolution du pays. Les gouvernements changeaient, les événements spectaculaires se succédaient. Analystes et médias les faisaient défiler comme autant d'annonces de films ; « Retour des communistes », « La révolution twitter », la « Succes story », « L'Etat capturé », « L'affaire du milliard ». Malgré tous ces bouleversements, rien ne changeait vraiment et une impression s'installait, celle d'assister à une pièce de théâtre sans fin. « Rien ne vaut rien, il ne se passe rien et cependant tout arrive. Et c'est indifférent ». Nietzsche aurait pu en donner le titre mais face à ce piètre spectacle, peu à peu, la salle s'est vidée. Les années passant, je me suis rendu moins souvent en Moldavie. Je n'avais plus grand monde avec qui échanger sur la situation du pays. En revanche, j'ai eu l'occasion de le faire à Bucarest, Stockholm, Londres, Moscou, Rome, Istanbul, Vienne ou Paris. C'est dans ces villes que j'ai pu retrouver mes amis moldaves, là où ils s'étaient installés, je n'ai pas eu le temps d'honorer des invitations à Montréal ou à Windhoek. Si l'on excepte le surgissement de magasins flambants neufs, de voitures clinquantes et des tours d'habitation aussi démesurées que vides qui ont enseveli le vieux centre de Chișinău sous le verre et le béton, le principal changement survenu depuis l'indépendance est que la Moldavie s'est vidée de ses habitants. Ils étaient plus de quatre millions en 1991, ils sont deux millions et demi à y vivre aujourd'hui . Le pays est officiellement associé à l'Union Européenne mais les « réformes » promises sonnent comme autant de promesses creuses. Les analystes les plus sérieux ont une explication, la même depuis trente ans ; la Moldavie se trouve « entre deux mondes ».

Je ne me propose pas dans ce travail d'analyser le pourquoi de cette situation, ni les tensions qu'elle révèle, d'autres l'ont fait avant moi avec plus de compétence. Je m'interroge en revanche sur la façon dont une classe politique parvient à maintenir cette stabilité frustrante tant la Moldavie semble condamnée à l'impuissance politique. Une condamnation au discours vide, au spectacle des acteurs politiques, à l'attente d'un changement qui ne vient pas. La Moldavie fût jadis la proie des Ta(r)tares, ils y ont laissé leur désert. L'étude de la Moldavie reste souvent cantonnée à des approches historiques, culturelles ou géopolitiques qui ont pour effet involontaire d'exotiser leur objet d'étude. Pourtant le processus de fictionnalisation de la politique que l'on peut y observer n'est pas propre à ce petit pays périphérique et les récits qui se confrontent ne sont plus uniquement liés à des difficultés locales, ils sont souvent le reflet

des crises qui traversent nos sociétés. Depuis la chute de l'URSS, nos certitudes se sont affaiblies tout comme s'est étiolée la confiance dans l'infaillibilité de notre modèle. Les errements politiques des Moldaves ne sont plus réductibles à ces confins de l'Europe; tout en gardant leur spécificité, ils disent plus que nous l'aurions cru hier, sur les doutes qui sont aujourd'hui les nôtres.

INTRODUCTION

Chișinău, avril 2009 : Des milliers de jeunes descendent dans les rues et protestent contre les résultats d'élections législatives ouvrant la voie à quatre années supplémentaires d'un régime peu apprécié de ses partenaires occidentaux.

A un moment où l'Union Européenne est en plein doute, secouée par la crise économique et bousculée par l'agressivité nouvelle de la Russie, la «révolution Twitter » expose aux yeux du monde une population qui manifeste son désir d'Europe. L'Union Européenne trouve dans ce petit pays, aux confins du continent, un terrain pour réaffirmer la primauté de son modèle et de ses valeurs, un mois avant le lancement de sa déclinaison régionale de la politique de voisinage, le Partenariat oriental[1]. Ce partenariat naît à un moment difficile ; un an après l'invasion éclair de la Géorgie, il apparaît nécessaire d'offrir aux anciens pays du bloc soviétique un horizon palpable, un contrepoids à une Russie de nouveau désireuse de s'affirmer comme la grande puissance de la région. La situation des marges orientales de l'Europe est alors peu favorable à l'Union Européenne. La Géorgie a payé chèrement sa trop grande confiance en ses soutiens occidentaux, l'Arménie reste proche de Moscou, l'Azerbaïdjan est un pays autoritaire, la Biélorussie est considérée comme la « dernière dictature d'Europe ». L'Ukraine est le principal enjeu du partenariat naissant, elle a officiellement pris un tournant pro-occidental depuis la révolution orange de 2004 mais reste engluée dans la crise politique[2]. Dans ce contexte, la Moldavie où des dizaines de milliers de jeunes moldaves brandissent des drapeaux européens dans les rues pour faire chuter un gouvernement « communiste » prend alors une dimension symbolique toute particulière[3]. Quelques mois plus tard, une coalition de partis « pro-européens » s'installe au pouvoir.

Chișinău, hiver 2015 : Des milliers de personnes descendent dans les rues pour protester contre le gouvernement. Un milliard d'euros, l'équivalent de 13% du PIB, a disparu des trois plus grandes banques du pays après une série de prêts accordés à de mystérieux débiteurs. L'Etat a secrètement garanti les pertes quelques jours avant des élections législatives marquées par une

[1] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *Un Etat en quête de nation ; la République de Moldavie*, Paris, Non-Lieu, 2010, p.145-147.
[2] Jacques Rupnik, « Voisinage, démocratisation et géopolitique » in Jacques Rupnik (dir.), *Géopolitique de la démocratisation,* Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.17-20.
[3] Florent Parmentier, *Les chemins de l'Etat de droit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.114-116.

forte poussée d'une nouvelle opposition « pro-russe ». Dans les mois qui suivent, les crises politiques se succèdent, peu à peu le pouvoir tombe aux mains du Parti démocrate, paravent d'un groupe d'intérêt puissant exerçant une influence croissante sur les médias et le système judiciaire. Le gouvernement cherche sa légitimité par une surenchère sur la menace russe incarnée localement par le président de la République, Igor Dodon élu en 2016 sur un programme ouvertement hostile à l'Union Européenne et ouvertement favorable à la Russie [4]. Le débat public est accaparé par une rhétorique de nouvelle guerre froide mais les affaires continuent, président et gouvernement trouvent un terrain d'entente ; bloquer la montée d'une force politique alternative se déclarant comme le gouvernement « pro-européenne », pour ce faire, les accrocs aux principes démocratiques élémentaires deviennent flagrants[5]. En quelques années, la Moldavie est passé du statut de pays modèle dans la région, de « success story » à celui d'« Etat capturé »[6].

Chișinău, juin 2019 : Contre toute attente, le Parti socialiste du président Dodon et la coalition pro-européenne alternative s'allient contre le gouvernement du Parti démocrate. Les « défenseurs de l'Occident » perdent piteusement le pouvoir et quelques hommes forts du pays disparaissent soudainement. La figure de proue des nouveaux pro-européens, Maia Sandu, se voit confier les rênes d'un gouvernement dans lequel sont inclus de nombreux expatriés formés à l'étranger. Il ne faudra que quelques mois au Parti socialiste pour se débarrasser de son alliée d'un jour avec le soutien des démocrates ; en novembre, le «gouvernement Harvard » tel que le surnommait les caciques de la politique moldave est renversé[7]. Igor Dodon nomme un gouvernement « technocrate », contrôlé par le Parti socialiste. L'attitude envers l'Union Européenne se fait aussi conciliante qu'ambiguë [8].

---

[4] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, «The European Union's Challenges in Exporting Democracy: Conditionality and its Limits in the case of the Republic of Moldova » in Musteaţa Sergiu et Schaffer Sebastian (dir.), *25 years of development in the Post-Soviet Space*, Vienne, Der Donauraum 1-2/2016, 2018, p.123.

[5] Kamil Całus, *Moldova's political theatre: The balance of forces in an election year*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, 2018, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2018-01-31/moldovas-political-theatre-balance-forces-election-year], consulté le 10 septembre 2020.

[6] Kamil Całus, *Moldova : from oligarchic pluralism to Plahotniuc's hegemony*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, 2016,[https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2016-04-11/moldova-oligarchic-pluralism-to-plahotniucs-hegemony], consulté le 10 septembre 2020.

[7] Ilinka Léger, « Crises politiques en Moldavie ; l'art de la complexité » in *Regard sur l'Est,* 2019, [http://regard-est.com/crises-politiques-en-moldavie-lart-de-la-complexite], consulté le 30 août 2020.

[8] Kamil Całus, *A pseudo multi-vector policy ; Moldova under the socialists*, Centre for Eastern Studies, 2020, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2020-02-28/a-pseudo-multi-vector-policy-moldova-under-socialists], consulté le 10 septembre 2020.

Chișinău, novembre 2020, Maia Sandu remporte les élections présidentielles contre Igor Dodon, discrédité par la désastreuse gestion de la crise sanitaire par son gouvernement. Elle a fait de la lutte contre la corruption son principal objectif et reçoit le soutien franc des capitales européennes. Quelques jours plus tard, elle se trouve pourtant seule face à un Parlement hostile. Avant même que Maia Sandu n'occupe ses fonctions, une majorité *ad hoc* fait voter dans la précipitation une série de lois visant à l'affaiblir et à renforcer les positions économiques et politiques de ses adversaires. Les députés en viennent aux mains, dans la rue, les partisans de la présidente descendent une nouvelle fois dans la rue pour défendre leur choix, en appeler à l'Europe et espérer un avenir meilleur.

Dix ans après les événements d'avril 2009, le bilan de la décennie européenne est décevant :

La situation politique reste très instable, les institutions sont faibles, la corruption généralisée est loin d'avoir régressé et l'orientation géopolitique reste incertaine. Economiquement, l'évolution positive du taux de croissance cache mal les difficultés chroniques de la population[9]. Les balbutiements politiques et les difficultés économiques la plongent dans un profond désarroi qui se traduit par une émigration massive et un taux de natalité parmi les plus bas du continent[10]. L'espoir de voir se consolider une nouvelle démocratie fonctionnelle et prospère a laissé place à une forme de résignation et l'optimisme du printemps moldave de 20009 semble aujourd'hui lointain et naïf; à Chișinău comme à Bruxelles, un réalisme douloureux a remplacé l'euphorie qui dominait au début de la décennie[11]. La crise de confiance se reflète dans les sondages d'opinion qui pointent des niveaux de défiance inquiétants pour la cohésion d'une société perdue dans une transition sans fin[12]. L'instabilité politique chronique se reflète dans une rhétorique conflictuelle où tout débat rationnel et pondéré semble impossible; depuis des années, chaque élection est présentée comme cruciale, chaque changement de gouvernement est un tournant définitif, toute opposition est présentée comme illégitime et dangereuse. La scène politique moldave est une dramatisation extrême, les partis

[9] Direction du Trésor, *Note pays*, Paris, Ministère de l'Economie et des Finances, 2018, [https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MD/indicateurs-et-conjoncture], consulté le 20/08/2019.

[10] Madalin Necsutu, «Falling Birth Rate threatens Moldova's Future» in *Balkan Insight*, 2018, [https://balkaninsight.com/2018/01/24/falling-birth-rate-threatens-moldova-s-future-01-17-2018/], consulté le 12/09/2020.

[11] Mişcoiu et Henry, *op.cit.*

[12] Center for Insights in Survey Research, *sondaj de opinie publica (novembre 2019),* Sondage IRI/Gallup, [https://www.iri.org/sites/default/files/iri_poll_-_december_2019_for_publishing.pdf], consulté le 15 septembre 2020, p.15-16.

ne s'opposent le plus souvent pas sur des programmes concrets mais en inaugurant des statues ou en les faisant descendre de leurs socles, en déchirant des cartes géographiques au Parlement, en arborant ou en décrochant des drapeaux, en déplaçant des arbres de Noël[13]. Le débat politique moldave n'est pas un affrontement d'idées ou de projets mais une bataille de symboles, de mémoires et d'affects[14].

Victime de l'histoire et de la géographie? Le déchirement identitaire et la malédiction géopolitique

Plusieurs grandes approches ont régulièrement été convoquées pour expliquer l'instabilité de la Moldavie et ses difficultés à se transformer en une démocratie consolidée :

Au début des années 90, c'est une nouvelle venue ou plus exactement une oubliée qui surgit dans l'actualité : La Moldavie indépendante naît dans des soubresauts peu compréhensibles pour le public occidental. Son histoire est complexe, le territoire se trouve aux confluents d'influences diverses, elle est successivement Principauté indépendante, vassale de l'Empire ottoman, province de l'Empire russe, région de la Roumanie, République soviétique avant de devenir un pays indépendant en août 1991, à la chute de l'URSS. Le nouvel Etat est d'une surface légèrement supérieure à celle de la Belgique, enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, sa modeste dimension n'empêche pas une grande diversité de langues et de cultures réparties entre environ 2/3 de Moldaves roumanophones et un 1/3 de minorités russe, ukrainienne, gagaouze ou bulgare. Cette complexité donne à l'indépendance de ce territoire un caractère ambigu, les intellectuels moldaves de la fin des années 80 revendiquaient la reconnaissance d'une identité dont la nature même est floue, l'éclatement de l'URSS survint alors qu'une question cruciale n'était pas tranchée. L'indépendance devait-elle aboutir à la création d'une nation moldave indépendante ou était-elle un premier pas vers l'union avec la Roumanie voisine [15] ?

---

[13] Nicu Popescu, « Une classe politique immature et incapable de se réformer » in *Le Courrier des Balkans,* 2009, [https://www.courrierdesbalkans.fr/moldavie-une-classe-politique-immature-et-incapable-de-se-reformer], consulté le 30 août 2020.

[14] Rédaction TVR, « Harta României Mari a fost ruptă în Parlamentul Republicii Moldova de un deputat socialist » pour *TVR,* 2015, reportage sur séance agitée au parlement autour d'une carte de géographie offerte aux écoles moldaves par une association, [https://www.youtube.com/watch?v=WcA7am1rX6U], consulté le 15 septembre 2020.

[15] Charles King « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism » in *Slavic Review*, n° 53, volume 2, 1994, p.345–368. L'historien américain considère que cette division est également générationnelle.

Ce sont les armes qui vont en grande partie répondre à cette question. Hostiles à l'idée d'une possible réunification, la région majoritairement russophone de Transnistrie proclame son indépendance, un violent conflit s'ensuit dans lequel la Moldavie se retrouve face à l'ancienne puissance de tutelle, la Transnistrie fait sécession. Meurtrie par la défaite, la majorité de la population va considérer que la réunification n'est pas une option envisageable. Avec ses blessures et ses identités multiples, la Moldavie doit dès lors trouver sa place comme Etat indépendant sur la scène internationale et tenter de faire Nation.

L'histoire, l'ethnologie et la linguistique ont été régulièrement convoquées pour expliquer cette naissance difficile. Historiens, linguistes, spécialistes des Balkans ou de l'Union Soviétique s'efforcent d'expliquer et d'analyser les événements en cours dans ces confins d'Europe. Ils décrivent les populations qui s'y côtoient et expliquent leurs présences, décryptent la nature des relations entre ces minorités et la population majoritaire, décortiquent les interprétations historiques pour affirmer ou nuancer l'appartenance des Moldaves à une nation roumaine. L'école anglo-saxonne apporte un regard moins historiciste et tend rapidement à aborder la Moldavie sous l'angle de la conflictualité ethnique et du « nation building ». On peut voir là une différence de traditions de pensée vis-à-vis de la notion même de nation, quoiqu'il en soit la Moldavie devient un sujet d'intérêt et de confrontation pour les théoriciens de la nation, notamment les tenants du constructivisme. Lentement l'Occident redécouvre cette partie du continent plus complexe qu'il n'y paraissait[16].

Une dérive vulgarisée des travaux évoqués plus haut va faire du conflit identitaire l'approche définitoire du pays. La Moldavie est perçue, avec d'autres pays issus de l'Union Soviétique ou des Balkans, comme étant confrontée à des passions du siècle précédent que la domination soviétique aurait, selon une métaphore fréquente «gelées». Fascinés par cette résurgence de conflits qui leur semblaient provenir d'un autre temps, les observateurs occidentaux ont longtemps eu tendance à développer une dichotomie discutable entre le monde occidental et un « Est » perçu comme un terrain de passions incontrôlables, de dangereux conflits et d'éternels conflits de mémoires. La Moldavie constituait un exemple de cet «autre» englué dans l'histoire, un pays d'E*uropéens pas tout à fait Européens*[17]. Cette approche identitaire se

[16] Wanda Dressler, « Entre empires et Europe le destin tragique de la Moldavie » in *Diogène*, n°2, volume 210, 2005, p.34-58.

[17] L'expression est de l'historien serbe Milos Blagojevic cité par Tomasz Zaricky, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe,* Londres, Routledge, 2014.

justifie toutefois par l'utilisation politique qui est faite des divisions culturelles et des fractures mémorielles par les hommes politiques locaux ; une fois l'indépendance acquise, la classe politique moldave se construit sur des critères identitaires qui deviennent autant de motifs de confrontation[18]. Il est ainsi symptomatique de constater que, dans le pays le plus pauvre du continent, le débat le plus passionné ait porté et porte encore sur le nom à donner à la langue nationale[19]. Les différences ethniques et linguistiques sont utilisées par les partis politiques pour créer de véritables fiefs électoraux, ce jeu des partis a longtemps enfermé la population dans une caverne de Platon identitaire; la question majeure qui s'impose n'est pas « que faire? » mais « qui sommes-nous ? » ou plus récemment « avec qui sommes-nous ?» [20].

Au moment de l'indépendance, ces questionnements paraissaient anachroniques pour ne pas dire exotiques en cette fin de XXe siècle où la démocratie libérale triomphante semblait promettre le monde aux échanges sans frontières dans le cadre d'une mondialisation heureuse. Une autre grande approche fit en quelque sorte le pari de leur dépassement. La fièvre de l'indépendance passée, étudier la Moldavie c'est en effet étudier un processus de transformation difficile; l'ensemble des pays de l'ancien bloc socialiste sont confrontés à une expérience sociale extrême, le passage simultané d'une économie planifiée à une économie de marché et le passage d'un système autoritaire à un système démocratique. L'optimisme libéral du début des années 1990 envisage cette expérience comme un processus de «transition» vers ce qui était perçu comme le seul modèle envisageable, la démocratie libérale de marché. A ses débuts, la transitologie était donc une méthode d'analyse des transformations des sociétés ayant connu un régime autoritaire. Avec la chute des régimes socialistes, la transitologie change de nature, elle devient un courant de pensée dominant qui accompagne la foi en l'avènement d'une évolution généralisée sur le modèle des démocraties libérales. Les grandes idées que constituent la «Fin de l'Histoire» de Francis Fukuyama ou la « troisième vague de démocratisation » de Samuel Huttington font glisser la transitologie de la théorie à une forme de méthodologie prescriptive, elle se transforme en une boîte à outils pour tous les acteurs de la coopération internationale engagés dans la promotion, l'accompagnement ou le financement des réformes devant aider les pays «en transition» à parvenir à la stabilité démocratique, au développement économique et à la prospérité. Dans le cas de l'Europe anciennement socialiste,

[18] Cristina Guragata « Le discours politique nationaliste et son rôle dans la formation des partis politiques de Moldavie après 1991 » in *Transitions*, n° XLV-2, 2005.
[19] Danero-Iglesias, *op.cit.,* p.105-112.
[20] Oleg Serebrian, *Politosfera*, Chișinău, Cartier, 2001, cité dans Cazacu et Trifon, p.85.

la transition prend également une dimension symbolique dans lequel l'unification du continent est perçue comme une forme de réparation de l'Histoire. Les souffrances et les difficultés induites par ce processus sont acceptables dans la mesure où elles sont la promesse de ce « rattrapage »[21]. Dès la fin des années 90, l'optimisme du « retour à l'Europe » se nuance ; la notion même de transition devient dans le débat public des pays d'Europe centrale et orientale un concept fourre-tout servant à expliquer parfois à justifier les attentes déçues voire les espoirs trahis et les réformes économiques souvent brutales ont des conséquences sociales et même morales parfois désastreuses[22]. La mise en œuvre quasi-religieuse des politiques supposées guider vers la démocratie commence à être fortement critiquée y compris par les anciens responsables des institutions chargées de les promouvoir[23].

La transition s'est révélée plus douloureuse qu'initialement prévu et ses résultats sont variables, pour les pays intégrés à l'Union Européenne, elle semble avoir aboutie au modèle attendu, d'autres semblent perdus dans une transition sans fin , d'autres encore, notamment dans l'ex Union Soviétique sont arrivés à des régimes fort différents et la transitologie appliquée à l'Europe centrale et orientale se voit contrainte de revenir à des travaux menés dans les années 60 et 70 sur les nouvelles formes d'autoritarisme ou les « élections sans choix » dans les pays africains ou sud-américains[24]. Ces nouvelles observations mènent au développement de la notion de *régimes hybrides* qui analyse la façon dont certains régimes adoptent formellement les règles du jeu démocratique sans en respecter l'esprit se situant ainsi quelque part entre régimes autoritaires et régimes démocratiques[25]. En dépit de son plus grand réalisme, la théorie des régimes hybrides reste guidée par l'idée que le processus de transition doit à terme mener à la démocratie libérale par des avancées successives sur lesquelles il ne sera pas possible de revenir[26]. Dans les années 2000, la Moldavie est souvent présentée comme un régime hybride, Lucan Way en faisant même un exemple type de « pluralisme par défaut » soit

[21] Zaricky, *op.cit.*

[22] Kristen Ghodsee, *Lost in transition: Ethnographies of every Day Life after Communism,* Durham, Duke University Press, 2011.

[23] Joseph Stiglitz et Paul Chembla, La grande désillusion, Paris, Fayard, 2002, pour l'édition française.

[24] Guy Hermet Guy, « Les élections sans choix » in *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, 1977. p. 30-33.

[25] Steven Levitsky et Lucan Way, « The Rise of Competitive Authoritarianism » in J*ournal of Democracy*, n°2, volume 13, 2002, p.51-65.

[26] Bruno Palier, « Path dependence (Dépendance au chemin emprunté) » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet, (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques. 3e édition actualisée et augmentée,* Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 411-419.

un Etat trop faible pour pouvoir imposer un régime autoritaire[27]. Malgré son parcours heurté, la transition moldave est néanmoins vue comme une continuité ; les gouvernements des années 90 sont perçus comme des réformistes timides évoluant lentement vers le modèle à atteindre, l'arrivée au pouvoir du Parti communiste du président Voronine a en revanche constitué un choc au début des années 2000 et est vue comme le recul inquiétant d'un pays allant à contre-courant de l'Histoire[28], la réorientation ultérieure de la politique étrangère du gouvernement communiste vers l'Europe a été perçue comme un retour à une forme de « normalité » mais le régime Voronine restera toujours suspect aux yeux de ces partenaires occidentaux[29].

La « révolution twitter » de 2009 revêt le rôle symbolique de nouveau départ sur le chemin de la démocratisation et les premières années des coalitions gouvernementales « pro-européennes » sont saluées comme une preuve de l'efficacité et de la pertinence des politiques extérieures de l'UE[30]. Las, la marche de la Moldavie vers les lumières européennes ou vers son véritable *ethos* ne s'est pas avérée si triomphale. L'idée de transition n'est pour autant pas en remise en cause, elle continue dans les discours des partis pro-européens, dans ceux des institutions internationales ou des chancelleries occidentales à être une marche vers le progrès, vers un modèle à atteindre qui exige des politiques à appliquer et des réformes à suivre. Présentée comme rationnelle, la notion de transition est en fait une notion profondément culturaliste mais l'interroger c'est prendre le risque d'être accusé de « pessimisme culturel »[31]. Pour de nombreux observateurs, si la transition est difficile, c'est qu'elle est empêchée par des phénomènes internes mais aussi et surtout externes. Les métaphores de « l'entre-deux-mondes » sont fréquemment utilisées pour décrire la Moldavie dont la classe politique est régulièrement divisée en « pro-russe » ou « pro-européen ». L'image de la « ligne de faille »

---

[27] Lucan Way, «Weak States and Pluralism: The Case of Moldova» in *East European Politics and Societies*, n° 3, volume 17, 2003, p. 454-482.

[28] Angela Demian, « La république de Moldova à la croisée des chemins » in *Question d'Europe*, *synthèse n°33*, 2002, [https://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0033-la-republique-de-moldova-a-la-croisee-des-chemins], consulté le 10 août 2020.

[29] Luke March « From Moldovanism to europeanization? Moldova's communists and nation-building» in *The Journal of Nationalism and Ethnicity, n°*4, volume 35, 2007.

[30] Florent Parmentier « La Moldavie, un succès européen majeur pour le Partenariat oriental ? » in *Question d'Europe n°186*, 2010, [https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0186-la-moldavie-un-succes-europeen-majeur-pour-le-partenariat-oriental], consulté le 20 août 2020.

[31] Dans *Les chemins de l'Etat de Droit*, Florent Parmentier oppose l'enthousiasme institutionnel du début du processus d'élargissement au pessimisme culturel. Par « pessimisme culturel » il désigne l'ensemble des opinions qui tendent à considérer comme impossible la démocratisation des marges de l'Europe pour des raisons de différences culturelles, historiques ou philosophiques (poids de l'histoire, absence de tradition démocratique, place de la religion etc..).

est régulièrement convoquée lorsqu'il s'agit d'étudier les relations extérieures du pays. La Moldavie n'est alors pas étudiée pour elle-même mais comme un objet de concurrence entre puissances extérieures ; sa situation géographique, ses déchirements identitaires ou sa dépendance économique la situant sur une ligne de confrontation entre deux zones d'influence antagonistes, le monde russe et l'Occident[32]. L'intérêt pour les passions nationales et les mosaïques ethniques de ce « presque Orient compliqué », la guerre de Transnistrie, les mouvements unionistes ou les heurts en Gagaouzie ont donné à la Moldavie, dès son indépendance, un statut de cas d'école pour les géopoliticiens[33], l'approche géopolitique a néanmoins connu des fluctuations sensibles depuis 1991 : Elle a constitué la clé de lecture principale au moment du conflit transnistrien puis lors de l'installation du régime Voronine avant de connaître une relative éclipse lors de la phase de rapprochement avec l'Union Européenne. Depuis le tournant conservateur opéré par la Russie[34], le conflit ukrainien ou les tensions autour de la mer Noire l'intérêt pour la région s'est renforcé et a été accompagné par

[32] L'ouvrage francophone le plus complet utilisant cette approche est sans doute celui de l'ancien ambassadeur de Moldavie en France Oleg Serebrian, *Autour de la mer Noire ; géopolitique de l'espace pontique*, Perpignan, Artèges, 2011.

[33] La géopolitique *stricto sensu* étudie l'influence de la géographie physique et humaine sur les relations internationales, plus largement, la géopolitique se donne comme objectif l'analyse et la compréhension des relations internationales avec une forte dimension prédictive. Sous sa forme moderne, elle apparaît avec les travaux du géographe suédois Rudolf Kjellen à la fin du XIXe siècle puis se développe en Allemagne avec un autre géographe Friedrich Ratzel. Dans sa « Géographie politique »· Ratzel compare l'Etat à un être vivant en constante quête d'accroissement. Au cours du XX e siècle, la géopolitique allemande va servir à justifier l'expansionnisme ce qui contribuera à son rejet comme discipline scientifique en France. Simultanément apparaît un courant anglo-américain de géopolitique dont Alfred Mahan et Halford Mackinder en Angleterre puis Nicholas Spykman aux Etats-Unis sont les principales figures. La géopolitique anglo-américaine différencie les territoires et leurs politiques en fonction de leur accès à la mer et développe des concepts liés à la maîtrise des océans puis à celle des airs. L'école américaine apporte également un intérêt particulier à la dimension culturelle des concurrences territoriales que l'on retrouve au centre des travaux de Samuel Huntington à la fin du XXe siècle. En France, la géopolitique est longtemps mal perçue, il faudra attendre qu'Yves Lacoste lui redonne une nouvelle perception à partir des années 60 en en diversifiant les objets d'études. La géopolitique classique perd de son influence après la deuxième guerre mondiale au profit notamment du droit ou des relations internationales dont l'essor est lié au développement d'organisations destinés à régler pacifiquement les conflits internationaux. A la fin du XXe siècle, la disparition de l'équilibre bipolaire et la montée de nouveaux risques remettent la géopolitique au premier plan. En Europe orientale, une approche géopolitique américaine portée par des penseurs néo-conservateurs se heurte frontalement à la vision géopolitique russe, celle d'un territoire depuis toujours confronté au défi majeur de la défense de l'immensité de son espace. On retrouve parmi les principes de la politique extérieure russe clairement énoncés en 2008 la protection des citoyens russes partout dans le monde et l'affirmation d'une zone d'intérêt privilégiée, une sphère d'influence autrement appelée « étranger proche ».

[34] Leonid Poliakov, *Le « conservatisme » en Russie : instrument politique ou choix historique ?* Notes de l'IFRI, Russie, Nei.Visions, n° 90, 2015,
[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_90_fr_poliakov_protege.pdf], consulté le 17 septembre 2020.

une lecture géopolitique souvent agressive de la situation moldave[35], la Moldavie étant fréquemment et complaisamment décrite comme un avant-poste fragile menacé par l'avancée de la Russie, toujours prête à basculer, empêchée d'aller franchement vers l'Ouest par une Russie qui maintient Chișinău dans une dépendance économique et culturelle[36].

L'influence de la Russie est ainsi une explication régulièrement avancée pour justifier les difficultés de l'européanisation de la gouvernance du pays ; Cette influence est incontestable et prend des formes multiples :

- Depuis 1992, la Moldavie ne contrôle pas l'ensemble de son territoire et doit coexister avec la Transnistrie, aujourd'hui un Etat de facto fortement soutenu par Moscou,
- la Moldavie est presque entièrement dépendante de l'ancienne métropole pour son approvisionnement en énergie qui constitue un outil de pression majeur[37],
- la Moldavie serait une cible privilégiée du soft-power russe et la dénonciation de la propagande russe a été un thème politique récurrent pendant toute la dernière décennie[38].
- les facteurs culturels et identitaires sont également largement évoqués pour expliquer les difficultés du pays. Au moment de l'indépendance, près de 40 % de la population de la Moldavie appartenait à une minorité nationale ; Russes, Ukrainiens, Gagaouzes ne se reconnaissaient pas dans le projet national moldave et se sentaient historiquement et culturellement plus liés à Moscou. Il faut ajouter à ces divisions ceux qui, parmi la population majoritaire, se revendiquaient comme Roumains et jugeaient illégitime et non avenue la création d'un Etat moldave indépendant[39].

---

[35] Robert Kaplan, « Why Moldova urgently matters » in *Stratfor*, 2014, [https://worldview.stratfor.com/article/why-moldova-urgently-matters], consulté le 17 septembre 2020.

[36] L'inverse est tout aussi vrai et les médias russes évoquent le risque de voir la Moldavie rejoindre l'OTAN et devenir un avant-poste militaire. Voir Alina Zaychikova, « Split in Moldova's political circles greatly hinders solution of urgent problems in republic » in *Penzanews*, 2017, [https://penzanews.ru/en/analysis/64409-2017], consulté le 20 octobre 2020.

[37] Susanne Nies, « L'énergie, facteur d'intégration et de désintégration en Europe : Bilan du quart de siècle depuis la chute du mur de Berlin », *Hérodote*, n° 4, volume 155, 2014, p.58-79.

[38] Antii Sillanpää et alii, *The Moldovan Information Environment, Hostile Narratives and their Ramifications*, the NATO Strategic Communications Centre of Excellence, 2017, [https://www.stratcomcoe.org/download/file/fid/75574], consulté le 12 septembre 2020.

[39] Marin Kosienkowski et William Schreiber, *Les minorités nationales en Moldavie ; pourquoi sont-elles eurosceptiques*, Paris, Institut Français des Relations Internationales, 2014, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_81_fra_moldova_minorities_november_2014_0.pdf] , consulté le 12 septembre 2020.

A l'instar des différences identitaires, les tensions géopolitiques servent aux partis politiques moldaves à se définir[40]. Ces facteurs explicatifs ont chacun leur intérêt mais ils évoluent et ne peuvent plus à eux seuls justifier les difficultés du pays :

La situation de la Transnistrie est depuis longtemps stabilisée, la question est ponctuellement soulevée par les classes politiques des deux côtés du fleuve mais c'est aujourd'hui le plus apaisé de tous les conflits gelés de l'ancienne Union Soviétique. La Transnistrie est incluse dans l' « Accord de libre-échange complet et approfondi » conclue entre la Moldavie à l'Union Européenne. La stratégie d'apaisement dite des « petits pas » promue par l'UE permet à la région sécessionniste l'accès au marché européen ce qui renforce paradoxalement son indépendance *de facto*[41]. Les populations des deux rives commercent et échangent mais elles sont culturellement et socialement de plus en plus indifférentes l'une à l'autre[42].

La dépendance énergétique de la Moldavie est extrême mais, indifféremment des gouvernements, peu d'efforts ont été réalisés pour l'atténuer. En outre, la situation de la Moldavie n'est pas si exceptionnelle de ce point de vue ; la Russie reste le premier fournisseur d'énergie de l'Union Européenne[43]. Certains pays membres de l'UE sont dépendants à plus de 80% de l'énergie russe, d'autres sont des partenaires étroits de Moscou dans ce domaine stratégique[44]. Ce levier d'influence est par ailleurs à double tranchant, les hydrocarbures étant son principal produit d'exportation, la Russie est largement dépendante de ses clients[45].

L'impact du soft-power russe est difficile à évaluer, la pratique de la langue russe est encore importante, notamment en milieu urbain, la Russie reste le premier pays d'émigration pour les travailleurs moldaves et le pays est encore en étroite relation avec l'univers culturel et médiatique russe dans toute sa diversité. Toutefois, les principaux vecteurs des *hostile*

---

[40] Nicolas Trifon, « L'emprise de Moscou sur la République de Moldavie : état des lieux » in *Géoéconomie*, n°3, volume 70, 2014, p. 95-110.
[41] Evgeniy Savvateev, *«* Moldova and Transnistria take Small Steps Towards Special Statut *»* in *Hrodmaske International*, Kiev, 2017, [https://en.hromadske.ua/posts/moldova-and-transnistria-take-small-steps-towards-special-status], consulté le 17 septembre 2020.
[42] Un sondage de 2018 indique que seuls 3 pour cent des personnes interrogées considèrent les relations avec la Transnistrie comme un grave problème, Annual Survey Report : *Moldova, juin 2018*,[https://www.euneighbours.eu/sites/default/files/publications/AnnualSurvey2018report_MOLDOVA.pdf], consulté le 17 septembre 2020.
[43] Pascal Marchand, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, p.133-140.
[44] Andras Deak, « Hongrie : des stratégies dans le tuyau » in *Outre-Terre*, volume 27, n°1, 2011, p.165-176.
[45] Marchand, *op.cit.*, p.138.

narratives[46] tant dénoncées sont plus souvent le fait d'acteurs locaux que de la Russie elle-même ; partis politiques, médias, associations ou église orthodoxe reprennent et adaptent le discours national-conservateur russe au terrain moldave. Cette reprise et cette adaptation du discours conservateur russe est plus ou moins intense en fonction de la situation politique et des besoins de ces acteurs locaux[47].

Enfin, la population de la Moldavie tend à s'homogénéiser, les dernières études démographiques estiment que les minorités nationales représentent aujourd'hui à peine 20% de la population totale du pays[48].

C'est pourtant presque toujours sous l'angle de la curiosité géopolitique que les médias internationaux évoquent la Moldavie comme un petit pays au cœur de trop grands enjeux, subissant les pressions d'une Russie affirmant sa puissance retrouvée, d'une Europe désireuse de ne plus reculer, d'une Roumanie souvent cocardière ou d'une alliance nord-atlantique ayant retrouvé sa rhétorique de guerre froide[49]. Si la question du choix entre Est et Ouest anime les observateurs internationaux et enflamme le débat politique, la population a souvent une attitude beaucoup plus pragmatique : Un sondage d'opinion de 2019 montre une proximité plus nette avec l'Union Européenne mais on ne note pas de défiance envers la Russie[50]. La population exprime d'autres priorités, d'autres préoccupations plus immédiates ; la faiblesse des revenus, l'absence de travail, le mauvais état des infrastructures, les mauvaises conditions d'accès aux services de santé et d'éducation[51]. Autant de questions auxquelles la classe politique moldave ne semble pas pouvoir ou vouloir répondre. Depuis l'indépendance, les différents partis tentent d'imposer, telle une vérité révélée, une identité qui indiquerait naturellement au pays son orientation géopolitique légitime. Ce positionnement des partis bloque le débat, les discours géopolitiques et historiques tendent à créer et à maintenir captives des clientèles électorales, à

---

[46] Sillanpää et alii, *op.cit.*

[47] Vasile Gancev, « Quel avenir pour la loi anti-propagande en Moldavie ? » in *Global Voices*, 2020, [https://fr.globalvoices.org/2020/02/15/244440/], consulté le 17 septembre 2020.

[48] Biroul national de Statistica, commentaires et observations sur le recensement de 2014, 2017, [https://statistica.gov.md/newsview.php?l=ro&idc=30&id=5582], consulté le 13 septembre 2020.

[49] Jeffrey Mankov, «Is it time to bring containment back ?» in *The National Interest*, 2014, [https://nationalinterest.org/blog/the-buzz/it-time-bring-containment-back-10881], consulté le 30 août 2020.

[50] Center for Insights in Survey Research, *Sondaj de opinie publica (mai-juin 2019),* IRI/Gallup, [https://consulting.md/rom/noutati/sondaj-iri-gallup-sondaj-de-opinie-publica-mai-iunie-2019], consulté le 15 septembre 2020, p.55-57.

[51] *Idem,* p.14 et 36-37.

développer des identités irréductibles qui séparent la population en bastions irréconciliables[52]. Les questions géopolitiques et identitaires jouent un rôle central dans le débat public mais elles occultent les problèmes de société les plus criants. La classe politique ne résout pas les problèmes qu'elles dénoncent, elle les utilise et s'en nourrit, si les questions de mémoire, d'identité et de géopolitique sont réelles elles constituent également un bon moyen de diversion[53].

Hypothèses de recherche

Depuis des années, les gouvernements déclarent s'atteler aux réformes devant rapprocher la Moldavie du modèle de la démocratie libérale et de l'Union Européenne, il est toutefois clair aujourd'hui que ce processus a été largement feint. Notre démarche s'appuie sur une approche endogène de l'évolution politique de la Moldavie et nous posons comme première hypothèse que les difficultés géopolitiques et identitaires relèvent en partie d'une construction discursive utilisée pour contrôler le pouvoir et influencer les partenaires extérieurs mais aussi pour justifier une incapacité à agir[54]. Cela nous aménera à nous interroger sur le processus de formation des partis politiques moldaves et sur les objectifs qu'ils poursuivent. Au-delà d'une forme d' une *européanisation Potemkine*, la réalité politique en Moldavie est avant tout celle d'une élite pour qui le pouvoir est un but en soi et un moyen de s'enrichir[55].

Nous souhaitons pour cela montrer que l'évolution politique et sociale de la Moldavie ne répond pas uniquement à des facteurs de politique « formelle »[56]. Les partis politiques ne peuvent pas être définis selon des critères idéologiques, identitaires ou d'orientation géopolitique, ils sont les façades de groupes d'intérêts, d'un pouvoir informel qui échappe au contrôle démocratique[57]. C'est par le prisme de cette politique « informelle » et de son influence

[52] Vincent Henry, « La Moldavie, un peuple en otage », notes de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques, 2016, [https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/04/Note-IRIS-Moldavie-Avril-2016.pdf], consulté le 15 septembre 2020.
[53] Petru Negură, « La géopolitique comme prétexte pour ne pas faire des choix politiques » in *Le Courrier des Balkans*, 2018, [https://www.courrierdesbalkans.fr/Moldavie-la-geopolitique-comme-pretexte-pour-ne-pas-faire-de-choix-politiques], consulté le 30 août 2020.
[54] Julien Danero-Iglesias, «Constructing national history in political discourse: Coherence and contradiction (Moldova, 2001–2009) » in *Nationalities Papers* n°41, volume 5, Washington University press, 2013, p.780-800.
[55] Igor Munteanu, «Democratia ghilotinata de oligarhi» in Armand Gossu et Alexandru Gussi (dir.) *Democratia sub asediu*, Bucarest, Corint, 2019, p.69-110.
[56] Eleanor Knott, « Perpetually "partly free": lessons from post-soviet hybrid regimes on backsliding in Central and Eastern Europe » in *East European Politics*, n°3, volume 34, 2018, p.355-376.
[57] *Idem.*

que nous souhaitons aborder les relations entre l'UE et la Moldavie en nous intéressant plus particulièrement à la « décennie européenne » qui s'ouvre avec la révolte d'avril 2009. Cet événement permet à ce pays longtemps resté à l'écart des préoccupations de l'UE de reprendre la narration classique de la lutte pour la démocratisation ; un pouvoir oppresseur hérité du passé est renversé par un mouvement spontané au cours duquel la population réclame plus de démocratie et exprime son désir de rejoindre la famille européenne[58]. Vingt ans après, la chute du mur de Berlin, l'événement fondateur de ce récit, les « années européennes » de la Moldavie et leur échec relatif interrogent à la fois les possibilités des politiques de l'Union Européenne et le degré d'attraction des valeurs démocratiques dans un contexte radicalement différent. Dans ses relations avec ses voisins de l'Est, l'UE s'est longtemps attachée à une coopération avec des institutions visant à les transformer par un transfert de normes autour de valeurs supposées souhaitées et partagées. Or, en Moldavie, les institutions formelles sont faibles et trente ans après son indépendance, l'Etat y est toujours en quête d'une nation qui puisse les légitimer[59]. La Moldavie a connu une histoire heurtée, une modernisation incomplète et chaotique et s'est souvent contentée d'imiter les structures des Etats occidentaux sans en adopter ni le fonctionnement, ni l'esprit. Ils créent ainsi une « forme sans fond » dénoncée en d'autre temps et dans un pays très proche par Titu Maiorescu[60]. La faiblesse et l'artificialité des institutions les transforment souvent en simples instruments entre les mains de groupes fort peu soucieux du bien commun.

De l'espoir de faire de la Moldavie un modèle de leurs nouvelles politiques de voisinage, les institutions européennes sont passées à une volonté de l'empêcher de devenir un parfait contre-modèle[61]. La Moldavie ne peut plus prétendre être un exemple régional de «démocratisation», elle est aujourd'hui un outil de transaction. Les autorités moldaves jouent sur les tensions croissantes entre Occident et Russie et sur la confrontation généralisée entre les modèles

[58] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, « Le discours politique et la quête identitaire en République de Moldavie» in Sergiu Mişcoiu et Nicolae Păun (dir.), *Intégration et désintégration en Europe Centrale et Orientale*, *Cahiers FARE,* n° 9**,** Paris, l'Harmattan, 2016, p.209-240.

[59] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, «The European Union's Challenges in Exporting Democracy : Conditionality and its Limits in the case of the Republic of Moldova» in Sebastian Schaffer et Sergiu Musteaţa, *25 years of development in the Post-Soviet Space*, Vienne, Der Donauraum 1-2/2016, 2018, p.123-139.

[60] Le philosophe et homme politique roumain, Titu Maiorescu analysait ainsi, au début du XXe siècle, les effets de la modernisation et de l'occidentalisation rapide et incomplète de la Roumanie. Cette formule est régulièrement considérée comme toujours actuelle dans de nombreuses analyses de la politique roumaine.

[61] Mişcoiu et Henry, « The European Union's Challenges in Exporting Democracy», *op.cit.*

libéraux et illibéraux[62]. Pour garder le soutien des partenaires occidentaux, les gouvernements moldaves de la décennie passée ont privilégié l'argument de la stabilité dans une région potentiellement conflictuelle ou perçue comme telle. L'Union Européenne et plus généralement les puissances occidentales sont contraintes d'accepter la mise en place d'un fonctionnement de type patrimonial, le principe de transfert de normes et de valeurs qui est à la base de la notion d'européanisation est remis en question par cet engrenage[63]. En effet, l'alignement officiel de la Moldavie sur l'Union Européenne ne paraît pas en mesure de modifier les modes de fonctionnement du pays, pire son soutien et l'ouverture aux marchés internationaux semblent parfois avoir renforcé une oligarchie omnipotente[64].

Les relations entre Union Européenne et Moldavie ont débuté dès l'indépendance mais elles ont pris une toute autre dimension avec l'apparition d'une frontière commune suite à l'adhésion de la Roumanie à l'UE puis avec l'arrivée au pouvoir de la coalition pro-européenne. L'Accord d'association signé dans le cadre du partenariat oriental, la déclinaison régionale de la politique de voisinage de l'UE, est supposé mener à une européanisation du pays par la transformation des modes de gouvernance et par les réformes économiques mais ces objectifs s'appuient sur la confiance accordée en une élite éclairée, en des dirigeants partageants les valeurs européennes. Un peu plus de dix ans après, après les espoirs suscités à la suite des événements de 2009, l'insuffisance des résultats obtenus et le comportement de prédation des élites locales ont amené à une profonde dégradation de cette confiance[65].

Cette prise de conscience entraîne une réévaluation plus pragmatique de la politique menée en faveur de la Moldavie ; il ne s'agit plus tant de transformer un pays que de le garder dans le giron occidental et d'en maintenir l'évolution politique sous contrôle[66].

---

[62] Steven Hall, «Why West should pay more attention to Moldova», in *Stratfor*, 2016, [https://worldview.stratfor.com/article/why-west-should-pay-more-attention-moldova], consulté le 15 septembre 2020.

[63] François Bafoil et Bernd Weber, « Les temporalités de l'européanisation » in *Temporalités*, n°19, 2014, [http://temporalites.revues.org/2714], consulté le 11 septembre 2020.

[64] Ben Judah Ben et Nate Sibley, *The Enablers: How Western Profesionals Import Corruption and Strenghtens Authoritarianism*, Washington, Hudson Institute, 2018, [https://www.hudson.org/research/14520-the-enablers-how-western-professionals-import-corruption-and-strengthen-authoritarianism], consulté le 12 septembre 2020.

[65] Armand Goşu, *Euro-falia; Moldova*, Bucarest, Curtea Veche, 2016, p.206-208.

[66] Sven Biscop, *Geopolitics with European Characteristics; an Essay on Pragmatic idealism, Equality and Strategy*, Bruxelles, Royal Institute for International Relations, 2016, [http://www.egmontinstitute.be/geopolitics-with-european-characteristics-an-essay-on-pragmatic-idealism-equality-and-strategy/], consulté le 10 septembre 2020.

Face à ce constat, nous formulons une seconde hypothèse : Les relations entre l'Union Européenne et la Moldavie évoluent progressivement vers un abandon du paradigme initial de la transition, le but de cette relation n'est plus de *transformer en* mais bien de *maintenir près de*. La lente intégration de la concurrence géopolitique et sociétale entraîne un glissement vers une forme de *realpolitik* qui n'était pas la marque de la politique extérieure européenne. L'Union Européenne tente de conserver une image de promotrice de valeurs en maintenant une pression rhétorique sur les autorités de Chișinău mais sa politique a eu tendance au cours de la décennie écoulée à évoluer vers un renoncement à sa capacité de transformation des sociétés voisines au profit de leur stabilité[67]. Les questions posées par cette priorité accordée à la stabilité sur les valeurs sont nombreuses car il n'est pas certain que cette stratégie puisse réellement garantir les intérêts de l'Union Européenne et encore moins ceux des populations de son voisinage.

Nos deux hypothèses tendent à converger et nous souhaitons montrer dans ce travail que, si les élites moldaves ont utilisé les questions identitaires comme instrument de conquête du pouvoir, elles utilisent les tensions géopolitiques régionales dans le même objectif en impliquant de façon croissante les principaux partenaires extérieurs de la Moldavie. Il existe donc une forme de continuité dans les méthodes adoptées ; les questions d'appartenance à un espace géopolitique constituent une projection et une prolongation des interrogations identitaires qui divisent la société moldave. Cette confiscation du pouvoir a permis, en dépit de l'alternance politique, la mise en place d'une oligarchie kleptocrate particulièrement résistante car elle met toute son énergie et ses moyens à spéculer sur les rivalités dont la Moldavie fait l'objet, quitte à les accentuer volontairement. Ce chantage au chaos et cette stratégie de préservation d'une *zone grise* posent à l'Union Européenne et à la Russie le problème de la gestion de marges partagées et celui de l'extension et des limites de leurs influences respectives. La Moldavie est donc bien un objet géopolitique dépendant d'enjeux qui la dépasse mais sa classe politique a joué pendant toute la décennie passée avec cette situation pour se positionner par rapport à une puissance ou une autre afin de faire de leur pays un enjeu symbolique et de créer cet entre-deux flou dont ils sont les seuls maîtres, ce permanent déséquilibre dont ils savent tirer profit.

[67] Dans *Les chemins de l'Etat de Droit*, Florent Parmentier oppose l'enthousiasme institutionnel du début du processus d'élargissement au pessimisme culturel. Par « pessimisme culturel » il désigne l'ensemble des opinions qui tendent à considérer comme impossible la démocratisation des marges de l'Europe pour des raisons de différences culturelles, historiques ou philosophiques (poids de l'histoire, absence de tradition démocratique, place de la religion etc..).

Ce jeu politique local qui illustre à l'extrême toutes les causes de la dégradation du débat démocratique observables globalement influe sur les choix des grandes puissances dans la région. La scène politique moldave peut à ce titre être vue comme un miroir déformant des contradictions et des intérêts des grandes puissances aux marges de l'Union Européenne, elle est également le reflet plus global d'une dégradation du paradigme démocratique[68].

Plan de la thèse

La première partie de cette thèse est un bref parcours de l'histoire complexe de la Moldavie où s'imbriquent étroitement celles de la Roumanie et de la Russie, chacune d'entre elles ayant sa propre historiographie, sa propre mémoire, ses traumatismes souvent communs mais vécus différemment. Son étude nous permet d'appréhender les raisons pour lesquelles, 30 ans après son indépendance, la naissance d'une véritable Nation moldave n'est toujours pas réellement advenue[69].

La deuxième partie est divisée en trois sous-parties, chacune consacrée à une période de l'après indépendance. La première sous-partie évoque les soubresauts de cette indépendance et les divisions ethniques et culturelles qui ont structuré la scène politique. Elle retrace ensuite les difficultés liées au passage d'une économie planifiée, intégrée à celle de l'Union Soviétique, à une économie de marché indépendante ainsi que les graves conséquences sociales de cette transition. La deuxième période évoquée est celle du retour au pouvoir du Parti communiste et de la façon dont il a imposé un régime plus autoritaire tout en obtenant une relative stabilisation de l'économie au prix de tensions sociétales croissantes. La dernière sous-partie est consacrée à la décennie européenne, débutée en avril 2009, nous y évoquons l'espoir qu'a suscité la perspective d'un rapprochement avec l'Union Européenne et le monde occidental en général, les conséquences de la montée des tensions géopolitiques dans la région puis les nombreux dérapages démocratiques qui ont mené la Moldavie à la situation de relatif blocage dans laquelle elle se trouve aujourd'hui.

La troisième sous-partie revient sur le parcours effectué depuis l'indépendance mais en s'attachant à la manière dont se sont formées les élites politiques et économiques moldaves

[68] Mişcoiu et Henry, « The European Union's Challenges in Exporting Democracy», *op.cit.*

[69] Au cours d'un entretien avec l'analyste politique Anatol Țăranu en mai 2016, celui-ci estimait qu'on ne pouvait parler que d'une *population* moldave et en aucun cas d'un *peuple,* ce qui à ses yeux rendait difficile toute grande mobilisation autour d'un projet national.

après la chute de l'URSS. Pour ce faire, nous adoptons une grille de lecture propre aux spécialistes de l'ex-Union Soviétique, en portant notre attention sur l'émergence d'une véritable oligarchie et sur son influence sur l'ensemble du système politique et économique. Nous étudions ensuite longuement, la manière dont cette oligarchie a pu prospérer malgré les engagements européens de la Moldavie et comment elle a pu détourner le processus d'européanisation en sa faveur au point de transformer le pays en une sorte de kleptocratie.

La quatrième partie aborde de façon plus théorique l'influence du recul ou de la stagnation démocratique sur les politiques européennes de voisinage, cette démarche se divise en trois sous-parties. La première revient sur le concept de transition utilisé pour interpréter mais aussi pour monitoriser les changements en cours dans les pays de l'ancien bloc socialiste. Nous y étudions l'évolution de la « transitologie » et de ses présupposés en nous attardant sur la notion de « régime hybride », sur sa nature et sur ce que la persistance de tels régimes implique pour la réflexion transitologique.
La deuxième sous-partie se penche sur les politiques européennes de voisinage, leurs objectifs initiaux et leurs évolutions récentes. Nous nous interrogeons sur le concept de pouvoir normatif et sur le principe d'exportation de normes et de valeurs qui ont présidé l'élaboration des politiques des voisinages et sur leurs capacités d'adaptation aux changements très profonds survenus depuis le début du XXIe siècle. Enfin, dans la troisième et dernière sous-partie, nous analysons la manière dont l'esprit et les objectifs des politiques européennes se transforment et s'adaptent aux tensions croissantes observables dans le voisinage de l'Union Européenne, pour ce faire, nous cherchons des points de comparaisons avec d'autres pays, situés eux aussi dans des situations d'attente, aux marges de l'Europe, les pays candidats à l'adhésion des Balkans occidentaux.

Nous concluons en nous demandant à quel point les évolutions politiques récentes observables en Moldavie sont liées à une histoire et une situation particulière à interpréter comme un cas spécifique ou si ces évolutions sont le reflet d'une transformation générale et globale d'une crise du modèle démocratique et du système social et économique auxquels la Moldavie était supposée s'intégrer.

I. UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA MOLDAVIE

Un retour historique se justifie pleinement dans la mesure où les discours et les positionnement des partis politiques se font régulièrement par rapport à l'histoire complexe de la Moldavie. Les partis politiques nés dans l'effervescence de l'indépendance ne se sont pas définis par rapport à une vision de l'avenir mais sur des lectures antagonistes du passé.

Aujourd'hui encore, brandir la reproduction d'une carte géographique ancienne, se battre sur des questions d'héraldique[70], célébrer un évènement plutôt qu'un autre ou porter un ruban rayé sont autant d'actes politiques forts[71], autant de références à une histoire qui est source d'interprétations violemment contradictoires.

C'est dans cette perspective que nous allons proposons un rapide parcours historique de la Moldavie. indispensable pour saisir les sources du discours politique contemporain. Dans ce très bref panorama, nous avons fait le choix d'insister sur les moments qui fracturent la mémoire collective:

- L'annexion russe de 1812,
- la Bessarabie tsariste et le développement parallèle du nationalisme roumain,
- la décision d'unification de 1918,
- la période de l'entre deux-guerres,
- la seconde guerre mondiale,
- l'accès à l'indépendance.

[70] Valentina Basiul, «Drapelul lui Dodon» pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2017, [https://moldova.europalibera.org/a/28275025.html], consulté le 18 septembre 2020. Le drapeau tricolore moldave est assez semblable au drapeau roumain, en 2017, le président de la République propose qu'il soit remplacé par un drapeau uni, rouge, frappé d'une tête d'auroch, symbole de la Principauté de Moldavie au Moyen-Age.

[71] Alla Cepai, «Panglica Sfantului Gheorghe din nou in Republica Moldova» pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2015, [https://moldova.europalibera.org/a/26985598.html], consulté le 17 septembre 2020. Le « ruban de Saint Georges » *(георгиевская ленточка* en russe), rayé orange et noir, est traditionnellement utilisé en Russie pour symboliser la bravoure militaire. Relancé en Russie pour célébrer les 60 ans de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie le 9 mai 2005, il est devenu un symbole du nationalisme russe.

Observations liminaires : Les spécificités de l'« histoire des Roumains »

La difficile quête d'un récit historique et identitaire en Moldavie s'inscrit dans l'histoire de la Roumanie qui mêle contradictions et périodes très mal documentées[72]. Les premiers écrits sur un monde roumain distinct n'apparaissent qu'au XVIIe siècle quand, à l'initiative des princes régnants, des lettrés, reprennent les sources existantes, le plus souvent des récits dynastiques, pour élaborer un récit historique du monde roumain. Ces *chroniqueurs* offrent ainsi les premières descriptions des principautés de Moldavie et de Valachie[73]. Cette démarche est poursuivie au XVIIIe siècle par Dimitrie Cantemir[74] dans *Descriptio Moldaviae (1714)* puis dans la *Chronique de l'Antiquité des Romano-Moldo-Valaques (1717),* il y réaffirme quelques prémisses essentielles de l'historiographie roumaine ; la continuité latine et le rôle des Principautés danubiennes dans la défense de l'Europe chrétienne[75]. Un demi-siècle plus tard les premiers encyclopédistes de *l'Ecole transylvaine*[76] reprennent cette idée de continuité entre les populations latinisées de l'Antiquité et les roumanophones contemporains pour réclamer à leur souverain, l'empereur d'Autriche le droit d'être reconnu comme une nation distincte et constitutive de la Transylvanie[77]. L'école transylvaine, essentiellement constituée de gréco-catholiques[78], introduit également l'usage de l'alphabet latin pour l'écriture du roumain à la place du cyrillique, lié à la religion orthodoxe[79].

---

[72] Catherine Durandin, *Histoire des Roumain*s, Paris, Fayard, 1995, p.17-18.

[73] Les premiers et plus célèbres d'entre eux sont des chroniqueurs moldaves, Grigore Ureche et Miron Costin. Voir Durandin *op.cit.,*p.33-34.

[74] Dimitrie Cantemir (1673-1723) fut prince régnant de Moldavie à deux reprises. Il essaya en vain de se débarrasser de la tutelle ottomane avec l'aide de la Russie. Défait, il est accueilli à Saint-Pétersbourg où il devient membre fondateur de l'Académie des arts et des sciences. Grand lettré, il voyagera dans toute l'Europe comme ambassadeur de Russie.

[75] Neagu Djuvara, *A brief illustrated history of Romanians*, Bucarest, Humanitas, 2017, p.204.

[76] Ioan-Aurel Pop et Ioan Bolovan, *Histoire de la Transylvanie*, Paris, Editions Raphael de Surtis, 2016, p.162-173.

[77] *Idem.,* p.192-199. Le texte adressé à Léopold II « supplex Libellus Valachorum » est connu sous le nom de mémorandum de Vienne. L'empereur n'y donnera pas suite mais sa rédaction constitue une étape importante dans le développement du sentiment national roumain.

[78] L'église grecque-catholique est une église catholique orientale de rite byzantin, également connue sous le nom d'église uniate. Lors de l'intégration de la Transylvanie à l'empire des Habsbourg en 1686. Une partie des Roumains orthodoxes choisissent d'unir leur église à Rome pour pouvoir jouir de leur pleine citoyenneté, inaccessible aux sujets orthodoxes ; c'est également un moyen de souligner leurs origines manifestées à travers l'usage du latin.

[79] Durandin, *op.cit*., p.75-77.

Au XIXe siècle la formation d'un Etat roumain indépendant s'accompagne de l'élaboration d'un récit romantisé essentiel au développement d'un sentiment national unitaire[80]. Les Daces viennent précéder les Romains dans ce récit qui se trouve des héros « nationaux » unificateurs; Iancu de Hunedoara, Michel le Brave, Vlad Ţepeş, Etienne le Grand. L'idée d'une « nation médiévale » émerge a posteriori[81][82]. Portée par des personnalités telles Mihai Kogălniceanu en Moldavie, Nicolae Balcescu en Valachie ou Simion Bărnuțiu en Transylvanie, cette entreprise de reconstitution de l'histoire vise à affirmer la place de la Roumanie en Europe[83].

A la fin du XIXe siècle ce récit national est raffiné par Bogdan Petriceicu Hasdeu puis Alexandru Xenopol tandis qu'une nouvelle école développe une approche plus critique[84] ; les *Junimistes* de Titu Maiorescu entreprennent une démarche de démythification mais vise également à rapprocher culturellement la Roumanie de l'Europe occidentale en cherchant à s'éloigner de ce que Maiorescu nomme la « Barbarie Orientale »[85]. Leur démarche poursuivie au XXe siècle par Nicolae Iorga[86] se confronte à une forte tradition autochtoniste qui se réclame de l'héritage de Simion Bărnuțiu ou du poète national, Mihai Eminescu[87]. Le courant de pensée traditionnaliste cherche à définir l' « essence » du peuple roumain, il s'oppose au « cosmopolitisme » et aux ennemis de la nation roumaine qu'étaient selon Bărnuțiu ; « Les étrangers parmi nous », « La civilisation européenne matérielle et égoïste » et « les Roumains ayant une éducation étrangère »[88]. De façon, plus modéré Constantin Radulescu-Motru dénonce au début du XXe siècle, la tendance au « mimétisme culturel » qui éloigne les Roumains de leur passé et de leurs racines.

Après la seconde guerre mondiale, la réflexion historique traverse deux phases très distinctes. A l'instauration du régime communiste, les élites intellectuelles sont balayées qu'elles soient traditionnalistes ou adeptes du modèle occidental. L'histoire de la Roumanie n'est plus étudiée que sous l'angle des rapports de force entre classes et se fait chronique des conflits « sociaux », dans la perspective du internationaliste du communisme le processus de construction nationale n'est plus considéré que comme un projet politique des classes dominantes[89]. Avec l'arrivée au

[80] Boia, *Istorie si mit in constiinta romaneasca,* Bucarest, Humanitas, 2011, p. 58-59.
[81] *Idem.*, p.142.
[82] *Ibidem*, p.72-73.
[83] *Ibid.*, p.87-90.
[84] *Ibid.*, p.93-95.
[85] *Ibid.,* p.70-71.
[86] *Ibid.,* p.95.
[87] *Ibid.,* p.104.
[88] *Ibid.*
[89] *Ibid.,* p.121-216.

pouvoir de Nicolae Ceaușescu en 1965, on assiste au retour d'une histoire nationaliste glorifiant les grandes figures tutélaires et montrant une Roumanie ayant depuis toujours tenu tête aux plus grandes puissances[90].

Cette approche « nationale-communiste »[91] est très largement popularisée par une filmographie abondante[92] qui met en scène l'épopée des héros roumains à travers les âges et créent un lien systématique entre ces héros mythifiés et le pouvoir[93]. La période voit le renouvellement d'une romantisation de l'histoire accompagné du fort développement d'un courant protochroniste[94].

Aujourd'hui encore, les différences d'approches entre traditionnalistes et modernistes ne se sont guère estompées et restent un sujet sensible. Quelle que soit la façon dont on l'aborde, l'histoire roumaine est une histoire de *limes* toujours mouvantes[95]. Eternellement périphérique, le territoire roumain s'est trouvé successivement aux marges des Empires romain, byzantin, ottoman, russe, autrichien ou des royaumes de Hongrie et de Pologne. Soumis à des influences diverses, il a plus souvent été un enjeu disputé par des puissances voisines qu'un acteur de son propre destin[96].

L'identité nationale roumaine se constitue pourtant dans l'obsession de la continuité et de la singularité, une construction qui tend à oublier les nombreuses invasions, les déplacements de population et le caractère pluriethnique de ses habitants mais pour l'historiographie classique, accepter cette pluralité est un renoncement à soi-même[97]. Cet ancrage dans le particularisme et dans la continuité s'incarne dans la figure du paysan, figure d'une stabilité profondément conservatrice, attachée à l'Orthodoxie, aux traditions, à une forme d'immobilité[98]. Constitutive d'un *ethos* roumain, cette stabilité traditionnaliste est souvent opposée à ceux qui désirent

---

[90] *Ibid.,* p.126-132.
[91] Traian Sandu, « Le tournant national-communiste de Ceaușescu dans les années 1970: échec d'un leader charismatique? » in *Connexe: Les espaces postcommunistes en question(s)*, volume 4, 2020, p. 57-73.
[92] Nous pensons ici aux films de Sergiu Nicolaescu dont *les Daces* (1967), *Mihai Viteazul* (1971), *Pour la Patrie* (1978) *Mircea* (1989) à ceux de Mircea Dragan ; *Columna* (1968), *Fratii Jderi* (1974), *Stefan cel Mare* (1975) ou ceux de Dinu Cocea et sa série des *Haïduks*. Ces films historiques se classent toujours parmi les films les plus vus en Roumanie et sont très régulièrement rediffusés. Boia, *op.cit.* p. 42.
[93] Ioan Stanomir, « Sergiu Nicolaescu si comunismul romanesc » in *Contributors*, 2013, [http://www.contributors.ro/cultura/sergiu-nicolaescu-si-comunismul-romanesc/], consulté le 12 septembre 2020.
[94] Alexandra Tomiță, *O « istorie » glorioasă: dosarul protocronismului românesc*, Bucarest, Cartea Românească, 2007
[95] Djuvara, *op.cit.* p.7.
[96] *Idem,* p.19-20.
[97] *Ibidem,* p.7.
[98] Durandin, *op.cit.,* p.50.

inscrire la Roumanie dans une modernité incarnée par l'Occident, l'« Europe » : De l'apparition de l'état moderne aux événements politiques actuels, la Roumanie occidentaliste s'oppose à une Roumanie traditionnaliste elle-même déchirée entre un sentiment de spécificité et un sentiment d'appartenance plus large au monde byzantin et orthodoxe[99].

Les traditionnalistes accusent les occidentalistes de vouloir copier des modèles étrangers, trahissant ainsi la vraie nature du peuple. Les occidentalistes considèrent depuis toujours les traditionnalistes comme un obstacle dans le développement du pays car ils maintiennent dans l'inertie une population à éduquer et à « civiliser »[100].

De ce point de vue, le malaise identitaire moldave n'est pas singulier, il est aussi le reflet d'une identité roumaine fragile et fragmentée. Les questions que soulève l'histoire de la Roumanie se retrouvent de l'autre côté de la frontière mais le phénomène y est compliqué par le fait que le territoire de la république de Moldavie a été exclu du processus de construction nationale.

1. Antiquité et haut Moyen-Âge

Les territoires de la Roumanie et de la Moldavie actuelles sont habités depuis la haute antiquité et voit se développer d'importantes civilisations néolithiques[101]. A partir du deuxième millénaire avant Jésus Christ, la civilisation thrace se développe sur l'ensemble de la péninsule balkanique. Dans l'historiographie roumaine, une civilisation apparentée aux Thraces se développent de façon distincte de part et d'autre des Carpates, sur le territoire de l'actuelle Roumanie. Il s'agit vraisemblablement d'un ensemble peu unitaire de tribus regroupées sous le nom de *Daces* par les Romains ou de *Gètes* par les Grecs, certains historiens roumains modernes parlent de *Géto-daces*[102]. (Voir annexe 1 : Carte de l'établissements des populations géto-daces).

Menacées par l'avancée de l'Empire romain, les Daces s'unissent sous l'autorité du roi Burebista jusqu'à la mort de celui-ci vers 60 avant Jésus-Christ. Quelques décennies plus tard, le roi Decebal parvient à résister aux Romains jusqu'au début du premier siècle de notre ère sur un territoire correspondant grossièrement à l'actuelle Transylvanie. En 106, la capitale Sarmizegetusa est prise par les troupes de l'empereur Trajan, Decebal se suicide. La Dacie

[99] *Idem.*
[100] Boia, *op.cit.,* p.102-103.
[101] Sur l'actuel territoire moldave se développe notamment la civilisation *Cucuteni* pour les historiens roumains, de *Trypolie* pour les historiens russes.
[102] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Editions du Seuil, 1999, p.94.

devient une province romaine. Les guerres entre Daces et Romains sont devenues un élément fondateur de l'histoire nationale roumaine[103].

Après la conquête se développe dans toute la péninsule balkanique une civilisation thraco-romaine, la région est christianisée à partir du IIIe siècle et fait partie de l'Empire romain d'Orient[104]. Elle doit faire face aux avancées de différents peuples germaniques ou altaïques puis après la chute des *limes* danubiennes, les tribus slaves apparaissent dans les Balkans. Leurs premières incursions sont attestées au VIe siècle, elles s'installent dans la région avant l'arrivée d'autres peuples venus de l'Est, les Huns ou les Avars[105]. Cette longue période de mouvements de populations dure jusqu'au XIIIe siècle et n'est pas ou très peu documentée ; elle est appelée « âge pastoral » dans l'historiographie roumaine et « âge obscur » dans l'historiographie hongroise, ces seules dénominations font comprendre que cette période est source de nombreuses controverses[106].

Pour l'historiographie roumaine, les locuteurs de latin se retranchent en petites communautés dans des régions isolées et parviennent à préserver leurs particularités linguistiques et culturelles. Ils auraient vécu parallèlement aux communautés slaves installées dans la région et auraient également résisté aux invasions répétées des Hongrois, des Petchenègues, des Coumans ou d'autres peuples touraniens puis au XIIIe siècle à la domination des Tatars de la Horde d'Or[107]. Dans les hypothèses hongroises, les populations latinophones s'étaient retirées au sud du Danube à la disparition de l'autorité impériale et le bassin des Carpates aurait été presque inhabité au moment de l'arrivée des Magyars dans la région. L'historiographie hongroise classique s'appuie sur les travaux du XIXe synthétisés par l'historien autrichien Eduard Robert Rösler qui affirme que les populations roumanophones ne sont réapparues dans la région qu'à partir du XIIe siècle en provenance des Balkans[108]. Des travaux archéologiques plus récents montrent que les latinophones et les Slaves ont vécu en osmose sur les territoires actuels de la Roumanie et de la Moldavie. Les latinophones étaient néanmoins plus présents dans les régions montagneuses et les Slaves plus présents en plaine. Dans les deux cas, ces

[103] *Idem.*
[104] Djuvara, *op.cit.*, p.20-22.
[105] *Idem*, p.37-43.
[106] Olivier Gillet, « L'histoire de la Transylvanie: le différend historiographique hungaro-roumain », in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1997, [https://doi.org/10.3406/rbph.1997.4180], consulté le 12 septembre 2020.
[107] Charles Bémont, *Une énigme historique. Les Roumains au Moyen Âge*, Paris, Bibliothèque de l'école des chartes, 1886, [www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1886_num_47_1_447458_t1_0145_0000_3], consulté le 11 septembre 2019.
[108] Gillet, *op.cit.*

populations vivaient au sein de petites communautés, les Cnezats[109]. Certaines de ces entités slavo-roumaines sont évoquées dans des chroniques hongroises ultérieures sans que leur existence soit réellement attestée (Principautés de Gelu, Glad ou Menumorout)[110]. Pour le territoire de l'actuelle Moldavie, on trouve mention dans divers textes du XIIIe siècle d'un peuple appelé *Brodnik*, cette population sera considérée ultérieurement par les uns comme une communauté roumaine[111], par d'autres comme une ou des communautés slavo-roumaine, roumano-hongroise ou turco-slaves[112]. Il faut attendre le XIVe siècle et la raréfaction des incursions tatares pour voir ces Cnezats se fédérer sur les territoires compris entre les Carpates, la mer Noire et le Dniestr. Organisées sous différentes formes, banats ou voïvodats, ces entités sont pour la plupart vassales de la couronne de Hongrie[113]. (Voir annexe 2 : Carte des cnezats, banats et voïvodats médiévaux).

2. La Moldavie médiévale

Les chroniques du XVIIe siècle attribuent à Dragos Ier (ou Dragos Voda) la fondation de la Moldavie vers 1340. Voïvode de Marmatie[114] et vassal du roi de Hongrie, il aurait été envoyé vers l'Est combattre les Tatars avant de fonder une Marche du royaume[115]. La région s'autonomise vers 1360 sous l'autorité d'un autre Voïvode de Marmatie, Bogdan Ier, dit le Fondateur[116]. Le territoire de la Moldavie reste cependant limité à la région de Suceava, sa principale ville.

C'est sous Petru Ier (1375-1391) que sont jetées les bases d'un Etat ; Suceava est fortifiée et la Moldavie commence à battre sa monnaie. A sa frontière méridionale, elle est en proie aux attaques des Tatars, pour s'en protéger, la Moldavie s'allie à la Pologne ; en 1387, Petru accepte de devenir vassal des Jagellons. Le modèle féodal adopté est celui en cours à Cracovie, il

---

[109] Parfois distinguées en *Valachie* pour les communautés latinophones et *Sklavinie* pour les communautés slaves.
[110] Mentionnées dans la *Gesta Hungarorum* texte datant de 1200 environ et évoquant l'installation des Hongrois dans la région.
[111] Pour Ion Boldur ou Nicolae Iorga entre autres.
[112] Benoît Joudiou, « Les principautés roumaines de Valachie et de Moldavie et leur environnement slavo-byzantin» in *Balkanologie*, n°1, volume 11, 1998, [http://journals.openedition.org/balkanologie/241], consulté le 11 septembre 2019.
[113] Durandin, *op.cit.,*p.51-52.
[114] L'actuelle région roumaine des Maramures, Djuvara *op.cit.,*p.85.
[115] *Idem.*
[116] Chronique de Grigore Ureche, *Letopiseţul Ţarii Moldovei*, (1642) [https://www.lecturadigitala.ro/ro/librarie/product/letopisetul-tarai-moldovei-de-cand-s-au-descalecat-tara-1359-1594-grigore-ureche], consulté le 12 septembre 2020.

s'appuie sur les boyards, maître des terres et commandants des troupes armées. Lors des « réunion de pays », les boyards décidaient des grandes orientations, la plus importante étant l'élection du prince régnant, l'Hospodar[117]. Malgré ce rapprochement avec la Pologne catholique, les Moldaves restent attachés à l'église d'Orient et obtiennent le droit d'avoir une autocéphalie religieuse, signe de souveraineté[118].

En 1408, le prince Alexandre le Bon poursuit la lutte contre les Tatars, il étend son territoire vers le sud et les rives de la mer Noire en prenant le contrôle du Boudjak[119]. Cette région, située entre le delta du Danube, le liman du Dniestr et la mer Noire, a une importance particulière dans l'histoire de la Moldavie ; au cours des siècles précédents, elle fût contrôlée successivement par la Rus de Kiev, l'Empire byzantin, l'Empire bulgare puis les Tatars de Crimée. En 1230, le prince de Valachie, Basarab Ier la conquiert avant d'accorder aux Génois la possibilité d'y construire des cités fortifiées pour sécuriser leurs routes commerciales ; les citadelles de Chilia, Ismail et Cetatea Alba, la région est alors baptisée Bessarabie[120]. Cette extension vers le sud provoque les premiers conflits directs avec l'Empire ottoman. Une alliance entre Ottomans et Tatars contraint la Moldavie à devenir vassale des Ottomans en 1456 sans que cela soit réellement suivi d'effets[121].

Avec le long règne d'Étienne III dit le Grand[122] (1457-1504), la principauté de Moldavie atteint sa puissance et son étendue maximale[123]. Etienne est la figure tutélaire de l'actuel État moldave et a acquis une dimension quasi-légendaire, au XIXe siècle, Mihail Kogalniceanu écrit à son sujet ; *En somme, les Moldaves attribuent à ce prince tous les faits historiques, tous les monuments, toutes les institutions, toutes les réalisations faites en cinq siècles par un si grand nombre de souverains*[124].

Etienne le Grand assoit son pouvoir en limitant celui des boyards, facteurs d'instabilité. Il instaure un système d'administration territoriale dirigé par des *dregatori*. Leurs titres correspondaient à des fonctions diverses ; militaire, fiscale ou juridique, ces responsables sont choisis parmi les fidèles du souverain et sont le plus souvent apparentés à lui[125]. Dans la

---

[117] Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, p.154-155.
[118] *Idem.*
[119] *Ibidem.*
[120] Djuvara, *op.cit.,*p.71-72.
[121] Castellan, *op.cit.,*p.155.
[122] En roumain, *Ştefan cel Mare*.
[123] Djuvara, *op.cit*., p.138-144.
[124] *Idem.*
[125] *Ibidem.*

première partie de son règne, Etienne III œuvre militairement à imposer l'autonomie de sa principauté vis-à-vis de la Pologne, de la Hongrie, de l'Empire ottoman et de la Valachie, sa vassale. La Moldavie s'impose comme un centre de l'Orthodoxie et accueille de nombreux réfugiés byzantins dans les années qui suivent la chute de Constantinople. De multiples lieux de culte et de monastères sont bâtis sous le règne d'Etienne, cet essor de l'activité religieuse et culturelle permet pour la première fois l'apparition d'une importante quantité de documents écrits[126].

La principauté de Moldavie fait face à la montée en puissance des Ottomans dans les Balkans ; les Moldaves remportent plusieurs batailles importantes et freinent leur avancée, Etienne reçoit le titre d'*athlète du Christ*[127]. Il tente également de construire une entente avec la Hongrie et la Pologne mais les relations entre les trois pays fluctuent entre alliances et conflits[128]. A la fin de son règne, c'est contre les ambitions polonaises que la Moldavie doit se battre, Etienne III met en place un système d'alliances avec la Lituanie, la principauté de Moscou ou le khanat de Crimée pour limiter les incursions polonaises au nord de son territoire[129]. Malgré cela, la Moldavie est contrainte de céder les deux ports de Chilia et Cetatea Alba en 1484 aux Ottomans avant d'accepter de devenir vassale de leur empire[130]. (Voir annexe 3 : Carte de la Moldavie médiévale).

3. Une principauté vassale

La période qui suit le règne d'Etienne le Grand correspond à un affaiblissement de la Principauté ; son fils, Petru Rareş, tente de se rapprocher de l'Autriche des Habsbourg pour résister aux Ottomans mais en 1538, la Moldavie est défaite par le sultan Soliman et ses alliés tatars. Elle perd le Boudjak, la citadelle de Tighina et son accès à la mer. Petru Rareş s'enfuit en Transylvanie ; 50 ans après la principauté de Valachie, la Moldavie devient réellement vassale de la Porte[131].

---

[126] Durandin, *op.cit.,* p.60. Les monastères de Bucovine sont l'héritage le plus remarquable de cette période.
[127] Il reçoit de Sixte IV ce titre d'*athlète du Christ*. Ce terme désigne initialement des saints guerriers du début du christianisme. Au XVe siècle, c'est un titre politique attribué par les papes aux seigneurs chrétiens s'opposant militairement à l'avancée de l'Empire ottoman ; le Hongrois Ianos Hunyadi ou l'Albanais Georges Castriote dit Skanderberg le reçoivent également. Etienne le Grand sera canonisé par l'église orthodoxe roumaine en 1992.
[128] Castellan, *op.cit*., p.153-156.
[129] Durandin, *op.cit.,* p.61.
[130] *Idem.*
[131] *Ibidem*.

3.1 Relations avec l'Empire ottoman

Le rapport de vassalité qui lie les principautés danubiennes[132] à l'Empire ottoman est détaillé dans les « capitulations » qui stipulent que les principautés moldave et valaque conservent leur autonomie interne tout en étant obligées de payer un tribut régulier. Les deux principautés peuvent avoir une politique étrangère à condition que celle-ci soit conforme aux intérêts de la Porte[133]. Le tribut que la Moldavie verse aux Ottomans ira croissant, ce qui obérera son autonomie et la prospérité de sa population, la principauté doit également participer aux campagnes militaires ottomanes et subit ponctuellement des décisions unilatérales comme le déplacement de la capitale de Suceava à Iași, plus aisée à contrôler[134].

La situation politique reste pourtant très instable ; en 1552, Alexandru Lăpușneanu cherche à diminuer l'influence turque en obtenant la protection de la Pologne, il parvient à maintenir un fragile équilibre entre les deux allégeances. En 1561, l'aventurier grec Iacob Vassilikos dit Herakleides le chasse et s'empare du pouvoir. Il cherche à se débarrasser de la tutelle ottomane en s'appuyant sur les Habsbourg et la Pologne mais le règne erratique de celui qui devient Ioan Ier le Despote est de courte durée, il est exécuté en 1563[135]. En 1600, la principauté de Moldavie tombe sous le contrôle du prince valaque, Michel le Brave[136] qui domine également la Transylvanie. Les trois principautés où vivent des roumanophones sont pour la première fois réunies sous une seule autorité mais la fragile construction sera rapidement détruite par la pression conjointe des Habsbourg, de la Pologne et des Ottomans. L'historiographie roumaine classique y voit néanmoins une première unification historique et fait de Michel le Brave un précurseur de la Roumanie moderne[137].

Au début du XVIIIe, le prince élu Dimitri Cantemir parie sur le déclin de l'Empire ottoman. Grand lettré et figure régionale du courant des Lumières, Cantemir comprend le décalage culturel et scientifique croissant existant entre le sud-est de l'Europe et le reste du continent[138].

---

[132] Le terme Principautés danubiennes désigne la Moldavie et la Valachie dans le vocable diplomatique de l'époque, le terme principauté roumaine apparaît après 1859.

[133] Durandin, *op.cit.,* p.61-62.

[134] *Idem*., p.158.

[135] Mihnea Berindei, « La révolte de Ioan Vodă et les relations moldavo–ottomanes, 1538–1574 » in *Archiva Moldaviae*, volume 3, 2011, p. 27-55.

[136] *Mihai Viteazul* en roumain.

[137] Lucian Boia, *In jurul marii unirii de la 1918*, Bucarest, Humanitas, 2017, p.7-8.

[138] Djuvara, *op.cit.,* p.205-208. Les chroniques historiques et la *Descriptio Moldaviae* de Cantemir constituent toujours une des rares sources écrites documentées sur la période et la région.

Lors de la guerre russo-turque de 1711, il s'allie à Moscou pour tenter de se débarrasser de la tutelle d'Istanbul, défait, il doit se réfugier en Russie, pays qu'il servira jusqu'à sa mort[139].

3.2 La période phanariote

A partir de 1711, la Sublime Porte veut réaffirmer son autorité sur les Principautés danubiennes en désignant directement les princes régnants. Ces princes sont généralement choisis parmi les familles dites *phanariotes*, du nom d'un quartier grec de Constantinople, le *Phanar*[140].

Au sein de l'Empire, les Grecs lettrés ont gagné une influence considérable dans le domaine du commerce et de la diplomatie, ils sont souvent chargés des relations avec l'Occident et le monde chrétien. Généralement descendants des grandes familles byzantines, il leur est demandé de maintenir les principautés roumaines sous contrôle en les intégrant plus étroitement à l'Empire turc[141].

L'époque phanariote est caractérisée par une très forte pression fiscale, dictée par les besoins croissants de l'Empire mais également par les ambitions personnelles des princes. Les Phanariotes empruntent pour obtenir du Sultan ces fonctions lucratives et disputées ; les cas de dénonciations au Sultan, de disgrâce, de trahisons ou même d'assassinats sont nombreux, la durée moyenne du règne d'un prince phanariote est inférieure à trois ans[142]. Conscients de la fragilité de leur statut, ils cherchent à rembourser rapidement leurs créditeurs et à s'enrichir tant qu'ils sont au pouvoir, les politiques de taxation qui en découlent appauvrissent considérablement les populations[143]. L'époque phanariote est marquée par la corruption et les intrigues de Cour. Dans toutes les provinces de l'Empire comme dans les principautés vassales, la population se défie du pouvoir et de toute forme d'autorité ; la figure du *Haïdouk* (ou celle du *Klephte* en Grèce) s'affirme des Balkans jusqu'au Caucase et fait encore aujourd'hui partie de l'imagerie populaire qui en fait une figure de l'homme libre en lutte contre un pouvoir abusif[144]. Vers 1760, le diplomate français François de Tott est choqué par la corruption de la Cour phanariote en Moldavie et la misère de la population ; il écrit :

---

[139] *Idem.*
[140] Le quartier grec regroupait plus largement toutes les populations orthodoxes des Balkans.
[141] Djuvara, *op.cit.,* p.211-218.
[142] Charles King, *The Moldovans, Romania, Russia and the Politics of Culture*, *op.cit,* p.31-35.
[143] *Idem.*
[144] Eric Hobsbawm étudie les Haïdouks dans ses travaux sur les « bandits sociaux ». Voir Eric J. Hobsbawm, *Bandits*, Londres, Penguin, 1985, p.25-30.

Je comparerais la Moldavie à la Bourgogne, si cette principauté grecque pouvait bénéficier des inestimables avantages qui découlent d'un gouvernement modéré. Une taxe annuelle énorme correspondant aux montants empruntés par le seigneur féodal pour acheter son investiture, à 25 % d'intérêt, d'autres sommes utilisées pour se protéger des prétendants au trône, la pompe de ces nouveaux parvenus et l'avarice créative de ces êtres éphémères sont ensemble les causes qui contribuent à la dévastation des deux plus belles provinces de l'Empire ottoman. Il semble que le Despote, occupé seulement à la destruction, à tout à gagner à réduire la population et la fertilité de sa terre[145].

Cette perception générale des Phanariotes doit être nuancée. Certains dont Constantin Mavrocordat ou Alexandru Ypsilanti lancent de profondes réformes telles l'abolition du servage[146] ou l'introduction d'un code législatif moderne[147] ; ces changements sont accueillis avec hostilité par les boyards locaux désireux de garder leurs avantages[148]. Les boyards moldaves en appellent ainsi régulièrement au Sultan pour que leur statut et leurs droits soient respectés conformément aux Capitulations, si ces plaintes portent souvent sur des cas d'abus de pouvoir ou de corruption des princes du Phanar, elles montrent également une volonté de résistance à toute réforme et à toute modernisation[149]. Les Phanariotes font entrer les Principautés danubiennes dans la modernité européenne influencée par l'esprit des Lumières. Leur rôle est primordial dans le développement au sein de l'Empire des sentiments nationaux grec d'abord puis roumain, bulgare ou serbe. De façon concomitante, ils contribuent au développement et au maintien de la culture orthodoxe avec le soutien d'un acteur dont le rôle ne cesse de croître dans la région ; la Russie[150].

3.3 Le recul ottoman

Le rôle croissant de la Russie est à mettre en relation avec l'évolution de l'Empire ottoman. Son apogée au XVIIe siècle est suivi par un déclin rapide aux causes multiples, l'une des principales étant la succession de guerres que lui impose la « Sainte Ligue », une coalition formée en 1684 pour lutter contre la présence ottomane en Europe et qui regroupe le Saint-

[145] Cité par King, *op.cit*., p.31.
[146] King, *idem*., il est aboli en 1749 en Moldavie.
[147] *Pravilniceasca Condica* instauré en 1775.
[148] Neagu Djuvara *Între Orient și Occident. Țările române la începutul epocii moderne*, Bucarest, Humanitas, 1995.
[149] Joelle Dallègre, *Grecs et Ottomans (1453-1923)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.268.
[150] Castellan, *op.cit.,*p.199.

Empire romain germanique, la sérénissime république de Venise, la Pologne, la Lituanie[151] et la Russie. La guerre de la Sainte-Ligue ou grande guerre turque (1683-1699) marque le début du reflux ottoman en Europe et aboutit au traité de paix de Karlowitz[152]. Les Ottomans cèdent la Hongrie, la Slavonie et leur suzeraineté sur la Transylvanie aux Habsbourg[153]. Ils rendent la Podolie[154] à la Pologne et plusieurs territoires en Dalmatie et en Grèce aux Vénitiens. Tout au long du XVIIIe siècle, l'Empire ottoman fera face à une succession de guerres contre la Pologne, l'Autriche et la Russie. L'effort de guerre et les défaites répétées conduisent l'Empire turc à devenir, selon le mot resté célèbre du Tsar Alexandre III, «l'homme malade de l'Europe» [155].

Ce recul ottoman aura une influence immense sur le sort de la Moldavie qui entre dans une phase de morcellement de son territoire. La guerre de 1768 à 1774 voit la Russie prendre pied autour de la mer Noire, dans le Caucase et en Crimée, elle occupe également la Valachie et la Moldavie de 1769 à 1774, les victoires russes contraignent la Turquie à demander la paix et à signer en 1774 le traité de Kutchuk-Kaïnardji[156]. Ce traité est très défavorable à Istanbul, il lui fait perdre l'exclusivité du passage des navires dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore et accorde l'indépendance au khanat de Crimée dont le territoire englobe alors la Crimée proprement dite et le sud de l'actuelle Ukraine[157]. De son côté, l'Autriche annexe le nord-ouest de la Moldavie, la Bucovine[158]. Les armées russes quittent les Principautés danubiennes mais le Tsar devient le protecteur des sujets orthodoxes de l'Empire ottoman. De fait, le traité transforme la vassalité des Principautés danubiennes envers Constantinople en une forme de condominium russo-turc : La Russie devient protectrice des églises valaques et moldaves mais les principautés continuent à devoir un tribut au Sultan qui conserve une primauté religieuse sur les populations musulmanes[159]. Le traité de Kutchuk-Kaïnardji donne un cadre juridique à l'influence russe dans les Balkans, sous couvert de protection religieuse, il ouvre la voie au courant panslave et fournit un vecteur de développement aux nationalismes grec, bulgare, serbe et roumain[160]. En 1787, une nouvelle guerre éclate, l'Empire ottoman échoue à reprendre les

[151] Réunies dans la « République des deux Nations » de 1569 à 1795.
[152] Georges Castellan, *Histoire des peuples d'Europe centrale*, Paris, Fayard, 1994, p.116.
[153] *Idem*.
[154] Une région qui correspond en partie à la Transnistrie actuelle.
[155] Derens et Geslin, *op.cit.,* p.37-40.
[156] Castellan, *Histoire des Balkans*, *op.cit.,*p.199.
[157] Sonumut Guldener, « Russie-Turquie. Querelle d'arrière-cour » in *Outre-Terre*, nº 4, 2003, p.209-213.
[158] Enteriné par le Traité austro-ottoman du 4 mai 1775.
[159] Durandin, *op.cit*., p.113-114.
[160] Guldener, *op.cit.*

territoires perdus, c'est au contraire la Russie qui annexe la Crimée et la Podolie. Ces nouveaux gains territoriaux sont officialisés en 1792 par le traité de Iaşi, la région conquise est rebaptisée *Novorossya*, la « Nouvelle Russie » [161]. Les frontières de l'Empire russe sont désormais à la limite historique du monde roumain, le Dniestr.

4. La Roumanie moderne ; un projet national distinct

Au début du XIXe siècle, de nouveaux acteurs entrent en jeu dans la région. En 1806, l'armée russe est affaiblie par les défaites subies face à Napoléon Ier, la Grande Armée occupe la Dalmatie, une avancée vers les Principautés danubiennes est alors envisageable. Les contacts entre la France et l'Empire ottoman s'intensifient ; Les Français poussent Selim III à déposer les princes de Valachie, Constantin Ypsilanti, et celui de Moldavie, Alexandre Mourousi, jugés trop proches des Russes[162].

En réaction, les armées d'Alexandre Ier franchissent le Dniestr et avancent jusqu'aux rives du Danube. Cette nouvelle guerre russo-turque prend fin en 1812 avec la signature du traité de Bucarest[163]. Le traité prévoyait initialement de placer les Principautés danubiennes sous la protection de la Russie qui devenait ainsi garante de leur autonomie. Toutefois, et en dépit de l'hostilité de la noblesse locale, la partie orientale de la Moldavie est tout simplement annexée par la Russie. Les deux parties de la Moldavie vont dès lors connaître une évolution politique et historique différente.

La partie occidentale reste, comme la Valachie, vassale des Ottomans mais cet ordre est de plus en plus contesté ; dans tous les Balkans, des mouvements révolutionnaires et nationalistes se forment, inspirés par les révolutions française et américaine ; ils s'appellent *Fratia* en Moldavie et Valachie, *Skoupchina* en Serbie et, pour le plus influent d'entre eux, *Filiki Eteria* en Grèce qui défend l'idée d'une fédération balkanique[164]. Le règne des

[161] Willard Sunderland, *Taming the Wild Field: Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Cornell University Press, 2006, p.64-72.

[162] Castellan, *op.cit.,* p.225-228.

[163] A noter dans ces différents traités le peu de cas accordé au statut de principauté autonome dont bénéficiait officiellement la Moldavie.

[164] En français, respectivement, *Fraternité*, *Assemblée* et *Société des amis*. La Russie soutient ces mouvements, c'est à Odessa en 1814 qu'est fondée Filiki Eteria. Voir Georges Contogeorgis, *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier, collection Nations d'Europe, 1992.

Phanariotes est perçu par tous ces mouvements comme la survivance d'un ordre inique et un obstacle à la réalisation des projets nationaux ou transnationaux[165].

En 1820, Tudor Vladimirescu soutenu par Filiki Eteria mène la révolte en Valachie. Le soulèvement de Vladimirescu entraîne une intervention militaire des Ottomans qui brise ce premier mouvement nationaliste roumain moderne[166]. En 1828, la Russie intervient à son tour et défait les troupes ottomanes ; avec le traité de paix d'Andrinople en 1834, la Turquie se voit obligée de concéder l'autonomie de la Grèce et de la Serbie mais aussi l'occupation des Principautés danubiennes par la Russie[167]. Par la promulgation en 1831 d'une quasi-constitution, le *Règlement organique,* la Russie réforme et modernise la Moldavie occidentale et la Valachie[168]. Sur le plan culturel et politique, les idées françaises y sont en vogue dans une partie croissante de la bourgeoisie locale, de plus en plus ouverte à l'Occident. (Voir annexe 4 : La Valachie, la Moldavie et la Bessarabie en 1828).

5. La Bessarabie tsariste

Si la Russie a contribué à une forme d'occidentalisation presque involontaire des Principautés danubiennes, il en va autrement dans la partie annexée de la Moldavie, renommée Bessarabie. Au moment de son annexion, la région est pauvre et peu peuplée. L'arrivée des Russes fait en outre fuir les populations tatares du Boudjak qui trouvent refuge en Dobroudja[169] mais aussi près de 30 000 paysans moldaves qui, par crainte du servage encore en cours en Russie, rejoignent la partie occidentale de la Moldavie, c'est donc une région comptant de moins d'un demi-million d'habitants qui est intégrée à l'Empire russe[170].

5.1. Un territoire colonisé

Dans les premières années du gouvernement russe, les boyards moldaves, soutenus par le métropolite Gavril Banulescu-Bodoni, obtiennent une large autonomie garantissant le

[165] Jacques Bouchard, « Perception des Phanariotes avant et après Zallony », *Cahiers balkaniques*, n° 42, 2014, [http://journals.openedition.org/ceb/4935], consulté le 14 septembre 2020.
[166] Djuvara, *op.cit*., p.224-229.
[167] Castellan, *op.cit.,*p.283.
[168] Neagu Djuvara « *Între Orient şi Occident. Ţările române la începutul epocii moderne* » Bucarest, Humanitas, 1995, p.43-45.
[169] Région littorale qui suit les courbes sud et est du Danube, incluant le delta du fleuve, elle est alors province ottomane.
[170] Viktor Taki, «1812 and the Emergence of the Bessarabian Region: Province-Building under Russian Imperial Rule» in *Moldova: A Borderland's Fluid History,* Euxeinos 15/16, Université de Saint-Gall, 2014.

maintien des modes de fonctionnement traditionnels[171]. En 1818, Alexandre Ier agréé la mise en place dans l'*oblast*[172] de Bessarabie d'un gouvernement autonome dans lequel le moldave et le russe sont langues officielles[173]. L'église moldave est attachée à celle de Moscou mais reste autonome et garde le droit d'enseigner et de publier en roumain/moldave[174].

Dans les premières années de son annexion, la Bessarabie est un territoire de relégation pour les bannis de l'Empire. Le plus célèbre fût Alexandre Pouchkine qui, en disgrâce, fût exilé deux ans à Chișinău, rebaptisé Kichinev (Кишинёв)[175]. La Bessarabie sert également de base arrière pour les opérations militaires contre la Turquie. Jusqu'au traité d'Andrinople, il n'y a pas à proprement parler de frontières entre les principautés moldave et valaque et la Bessarabie[176]. Toutefois, inquiet d'une possible influence des mouvements nationalistes balkaniques sur la Bessarabie, le successeur d'Alexandre, Nicolas Ier revient progressivement sur l'autonomie accordée aux Moldaves[177]. En 1829, la Bessarabie est rattachée au gouvernement général de la Nouvelle Russie situé à Novorossisk. L'usage du roumain est interdit dans l'administration, il le sera progressivement dans les églises puis dans les écoles, ce qui entraîna la disparition du séminaire de Chișinău et du petit réseau d'écoles en roumain mis en place par Banulescu-Bodoni[178]. Les toponymes sont russifiés ou bien on privilégie les dénominations turques au détriment des dénominations roumaines[179]. (Voir annexe 5 : Carte du gouvernorat de Bessarabie).

Pour la Russie, l'intérêt principal de la Bessarabie est l'accès qu'elle offre à la mer Noire et à l'embouchure du Danube et aux détroits des Dardanelles et du Bosphore qui constituaient à l'époque d'importants axes commerciaux[180]. Kichinev, bourgade de quelques milliers d'habitants au début du siècle, devient un important nœud ferroviaire permettant la circulation, la distribution ou l'exportation de marchandises par le ou en provenance du port d'Odessa[181]. En 1834, un vaste projet de développement et de modernisation de la ville est lancé ; la mise

---

[171] *Idem*.
[172] Le terme *oblast* est une région administrative en Russie. Aux XVIIIe et XIXe siècles, il désigne une entité administrative qui réunit les pouvoirs administratifs et militaires.
[173] King, *op.cit.,*p.21-22.
[174] *Idem.*
[175] King, *op.cit*., p.43.
[176] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.58.
[177] Charles King parle de *greek-inspired nationalism, op.cit.,* p 45. La mort de Bodoni en 1821 prive en outre les Moldaves de leur meilleur défenseur.
[178] King, *op.cit.,*p.37.
[179] *Idem,* Chişinău-Kishinev/ Cetatea Alba-Akkerman/Tighina-Bender.
[180] *Ibidem.*
[181] Taki, *op.cit.*

en place d'un plan en damier, l'ouverture de larges rues et la construction de bâtiments structurant la vie administrative et religieuse transforment Kichinev en une ville moderne. La population passe de 7 000 habitants en 1812 à 92 000 en 1862 puis 125 000 en 1910[182]. Le pouvoir russe procède au peuplement de la région en y faisant venir des colons de toute l'Europe. Attirés par un système d'attribution de terres ou de franchise fiscale, des Allemands, des Français, des Suisses, des Suédois mais aussi plus de 60 000 Bulgares, Gagaouzes ou Grecs désireux de quitter l'Empire ottoman s'y installent[183]. On estime, en sus, à plus de 150 000 le nombre de Russes et Ukrainiens arrivés dans la région au cours du XIXe siècle. Ce processus modifie en profondeur la composition ethnique de la région[184]. Selon le recensement de 1817, la région était peuplée à 85% de Moldaves, 6,5% d'Ukrainiens, 1,5% de Lipovènes[185] et 6% d'autres nationalités. Quatre-vingts ans plus tard, il n'y avait plus que 56% de Moldaves et 12% d'Ukrainiens, 19% de Russes et 14% de personnes issues des minorités confessionnelles arménienne et juive, installées de façon prépondérante à Kichinev[186]. En 1900, plus de 40% des habitants de la ville appartiennent à la minorité juive (souvent originaires de Galicie et de Pologne), la population moldave n'y est, elle, que de 14%[187]. Dans la première partie du siècle, la population moldave rurale reste en marge de la modernisation de la province, maintenue dans sa condition paysanne par un accord entre les propriétaires terriens locaux et les autorités russes[188].

---

[182] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *Un Etat en quête de nation*, Paris, Non Lieu, 2012, p.308-310.

[183] Ion Nistor, *Istoria Basarabiei,* Bucarest, Humanitas, 1923, réédition 2017, p.218-222.

[184] *Idem.*

[185] Les Lipovènes (du roumain *Lipoveni*) ou Vieux-Croyants (du russe *старообрядчество*), sont les membres d'une communauté religieuse russe ayant refusé les réformes initiées par Nikon, le patriarche de l'Eglise orthodoxe russe au milieu du XVIIe siècle. Les réformes de Nikon et du Tsar Alexis Ier visaient à rapprocher les rituels de la tradition gréco-byzantine dans le but d'unifier les pratiques des églises orientales dont Moscou, « la troisième Rome » commence à se percevoir comme la protectrice, les réformes ont également une portée politique puisqu'elles tendent à centraliser et à rapprocher le pouvoir religieux du pouvoir du Tsar. Ces réformes sont imposées brutalement et se heurtent à la résistance d'une partie des croyants russes, elles entraînent d'abord de grandes controverses théologiques opposant Nikon à des membres du clergé inférieur dont l'archiprêtre Avvakoum avant de dégénérer en un schisme (*raskol*) qui amène à une excommunication des opposants puis à une série de soulèvements populaires. A partir de 1670, les Vieux-Croyants sont pourchassés et persécutés, une partie d'entre eux s'enfuit en Bucovine, d'autres sont accueillis en Dobroudja ottomane ou en Moldavie. Lors de l'annexion de la Moldavie orientale, des Vieux-Croyants sont donc « rattrapés » par l'Empire russe, une partie d'entre eux accepte de revenir dans le giron de l'église russe (les « Faux-Lipovènes »), d'autres s'enfuient vers le delta du Danube. En 1905, Nicolas II octroie aux Lipovènes le droit de pratiquer selon leurs rites. Voir Léon Poliakov, *L'épopée des Vieux-Croyants*, Paris, Perrin, 1993.

[186] Nistor, *op.cit.,*p. 214-216. Ion Nistor mentionne également la présence d'une communauté grecque.

[187] Cazacu et Trifon, *op.cit.*

[188] King, *op.cit*., p.26.

5.2. Les relations avec la Roumanie

Au milieu du XIXe siècle, le nationalisme roumain se structure et se renforce, l'idée d'une « Grande Roumanie » initiée par Ion Bratianu, meneur de la révolte de 1848, prend corps. Par ailleurs, les puissances d'Europe occidentale s'inquiètent des ambitions de la Russie dans la région et craignent un effondrement total de l'empire Ottoman sous la pression militaire russe, la Russie autocrate est par ailleurs détestée par les libéraux européens pour qui elle représente un contre-modèle archaïque[189]. En réaction à cette attitude, l'idéologie slavophile se développe pour dénoncer la volonté des pays occidentaux de limiter la puissance russe, une de ses figures principales, Mihail Pogodine, l'exprime en ces mots dans une lettre adressée à Nicolas Ier :

La France prend l'Algérie à la Turquie, et presque chaque année l'Angleterre annexe une autre principauté indienne : rien de tout cela ne perturbe l'équilibre des pouvoirs ; mais lorsque la Russie occupe la Moldavie et la Valachie, même si ce n'est que temporairement, cela perturbe l'équilibre des pouvoirs. La France occupe Rome et y reste plusieurs années en temps de paix : ce n'est rien ; mais la Russie ne pense qu'à occuper Constantinople, et la paix de l'Europe est menacée. Les Anglais déclarent la guerre aux Chinois, qui les ont, semble-t-il, offensés : personne n'a le droit d'intervenir ; mais la Russie est obligée de demander la permission à l'Europe si elle se dispute avec son voisin. L'Angleterre menace la Grèce de soutenir les fausses affirmations d'un juif misérable et brûle sa flotte[190] : c'est une action légale ; mais la Russie exige un traité pour protéger des millions de chrétiens, ce qui est censé renforcer sa position à l'Est au détriment de l'équilibre des pouvoirs. Nous ne pouvons attendre de l'Occident que de la haine aveugle et de la malveillance, qui ne comprend pas et ne veut pas comprendre[191].

Cette tension croissante aboutit en 1853 au déclenchement de la guerre de Crimée qui oppose la Russie à la Grande-Bretagne, à la France, au royaume de Sardaigne et à la Turquie. A l'issue du conflit, en 1856, la Russie est contrainte par le traité de Paris de céder à la Valachie les territoires dits de Bessarabie méridionale, les régions de Cahul, Bolgrad et Ismail. Les Principautés roumaines passent sous la protection des puissances occidentales ; en 1859, malgré l'hostilité d'une partie de la population et de la noblesse, la partie occidentale de la Moldavie s'unit à la Valachie sous l'égide du prince élu, le moldave Alexandru-Ion Cuza[192].

[189] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.58-59.
[190] Référence à l'incident diplomatique dit « Don Pacifico » entre la Grèce et la Grande-Bretagne.
[191] Orlando Figes, *The Crimean War: A History,* New-York, Henry Holt and Company, 2011, p.134-136.
[192] Castellan, *op.cit.,* p.284-285.

Les Principautés unies de Moldavie et Valachie ne sont pas encore formellement indépendantes mais elles réclament déjà l'intégration de toutes les régions habitées par des Roumains, Bessarabie incluse, la Russie devient pour les libéraux roumains une puissance hostile[193].

Le pouvoir russe est affaibli par la défaite de Crimée et doit faire le constat de son arriération économique, sociale et technique[194], le besoin de réformes et d'une modernisation rapide devient criant[195]. Le gigantesque empire multi-ethnique est mal administré et en proie à de multiples révoltes locales d'inspiration nationaliste[196]. En 1861, Alexandre II abolit le servage ; en Bessarabie, nobles russes et boyards moldaves protestent de concert[197]. En 1864, les autorités tsaristes mettent en place un système d'assemblées locales censitaires, le *zemstvo*. Ce système permet à chaque localité d'administrer les services destinés au public, l'entretien des routes, l'éducation. Cette gestion de proximité est confiée à un conseil local élu composé de propriétaires terriens et de représentants des différentes catégories professionnelles[198]. Dans le même temps, l'administration centrale se renforce et se normalise sur l'ensemble du territoire afin de réduite l'hétérogénéité de la gestion de cet immense territoire ; la question de l'unité linguistique de l'Empire jusqu'alors largement ignorée commence à se poser ; dans les provinces non-russophones le bilinguisme est aboli[199]. En Bessarabie, l'enseignement du roumain interdit en 1867[200]. En 1871, un *oukase* impérial donne à la Bessarabie le statut de gouvernorat[201] ce qui montre son intégration croissante à l'empire de Russie[202]. Sur le front des Balkans, la guerre reprend ; en 1875 et 1876, les révoltes de la Bosnie et de la Bulgarie contre

---

[193] Danero-Iglesias, *op.cit.,*p.59.
[194] Jean-Jacques Marie, *La Russie de 1855 à 1956*, Paris, Hachette, 1997, p.13-14.
[195] *Idem.*, p.16-18.
[196] *Ibidem.*
[197] Danero-Iglesias, *op.cit.,*p.62.
[198] De *zemlya,* la terre en russe. Voir Thomas Porter et Willians Gleason, «The Zemstvo and public initiative in late imperial Russia» in *Russian History,* n°4, volume 21,1994, p. 419–437.
[199] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.56-57.
[200] *Idem.*
[201] губерния/goubierna en russe.
[202] Danero-Iglesias*, op.cit.*, p.56.
[202] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.308-310.
[202] Alberto Basciani, *La dificile unione : La Besarabia e la Grande Romania 1918-1940,* Rome, Aracneeditrice, 2007, p. 40-43.
[202] *Idem.*
[202] Pour la plupart venus de Galicie, de Pologne ou d'Ukraine.
[202] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.309.
[202] Andrei Cuşco, «1878, Before and After: Romanian Nation Building, Russian Imperial Policies and Vision of Otherness in Southern Bessarabia» in *Moldova: A Borderland's Fluid History,* Saint-Gall, Euxeinos 15/16, Université de Saint-Gall, 2014.

les Ottomans sont durement réprimées, l'Europe s'en émeut et laisse la Russie reprendre son rôle de protectrice des chrétiens des Balkans. La guerre russo-turque de 1877-1878 marque un nouveau recul majeur de la Turquie ; en 1878, le traité de San Stefano permet à la Bulgarie d'obtenir son autonomie et à la Roumanie, à la Serbie et au Monténégro, alliés de circonstance de la Russie, d'accéder à une pleine indépendance[203]. La Russie récupère néanmoins la Bessarabie méridionale qui est incluse au gouvernorat de Bessarabie. La même année, le traité de Berlin modifie certaines des clauses du traité de San Stefano pour le rendre moins défavorable à la Turquie mais à la grande déception des politiciens roumains, il confirme la rétrocession du sud de la Bessarabie à la Russie[204].

La population bessarabe reste relativement indifférente à ces bouleversements ; le type de gouvernance locale des Zemstvos convient aux communautés traditionnelles qui ont un contrôle direct sur la gestion de leurs affaires sans forte intervention du pouvoir central. Dans le même temps, elles les éloignent de la gestion d'ensemble du gouvernorat qui incombe aux seules autorités centrales constituées de non-moldaves ou de moldaves russifiés comme la famille Krupensky qui fournira plusieurs gouverneurs[205]. Pour l'historien Iulian Fruntaşu, les autorités de l'Empire n'ont pas voulu russifier les Moldaves car ils ne représentaient pas un danger nationaliste, il décrit une population paysanne présentant un vague sentiment d'ethnicité mais où la densité de population et le faible niveau d'éducation ne permettaient pas la circulation de l'information et l'émergence d'un sentiment national moderne. Pour mieux diluer ce risque et fragmenter la population, les autorités tsaristes créent en outre des colonies étrangères bénéficiant de traitements de faveur[206]. Charles King parle de « ruralisation » de la population majoritaire : La langue et la culture de la population majoritaire sont cantonnées au monde du village tandis que les catégories sociales supérieures parlent russe, langue officielle mais aussi langue de distinction culturelle[207]. Les autorités russes ne font même pas l'effort de distinguer les Moldaves des Roumains[208].

---

[203] Castellan, *Histoire des Balkans*, p.330-332.
[204] Durandin, *op.cit*., p.158.
[205] King, *op.cit*., p.44.
[206] Ion Fruntaşu, *O istoria etnopolitica a Basarabiei (1812-2002)*, Chişinău, Cartier, 2002, p.27.
[207] King, *op.cit*., p.26.
[208] Wim van Meurs, «The Bessarabian Question in Communist Historiography, Nationalist and Communist Politics and History-Writing» in *East European Monographs*, New-York, Columbia University Press, 1994, p.110-111.

6. La constitution du sentiment national roumain

L'émergence d'un sentiment national roumain accompagne les évolutions politiques rapides que connaît la région. Au début du XIXe siècle, les jeunes nobles de Moldavie et de Valachie commencent à être influencés par les idées occidentales. Revenus de Paris ou de Vienne où ils font leurs études, ces jeunes gens, ironiquement surnommés *bonjouristes*, déplorent ce qu'ils considèrent comme l'arriération orientale de leur pays et se fixent pour objectif d'établir un État national roumain unifié[209]. Le premier prince élu, Alexandru-Ion Cuza mène de vigoureuses réformes pour moderniser et « occidentaliser » le pays dont la nationalisation des biens du clergé, ses réformes et son autoritarisme lui valent l'hostilité croissante des grandes familles nobles et des politiciens libéraux qui se liguent pour le renverser[210]. En 1866, la réconciliation passe par le choix d'un prince étranger, Carol de Hohenzollern sous le règne duquel la Roumanie obtient son indépendance totale en 1878 et devient un royaume[211]. En dépit de ces nombreuses péripéties, le nouvel État parvient à inculquer rapidement un sentiment d'identité nationale à une population très majoritairement rurale et peu éduquée en mettant en place un système d'enseignement primaire obligatoire [212]. Les linguistes participent pleinement au projet national en standardisant la langue roumaine et en adoptant l'alphabet latin afin d'accentuer la thèse de l'origine latine des Roumains et rapprocher le pays de l'Occident[213]. Les historiens développent un récit national insistant sur le caractère unique de la roumanité, « île de latinité dans une mer slave »[214]. Le sentiment d'appartenance nationale se développe également parmi les Roumains de Transylvanie qui réclament un statut de nation autonome à un moment où la politique de l'empire austro-hongrois vis à vis des minorités nationales était devenue assez peu tolérante[215]. (Voir annexe 6 : Carte de la répartition de la population roumaine au XIXe siècle).

---

[209] Djuvara, *op.cit.,* p. 259.
[210] Cette alliance est connue sous le nom de "monstrueuse coalition", *idem,* p.265.
[211] *Idem.,*p.272-278.
[212] *Idem.*, p.264.
[213] *Ibidem.*
[214] Durandin, *op.cit*., p.132.
[215] Particulièrement dans la partie de l'empire sous le contrôle direct des Hongrois, la Transleithanie dont la Transylvanie faisait partie. Voir Castellan, *Histoire des peuples d'Europe centrale*, p.301-303.

6.1. Frémissements identitaires en Bessarabie

Les roumanophones de Bessarabie passent à côté de ce processus. La politique menée par l'Empire russe suscite l'adhésion de la noblesse et des propriétaires terriens moldaves, elle n'est critiquée que tardivement lorsque la centralisation croissante de l'Empire remet en cause certains de leurs pouvoirs. L'immense majorité rurale reste indifférente à la question[216].

Pour la Roumanie qui appelle officiellement à l'intégration de toutes les régions habitées par des roumanophones, la Transylvanie représente un enjeu bien supérieur à celui de la Bessarabie car cette dernière est perçue comme sous-développée et culturellement russifiée[217]. Dans son « Histoire des Roumains » Catherine Durandin cite un rapport de l'ambassadeur de France qui relate un échange avec le Premier ministre, Take Ionescu[218].

En Bessarabie, territoire russe, l'élément roumain se compose de grands propriétaires et de paysans. Les premiers sont russifiés et n'ont pas à s'en plaindre car ils obtiennent des places et des grades (..). Les seconds sont fort tranquilles du point de vue national, il n'y a pas d'écoles et quant à l'église le service s'y fait en russe et elle n'exerce sur eux qu'une faible influence.

Le recensement de 1897 confirme cette analyse ; le gouvernorat dans son ensemble compte 1 897 000 moldaves roumanophones et 707 000 habitants d'autres nationalités mais sur les 620 000 habitants des villes, les Moldaves ne sont que 170 000[219]. La population rurale n'a pas accès à l'éducation. En 1912, le taux d'alphabétisation des hommes moldaves était de 10,5%, beaucoup plus bas que celui des autres groupes ethniques (63% pour les Allemands, 50% pour les Juifs, 40% pour les Russes, 31% pour les Bulgares). Le taux d'alphabétisation des femmes moldaves était lui de 1,7%[220].

Les premiers journaux et manifestes publiés par les partisans d'un éveil de la conscience nationale décrivent l'arriération d'une population illettrée, ne comprenant pas les offices religieux dits en russe et ignorant les initiatives d'éducation populaire en roumain. Ils critiquent également le rôle d'un clergé servile vis-à-vis de la Russie, si le clergé transylvain, notamment

---

[216] Julien Danero-Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2014, p.56-57.

[217] *Idem.,*p.59.

[218] Take Ionescu (1858-1922) figure majeure de la politique roumaine du début du XXe siècle, il fût successivement ministre des Cultes, ministre des Affaires Étrangères puis Premier ministre. Il dirigea la délégation roumaine lors de la conférence de paix de Paris.

[219] King, *op.cit*., p.24

[220] Nistor, *op.cit.,*p.332.

le clergé gréco-catholique, est un puissant facteur de développement du sentiment national, le clergé moldave est présenté comme un frein à toute évolution[221]. Dans son manifeste intitulé « Sous le joug étranger »[222] , Gheorghe Dighis écrit : *Nulle part au monde il n'existe un tel manque de culture que dans la belle Bessarabie (..) La plus noire ignorance, voilà le résultat de l'œuvre de russification du gouvernement tsariste* [223]. L'épisode du moine Inochentie montre cette double aliénation : Dans le nord de la province, Inochentie fascine des dizaines de milliers de personnes avec ses discours apocalyptiques et ses promesses de guérison miraculeuse pendant plusieurs années, Dighis décrit ainsi le phénomène qui eut des répercussions dans tout l'Empire russe[224] :

Tous les charlatans sont facilement crus par un peuple inculte [..] Il a été suffisant qu'un moine cupide se présente [..] comme un envoyé de Dieu pour que tous le croient, s'inclinent et lui donnent leur dernier sou gagné à la sueur de leurs fronts[..]. Les autorités russes ont enquêté pour savoir quelle était la raison si particulière pour que les Roumains soient attirés par ce moine imposteur, le résultat a surpris ceux de Saint Pétersbourg ; le moine Innocent leur parlait en roumain.

---

[221] *Idem.*

[222] Gheorghe Dighis, *Sub jug strain ! ...,* Bucarest, Editura Ligei Pentru Liberarea Basarabiei (édition originale), 1915, réédité à Tighina par les éditions Carocom en 2013. Ce court texte est une présentation de l'histoire et de la situation de la Bessarabie destiné à informer et à sensibiliser les Roumains. Il constitue une des premières manifestations extérieures d'un nationalisme pro-roumain venu de cette région. Le titre est une référence au roman « Sous le joug » d'Ivan Vazov (1888) considéré comme le premier roman national bulgare, il évoque les mouvements de libération nationale et la guerre d'indépendance. L'expression est alors fréquemment utilisée dans le discours national et anti-ottoman des pays des Balkans.

[223] Dighis, *op. cit.*, p.16-18.

[224] Ioan Levizor, un jeune paysan bessarabe devient moine dans les dernières années du XIXe siècle avant de parcourir toute la Russie où il se présente comme un fol-en-Christ, un *iourodivy* (*юродивый*) dans la tradition orthodoxe russe. De retour, en Moldavie en 1899, il saisit l'occasion d'une légère tolérance accordée à l'usage du roumain par le patriarche Iakov qui le laisse s'installer au monastère de Balta, sur la rive ukrainienne du Dniestr. Levizor prend le nom monastique d'Inochentie (Innocent). Inochentie se dit thaumaturge et faiseur de miracles, il impressionne par ses prêches annonçant la fin des temps et sa pratique de la glossolalie. Des dizaines de milliers de croyants de Bessarabie et d'Ukraine se rendent régulièrement à Balta dont il veut faire la « nouvelle Jérusalem ». Les autorités s'inquiètent de son influence et il est exilé dans un monastère de la région de Mourmansk en 1912, avant d'être arrêté. L'église russe l'accuse de répandre « la folie et d'autres maladies démoniaques dans la population », il est envoyé au monastère des îles Solovki en 1915. Libéré, en 1917, il retourne à Balta et fonde une communauté dans un village de la région voisine d'Ananyev. Inochentie et ses proches sont tués par les Bolcheviks en 1920. Les milliers de membres survivants de sa communauté seront pourchassés en Union Soviétique mais aussi en Bessarabie roumaine où le gouvernement s'engage dans une lutte contre les sectes pendant l'entre-deux-guerres, lutte que poursuivra plus brutalement encore le régime Antonescu à partir de 1940. Les derniers « Inochentistes », regroupés à Bălţi, seront déportés après la deuxième guerre mondiale lors des opérations soviétiques contre les minorités religieuses. Voir Eugene Clay, «Apocalypticism in the Russian Borderlands: Inochentie Levizor and His Moldovan Followers» in *Religion, State and Society*, n°3-4, volume 26, 1998, p. 251-263.

6.2. La naissance d'un sentiment national dans un cadre intellectuel russe

A la fin du XIXe siècle, la Bessarabie est une marge de l'empire au fonctionnement quasi-colonial, elle commence néanmoins à ressentir le trouble profond qui traverse l'ensemble du système impérial. Les réformes majeures initiées par Alexandre II ne parviennent pas à calmer les mouvements révolutionnaires, nihilistes puis populistes, qui contestent violemment le pouvoir autocratique du Tsar, cette agitation culmine avec l'assassinat d'Alexandre en 1881[225].

En Bessarabie, la perte de pouvoir des boyards locaux commence à générer parmi eux un sentiment d'oppression et une aspiration à une plus grande reconnaissance. A l'aube du XXe siècle, le pouvoir tsariste oriente le mécontentement de la population envers la communauté juive accusée en outre d'être à l'origine des mouvements révolutionnaires, en 1903, les pogroms de Kichinev attirent l'attention du monde sur cette région d'Europe mais ces événements dramatiques reflètent une tension générale de l'ensemble du monde russe[226].

Le sentiment national qui naît dans les petits cercles intellectuels roumanophones n'est pas homogène, les boyards locaux sont influencés par le discours national roumain mais chez la majorité des jeunes intellectuels l'influence du socialisme révolutionnaire est plus forte que l'envie d'intégrer la Roumanie perçue comme un pays très conservateur[227]. Influencés par les mouvements radicaux des grandes villes russes, ces jeunes défendent l'idée d'une réforme agraire, la justice sociale et le suffrage universel[228].

Le journaliste et essayiste Alexis Nour écrit : *Notre jeunesse locale, Russes, Juifs et Moldaves a une formation au caractère purement russe, une génération éduquée sous la pression de la révolution, ayant assimilé tous les courants d'idées qui dominent les universités de tous les centres intellectuels importants en Russie [..]. Tous les intellectuels de Bessarabie regardent tout par le prisme russe et combattent la réaction locale par les moyens habituels des partis russes* [229].

---

[225] Jean-Jacques Marie, *La Russie de 1855 à 1956*, Paris, Hachette, 1997, p.26-29.
[226] Norman Cohn, *Histoire d'un mythe; la conspiration juive*, Paris, Gallimard, 1992. Voir aussi Noam Monty Penkower, «The Kishinev Pogrom of 1903: A Turning Point in Jewish History» in *Modern Judaism*, n° 3, volume 24, 2004, p.187-225.
[227] Durandin, *op.cit.,* p.214-217.
[228] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.60.
[229] Durandin, *op.cit*., p.213-216.

La révolution de 1905 contraint le Tsar à accepter la création d'une assemblée législative, la Douma où chacune des provinces de l'Empire envoie des représentants[230]. En Bessarabie, les concessions faites aux boyards et aux propriétaires moldaves permettent de limiter l'influence des jeunes intellectuels[231]. Ceux-ci, dont Ioan Pelivan, Pantelimon Hallipa, Ion Inculeţ et Alexei Mateevici se présentent sans succès aux premières élections de 1906 puis 1907[232]. Ils lancent néanmoins un journal publié en roumain, *Basarabia* dans les colonnes duquel ils défendent leur programme ; l'autonomie de la Bessarabie, l'usage du roumain à l'école et dans la vie publique ainsi que le rachat des terres aux grands propriétaires et leur redistribution. Ces propositions se heurtent au conservatisme russe mais aussi moldave qui trouve à s'exprimer dans des publications comme *Moldovanul*, *Viata Besarabiei* ou le clérical *Iluminatorul*[233].

La reprise en main est sévère, le journal *Bessarabia* est interdit en 1907 et ses militants préfèrent quitter la Bessarabie[234]. Les élections de 1912 se soldent par un nouvel échec pour les jeunes moldaves socialisants et marque la victoire des conservateurs russes mené par Aleksandr Krupensky. La même année, le moine Inochentie est envoyé à Mourmansk, son exil provoque des émeutes et plusieurs centaines de paysans moldaves partiront le rejoindre en Russie[235]. Le centenaire de l'intégration de la Bessarabie à l'Empire russe est célébré avec faste en présence de Nicolas II. Au lendemain de la cérémonie un journal paraît à l'initiative de Gheorghe Todorov et Constantin Costinov: *Făclia Ţării.* Dans le premier et seul numéro de *Făclia*, les lecteurs des mille exemplaires imprimés purent découvrir le titre suivant:

Notre petit pays est plongé dans l'obscurité exactement comme il y a un siècle[236].

[230] Marie, *op.cit.,*p.45-50.
[231] Danero-Iglesias, *op.cit.,* p.60.
[232] *Idem.*
[233] *Ibidem.*
[234] *Ibid.*
[235] King, *op.cit.,*p.74-76
[236] Nistor, *op.cit.*, p.278.

7. Le chaos de la Première guerre mondiale

Au début de la première guerre mondiale, près de 300 000 soldats sont mobilisés en Bessarabie. Ils sont incorporés dans plusieurs armées engagées dans les combats contre les empires centraux. En mars 1917, le régime tsariste est renversé et laisse place à un gouvernement provisoire dirigé par Alexandre Kerensky. Dans toutes les régions de l'Empire, les chefs des administrations tsaristes transmettent leurs pouvoirs juridiques aux chefs des Zemstvos qui prennent le nom de commissaires. Le gouverneur de Bessarabie, Mihail Voronovici démissionne le 13 mars et transmet ses pouvoirs à Constantin Mimi qui devient commissaire du gouvernement provisoire de Bessarabie[237]. Kerensky décide de maintenir l'engagement militaire de la Russie aux côtés de ses alliés, cette décision est justifiée par la crainte de pertes territoriales importantes au profit des Empires centraux en cas d'arrêt des combats[238]. Les troupes russes sont réengagées dans de grandes offensives à partir de juillet 1917, les armées stationnées en Bessarabie sous le commandement du général Chtcherbatchiov participent aux côtés des troupes roumaines à la bataille de Mărăşeşti contre les armées allemandes. A ce moment de la guerre, la Bessarabie constitue pour les troupes roumaines une base arrière relativement stable d'où proviennent armes, équipement et nourriture[239].

La poursuite des combats nuit à la popularité du nouveau gouvernement russe, l'agitation gagne les esprits et prend des formes très diverses[240]. Un peu partout dans le gouvernorat de Bessarabie des comités apparaissent parmi les soldats mais aussi dans les villages ou au sein de certaines catégories professionnelles. Mobilisés pendant plusieurs années, les soldats moldaves ont pu découvrir deux courants de pensée différents ; les idées socialistes et anarchistes mais aussi grâce à leurs contacts avec les soldats roumains, les idées nationalistes. La possibilité d'une convergence entre exigences sociales et nationalisme commence à prendre forme [241]. Le 19 et 20 avril, des représentants de ces comités se réunissent en congrès, ils réclament, sur la base du droit à l'auto-détermination pour chaque peuple de Russie promis par

[237] *Idem.*, p.279.
[238] Natalia Ivanova, « Pétrograd pendant la Première Guerre mondiale » in *Cahiers Bruxellois-Brusselse Cahiers*, 1F, XLVI, 2014, p.167-179.
[239] Jean-Noël Grandhomme, Michel Roucaud et Thierry Sarmant, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'Armée russe : édition critique des rapports du général Berthelot, chef de la Mission militaire française en Roumanie, 1916-1918*, Paris, L'Harmattan, 2000, 461 pages.
[240] Basciani, *op.cit.*
[241] Fruntaşu, *op.cit.,*p.120-121.

Kerenski, l'autonomie administrative, scolaire, religieuse et judiciaire de la Bessarabie[242]. En avril 1917, Pavel Gore, Vasile Stroescu et l'intellectuel transylvain Onisifor Ghibu, envoyé par la Roumanie, créent le «Parti national moldave». En juillet, le comité central militaire de Kichinev s'organise sur le modèle des Soviets et propose la mise en place d'élections pour former un *soviet du pays* chargé de mettre en place l'autonomie de la Bessarabie. Le 4 septembre, les élections permettent de désigner les 156 députés représentant toutes les nationalités et les catégories professionnelles de la province réunis dans un *Conseil du pays* (*Sfatul Ţării* en roumain) [243]. Dans le même temps, la situation ne cesse de se dégrader, le gouvernement perd tout contrôle sur le territoire ; les campagnes sont en déshérence, les soldats démobilisés provoquent des troubles, les minorités craignent pour leur devenir[244]. En Russie, le Parti bolchevique prend le pouvoir le 25 octobre. Des éléments de l'armée russe favorables aux bolcheviks créent des troubles dans les régions frontalières (régions de Cahul, Leova et Ungheni) puis s'organisent en soviets et s'emparent des réserves, les voies de ravitaillement sont coupées, la Moldavie roumaine est menacée de disette[245]. Les relations entre la Russie de Lénine et la Roumanie deviennent vite conflictuelles, la Roumanie et ses alliés commencent à craindre la contagion révolutionnaire ; des opérations militaires roumaines sont lancés sur la frontière avec la Bessarabie avec l'accord du général Chtcherbatchiov qui rejoint les Russes blancs[246].

Le 21 novembre 1917, le *Sfatul Țării* élit Ion Inculeţ à sa tête[247] et proclame l'autonomie de la Bessarabie qui reste néanmoins une partie constitutive de la Russie. Le *Sfatul Țării* demande

---

[242] Marc Ferro, « La politique des nationalités du gouvernement provisoire (février-octobre) 1917 » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, volume 2, 1961, p.131-165.

[243] Sur les 156 députés, 105 étaient moldaves, 15 Ukrainiens, 14 Juifs, 7 Russes, 2 Allemands, 2 Bulgares, 8 Gagaouzes, 1 Polonais, 1 Arménien et 1 Grec, 44 étaient militaires, 36 paysans, 58 fonctionnaires communaux et représentants d'associations professionnelles. Voir Charles Upson Clark, *Bessarabia, Russia and Roumania on the Black Sea,* New-York, Dodd, Mead and Company, 1927, p.144-158. Disponible sur le site de la bibliothèque de l'Université de Washington, [http://depts.washington.edu/cartah/text_archive/clark/toc_pag.shtml], consulté le 20 octobre 2020.

Journaliste et historien Charles Upson Clark relate dans un long récit de voyage *The New Europe* publié au lendemain de la guerre les transformations de l'Europe centrale et orientale. En 1927, il publie *Bessarabia, Russia and Roumania on the Black Sea*, la partie historique doit beaucoup, de l'aveu même d'Upson Clark, aux travaux de Ion Nistor mais les chapitres consacrés à la fin de la première guerre mondiale et aux premières années de l'union avec la Roumanie constituent un témoignage unique sur cette période confuse.

[244] King, *op.cit.,* p.110-112.

[245] Upson Clark, *op.cit.,* p.123-130.

[246] Jean-Noël Grandhomme et alii, *op. cit.*

[247] Ion Constantin Inculeţ (1884-1940): Il étudie les sciences à l'Université de Saint-Pétersbourg où il enseignera par la suite. En 1917, il revient en Bessarabie à la demande de Kerensky. Voir Upson Clark, *op.cit.*, p.131-138.

aux soldats de s'organiser pour rétablir l'ordre et annonce l'abolition de la propriété privée pour les terres, l'égalité hommes-femmes, la laïcisation de la société, l'abolition des privilèges aristocratiques et l'égalité des langues. Les principaux points d'achoppement entre les délégués concernent le statut et les droits des minorités. Le *Bund* socialiste juif[248] veut l'égalité de toutes les langues et une autonomie culturelle pour chaque minorité, toutes les minorités s'alignent sur ces revendications. En face, Ghibu défend l'idée que tous les Moldaves sont des Roumains[249].

Le 2 décembre, le Conseil du pays proclame la création de la République Démocratique Moldave dans le cadre de la République Démocratique Fédérative Russe. Il dote la nouvelle république d'un gouvernement (dit Conseil Directeur Général de Bessarabie) dirigé par Pantelimon Erhan et élit Ion Inculeţ président de la République[250].

Les différentes phases de la révolution ébranlent également le voisin ukrainien. Au printemps 1917, la Rada ukrainienne soutient la révolution russe mais elle est vite déçue de se voir refuser le droit à l'auto-détermination promis pour les peuples de l'Empire. Le 20 juillet 1917, l'Ukraine proclame son autonomie puis le 7 novembre, au lendemain de la prise de pouvoir de Lénine, son indépendance totale sous le nom de République Populaire d'Ukraine. La nouvelle république est immédiatement soutenue par la France et la Grande-Bretagne[251]. Les partisans de Lénine considèrent la décision ukrainienne comme une trahison de la révolution, ils créent dans les régions russophones du sud et de l'est de l'Ukraine plusieurs petites républiques; la République soviétique de Tauride, la République soviétique de Donetsk-Krivoï-Rog et la République soviétique d'Odessa[252].

La République populaire d'Ukraine revendique de son côté les villes bessarabes de Hotin et Cetatea Alba majoritairement peuplées d'Ukrainiens alors que la République soviétique d'Odessa souhaite incorporer le sud de la Bessarabie[253]. Dans les mois qui suivent, l'Ukraine

---

[248] L'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie (en russe; *Всеобщий еврейский рабочий союз в Литве, Польше и России*, en yiddish, *algemeyner yidisher arbeter bund in Lite, Poyln un Rusland)* est un mouvement socialiste juif et laïc crée à Vilinus en 1897. Le Bund milite pour la défense des travailleurs juifs et prône le droit des Juifs de l'Empire russe à constituer une nationalité laïque juive de langue yiddish, le Bund est un mouvement antireligieux et s'oppose au sionisme mais également au centralisme bolchévique.

[249] Durandin, *op.cit.,* p.218-219.

[250] *Idem.*

[251] Yves Ternon, « Makhno : la révolte anarchiste. 1917-1921 » in *La mémoire du siècle*, Paris, Éditions Complexe, 1981, p. 47-95.

[252] *Idem.*

[253] Le Conseil demande en juillet 1917, la protection du gouvernement provisoire russe. Alexandre Kerenski, chef du gouvernement provisoire, s'opposant aux prétentions ukrainiennes. Voir Marc Ferro, *op.cit.*

devient le principal champ de bataille de tous les mouvements issus de la révolution, ce chaos constitue une menace majeure pour la Bessarabie et influence les décisions qui y sont prises[254]. Côté moldave, des revendications émergent en faveur d'une incorporation à la Bessarabie d'une partie de la Podolie et de la ville de Kherson situées en Ukraine, la situation se tend sur fond de désorganisation totale de la toute jeune République démocratique moldave et des troupes qui y sont stationnées[255].

8. L'intervention roumaine et le processus d'unification

L'année 1918 va faire basculer le sort de la Moldavie : La Bessarabie du XIXe siècle a évolué dans le monde russe, en 1918, elle revient dans l'histoire roumaine.

Avec la prise de pouvoir des bolcheviks, la Russie n'est plus considérée comme une alliée par ses partenaires occidentaux, elle entre en négociation avec les Empires centraux dès la fin de l'année 1917 pour aboutir en mars 1918 à la paix de Brest-Litovsk. Les 5 et 6 janvier 1918, les bolcheviks du *Front-Otdel*, une branche locale du *Rumcerod* tente de prendre le pouvoir à Kichinev[256]. Directement menacé, le Conseil directeur fait appel à la Roumanie le 9 janvier. Le 10, les troupes roumaines traversent la frontière, le 13, elles parviennent à Kichinev[257]. Le 24 janvier, au lendemain de la création de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie, le Conseil du pays vote pour une indépendance totale de la République démocratique moldave. Ion Inculeţ en est élu président, il s'engage à maintenir les engagements pris quelques mois auparavant et à garantir l'égalité des droits pour les minorités et le partage des terres agricoles[258]. La présence de l'armée roumaine en Bessarabie suscite l'hostilité du nouveau pouvoir soviétique qui promet de protéger les Russes mais aussi tous les sympathisants moldaves et roumains de la révolution. L'ambassadeur roumain à Petrograd est arrêté le 26 janvier avant d'être expulsé et le trésor roumain confié à l'allié russe pendant la guerre est confisqué[259]. Le Rumcerod affronte l'armée roumaine sur les bords du Dniestr à Tighina puis

[254] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p 304-305.
[255] *Idem.*
[256] Abréviation de *Центральный исполнительный комитет Советов Румынского фронта, Черноморского флота и Одессы* soit Comité central exécutif des soviets du Front roumain, de la flotte de la mer Noire et d'Odessa, voir Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.305.
[257] Elles sont conseillées par le chef de la mission militaire française en Roumanie, le général Berthelot, voir Grandhomme, *op.cit.*
[258] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.307.
[259] Upson Clark, *op.cit*., p.165-174. A ce jour, le trésor roumain n'a pas été restitué et constitue toujours un point de discorde entre la Roumanie et la Russie.

sur le territoire ukrainien, à Valcov. Les conflits prennent fin avec la signature de l'accord Averescu-Racovsky le 23 février[260].

L'intervention de l'armée roumaine provoque également de fortes tensions au sein du Conseil, Ion Inculeţ lui-même craint que le gouvernement roumain dominé par les grands propriétaires terriens ne s'oppose au projet de réforme agraire, objectif essentiel du jeune gouvernement moldave[261]. Les partisans de la révolution mènent une intense campagne anti-roumaine à laquelle les minorités nationales sont très sensibles. La Roumanie assure à plusieurs reprises, par la voix de son chef d'état-major, le général Prezan, que sa présence militaire n'a pour but que de préserver l'intégrité de la République démocratique moldave[262]. Pourtant, celle-ci va décider elle-même de sa disparition. Le 27 mars 1918, le Conseil du Pays vote l'union avec la Roumanie avec 86 voix pour, 3 contre et 36 abstentions. Le Conseil se scinde en deux blocs au moment de ce vote, les députés roumanophones votent presque unanimement l'unification quand la plupart des députés représentant les minorités nationales s'y opposent ou s'abstiennent. Le Conseil votera sa propre dissolution quelques jours plus tard[263]. (Voir annexe 7 : Déclaration d'Union avec la Roumanie).

En 1920, la reconnaissance de l'union est âprement discutée lors des négociations du Traité de Paris entre les principaux alliés de l'Entente[264]. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie sont hésitantes à officialiser une perte de territoire russe à un moment où le sort de la révolution est encore incertain mais finissent par signer le traité[265]. De leur côté, les Etats-Unis refusent de le signer en l'absence de représentant russe. La République socialiste fédérative soviétique de Russie ne reconnaît pas l'union ; considérant qu'elle s'est réalisée sous la pression des troupes roumaines par un Conseil qui n'avait pas été légitimement élu. Le Japon est initialement signataire du traité mais il ne le ratifiera jamais[266]. L'accueil des troupes roumaines et le vote de l'union à la Roumanie suscite encore de nombreuses controverses:

Pour ses détracteurs, l'union est forcée par la présence des troupes roumaines. Au moment des faits, Charles Upson Clark, dont les écrits sont pourtant très défavorables à la Russie et le sont encore plus aux révolutionnaires soviétiques, souligne l'hostilité de certains membres éminents

[260] Du nom du Premier ministre roumain et du représentant du rumcerod.
[261] Upson Clark, *op.cit*., p.189-200.
[262] Grandhomme et alii, *op.cit.*
[263] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.306-307.
[264] Etats-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne, Japon. La Russie s'est retirée de l'Entente en 1917.
[265] King, *op.cit.,* p.60.
[266] *Idem*.

du Conseil à la présence de ces troupes et leur peu de sympathie à l'égard des officiels de Bucarest[267]. Pour ses partisans la réunification correspondait largement à ce que souhaitait la majorité des habitants de Bessarabie, la présence militaire roumaine n'a fait que rendre cette union possible[268]. Cristina Petrescu ou Charles King considèrent le vote comme le résultat de plusieurs facteurs ; une véritable volonté d'une partie de la population, l'incapacité de la république démocratique moldave à contrôler son territoire, la menace exercée par les bolcheviks et la pression de l'Ukraine, la volonté des alliés de freiner l'influence révolutionnaire dans les Balkans.

Pour la majorité des historiens roumains, il s'agit d'un retour à la normalité, une réparation historique et toute contestation de ce récit est considérée comme découlant de l'historiographie soviétique[269]. Catherine Durandin souligne néanmoins que le récit romancé d'une union triomphale et attendue cache mal blessures et zones d'ombres. Les minorités nationales craignent ce nouveau pouvoir, tout particulièrement la population juive. Les Russes blancs qui espéraient initialement être soutenus par les Roumains afin de faire de la Bessarabie un bastion de résistance ont le sentiment d'avoir été trompés[270]. Par ailleurs, une bonne partie de la population rurale ainsi que de nombreux intellectuels moldaves dont la conscience politique s'est formée autour des idées de gauche accusent la Roumanie d'être au service des grands propriétaires terriens. Pour Wim Van Meurs, le mouvement identitaire du début du XXe siècle constituait les prémisses d'une construction nationale élitiste moldave. Dans la confusion des années 1917-1918, ce projet échappe aux intellectuels moldaves mais l'idée reste en germe et l'identification à la Roumanie reste incertaine[271].

La rhétorique nationaliste de la Grande Roumanie fait de l'union avec la Bessarabie un de ses actes fondateurs c'est pourtant presque fortuitement que la Roumanie prend le contrôle de la région. Au bord de l'effondrement quelques mois auparavant, elle bénéficie à partir de la fin de l'année 1917 de circonstances historiques incroyablement favorables[272]. Son expansion doit

[267] Upson Clark*, op.cit.*, p.203-216.
[268] *Ibid.*
[269] Thèses défendues par Ion Aurel Pop et Ioan Bolovan dans *Marea Istorie illustrata a Romaniei si a Republicii Moldova*, Bucarest, Litera, 2018. Voir aussi Trifon et Cazacu, *op.cit.,* p.308.
[270] Durandin, *op. cit.,* p 235.
[271] Wim van Meurs, *Moldova: Nested Cases of Belated Nation-Building* in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46, p.186-209.
[272] Boia, *In jurul marii uniri de la 1918, Natiuni, frontiere, minoritati*, *op.cit*., p.7.

également beaucoup au nouveau rôle qui lui est attribué, notamment par son alliée la France, celui de tête de pont de la lutte contre la propagation révolutionnaire dans la région[273].

9. La Bessarabie dans la Grande Roumanie

La Roumanie est un pays brutalement projeté au rang de puissance régionale. Presque miraculeusement rescapée de la guerre dans laquelle elle est entrée tardivement après avoir longtemps hésité à choisir de quel côté se battre, elle rejoint la table des vainqueurs et voit sa surface et sa population doubler. Au sein de cette population de près de 19 millions d'habitants, près de 30% sont issus de minorités ; hongroise, allemande, juive, russe, serbe etc.[274]. Le traité de Paris du 9 décembre 1919 contraint la Roumanie à accorder à tous les citoyens les mêmes droits et à respecter les langues et les religions de chacun[275]. (Voir annexe 8 : Déclaration d'Union avec la Roumanie).

La Roumanie est une monarchie constitutionnelle, politiquement dominée par le Parti libéral de Ion Bratianu qui détermine les grandes réformes de la décennie : La réforme agraire de 1921 permet une redistribution des terres qui fait quasiment disparaître les très grands propriétaires. Une nouvelle constitution est rédigée en 1923 ; les droits des minorités y sont consignés, l'enseignement devient obligatoire et gratuit, les femmes obtiennent le droit de vote en 1929[276].

Au lendemain de la guerre, le pays est encore économiquement fragile ; ses infrastructures sont endommagées et sa capacité de production limitée alors que le pays doit complétement réorganiser son nouveau territoire[277]. La Roumanie connaît pourtant une reconstruction rapide, plusieurs secteurs d'activité se développent dont l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, la métallurgie, la production et le commerce des céréales. La croissance économique est aussi forte qu'inégalement répartie : Les grands centres urbains se modernisent, intellectuels et artistes roumains se font connaître dans toute l'Europe, la période est vue jusqu'à aujourd'hui comme un « âge d'or » de la culture roumaine[278]. Cependant, des tensions se font jour, les minorités hongroises et allemandes, jadis dominantes en Transylvanie perdent progressivement

---

[273] Sur le rôle de la France dans l'union avec la Bessarabie voir Traian Sandu, « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920 : Une reconnaissance difficile» in *L'Etablissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales : une étude comparée,* sous la direction de Christian Baechler et Carole Fink, Berne, Peter Lang, 1995, p.369-38.
[274] Durandin, *op.cit.,*p.240.
[275] *Idem,* p.241-245.
[276] Castellan, *op.cit.,* p.416-423.
[277] *Idem.*
[278] Lucian Boia, *Istorie si mit in constiinta romaneasca*, Bucarest, Humanitas, 2011, p.20-21.

leur situation privilégiée: leurs plaintes auprès de la Société des Nations se multiplient dès les années 20[279].

9.1. Les réalisations roumaines en Bessarabie et leurs limites

L'Union de la Bessarabie à la Roumanie se fait dans l'enthousiasme officiel ; des deux côtés de la frontière on salue le retour au sein de la mère-patrie des « frères moldaves »[280]. L'union est perçue comme une victoire du peuple roumain contre les Slaves, du monde rural traditionnel et national contre les villes cosmopolites, le discours officiel salue la résistance des Moldaves à la « dénationalisation » et à la « russification », des intellectuels militants viennent en Bessarabie contribuer à l'édification morale et spirituelle de la région[281].

9.1.1. L'administration roumaine face à de nombreux défis

A ses débuts, le processus d'unification satisfait les demandes du *Sfatul Țării* qui accompagnaient l'appel à l'unification ; le respect de la réforme agraire, le respect des minorités, le maintien du suffrage universel sont autant de points repris dans la Constitution de 1923[282]. Fort de leurs premiers succès, les élites politiques moldaves espèrent s'intégrer au jeu politique roumain et y jouer un rôle mais leurs attentes sont rapidement déçues ; peu au fait d'une culture politique éloignée de leurs idéaux nationalistes ou révolutionnaires, ils sont rapidement marginalisés et en conserveront une amertume durable[283]. Six ans après l'union, un groupe de parlementaires réunis autour de Pantelimon Halippa rédige un mémorandum afin de signaler « la situation désespérée de la province ». Les signataires dénoncent un « régime oppressif et brutal » et constatent : *Depuis six ans, la Bessarabie est dirigée d'une manière que l'on ne pourrait même plus concevoir aujourd'hui pour les colonies de noirs africains* [284]. La violence de la charge est à replacer dans un contexte politique où l'opposition ne cesse de dénoncer l'hégémonie du Parti libéral au pouvoir mais elle reflète un sentiment largement partagé ; quelques années après son intégration, la Bessarabie est traitée sans considération par Bucarest[285].

---

[279] Durandin, *op.cit.,*p.255.
[280] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.307.
[281] King, *op.cit.,* p.48.
[282] *Idem.,* p.308.
[283] King, *op.cit.,*p.68.
[284] Cité dans Lucian Boia, *Cum s-a romanizat Romania*, Bucarest, Humanitas, 2015, p.80.
[285] *Idem.*

Passée la période d'enthousiasme de la Grande Union, la Transylvanie et la Bessarabie voient s'installer une administration issue du *Vieux Royaume* qui marginalise les élites locales[286]. Les critiques se multiplient sur l'intégrité de ces nouveaux arrivants, sur leur capacité à comprendre les réalités régionales et sur leurs compétences réelles. Ces reproches donnent lieu à une opposition politique structurée en Transylvanie alors qu'en Bessarabie, elles laissent place au ressentiment ou à une hostilité parfois violente[287]. En outre, entre les deux régions nouvellement intégrées, la qualité de l'administration diffère :

La Transylvanie est considérée comme une région prestigieuse et riche, elle attire des fonctionnaires d'envergure. La Bessarabie en revanche apparaît vite pour ce qu'elle est ; une province pauvre et quelque peu arriérée où même la langue de communication se révèle être un problème ; la qualité de l'administration s'en ressent[288]. L'idée que l'administration roumaine exerçant en Bessarabie était dans son ensemble brutale, incompétente, méprisante et malhonnête est un présupposé largement utilisé dans l'historiographie communiste et qu'il faut sans doute relativiser ; elle est confrontée à une tâche immense, celle d'introduire, sans toujours en avoir les moyens, les règles de base du fonctionnement d'un état moderne dans une population qui n'y était pas préparée. L'administration est confrontée au double défi de la modernisation de la région et de la construction d'un sentiment national[289].

Dans le Vieux Royaume et en Transylvanie le processus de modernisation et d'industrialisation a commencé, dans des contextes distincts, plus de cinquante ans auparavant et le processus de construction d'une identité nationale a débuté au début du XIXe siècle, la mise à niveau de la Bessarabie exige donc un choc économique, culturel et civilisationnel, un processus de *nation-building* avant l'heure[290]. La mise en place d'une administration centralisée se déroule en quelques étapes rapides ; la ratification de l'unification a lieu le 29 décembre 1919 et les responsabilités de l'administration provinciale passent progressivement sous le contrôle des autorités centrales jusqu'en 1923 quand entre en vigueur la nouvelle constitution[291].

L'administration roumaine est perçue différemment en ville et en milieu rural ; lors de l'intégration de la Bessarabie à la Roumanie, les Moldaves roumanophones ne représentent que

[286] Le terme de « Vieux Royaume » ou simplement « Royaume » (*Vechiul Regat* ou *Regat* en roumain) désignait la Roumanie sous la forme qui fût la sienne de 1878 à 1913.
[287] Basciani, *op.cit.*,p.154.
[288] *Idem.*
[289] King, *op.cit.,* p.30.
[290] Danero-Iglesias, *op.cit.,*p.65.
[291] Basciani, *op.cit.,*p.147

55% de la population et vivent très majoritairement à la campagne avec un taux d'alphabétisation très bas[292][293]. Cet ancrage de la population roumanophone dans une ruralité traditionnelle constitue un obstacle majeur au processus de modernisation[294]. Les paysans bessarabes sont restés largement en dehors du processus de russification, initialement cette situation est perçue comme un avantage pour le processus de construction nationale mais ces populations eurent souvent l'impression d'avoir été mieux représentées dans le système des zemstvos que dans le système centralisé roumain et se sentirent vite exclues des décisions[295]. L'administration roumaine impose des changements sociaux majeurs en implantant pour la première fois un système basé sur le respect d'une loi générale et anonyme. Les structures et hiérarchies traditionnelles perdent toute fonction, les paysans se retrouvent tous citoyens égaux, des documents d'identité leur sont attribués. Ces changements suscitent un fort mécontentement parmi les anciens notables ruraux délégitimés[296]. Dans les villages, les représentants de Bucarest incarnent une autorité distante, percepteurs et gendarmes sont particulièrement peu appréciés. Les prêtres et les instituteurs le sont plus mais l'école obligatoire représente une menace pour le fonctionnement des exploitations, les enfants ne pouvant plus y travailler[297].

En ville, c'est le poids des minorités nationales qui pose problème. L'administration roumaine ne peut guère s'appuyer sur le milieu urbain pour jouer son rôle de creuset du développement national car la population y est majoritairement allogène : En 1930, 45% de la population de Chișinău est juive et 27% russe[298]. L'historien Stefan Ciobanu note : *Si quelqu'un veut se faire une impression sur la Bessarabie d'après ses villes, il commet une immense erreur […] La majorité des villes sont des créations artificielles du régime russe et sont en désaccord complet avec la vie des villages environnants* tandis qu'un diplomate français de passage en Bessarabie remarque : *La population des villes est russe et israélite, elle est violemment anti-roumaine*[299].

---

[292] La population de la Roumanie est rurale à 80%, ce taux monte à 87% en Bessarabie.
[293] En 1900, 19% des habitants sont alphabétisés, toutes ethnies confondues.
[294] Basciani, *op.cit.*, p.145-166.
[295] *Idem*., p.106.
[296] *Ibidem.*
[297] *Ibid.,*p.119.
[298] Nistor, *op.cit.,*p.330-335
[299] Citations relevées par Dan Dungaciu, « Basarabia dupa Unire» in *Istoria*, 2018, [https:/www.historia.ro],consulté le 12 septembre 2020.

9.1.2. Școală cât mai multă! Școală cât mai bună! Școală cât mai românească![300]: L'éducation, fer de lance de la modernisation.

L'enseignement est la priorité du double projet de roumanisation et de modernisation de la Bessarabie[301]. En 1918 seuls 10,5% des hommes moldaves et moins de 2% des femmes savent lire et écrire alors que les minorités russes, allemandes et juives étaient alphabétisées à plus de 50%[302].

Sous l'impulsion du ministre de l'Instruction Constantin Angelescu et celle d'Onisifor Ghibu, le gouvernement roumain instaure un système d'éducation obligatoire accompagné d'un important programme de construction d'écoles primaires rurales grâce à la mobilisation des ressources locales complétées par des subventions d'état. Des comités scolaires furent institués, ils incluaient les notables des villages et les nouveaux instituteurs[303]. Le nombre d'écoles en langue roumaine passe de 0 en 1918 à 2718 en 1939 dont une cinquantaine d'établissements d'enseignement secondaire animés par plus de 7500 instituteurs et professeurs. Cet effort permet d'augmenter sensiblement le taux d'alphabétisation de la province qui passe de 15,6% en 1897 à 37% en 1930, pour l'ensemble de la population[304]. L'école roumaine gardera dans les générations suivantes un certain prestige[305]. Il convient pourtant de relativiser les effets de cet effort notable ; à la même époque le taux d'alphabétisation de l'ensemble de la Roumanie atteignait 60%, la Bessarabie restait la région avec le plus faible taux d'alphabétisation de tout le pays[306]. Face à cette intense campagne de scolarisation, la population rurale ne montre qu'un enthousiasme très relatif, l'aide des enfants restant très importante dans les travaux agricoles, nombre d'entre eux ne sont pas scolarisés ou le sont de manière irrégulière. Pour de nombreuses familles l'école constituait un risque de voir les enfants quitter le village pour exercer d'autres

---

[300] « L'école autant que possible, l'école la meilleure possible, l'école la plus roumaine possible » citation d'Onisifor Ghibu.

[301] Boia, *cum s-a romanizat Romania*, *op.cit.,* p.73-75.

[302] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.308-310.

[303] Petrescu Cristina, « Constructia identitatii nationale » in Monica Heintz (dir.)*, Stat slab, cetatenie incerta. Studii despre Republica Moldova*, Bucarest, Curtea Veche, 2007.

[304] Alexandru Boldur, *Istoria Basarabiei,* Bucarest, éditions Victor Frunză, 1992, p.508.

[305] On peut retrouver cette perception de l'école roumaine des années 1920-1940 dans l'expression populaire *a facut patru clase la Români* ; avoir fait *quatre classes chez les Roumains* conférait à la personne concernée un incontestable niveau d'éducation. L'expression montre aussi involontairement le degré d'extranéité du système roumain, voir Vasile Pasaila, « Invatamantul romanesc din Basarabia dupa marea Unire din 1918 » in *Punctul Critic* n°4, [https://www.punctulcritic.ro/vasile-pasaila-invatamantul-romanesc-din-basarabia-dupa-marea-unire-din-1918.html#_ftn25], consulté le 15 septembre 2020.

[306] Boia, *cum s-a romanizat Romania*, *op.cit.,*p.73-75.

professions en ville[307]. Dans ces conditions, la scolarisation dût souvent être imposée par l'intervention d'une autre figure de l'administration roumaine ; le gendarme[308]. (Voir annexe 9 : La figure du gendarme roumain utilisé dans une campagne électorale actuelle).

Le modèle éducatif élaboré par les gouvernements libéraux des années 20 se montre par ailleurs souvent trop abstrait et peu adapté à la situation culturelle et sociale de la ruralité roumaine en général et bessarabe en particulier. Il faudra attendre les réflexions de Dimitri Gusti, sociologue et ministre agrarien de l'Education au milieu des années 30, pour penser un processus éducatif plus adapté qui prenne en compte des éléments comme l'initiation aux questions d'hygiène et de santé ou la compréhension basique de la société et de l'économie moderne[309].

En Moldavie, le programme de «roumanisation» s'appuie également sur la création d'établissements d'enseignement supérieur comme la faculté de théologie, l'Université des sciences agricoles, la branche locale de l'Institut Roumain des Sciences Sociales et des institutions culturelles comme le musée national d'Histoire, le Conservatoire de musique, la bibliothèque universitaire centrale ainsi que de nombreuses associations et sociétés (des écrivains, des journalistes etc..). La première station de radio émettant de et en Bessarabie, *Radio Bessarabia*, est lancée en 1939[310]. Des monuments symboliques affirmant la latinité et l'appartenance à la culture roumaine des Moldaves sont installés à Chișinău; la louve du Capitole en 1926 puis le monument à Étienne le Grand en 1928, les grandes rues de la ville sont rebaptisées.

9.1.3. Modernisation économique

La question agricole est essentielle en Bessarabie et la réforme agraire envisagée par le *Sfatul Ţării* est globalement respectée car elle s'avère compatible avec la grande réforme de 1921 qui s'applique à tout le pays. L'application de la réforme suscite pourtant de nombreuses controverses car pendant le désordre des années 1917 et 1918, les paysans bessarabes s'étaient appropriés les terres en dehors de tout cadre légal. Une institution spéciale est créée par les

[307] Petrescu, *op.cit.*
[308] L'image du gendarme roumain est aujourd'hui encore sujette à controverse. Symbole d'une autorité centrale mal comprise, ils furent souvent accusés de brutalité. La propagande soviétique le transforma en une figure répulsive de l'impérialisme roumain. Cette figure est utilisée jusqu'à aujourd'hui dans le discours politique des partis communistes et socialistes lorsqu'il s'agit de s'opposer aux partisans de l'union avec la Roumanie.
[309] Petrescu, *op.cit.*
[310] Trifon et Cazacu, *op.cit*., p.314.

autorités roumaines pour résoudre ce problème foncier *Casa Noastra* [311] ; dans un premier temps, *Casa Noastra* reprend le contrôle des terres pour ensuite les redistribuer avec les titres de propriété afférents ; le processus est lent et difficile et les accusations de corruption ou de favoritisme sont nombreuses[312].

D'un point de vue juridique, la réforme permet aux paysans de devenir propriétaires mais leurs conditions de vie ne s'améliorent pas de façon significative. L'intervention d'agronomes et le développement de nouvelles cultures permettent l'amélioration de la production mais la majorité des petites exploitations se contentent d'une agriculture de subsistance[313]. Le marché russe qui constituait le débouché traditionnel est fermé et les possibilités d'exporter ailleurs sont limitées faute d'infrastructures de transport suffisantes[314]. Une grande étude menée à la fin des années 30 par les sociologues Dumitru Georgescu et Anton Golopentia montrent que les revenus des agriculteurs bessarabes restent les plus bas de toute la Roumanie, ils sont également les moins équipé en outils agricoles ou en animaux de trait[315].

Essentiellement axée sur la transformation de produits agricoles, l'industrie de l'époque tsariste était organisée dans l'unique but de fournir des matières premières aux grands centres industriels de l'Empire russe. Les usines et fabriques de Bessarabie sont le plus souvent les maillons d'une chaîne qu'elles ne contrôlent pas et leurs propriétaires ne sont que très rarement des Moldaves[316]. Des efforts importants sont consentis pour développer l'industrie locale et l'orienter vers le marché roumain mais les réalisations restent modestes. Un réseau bancaire est développé pour financer cette industrialisation et pour mener la difficile opération de changement de monnaie du rouble au leu roumain. En 1920, la Banque de Bessarabie est fondée, les grandes banques roumaines ouvrent ensuite des filiales dans la région. Le commerce individuel se développe, plus de 20000 entreprises commerciales sont enregistrées en 1938 mais seules 17% d'entre elles sont dirigées par des Moldaves ; comme à l'époque de l'empire tsariste, la petite bourgeoisie commerçante urbaine reste juive et russe[317].

---

[311] En roumain, «Notre maison», voir Nistor, *op.cit.,* p.323-328.
[312] Basciani, *op.cit.,* p.148-152.
[313] *Idem.*
[314] Cazacu et Trifon , *op.cit.,* p.312-313.
[315] Anton Golopenţia et Dumitru Georgescu, « *60 sate româneşti cercetate de echipele studenţeşti »,*1941, cité par Cristina Petrescu.
[316] Petrescu, *op.cit.*
[317] Basciani, *op.cit.,* p.274-276.

La Roumanie s'efforce de développer les infrastructures de transport. Les voies ferrées existantes en 1919 sont endommagées et servaient à desservir les villes de l'ancien empire de Russie ; Odessa, Kiev, Moscou. On cherche donc à désenclaver la région en la reliant aux villes de Roumanie par le chemin de fer et par la construction de ponts routiers et ferroviaires sur le Prut. La première liaison aérienne Bucarest-Galaţi-Iași-Chișinău est ouverte en 1926, opérée par la compagnie franco-roumaine de navigation aérienne, ; trois aéroports sont construits entre 1921 et 1935[318]. Hormis ces réalisations, l'infrastructure reste peu développée ; à l'intérieur de la région la majorité des communautés rurales est maintenue dans l'isolement, la plupart des routes ne sont ni pavées ni asphaltées et sont impraticables pendant plusieurs mois de l'année[319].

9.2. Un projet inachevé

La période de l'entre-deux guerres en Bessarabie est décrite dans l'historiographie roumaine classique comme une libération et un retour à la normalité. L'historiographie soviétique la présente comme une occupation brutale. Ces interprétations contradictoires sont utilisées encore aujourd'hui dans le discours politique comme des vérités indépassables rendant difficile une analyse sereine[320].

Dans ses travaux, l'historienne Cristina Petrescu considère que la transition entre le modèle tsariste d'administration locale et l'administration roumaine très centralisée fut vécue comme une forte contrainte[321]. Elle rappelle que la Bessarabie fût au sein de la Grande Roumanie la seule région où les autorités centrales ne réussirent pas à intégrer à la nation leurs propres *co-ethniques* dont beaucoup ne s'identifiaient pas comme étant Roumains. De nombreuses études historiques évoquent une période où les injustices de la part de l'administration étaient courantes[322] : Des rapports militaires et diplomatiques, notamment français, soulignent l'hostilité de la population, y compris parmi les roumanophones, envers l'administration[323]. De leur côté, des officiels roumains mentionnent également le mépris des anciennes élites

[318] Nistor, *op.cit.* p.349-357.
[319] Petrescu, *op.cit.*
[320] Vitalie Vovc, *Dantul sabiilor pe mormane de oase*, 2017, [http://www.vitalie-vovc.com/2017/09/dantul-sabiilor-pe-mormane-de-oase.html], consulté le 12 septembre 2020.
[321] Petrescu, *op.cit.*
[322] Basciani, *op.cit.,* p.219-222.
[323] *Idem.*

moldaves vis à vis de la Roumanie, jugée comme un pays peu civilisé[324]. Pour ne rien arranger, l'Union Soviétique en pleine ébullition est un facteur d'agitation permanente, un contre-modèle qui attire les paysans mécontents mais aussi une partie des élites urbaines non-roumanophones[325].

La Roumanie rencontre donc beaucoup de difficultés à transformer les populations de Bessarabie en citoyens roumains attachés à leur nouvelle patrie. Dans «un État en quête de nation» Matei Cazacu et Nicolas Trifon illustrent cette situation par le témoignage du président de l'Union nationale des étudiants roumains chrétiens, Serban Milcoveanu, qui rapporte dans ses mémoires l'anecdote suivante:

A Tarutino, sur la place publique [...] la population locale était rassemblée autour d'un colonel roumain qui, hissé sur une chaise, prononçait un discours empreint d'ardeur patriotique et nationaliste. [...] Par dix fois, le colonel demanda à la foule assemblée s'ils étaient de vrais Roumains ou des Soviétiques, ennemis de la Roumanie. «Nous sommes Moldaves !» répondaient-ils à chaque fois. Alors le colonel se remit à leur expliquer que la Bessarabie était la moitié orientale de la Moldavie et que la Moldavie était une des provinces historiques de l'État national unitaire roumain et que par conséquent les habitants de cette localité avant d'être Bessarabes ou Moldaves étaient des Roumains comme tous les Roumains. Hissé sur sa chaise le colonel demanda une onzième fois : «Qu'est-ce que vous êtes? Roumains ou Soviétiques?». Une fois de plus, on lui répondit: «Nous sommes Moldaves!»[326].

9.3. Les relations roumano-soviétiques en Bessarabie

La Russie révolutionnaire ne reconnaît pas le pouvoir de Bucarest sur la Bessarabie et cherche à empêcher la roumanification de la région. Un groupe bolchevique proclame le 5 mai 1919 à Odessa la « République Bessarabe Socialiste Soviétique » avant d'installer un «gouvernement ouvrier et paysan en exil» à Tiraspol afin de former une république autonome au sein de la Fédération Socialiste Soviétique de Russie[327].

Ce gouvernement improvisé ne réussit jamais à contrôler un territoire qui connaît une très forte instabilité pendant toute la durée de la guerre civile russe. C'est en fait l'Ukraine tout entière

[324] Voir Charles Upson-Clark et ses récits sur les négociations entre le *Sfatul Țării* et le gouvernement roumain dans *Bessarabia*.
[325] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.63.
[326] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.241.
[327] Dans un territoire qui devait en principe regrouper les districts de Tiraspol, Kherson, Balta, Olgopol, Odessa.

qui est déchirée par les combats qui opposent l'armée Blanche de Denikine, l'armée Rouge mais aussi l' « armée Verte » des nationalistes de la République populaire ukrainienne de Simion Pletioura[328] ou encore l' « armée insurrectionnelle d'Ukraine » des anarchistes de Nestor Makhno[329]. L''idée même d'une République bessarabe était sujette à controverse. Gueorgui Tchitcherine, commissaire soviétique aux relations internationales, la considérait comme prématurée et risquant de favoriser comme en Ukraine un nouveau nationalisme difficilement contrôlable tandis que le principal initiateur de la RBSS, Grigori Kotovsky, estimait que la création de cette entité permettrait de répandre les idées socialistes en Bessarabie «occupée» voire dans toute la Roumanie et dans les Balkans[330]. C'est finalement cette seconde ligne qui l'emporta et le pouvoir soviétique n'aura de cesse d'entretenir l'hostilité des populations frontalières à l'égard de la présence roumaine en Bessarabie. Les épisodes les plus marquants de ces tentatives de déstabilisation sont les soulèvements de Hotin et de Tatarbunary[331].

Dès son entrée en Bessarabie, l'armée roumaine est confrontée à l'hostilité des troupes armées soviétiques, en 1919, des affrontements éclatent dans et autour de la ville d'Hotin, historiquement partie de la principauté de Moldavie, la région est majoritairement peuplée d'Ukrainiens. Les combats sont violents et la répression qui s'ensuit entachée d'exactions à l'encontre des populations civiles[332]. Le soulèvement d'Hotin est aujourd'hui encore sujet à discussion; pour les historiens roumains il s'agit d'un fait de guerre tardif instrumentalisé par les bolcheviks alors qu'en Ukraine il est perçu comme un soulèvement nationaliste.

Quelques années plus tard, la révolte de Tatarbunary est en revanche clairement initiée par les bolcheviks, menée par un «comité révolutionnaire» dont le but était de mettre fin à «l'occupation roumaine», elle enflamma la région du Boudjak entre le 15 et le 18 septembre 1924. Un groupe dirigé par Andrei Kliushnikov, dit Nenine, tue deux gendarmes roumains sur la côte de la mer Noire, dans le village de Nikolaïevka. Quelques jours après, les hommes de

---

[328] L'« armée verte » est constituée de groupes de paysans armés désireux de défendre leur territoire contre les exactions des uns et des autres. Sensibles à l'idée de nationalisme ukrainien ils étaient également proches du Parti Socialiste Révolutionnaire russe, à base essentiellement paysanne qui contribua à la Révolution Russe avant d'être écarté par les bolcheviks. Voir Ternon, *op.cit.*

[329] Connu également sous le nom de *Makhnovchtchina*, le mouvement prônait l'auto-administration des travailleurs sur leur communauté et refusait l'idée de dictature du prolétariat. Il s'opposa aux nationalistes ukrainiens, à l'armée Blanche puis à l'armée Rouge entre 1918 et 1920. Voir Ternon, *op.cit.*

[330] Timothy Edward O'Connor, *Diplomacy and Revolution: G.V. Chicherin and Soviet Foreign Affairs, 1918-1930*, Iowa State University Press, 1988, p.250.

[331] Basciani, *op.cit.,* p.206-219.

[332] *Idem.*Les rebelles attendirent le soutien de l'armée de la République populaire ukrainienne mais celle-ci occupée par le conflit qui l'opposait aux troupes bolcheviques ne pût ou ne voulût pas intervenir.

Nenine soulèvent la population locale et arment un groupe de 5 000 à 6 000 rebelles majoritairement ukrainiens et russes qui s'emparent de la petite ville de Tatarbunary. Les représentants de l'administration roumaine, civils comme militaires sont abattus, la ville pavoisée aux couleurs de l'URSS[333]. Pour arrêter le mouvement, l'armée roumaine prit le contrôle des villages avoisinants et bombarda la ville. Le bilan de ces journées est estimé à 3 000 morts[334]. Des événements de moindre intensité se répétèrent dans la région pendant plusieurs semaines notamment dans la ville de Tighina. Près de 1600 personnes furent arrêtées par l'armée roumaine, les deux tiers furent libérés mais 489 personnes durent comparaître en justice lors de ce que la presse appela «le procès des 500»[335]. La presse soviétique décrit ces événements comme un soulèvement populaire spontané dû aux conditions économiques et au harcèlement de l'administration roumaine à l'encontre des populations minoritaires. Le procès des 500 attire l'attention de l'opinion publique internationale ; sous l'intitulé « *Les bourreaux : Dans les Balkans, la terreur blanche* » Henri Barbusse publie un long texte pour dénoncer la violence de la répression roumaine[336]. Des personnalités telles Maxime Gorki, Romain Rolland ou Albert Einstein prirent publiquement la défense des accusés et condamnèrent la réaction jugée disproportionnée de la Roumanie[337]. Panaït Istrati écrit dans le journal belge «Le quotidien» du 13 décembre 1925:

Malheur à l'homme de cœur qui lit la presse roumaine! Au courant des événements atroces qui se déroulent dans cette Bessarabie condamnée à l'extermination, pourra-t-il désormais passer une nuit sans être poursuivi par les cauchemars des horreurs décrites? Jamais dans l'histoire du monde, en aucun temps et en aucun lieu, de tels crimes n'ont été commis. Abdul Hamid, le fameux Sultan rouge lui-même en frémirait d'épouvante. Et ces forfaits se perpètrent aux portes de l'Occident, en temps de paix. Les auteurs sont des officiers de l'armée régulière, couverts par leur gouvernement[338].

En Roumanie, la presse et les intellectuels se divisent : Certains dénoncent les tentatives de déstabilisation du Kominterm qui multiplie les actions terroristes sur le territoire roumain et endoctrinent les populations, d'autres s'opposent à ce qu'ils considèrent comme une dérive autoritaire du gouvernement Bratianu, soupçonné d'utiliser la peur du communisme pour

[333] Upson Clark, *op.cit.*, p.261-271 ou Basciani, *op.cit.,*p.220-225.
[334] Basciani, *op.cit.*
[335] *Idem.*
[336] Henri Barbusse, *Les Bourreaux*, 1926, [https://www.scribd.com/doc/203342401/LES-BOURREAUX-Dans-Les-Balkans-La-Terreur-Blanche-Henry-Barbusse-1926-] , consulté le 13 septembre 2020.
[337] Trifon et Cazacu, *op.cit.,* p.128.
[338] *Idem*.

restreindre les libertés publiques. De fait, les événements de Tatarbunary servirent à justifier l'interdiction du Parti communiste en Roumanie par la loi dite Marzescu en 1924[339]. Le gouvernement roumain finit néanmoins par admettre le caractère disproportionné de la répression et les sentences furent relativement clémentes[340]. En dépit de ce verdict équilibré, l'image de la Roumanie dans la communauté internationale s'en trouva durablement entachée et elle commença à être dénoncée comme «prison des minorités»[341]. S'il est aujourd'hui clair que les événements de Tatarbunary furent la conséquence d'actions de déstabilisation planifiées et organisées[342], il n'en est pas moins vrai qu'ils se sont déroulés à la faveur d'une défiance généralisée à l'encontre de l'administration roumaine. A ce sujet, le célèbre journaliste et avocat roumain Constantin Costa-Foru écrit que les événements de Tatarbunary ne devaient être interprétés ni comme un soulèvement spontané, ni comme la conséquence d'une incursion bolchevique mais comme une rébellion contre une administration brutale et incompétente[343].

Pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, la propagande soviétique insistera sur les insuffisances et la rudesse de l'administration roumaine pour la décrédibiliser. Elle combinera dans cet objectif une violente critique sociale et les questions identitaires en niant toute appartenance des populations de Bessarabie et de Bucovine à la Roumanie présentée comme une puissance envahisseuse[344].

10. La République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie

L'échec de la révolte de Tatarbunary amène les autorités soviétiques à repenser complétement leur tactique en Bessarabie. Le 12 octobre 1924, elles créent la République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie (RSSAM) au sein de la République Socialiste

---

[339] Ion Cristoiu, « Cand pericolul comunist e folosit de Guvern pentru masuri antidemocratice » in *Historia*. [https://www.historia.ro/sectiune/general/articol/1924-cand-pericolul-teroristo-comunist-e-folosit-de-guvern-pentru-masuri-antidemocratice], consulté le 13 septembre 2020.

[340] 285 personnes furent finalement jugées, 85 d'entre elles condamnées, la plupart à des peines allant de 1 à 3 ans de prison. Seuls les meneurs écopèrent de lourdes peines (travaux forcés à perpétuité pour Iustin Batishev, 15 ans pour Lisivoi et Turcan.

[341] Barbusse, *op.cit*.

[342] Voir les analyses d'Upson Clark ou de Wim van Meurs.

[343] Constantin Gheorghe Costa-Foru (1856-1935) homme politique, journaliste, avocat et industriel était un militant de la cause des droits de l'Homme, il fut un des plus farouches opposants à l'idéologie d'extrême droite antisémite de la Garde de Fer, idéologie qui occupa une place centrale dans le débat politique de l'entre-deux guerres.

[344] Le film d'Oleksandr Dovjenko «*Буковина, земля Українська*» (Bucovine, terre ukrainienne) tourné en 1940, fournit un très bon exemple de cette rhétorique qui servira à justifier l'annexion de la Bucovine et de la Bessarabie au début de la seconde guerre mondiale, cf. [https://russianfilmhub.com/movies/bukovina-ukrainian-land-1940], consulté le 21 octobre 2021. Des sous-titres sont disponibles en anglais.

Soviétique d'Ukraine. L'Union soviétique matérialise ainsi sa propre entité moldave avec deux objectifs ; créer une tête de pont pour l'influence soviétique en Roumanie et dans les Balkans et maintenir le problème de la légalité de l'union dans l'actualité diplomatique[345]. (Voir annexe 10 : La Moldavie roumaine et la RSSAM).

10.1. Genèse d'un contre-modèle

La RSSAM va chercher à développe un contre-modèle à la Bessarabie roumaine, des articles de la presse soviétique expliquent cette approche:

Tous les Moldaves oppressés de Bessarabie regarderont la République comme un phare qui répand au loin la lumière de la liberté et de la dignité humaine » ou encore *«.une fois lancé le développement culturel et économique de la Moldavie[346], la Roumanie et son gouvernement d'aristocrates ne sera plus à même de garder le contrôle de la Bessarabie[347].*

Malgré cette volonté affichée de déstabiliser la Bessarabie, la Roumanie et l'URSS acceptent, en signant le traité Briand-Kellog en 1928, de ne plus recourir à la violence pour régler leurs différends frontaliers. Les deux pays reprennent leurs relations diplomatiques en 1934[348].

La RSSAM est composée du territoire de l'actuelle Transnistrie ainsi que de plusieurs districts méridionaux de la Podolie. Le recensement de 1926 estime sa population à 545 500 habitants dont 46% d'Ukrainiens et 32% de Moldaves[349]. La capitale est établie dans la ville de Balta avant d'être transférée à Tiraspol en 1929. Vitrine du socialisme dans la région, la RSSAM bénéficie d'une industrialisation rapide et la collectivisation des terres y est officiellement achevée dès 1931[350]. Cette soviétisation accélérée s'accompagne de déportations massives, dans les années 30, la RSSAM, à l'instar de l'Ukraine est sévèrement touchée par la grande

[345] King, *op.cit.,* p.87.
[346] Ici la RSSAM.
[347] « Vechimea aşezărilor româneşti dincolo de Nistru » in *Monitorul Oficial şi Imprimeriile Statului*, 1939, cité par Trifon et Cazacu.
[348] Trifon et Cazacu, *op.cit.,* p.318.
[349] Igor Caşu, «Moldova under the Soviet Communist Regim: History and Memory» in Vladimir Tismaneanu et Bogdan Iacob, (dir.), *Remembrance, History, and Justice: Coming to Terms with Traumatic Pasts in Democratic Societies,* Budapest, CEU Press, 2015, p.352.
[350] *Idem.*, p.352-354.

famine conséquence des campagnes de «dékoulakisation»[351], de grandes opérations de purges politiques y ont également lieu[352].

10.2. La promotion du «moldovénisme» ou l'invention d'une identité

La RSSAM est pensée pour constituer une alternative culturelle aux habitants de Bessarabie souvent réticents à la politique de roumanisation. A ce titre, le premier objectif des Soviétiques est d'institutionnaliser une langue et par ricochet une identité moldave distincte. Le commissaire du peuple à l'Education, Pavel Chior, s'appuie d'abord sur des travaux antérieurs remarquant l'existence de variantes dialectales du roumain[353]. Il insiste sur la francisation du roumain parlé par les élites bucarestoises qu'il décrit comme u*n mélange qui n'est plus tout à fait du roumain et pas encore du français*[354]. Il affirme que la population bessarabe ne peut pas comprendre ce roumain contemporain et qu'il convient d'établir les normes d'une langue à la fois proche et différente de la langue roumaine qui correspondent à la langue réellement parlée par les Moldaves[355]. Cette mission est confiée à une équipe de linguistes coordonnée par Leonid Madan. Madan déclare dans le journal *Plugarul Roşu* (Le laboureur rouge) :

Les hommes ne parlent pas en fonction d'une grammaire quelconque, c'est la grammaire qui se construit en fonction de la façon dont parlent les hommes. La grammaire pour l'homme et non pas l'homme pour la grammaire[356].

Madan et son équipe s'appuient pour construire cette langue sur des enquêtes dialectologiques, connues sous le nom de *visite au peuple* et sur le parler quotidien déjà fortement influencé par le russe et par l'ukrainien[357]. Les mots jugés trop roumains sont remplacés par des variantes et des archaïsmes locaux, par des traductions directes du russe ou par des néologismes. En 1929, Madan publie une grammaire du moldave (*Gramatika Moldoveniaskî)* et Piotr Kior-Ianaki un

---

[351] Tatiana Varta et Ion Varta, «Marea Teroare din URSS si RSS Moldoveneasca» in *Fara termen de prescriptie. Aspectele ale investigarii crimelor comunismului in Europa*, Chişinău, Cartier, 2011, p.356-429.
[352] Gheorghe Negru et Mihai Tasca, «Represiunile politice in RASSM in anii 1937-38» in *Fara termen de prescriptie.*
[353] Charles King, «The Ambivalence of Ethnicity or How the Moldovan Language was Made» in *Slavic Review*, n°1, volume 58, p.117-142.
[354] Argentina Gribincea, Mihai Gribincea, Ion Şişcanu, *Politica de moldovenizare în RASS Moldovenească. Culegere de documente şi materiale*, Chişinău, Civitas, 2004, p.20.
[355] *Idem.*
[356] *Ibidem*. Traduction personnelle.
[357] *Ibid.,* en roumain *mersul in popor.*

dictionnaire et des recueils de contes folkloriques en *moldave*[358]. Désireux d'isoler une langue clairement distincte du roumain mais également du russe ou de l'ukrainien, leurs travaux aboutirent à des créations lexicales souvent fantaisistes[359].

Le *moldave* ainsi réinventé est d'abord transcrit en alphabet cyrillique mais en 1932, dans le cadre d'une politique linguistique plus large, le linguiste Nikolai Marr vise le passage à l'alphabet latin des petites langues nationales de l'URSS[360]. Dans sa théorie dite *japhétiste*[361], Marr prévoie que les langues modernes fusionneront en une langue unique avec l'avancée du projet communiste[362]. Ce nouveau projet fût contesté par les linguistes dits nativistes qui craignaient que le passage à l'alphabet latin implique un rapprochement avec le roumain[363].

En 1937, les purges staliniennes mettent fin à la querelle entre linguistes japhétistes et nativistes à l'œuvre en Moldavie, ils furent tous accusés de saboter le projet culturel de la RSSAM et d'être des «bourgeois roumanophiles déguisés» ou des «agents de la Roumanie des boyards»[364], la politique culturelle est alors confiée à Ivan Ceban. Son combat contre la « roumanisation » des Moldaves l'amène à revenir à l'alphabet cyrillique et à poursuivre, au prix de l'abandon de toute justification scientifique, la « déroumanisation » de la langue moldave en faisant une très large place aux emprunts lexicaux ukrainiens et russes[365]. En 1939, un article intitulé « La nouvelle orthographe de l'écriture moldave », signé par Ivan Ceban donne un bon exemple de cette nouvelle langue, mélange de roumain dialectal, d'ukrainien et de russe fortement marqué par les tics de langage et le jargon soviétique[366]. On y comprend également que cette construction doit plus à la politique qu'à la linguistique, on peut notamment y lire : *Les ennemis du peuple ont voulu couper la Moldavie soviétique de la famille fraternelle des peuples de la grande Union Soviétique pour faire d'elle une colonie de la Roumanie fasciste et imposer le joug des propriétaires et des capitalistes roumains sur la sueur du peuple travailleur moldave*[367]. C'est en utilisant cette «novlangue» que les cadres de

---

[358] *Ibid*.
[359] Trifon et Cazacu, *op.cit.,* p.172.
[360] Guy Imart, « Le mouvement de *latinisation* en URSS » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, n°2, volume 6, 1965, p.223-239.
[361] Elena Simonato-Kokochkina, « Le mythe de l'unification des alphabets en URSS dans les années 1920-1930 » in *Langage et société*, n° 133, volume 3, 2010, p.103-123.
[362] Patrick Sériot, « Eurasistes et marristes » in Sylvain Auroux (éd.) *Histoire des idées linguistiques*, tome III, Liège, Mardaga, 2000, p. 473-497.
[363] King, *op cit*., p.55.
[364] Iulian Fruntasu, *op.cit*., p.146-148.
[365] Gribincea, *op.cit.,* p. 21.
[366] *Idem.*
[367] *Ibidem.,* p.22. Traduction personnelle.

la RSSAM prendront le pouvoir à Chişinău en 1941 puis en 1944 en l'imposant méthodiquement à tous les échelons de l'enseignement et de la culture[368].

11. La Roumanie des années 30

Après quelques années de développement économique et social, la Roumanie est confrontée à une grave crise financière et politique. En 1925, le prince héritier, Carol se voit retirer son statut d'héritier du trône après une longue série de scandales liés à sa vie personnelle, il quitte la Roumanie et s'installe sur la Côte d'Azur[369]. Deux ans plus tard, les deux grandes figures politiques du royaume, le président du Conseil Ion Bratianu et le roi Ferdinand Ier, meurent. La monarchie parlementaire roumaine est confrontée à une crise de régime inédite, le nouveau roi Mihail, le fils de Carol est âgé de six ans. Un fragile « Conseil de régence » se met en place[370].

La crise économique de 1929 frappe durement le pays. Le Conseil de régence et le gouvernement de Iuliu Maniu font difficilement face à une agitation sociale grandissante. En juin 1930, Carol revient en Roumanie et réclame le trône. Hésitant, Maniu laisse le Parlement accepter les prétentions du prince déchu ; il est couronné sous le nom de Carol II, aux dépens de son propre fils. La vie personnelle agitée de Carol se poursuit après son retour en Roumanie, outre son goût excessif pour le luxe, sa liaison avec Elena Lupescu fait scandale car la très décriée « Magda » est régulièrement accusée de se mêler directement des affaires publiques. La façon de gouverner toute personnelle de Carol II entraîne une forte instabilité, 18 présidents du Conseil se succèdent pendant ses dix ans de règne[371]. Carol II se montre néanmoins désireux de faire évoluer son pays, son élan modernisateur transforme l'architecture de Bucarest mais il bénéficie essentiellement aux plus aisés dont les industriels Nicolae Malaxa ou Max Auschnitt et aux proches du roi[372]. Les scandales de corruption au plus haut niveau se multiplient[373], la presse et l'opinion publique baptisent l'entourage de Carol, la *Camarilla*[374].

---

[368] Petru Negura, «From a 'Liberation' to Another. The Bessarabian Writers During the First Year of Soviet Power (1940-1941): Integration Strategies and Forms of Exclusion» in *Moldova: A Borderland's Fluid History*, Journal of the Center for Governance and Culture in Europe. 15/16, Université de St Gall, 2014.
[369] Paul D.Quinlan, *Playboy King: Carol II of Romania*, Londres, Greenwood Press, 1995.
[370] Il est constitué du patriarche Miron Cristea, du frère de Carol, le prince Nicolae et de Gheorghe Buzdugan, le président de la Cour de Cassation.
[371] Quilan, *op.cit.*
[372] Catherine Durandin, *op.cit.*, p.282-284.
[373] L'affaire Seletzki- Skoda qui concerne un gigantesque contrat d'équipement militaire est la plus célèbre.
[374] Djuvara, *op.cit.*, p.320-321.

La période est marquée par une contestation politique croissante, la crainte de l'influence soviétique entraînent la répression de ses sympathisants[375]. Officiellement interdit, le Parti communiste se reforme sous le nom de « Bloc ouvrier-paysan » puis de « Ligue du travail »[376]. Les idées communistes sont dénoncées régulièrement comme « anti-roumaines », une perception accentuée par leur influence au sein des populations juives, tout particulièrement en Bessarabie, un amalgame se fait entre confession juive et sympathie bolchevique[377]. Cette dimension d'extranéité du Parti communiste touche également l'Union des travailleurs Magyars de Roumanie, le *Madosz*, qui représente les forces de gauche de la minorité hongroise[378].

Malgré l'autoritarisme croissant, l'interdiction officielle du Parti communiste et la division de la gauche non-communiste en plusieurs petits partis[379] de grandes grèves sont organisées dans les régions minières et industrielles du pays entre 1929 et 1931. En 1933 et malgré une répression sévère, une nouvelle vague de grèves touche toutes les villes du pays et voit émerger de jeunes leaders dont Gheorghiu Dej ou Nicolae Ceaușescu[380]. La Roumanie reste néanmoins un pays essentiellement agricole et la gauche roumaine ne s'installe vraiment que dans le monde ouvrier, les courants traditionnalistes ou l'extrême-droite parviennent plus efficacement à capter le mécontentement social ; la Légion de l'Archange Michel dite «Garde de Fer» en sera un redoutable catalyseur[381] :

Le mouvement « légionnaire » trouve ses racines dans le nationalisme du XIXe siècle, dans les courants traditionnalistes de l'église orthodoxe et dans l'hostilité au communisme. Il se structure sous l'égide de Corneliu Zelea Codreanu[382]. Inscrit en Droit à l'université de Iași, il devient un leader étudiant, protégé par l'ultra-conservateur et antisémite Alexandre Cuza. Accusé de violences, il est exclu de l'université en 1922 et part en Allemagne où il découvre les prémisses du mouvement national-socialiste. Réadmis à l'université, il milite pour la

---

[375] Durandin, *op.cit*., p.287-290

[376] *Bloc Muncitoresc-taranesc* et *Liga Muncii.*

[377] *Idem.* Une idée qui rejoint celles lancées par la police tsariste à la fin du XIXe siècle. Voir Cohn, *op.cit.*

[378] *Ibidem.*

[379] Le Parti social-démocrate, le front des laboureurs, les socialistes indépendants, le parti des paysans socialistes notamment.

[380] *Ibid.*, p.293-294.

[381] Pour une histoire complète du mouvement ; Francisco Veiga : *La mística del ultranacionalismo. Historia de la Guardia de Hierro (Rumanía, 1919-1941)*, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra, 1989, traduit et complété en roumain sous le titre: *Istoria Gărzii de Fier (1919-1941). Mistica ultra-naționalismului*, Bucarest, Humanitas, 1995 ou Traian Sandu, *Un fascisme roumain, histoire de la Garde de Fer de 1920 à 1941* » Paris, Perrin, 2014.

[382] Djuvara, *op.cit*., p.314-316.

limitation du nombre d'étudiants de confession juive et fonde un premier parti, la Ligue de défense nationale chrétienne[383]. En 1924, il comparaît au tribunal pour violences, au cours du procès, il abat le préfet de police de Iași, Constantin Manciu. Il sera acquitté de ce crime quelques mois plus tard, la Cour considérant son acte comme relevant de la légitime défense[384]. La « légion de l'Archange Mihail » est fondée en 1927. Le mouvement organise des manifestations très théâtralisées contre la corruption, le communisme, les Juifs[385]. En cette fin des années 20, la crise économique et politique permet à Codreanu d'agrandir son auditoire parmi les étudiants puis dans les milieux modestes et ruraux avant de gagner à sa cause de nombreux intellectuels de renom[386]. Codreanu est élu député en 1931, peu avant de nouvelles élections parlementaires qui annonçaient un spectaculaire succès de son parti, le premier Ministre Ion Duca fait interdire son mouvement le 10 décembre 1933. Duca est assassiné par un groupe de légionnaires le 29 décembre[387]. Le gouvernement fait preuve de faiblesse à l'égard de Codreanu qui pose en sauveur national ; En 1934, il est à nouveau jugé et acquitté, les assassinats politiques se multiplient[388].

Carol II lance un mouvement de jeunesse destiné à contrer l'influence des légionnaires, les « gardiens»[389]. En vain, l'influence de Codreanu s'accroît et son mouvement crée des liens en Europe, des légionnaires s'engagent aux côtés de Franco, en janvier 1937, l'enterrement à Bucarest de deux volontaires tués en Espagne est suivi par des centaines de milliers de personnes[390].

A la fin de l'année 1937, les libéraux et le Parti « Tout pour le pays » issu du mouvement légionnaire négocient un pacte de gouvernement. En décembre 1937, Octavian Goga est nommé Président du Conseil. L'homme de lettres ne restera que trois mois au gouvernement, suffisamment toutefois pour promulguer une loi sur les minorités nationales sur la base de laquelle un tiers des Juifs de Bessarabie est déchu de la nationalité roumaine[391] [392].

---

[383] *Idem.*, p.316-320.
[384] *Ibidem.*
[385] *Ibid.*
[386] *Ibid.*
[387] *Ibid*. Appelé ultérieurement le « groupe des Nicador ».
[388] Durandin, *op.cit.*, p.300.
[389] *Idem, Strajeri* en roumain.
[390] *Ibidem*, p.304-306. Funérailles de Ion Mota et Vasile Marin.
[391] Matei Cazacu, « La disparition des Juifs de Roumanie » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps ; Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire,* n°71, 2003, p.49-61.
[392] *Idem.*

Incapable de contenir les légionnaires démocratiquement, Carol suspend l'activité de tous les partis et s'octroie les pleins pouvoirs en février 1938[393]. Codreanu est condamné une première fois pour outrage à six mois de prison puis à dix ans de travaux forcés. Dans la nuit du 29 au 30 novembre, il est tué avec 13 autres légionnaires par les gendarmes officiellement à la suite d'une « tentative d'évasion »[394]. Quelques jours après, Carol lance un parti unique le « Front de renaissance nationale » qui réunit de nombreuses personnalités politiques, culturelles et industrielles de premier plan. L'organisation, les codes et certaines méthodes du parti se rapprochent de celles des légionnaires[395]. Les démocraties occidentales menacent la Roumanie de sanctions et l'URSS gèle ses relations diplomatiques[396]. Décapitée, la Garde de Fer se restructure autour d'un nouveau leader violent et sans expérience politique, Horia Sima[397]. Les actions factieuses se multiplient.

12. La Moldavie dans la guerre

A l'orée de la guerre, c'est une Roumanie affaiblie qui se retrouve face au même dilemme qu'avant la première guerre mondiale. Elle confirme avec la Grande-Bretagne et la France un accord de défense de ses frontières en avril 1939, un mois après avoir signé un accord de coopération économique avec l'Allemagne. En septembre 1939, le Premier ministre, Armand Calinescu, favorable à une alliance avec les démocraties est assassiné par les légionnaires. Carol fait exécuter ses assassins sans jugement[398]. Le roi tente de maintenir sa politique mais la défaite de la France et l'isolement britannique rendent sa position intenable.

12.1. Les conséquences du pacte Molotov-Ribbentrop

Le 26 juin 1940, la Roumanie reçoit un ultimatum du ministre des Affaires étrangères de l'URSS; Viatcheslav Molotov dévoile le pacte germano-soviétique et ordonne à la Roumanie de céder la Bessarabie, la Bucovine du nord et la province de Herta. Les diplomates allemands en poste à Bucarest font comprendre au Roi qu'il doit céder s'il veut éviter à son pays le sort de la Pologne[399]. Le 28 juin 1940, l'armée roumaine évacue la Bessarabie accompagnée

[393] Période dite de la « dictature carliste ».
[394] Djuvara, *op.cit.,* p.322.
[395] Veiga, *op.cit.*, p.262-265, Francisco Veiga parle de « fascisme d'opérette » pour qualifier cette expérience politique.
[396] *Idem.*
[397] Djuvara, *op.cit.,* p.322
[398] *Idem.,*p.300.
[399] *Ibidem.,*p.323.

de plusieurs dizaines de milliers de civils, les troupes soviétiques occupent la région quelques heures après. Les Soviétiques avaient garanti un retrait organisé des troupes roumaines mais le départ se transforme en fuite chaotique devant une armée en marche[400]. Humiliées et débordées par l'exode, des unités de l'armée roumaine s'en prennent aux populations juives considérées comme favorables à l'URSS[401].

En août, la seconde partie du pacte Molotov-Ribbentrop est mise en application. Le 30 août, par le dit « arbitrage de Vienne », la Roumanie est contrainte de céder aux revendications des alliés de l'Axe, la Transylvanie du nord passe sous contrôle hongrois. Début septembre c'est la Dobroudja du Sud qui passe sous contrôle bulgare après la signature des accords de Craiova[402]. La Roumanie perd près de 4 millions d'habitants[403]. Les manifestations se multiplient contre ce que les Roumains nomment le *diktat de Vienne*. Le 5 septembre, le pouvoir est confié, par décret royal, à l'ancien chef d'état-major et ministre de la Défense, le général Antonescu qui reçoit le soutien d'Horia Sima[404]. Le 6, Carol laisse sa couronne à son fils de 19 ans et s'enfuit au Portugal. Le 16 septembre Antonescu nommé *Conducator* fonde avec Sima, « l'Etat national-légionnaire »[405]. L'alliance avec l'Allemagne nazie est entérinée et une violente répression commence à s'exercer à l'encontre des Juifs, des Roms et des opposants politiques[406]. Toutefois, les relations entre Antonescu et la Garde de Fer se dégradent rapidement. Antonescu s'oppose à la brutalité et aux pillages des légionnaires qui multiplient les exactions. De plus en plus éloignés des décisions, les légionnaires se rebellent contre Antonescu en janvier 1941[407]. Leurs dirigeants sont arrêtés, Sima est exfiltré en Allemagne, Antonescu est seul au pouvoir[408].

12.2. L'arrivée des Soviétiques en Bessarabie

En Bessarabie comme en Bucovine, l'arrivée des troupes soviétiques est présentée par l'Union Soviétique comme une libération de peuples opprimés[409] mais elle s'accompagne d'une vague de répression contre *les éléments antisoviétiques, propriétaires, commerçants,*

---

[400] King, *op.cit.,* p.114.
[401] Cazacu, *op.cit.*
[402] Durandin, *op.cit.,* p.314-318.
[403] *Idem.*
[404] *Ibidem.*
[405] *Ibid.*
[406] On pourra lire une chronique de l'effondrement de la démocratie roumaine chez Mihai Sebastian *Journal, 1935-1944*, Stock, 1998.
[407] Sandu, *op. cit.,* p.430.
[408] *Idem.*
[409] Dovjenko, *op.cit.*

policiers et gendarmes, Russes Blancs, maires, personnes ayant fui l'URSS et autres éléments sociaux néfastes[410]. Quatorze membres de l'ancien *Sfatul Țării* sont inculpés de « trahison des intérêts du peuple moldave » et emprisonnés, ils décèdent tous en captivité dans les mois suivants[411]. En tout, 30000 personnes sont arrêtées lors des premiers mois de l'annexion soviétique, de nombreuses exécutions s'ensuivent. En Bucovine du nord, des groupes de villageois qui tentaient de rejoindre la Roumanie en avril 1941 sont abattus par les gardes-frontières[412]. Environ 90 000 personnes sont déportées entre le 28 juin 1940 et le 22 juin 1941, date du retour des troupes roumaines[413] tandis que 140 000 Allemands de Bessarabie sont envoyés en Allemagne en application du pacte germano-soviétique[414]. Les terres sont collectivisées et l'entreprise privée interdite.

Le 2 août 1940 est créée la République Socialiste Soviétique de Moldavie (RSSM). Elle englobe la partie occidentale de la République socialiste soviétique autonome de Moldavie, soit le territoire de l'actuelle Transnistrie[415] et la majeure partie de l'ancien gouvernorat de Bessarabie, à l'exception du nord de la Bucovine et du Boudjak attribuées à la RSS d'Ukraine. Piotr Borodine est le premier Secrétaire général du Parti communiste moldave, tous les cadres de la nouvelle RSSM viennent de Russie, d'Ukraine ou de Transnistrie[416]. L'usage du russe est imposé dans le traitement de toutes les affaires administratives et politiques dans une démarche qui marginalise complétement la population autochtone, y compris les membres du clandestin Parti communiste bessarabe[417]. (Voir annexe 11: Pertes territoriales roumaines en 1940).

---

[410] C'est ainsi que sont désignées les personnes à poursuivre dans un document envoyé à Staline par Sergo Goglidze, un des dirigeants du NKVD, nommé en 1941 plénipotentiaire au Conseil des commissaires du peuple de Moldavie. Voir Rayfield Donald, *Stalin and his hangmen*, Randhom House, 2005, p.210-214.

[411] Igor Caşu, *Dusmanul de clasa. Represiuni politice, violenta si rezistenta* in *R(A)SS Moldoveneasca*, Chişinău, Cartier, 2014, p.119-183 et « The Mass Deportation from Bessarabia/Moldavian SSR in Mid-June 1941» in *Securitas Imperii*, revue de l' Institut pour l'étude des Régimes totalitaires de Prague, n°2, volume 37, 2020, p.86-108, [https://www.ustrcr.cz/wp-content/uploads/2020/12/SI_37_s86-106.pdf], consulté le 5 janvier 2021.

[412] Massacre de Fantana Alba du 1er avril 1941 dont le bilan, oscillant selon les sources de quelques dizaines à plusieurs milliers de victimes, est à ce jour inconnu. Voir Lucia Hossu-Longin, «Masacrul de la Fantana Alba» pour *TVR*, 2015, [https://www.youtube.com/watch?v=r3Azzv5DtNY], consulté le 21 octobre 2020.

[413] *Idem.*

[414] King, *op.cit.,* p.114.

[415] *Idem,* p.115.

[416] Liliana Crudu, «The staff policy in the Moldavian SSR'S Government in *1940–1941/1944*» in *Anuarul Institutului de Istorie «Gheorghe Bariţiu»*, Séries Historica, Supplément 1, 2016, p.240-260.

[417] Caşu, *Moldova under the Soviet Communist Regim: History and Memory, op.cit.,* p.355.

12.3. La reconquête roumaine

Quand le 22 juin 1941, l'Allemagne se retourne contre l'Union Soviétique, Antonescu entraîne la Roumanie à la reconquête des terres perdues de Bessarabie. A son ordre, *Soldats, je vous l'ordonne, traversez le Prut*, 450 000 soldats roumains entrent en territoire soviétique pour mener selon les mots d'Antonescu une *guerre sacrée, anti-communiste, juste et nationale*. En juillet 1941, la totalité de la Bessarabie est reprise et réintégrée à la Roumanie[418], les troupes roumaines s'emparent également de la Transnistrie. La reprise de la Bessarabie perçue comme une réparation était soutenue par l'ensemble de la classe politique mais la prise de la Transnistrie suscite l'hostilité de personnalités importantes, notamment Bratianu et Maniu[419]. En franchissant le Dniestr et les frontières de la Grande Roumanie, les troupes d'Antonescu dépassent la réparation du pacte germano-soviétique qui a justifié leur engagement, elles prennent part à l'ensemble de l'offensive allemande contre l'URSS, l'armée roumaine jouera en effet un rôle important dans la conquête de la région d'Odessa puis dans celle de la Crimée. Sa progression s'arrêtera en 1943, à Stalingrad[420].

En quittant la Bessarabie l'armée soviétique incendie et détruit massivement les entreprises et usines, les infrastructures de transport et de nombreux bâtiments publics et religieux[421]. Entre 1941 et 1944, l'administration roumaine s'efforcera de reconstruire les infrastructures du pays et son appareil économique. Les productions agricoles et industrielles reviennent à leur niveau d'avant-guerre[422]. La Transnistrie n'est pas officiellement annexée par la Roumanie, elle est administrée militairement pour servir de zone tampon entre le territoire national et la ligne de front. Le potentiel industriel de la région est largement utilisé pour soutenir l'effort de guerre mais la Transnistrie devient surtout un lieu de déportation des Juifs et des Tsiganes arrêtés en Roumanie, en Bessarabie, en Bucovine ou dans les territoires conquis par l'armée roumaine[423]. Plus de 100 000 personnes périssent dans les camps de Transnistrie, de maladies, de mauvais

[418] Djuvara, *op.cit.,* p.326.
[419] En 1943, les deux hommes affirment : « Si la lutte pour la reconquête de la Bessarabie et de la Bucovine était légitimée par toute l'âme de la nation », « le peuple roumain ne consentira jamais à la poursuite de la lutte au-delà de ses frontières nationales », cité par King, *op.cit.*
[420] Dennis Deletant*, Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944,* Londres, Palgrave Macmillan, 2006, p.75-87.
[421] Trifon et Cazacu *op.cit*., p.332.
[422] *Idem.*, p.334.
[423] Notamment Odessa et sa région où des dizaines de milliers de Juifs sont massacrés en octobre 1941.

traitements et de privations[424] et on estime à 230 000 le nombre de Juifs bessarabes tués ou disparus pendant la guerre[425].

La Bessarabie est soumise de façon particulièrement sévère à une politique de roumanisation qui passe par une application très stricte des lois raciales édictées par Antonescu[426]. Cette «roumanisation» s'exerce donc à l'encontre des populations juives de Bessarabie : terres agricoles, entreprises, commerces, logements sont confisqués massivement. Cette spoliation est d'autant plus rapide que des milliers de Juifs ont fait le choix de quitter la Bessarabie avec les troupes soviétiques fuyant l'avancée roumaine[427].

12.4. Le retour de la Bessarabie dans le giron soviétique

En 1943, la situation se retourne, l'armée roumaine recule devant les troupes soviétiques depuis la bataille de Stalingrad et ses pertes sont terribles[428]. Au cours de l'année 1944, le territoire roumain est régulièrement bombardé par les alliés anglais et américains. L'économie du pays est très affaiblie par l'effort de guerre et par une relation déséquilibrée avec l'Allemagne, le soutien populaire au régime s'effondre[429].

Le 20 août 1944, les troupes soviétiques, parvenues sur la rive orientale du Dniestr, lancent une grande offensive sur le territoire de la Roumanie. L'opération dite Iași- Chișinău est un tournant de la guerre, elle dure neuf jours, se solde par des centaines de milliers de morts et de disparus et provoque la rupture de l'alliance entre la Roumanie et l'Allemagne[430]. Le 23 août, le jeune roi Mihail longtemps tenu pour quantité négligeable se rallie au Bloc National Démocratique, une coalition réunissant les principaux partis d'avant-guerre (Parti paysan, Parti libéral, Parti social-démocrate) et le Parti communiste, jusqu'alors clandestin. Le maréchal Antonescu refuse

---

[424] Dennis Deletant, «Transnistria: solutia romaneasca la "problema evreiasca » in *Despre Holocaust si comunism*, Iaşi, Polirom, 2003.

[425] Nikolai Bugai, *Депортация народов из Украины, Белоруссии и Молдавии : Лагеря, принудительный труд и депортация (déportation des peuples d'Ukraine, Biélorussie et Moldavie: Camps, travaux forcés et deportations, ndt*), Essen, éditions Dittmar Dahlmann et Gerhard Hirschfeld,1999, p.567-581.

[426] Cazacu, *La disparition des Juifs de Roumanie.*

[427] Carol Iancu, *Shoah în România. Evreii în timpul regimului Antonescu (1940-1944)*, Iași, Polirom, 2001.

[428] Sur l'opération Uranus et la défaite des troupes roumaines et hongroises voir David Glantz et Jonathan House, *When Titans Clashed: How the Red Army Stopped Hitler*, Kansas City, Kansas University Press, 1995, p.130-135. Les pertes roumaines sont estimées entre 110 000 et 160 000 hommes pour la seule bataille de Stalingrad.

[429] Deletant, *op.cit.,*p.230-234.

[430] *Idem.*

de signer l'armistice exigé par la coalition, il est arrêté et remplacé à la tête du gouvernement par le général Constantin Sănătescu avant d'être livré à l'armée soviétique[431].

Sur le front, l'opération Iași- Chișinău s'achève le 29 août, la victoire des troupes soviétiques est totale, elles entrent à Bucarest le 30, la Roumanie s'allie avec l'URSS[432]. Les premières semaines de l'engagement de la Roumanie aux côtés des alliés se font dans la plus totale confusion. A l'issue de l'offensive, l'armée rouge fait prisonnier plus de 150 000 soldats roumains malgré l'ordre d'arrêter le combat donné dès le 23 août[433]. Les autorités roumaines ordonnent dans le même temps le départ des troupes allemandes qui répliquent en bombardant massivement Bucarest. La Roumanie signe un armistice avec les alliés le 12 septembre par lequel elle accepte l'occupation de son territoire par les troupes de l'URSS. Elle engage ses propres troupes aux côtés de l'armée rouge en Transylvanie et dans toute leur avancée en Europe centrale jusqu'en Tchécoslovaquie[434]. Malgré la perte de dizaines de milliers de ses soldats lors de ce nouvel engagement, la Roumanie n'obtiendra pas le statut de cobelligérant[435].

En 1947, le Traité de Paris fixe définitivement les nouvelles frontières de la Roumanie déjà entérinées lors de la conférence de Yalta: La Transylvanie est reconnue comme partie intégrante du territoire roumain mais Bucarest perd le sud de la Dobroudja[436] et la Bessarabie ; la frontière roumano-soviétique est fixée sur le Prut[437]. Les frontières de la République Socialiste Soviétique de Moldavie sont redessinées ou plus exactement retrouvent celles fixées en 1940, la Transnistrie est rattachée à la république moldave mais celle-ci se voit dépossédée des régions d'Hotin et du Boudjak au profit de l'Ukraine. L'accès à la mer et les bouches du Danube sont sous le contrôle d'une république slave, jugée plus sûre et l'attribution à la RSSM d'une région n'ayant jamais fait partie de la Moldavie historique complique toute revendication potentielle de Bucarest[438].

---

[431] *Ibidem.*Transféré à Moscou, il est renvoyé à Bucarest en 1946 où il est jugé et exécuté.
[432] *Ibid.*
[433] *Ibid.*
[434] *Ibid.*
[435] *Ibid.*
[436] La région dite du « Quadrilatère » obtenue à l'issue de la première guerre mondiale. Elle est réattribuée à la Bulgarie.
[437] Pierre Simonet et Henri Jacquinet, « Clauses principales des traités de Paris » in *L'information géographique*, n°2, volume 11,1947, p.74-75.
[438] King, *op.cit.*, p.114

13. La République Socialiste Soviétique de Moldavie

Din toate vagoanele se auzeau plânsete și tânguieli: așa de obicei se bocesc morții. Nu e de mirare: își luau rămas bun de la patrie, de la pământul drag basarabean... În unele vagoane a început să se cânte un cântec de rămas-bun: De ce m-ați dus de lângă voi, de ce m-ați dus de-acasă?

Eufrosinia Kersnovskaia, *Cât valorează viața unui om*[439] *?*

13.1. La terreur stalinienne

Le retour de la Bessarabie dans le giron soviétique se déroule une nouvelle fois dans un climat de grande violence. Une campagne de « dékoulakization » vise les *chiabours* [440] soit les familles de paysans propriétaires, toutes ethnies confondues, elle donne lieu à des déportations massives vers la Sibérie et le Kazakhstan[441]. Dans la seule nuit du 6 au 7 juillet 1949, 11 342 familles, plus de 35000 personnes, sont déportées dans le cadre de l'opération *Ioug (Sud)*[442].

D'autres campagnes visent des groupes ou des communautés plus précises comme les Allemands restés sur le territoire. Les tourments de la guerre modifient les équilibres démographiques et font disparaître des minorités et des cultures entières de la région. Entre 1938 et 1959, le nombre d'Allemands de Bessarabie passe de 140 000 à 4000 personnes[443]. Certaines minorités religieuses sont également touchées ; en avril 1951, le NKVD fait déporter 700 familles de témoins de Jéhovah et de Baptistes ainsi que les derniers adeptes d'Inochentie au cours de l'opération *Sever* (Nord)[444], beaucoup d'habitants essayent de fuir à l'arrivée des Soviétiques mais tout fugitif surpris est immédiatement exécuté. Le territoire de la RSSM

---

[439] *De tous les wagons, on entendait des pleurs et des cris, c'est ainsi que d'habitude on pleure les morts. Rien d'étonnant, ils faisaient leurs adieux à leur patrie, à leur chère terre bessarabe. Dans certains wagons, on commençait à entendre un chant d'adieu : « Pourquoi m'avoir éloigné de vous, pourquoi m'avoir arraché à ma maison ?* Eufrosinia Kersnovskaia, *Que vaut la vie d'un homme* ? Traduction personnelle.

[440] Terme péjoratif désignant les paysans aisés. King, *op.cit.,* p.117-119.

[441] *Idem.* Voir également

[442] Igor Caşu, «Stalinist Terror in Soviet Moldavia, 1940-1953» in Kevin McDermott et Matthew Stibbe (dir.) *Stalinist Terror in Eastern Europe. Elite purges and mass repression*, Manchester, Manchester University Press, 2010, p.39-56.

[443] Jennifer Cash, «History, Memory, Morality. Moldova's Missing Germans» in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 47, 2016, p.199-230.

[444] King, *op.cit.*, p.117-119.

souffre également des conséquences des combats qui s'y sont déroulés. La production agricole est lourdement affectée et les cheptels sont décimés. Facteur aggravant, les sécheresses de 1945 et 1946 affectent les récoltes. Par ailleurs, une grande partie de la production de céréales est réquisitionnée par les autorités soviétiques au titre du « communisme de guerre »[445]. Il existe encore aujourd'hui un débat sur la volonté délibérée d'affamer la population sur des critères ethniques, organisée ou non la famine fait des ravages[446]. Les estimations varient entre 150 000 et 200 000 personnes mortes de faim et de privations en 1946 et 1947[447], en y ajoutant les déportations et les exécutions politiques y compris celles s'étant déroulées dans la RSSAM, les politiques staliniennes auraient causé plus de 300 000 morts en Bessarabie et en Transnistrie, toutes les ethnies ont été touchées par cette vague de terreur[448].

13.2. Une périphérie paradoxale

Les premières étapes de la collectivisation débutent dès 1946, elle est systématisée à partir de 1949. En 1952, le plan de développement de la République Socialiste Soviétique de Moldavie est clairement établi, la RSSM est subordonnée aux besoins généraux de l'URSS en produits agricoles. Cette «spécialisation» a des répercussions profondes sur l'évolution de la République[449]. Les terres cultivables sont étendues au maximum au prix d'un déboisement massif, elles représenteront jusqu'à 83% de la surface totale. Le discours officiel présente la RSSM comme un paisible verger où de généreux paysans travaillent à nourrir fraternellement l'ensemble de l'Union. La part de la population rurale y est une des plus grandes d'URSS et la RSSM malgré sa surface réduite (elle ne représente que 0,15% du territoire soviétique) devient un des plus grands centres agricoles[450].

Le secteur industriel est moins développé ; sur la totalité du territoire, le financement de l'industrie ne représente que 24% de la moyenne soviétique. L'industrie est en fait géographiquement concentrée ; complexes métallurgiques, usines de production textile, centrales électriques sont installées en Transnistrie, elles attirent une main d'œuvre essentiellement venue de Russie et d'Ukraine.

---

[445] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.74.
[446] *Idem*.
[447] Caşu*, Moldova under the Soviet Communist Regime: History and Memory, op.cit.,*p.356.
[448] *Idem.*
[449] *Ibid.*
[450] Trifon et Cazacu, *op.cit.,*p.336-337.

Certains travaux décrivent la Moldavie comme une « colonie agraire » mais il convient de nuancer cette affirmation. Les transferts du budget central de l'URSS à la RSSM sont plutôt favorables à la Moldavie en comparaison avec d'autres républiques et ne cesseront d'augmenter jusqu'en 1991[451]. De ce point de vue, passée la période stalinienne, il n'y a donc pas de « discrimination » à l'égard de cette république et dès la fin des années 50, les systèmes d'éducation et de santé se développent[452]. Il existe en revanche au sein de la RSSM deux modes de développement parallèles ; malgré l'absence de toute séparation administrative officielle, il existe presque deux républiques en une seule; une république « moldave » agraire et rurale et une république « slave » urbaine et russophone qui est, au moins dans un premier temps, la première bénéficiaire des transferts de fonds décidés à Moscou. De fait, la modernisation de la RSSM est associée à tous points de vue aux Russes[453].

La Moldavie reste cependant une république périphérique et les transferts de fonds semblent relativement peu efficaces ; en 1965, les indicateurs économiques placent la Moldavie au 7e rang sur les 15 républiques de l'URSS en termes de développement économique, en 1990, la Moldavie tombera à la 9e place soit un niveau de développement plus proche de celui des républiques d'Asie Centrale que de celui des républiques européennes[454]. En 1970, le revenu par habitant est inférieur de près de 20% par rapport à la moyenne de l'Union. Le taux de mortalité infantile est le plus élevé de toutes les républiques occidentales, le niveau d'éducation et l'espérance de vie sont inférieurs à la moyenne soviétique[455].

Pour compenser ce retard de développement, la RSSM reçoit dans les années 70 et 80 d'importants investissements complémentaires du budget central pour la construction de facilités industrielles, scientifiques et de logements[456]. Sous la conduite de Leonid Brejnev, qui fut Premier secrétaire du Parti communiste de la RSSM entre 1950 et 1952, la Moldavie est une des premières bénéficiaires des plans de soutien pour la mise à niveau des républiques périphériques. En 1971, le Conseil des ministres de l'URSS adopte des mesures spécifiques pour le développement de la ville de Kichinev et octroie au projet plus d'un milliard de roubles et une « seconde collectivisation » entraîne le passage à une agriculture plus intensive. La

[451] Caşu, *Moldova under the Soviet Communist Regime: History and Memory, op.cit.,* p.356-357.
[452] *Idem.*
[453] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.79.
[454] Caşu, *Moldova under the Soviet Communist Regime: History and Memory, op.cit.,* p.357.
[455] Ruslan Sevcenco, «De la reformele hruscioviste la restructurea gorbaciovista (1953-1985)» in Liliana Corobca (dir.), *Panorama comunismului in Moldova Sovietica*, Iaşi, Polirom, 2019, p.201-235.
[456] *Idem.*

Moldavie devient le premier producteur au sein de l'URSS pour le raisin et le tabac, le deuxième pour l'huile et le tournesol, le troisième pour la betterave à sucre, elle fournit 25% du vin, 40% du tabac, 12% des céréales pour toute l'Union, cette seconde collectivisation fait émerger une classe de cadres de l'agro-industrie, constituée de Moldaves. Le tourisme commence également à être développé, la RSSM devient un lieu de villégiature pour l'élite soviétique, attirée par le climat, les vins et un réseau croissant d'hôtels[457].

13.3. Evolutions sociales et culturelles

Après la mort de Staline en 1953 et l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev, la pression politique baisse, de nombreux déportés sont réhabilités et lentement autorisés à revenir en Moldavie grâce au processus dit de « rapprochement des nationalités »[458] mais dans ces décennies qui suivent la seconde guerre mondiale, la population change et l'importance démographique de certaines minorités historiques se réduit considérablement. Les autorités soviétiques mènent une intense politique de brassage ethnique en faisant venir de nombreux Russes et Ukrainiens en Moldavie soviétique, ces nouveaux venus peuplent essentiellement les villes[459]. On estime à près d'un million le nombre de ressortissants des républiques slaves d'URSS venus s'installer en Moldavie entre 1945 et 1990. Les Ukrainiens passent de 11 à 14% de la population entre 1941 et 1989, les Russes passent de 6,7 à plus de 13%. La population autochtone roumanophone est d'abord affectée par la vague de déportations de l'après-guerre puis, dans les décennies qui suivront, elle sera incitée à s'installer en Russie, au Kazakhstan ou dans d'autres républiques en échange d'avantages sociaux ou professionnels[460]. Le mélange des populations est également un facteur d'intégration au système ; en 1970, le taux de mariages mixtes est un des plus importants d'URSS (plus de 16%). Cette politique de brassage des populations n'a jamais été clairement énoncée mais elle parvient à influer la part des roumanophones dans la population de la République. Ils sont 68,8% en 1941, 59% en 1959, un taux de natalité supérieur à celui des populations slaves les amènent à 64,5% en 1989. En 1989,

---

[457] *Ibidem.*

[458] *Idem.,*p.77.

[459] En 1990, Kishinev atteignait les 600 000 habitants dont les deux tiers étaient russes ou ukrainiens. La deuxième ville du pays, Tiraspol, comptait 130 000 habitants dont l'immense majorité était là encore russe et ukrainienne.

[460] Caşu*, Moldova under the Soviet Communist Regime: History and Memory, op.cit.,* p.358. Situation confirmée par de nombreux témoignages recueillis entre 2014 et 2019.

le dernier recensement soviétique dénombre 2,8 millions de Moldaves, 560 000 Russes, 600 000 Ukrainiens, 153 000 Gagaouzes, 88 000 Bulgares et 66 000 Juifs[461].

D'un point de vue socio-professionnel, 80% de la population moldave (au sens ethnique du terme) vit en milieu rural quand les populations ukrainiennes ou russes sont urbanisées à 80%. Les Moldaves sont minoritaires dans l'industrie, parmi les cadres de direction, parmi les scientifiques et dans l'ensemble des postes à responsabilité. Leur représentation dans ces catégories augmentera au fil des ans mais dans une proportion modeste[462]. Cette forme de discrimination trouve son illustration parfaite dans le fonctionnement du Parti communiste de la RSSM. La direction du Parti revient à des cadres russes, ukrainiens ou transnistriens, entre 1941 et 1991, dix Premiers secrétaires se succèdent à sa tête. Il faut attendre 1980 pour qu'un moldave au sens ethnique du terme parvienne à ce poste avec Semion Grossu, tous ces prédécesseurs sont ukrainiens ou transnistrien[463]. Le Parti communiste moldave servit en revanche de tremplin à des cadres russes ou ukrainiens pour des carrières au niveau central, Leonid Brejnev ou Constantin Tchernenko y exercèrent leurs premières hautes responsabilités[464].

La soviétisation de la Moldavie est rapide et profonde. Les liens commerciaux, scientifiques et intellectuels avec la Russie interrompus en 1918 sont repris facilement alors que les liens avec la Roumanie sont vite coupés. Une fois l'élite roumanophone chassée ou décimée et en l'absence d'un sentiment national fort dans la majorité de la population, l'intégration de la RSSM est beaucoup plus simple que celles des républiques Baltes ou de l'Ukraine occidentale.

D'un point de vue culturel, la ligne officielle continue à promouvoir, notamment par le système éducatif et les arts, l'idée d'une identité moldave distincte. Elle est d'abord essentiellement mise en valeur ou plus exactement en scène sous la forme d'un folklore paysan assez largement réinventé, plus tardivement se développent une littérature « moldave soviétique » puis à partir des années 80 une cinématographie avec des acteurs parlant moldave[465]. Toutefois, cette

---

[461] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.80-82.
[462] Caşu, *op.cit.,*p.359.
[463] Crudu, *op.cit.*, p.392. Semion Grossu est né en 1934 à Cetatea Alba dans le Boudjak, Igor Caşu ne le classe pas parmi les «ethniques » moldaves en soulignant que Grossu était « profondément russifié » et s'exprimait mal en roumain. Il considère que le premier Moldave à parvenir à un poste de premier rang est Petru Lucinschi en 1989. Voir Caşu, *op.cit*., p.359.
[464] *Idem.*

politique est moins aggressive que celle menée dans l'ancienne République autonome soviétique moldave, il faut dire que l'enjeu est moindre car les objectifs initiaux de l'URSS sont atteints: La Bessarabie est réintégrée et la révolution s'est propagée à l'Ouest, la Roumanie étant devenue un pays du bloc socialiste[466]. Avec une moindre pression des inventeurs d'identité, le moldave/roumain de la RSSM se rapproche de plus en plus du roumain standard, les différences principales restent le vocabulaire technique emprunté au russe et l'usage de l'alphabet cyrillique[467] mais l'importance de ce rapprochement linguistique est limitée par la prééminence du russe[468].

La Constitution de 1977 confirme que l'apprentissage du russe est obligatoire car elle est la langue de communication entre les différentes républiques de l'Union Soviétique. La Constitution donne comme règle le bilinguisme russe/langue nationale dans chaque république[469]. Dans les faits, le russe reste la seule langue de communication inter-ethnique et l'unique langue du pouvoir et du prestige culturel et social, même si les enfants sont en majorité scolarisés dans les écoles en langue moldave, le roumain reste le plus souvent cantonné à la sphère familiale et sa maîtrise décroit[470]. En outre, les recensements successifs montrent que les ressortissants des minorités nationales déclarent ne pas parler moldave[471]. A Chișinău, une personne s'exprimant publiquement en moldave peut voir se rétorquer la méprisante réplique *Govorite po tchelovetcheski*, « parlez une langue humaine »[472]. Un emploi trop démonstratif d'une langue nationale pouvait par ailleurs être suspect, le cas de Nicolae Testemitanu est à ce titre exemplaire. Directeur de l'Institut de médecine, Testemitanu bénéficie très tôt de la politique d'éducation et des débuts de la « moldovénisation » du Parti communiste. Il est nommé recteur de l'Institut d'Etat de médecine en 1959 avant d'être nommé ministre de la Santé en 1963, lorsqu'il décide de faire du moldave la langue d'enseignement au sein de

---

465 Caşu, *op.cit.*, p.361.Le plus célèbre écrivain moldave soviétique est Ion Druță qui s'installe à Moscou dès 1969. Les films tournés par la compagnie d'Etat, *Moldova-Film* le sont en russe jusqu'à la fin des années 80. Certains artistes moldaves sont des figures du cinéma soviétique, le metteur en scène Emil Loteanu, le compositeur Eugen Doga ou les acteurs Svetlana Toma ou Grigore Grigoriu travaillent officiellement pour Moldova-Film mais leurs films célèbres sélectionnés dans les festivals du monde entier comme « Les Tsiganes montent au ciel » (*Табор уходит в небо*) en 1976 ou « Un accident de chasse (en russe, « Ma douce et tendre bête » *Мой ласковый и нежный зверь*) en 1978 sont pris en charge par les productions moscovites *Mosfilm*.

466 Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.180-181.

467 *Idem.*

468 *Ibidem.*

469 Nicolas Ramaney, « Langues et Nationalités en URSS » in *European Journal of Sociology* , n°1, volume 20, 1979, p.113-126.

470 Caşu, *op.cit.*, p.360.

471 Ramaney, *op.cit.*

472 Remarque recueillie dans un grand nombre de témoignages et entretiens.

l'Institut, il est accusé de « nationalisme moldo-roumain » et est destitué de ses fonctions en 1968[473].

13.4. Le retour de la question bessarabe dans la relation roumano-soviétique

Le débat sur l'identité moldave resurgit pourtant dans de petits cercles quand à la fin des années 60, les tensions naissantes entre la Roumanie et l'URSS s'expriment par universitaires interposés :

Les publications des historiens roumains se remettent à employer le terme d'«annexion» pour désigner la conquête russe de 1812 et réaffirment la «roumanité» de la région. Leurs homologues soviétiques contestent cette version et insistent sur la spécificité du peuple moldave. En 1974, Artiom Lazarev, publie « La statalité soviétique moldave et la question bessarabe », un ouvrage qui s'impose comme la référence des tenants du « moldovénisme »[474].

Cette querelle remonte au niveau des dirigeants politiques. L'hostilité manifeste entre Ivan Bodiul, Premier secrétaire du Parti communiste moldave et Nicolae Ceaușescu ira croissant entre 1964 et 1976, Leonid Brejnev lui-même interviendra dans le débat. En 1983, l'historien roumain Mircea Muşat publie une « Histoire de l'État national roumain depuis les rois gétos-daces à 1940 », un ouvrage de commande s'appuyant sur les grandes figures historiques pour légitimer un régime autoritaire et isolé. L'ouvrage comporte des pages ouvertement hostiles à la Russie et à l'Union Soviétique[475]. Ces affrontements historiographiques sont à remettre dans le contexte de la volonté d'autonomie par rapport à l'URSS alors manifestée par la Roumanie. Au plus fort de la crise, les menaces de Moscou à l'encontre de Bucarest, accusée de *dérive nationaliste* sont à peine voilées[476].

Sur le terrain, une grande vigilance est maintenue pour contrer la possible résurgence d'un nationalisme pro-roumain. La frontière entre la Roumanie et l'URSS reste une des plus fermées au sein du camp socialiste. Les contacts culturels sont très limités, la presse et la littérature

---

[473] Igor Caşu, « Nicolae Testemitanu destituit pentru nationalism » in *Adevarul*, 2001, [https://adevarul.ro/moldova/actualitate/nicolae-testemitanu-destituit-nationalism], consulté le 20 septembre 2020.

[474] Lazarev est engagé dans la promotion du moldovénisme dès la création de la RSSAM dans les années 20. Il sera ensuite ministre de l'éducation de la RSSM à la fin des années 40, ministre de la Culture la décennie suivante puis recteur de l'Université d'Etat.

[475] Mircea Muşat, *De la statul geto-dac la statul roman unitar,* Bucarest, Editura sciintifica si Enciclopedia, 1983, cité dans Trifon et Cazacu, *op.cit.,* p.345.

[476] Pierre Bouillon, « La Roumanie dans l'empire soviétique : satellite modèle, indocile et créateur de normes (1968-1973) » in *Siècles*, 2012, p.35-56.

roumaine sont disponibles dans toutes les grandes villes de l'Union Soviétique sauf à Kichinev. Les prises de position susceptibles de remettre en cause l'annexion de la Bessarabie sont donc très rares. Le mouvement de contestation le plus notable est la création à la fin des années 60 d'un « Front National Patriotique de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord » animé par un petit groupe d'intellectuels roumanophones[477]. Lorsque les leaders du front patriotique tentent d'entrer en contact avec les autorités roumaines, celles-ci les dénoncent au KGB ; en 1972, Alexandru Usatiuc-Bulgăr, Gheorghe Ghimpu, Valeriu Graur et Alexandru Soltoianu sont condamnés à plusieurs années de détention et exilés dans des camps en Sibérie[478]. Hormis les cas isolés et les actes symboliques de Mihai Moroşan ou de Gheorghe David[479], il y eut au total peu de dissidents bessarabes, le célèbre Paul Goma est certes né en Bessarabie mais réfugié en Roumanie puis en France, il ne se positionna et ne fût perçu que comme opposant roumain au régime communiste[480].

En RSSM, les débats sur l'Histoire et la langue restent donc longtemps essentiellement cantonnés à des querelles d'experts nourries par l'arrivée d'une nouvelle génération de chercheurs formés à l'université de Chişinău et qui remplacent la génération formée à Tiraspol[481]. Ces questions restent sans répercussion sur les sentiments de l'immense majorité de la population moldave. Pour évoquer cette situation calme et le degré d'attachement de la République moldave à l'ensemble soviétique, le responsable du KGB à Chişinău entre 1979 et 1989, Gavril Volkov déclarait en 2001: *Comparée aux autres républiques de l'Union, la RSSM était une des plus tranquilles et paisibles du point de vue de la manifestation des sentiments nationaux. En Moldavie fleurissait l'amitié entre les peuples et la population locale ne savait pas ce que nationalisme voulait dire*[482].

---

[477] Igor Caşu, «Political Repressions in Moldavian SSR after 1956: Towards a Typology Based on KGB files» in *Dystopia. Journal of Totalitarian Ideologies and Regimes*, Chişinău, volume 1-2, éditions de l'Université d'Etat de Moldavie, 2012, p.89-127.

[478] *Idem.*

[479] Caşu, *op.cit.,*p.361.Moroşan est étudiant quand en 1964, il proteste, par écrit, contre le déplacement de la statue de Stefan cel Mare (Etienne le Grand) du centre-ville vers la banlieue de Chişinau, il est envoyé deux en camp de travail. Gheorghe David demande à plusieurs reprises aux autorités la réintroduction de l'alphabet latin puis conteste l'intervention soviétique en Afghanistan, il est envoyé en asile psychiatrique en 1986.

[480] Paul Goma avait fui enfant en Roumanie avec sa famille en 1940. Par ailleurs, contrairement aux Pays baltes, la crainte d'une disparition totale de la culture et de la langue nationale était absente du seul fait de l'existence de la Roumanie.

[481] Ion Ţurcanu, « Revolta istoriografica din Moldova sovietica de la sfarşitul anilor 60 » in *Revista Istoria*, Chişinău, n°5-6, 1995, p.451-470.

[482] In *Timpul* du 21 septembre 2001, cité par Cazacu et Trifon, p.88.

14. Le réveil national en République Socialiste Soviétique de Moldavie

Plus que les débats de spécialistes, ce sont des transformations sociales profondes qui vont réanimer lentement les revendications identitaires.

14.1. Les conséquences de l'urbanisation

A partir de la fin des années 60, la modernisation du modèle agricole et le développement de l'industrie et des services entraînent une croissance des villes. Traditionnellement russophones, celles-ci voient s'installer une population moldave venue des zones rurales. Les nouveaux arrivés à Chișinău s'organisent dans ce nouvel environnement et de timides revendications contre le statut minoré de leur langue et de leur culture prennent forme. Cette urbanisation et cette timide affirmation de la population roumanophone s'accompagnent de la possibilité pour certains de ses membres d'accéder à des postes de responsabilité. Le parcours le plus classique commence par la direction d'une ferme collective avant de pouvoir espérer obtenir un poste plus important[483]. C'est ce cheminement qu'illustre le parcours de Semion Grossu, le premier Secrétaire-général du Parti communiste moldave à être issu de la majorité roumanophone. La nomination de Semion Grossu en 1980 couronne ce que l'historien Igor Caşu appelle le processus d' « indigénisation » du parti communiste. Les roumanophones représentaient moins de 10% des membres du Parti dans leur propre république en 1944, ils étaient 35% en 1965, 40% à la fin des années 70 et près de 50% en 1990[484].

L'urbanisation progressive des roumanophones et la relative liberté permise par la perestroïka gorbatchévienne ouvrent la voie à la remise en cause des contradictions et des contre-vérités sur la langue et l'histoire accumulées pendant toute la période soviétique. Cette contestation d'une histoire falsifiée se combine avec les revendications de liberté qui se répandent alors sur tout le territoire de l'URSS[485].

---

[483] Igor Caşu, «Mişcarea de eliberare naţională în RSSM, 1989-1991» in *Tyragetia. Serie nouă*, n° 2, Chişinău, Editions du Musée National d'Histoire de Moldavie, 2006, p. 291-303. Disponible en ligne sur le site de la Bibliothèque nationale de Moldavie [https://ibn.idsi.md/ro/vizualizare_articol/35087], consulté le 20 septembre 2020.

[484] *Idem.*

[485] Trifon et Cazacu, *op. cit.*, p.99.

14.2. Le réveil culturel

De 1987 et jusqu'en 1991, année de l'indépendance, un profond mouvement d'éveil national va monter en puissance en se cristallisant notamment sur la question linguistique.

Ion Druţa, écrivain officiel jusqu'alors peu soupçonné de dissidence, se rend populaire grâce à une description des traditions paysannes détachée des stéréotypes politiques classiques. Il commence à affirmer la similitude du moldave et du roumain, estimant que le passage à l'alphabet latin serait normal. Cela est suffisant pour faire du très classique Druţa un symbole de la contestation identitaire, autour de lui se crée une Union des écrivains moldaves[486].

Par ailleurs et comme dans toute l'URSS des clubs politiques informels apparaissent pour soutenir les développements de la perestroïka[487]. Ce mouvement de renouveau intellectuel fait émerger la demande d'une reconnaissance de la langue moldave au même niveau que celui de la langue russe et le droit d'utiliser l'alphabet latin. Un courant démocratique semble se former quand apparaît un mouvement plus radical : le cénacle Mateevici.

Autour d'Anatol Şalaru, un médecin, le cénacle organise des débats sur les changements sociaux en cours et sur les questions liées à l'identité nationale qui rassemblent rapidement un grand nombre d'étudiants. Initialement organisée dans les appartements des membres du cénacle, ces réunions commencent peu à peu à se dérouler en place publique, devant le buste du poète national roumain Mihail Eminescu. La jeune revue *Literatura si arta* se fait le porte-parole de cette effervescence, en quelques mois, l'influence de ces mouvements de jeunes intellectuels croît considérablement. Par la voix de son Secrétaire général, le Parti communiste moldave dénonce ce qu'il considère comme des mouvements de *nationalistes irresponsables*. A partir de l'été 1988, les réunions du cénacle Mateevici sont régulièrement dispersées sans ménagement par la milice[488].

L'éveil de la conscience nationale et identitaire est porté par quelques figures marquantes comme les écrivains Grigore Vieru, Leonida Lari ou les chanteurs Doina et Ion Aldea-Teodorovici[489]. Dans leur immense majorité, les sympathisants de ce mouvement ne connaissent la Roumanie que par les récits des anciens, les contes et les traditions populaires,

---

[486] *Idem*, p.94-95. Nicolas Trifon parle de « radicalisme conformiste » pour évoquer le rôle de Druţa et des intellectuels de sa génération.

[487] Carole Sigman, « Les clubs politiques « informels, acteurs du basculement de la perestroïka? » in *Revue française de science politique*, n°4, volume 58, p.617-642.

[488] Trifon et Cazacu, *op.cit.*, p.96-97.

[489] *Idem.*

les chants folkloriques et un nombre restreint d'œuvres littéraires. Souvent nés à la campagne et éduqués par le régime soviétique, ils méconnaissent les réalités sociales et l'histoire récente de la Roumanie, le pays et sa culture sont mythifiés, il devient une terre promise que l'on ne pourra atteindre qu'en retrouvant une identité perdue[490].

Grigore Vieru, après sa première et unique visite en Roumanie pendant la période soviétique, écrivait dans ses notes: *Si le rêve de certains était ou est de voyager dans l'espace, le mien, celui de toute ma vie était de traverser le Prut*[491].

14.3. L'ébullition des nationalités

A partir de 1989, les revendications prennent une tournure explicitement antisoviétique même si les mouvements de protestation restent modérés par rapport à ceux qui se déroulent en Géorgie ou dans les Républiques baltes[492]. Aux cris de *A bas la colonisation*, *Langue, alphabet* et *A bas les communistes*, des milliers de personnes manifestent à plusieurs reprises dans les premiers mois de l'année[493]. A la majorité moldave se joignent des mouvements représentants les aspirations culturelles des minorités, *Edinstvo* (Unité) pour les Russophones et *Gök-Oğuz Halki (*le peuple gagaouze*)* pour les Gagaouzes, ce mouvement demandant notamment un enseignement en langue gagaouze[494].

Le 20 mai, les différents courants et organisations s'unissent sous le nom de Front Populaire Moldave. Le multipartisme étant encore interdit, le mouvement est reconnu comme une « organisation publique ». Le Front Populaire Moldave (FPM) se présente initialement comme un mouvement multi-ethnique désireux d'accompagner la démocratisation de la société en prenant pour exemple les groupes agissant dans les Républiques baltes. Ce caractère multi-ethnique ne durera pas, très vite les revendications de plus en plus ouvertement pro-roumaines éloignent les représentants des minorités du FPM[495]. La première grande réussite du Front Populaire Moldave est l'organisation le 27 août d'une gigantesque manifestation de 300 000 personnes en plein centre de Chișinău. Les participants à cette manifestation réclament le vote d'une loi reconnaissant le moldave comme langue d'État et le droit à l'emploi de l'alphabet latin

---

[490] *Ibidem,* p.90.
[491] *Ibid.*
[492] *Ibid.,* p.97.
[493] *Ibid.*, le 12 mars notamment.
[494] Sylvie Gangloff, « L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie » in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°23, 1997.
[495] Trifon et Cazacu, *op.cit*., p.107.

pour la transcrire. Le 31 août, le Soviet Suprême de Moldavie cède à cette revendication et adopte de nouvelles lois sur la langue qui font du moldave la langue d'État de la république, « utilisée dans la vie politique, économique, sociale et culturelle et [écrite dans] l'alphabet latin », le russe garde le statut de langue de communication inter-ethnique et de communication avec les autres républiques, (aujourd'hui encore, le 31 août est célébré en Moldavie comme « le jour de la langue »[496]). L'inquiétude gagne les minorités russophones, en Transnistrie où elles représentent 55% de la population, des travailleurs se regroupent dans le courant du mois d'août en un nouveau syndicat, le « Conseil Uni des Collectifs Ouvriers »[497] sous l'égide d'un directeur d'usine, Igor Smirnov, les ouvriers transnistriens entrent en grève et bloquent pendant plusieurs semaines le cœur industriel de la République[498].

Dans les mois qui suivent la contestation évolue vers une critique générale du système soviétique et de son appareil répressif, le 7 et le 10 novembre, deux grandes manifestations se succèdent. Le 10, devant le ministère de l'Intérieur[499], la manifestation tourne à l'émeute, la milice renonce toutefois à ouvrir le feu sur la foule[500]. Le 25 février 1990, les premières élections partiellement démocratiques au Soviet Suprême de la RSSM ont lieu, le Parti communiste reste le seul parti autorisé mais il est possible de se présenter à titre individuel ; les candidats issus du Front populaire moldave recueillent 27% des voix. Dans les semaines qui suivent des communistes réformateurs s'allient au Front populaire qui devient officiellement un parti politique[501]. Au mois d'avril un nouveau drapeau national est adopté, il est aux couleurs de la Roumanie[502]. Le 6 mai 1990 a lieu un événement hautement symbolique, organisé par l'association Bucarest-Chișinău et connu sous le nom de «Pont de fleurs»: Les frontières de la Moldavie soviétique s'ouvrent aux Roumains récemment libérés du régime Ceaușescu ; pour quelques heures et pour la première fois depuis la fin de la guerre, des dizaines

---

[496] Article publié à cette occasion en août 2019 ; Valeria Vitu pour *Radio France Internationale*, 2019, [https://www.rfi.ro/politica-113922-31-august-guvernul-r-moldova-sarbatoreste-ziua-limbii-romane-presedintia-ziua], consulté le 12 septembre 2020.

[497] En russe, Объединенный Совет трудовых коллективов (OSTK).

[498] Jeffrey Daniel Owen, *Neopatrimonialism and Regime Endurance in Transnistria*, Virginia Polytechnic Institute, 2009, [https://vtechworks.lib.vt.edu/bitstream/handle/10919/35153/Owen_JD_T_2009.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[499] Elle est dirigée à l'époque par le futur président Vladimir Voronine.

[500] Mihai Tasca, « Ziua în care basarabenii au învins Ministerul sovietic de Interne » pour *Radio Chișinău*, 2017 [https://radioChișinău.md/10-noiembrie-1989-ziua-in-care-basarabenii-au-invins-ministerul-sovietic-de-interne---59061.html], consulté le 18 septembre 2020.

[501] King, *op.cit.*, p.146

[502] Charles King, « Politique panroumaine et identité moldave » in *Balkanologie*, n° 1, volume 1, 1997, consulté le 19 septembre 2019.

de milliers de Roumains entrent en Moldavie par les huit postes frontières ouverts à la rencontre des «frères» moldaves. Grigore Vieru relate ainsi cet événement:

Il y avait une tension émotionnelle énorme. Les gens s'appelaient les uns les autres, se retrouvant après de longues années. A un certain moment, de l'autre côté du Prut, un homme s'est jeté dans l'eau du fleuve et s'est mis à nager vers notre rive. Les villageois de Pererâta en furent stupéfiés. Ils étaient très émus et n'osaient faire le moindre geste. Ceci jusqu'à ce qu'un d'entre eux ne se soit jeté, à son tour, dans l'eau. D'autres ont suivi. Ils se sont croisés au milieu du fleuve et encore dans l'eau ils ont organisé une ronde[503]*, chose inouïe jamais vue nulle part au monde. Voilà pourquoi je considère comme méprisables ceux qui ironisent aujourd'hui sur le Pont de fleurs. Il ne faut pas ironiser sur les larmes de joie*[504].

14.4. Vers l'indépendance

Lors de son second congrès, en juin 1990, le Front populaire juge trop lente la sortie de l'URSS. Les discours de Druc et de ses proches, notamment Iurie Roşca sont ouvertement panroumains. Mircea Druc demande la réparation des conséquences du pacte Molotov-Ribbentrop et la fin de l'occupation soviétique de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord[505].

Le 20 juillet 1990, le Soviet suprême de la RSSM proclame la souveraineté de la Moldavie, affirme la prééminence de ses lois sur celles de l'URSS et désigne le moldave comme unique langue d'Etat. En septembre, Mircea Snegur est élu président de la République et Mircea Druc est nommé Premier ministre[506]. La nouvelle législation linguistique est immédiatement un sujet explosif pour la relation entre la majorité et les minorités, la question des langues s'impose comme un élément central sur la scène politique, les débats au Soviet suprême sont virulents, les élus transnistriens et gagaouzes sont pris physiquement à partie[507]. En réaction, la figure montante des Gagaouzes, Stepan Topal, proclame l'autonomie de sa région le 22 juillet puis en août, la « République socialiste soviétique de Gagaouzie » qui couvre environ 10% du territoire de la RSSM. Cette proclamation unilatérale a un but préventif ; en cas de sortie de la Moldavie de l'Union Soviétique et de demande de réunification à la Roumanie, la république

[503] *Hora*, une danse traditionnelle roumaine.
[504] Grigore Vieru, entretien avec Stela Popa, *Unimedia,* 2008,[http://www.ziare.com/social/romani/sa-ne-amintim-podul-de-flori-1039016], consulté le 15 septembre 2020.
[505] Wanda Dressler, « Entre empires et Europe le destin tragique de la Moldavie » in *Diogène*, n° 210, volume 2, 2005, p.34-58.
[506] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.347
[507] *Idem.*

de Gagaouzie pouvait demander son maintien au sein de l'URSS. Avec le durcissement du Front Populaire, certains slogans ne sont pas qu'hostiles à l'Union Soviétique, ils le sont aussi à l'égard de la Russie et de la minorité russophone[508]. Le 2 septembre 1990, la Transnistrie vote sa séparation de la Moldavie et proclame le maintien de son existence au sein de l'URSS en tant que « République Moldave Socialiste Soviétique du Dniestr » [509] dont Igor Smirnov, le leader de l'OSTK est désigné président[510]. Mircea Druc persiste dans une attitude extrêmement hostile aux minorités, en octobre, des milices se confrontent aux Gagaouzes dans des heurts violents connus sous le nom de « croisade des bâtons », dans le même temps, des groupes de volontaires armés apparaissent en Transnistrie. Au début du mois de novembre, les premiers affrontements entre les groupes séparatistes et la police moldave éclatent sur un pont reliant les deux rives du fleuve dans la ville de Dubăsari, trois personnes trouvent la mort[511].

Pendant l'automne 1990 et au début de l'année 1991, la défiance envers le pouvoir central va croissant sur l'ensemble du territoire soviétique. Les pays Baltes sont en pointe du mouvement malgré une intervention armée du pouvoir central, la Lituanie est la première à proclamer unilatéralement son indépendance au mois de mars, elle est suivie par la Lettonie[512]. En Moldavie, le nom de la république perd ses qualificatifs de soviétique et socialiste, les députés moldaves se retirent du Congrès des députés du peuple de l'Union soviétique, à l'exception d'un seul d'entre eux[513].

[508] Le plus connu étant « La valise, la gare, la Russie».

[509] Traduction de Приднестро́вская Молда́вская Сове́тская Социалисти́ческая Респу́блика. La décision sera invalidée le 22 décembre par le Soviet suprême de l'URSS.

[510] King, *op.cit.*

[511] Mark R. Beissinger, «Self-determination as a Technology of Imperialism: The Soviet and Russian Experiences» in *Ethnopolitics*, n° 14, volume 5, 2015, p.479-487.

[512] Nicolas Werth , *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev (1953-1991),* Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p.113-123.

[513] Le Congrès des députés du peuple de l'Union soviétique était pourtant le nouvel organe législatif suprême créé fin 1988 pour permettre une meilleure représentation de la population. Dans le cadre de la perestroika, il était pensé pour couper les décisions de l'Etat de celles du Parti communiste de l'Union Soviétique. Pour Mikhail Gorbatchev, il devait ainsi devenir un moyen de contourner les conservateurs du PCUS.

En mars 1991, les autorités centrales proposent par référendum un nouveau traité visant à refonder l'URSS en une nouvelle fédération, l'Union des Etats Souverains[514]. La question posée est la suivante :

Pensez-vous qu'il est essentiel de préserver l'URSS sous forme d'une fédération renouvelée de républiques souveraines et égales où les droits et les libertés de chacun, quelle que soit la nationalité, seront pleinement garanties ? [515].

Pour Mikhaïl Gorbatchev, les Etats de cette union renouvelée devaient pouvoir jouir du pouvoir politique leur permettant de déterminer leur propre organisation nationale. La nouvelle fédération devait toujours être dirigée par une présidence fédérale mais certains éléments de politique étrangère pouvaient être décidés au niveau des républiques membres[516]. Toutefois, six républiques refusèrent d'organiser cette consultation, les trois Républiques baltes ainsi que les républiques de Géorgie, d'Arménie et de Moldavie. En Moldavie, la Transnistrie et la Gagaouzie s'opposèrent à ce refus et organisèrent leur propre consultation ; dans les deux régions, les votants réaffirmèrent à une large majorité leur attachement à l'URSS.

Sur la totalité de l'Union Soviétique, le taux de participation fût de 80% et 77,8% des votants approuvèrent le nouveau traité qui devait prendre effet le 20 août 1991[517]. Le 19 août, un putsch est organisé contre Gorbatchev par quelques membres conservateurs réunis en un « comité d'Etat pour l'état d'urgence ». La tentative est un échec total et prend fin au bout de deux jours, elle aura pour seul effet d'accélérer le démantèlement de l'URSS.

Le 27 août, l'indépendance de la république de Moldavie est votée, seuls les députés russes s'abstiennent[518].

---

[514] En russe: Сою́з Суверéнных Госуда́рств.

[515] En russe: Считаете ли Вы необходимым сохранение Союза Советских Социалистических Республик как обновлённой федерации равноправных суверенных республик, в которой будут в полной мере гарантироваться права и свободы человека любой национальности?

[516] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.347.

[517] Ronald Hill et Stephen White, «Referendums in Russia, the Former Soviet Union and Eastern Europe» in Qvortrup Mihael (dir.) *Referendums Around the World*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p.17-42.

[518] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.348.

15. Liberté et fractures

La radicalisation du Front populaire a deux grandes conséquences. Elle produit un soulèvement des régions minoritaires et une surenchère incrémentielle de revendications concurrentes qui amènent la République au bord de la guerre civile[519]. Elle fait également apparaître les dissensions existantes au sein du camp moldave :

À la fin des années 1980, la question de la langue représentait un point sur lequel les intellectuels et des membres de l'élite politique moldave pouvaient s'entendre, leur intérêt mutuel étant de susciter une renaissance de la culture nationale[520]. Pour les intellectuels, cette renaissance était l'aboutissement d'une lutte culturelle et symbolique, la réparation d'un drame historique. Pour les jeunes membres du *politburo*, tels Mircea Snegur, Petru Lucinschi ou Andrei Sangeli, un mouvement national constituait le moyen d'obtenir de plus grandes concessions de la part de Moscou en se présentant comme des réformateurs pragmatiques, attachés au renouvellement de la culture nationale au sein d'une Union Soviétique refaçonnée[521]. Pour ce faire, ils s'opposèrent ouvertement à la vieille garde du Parti communiste moldave et au très brejnévien Premier secrétaire Semion Grossu. En novembre 1989, Petru Lucinschi, avec le soutien de Gorbatchev, organise la chute de Grossu et accède à la tête du Parti[522].

Les lois sur la langue font apparaître les premières failles dans le mouvement national : Pour de nombreux intellectuels, l'adoption de ces lois représentait l'affirmation de la véritable identité de la majorité des Moldaves. Dans la déclaration de constitution du Front populaire, on peut lire : *Le nom historique de notre peuple, que nous avons porté depuis des siècles - un droit dont les chroniques et les manuscrits, les documents historiques des périodes moderne et contemporaine, et les classiques du marxisme-léninisme témoignent - est roumain et notre langue s'appelle la langue roumaine*[523].

---

[519] Mark R. Beissinger, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambrige, Cambridge University Press, 2002, p.125.
[520] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.95
[521] *Idem,* p.99-100.
[522] Luke March, «The Moldovans Communists; From Leninism to Democracy? » in *Eurojournal.org*, 2005. [http://eurojournal.org/files/05.09PCRM.pdf] , consulté le 12 septembre 2020.
[523] Document final de la Grande Assemblée Nationale in King, *Politique panroumaine et identité moldave.*

Ces prises de position entraînent la scission du mouvement entre panroumains et partisans d'une Moldavie indépendante, entre anti-communistes et communistes réformateurs[524]. En obligeant les politiciens moldaves à prendre position pour ou contre l'unification avec la Roumanie, le Front exprime une option claire mais réduit le nombre des soutiens de l'organisation. Le vaste réseau de petits groupes locaux qui lui avait permis de s'organiser si efficacement en 1989 se réduit une fois que l'unification avec la Roumanie se révèle être son objectif final[525].

La libération de la parole autorisée par la perestroïka dans les années 80 a initialement porté sur les réformes à apporter au système soviétique mais elle a rapidement débouché sur une contestation de l'histoire officielle et sur l'expression dans l'espace public de blessures et de souvenirs longtemps refoulés. Ce jaillissement d'une mémoire douloureuse n'a pas été interprété par tous de la même façon et c'est sur la base de ce fractionnement qui recoupe souvent les différences ethniques, linguistiques, culturelles ou générationnelles que se sont formés les partis politiques.

Ces sentiments ont pu être sincères mais ils détenaient un énorme potentiel de division et étaient aisément manipulables. Plus préoccupées d'assurer leur continuité au pouvoir que de rechercher une hypothétique «vérité historique» les élites issus de l'ancien régime ont vite saisi ce potentiel et ne cessent d'y avoir recours jusqu'à aujourd'hui en s'adaptant à ce que Georges Mink qualifie de «marché mémoriel»[526].

[524] *Idem.*

[525] *Ibidem.*

[526] Laure Neumayer et Georges Mink, « Europe : vision commune et conflits mémoriels » in *Savoir/Agir,* n° 7, volume 1, p.77-93.

II. LA MOLDAVIE INDÉPENDANTE

Dans cette partie, nous proposons un rapide parcours de la vie politique de la Moldavie indépendante que nous avons divisé en en trois grandes périodes d'environ dix ans et qui correspondent chacune à une étape distincte dans le processus de transformation du pays ; la période de post-indépendance, la « restauration » néo-communiste et la « décennie européenne » sur laquelle nous nous attardons plus longuement. Rapide et incomplet, ce parcours nous permet néanmoins d'aborder la dynamique de création des partis politiques, les étapes de l'affirmation de l'Etat et les transformations de la société moldave. Il nous permet également de présenter les violents soubresauts qui l'ont métamorphosée et le contexte interne et international dans lequel ils se sont déroulés.

1. Le risque de la fragmentation ethnique

A son indépendance, la Moldavie accorde la citoyenneté moldave à tous ceux qui vivent sur le territoire de la république, sur les 4 335 360 citoyens recensés en 1989 environ 40% de la population n'est pas ethniquement moldave. Malgré la largesse de cette décision, l'indépendance de la Moldavie est marquée par une montée des tensions intercommunautaires et inter-régionales[527]. En cette année 1991 qui voit la disparition d'une des deux grandes puissances de l'après-guerre, le courant unioniste domine le débat public et intellectuel en Moldavie, pour ses représentants, l'indépendance est envisagée comme un état transitoire avant une unification avec la Roumanie[528]. Cette perspective est pourtant loin d'être partagée par l'ensemble de la population, elle suscite notamment un fort rejet parmi les minorités nationales dont les membres craignent de se retrouver étrangers dans leur propre pays et développent un discours de défense contre la majorité[529]. Au Sud, les Gagaouzes réclament leur autonomie et refusent l'autorité du nouveau pouvoir central, à l'Est, la région de Transnistrie est le théâtre du soulèvement des élites économiques et industrielles locales, les habitants y réaffirment à une large majorité leur attachement à l'URSS, faisant resurgir des blessures anciennes. Dans une société en plein bouleversement, des possibilités inespérées pour une nouvelle génération d'entrepreneurs identitaires apparaissent ; le soulèvement gagaouze va trouver une résolution rapide mais le conflit avec la Transnistrie fracture le territoire moldave et met immédiatement la jeune république au cœur d'enjeux géopolitiques qui la dépassent. Les tensions y aboutissent à un conflit violent ; les séparatistes, appuyés par la Russie, remporteront cette courte guerre qui débouche sur la création d'un quasi-Etat[530]. (Voir annexe 13 : Composition et répartition ethnique de la population en 1989).

---

[527] Petru Negură, «The Republic of Moldova's Transition» in *Romanian Political Science Review*, n°4 volume 16, Bucarest, 2016, p.541.

[528] Andrei Panici, «Romanian Nationalism in the Republic of Moldova» in *The Global Review of Ethnopolitics*, n° 2, volume 2, 2003, p.37-51.

[529] La notion de « nationalisme réactif » explique cet engrenage; Jeff Chinn et Steven.D.Roper, «Ethnic Mobilisation and Reactive Nationalism: The Case of Moldova» in *Nationalities Papers* n° 23, volume 2, 1995, p.291–325.

[530] Pal Kolsto et Andrei Malgin, «The Transnistrian Republic: A Case of Politicized Regionalism» in *Nationalities Papers*, nº 1, volume 6, 1998, p.103-127.

1.2. La Gagaouzie

Après avoir annexé la partie orientale de la Moldavie en 1812, l'empire de Russie procéda à un échange de population avec l'Empire ottoman. La population tatare musulmane du Boudjak[531], située au sud du territoire conquis, fût déplacée vers la région ottomane voisine, la Dobroudja[532]. En échange, les Gagaouzes, des Turcs chrétiens orthodoxes

mais également des Bulgares de Dobroudja furent invités à s'établir dans la région du Boudjak[533]. Ces nouveaux habitants gardèrent un fort attachement à la Russie, perçue comme une puissance protectrice. Le sud de la Bessarabie fût ainsi une des régions les plus rétives à l'administration roumaine de l'entre-deux guerres[534].

En 1990, la population gagaouze et la minorité bulgare comptaient environ 160 000 habitants essentiellement regroupés sur une quinzaine de communes du sud de la RSMM. En août 1991, alors que la république de Moldavie proclame son indépendance, l'assemblée des soviets ruraux gagaouzes proclame celle de la Gagaouzie et porte à sa tête, Stefan Topal, un ingénieur membre du Parti communiste moldave. La tension avec les autorités centrales est vive à la suite de cette proclamation unilatérale mais la Gagaouzie ne représentait pas un enjeu économique important en dehors de la production de tabac. La Constitution de 1994 entérinera son statut d'autonomie au sein de la république de Moldavie. La ville de Comrat devient la capitale de la région autonome, les Gagaouzes disposent de leur propre Parlement et de leur propre gouvernement dirigé par un *bashkan,* membre de droit du gouvernement de la Moldavie[535]. La réaction de la majorité des habitants de Transnistrie aura un tout autre impact sur le devenir du nouvel Etat.

1.3. Le conflit transnistrien

En mars 1991, la population transnistrienne exprime par référendum son attachement à l'URSS, la déclaration d'indépendance de la Moldavie entraîne le 2 septembre à Tiraspol la proclamation d'une « République Moldave du Dniestr» sous la présidence d'Igor Smirnov. Le 3 septembre, Mircea Snegur décrète la création d'une armée moldave ayant pour objectif

---

[531] Le Boudjak, également orthographié Budjak ou Bugeac est une région littorale de la mer Noire, située entre le delta du Danube et l'embouchure du Dniestr. Partie méridionale de la Moldavie médiévale puis du gouvernorat russe de Bessarabie, elle appartient aujourd'hui à l'Ukraine.

[532] Région côtière aujourd'hui partagée entre la Roumanie et la Bulgarie.

[533] Sylvie Gangloff, « L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie » in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n° 23, 1997, [http://journals.openedition.org/cemoti/121], consulté le 30 août 2020.

[534] *Idem.*

[535] *Ibidem.*

« d'assurer la défense de la souveraineté de la République et son intégrité territoriale ». Un second décret exige de Moscou le retrait de la XIVe armée soviétique basée à Chișinău[536]. Les 14 000 soldats de la XIVe armée quittent leurs bases en quelques jours emportant tout leur équipement et se regroupent sur l'autre rive du fleuve. Dans le même temps, le Soviet Suprême de Transnistrie crée une « garde républicaine » qui en quelques mois compte près de 9000 volontaires, certains venus de Russie ou d'Ukraine[537]. De son côté, le gouvernement moldave réorganise une force armée à laquelle se joignent de nombreux volontaires, le plus souvent militants du Front Populaire. En Roumanie, politiciens et intellectuels nationalistes, souvent d'anciens proches du régime Ceaușescu en quête d'une nouvelle légitimité[538], prennent fait et cause pour les combattants moldaves, plus prudent, le gouvernement de Bucarest se contente d'envoyer quelques conseillers militaires sur place[539].

Au début de l'année 1992, échauffourées et tentatives de négociations alternent. Le 28 mars, Snegur déclare l'état d'urgence sur la partie du territoire située à l'est du Dniestr et dans la ville de Tighina située sur la rive occidentale du fleuve, adresse un ultimatum aux milices locales et ordonne leur désarmement. Les autorités moldaves spéculent sur les négociations en cours entre les pays de la CEI sur la répartition des équipements militaires soviétiques entre les anciennes républiques, pendant ces négociations complexes, l'Ukraine empêche la circulation de troupes sur son territoire ce qui bloque a priori l'arrivée de renforts potentiels. Le premier avril, à la fin de l'ultimatum, les troupes moldaves tentent de rétablir leur autorité à Tighina, c'est un échec mais cette tentative donne une occasion à la Russie de forcer les négociations sur les troupes de la CEI. Le président Eltsine invoquant le risque de violences dans la région décide de placer la XIVe armée soviétique sous juridiction russe ce qui lui permet d'en prendre légalement le contrôle[540]. Du 17 au 23 mai, les troupes moldaves attaquent la région de Dubăsari, elles se confrontent pour la première fois directement avec la XIVe armée et sont repoussées[541], le 8 juin, le gouvernement Muravschi démissionne. Une commission mixte de

---

[536] Octavian Rusu, « 25 de ani de la razboiul de pe Nistru. Greselile Chișinăului de la inceputul conflictului transnistrian » in *Platzforma*, Chișinău, 2017, [http://www.platzforma.md/arhive/36287], consulté le 20 septembre 2020.

[537] *Idem.*

[538] C'est notamment le cas du poète Adrian Paunescu. Voir Laurentiu Ungureanu, « Adrian Paunescu, iluzionistul » in *Historia*, 2016, [https://www.historia.ro/sectiune/portret/articol/apostolii-epocii-de-aur-episodul-28-adrian-paunescu-iluzionistul-as-fi-fost-curios-sa-stiu-totusi-ce-iarba-va-rasari-in-timp-pe-mormantul-meu] , consulté le 20 septembre 2020.

[539] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *Un Etat en quête de nation, la République de Moldavie*, Paris, Non Lieu, 2010, p.55.

[540] Rusu, *op.cit.*

[541] *Idem.*

« concorde nationale » est désignée pour redéfinir le statut juridique de la Transnistrie au sein de la république de Moldavie, pendant les négociations des affrontements éclatent à Tighina le 20 juin. En réaction, les troupes moldaves occupent la ville, l'armée russe réplique par un bombardement massif, d'autres combats éclatent tout le long du fleuve, les Moldaves sont repoussés et subissent des pertes importantes[542].

Fin juin, Mircea Snegur rencontre Boris Eltsine à Moscou, les deux hommes signent une « convention sur les principes de résolution pacifique du conflit armée de la région du Dniestr en république de Moldavie »[543]. Dans cet accord, la Russie ne reconnaît pas l'indépendance de la Transnistrie mais elle défend l'idée d'un statut d'autonomie pour la région dans le cadre de la république de Moldavie sous le nom d'« unité territoriale autonome de la rive gauche du Dniestr » (UTAN) ainsi qu'un droit à l'auto-détermination. Elle demande également la mise en place d'un gouvernement de « conciliation » en Moldavie[544]. Andrei Sangheli, un homme au parcours similaire à celui de Mircea Snegur, est nommé Premier ministre le 2 juillet. Sur le terrain, les exigences russes sont appuyées par une violente riposte montrant que la Transnistrie et la Russie sont disposées à imposer les conditions du traité par la force[545]. Le 29 juillet, un accord de cessez-le-feu est signé entre la Moldavie et la Russie[546], il prévoit le déploiement d'une force trilatérale de maintien de la paix (russe, transnistrienne et moldave) le long du fleuve. Cette situation provisoire perdurera pour devenir un des conflits gelés de l'espace ex-soviétique. La République moldave de Transnistrie fonctionne aujourd'hui comme un État de facto, non-reconnu, mais disposant de la plupart de ses attributs[547]. Les combats auront fait, selon les estimations, entre 500 et 1000 victimes et le conflit transnistrien a donné lieu à de multiples interprétations. Il a initialement été présenté comme un conflit ethnique parfois qualifié de « guerre civile » ; cette perception est discutable, les combats sont restés limités tant d'un point de vue territorial que dans l'implication de la population[548]. Par ailleurs, la

[542] *Ibidem.*
[543] *Ibid.*
[544] *Ibid.*
[545]Bataille de la forêt de Gerbovetskii les 2 et 3 juillet 1992.
[546] Les «autorités» de Tiraspol n'apparaissent pas dans cet accord.
[547] Thomas Merle, « Les États non reconnus de l'ex-URSS, des « conflits gelés » oubliés aux marges de l'Europe » in *Les Champs de Mars*, n°1, 2018, p. 125-137.
[548] Dans un entretien accordé en février 2020 à *Radio Europa Libera Moldova*, la station moldave de *Radio Free Europe*, l'analyste Igor Boţan analyse ces interprétations et leurs répercussions dans le débat public, [https://moldova.europalibera.org/a/igor-bo%C8%9Ban-opinia-public.html], consulté le 17 septembre 2020.

population de la Transnistrie n'est pas exclusivement russophone et la XIVe armée comptait dans ses rangs des soldats moldaves[549].

La dimension géopolitique du conflit est toutefois incontestable ; en soutenant la Transnistrie et en garantissant son existence, la Russie crée une situation qui lui permet de garder un puissant instrument de contrôle sur la politique moldave[550]. Le conflit s'explique également par la volonté d'une construction étatique portée par des élites locales à un moment où l'effondrement de tout un système ouvrait des opportunités uniques à tous les aventuriers politiques. Igor Smirnov, au service de ses ambitions personnelles et relais de l'influence russe en fournit le parfait exemple[551].

Le conflit transnistrien accompagne et accélère un tournant politique majeur en Moldavie : Par bien des aspects, la période qui précède l'indépendance ressemble, sous l'impulsion du Front Populaire, à la préparation d'une future union avec la Roumanie. Les premiers mois de l'indépendance sont marqués par une tension croissante entre les minorités nationales et les deux courants du mouvement de « réveil national », le courant unioniste et un courant indépendantiste représenté par le Parti Démocrate Agrarien de Moldavie[552]. Le PDAM est dirigé par Dumitru Moţpan mais c'est Mircea Snegur qui en est la figure principale[553]. Face à la montée en puissance du mouvement agrarien, le Front Populaire Moldave (FPM) se réunit en congrès en février 1992 pour se transformer officiellement en parti politique ; le Front populaire chrétien démocrate (FPCD) qui réaffirme l'objectif principal du FPM, la réintégration à l'État roumain unitaire[554]. La fin du conflit, acmé des tensions identitaires, va entraîner une rupture nette entre ces deux courants et marquer la fin d'un cycle politique[555].

---

[549] Rusu, *op.cit.*

[550] Andrei Devyatkov, «Russian Policy Toward Transnistria» in *Problems of Post-Communism*, n°59, volume 3, 2012.

[551] Charles King, «Eurasia Letter: Moldova with a Russian Face» in *Foreign Policy*, n° 97, 1994.

[552] Snejana Druţa-Sulima, *La construction du système électoral en République de Moldavie*, Paris, LGDJ, 2011, p.164.

[553] Dorin Cimpoeşu, *Regimul post-totalitar din Republica Moldova (1990-2012), Targoviste,* Editions Cetatea de Scaun, 2012, p.36-40.

[554] Druţa-Sulima, *op.cit.*, p.125.

[555] Cazacu et Trifon, *op.cit*. p.81.

L'issue de cet affrontement va en effet permettre aux modérés de renforcer leur influence et de s'affirmer comme la voix d'une majorité restée silencieuse, cette majorité est largement rurale et elle est attachée à son identité moldave[556].

2. La prise de pouvoir des agrariens

Les agrariens sont issus de l'élite locale apparue dans les années 70-80, nés dans les années d'après-guerre en Bessarabie[557], ce sont le plus souvent des cadres du complexe agro-industriel parvenus à des postes de responsabilité au sein du Parti communiste[558]. Les « barons verts »[559] sont donc des personnalités bien installées pour lesquelles la Moldavie ne devait devenir ni « une province, ni une *guberniia* d'un autre pays »[560]. Le Parti agrarien attire les députés de nombreux petits mouvements politiques et s'impose comme la principale force politique du Parlement[561]. Dès lors, le parti suit une stratégie de réduction des tensions ethniques, dénonce les extrêmes et propose « l'élaboration d'une stratégie de développement de l'agriculture de la République de Moldavie dont l'objectif doit être d'assurer la nourriture nécessaire à l'ensemble de la population »[562]. En parallèle, la radicalité du nouveau dirigeant du FPCD, Iurie Roşca, entraîne la fragmentation du mouvement unioniste[563] : Certains parlementaires du Front Populaire rejoignent d'autres formations, Mircea Druc part en Roumanie tandis que certains des membres du Front Populaire parmi les plus respectés fondent un nouveau parti, le Congrès des intellectuels[564]. En 1993, la ratification de l'adhésion de la Moldavie à la Communauté des Etats Indépendants donne lieu à un long et virulent débat entre députés agrariens et unionistes qui considèrent cette adhésion comme un choix entre l'*ouest* et l'*est*[565]. En l'absence d'accord, le Parlement est dissous et des élections législatives sont

---

556 Un sondage de 1992 tend à montrer que 10% des habitants de la Moldavie souhaitaient une union avec la Moldavie et que 87 % se déclaraient comme moldaves et non roumains. Voir Julien Danero-Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2014, p.96.

557 Nous utilisons ici ce terme pour exclure la Transnistrie.

558 *Idem*, p.94.

559 Nous reprenons ici l'expression utilisée par Matei Cazacu dans *Un Etat en quête de nation*, *op.cit*. p 379.

560 Charles King, « Politique panroumaine et identité moldave » in *Balkanologie*, n° 1, 1997, [http://journals.openedition.org/balkanologie/195], consulté le 23 septembre 2019.

561 Igor Munteanu, *Political Parties Legislation in Moldova*, Chişinău, IDIIS/OSCE, 2010, [https://www.legislationline.org/download/action/download/id/3379/file/Moldova_Political_Parties_Legislation_2010_en.pdf] , consulté le 13 septembre 2020.

562 Article 1 et 2 du programme du Parti démocrate agrarien, adopté lors de sa création, Danero-Iglesias, *loc.cit.*

563 La personnalité et les objectifs réels de Iurie Roşca sont régulièrement interrogés. Pour de nombreux observateurs, par sa virulence, Roşca aurait sciemment discrédité l'unionisme et œuvré contre la Roumanie. Cimpoeşu. *op.cit*., p.37.

564 Druţa-Sulima, *op.cit*., p.167. Le Congrès deviendra rapidement « Bloc des paysans et des intellectuels ».

565 *Idem.*

convoquées[566]. Ce conflit entérine le paysage politique moldave : les positionnements n'ont le plus souvent aucune base idéologique, ils sont ethniques et identitaires. A droite, les partis « pro-roumains », à gauche, les partis « pro-russes » et au centre, les « modérés » qui prônent une identification à la Moldavie par une nouvelle forme de « moldovénisme »[567], supposé être consensuel, le moldovénisme est de fait l'instrument d'une politique nationalisante »[568].

A la veille des élections législatives, Mircea Snegur organise en février 1994, un Congrès nommé *Casa noastra-Republica Moldova* (Notre maison-La république de Moldavie). Snegur y dénonce la « dérive pro-roumaine » de ses adversaires et défend la « continuité historique du projet national moldave et la légitimité et le droit d'être un Etat et de porter le nom de peuple moldave »[569]. La dimension « moldovéniste » du projet agrarien est réaffirmée, *Casa noastra* pose de façon claire les bases d'une idéologie officielle de l'Etat moldave[570], un deuxième cycle de l'histoire de la Moldavie indépendante commence, celui d'un état « nationalisant »[571]. Le PDAM s'impose dans ces élections avec plus de 43% des voix et domine très largement au sein de l'électorat rural et des petites villes. Il devance l'alliance « Interfront » composée du Parti socialiste et d'Edinstvo qui recueille 22% des voix en captant les voix des minorités nationales[572]. Les partis unionistes, divisés, se partagent le reste des suffrages avec 9% pour le Bloc des paysans et intellectuels et 7,5 % pour le Front populaire chrétien démocrate. Leur socle de soutien est lui aussi clairement délimité, l'intelligentsia roumanophone peu ou non intégrée dans les structures de pouvoir de l'ancien régime. Ces élections sont également marquées par le très faible nombre de votants en Transnistrie qui confirme la scission politique entre les deux rives du Dniestr[573]. Andrei Sangheli est confirmé à son poste de Premier ministre. Le gouvernement est soutenu par une majorité constituée par les députés agrariens et par ceux du mouvement *Interfront* rejetant ainsi les partis pro-roumains dans l'opposition. Petru Lucinschi devient président du Parlement[574]. Dans la foulée de cette victoire, Mircea Snegur

---

566 *Ibidem.,* p.370.

567 Cristina Guragata, « Le discours politique nationaliste et son rôle dans la formation des partis politiques de Moldavie après 1991 » in Jean-Michel de Waele et Cristina Guragata (dir) *La Moldavie, un cas exemplaire des difficultés de la transition post-soviétique*, Bruxelles, Presses de l'ULB, 2005, p.91-109.

568 Danero-Iglesias, *op.cit.,* p.122.

569 Sergiu Musteaţa, «Dilemele republicii Moldova» in *Archiva Moldaviae IV*, Iaşi, Romanian Society for Historicals Studies, 2012, p.109.

570 Charles King, *Moldovans, Cultural Politics between Romania and Russia*, Stanford, Hoover Press, 1999, p.160.

571 Danero-Iglesias, *op.cit*., p.92.

572 Cimpoeşu, *op.cit.*, p.43-46.

573 *Idem.*

574 *Ibidem.*

organise un référendum sur l'indépendance de la République de Moldavie le 6 mars 1994[575]. A la question *« Souhaitez-vous que la Moldavie se développe comme un État indépendant et souverain dans les frontières reconnues par les Nations Unies, qu'elle développe des relations bilatérales mutuellement bénéfiques avec tous les pays, qu'elle applique une politique de neutralité et qu'elle garantisse des droits égaux à tous les citoyens?»* 95% des votants répondent par l'affirmative[576]. Au vu des résultats, Snegur déclare *toutes les spéculations quant à l'intention d'une fusion avec la Roumanie ont été liquidées*[577]. En juillet, une nouvelle Constitution est adoptée. L'hymne national devient *Limba noastra* (notre langue) et remplace l'hymne roumain utilisé depuis l'indépendance, la langue nationale est officiellement appelée « langue moldave »[578]. La Constitution accorde également le statut de région autonome à la Gagaouzie. (Voir annexe 14 : La république de Moldavie et ses « autonomies » territoriales de Gagaouzie (UTAG) et de Transnsitrie (UTAN).

3. Une indépendance sous influences

La déclaration d'indépendance de la Moldavie a ravivé immédiatement l'ancienne lutte d'influence sur la région entre la Roumanie et la Russie. Indifféremment des débats identitaires qui déchirent l'opinion publique, les nouveaux gouvernants sont vite confrontés aux limites de la souveraineté de la nouvelle république.

3.1. La Moldavie et la Russie, gérer l'héritage soviétique

Il est difficile aujourd'hui de concevoir l'état de confusion qui règne au sein de l'espace ex-soviétique au début des années 90. Cette perte de contrôle s'explique par l'effondrement brutal de la chute du régime et par la disparition du parti unique qui régentait tous les aspects de la vie[579]. Dans les derniers mois de 1991, l'inévitable disparition de l'Union Soviétique impose une redéfinition des relations entre les nouveaux Etats qui en sont issus. Le 8 décembre, l'accord de Minsk entre la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine signe la création de la

[575] L'organisation de ce référendum est contestée par ses opposants pour deux raisons. La première est que cette opération était officiellement désignée comme un « sondage sociologique » intitulé *conseil avec le peuple,* la seconde est que la question posée demandait une seule réponse à plusieurs problèmes distincts, « un referendum contestat » in *Timpul*, 2012, [https://www.timpul.md/articol/un-referendum-contestat---la-sfat-cu-poporul-32060.html], consulté le 12 septembre 2020.
[576] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.371.
[577] *Idem*.
[578] *Ibidem.,* p.372.
[579] Pascal Marchand, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, p.40.

Communauté des Etats Indépendants (CEI). L'objectif de cette organisation inter-gouvernementale est de maintenir et de réorganiser les liens économiques, culturels et politiques qui lient étroitement les pays de l'ancienne Union souvent depuis l'époque impériale. Le 21 décembre, la Moldavie, les cinq républiques d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan et l'Arménie signent la déclaration d'Alma-Ata et rejoignent la CEI, l'URSS disparaît officiellement le 26 décembre. Dans les faits, outre les gigantesques difficultés internes à la Russie, Moscou doit continuer à gérer directement de nombreux problèmes sur l'ensemble du territoire ex-soviétique : La politique monétaire de la zone rouble, la sécurité militaire avec des forces armées aux statuts incertains éparpillées sur tout le territoire de l'ancienne Union ou encore le problème des citoyens russes vivant désormais hors du territoire de la fédération de Russie[580].

La CEI se voulait être une arène de coopération pacifique entre les nouveaux Etats mais elle s'avérera un huis-clos où se renégocient les liens de dépendance entre l'ancienne métropole et les nouvelles républiques. La fragilité politique des nouvelles républiques, les ambitions de potentats locaux seront parfois utilisées par la Russie pour renforcer ces liens[581], le conflit transnistrien est un exemple parmi d'autres de la transposition de ces rapports de force sur le terrain et de leurs conséquences sur les populations. En devenant garante du régime de Tiraspol, la Russie prend la charge d'un territoire qui dépend entièrement d'elle mais la sécession de la Transnistrie rend impossible une éventuelle union à la Roumanie et renforce la dépendance économique de Chișinău à l'égard de Moscou[582]. Sans la Transnistrie, la Moldavie se retrouve privée d'une grande partie de son potentiel industriel et perd le contrôle sur son alimentation en gaz et en électricité, les principaux moyens de production et de distribution de l'énergie se trouvant sur la rive orientale du Dniestr[583]. Diplomatiquement enfin, l'imbroglio juridique et militaire provoqué par l'instauration de ce quasi-Etat fragilise la jeune nation sur la scène internationale[584]. L'intégration de la Moldavie à la Communauté des États Indépendants est ratifiée en avril 1994 mais l'association exclut toute coopération militaire[585].

---

[580] David Teurtrie, *Les enjeux de souveraineté entre la Russie et son étranger proche*. Thèse de doctorat, Université de Caen, décembre 2007, p.89.
[581] *Idem*, p.90-91.
[582] Devyatkov, *op.cit.*
[583] Xavier Follebouckt, *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2013, p.116-120.
[584] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.363.
[585]Les coopérations militaires et de sécurité notamment en sont exclues.

3.2. La Moldavie et la Roumanie

En 1991, le gouvernement roumain reconnaît presque immédiatement l'indépendance de la Moldavie par une déclaration qui laisse ouverte la possibilité d'une unification :

La proclamation d'un Etat roumain indépendant sur le territoire annexé par la force après les négociations secrètes du pacte Ribbentrop-Molotov représente un pas décisif pour la réparation par des moyens pacifiques des conséquences néfastes de ce pacte dirigé contre les droits et les intérêts du peuple roumain.

En quelques mois, la Roumanie permet aux citoyens moldaves l'accès sans visa à son territoire, met en place un système de bourses pour les étudiants et organise des dons de livres pour les bibliothèques et le système éducatif de Moldavie. Au-delà des déclarations officielles de fraternité, le problème transnistrien et l'hostilité de la Russie font craindre au gouvernement de Bucarest les conséquences d'une réunification précipitée[586], les pays européens se montrent par ailleurs défavorables à toute remise en cause des frontières issues du traité de Paris, une résolution en faveur de l'unification des deux pays est proposée en 1991 au Congrès américain mais ne sera jamais approuvée[587]. Quand en 1994, la population moldave exprime sa volonté d'indépendance, la Roumanie déplore officiellement ce choix mais s'en accommode, Ion Iliescu déclarant que les relations avec la Moldavie restaient « chaleureuses »[588]. La doctrine dite des « Deux États » s'impose, elle consiste à considérer que Moldaves et Roumains forment une entité ethnique uniforme mais que les aléas de l'Histoire ont fait en sorte que cette Nation soit répartie sur deux États distincts[589].

Les premiers signes de refroidissement apparaissent néanmoins. A Chișinău, le Premier ministre Muravschi multiplie les déclarations peu amènes envers Bucarest et Dumitru Moțpan va jusqu'à évoquer l'idée d'une réintégration de la partie moldave de la Roumanie pour réaffirmer la ligne purement moldovéniste du parti agrarien[590]. Au sein des populations également, les ponts de fleurs fanent. Dans un pays en proie à de graves difficultés, les citoyens

---

[586] La Roumanie était alors elle-même en proie à des tensions ethniques avec sa forte minorité hongroise suite aux émeutes de Tirgu-Mures de 1990.

[587] Sénateur Larry Pressler, Résolution 148, «Resolution to express the sense of the Senate that the United States should support the right to self-determination of the people of the Republic of Moldavia and northern Bucovina», Sénat des Etats-Unis d'Amérique, 1991, 102e congrès, [https://www.congress.gov/bill/102nd-congress/senate-resolution/148], consulté le 12 septembre 2020.

[588] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.53.

[589] *Idem.*, p.119.

[590] *Ibidem*., p.372.

moldaves sont souvent accusés de gagner de l'argent facilement par de petits trafics transfrontaliers, les étudiants qui bénéficient d'une bourse d'un montant nettement supérieur à leurs collègues roumains font parfois l'objet d'un certain ressentiment[591]. En outre, les habitudes et les références culturelles des uns et des autres s'avèrent bien différentes ; de nombreux Roumains commencent à considérer les nouveaux venus comme irrémédiablement «russifiés», maîtrisant mal la langue et se comportant différemment en société[592]. De leur côté, les Moldaves vivent mal cette condescendance, ex-citoyens d'une superpuissance, beaucoup éprouvent finalement des difficultés à reconnaître comme leur mère-patrie ce qu'ils perçoivent comme un petit pays, pauvre et désorganisé[593].

3.3. Sortir du duel roumano-russe

L'isolement international, l'enclavement géographique et l'absence d'expérience diplomatique sont autant de difficultés fréquemment rencontrées par les nouvelles républiques issues de l'URSS. Le développement de relations internationales constitue dès lors une étape majeure pour passer d'une indépendance *de facto* à une indépendance *de jure*[594].

L'indépendance de la Moldavie en août 1991 n'est pas reconnue internationalement, elle ne le sera que quelques mois plus tard avec la disparition de l'Union Soviétique. La Moldavie intègre les Nations Unies en 1992, la même année, dans le contexte du conflit transnistrien, elle se rapproche du forum de dialogue initié par l'OTAN pour les anciens membres du pacte de Varsovie, le Conseil de Coopération Nord-Atlantique. Toutefois, la Constitution votée deux ans plus tard affirmera la neutralité du pays excluant ainsi un rapprochement avec les structures de l'OTAN[595]. Après le conflit transnistrien et alors que s'éloigne l'hypothèse d'une union avec la Roumanie, le pays cherche à se détacher de l'opposition russo-roumaine. Entre 1993 et 1995, le gouvernement moldave mène une campagne active de diversification de ses relations en inaugurant des relations diplomatiques avec des pays du monde entier[596]. La Moldavie intègre

---

[591] Petru Negură, « *Studium post negotium » La première génération d'étudiants de Bessarabie (République de Moldavie) en Roumanie (1990-1991): redéfinitions identitaires, stratégies de survie, tentatives de profit* in *Martor*, n° 17, 2012, Bucarest, p.69-80.

[592] Dans nombre d'universités les étudiants moldaves sont obligés de suivre des cours de roumain pour étrangers aux côtés d'étudiants du monde entier.

[593] Negură, *idem.*

[594] Teurtrie, *op.cit.,* p.90.

[595] Ariane Bachelet**,** Laura-Jane Duquesney et Thomas Merle, « Conflits de souveraineté et frontières contestées» in *Post-Soviet Societies*, n°18, 2017, [http://journals.openedition.org/pipss/4303], consulté le 12 septembre 2020.

[596] Cimpoeşu, *op.cit*., p.39-40.

le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe, l'Organisation Internationale de la Francophonie. Elle devient également membre du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale ou de la Banque Européenne pour la Coopération et le Développement[597]. Cette ouverture vers les grandes institutions internationales est perçue par la Moldavie comme dans les autres républiques ex-soviétiques comme une acceptation dans le « monde civilisé »[598].

4. Le choc de la transition

La question identitaire divise, redéfinit et crée les élites politiques de Chișinău dès la fin des années 80 mais la priorité pour la majorité de la population est l'accès à une vie démocratique et prospère. La question de la transformation économique s'impose donc à tous les gouvernements. En mai 1990, le gouvernement moldave envisage un passage complet à l'économie libérale de marché en six ans et adopte une « stratégie de transition à l'économie de marché » s'appuyant sur trois objectifs majeurs: la libéralisation, la privatisation et la stabilisation macro-économique[599]. La transition vers la démocratie et l'économie de marché est alors envisagée comme rapide et harmonieuse et on espère qu'avec le soutien des pays occidentaux, la Moldavie rattrapera son « retard »[600]. Dans tout l'ancien camp socialiste, la transition est perçue comme une étape nécessaire vers une transformation logique, un destin irréversible[601]. Dans les faits, les bouleversements économiques et sociaux vont entraîner une tragédie économique dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui[602]. Dès les premiers mois de l'indépendance, la relance de l'économie moldave fait l'objet de débat entre partisans du gradualisme et ceux d'une thérapie de choc[603]. La thérapie de choc consiste en un ensemble de mesures prises en même temps pour transformer radicalement le système économique et empêcher toute possibilité de retour en arrière. Cette approche est alors largement envisagée pour permettre aux pays de l'ancien bloc socialiste de réussir leur

---

[597] *Idem*

[598] Teurtrie, *op.cit*., p.97.

[599] Dorina Roşca, « L'économie mixte de transition moldave » in *Le Grand Tournant de la société moldave : «Intellectuels » et capital social dans la transformation post-socialiste,* Paris, Presses de l'Inalco, 2019, [http://books.openedition.org/pressesinalco/19849], consulté le 14 septembre 2020.

[600] Tomasz Zaricky, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe, Londres, Routledge, 2014, p.10-12.*

[601] *Idem.*

[602] Negură, *The Republic of Moldova's Transition*, p.555-560.

[603] Le terme « thérapie de choc » désigne un ensemble de mesures visant à libéraliser très fortement l'économie testée pour la première au Chili en 1975. Ses détracteurs y voient l'application d'une doctrine qualifiée de néolibérale aux conséquences humaines et sociales très négatives, l'essai polémique de Naomi Klein « La stratégie du choc » en est une célèbre description et mise en accusation.

transformation économique. La Pologne est alors le terrain d'expérimentation le plus complet, son plan de transformation économique dit « plan Balcerowicz » est donné comme modèle aux gouvernements de la région[604]. Dans l'ex-URSS et notamment en Russie sous l'impulsion d'Igor Gaïdar, c'est la voie de la thérapie de choc qui est choisie. En échange d'une aide financière et technique des institutions financières internationales, les gouvernements sont incités à abandonner l'économie planifiée et à libéraliser très rapidement l'ensemble de l'économie. Ces choix auront des conséquences majeures sur le plan social et politique, ils précipitent la grande majorité de la population dans la pauvreté tout en faisant émerger des fortunes construites sur la captation des biens cédés par les Etats[605].

4.1. Le grand plongeon économique

L'abandon de l'économie planifiée s'avère très difficile ; l'économie du pays est peu diversifiée et était essentiellement destinée à fournir le marché intérieur de l'URSS en produits agricoles, le poids de ce seul secteur représentait alors 60% du PIB[606]. La Moldavie se retrouve donc dépendante d'anciens partenaires, tous très affaiblis[607]. En outre, ces difficultés sont aggravées par la sécession de la Transnistrie qui prive la nouvelle république de l'essentiel de son potentiel industriel. La Transnistrie représentait en 1991, 36 % de la production industrielle, 87% de la production électrique et 24% du PIB de la RSSM[608]. Le pays commence sa transformation économique sans dette extérieure, la totalité de la dette de l'URSS étant assumée par la Russie mais il n'a aucune réserve financière pour garantir sa crédibilité. La Moldavie est encouragée à emprunter auprès du FMI et de la Banque Mondiale, elle obtient des taux intéressants en contrepartie d'un engagement pour la libéralisation de l'économie[609]. En janvier 1992, le gouvernement moldave libéralise les prix, l'inflation explose et atteint le chiffre de 2198%[610]. Pour stopper cette phase d'hyperinflation, le gouvernement engage avec

---

[604] Jérôme Sgard, *Europe de l'Est, la transition économique*, Paris, Flammarion, 1997, p.126-127.

[605] L'économiste américain, Jeffrey Sachs, conseiller des Premiers ministres, Yegor Gaïdar puis Victor Tchernomyrdine est fréquemment accusé d'avoir joué un rôle majeur dans la catastrophe sociale provoquée par la thérapie de choc en Russie. Dans un témoignage intitulé « What I did in Russia » publié sur son site personnel, il décrit son expérience et dénonce l'extrême dogmatisme et l'idéologie du FMI au début des années 90, [https://static1.squarespace.com/static/5d59c0bdfff8290001f869d1/t/5ed7d8e248deea6dbee5d577/1591204091062/Sachs+%282012%29_What+I+did+in+Russia.pdf], consulté le 14 septembre 2020.

[606] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.388.

[607] *Idem.*

[608] *Ibidem.*

[609] Negură, *The Republic of Moldova's Transition,* p.549-551.

[610] *Idem.*

le soutien du FMI un programme de stabilisation dont la première mesure est l'instauration d'une nouvelle monnaie nationale, le leu, en remplacement des *coupons* qui avaient assurés la transition avec le rouble soviétique[611]. Cette nouvelle monnaie s'impose comme une valeur stable mais les économies des petits épargnants sont anéanties[612]. En 1993, le gouvernement privatise le parc immobilier, la privatisation quasi-gratuite des logements permet à une immense majorité de devenir propriétaire de son logement même si de nombreuses fraudes ont touché les personnes les moins informées[613].

En 1994, le gouvernement organise la distribution de bons patrimoniaux (*vouchers*) permettant d'acheter des actions des entreprises en cours de privatisation, plus de 2000 entreprises sont ainsi privatisées dans le cadre de mises aux enchères publiques. En réalité, le processus de privatisation des entreprises mené par le ministère de la Privatisation se déroule de façon opaque ; les entreprises profitables sont sous-évaluées et reprises par des groupes d'intérêt proches des gouvernants. Une grande partie des bons distribués à la population est rachetée à vil prix par des groupes d'intérêt bien informés sur le déroulement du processus de privatisation[614].

Seul le secteur agricole échappe dans un premier temps à une privatisation généralisée, la question des terres et celle des grandes coopératives sont politiquement très sensibles car elles touchent directement les intérêts des représentants et des électeurs du Parti agrarien. En l'absence de privatisation des terres et des entreprises agricoles, les cadres dirigeants des anciens kolkhozes les gèrent de façon discrétionnaire à leur seul profit[615].

Les institutions financières internationales surestiment la capacité de l'économie à se transformer. Elles incitent à une large ouverture du marché aux importations sans que la production locale ne soit adaptée aux nouvelles conditions économiques[616]. Mal préparée à la recherche de marchés, la Moldavie plonge dans un déclin économique profond, son PIB ne représentait plus en 1992 que 64 % de celui de l'année 1990. La croissance économique moldave est négative (avec une moyenne annuelle d'environ - 7 %) tout au long des années 1990, à l'exception de l'année 1997 [617]. Les réformes économiques menées par le

[611] *Ibidem.*
[612] *Ibid.*
[613] *Ibid.*
[614] *Idem.*
[615] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.375.
[616] *Idem*., p.389.
[617] Negură, *op.cit.,*p.557.

gouvernement reçoivent néanmoins un satisfecit des institutions financières internationales[618]. En 1995, *The Economist* titre: *Moldova is a model of correct reform, and the fact that it is a small country transforms it into a perfect laboratory for running reforms*[619].

4.2. Crise sociale et crise morale

Les processus de privatisation instituent une pratique de colonisation de l'Etat par des individus et des groupes d'intérêt privés au détriment de la population[620]. Les privatisations détournées et souvent chaotiques aboutissent à un environnement économique fragile, miné par des pratiques de corruption et de relations de clientélisme entre acteurs économiques et fonctionnaires[621]. Certaines affaires deviennent emblématiques de la déréliction de l'Etat comme celle de la vente cachée d'avions de chasse hérités de l'armée soviétique au Yémen du sud ou à l'Erythrée[622]. Plus largement, la corruption est perçue comme une pratique informelle de compensation dans un contexte de précarisation générale. En Moldavie comme dans tout l'espace ex-soviétique, la collusion flagrante entre responsables politiques, administration et milieu d'affaires ainsi que la généralisation d'une forme de protection informelle[623] font fuir les investisseurs et entretiennent la défiance de la population envers l'Etat et les « gagnants » de la transition[624]. Cette crise sociale profonde est néanmoins régulièrement expliquée par les partenaires occidentaux comme le résultat de la lenteur du processus de réformes. Sur fond d'anomie générale et dans un contexte régional favorable, le crime organisé et les trafics prospèrent, le trafic des êtres humains notamment se développe de façon spectaculaire au cours de la décennie[625].

En dépit des efforts des gouvernements agrariens pour maintenir les bases d'un état social dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, la qualité des services

---

618 Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.389.

619 *The Economist* du 11 mars 1995 cité par Angela Munteanu, «The social costs of the transition in Moldova» in *South East Europe Review for Labour and Social Affairs*, n°3, 2000, p.354.

620 Negură, *op.cit.,* p.558.

621 *Idem.*

622 Cazacu et Trifon, *op.cit*.,p.399. Cette affaire désigne la déréliction de l'Etat moldave comme un risque sécuritaire pour les Etats-Unis. En 1997, les USA rachèteront les 21 avions MIG restants à l'armée moldave, voir Jamestown Foundation, «US buy MIG-29S from Moldova», n°207, volume 3, 1997, [https://jamestown.org/program/u-s-buys-mig-29s-from-moldova/], consulté le 14 septembre 2020.

623 Connu sous le terme russe de *krîşa ;* le toit.

624 Ledeneva, *op.cit.*

625 Benjamin Skinner, *A crime so monstrous: Face to Face with Modern Slavery*, New York, Free Press, 2008, p. 156.

publics baissent considérablement. Les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation, la baisse ou le non-paiement des salaires dans ces domaines font croître la corruption dans les rangs des fonctionnaires à tous les niveaux ce qui dégrade encore plus l'accès aux services de base[626]. La classe moyenne est laminée tandis qu'apparaît une strate réduite de nouveaux riches[627]. Dans ces premières années d'indépendance, on assiste par ailleurs à une forme de migration « identitaire », 250 000 « pieds rouges » quittent la Moldavie pour la Russie et en Ukraine[628], on note également une forte émigration vers Israël (environ 50 000 personnes) mais également vers la Roumanie[629].

5. La période Lucinschi

En 1995, alors que les premières élections présidentielles s'annoncent, la question de la relation avec la Roumanie revient au centre du débat. Le Premier ministre Andrei Sangheli développe une attitude de plus en plus défiante envers le pays voisin et la principale force d'opposition, les partis unionistes. Les cours d' « Histoire des Roumains » deviennent « Histoire de la Moldavie », le moldave est réaffirmé comme langue officielle[630].

Snegur se démarque en cherchant comme il l'a toujours fait à se situer entre l'unionisme pro-roumain et le moldovénisme. Il apporte ainsi son soutien à la grève des enseignants opposés à la transformation des cours d'histoire et en reprenant l'idée de nommer officiellement « langue roumaine » la langue d'Etat[631]. Pour renforcer ses nouvelles prises de position, il fonde un nouveau parti, « la Renaissance et Conciliation de Moldavie » (*Renașterii și Concilierii din Republica Moldova*) avec lequel il entame un rapprochement avec les partis de droite et en premier lieu avec le Front Populaire Chrétien Démocrate[632], la démarche aboutit à la création d'un « mouvement civique pro-Snegur »[633].

Cette alliance *ad hoc* a pour objectif de contrer à la fois la renaissance du Parti communiste de Vladimir Voronine, autorisé à nouveau en 1994 après avoir été interdit en 1991[634], l'agressivité

[626] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.374-375.
[627] *Idem*.
[628] Alexis Berelowitch et Jean Radvanyi, *Les 100 portes de la Russie*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p.71-75.
[629] Negură, *op.cit.*
[630] Charles King, *The Moldovans, Romania, Russia and the Politics of Culture*, Stanford, Hoover Institution Press, 2000, p.162.
[631] *Idem.*
[632] A l'exclusion du parti des forces démocratiques de Valeriu Matei, héritier du « Bloc des intellectuels ».
[633] Cimpoeşu, *op.cit.*, p.48.
[634] Danero Iglesias, *op.cit.,* p.101-103.

croissante du courant moldovéniste portée par Sangheli et l'influence grandissante de Petru Lucinschi qui se présente comme le conciliateur d'une société divisée[635]. Le second tour des élections présidentielles oppose en décembre 1996, Petru Lucinschi et Mircea Snegur. Snegur, devenu le paradoxal champion du courant pro-roumain, échoue devant Lucinschi qui récupère à son compte, le moldovénisme modéré initié par Snegur lui-même et bénéficie du report des voix des communistes et de celles des partis ethniques[636]. Il devient, le 15 janvier 1997, le deuxième président élu de la république de Moldavie avec 54% des voix[637].

5.1. L'homme du compromis

L'élection de Petru Lucinschi provoque une réorganisation des forces politiques. Lucinschi lui-même lance un parti d'orientation sociale-démocrate destiné à devenir la grande force du centre de l'échiquier politique. Fondé en décembre 1996, le « Mouvement social-politique *Pour une Moldavie démocratique et prospère »*, présidé par Dumitru Diacov attire des personnalités issues de divers mouvements civiques, du Parti agrarien ou encore des modérés du mouvement russophone Edinstvo[638]. En février 1997, Lucinschi encourage la création d'un deuxième parti de centre-gauche, né de la fusion d'une multitude de petits partis indépendants, le Parti social-démocrate uni de Moldavie[639]. En réaction, la droite très fractionnée se regroupe difficilement au sein d'une « Alliance des Forces Démocratiques » tandis que le Parti communiste parvient à fédérer l'ensemble des petits partis de gauche et une partie des minorités[640].Pour le début de son mandat, Lucinschi parvient à s'assurer une plate-forme majoritaire, constituée de partis ayant tous plus ou moins le même objectif ; la condamnation des extrémismes et le renforcement d'un Etat indépendant susceptible de répondre aux besoins de tous les citoyens sans considération ethnique[641]. A sa prise de fonction, il propose un Premier ministre « technocrate » en la personne de l'ancien président de la Cour des comptes, Ion Ciubuc. Il lance également le thème de la Moldavie comme « pont » entre deux mondes[642] qui deviendra une figure rhétorique classique de la politique moldave dans les années suivantes.

---

[635] Cimpoeşu, *op.cit.,* p.50-51.
[636] *Idem*.
[637] *Ibidem.*
[638] *Idem*., p.61.
[639] *Ibidem.*
[640] *Ibid.*
[641] *Ibid.*
[642] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.98.

5.2. A la recherche de l'équilibre diplomatique

Pour instaurer son autorité et montrer sa capacité à faire de la Moldavie un lieu de convergence entre l'Europe et la Russie, Lucinschi s'empare de la question transnistrienne qui continue à saper la crédibilité du pays.

5.2.1. Un pas vers l'Est

Le trafic d'armes est en effet dénoncé dans les médias internationaux et la Transnistrie est régulièrement qualifiée d'«État mafieux» ou de «Trou noir de l'Europe» [643]. La situation de non-droit de la Transnistrie et ses frontières poreuses permettent par ailleurs des trafics moins visibles que ceux des armes ou des êtres humains ; métal recyclé, alcool, cigarettes ou même volailles congelées[644]. Cette évolution révèle la façon dont les élites économiques des deux côtés du fleuve avec des complicités en Ukraine et en Russie développent un système de contrebande à grande échelle[645]. Le développement de ce «capitalisme de contrebande» permet l'apparition de puissants groupes oligarchiques dont le groupe Sheriff à Tiraspol, un conglomérat d'entreprises presque omnipotent en Transnistrie, dirigé par deux proches d'Igor Smirnov[646]. Lucinschi met à profit ses bonnes relations avec Moscou pour relancer le processus de négociation sur la Transnistrie. Le 8 mai 1997, il rencontre Igor Smirnov, réélu en décembre 1996, dans la capitale russe sous les auspices du Premier ministre Evgueny Primakov[647]. La rencontre aboutit à un mémorandum sur les principes de normalisation des relations entre la république de Moldavie et la Transnistrie ainsi qu'à une déclaration commune signée par l'Ukraine, la Russie et l'OSCE sur l'intégrité territoriale de la république de Moldavie. Cette avancée incontestable laissait plus discrètement la possibilité de la création d'un « Etat commun » en offrant à la Transnistrie une large autonomie[648].

---

[643] Voir les travaux du journaliste Xavier Deleu, «Transnistrie, la poudrière de l'Europe» documentaire et ouvrage du même nom.

[644] La Mission d'Assistance aux Frontières de l'Union Européenne (EUBAM) décrit ce trafic :
«*Venant d'Odessa et officiellement déclarés en transit, d'importantes quantités de poulets importés d'Asie ou des États-Unis sont exemptées de droit de douane puis réexportées illégalement en Ukraine, puis en Russie ou en Europe*».

[645] Florent Parmentier, « Construction étatique et capitalisme de contrebande en Transnistrie » in *Transitions*, n°1, volume XLV, 2005, p.135-151.

[646] Vincent Henry, « Que tout change pour que rien ne bouge » in *Regard sur l'Est*, n°72, 2016.

[647] Cimpoeşu, *op.cit*., p.60.

[648] *Idem.*

5.2.2. Un pas vers l'Ouest

Ce réchauffement des relations avec la Russie n'empêche pas la Moldavie de devenir membre fondateur de « l'Organisation pour la Démocratie et le Développement Economique » dite GUAM en octobre de la même année[649], le GUAM réunit autour d'intérêts communs les pays de l'ex-URSS ayant des relations difficiles avec l'ancienne puissance de tutelle[650].

La Moldavie signe également un accord de partenariat et de coopération (APC) avec l'Union Européenne[651]. Prévu pour dix ans, cet accord fixe quatre grands objectifs : La promotion du libre-échange, le développement des investissements, la coopération dans les domaines culturels, juridiques et scientifiques et le soutien à la transition démocratique, essentiellement à travers le programme TACIS[652].

5.3. Entre tentatives de réformes et instabilité politique

Sur le plan interne, le gouvernement s'astreint, sous la pression du FMI, à la difficile privatisation des terrains et des biens agricoles et au démantèlement des coopératives. Ion Ciubuc met en place avec le soutien de la Banque Mondiale et l'expertise technique des Etats-Unis le programme *Pământ* (terre) qui donne un cadre légal au processus de privatisation des terres[653]. Le programme propose la distribution de quote-part de terrain à chaque travailleur du secteur mais le démantèlement des 668 entreprises agricoles donne lieu à de nombreuses malversations pour la répartition des meilleures terres et s'accompagne de graves détériorations des moyens de production ; entre 1991 et 1999, le complexe processus de décollectivisation entraîne une chute de 50% de la production agricole[654].

La Moldavie est alors un des pays les plus endettés de la région, elle renégocie ses emprunts auprès du FMI et obtient une baisse des taux d'intérêts. Le niveau de revenu par habitant permet en effet au pays de passer dans la catégorie « pays en voie de développement »[655]. Le

---

[649] Acronyme pour Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie (L'Ouzbékistan rejoindra le GUAM en 1999).
[650] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.99.
[651] Jérôme Clerget, « De l'accord de partenariat et de coopération aux « quatre espaces communs, valeurs démocratiques et malentendus culturels dans les relations entre l'Union européenne et la Russie » in *Les cahiers Irice*, n°12, volume 2, 2014, p.45-58.
[652] Laure Delcour et Elsa Tulmets, « La Moldavie et la politique de voisinage de l'Union européenne: quel partenariat? » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°46, volume 1, p.137-159.
[653] Petru Negură, *op.cit.,* p.551-553.
[654] *Idem.*
[655] *Ibidem.*

gouvernement est contraint de poursuivre sa politique d'austérité, la dégradation déjà prononcée des services publics se poursuit. Les salaires des fonctionnaires déjà minimes, baissent à nouveau, la motivation et le professionnalisme s'en trouvent nettement affectés, la petite corruption est généralisée et les capacités de contrôle de l'Etat sur les effets adverses du processus de transition sont de plus en plus faibles[656]. Sur fond de pauvreté généralisée, les comportements asociaux, les addictions et la criminalité continuent de croître[657]. C'est dans ce contexte de crise et d'anomie sociale qu'ont lieu en mars 1998 de nouvelles élections législatives. Ces élections sont remportées par le Parti communiste de la République de Moldavie qui obtient plus de 30 % des suffrages exprimés et 40 des 101 sièges du Parlement. Il s'impose comme la première force politique du pays en s'attirant notamment les voix des minorités nationales[658] et une grande partie de l'électorat rural mécontent des effets du programme de privatisation des terres. Le parti « Pour une Moldavie démocratique et prospère » qui soutient directement Petru Lucinschi est crédité de 18,16 % des suffrages derrière la « Convention démocrate de Moldavie » conduite par Mircea Snegur avec 19,42%[659].

La droite regroupée au sein du parti « Force Démocratique » obtient 8,8% des voix, son programme n'appelle plus directement à l'union avec la Roumanie mais il insiste sur un renforcement des liens avec elle par une plus forte intégration « euro-atlantique » soit un rapprochement avec l'Union Européenne et une intégration à l'OTAN[660]. Une longue période de négociations aboutit à une coalition réunissant le parti du président Lucinschi, celui de Mircea Snegur et Force démocratique qui forment une «Alliance pour la Démocratie et les Réformes»[661]. Ion Ciubuc est reconduit à la tête du gouvernement soutenu par cette coalition fragile. Avec la nouvelle orientation du gouvernement, la question transnistrienne ressurgit ; les « autorités » de Tiraspol s'opposent à la présence de partis « pro-roumains » dans la majorité gouvernementale et rendent publique une provocante « Déclaration de reconnaissance du caractère étatique de la république de Transnistrie » qui réduit à néant les faibles avancées précédentes. La minorité bulgare s'inquiète également et demande la création d'un département autonome[662] mais c'est la dégradation de la conjoncture économique qui va une nouvelle fois accentuer les tensions politiques.

---

656 *Idem*., p.556-557.
657 *Ibidem.*
658 Cimpoeşu, *op.cit*., p.80-82.
659 *Idem.*
660 *Ibidem.*
661 *Ibid.,* p.83-84.
662 *Ibid.,* p.60.

5.4. La désintégration du pouvoir

En août 1998, la Russie est touchée par la crise financière partie d'Asie du Sud-est et par la chute des prix du pétrole. Ce double choc provoque l'effondrement du système financier russe et une forte dévaluation du rouble[663]. Par ricochet, la « crise du rouble » frappe durement la Moldavie, le marché russe absorbant près de 85% de sa production. A son tour, le leu moldave perd plus de 60% de sa valeur entre 1998 et 1999[664]. Avec la dévaluation de la monnaie, le coût de l'énergie devient insupportable. En 1998, la Moldavie doit à la seule compagnie russe *Gazprom* 860 millions de dollars. Sur cette somme, 609 millions sont des dettes contractées par la Transnistrie, moldave aux yeux du droit international, laquelle Transnistrie revend à Chișinău l'électricité produite à partir du gaz livré[665]. La Russie et l'Ukraine qui sont ses principaux fournisseurs d'énergie pressent la Moldavie de régler ses impayés, le pays connaîtra en 1998 et 1999 plusieurs périodes de graves difficultés d'approvisionnement en électricité.

L'aide accordée par le FMI est suspendue car le pays est incapable de respecter les conditions d'attribution de crédits supplémentaires. La Moldavie cumule en 1999 une dette de 17 milliards de dollars, plus de 80 % de son PIB[666]. Au début de l'année 2001, les institutions financières internationales finiront par adopter un programme d'assistance sous forme de dons ; 75% de la population moldave vit alors sous le seuil de pauvreté[667]. La paupérisation accélère la migration de la population active essentiellement vers la Russie et les pays du sud de l'Europe. L'évaluation du phénomène est difficile car de nombreux travailleurs sont saisonniers mais en 1999 mais on estime le nombre de ceux qui vivent et travaillent plus ou moins régulièrement à l'étranger, à près d'un million de personnes soit plus d'un Moldave sur quatre[668].

---

[663] Jacques Sapir, « La crise financière russe comme révélateur des carences de la transition libérale » in *Diogène*, n° 194, volume 2, 2001, p.119-132.
[664] Negură, *op.cit.,* p.551.
[665] Simion Ciochina, «Energia care finanteaza separatismul» pour *Deutsche Welle Moldova*, 2017, [https://www.dw.com/ro/energia-care-finan%C8%9Beaz%C4%83-separatismul/a-39142599], consulté le 20 septembre 2020.
[666] Negură, *op.cit.*, p.551.
[667] *Idem.*, p.555.
[668] *Ibid.,*p.559-560.

Pour faire face à son endettement, le gouvernement accélère l'ouverture du pays aux investissements étrangers, des entreprises européennes comme *France Télécom*[669], *Lafarge*, *Sud-Zucker* et *Union Fenosa* s'installent en Moldavie[670]. Sous la pression d'une opinion défiante et d'une coalition de plus en plus fragile, Ion Ciubuc démissionne en février 1999, son ministre de l'Economie, Ion Sturza lui succède. Pour répondre à la crise et toujours sous la pression des créditeurs internationaux, le gouvernement Sturza accélère les privatisations. En novembre 1999, sa tentative de privatiser plusieurs entreprises viticoles et de production de tabac s'attire une opposition farouche ; les députés communistes parviennent à former une majorité grâce au soutien de députés de l'ancien Parti agrarien, le gouvernement Sturza est renversé, avec l'accord tacite de Petru Lucinschi[671]. Le pays entre dans une nouvelle crise politique, les alliances sont mouvantes, les députés rejettent deux propositions de Premier ministre avant d'accepter Dumitru Braghis un proche de Lucinschi au mois de décembre, sa prise de fonction permet d'éviter des élections législatives anticipées[672]. En juillet 2000, désireux de lutter contre l'instabilité politique, Lucinschi tente d'obtenir une modification de la Constitution renforçant le pouvoir présidentiel. C'est un échec cuisant, le Parlement fait bien modifier la Constitution mais pour renoncer au régime semi-présidentiel, le président de la République devra être élu par les parlementaires et non plus directement par le suffrage universel[673]. C'est un pays exsangue et un pouvoir à bout de souffle qui affrontent les élections législatives de 2001.

[669] France télécom met en place le premier réseau moldave de téléphonie mobile, *Voxtel*.
[670] Le groupe espagnol rachète le réseau de distribution électrique.
[671] Dorin Cimpoeşu, *op.cit.,*p.140-143.
[672] *Idem.*, p.159.
[673] Druţa-Sulima, *op.cit*., p.280-282.

6. Réussite notable ou échec ?

Le bilan de la première décennie de l'indépendance est très contrasté. Les élites politiques moldaves sont parvenues à établir une démocratie pluraliste construite autour d'un concept nationalisant mais flou et interprétable en fonction des appartenances identitaires ou des orientations idéologiques; le moldovénisme. Pour ses promoteurs, le moldovénisme est le vecteur d'une identité civique permettant la cohabitation d'une population ethniquement et culturellement hétérogène[674]. Pour ses détracteurs, ce concept est artificiel, il constitue l'expression d'une « mentalité provinciale » et reflète une situation de dépendance persistante vis-à-vis de la Russie[675].

Le pluralisme politique peut être perçu comme une réalité appréciable dans un espace ex-soviétique où les régimes semi-autoritaires sont nombreux toutefois pour Lucan Way, la Moldavie est un exemple de pluralisme par défaut dans lequel la compétition politique n'est pas le fruit d'une société civile robuste ou d'institutions démocratiques fortes. Ce pluralisme est le résultat de la faiblesse de l'Etat qui n'aurait de toute façon pas les moyens de s'imposer ni à sa population, ni vis-à-vis de ses partenaires extérieurs[676]. Quoiqu'il en soit, pour la majorité de la population, le fait marquant de cette première décennie est l'appauvrissement généralisé. Les espoirs de prospérité ont disparu et les réformes économiques sont associées à la pauvreté et à la corruption, la transition démocratique à l'injustice et à l'anomie. Dans ce contexte, de paupérisation et de défiance, l'arrivée au pouvoir des communistes en février 2001 est un rejet du pouvoir en place mais c'est aussi une forme de nostalgie, un désir de restauration.

[674] Luke March, «From Moldovanism to Europeanization ? Moldova's Communists and Nation Building» in *Nationalities Papers*, n°3, volume 4, 2007, p.601-626.
[675] *Idem,* Luke March parle ici de « compromis qui ne marche pas ».
[676]Lucan Way, « Weak States and Pluralism: The Case of Moldova » in *East European Politics and Societies*, n°17, volume 3, 2003, p.454-482.

II.2. Le retour des communistes et la recherche de la «voie moldave»

La décennie des années 2000 en Moldavie voit la victoire de l'ancien Parti communiste moldave sous la direction de l'ancien ministre de l'Intérieur de la RSSM, Vladimir Voronine. Un temps interdit, le Parti Communiste de la République de Moldavie n'a pas participé au pouvoir dans les années 90 et n'a pas eu à « s'adapter » à un paradigme nouveau. Dans l'opposition, il a pu, à l'instar du Parti communiste russe de Ghenadie Ziouganov, conserver son discours marxiste-léniniste, hostile aux réformes et nostalgique de l'Union Soviétique[677].

[677] Sergiu Mişcoiu, « Le populisme néo-communiste » in Christophe Boutin, Frédéric Rouvillois et Olivier Dard (dir.), *Le dictionnaire du populisme*, Paris, Les éditions du Cerf, 2019, p.759-761.

1. L'arrivée au pouvoir du PCRM

Pour mettre fin à la période d'instabilité majeure dans laquelle s'enfonce le pays, Petru Lucinschi et Dumitru Braghis déclenchent des élections législatives anticipées au mois de février 2001 dans l'espoir de retrouver une majorité[678]. Pas moins de 17 partis, mouvements ou blocs électoraux se présentent à cette élection mais avec un seuil électoral fixé à 6%, seuls quatre partis apparaissent comme ayant des chances d'être représentés au futur Parlement[679].

- A droite, le descendant du Front populaire, le Parti populaire chrétien démocrate de Iurie Roşca dont l'objectif principal reste l'union avec la Roumanie[680].
- Au centre-droit, le Parti renaissance et conciliation de Moldavie de Mircea Snegur réunit les partis et personnalités de la droite modérée[681].
- Le Parti démocrate de Dumitru Diacov se situe au centre-gauche, c'est un parti alors fortement soutenu par d'anciens hommes politiques, devenus hommes d'affaires prospères dont les deux anciens Premiers ministres, Ion Sturza et Alexandru Muravschi ou l'ancien directeur du département des privatisations puis Vice-Premier ministre dans le cabinet Sturza, le jeune Vladimir Filat[682].
- Au centre, l'Alliance Braghis est un assemblage de petits partis destinés à soutenir Dumitru Braghis et Petru Lucinschi. Pour y parvenir, l'Alliance va chercher en vain une union avec le Parti démocrate avant de tenter de fractionner son électorat en créant des partis éphémères (comme « l'Alliance des juristes et des économistes ») ou en réactivant des petits partis existants mais inactifs (Parti social-démocrate etc.)[683]. De la même façon, elle tente d'empêcher l'électorat russophone de basculer vers le vote communiste en soutenant des mouvements tels Edinstvo ou Ravnopravie[684].
- A gauche, le Parti communiste de la république de Moldavie est l'héritier du Parti communiste moldave[685]. En moins d'une décennie, le large mécontentement populaire

[678] Dorin Cimpoeşu, *Regimul post-totalitar din Republica Moldova (1990-2012)*, Târgovişte, Cetatea de Scaun, 2012, p.166-167.
[679] *Idem*., p.172-173.
[680] *Ibidem*., p.175.177.
[681] *Ibid.*
[682] *Ibid.*
[683] *Ibid.*
[684] Ce procédé d'achat, de réactivation ou de création ad-hoc de micro-partis deviendra une pratique courante de la politique moldave.
[685] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.102.

lui permet de retrouver progressivement une forte influence sous la conduite de Vladimir Voronine[686]. Pour s'attirer les votes minorités russophones et jouer sur la nostalgie de l'URSS, le PCRM va jusqu'à envisager une unification avec la Russie et la Biélorussie[687] et son programme évoque « l'instauration du socialisme dans la République, ayant comme objectif final l'édification du communisme »[688].

Les élections législatives aboutissent à un succès d'ampleur pour le Parti communiste qui obtient 50,23 % des suffrages très loin devant l'Alliance Braghis (13,45%) et le PPCD (8,18%), les deux seuls partis d'opposition parvenant à entrer au Parlement[689]. Cette écrasante victoire permet au PCRM d'obtenir 71 des 101 sièges, le 4 avril 2001, Vladimir Voronine est élu président de la république de Moldavie tout en restant après accord de la Cour constitutionnelle à la tête de son parti[690].

La Moldavie sidère les observateurs internationaux en devenant le premier état de l'espace ex-soviétique à voir revenir au pouvoir un parti communiste non réformé se déclarant ouvertement léniniste [691] et dénonçant violemment dans son programme *la tendance des Etats occidentaux à assujettir l'économie moldave, à s'imposer sur notre marché, à entrer en possession des propriétés publiques, à nous obliger d'accepter des contrats inéquitables, à nous accorder des crédits très contraignants et humiliants et à accentuer ainsi la dépendance de notre Etat face aux créditeurs externe*s[692].

2. Les causes de la renaissance du parti communiste

Plusieurs facteurs expliquent le succès des communistes ; le parti réussit d'abord à attirer les laissés pour compte de la transition démocratique, habitants des campagnes, retraités, minorités nationales[693] mais aussi à s'adresser plus largement à un électorat déçu par une classe politique incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux et impliquée dans des scandales de corruption. Les sondages réalisés à l'époque font ressortir une forte attente de

[686] *Idem.*
[687] Kamil Całus, *The unfinished State. 25 years of independant Moldova*, Centre for Eastern Studies, 2016, p.66.
[688] Andrea Cassani et Luca Tomini, *Autocratization in post-Cold-War Political Regimes*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, p.104.
[689] Druța-Sulima, *op.cit*., p.397.
[690] Après accord de la Cour constitutionnelle, voir Cimpoeşu, *op.cit.,* p.200.
[691] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *La République de Moldavie, un Etat en quête de nation*, Paris, Non Lieu, 2010, p.380.
[692] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.101.
[693] Cazacu et Trifon, *op.cit*, p.128.

stabilité[694] ; le besoin de systèmes de protection sociale, de sécurité, d'éducation ainsi que celui d'ordre et de prévisibilité des parcours de vie provoquent une forme de «nostalgie réparatrice»[695]. Pour y répondre, Voronine se présente comme un sauveur désireux, selon ses propres mots, de rétablir « le bon temps d'avant » et « l'amitié entre les peuples »[696] en défendant les droits linguistiques et culturels des minorités[697]. Pour ce faire, le parti communiste défend de façon très assertive la souveraineté de la Moldavie et son identité dont les bonnes relations entre les différents groupes culturels deviennent un élément définitoire. Pour mener à bien l'application d'un communisme moderne le PCRM élabore un discours ouvertement « nationalisant »[698] construit autour d'un ennemi, les «unionistes» et les «roumanophiles» accusés de dérives xénophobes[699].

La nostalgie est un élément clé dans l'ascension du PCRM mais son « communisme » est hétérodoxe et opportuniste ; au moment de son accession à la présidence, Vladimir Voronine déclare : «*Nous sommes devenus des précurseurs, en venant au pouvoir dans des conditions économiques et politiques nouvelles. La voie ouverte est insuffisamment étudiée du point de vue théorique par la sociologie mondiale*»[700].

3. Le renouveau du moldovénisme

Le moldovénisme est au cœur du projet néo-communiste et va s'exprimer sur le terrain de la langue et de l'histoire. Dès son arrivée au pouvoir, le président entend attribuer au russe le statut de seconde langue officielle et réintroduire son apprentissage obligatoire dans toutes les écoles[701]. Cette décision va à l'encontre des politiques linguistiques menées depuis l'indépendance dont le but était de généraliser l'usage du moldave/roumain en l'imposant comme seule langue officielle. Pour le gouvernement communiste, redonner au russe un statut officiel est le moyen d'atteindre un « bilinguisme harmonieux », pour ses détracteurs, cette décision ramènerait le moldave/roumain à une position de langue dominée et justifierait le refus

[694] Stella Suhan, *Le parti communiste de la république de Moldavie, mémoire communiste du communisme et identité politique (2002-2004)*» in De Waele et Zgureanu-Guragata (dir.), *op.cit*., p.131-134.
[695] Svetlana Boym, *The Future of Nostalgia*, Londres, Basic Books, 2001.
[696] Suhan, *op.cit*., p.113-117.
[697] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.104.
[698] Luke March, « From Moldovanism to Europeanization? Moldova's Communists and Nation Building » in *Nationalities Papers*, n° 35, volume 4, 2007, p.601-626.
[699] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.128.
[700] *Idem.*
[701] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.380.

des russophones de l'apprendre[702]. La bataille des langues prend un tournant plus « scientifique » l'année suivante avec la sortie du « dictionnaire moldave-roumain » de l'historien et député communiste Vasile Stati qui tente de démontrer par la lexicologie la différence entre la langue moldave et la langue roumaine (ou « langue valaque » comme l'appelle Stati à plusieurs reprises)[703]. Pour Vladimir Voronine, ceux qui prétendent que le moldave n'existe pas sont des «traîtres», des «fascistes inféodés au dernier pays impérialiste d'Europe, la Roumanie »[704]. En 2003, le ministère de l'Éducation s'attaque à la vision roumaniste qui prévaut dans l'enseignement de l'histoire ; au moment de l'indépendance, les manuels d' « Histoire de l'URSS » et d'«Histoire de la RSSM » sont remplacés par ceux d'«Histoire universelle» et d' «Histoire des Roumains»[705], les communistes reprochent à ces programmes d'histoire post-indépendance d'ignorer les minorités nationales ou de passer sous silence la coopération de la Roumanie avec l'Allemagne nazie. L'objectif de l'«Histoire des Moldaves » est de créer « une loyauté envers la Moldavie au lieu de la Roumanie »[706].

Dans une démarche très lyssenkiste, l'Académie des Sciences affirme officiellement que « la langue moldave a précédé le roumain» et que «s'il y a une langue-mère, le moldave l'est certainement davantage que le roumain» mais de nombreux scientifiques s'opposent à cette position dont le directeur de l'Institut de linguistique de cette même Académie des Sciences pour qui le dictionnaire de Stati est « une absurdité servant des buts politiques »[707]. La « moldovénisation » de la langue et de l'histoire se heurte à une forte réaction des « roumanistes » : De janvier à avril 2002, les rues de Chișinău sont le théâtre d'importantes manifestations d'étudiants et d'enseignants qui seront rapidement soutenus par le Parti populaire chrétien-démocrate[708]. En réponse, le gouvernement suspend toute aide venue de la Roumanie dans le domaine éducatif[709]. Face à ces fortes réactions, le gouvernement est néanmoins contraint de reculer sur la question du statut de la langue russe et ne parvient qu'à

[702] Danero-Iglesias, *op.cit.,*p.108-109.
[703] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.227-229.
[704] *Idem.*
[705] Sergiu Musteaţa, « Identitatea nationala intre istorie şi politica » in Monica Heintz (dir) *Weak State, Uncertain Citizenship; Moldova*, Berne, Peter Lang, 2008, p.175-190.
[706] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.113.
[707] *Idem.*
[708] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.380.
[709] *Idem*. Il s'agit de bourses pour les étudiants et les lycéens, matériel pédagogique à destination des écoles, aides attribuées aux artistes etc…

rendre de nouveau obligatoire son apprentissage. La discipline « Histoire de la Moldavie » disparaît également des programmes au profit d'une « Histoire intégrée »[710].

En dehors du terrain linguistique, le PCRM s'efforce de montrer la continuité historique d'un « peuple moldave » à travers une démarche symbolique visant la vie et l'espace publics ; un élément remarquable de ce récit est la combinaison entre l'utilisation de l'église orthodoxe moldave et celle de la mémoire soviétique. De nouveaux jours de commémorations sont instaurés ; le 9 mai pour la victoire de l'Union Soviétique dans la deuxième guerre mondiale ; le 22 juin, jour du retour de l'armée roumaine en Bessarabie en 1941 pour honorer la mémoire des victimes du fascisme, le 24 août pour marquer la prise de Chișinău par l'armée rouge en 1944[711]. La restauration et la mise en valeur du patrimoine historique deviennent également des instruments du récit historique nationalisant. La restauration du monastère de Căpriana est emblématique de ce processus ; commencée difficilement dans les années 90, elle est relancée en 2002 par une vaste collecte de fonds nationale et bénéficie également d'aides financières russes[712]. Pendant toute sa durée, le chantier est critiqué par les historiens car les méthodes employées sont peu respectueuses des règles communément admises et mettent essentiellement en valeur la « période russe » de ce monument fondé au XVe siècle par Etienne le Grand[713]. Les travaux durent plusieurs années et sont en grande partie effectués par des «sponsors » du PCRM et par une entreprise contrôlée par le fils de Vladimir Voronine[714]. L'ouverture du monastère rénové au public donne lieu à une grande cérémonie qui réunit aux côtés du président, le métropolite de Moldavie et des hommes d'affaires ayant contribué financièrement aux travaux[715]. Dans la capitale, on rénove également le mémorial dédié aux soldats soviétiques auquel on n'oublie pas d'adjoindre une chapelle.

Les travaux sont dévoilés par le président un 9 mai, devant les anciens combattants et en présence de généreux bienfaiteurs, la foule présente est bénie par le Métropolite de l'église de Moldavie[716]. Le président Voronine panachent ainsi ses interventions publiques ; il amène le

---

[710] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.113.
[711] Oazu Nantoi, Iulian Chifu et Oleksandr Sushko, *The perception of Russia in Romania, Republica Moldova and Ukraine*, Bucarest, Curtea Veche, 2010, p.265-266.
[712] *Idem.*
[713] Ion Nistor, Istoria Basarabiei, Bucarest, Humanitas, 1923, réédition 2017, p.77.
[714] Igor Munteanu, Tatiana Lariusina et Veaceslav Ioniţa, *Sistemul impozitarii neoficial,* Chişinău,Cartier, 2009, p.72-76.
[715] Rédaction « După reconstrucţia capitală, a fost sfinţită biserica „Adormirea Maicii Domnului" de la Căpriana » pour *Info-Prim neo,* 2007, [https://www.ipn.md/ro/-7967_966217.html#!], consulté le 20 septembre 2020.

«feu de Jérusalem» à la cathédrale de Chișinău le jour de Pâques tout comme il célèbre l'anniversaire de la révolution d'octobre au pied de la statue de Lénine[717]. Ces statues de Lénine font l'objet dans tout le pays d'une bataille symbolique, plusieurs villes les réinstallent tandis que la « Louve romaine » de Chișinău disparaît pour être « restaurée » pour une période indéfinie[718].

La promotion du «moldovénisme» et de la «souveraineté nationale» constituent les lignes directrices de la politique menée par Voronine au cours de ses deux mandats, le récit moldovéniste s'oppose directement au récit roumaniste, ce sont deux narrations exclusives, opposées et irréconciliables[719]. Au cours du second mandat de Vladimir Voronine, le moldovénisme est réinventé en un multiculturalisme et en un multilinguisme compatibles avec les valeurs européennes, il est présenté comme pouvant donner corps à une identité civique en opposition à la vision roumaniste construite sur un nationalisme ethnique et culturel[720]. Les minorités nationales se retrouvent donc paradoxalement en position de défendre l'idée nationale moldave définie comme un creuset de peuples et de langues. Cette « vraie » nature du pays serait combattue par les unionistes au service des « visées impérialistes et chauvines d'une puissance étrangère »[721]. Cette inversion des rôles cache mal les objectifs de revanche du Parti communiste mais il met aussi les gouvernements précédents face à leur incapacité à s'adresser à plus d'un tiers des citoyens de la Moldavie[722].

---

[716] Cristian Tiberiu-Popescu, « L'église moldave entre les Patriarcats de Moscou, Bucarest et Constantinople » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4, volume 35, 2004, p.191-198. La promotion du moldovénisme passe par une prise de position de l'état dans le conflit qui oppose le patriarcat de Bucarest à celui de Moscou. Officiellement, l'église orthodoxe moldave dépend du patriarcat de Moscou mais en 1992 l'église métropolitaine de Bessarabie est reconstituée sur le modèle qui prévalait entre les deux guerres mondiales et revendique son attachement au patriarcat de Bucarest. Cet imbroglio politico-religieux recoupe celui qui oppose les unionistes et les moldovénistes. La Cour européenne des droits de l'homme tranche le conflit entre les deux églises et notamment la question de la répartition du patrimoine immobilier et foncier en 2002 en préconisant la coexistence des deux églises sur le territoire de la république de Moldavie.

[717] A partir de cette période, l'utilisation politique du facteur religieux et l'implication de l'église dans la décision politique devient un phénomène majeur de la politique moldave, utilisé principalement par les partis de gauche, PCRM puis Parti Socialiste. Voir Valentina Ursu, « Cat de mult a patruns Biserica in politica ?» enquête pour *Radio Europa Libera Moldova,* 2001, [https://moldova.europalibera.org/a/24352881.html], consulté le 14 septembre 2020.

[718] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.118.

[719] *Idem.*

[720] Vladimir Solonari, « Narrative, Identity, State: History Teaching in Moldova » in *East European Politics and Societies*, n°16, 2002, p.414-415.

[721] Cazacu et Trifon, *op.cit.* p.128-129.

[722] *Idem.*

Dans ce contexte le premier recensement réalisé depuis l'indépendance en 2004 revêt un fort enjeu politique puisqu'il constitue un indicateur sur l'identification de la population à la Moldavie indépendante : Les 2 638 125 personnes se déclarant Moldaves ou Roumains représentent 78,3% de la population totale, parmi elles 97,2% se déclarent de nationalité moldave et 2,8% de nationalité roumaine[723] avec une différence sensible dans les réponses entre le milieu urbain (95% se déclarant de nationalité moldave contre 5% de nationalité roumaine) et le milieu rural (98,5% contre 1,5%). 76,3% d'entre eux déclarent par ailleurs le moldave comme leur langue maternelle contre 21% qui considèrent le roumain comme telle. Sur ce point la différence des réponses entre ville et campagne est encore plus marquée; 60% des urbains appellent moldave leur langue maternelle contre 85% des ruraux[724].

4. L'exercice du pouvoir

Il est immoral de parler de démocratie quand le droit à une vie décente est bafoué de la façon la plus brutale déclare Vladimir Voronine dans son discours d'investiture[725]. La ligne politique est claire, l'efficacité prime sur le respect des normes de l'état de droit pour celui qui veut imposer l'image d'un homme fort, désireux de rétablir l'ordre au bénéfice du peuple[726].

Le Premier ministre Vasile Tarlev est placé à la tête d'un gouvernement « technocrate » devant exécuter les décisions prises par le parti et par son président qui a tout pouvoir pour intervenir directement dans les décisions de l'exécutif[727]. Cette conception très personnalisée du pouvoir marque la longue présidence de Vladimir Voronine qui s'efforce de contrôler l'ensemble de l'appareil administratif mais aussi les contre-pouvoirs[728]. Dans cet objectif, le Parti communiste redynamise tout un réseau d'influences au sein des administrations centrales et locales, des entreprises, des syndicats allant jusqu'à recréer une sorte de *Komsomol* pour les jeunes ou à doubler les institutions qui lui sont hostiles comme les Unions d'artistes ou d'intellectuels[729].

---

[724] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.70-71.

[725] Valentina Basiul, « 2001 :Inceputul epocii Voronin » pour *Radio Free Europe Moldova*, 2016, [https://moldova.europalibera.org/a/27913587.html], consulté le 14 septembre 2020.

[726] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.129.

[727] Andrea Cassani et Luca Tomini, *Autocratization in post Cold-War Political Regimes,* Londres, Palgrave Macmillan, 2019, p.107.

[728] *Idem.*

[729] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.119-122.

Une des premières réformes du gouvernement est la recentralisation du pays par le retour au système soviétique de districts (*raions*)[730]. Le gouvernement Lucinschi avait divisé le pays en 10 grands départements dans le but de renforcer le pouvoir local[731] mais les *raions*, plus petits, sont plus dépendants du pouvoir central[732]. Ce découpage administratif à la soviétique permet à Voronine de reconstituer une «verticale du pouvoir»[733]. Le Conseil de l'Europe exprime officiellement son inquiétude vis-à-vis de cette mesure. Ce redécoupage est néanmoins apprécié par la population rurale qui le perçoit comme un moyen de rapprocher l'administration des citoyens[734].

4.1.Le gouvernement et les médias

La relation du Parti communiste avec les médias constitue l'exemple le plus évident des tendances à l'œuvre pendant les deux mandats de la présidence Voronine. La Moldavie est souvent dénoncée par les observateurs internationaux comme un pays où la liberté d'expression n'est pas respectée ; des journalistes sont menacés et intimidés et plusieurs projets de lois tendent à réduire la liberté d'expression[735], cette tendance est forte au début du premier mandat mais s'infléchira à partir de 2005[736].

L'arrivée au pouvoir du PCRM commence par un grand nettoyage au sein de la télévision et de la radio d'État; plus d'un tiers des journalistes sont renvoyés de la compagnie *Teleradio Moldova* (TVM) en trois mois[737]. Le contrôle de la télévision d'État est un objectif crucial dans un pays où près des ¾ de la population regardent *TVM* qui est alors souvent la seule chaîne accessible dans les zones rurales. Malgré d'importants mouvements de grève en 2002, le gouvernement parviendra peu ou prou à faire de *TVM* son porte-parole malgré une mise en garde officielle du Conseil de l'Europe[738]. Le paysage audiovisuel est plus diversifié dans les grandes villes, grâce aux opérateurs de câble, le public y a accès à des chaînes roumaines comme *ProTV Chişinău* ou à la principale chaîne roumaine publique *TVR1*. Le début des

[730] Raion en roumain, du russe райóн.
[731] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.381.
[732] *Idem.*
[733] Cassani et Tomini, *op.cit.*
[734] Kamil Całus, «The unfinished State. 25 years of independant Moldova» in *OSW Studies n°59*, 2016, p.25.
[735] Ghenadie Mocanu (dir), *The black book of moldovan mass-media*, Chişinău, IDIS viitorul, 2011, [http://www.viitorul.org/files/STUDIU_cartea_neagra_eng.pdf], consulté le 14 septembre 2020.
[736] Alla Roşca, « Mass-media impact on the Democratization Process in Society: The Case of Republica Moldova » in *Eurolimes*, n°3, 2007.
[737] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.400-404.
[738]*Idem.*

années 2000 voit également apparaître deux autres chaînes moldaves privées *Antena C* et *Euro TV*[739] mais le développement de la télévision par câble en milieu urbain profite plus largement aux télévisions russes qui disposent de plus de moyens techniques et financiers et font partie intégrante de la politique de soft power de Moscou dans son « étranger proche »[740].

Dans la presse écrite, le parti au pouvoir dispose de son propre journal, *Communistul* mais il contrôle également un journal à plus grand tirage, traditionnellement proche du gouvernement en place, *Moldova Suverană* ou encore le quotidien russophone *Nezavismaia Moldova* dont les éditorialistes défendent avec enthousiasme les réalisations du gouvernement[741]. Les titres les plus notables de la presse non-gouvernementale *Săptămăna*, *Mesagerul* ou *Flux* et *Timpul* sont liés à des partis d'opposition et ont souvent de plus faibles tirages[742].

Les relations entre les autorités et les médias se durcissent dans les moments de crise que constituent la « guerre des langues », les négociations autour du mémorandum Kozak ou les scandales de corruption touchant les proches du pouvoir[743]. Ainsi, la voix de «l'impérialisme roumain», *TVR1* est interrompue pendant l'été 2003 pour « raisons techniques »[744]. L'année suivante, les rédacteurs en chef de *Timpul* et du *Jurnal* sont officiellement accusés de diffamation et de corruption. Le gouvernement fait fermer les chaînes *Antena C* et *Europa TV* proches du maire de Chișinău, Serafim Urecheanu[745]. Le gouvernement envisage la même année un projet de loi prévoyant un réenregistrement légal de tous les médias opérant sur le territoire. Sous la pression de l'OSCE, le gouvernement est obligé de revenir en arrière, le projet de loi est abandonné et *Antena C* et *Europa TV* reprennent leurs émissions[746].

4.2. Politique et pratiques économiques

A son arrivée au pouvoir, Vladimir Voronine s'oppose frontalement aux créditeurs de la Moldavie auxquels il attribue la crise sociale et économique dans laquelle se trouve le pays. Il qualifie ainsi le FMI et la Banque Mondiale d'« instruments de l'impérialisme américain » et

---

[739] *Ibidem.*
[740] Oazu Nantoi, Iulian Chifu et Oleksandr Sushko, *op.cit.*, p.265-266.
[741] Mircea-Cristian Ghenghea, « The Communist Press in the Republic of Moldova; an exercise of virtual reality » in *analele Asociatiei Tinerilor Istorici din Moldova*, *Revista de Istorie* n°9, Chișinău, 2010, p. 343-351.
[742] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p. 400-404.
[743] *Idem.*
[744] *Ibidem.*
[745] *Ibid.*
[746] *Ibid*. Elles deviendront beaucoup moins critiques à partir de 2005 car passées sous le contrôle de groupes d'intérêts proche du PPCD.

menace de transformer la Moldavie en « Cuba de l'Europe »[747]. Le gouvernement procède à quelques renationalisations largement médiatisées ou impose de nouvelles conditions à des investisseurs étrangers, notamment dans le secteur sensible de l'énergie[748]. Toutefois, il ne faudra que quelques mois pour que l'orientation économique du gouvernement ne change. Le pays adhère à l'OMC fin 2001 et le gouvernement ouvre à la privatisation les domaines de la viticulture et de la production de tabac[749], une privatisation demandée par le FMI à laquelle le gouvernement s'était initialement violemment opposé[750].

Pour Vladimir Voronine, «*Le communisme et l'économie de marché ne sont pas incompatibles. [...] Nous reconnaissons toutes les formes de propriété: nous ne luttons pas contre les riches mais contre la pauvreté! [...] Le gouvernement précédent nous a laissé deux casse-têtes dramatiques: la corruption et la pauvreté. Pour lutter contre ces maux, nous devons renforcer l'influence de l'État sur l'économie. Cela ne signifie pas que l'État doit monopoliser ou subventionner l'économie, d'ailleurs il n'en a pas les moyens mais la révision du programme de privatisation s'impose*[751]».

La vraie caractéristique de la politique économique du PCRM est un contrôle discrétionnaire sur l'activité; pour accéder aux marchés publics ou tout simplement pour fonctionner dès qu'elles atteignent une certaine taille, les entreprises doivent reverser de l'argent aux membres de l'administration et aux proches du pouvoir[752]. Cette attitude léonine a pour conséquence la faiblesse des investissements étrangers à l'exception des investisseurs russes et le ralentissement du processus de privatisation[753], cependant, malgré ce climat d'affaires particulier, l'économie se redresse sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture économique régionale[754]. Bénéficiant d'un relatif redémarrage de la production industrielle, l'économie moldave est également dynamisée par l'apport massif des transferts de fonds venus des travailleurs expatriés qui représentent environ un tiers du PIB [755] et permettent la relance de la

[747] March, *op.cit*., p.16.
[748] *Idem.*
[749] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.396.
[750] Basiul, *op.cit.*
[751] Entretien avec Vladimir Voronine conduit par Mihnea Berindei et Arielle Thédre in *Politique Internationale,* n° 99, 2003, p.339-341, cité par Stela Suhan.
[752] Igor Munteanu, Tatiana Lariusina et Veaceslav Ioniţa, *Sistemul impozitarii neoficial,* Chişinău, Cartier, 2009.
[753] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p. 396.
[754] *Idem.*
[755] *Ibidem*, p. 395.

consommation interne et de la construction, la Moldavie va ainsi bénéficier de plusieurs années d'une croissance économique oscillant entre 6 et 7 % entre 2001 et 2005[756]. Cette croissance permet au gouvernement communiste de se rapprocher de ses engagements électoraux en termes de politiques publiques et de réduction de la pauvreté, le gouvernement pouvant allouer plus de ressources aux programmes sociaux ainsi qu'au système de santé et à l'éducation, tout en augmentant les salaires du secteur public et les retraites[757]. Cette modeste politique de redistribution fit évidemment beaucoup pour la relative popularité du régime. Au printemps 2005, Constantin Cheianu, l'éditorialiste du journal d'opposition *Timpul* constatait:

Le parti des communistes continue d'être populaire parmi les électeurs bessarabiens […] parce qu'il a réalisé une chose élémentaire que les autres gouvernants n'ont pas su faire pendant dix ans, c'est à dire payer les arriérés de salaires et de retraites tout en les augmentant légèrement. On a pu voir ainsi qu'il ne faut pas grand-chose pour s'assurer un soutien populaire ferme. […]Si les soi-disant démocrates, grisés par les tentations du pouvoir, des privatisations et des détournements de fonds, se sont faits à l'idée que la pauvreté de la majorité est un effet tout aussi naturel et logique du capitalisme sauvage que l'enrichissement de certains, les communistes, plus habiles, ont su combiner leurs intérêts personnels avec le souci de ménager les autres[758].

4.3. Une diplomatie fluctuante

Le politologue britannique Luke March distingue trois phases de la politique extérieure moldave au cours du premier mandat de Vladimir Voronine ; une forme de « resoviétisation » suivie quelques mois plus tard d'une phase de politique confuse puis d'une hésitante réorientation vers l'Union Européenne[759].

[756] *Ibid*., p.391.
[757] *Ibid.*
[758] Cité dans Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.126-127.
[759] March, *op.cit*., p.14.

Les députés utilisent le Parlement pour des réunions où sont débattues les idées les plus ridicules déclarait Vladimir Voronine en mai 2000 lors de l'adoption de la « déclaration sur l'intégration européenne »[760]. La campagne des élections législatives et les premiers mois du gouvernement communiste sont marqués par une forte proximité avec la Fédération de Russie et par les fracassantes déclarations anti-occidentales du président[761]. Relancée par la Douma russe, l'idée d'une union avec la Biélorussie et la Russie est finalement rejetée par les parlementaires[762]. En revanche, dès l'automne 2001, un nouveau traité de relations bilatérales est signé lors d'une visite de Vladimir Poutine à Chișinău[763]. Il prévoit une plus forte intégration à la CEI, un renforcement de la coopération autour de l'énergie, une intégration de la Moldavie à une union douanière, le changement de statut de la langue russe et un protocole de règlement de la question transnistrienne[764]. Le net rapprochement ainsi entamé va achopper sur ce dernier point, en novembre 2003, Dimitri Kozak, chef-adjoint de l'administration présidentielle russe est reçu à Chișinău pour présenter son projet de résolution de la situation transnistrienne, le mémorandum ou «plan Kozak» envisage de transformer la république de Moldavie en une fédération incluant deux régions autonomes, la Transnistrie et la Gagaouzie[765]. La présentation du mémorandum provoque de vives réactions et de nombreuses manifestations sont organisées. Deux points cristallisent les oppositions : La fédéralisation de la Moldavie sur la base du plan Kozak aurait amené une surreprésentation des Transnistriens et des Gagaouzes qui auraient également bénéficié d'un droit de veto sur toutes les lois votées[766]. Le mémorandum envisageait également le maintien d'une présence militaire russe sur le territoire pour une durée de vingt ans alors que le sommet de l'OSCE de Porto en 2002 avait fixé son départ à 2003[767]. La fédéralisation semble initialement approuvée par le gouvernement de Chișinău mais

---

[760] Déclaration du 11 mai 2000 relevée par Nicoleta Chiriţa dans son mémoire de master *L'Europe et l'Union Européenne dans le discours des partis politiques moldaves*, Université Paris 1, 2009, [http://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/Centre_doc_ufr11/M2_2008-2009/M2P_CPS-Chirita.pdf], consulté le 14 septembre 2020. Les 29 partis signataires voient dans ce rapprochement *Une chance historique pour la population de la République de Moldavie pour promouvoir ses idéaux et ses intérêts fondamentaux, son identité et ses traditions dans un contexte de large ouverture internationale.*

[761] March, *op.cit*., p.16.

[762] Cimpoeşu, *op.cit*., p.222-223.

[763] *Idem.*, p.241-244.

[764] Wim Van Meurs, « La Moldavie ante portas : les agendas européens de gestion des conflits et l'initiative Europe élargie » in *Revue internationale et stratégique*, n° 54, 2004, p. 147.

[765] Texte du mémorandum Kozak ; *« Меморандум Козака »: Российский план объединения Молдовы и Приднестровья »,* [https://regnum.ru/news/polit/458547.html] , consulté le 14 septembre 2020.

[766] Agnès Bon, « Moldavie 2003. A reculons vers le fédéralisme » in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1041, 2004, p. 78-79.

[767] *Idem.*

Vladimir Voronine se rétracte au moment de la signature en demandant une coordination avec les partenaires occidentaux, le plan sera officiellement refusé en 2005. Cette décision brutale provoque un refroidissement des relations entre la Moldavie et la Russie et par ricochet entre les deux rives du Dniestr[768].

Le revirement sur le mémorandum Kozak amène la diplomatie moldave à se tourner à nouveau vers l'ouest ; une commission nationale pour l'intégration européenne est créée en juin 2003. En novembre de la même année, les trois principaux partis politiques adoptent une déclaration commune réaffirmant l'orientation politique pro-européenne de la Moldavie et quelques mois plus tard le gouvernement et la Commission Européenne commencent à travailler à un plan d'action RM-UE dans le cadre d'une nouvelle approche du voisinage promue par la Commission Européenne et connue sous le terme d'« Europe élargie »[769]. Les rapports avec la Transnistrie connurent un regain de tension au cours de l'été 2004 quand les autorités de Tiraspol décidèrent la fermeture de quatre écoles moldaves à Tiraspol, Bender et Rîbniţa[770]. Une violente campagne de presse s'ensuivit et culmina avec les déclarations de Vladimir Voronine qualifiant son homologue Igor Smirnov et son entourage de «criminels internationaux ». La question des écoles se réglera discrètement quelques mois plus tard, elles continuèrent à fonctionner sous un statut privé mais la question transnistrienne apparaissait à nouveau comme un obstacle majeur dans la perspective d'un rapprochement avec l'Union Européenne[771].

5. Le grand changement de cap

En février 2005, le gouvernement Tarlev et la Commission européenne s'accordent sur un plan d'action dans le cadre de la politique de voisinage. Fort de ce succès, le PCRM aborde les élections législatives avec un programme fort différent de celui de 2001[772]. La principale nouveauté étant une évidente volonté de rapprochement avec l'Europe, ce changement de cap est justifié par la volonté de faire le meilleur choix pour garantir la prospérité et l'indépendance de la nation moldave. La campagne électorale illustre parfaitement cette nouvelle combinaison,

---

[768] *Ibidem.*

[769] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.126.

[770] Avec enseignement en langue roumaine et en graphie latine. Voir Ana Maria Niţoi « Maine, şcolile romanesti din Transnistria vor fi inchise » pour *Hotnews*, 2004, [https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1260519-maine-scolile-romanesti-din-transnistria-vor-inchise.htm], consulté le 14 septembre 2020.

[771] Igor Boţan, « Ostaticii regimului transnistrian » in *e-democracy*, 2006, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/transnistria/#c2097] , consulté le 14 septembre 2020.

[772] Całus, *op.cit.*

le Parti communiste adopte le slogan *EU votez*, jeu de mots pouvant signifier à la fois «Je vote» et «Je vote pour l'Union Européenne» ; l'affiche représente une faucille et un marteau sur le fond bleu à étoiles jaunes de l'UE. (Voir annexe 15 : Images de la campagne électorale de 2005).

L'objectif annoncé d'une amélioration de la relation avec la Russie est mis à mal pendant la campagne avec le refus des autorités moldaves de recevoir des observateurs de la CEI lors du scrutin[773]. Les principaux partis surenchérissent tous sur l'Europe, seuls les mouvements russophones *Patria Rodina* et *Ravnopravie*[774] s'y opposent et critiquent avec virulence le PCRM pour son changement radical d'orientation mais se retrouveront complétement marginalisés[775]. Le 6 mars, le Parti communiste recueille 46% des suffrages et obtient 56 des 101 sièges au Parlement loin devant la coalition centriste du Bloc démocratique moldave[776] qui obtient 28,5% et le Parti populaire chrétien-démocrate à 9% des voix, les trois partis se déclarent tous pro-européens[777]. Le 4 avril, Vladimir Voronine est largement réélu pour un second mandat avec les voix des députés communistes mais aussi avec celles d'une bonne partie des députés de l'opposition dont celle de Iurie Roşca au « nom de l'avenir européen »[778], l'année suivante, la Moldavie s'ouvre encore plus à l'UE en supprimant l'obligation de visa pour ses ressortissants.

5.1. Un autre contexte régional

Plusieurs facteurs expliquent cette volte-face complète, les possibilités offertes par l'Union Européenne sont plus importantes que celles de la CEI et le gouvernement communiste prône la recherche d'une politique bidirectionnelle dès 2002[779]. Le contexte régional pousse aussi le PCRM, qui voit les voisins ukrainien et géorgiens renverser les régimes issus de l'URSS pour se tourner vers l'intégration euro-atlantique, à ce changement de direction. Dès lors, la Moldavie va partager une sorte de communauté de destin avec ses voisins, elle subit ainsi les conséquences de la crise du gaz russo-ukrainienne de l'hiver 2005-2006 et se voit

[773] Igor Boţan, « Constatare postelectorale » in *e-democracy.md*, 2005, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200503141/], consulté le 14 septembre 2020.
[774] Respectivement *Mère Patrie* et *Egalité* en russe.
[775] Boţan, *op.cit.*
[776] La coalition est composée de l'Alliance *Moldova Noastra* du maire de Chişinău, Serafim Urecheanu, du Parti démocrate de Moldavie et du Parti social-libéral.
[777] Druţa-Sulima, *op.cit.,* p.399-400.
[778] Igor Boţan, « Alegeri presidentiale» in *e-democracy.md*, 2005, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200504071/], consulté le 14 septembre 2020.
[779] *Idem.*

obligée d'accepter une forte hausse des tarifs gaziers[780]. Chișinău relance sa coopération avec le GUAM afin de tenter de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie en diversifiant ses sources d'approvisionnement[781]. De son côté, la Russie réplique en interdisant l'importation des produits agro-alimentaires et notamment du vin ce qui porte un coup sévère à l'économie qui voit se fermer son principal marché d'exportation[782]. En 2006, l'Ukraine durcit sa législation douanière en obligeant les entreprises de la région séparatistes souhaitant exporter en Ukraine à être légalement enregistrées à Chișinău[783]. Tiraspol dénonce un blocus orchestré par l'Ukraine et la Moldavie et demande la reconnaissance de son indépendance auprès de la Douma russe[784]. L'Union Européenne s'implique alors directement dans la résolution du conflit et participe à une reprise des négociations sous un nouveau format dit 5+2[785] sans succès notable[786].

Pour Luke March, Vladimir Voronine parvient à détourner et à utiliser à son profit la rhétorique des Révolutions de couleur qui ont fait tomber Edvard Chevardnadze à Tbilissi et Leonid Koutchma à Kiev quelques mois auparavant[787]. Le changement de rhétorique du PCRM s'accompagne par un renouvellement des figures du pouvoir, Vasile Tarlev est reconduit à la tête du gouvernement mais des personnalités plus susceptibles de donner aux communistes une image de modernité et d'ouverture arrivent au premier plan ; Marian Lupu, polyglotte familier du FMI et de l'OMC et ancien responsable du programme TACIS quitte le ministère de l'Economie pour la présidence du Parlement et son successeur, Igor Dodon, s'affirme également comme partisan enthousiaste du rapprochement avec l'UE[788]. Le consensus

---

780 Agnès Bon, « Moldavie 2005. L'Europe en ligne de mire » in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1053, 2006, p.78-91.

781 Igor Boţan, « Demersul GUAM și eventuale implicatii » in *e-democracy*, 2006, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200609301/], consulté le 15 septembre 2020.

782 Trifon et Cazacu, *op.cit*., p.392.

783 Corneliu Rusnac, « Tiraspolul declară starea excepţională în economie » in *BBC Romania*, 2006, [http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/03/060306_transnistria_economie.shtml], consulté le 15 septembre 2020.

784 Alexandru Cantir, « Transnistria: nou referendum in privinţa independenţa » in *BBC Romania*, 2006, [http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/04/060401_transnistria_referendum.shtml], consulté le 15 septembre 2020.

785 Andrey Devyatkov, « Moldova vs Transnistria : Thinking Beyond Pragmatism » in *New Eastern Europe*, 2012, [https://neweasterneurope.eu/2012/08/06/moldova-vs-transnistria-thinking-beyond-pragmatism/], consulté le 15 septembre 2020.

786 Igor Boţan, « Dezgheterea se amina », in *e-democracy*, 2006 [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200611151/], consulté le 15 septembre 2020.

787 Luke March, « From Moldovanism to Europeanization? Moldova's Communists and Nation Building » in *Nationalities Papers*, n°35, volume 4, 2007, p. 601-626.

788 Igor Boţan, « Anul politic 2006 » in *e-democracy*, 2006, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200612301/], consulté le 15 septembre 2020.

politique apparent semble éteindre l'opposition pendant quelques mois mais les critiques du pouvoir communiste se renforcent en dehors du Parlement avec la montée en puissance du petit Parti libéral[789] (PL) ou la naissance du Parti libéral démocrate de Moldavie (PLDM)[790]. Ces partis se déclarent pro-européens mais ont leur façon d'envisager l'Europe et les relations avec la Russie et la Roumanie. Pour le PCRM, le rapprochement avec l'Europe est d'abord une question pragmatique, il permet d'espérer des bénéfices financiers pour la nation moldave amenée à devenir un « pont » entre l'Ouest et l'Est[791]. Pour cette nouvelle opposition, il s'agit d'une rupture symbolique avec le passé, une imitation du « retour à l'Europe » des pays d'Europe centrale et par conséquent un choix géopolitique. Dans l'optique du PCRM, l'appartenance à la CEI et le rapprochement avec l'UE sont compatibles tandis que pour l'opposition, rejoindre le monde occidental et ses structures, OTAN compris, est une volonté de distanciation voire de rupture avec la Russie[792].

Ces questions deviennent d'une actualité brûlante dans la perspective de l'adhésion de la Roumanie à l'UE. L'«Europe» n'est plus une entité lointaine, elle est aux frontières de la Moldavie, les relations avec la Roumanie prennent une autre dimension. Depuis les années 90, Bucarest mène une politique assez libérale pour l'acquisition de la citoyenneté roumaine par les ressortissants moldaves[793], à partir de 2007, l'acquisition de cette nationalité n'ouvre plus seulement les portes de la Roumanie, c'est aussi un passeport pour l'Europe[794]. En 2005, environ 100 000 Moldaves sont également citoyens roumains et des dizaines de milliers d'autres sont dans l'attente de l'obtention de cette nationalité[795], la rapidité avec laquelle ces demandes sont traitées devient une arme de pression contre le gouvernement de Chișinău[796]. La politique d'attribution massive de la nationalité roumaine est dénoncée à plusieurs reprises

---

[789] L'ancien « Parti de la réforme » s'autonomise du PPCD et devient « Parti libéral » en 2005, voir *alegeri.md* [http://alegeri.md/w/Partidul_Liberal#Istoricul_PL], consulté le 15 septembre 2020.

[790] Le PDLM est lancé en 2007 par Vlad Filat, *e-democracy/parties*, [http://www.e-democracy.md/parties/pldm/#p1],consulté le 15 septembre 2020.
Programme du PCRM en 2008 disponible sur *e-democracy* [http://www.e-democracy.md/files/parties/pcrm-program-2008-ro.pdf],consulté le 15 septembre 2020.

[792] Programme manifeste du PDLM en 2007 disponible sur *e-democracy/parties* [http://www.e-democracy.md/files/parties/pldm-program-2007-ro.pdf] , consulté le 15 septembre 2020.

[793] Julien Danero-Iglesias, « Roumanie ; une citoyenneté utile » in *Regard sur l'Est*, 2014, [http://regard-est.com/roumanie-une-citoyennete-utile], consulté le 15 septembre 2020.

[794] Alexandre Billette, « Elargissement européen ; les Moldaves rêvent tous du passeport roumain » in *Le courrier des Balkans*, 2006, [https://www.courrierdesbalkans.fr/elargissement-europeen-les-moldaves-revent-tous-du-passeport-roumain] , consulté le 15 septembre 2020.

[795] Danero-Iglesias, *Roumanie ; une citoyenneté utile.*

[796] *Idem*. Fervent défenseur de cette politique d'acquisition de la citoyenneté Traian Basescu recueillit aux présidentielles roumaines de 2009 près de 90% des votes des citoyens roumains vivant en Moldavie.

par le président Voronine qui accuse Bucarest d'impérialisme et d'atteinte à la souveraineté de l'État. Les relations entre le président roumain Traian Basescu et le président moldave, tous deux coutumiers des déclarations fracassantes, deviennent ouvertement conflictuelles[797]. Le gouvernement moldave refuse à plusieurs reprises l'autorisation l'ouverture de deux consulats roumains en province (dans les villes de Bălţi et de Cahul)[798].

6. Une nouvelle opposition

La différence entre les nouveaux engagements du régime et la réalité de ses pratiques font grandir la défiance à l'encontre du président et de son entourage, particulièrement de son fils Oleg[799]. Le clan Voronine est de plus en plus ouvertement critiqué par les médias sur lesquels la pression gouvernementale a baissé et par l'opinion publique qui commence à disposer de moyens d'expressions nouveaux grâce au développement d'Internet[800]. Les élections locales de 2007 marquent la montée en puissance de la nouvelle opposition. Au niveau national, le PCRM recueille moins d'un tiers des voix et perd le contrôle d'une majorité de districts[801]. Voronine tance ses concitoyens pour leur «vote ingrat et irresponsable» et déclare la fin du « partenariat politique» avec les partis d'opposition[802]. La figure émergente de cette opposition revigorée est le nouveau maire de Chișinău, le libéral Dorin Chirtoaca, un jeune

---

[797] Kamil Całus, « In the shadow of History » in *OSW Studies n° 53*, 2015 [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-studies/2015-09-23/shadow-history-romanian-moldovan-relations], consulté le 15 septembre 2020.

[798] *Idem.*

[799] Kamil Całus, « Moldova : from oligarchic pluralism to Plahotniuc's hegemony » in *OSW Commentary*, 2016, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2016-04-11/moldova-oligarchic-pluralism-to-plahotniucs-hegemony], consulté le 15 septembre 2020.
Oleg Voronine débute sa carrière en 1993 en rachetant des entreprises privatisées notamment une grande sucrerie. Il obtient ensuite une licence pour la création d'une banque, la FinComBank. Oleg Voronine devient ensuite propriétaire d'une des plus grandes distilleries du pays «Aroma», d'une compagnie de transport ferroviaire «Transline» qui s'occupe essentiellement de l'exportation de céréales de la Moldavie vers les pays de la CEI puis d'une compagnie de construction *Metalmarket* qui sera chargée de la quasi-totalité des chantiers de rénovation de monuments historiques pendant le mandat de son père, elle sera également en charge de la réparation des dégâts subis par les bâtiments officiels lors des révoltes d'avril 2009. De grandes figures oligarchiques apparaissent autour des proches de Vladimir Voronine dont Vladimir Plahotniuc.

[800] Liliana Viţu, « Statement at the European Parliament's hearing on Moldova » in *Moldova.org*, 2008, [https://www.moldova.org/en/2008-report-freedom-of-expression-and-media-in-the-republic-of-moldova-152237-eng/], consulté le 15 septembre 2020.

[801] Igor Boţan, « Ce sugearaza profilul sociologic al noi puterii locale ? » in *e-democracy*, 2007, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/20071031/] , consulté le 15 septembre 2020.

[802] Igor Boţan, « Decesul partenariatului politic » in *e-democracy*, 2007, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200707311]/ , consulté le 15 septembre 2020.

diplômé en droit de l'université de Bucarest[803]. Rien ne sera épargné au nouveau maire ; confronté à un pouvoir central hostile, il voit nombre de ses initiatives empêchées. Le gouvernement pousse le harcèlement jusqu'à faire retirer un sapin de Noël installé par les services de la mairie pour «occupation illégale de l'espace public»[804]. Cet acharnement ne fait qu'accroître sa popularité, notamment parmi les plus jeunes. La lutte du gouvernement contre le maire est largement tournée en dérision par la presse[805].

La fin du second mandat de Vladimir Voronine voit le PCRM sur la défensive. La Moldavie subit la crise financière de 2008 les transferts de fonds diminuent et l'accès aux marchés européens du travail devient plus difficile ce qui souligne les fragilités de la croissance moldave. Vasile Tarlev est remplacé par une tenante de la ligne dure du parti, Zinaïda Greceanii[806]. Dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et l'Occident, après le conflit russo-géorgien de l'été 2008, les partis d'opposition réclament un changement radical de politique rendu nécessaire par l'agressivité croissante de la Russie et par le lancement par l'Union Européenne de son « partenariat oriental »[807]. Du côté du PCRM, on prône la « stabilité » ce qui implique un retour à une rhétorique beaucoup moins favorable à l'ouverture européenne[808].

---

[803] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.124.

[804] L'affaire du sapin de Noël réouvre par l'absurde la querelle entre l'église orthodoxe de Moldavie rattaché à Moscou et l'église orthodoxe de Bessarabie rattachée à la patriarchie de Bucarest. Les deux églises n'ayant pas le même calendrier (calendrier julien pour l'une, grégorien pour l'autre) les fêtes religieuses ne sont pas célébrées aux mêmes dates. L'installation d'un arbre de Noel pour la date du 25 décembre marquait la date célébrée par l'église orthodoxe de Bessarabie.

[805] Vitalie Călugăreanu, « Moş Gerila a furat bradul democraţilor din Chişinău » in *Deutsche Welle Moldova*, 2012, [https://www.dw.com/ro/mo%C5%9F-geril%C4%83-a-furat-bradul-democra%C5%A3ilor-din-chi%C5%9Fin%C4%83u/a-2998912] , consulté le 15 septembre 2020.

[806] Igor Boţan, « Anul politic 2008 » in *e-democracy*, 2008, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/20081226/], consulté le 15 septembre 2020.

[807] Oleg Cristal, « Partenariatul Estic-Oportunitatea sau bariera pentru integrarea europeana a Moldovei ?» in *e-democracy*, 2009, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/200903312/] , consulté le 15 septembre 2020.

[808] Igor Boţan, « Whom do I vote? » in *e-democracy*, 2009, [http://www.e-democracy.md/en/monitoring/politics/comments/20090325/], consulté le 15 septembre 2020.

7. Révolution twitter: *A fost sau nu-a fost?*[809]

La campagne électorale des élections législatives du printemps 2009 se déroule par conséquent dans une ambiance tendue, plusieurs points sont motifs de crispation :

L'opposition accuse dans un premier temps Vladimir Voronine de vouloir modifier la Constitution afin de pouvoir briguer un troisième mandat. La Constitution n'est finalement pas modifiée mais le choix de Zinaïda Greceanii pour lui succéder est perçu comme la volonté de Voronine de continuer à diriger par son intermédiaire[810]. L'autre point de tension important concerne la modification de la loi électorale du 10 avril 2008 qui rend non éligibles les binationaux et interdit les cartels électoraux[811]. A la demande de députés roumains, le Parlement Européen demande vainement aux autorités moldaves de renoncer à cette loi jugée non-conforme aux normes et à la pratique démocratique[812]. L'opposition dénonce une mainmise du pouvoir sur les médias de masse et des tentatives d'intimidation et de fraude autour de l'organisation du scrutin. Elle se plaint également du peu d'empressement manifesté par les autorités pour améliorer les possibilités d'accès au vote de la diaspora moldave dans l'Union Européenne notoirement hostile au gouvernement[813]. Le thème d'un pouvoir supposé glisser vers un régime autocratique et hostile à l'Occident devient le principal argument de campagne des partis d'opposition.

Les résultats des élections législatives sont connus les 5 avril, ils sont favorables au PCRM qui recueille 49,50% des voix, devant le Parti libéral, le Parti libéral-démocrate et « Notre Moldavie» avec respectivement 13,14%, 12,43% et 9.77% des voix. Sept autres partis dont le Parti populaire chrétien-démocrate n'atteignent pas le seuil des 6%[814]. Le Parti communiste manque d'un siège la possibilité d'élire seul le président de la République, un seul ralliement lui est donc nécessaire pour que le Parlement puisse élire Zinaïda Greceanii, présidente de la

---

[809] *Elle a eu lieu ou elle n'a pas eu lieu?* Cette interrogation rhétorique a été posée à l'époque dans toute la presse roumanophone en référence au titre du film de Corneliu Poromboiu sur la révolution roumaine de 1989 (connu en français sous le titre *12h08 à l'Est de Bucarest*) elle pose la question de la nature réelle des événements d'avril 2009 à Chișinău.

[810] Boţan, *Whom do I vote?* Ce sont donc les binationaux roumains/moldaves qui sont visés ainsi que les alliances entre petits partis d'opposition.

[811] *Idem.*

[812] *Ibidem.*

[813] Absence de possibilité de voter à distance ou par procuration, difficultés d'accès à des consulats rares et peu préparés à recevoir les votants.

[814] Druţa-Sulima. *op.cit.,* p.401-402.

République. Au soir de l'annonce des résultats, cela semble une simple formalité[815]. Il n'en sera pas ainsi.

Le lendemain, les journaux d'opposition ouvrent leurs colonnes à des témoignages sur des supposées fraudes[816] malgré l'avis favorable des observateurs internationaux sur le déroulement du scrutin[817]. Militants civiques et ONG commencent à faire circuler par messages et sur les réseaux sociaux des appels à contester le résultat des élections[818]. Le 6 avril, entre 10 000 et 15 000 personnes se réunissent sur la place centrale de Chișinău pour «une journée de deuil national» et demandent un recomptage des voix. Les manifestants sont majoritairement issus de la jeunesse urbaine et éduquée, frustrée de la victoire d'un parti qui représentait à ses yeux le maintien de leur pays dans un espace non-démocratique, corrompu et archaïque[819]. Le lendemain, les manifestants plus nombreux arborent des drapeaux moldaves, européens et roumains et exigent que les élections soient recommencées. Brutalement, le mouvement tourne à l'émeute, des protestataires pénètrent dans les bâtiments du Parlement et de la Présidence qui sont mis à sac et partiellement incendiés ; le drapeau de l'Union Européenne est hissé sur leurs toits[820]. Les événements sont filmés et suivis en direct, les autorités, qui ont tardé à réagir, bloquent les moyens de communication. Marian Lupu dénonce une tentative de coup d'État, Voronine dénonce pêle-mêle un complot américain, des activistes serbes[821] mais aussi et surtout une ingérence directe et massive de la Roumanie dont, selon lui, les professeurs se font le relais auprès des jeunes dont ils ont la charge[822]. Les leaders de l'opposition accusent les autorités d'avoir manipulé la foule et d'avoir elles-mêmes encouragé à la destruction des bâtiments officiels pour discréditer les manifestants et justifier une répression[823]. La nuit du 7 au 8 avril

[815] Trifon et Cazacu, *op.cit*., p.146.

[816] Snejana Druţa-Sulima décrit le rôle des observateurs ainsi que la contestation post-électorale comme des éléments récurrents de la scène politique post-soviétique, *op.cit.,*p.306-308.

[817]Druţa-Sulima, *op.cit*., p.321-322.

[818] Evgeny Morozov, « More Analysis on Twitter's Role in Moldova » in *Foreign Policy*, avril 2009, [https://foreignpolicy.com/2009/04/07/moldovas-twitter-revolution/], consulté le 15 septembre 2020.

[819] Pour une chronologie exacte des deux journées, voir Nicolae Negru, *April 7, the outbreak,* in *Twitter revolution – episode one: Republica Moldova,* Chişinău, Arc/Ştiinţa, 2010, p.8-81.

[820] *Idem*, p.147.

[821] C'est l'ONG serbe OTPOR qui était directement visée par cette accusation. Soutenue par des ONG américaine telle l'Open Society Institute, elle a contribué à la formation des jeunes contestataires ukrainiens ou géorgiens lors des révolutions de couleur. Elle fût soupçonnée d'avoir fait de même avec les jeunes Moldaves.

[822] Ces accusations sont reprises et expliquées dans un entretien accordé par Vladimir Voronine à Pilar Bonet du quotidien madrilène *El Pais*, « El ingreso de Rumania en la UE ha complicado las cosas en Moldavia *»* in *El Pais* du 13 avril 2009, [https://elpais.com/diario/2009/04/13/internacional/1239573605_850215.html], consulté le 15 septembre 2020. Voir annexe 17.

[823] Negru, *op.cit.*

est celle de la reprise en main; des centaines de jeunes manifestants sont arrêtés en centre-ville et dans les foyers universitaires, de nombreux cas de violences et de mauvais traitements sont rapportés[824]. La Première ministre et présidente pressentie, Greceanii, passe aux menaces physiques à peine voilées dans un discours adressé aux parents et aux professeurs des jeunes manifestants. (Voir annexe 16 : Message de Zinaïda Greceanii).

Les institutions européennes s'inquiètent de la tournure des événements et de la violence de la répression[825]. L'ONU dépêche une mission d'inspection dans les lieux de détention qui aboutit le 14 avril à un rapport dénonçant les arrestations arbitraires et les violences commises par les forces de l'ordre. En mai, le Parlement européen vote une résolution dénonçant des atteintes aux Droits de l'Homme. De son côté, la Russie apporte son soutien au pouvoir en place en rappelant que les élections avaient été jugées correctes par les observateurs internationaux (parmi lesquels de nombreux observateurs de la CEI[826]). Les médias russes reprennent les spéculations du gouvernement de Chișinău sur l'origine des événements et le ministre des Affaires étrangères Serguei Lavrov demande à l'Europe et à la Roumanie de respecter la souveraineté pleine et entière de la Moldavie[827]. C'est avec la Roumanie que la tension est la plus vive, le gouvernement de Bucarest et l'opinion publique ayant pris fait et cause pour les manifestants, elle devient la principale cible du pouvoir moldave en quête d'une explication et d'un ennemi à dénoncer[828]. L'ambassadeur de Roumanie est renvoyé à Bucarest, des journalistes roumains sont expulsés, des étudiants interdits d'entrer sur le territoire. Un régime de visa obligatoire est brusquement imposé aux citoyens roumains[829] et pendant quelques semaines, le train *Prietenia* (amitié) qui relie quotidiennement Bucarest et Chișinău est arrêté. Le ministre roumain des Affaires étrangères, Cristian Diaconescu, dénonce cette nouvelle obligation de visa comme contraire aux engagements européens des autorités de Chișinău et déconseille formellement tout déplacement en Moldavie à l'ensemble des citoyens roumains, y compris aux nombreux binationaux. Cet avertissement survient quelques jours avant les fêtes

---

[824] *Idem.*

[825] Mark Jones,« EU's Solana urges calm in Moldova » pour l'agence *Reuters*, avril 2009, [https://uk.reuters.com/article/uk-moldova-election-eu-sb/eus-solana-urges-calm-in-moldova-idUKTRE53635U20090407], consulté le 20 octobre 2020.

[826] Autorisés à être observateurs pour cette élection contrairement à la précédente.

[827] Oleg Shchedrov, « Russia says Moldova riots undermine sovereignity » pour l'agence *Reuters*, avril 2009, [https://uk.reuters.com/article/uk-moldova-election-russia-sb/russia-says-moldova-riots-undermine-sovereignty-idUKTRE5371NP20090408], consulté le 20 octobre 2020.

[828] Des manifestations de soutien furent organisées entre le 5 et le 15 avril dans toutes les grandes villes de Roumanie.

[829] Le régime de visas pour l'ensemble des citoyens de l'Union Européenne avait été supprimé en 2006.

de Pâques, période habituelle de grands déplacements familiaux d'un côté et de l'autre de la frontière[830]. Vladimir Voronine cède néanmoins à la principale revendication des manifestants ; un recompte des votes a lieu le 15 avril et les résultats sont confirmés[831] ; en dépit des protestations de l'opposition, de nombreux experts s'accordent pour affirmer qu'il n'y a pas eu de fraudes significatives lors de ce scrutin[832].

L'improprement nommée « révolution twitter»[833] est un moment de rupture dans la vie politique moldave sur lequel de nombreuses zones d'ombre subsistent. Ces interrogations concernent le degré de spontanéité de ces manifestations[834], l'apathie des forces de l'ordre qui laissèrent les manifestants s'emparer des bâtiments officiels et le degré de violence de la répression[835] même s'il est aujourd'hui officiellement admis qu'une mort peut être directement attribuée aux violences policières[836]. Au-delà des querelles d'interprétation, la « révolution twitter » met en lumière une partie significative de la jeunesse moldave déterminée à manifester son désir de changement avec des modes d'organisation qui échappent aux partis traditionnels[837]. Elle va polariser le pays sur de nouvelles bases et entraîner une crise politique durable. (Voir annexe 17 : Entretien de Vladimir Voronine accordé au journal madrilène El Pais à la suite des événements d'avril).

---

[830] William Hill et David Kramer, « Moldova: The Twitter Revolution that wasn't » in *Open Democracy*, 2009, [https://www.opendemocracy.net/en/moldova-the-twitter-revolution-that-wasn-t/]

[831] Rédaction de la Deutsche Welle, « Moldova court orders vote recount in disputed election » pour *Deutsche Welle*, 2009, [https://www.dw.com/en/moldovan-court-orders-vote-recount-in-disputed-election/a-4172495], consulté le 20 octobre 2020.

[832] C'est le cas par exemple de Vladimir Socor, analyste de la Jamestown Foundation, peu susceptible de sympathie pour les régimes communistes, « Ten Reasons Why the Communist Party Won Moldova's Elections Again» in *Eurasia daily monitor,* volume 6, 2009. [https://jamestown.org/program/ten-reasons-why-the-communist-party-won-moldovas-elections-again/], consulté le 20 octobre 2020.

[833] Anne Applebaum, « The Twitter Revolution that wasn't » in *The Washington Post*, 2011, [https://www.anneapplebaum.com/2009/04/21/the-twitter-revolution-that-wasnt/], consulté le 20 octobre 2020. Les observateurs occidentaux s'intéressèrent en premier lieu aux moyens de propagation des mots d'ordre de rassemblement et à la mise en place de modes d'organisation horizontale à défaut souvent de bien maîtriser le fond du problème. De plus, il y avait à l'époque fort peu de comptes twitter en Moldavie, les réseaux sociaux les plus utilisés étaient *Facebook et* surtout le site russe *Odnoklassniki* très populaire dans l'espace ex-soviétique.

[834] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.148-150

[835] Valentina Basiul, « 2009, 7 aprilie, o « revolutie » cu multe necunoscute » pour *Radio Europa libera Moldova,* 2016, [https://moldova.europalibera.org/a/27929130.html], consulté le 20 octobre 2020.

[836] Les circonstances de la mort de Valeriu Boboc ont donné lieu à un procès à la Cour Européenne des Droits de l'homme. Voir Diana Raileanu, « CEDO a început examinarea dosarului privind moartea lui Valeriu Boboc » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2011, [https://moldova.europalibera.org/a/moldova-7-aprilie-cazul-boboc-cedo/29027411.html], consulté le 20 octobre 2020.

[837] Cazacu et Trifon, *op.cit.*, p.147

8. L'imbroglio politique et constitutionnel

Au mois de mai, le nouveau Parlement entre en fonction. Vladimir Voronine en est élu président. Zinaïda Greceanii se présente à deux reprises devant les députés pour être désignée présidente de la République[838], il ne lui qu'une voix mais le désistement attendu ne vient pas[839]. Face au blocage et en désaccord avec la ligne dure de Voronine et Greceanii, Marian Lupu, Premier ministre pressenti, quitte le Parti communiste pour rejoindre le petit Parti démocrate[840].

Voronine, président de la République par intérim[841], convoque de nouvelles élections 29 juillet dans une ambiance de grande confusion[842]. Ces élections donnent lieu à une campagne particulièrement âpre ; l'opposition dénonce la « dictature communiste » tandis que le PCRM se pose en défenseur de la Nation, dénonce la tentative de subversion de l'étranger et le risque d'anarchie ou de guerre[843].

A l'issue du scrutin marqué par une participation importante (près de 60% de votants), le Parti communiste obtient 44.69% des votes soit 48 sièges, il se place devant le Parti libéral-démocrate de Moldavie, le Parti libéral, le Parti démocrate de Moldavie et l'Alliance « Notre Moldavie » (*Alianţa Moldova Noastra*, AMN)[844]. Dans cette nouvelle configuration, les partis de droite (PL et PLDM et notre Moldavie) et le PCRM sont contraints à négocier pour former une coalition avec le Parti démocrate, devenu faiseur de roi. En août, les quatre partis non communistes s'unissent pour former «l'Alliance pour l'Intégration Européenne» (AIE)[845]. L'AIE est portée par des ambitions personnelles et des agendas très différents mais tous les acteurs ont en commun la volonté d'éloigner le PCRM du pouvoir[846]. Le Parti Libéral Démocrate de Moldavie fondé en 2007 par Vlad Filat est le parti central de l'Alliance, il se définit comme un parti de centre-droit, proche des conservateurs européens. L'Alliance

---

[838] Druţa-Sulima, *op.cit.*, p.407-408

[839] Désistement que la presse appela «le vote d'or» .Voir Vladimir Socor, « Moldova on the Brink of Constitutional Crisis » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 97, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/moldova-on-the-brink-of-constitutional-crisis/], consulté le 20 octobre 2020.

[840] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.151

[841] La Constitution prévoit qu'en l'absence de président élu, le président du Parlement est président de la République par interim.

[842] Vladimir Socor, « Moldova Enters Unstable Pre-Election Period » in *Eurasia Daily Monitor,* n°110, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/moldova-enters-unstable-pre-election-period/], consulté le 20 octobre 2020.

[843] *Idem.*

[844] Druţa-Sulima, *op.cit*., p. 403

[845] Vladimir Socor, « Moldova Emerging from its Constitutional Crisis » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 164, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/moldova-emerging-from-its-constitutional-crisis/]

[846] Parmentier, *op.cit.,*p.133-134.

Moldova Noastra de l'ancien maire de Chişinău, Serafim Urecheanu est un parti centriste, héritier informel du parti agrarien. Le Parti libéral est le plus roumaniste des partis de l'AIE, Mihai Ghimpu un des fondateurs du Front Populaire Moldave et ancien dirigeant du Bloc des intellectuels et des paysans préside le PL depuis 1998. Le Parti libéral dit lutter pour « l'affirmation pleine de la vérité scientifique et historique au sujet de l'identité nationale » et Mihai Ghimpu voit dans le rapprochement avec l'Union Européenne la première étape d'une unification avec la Roumanie[847]. Le nouveau venu est le Parti Démocrate de Moldavie (PDM) qui se présente comme une « formation de type sociale-démocrate, promouvant les concepts de la gauche centriste européenne ». Sur le plan identitaire, le PDM va clairement jouer la carte de la « nation civique » avec la promotion d'un moldovénisme modéré et compatible avec le discours européen. Au moment des événements d'avril, le PDM est un petit parti ayant obtenu moins de 3 % aux élections, il bénéficie largement du ralliement de Marian Lupu qui quitte le PCRM en pleine crise. La figure pro-occidentale du PCRM va jouer un rôle de modérateur faisant une nouvelle fois la preuve du poids des personnalités individuelles par rapport aux partis politiques et à leurs doctrines fluctuantes[848]. Fin août, le leader libéral Mihai Ghimpu est élu à la tête du Parlement, il devient donc président de la République par intérim, Vlad Filat, le dirigeant du PDLM est nommé Premier ministre[849]. L'élection du président de la République donne lieu à une bataille constitutionnelle intense et est reportée à plusieurs reprises, le PCRM refusant de présenter un candidat afin d'invalider l'élection. Afin de mettre fin à la crise, Mihai Ghimpu propose l'organisation d'un référendum pour modifier la Constitution et permettre l'élection du président au suffrage universel direct[850].

Organisé le 5 septembre 2010, ce référendum que le PCRM a appelé à boycotter est invalidé en raison d'un taux de participation trop faible[851].Mihai Ghimpu est contraint de convoquer de nouvelles élections législatives anticipées le 28 novembre 2010[852]. 63,37% des électeurs participent à ce quatrième scrutin en moins de dix-huit mois, seuls quatre partis parviennent à dépasser le seuil électoral abaissé à 5%. Le Parti communiste réunit 39.34% des votes devant

[847] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.165.
[848] *Idem*.
[849] Vladimir Socor, « The Politics of Moldova's Governing Alliance » in *Eurasia Daily Monitor* n°181, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/the-politics-of-moldovas-governing-alliance/]
[850] Igor Boţan, « Patimi post-electorale » in *e-democracy*, 2009, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/post-electoral-fervor/], consulté le 20 octobre 2020.
[851] Igor Boţan, « Miza alegerilor din 28 noiembrie 2010 » in *e-democracy,* 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/eventual-post-electoral-scenarios/], consulté le 20 octobre 2020.
[852] *Idem.*

le Parti libéral-démocrate à 29.42% des voix, le Parti démocrate à 12.70% et le Parti libéral avec 9.96%[853]. Les négociations qui suivent sont tumultueuses, l'alliance « Notre Moldavie » n'a plus de représentation parlementaire et doit quitter l'AIE tandis que le Parti démocrate négocie avec les libéraux et mais aussi avec les communistes pour former une majorité parlementaire[854]. L'AIE est finalement reconduite par une alliance entre les deux partis libéraux et le Parti démocrate qui fructifie sa position d'arbitre. Marian Lupu, est élu le 30 décembre président du Parlement et devint par conséquent président intérimaire de la république de Moldavie. Vlad Filat est confirmé à son poste de Premier ministre[855]. L'Alliance pour l'Intégration Européenne peut désormais réellement gouverner.

[853] Igor Boţan, « Trei C pentru refacerea AIE » in *e-democracy*, 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/3-conditions-restoring-aei/], consulté le 20 octobre 2020.
[854] *Idem.*
[855] Igor Boţan, « Alegerea Sefului Statului : Hazard vs consecventa » in *e-Democracy*, 2011, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/election-president-hazard-vs-consistency/] , consulté le 20 octobre 2020.

II. 3. 2010-2020 : La décennie européenne

L'arrivée au pouvoir de l' Alliance pour l'Intégration Européenne permet à la Moldavie de retrouver une image favorable auprès de l'Union Européenne et de rétablir de bonnes relations bilatérales avec la Roumanie. L'AIE se fixe comme objectifs de surmonter la crise économique et sociale, d'assurer la croissance économique, de réincorporer la Transnistrie, d'intégrer l'Union européenne et de promouvoir une politique étrangère cohérente[856].

Dès sa prise de fonction, le Premier ministre Vlad Filat se rend dans de nombreuses capitales européennes et devient la figure de la démocratisation de la société moldave. Les gages donnés sont nombreux, la Moldavie fait ainsi des progrès notables en matière de liberté d'expression, on assiste à une importante diversification du paysage médiatique grâce au lancement de chaînes d'information[857]. Pour soutenir le nouveau pouvoir, l'Union Européenne accorde une aide directe au budget de l'Etat, la Moldavie devient le premier récipiendaire de l'aide européenne calculée *per capita* parmi les pays relevant de la PEV [858].

[856] Dorin Cimpoeşu, *Regimul post-totalitar din Republica Moldova*, Targoviste, Editions Cetatea de Scaun, 2012, p.259.
[857] Publika TV, Prime par exemple. Ces chaînes se révéleront financées et proches des partis au pouvoir, PDLM pour la première, Parti démocrate pour la seconde.
[858] Valentin Lozovanu, *Potentialul Asistentei Externe ; mai poate mecanismul de conditionare promova reformele in Republica Moldova ?* Chişinău, Institutul pentru Dezvoltare si Initiative Sociale (IDIS) Viitorul, 2016

1. Le combat mémoriel comme facteur de mobilisation

En dépit de ce soutien manifeste, l'AIE ne parvient pas à asseoir sa légitimité politique en interne, elle va chercher à affaiblir définitivement le Parti communiste en utilisant les traumatismes mémoriels de la population majoritaire, le Parti libéral et son président Mihai Ghimpu vont être les fers de lance de cette bataille. La crise politique des années 2009-2010 décrite dans le chapitre précédent peut être relue sous cet angle : Après le renoncement des communistes, l'AIE se retrouve dans l'incapacité de faire élire un président de la République, les communistes gardant une minorité de blocage au Parlement[859], les élections anticipées convoquées pendant l'été 2009 pour sortir de cette crise constitutionnelle ne permettent pas de dégager une majorité parlementaire[860]. Après deux vaines tentatives pour faire élire un président issu des rangs de l'AIE, c'est le président du Parlement, Mihai Ghimpu, qui devient comme le prévoit la Constitution, président de la République en septembre 2009 pour un intérim qui ne pouvait excéder 9 mois[861].

Le Parti libéral est le parti de l'AIE le plus proche des idées unionistes et le plus hostile à la Russie[862]. La quête de la « vérité historique » de Mihai Ghimpu, frère du dissident Gheorghe Ghimpu, aboutit à une lutte symbolique et très personnalisée avec le PCRM de Vladimir Voronine, l'affrontement roumaniste/moldovéniste et la guerre des mémoires sont relancés[863].

Au début de l'année 2010, Mihai Ghimpu décrète la création d'une « Commission pour l'étude et l'évaluation du régime totalitaire communiste en République de Moldavie »[864]. Les 40 membres de la commission sont chargés d'étudier le fonctionnement et les conséquences du régime soviétique dans la République socialiste soviétique de Moldavie entre 1940 et 1991

[859] Vladimir Socor, « Moldova's Politics Remain Centered on the Communist Party » in *Eurasia Daily Monitor,* n°148, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/moldovas-politics-remain-centered-on-the-communist-party/], consulté le 21 octobre 2020.
[860] Vladimir Socor, « Moldova on the Threshold of Post-Post Communism » in *Eurasia Daily Monitor*, n°165, volume 6, 2009, [https://jamestown.org/program/moldova-on-the-threshold-of-post-post-communism/], consulté le 21 octobre 2020.
[861] Cimpoeşu, *op.cit*., p.259
[862] Igor Boţan, « Multi chemati, putin alesi » in *e-democracy*, 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/many-called-few-chosen/], consulté le 21 octobre 2020.
[863] *Idem*.
[864] Communiqué de presse présidentiel du 14 janvier 2010 [https://web.archive.org/web/20110727083006/http://www.president.md/press.php?p=1&s=7454&lang=rom] , consulté le 21 octobre 2020.

grâce à l'ouverture d'archives jusqu'alors inaccessibles[865]. Quelques mois plus tard, à l'occasion du premier anniversaire de la « révolution twitter », Mihai Ghimpu accorde à titre posthume la plus haute distinction nationale, l'Ordre de la République, à Valeriu Boboc, la seule victime des forces de police officiellement reconnue lors de ces événements[866]. Toujours dans l'impossibilité d'être élu président, Mihai Ghimpu décide l'organisation d'un référendum pour modifier la Constitution et permettre l'élection du président de la République au suffrage universel direct[867]. C'est dans ce contexte particulier que se déroulent les travaux de la commission pour l'étude du régime communiste, ses membres subissent une forte pression politique, Ghimpu souhaitant pouvoir utiliser les résultats des travaux pour condamner officiellement le communisme avant le référendum. Ces pressions divisent la commission, certains chercheurs mènent leurs travaux à charge, d'autres ont à cœur de garder une démarche équilibrée et scientifiquement étayée[868]. Le rapport rendu n'est pas officiellement validé car il n'est pas agréé par l'ensemble des membres de la commission[869]. Le premier juin 2010, le PL publie néanmoins un rapport succinct sur la base duquel le président Ghimpu décrète l'interdiction du terme « communisme » pour toute organisation politique et syndicale, l'interdiction de la promotion d'un « héritage communiste » ainsi que celle de tout emblème ou symbole totalitaire communiste ou fasciste[870]. A la recherche de la « vérité historique », il décrète le 28 juin « Journée de l'occupation soviétique » en référence au 28 juin 1940, date de l'entrée des troupes soviétiques en Moldavie[871]. L'académie des Sciences soutient la démarche et déclare: *Les documents d'archives et la recherche historique internationale montre que l'annexion de la Bessarabie et celle de la Bucovine du Nord étaient planifiées et conçues par les autorités soviétiques comme une occupation militaire de ces territoires. Le décret du*

[865] Sergiu Musteaţa et Igor Caşu, *Fara termen de prescriptie. Aspecte ale investigarii crimelor comunismului in Europa* , Chişinău, Cartier, 2011, p.11.
[866] Diana Raileanu, « CEDO a inceput examinarea dosarului privind mortea lui Valeriu Boboc » in *Radio Europa Libera Moldova*, 2010, [https://moldova.europalibera.org/a/2005640.html] , consulté le 21 octobre 2020.
[867] Cimpoeşu, *op.cit*., p.260-261
[868] Bogdan Iacob, « Liberal Anti-communism and historical commissions in Romania and Moldova » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°2-3, volume 2-3, 2020, p. 89-120.
[869] Entretiens avec Petru Negura et Andrei Cusco menés le 20 mars 2016.
[870] Vladimir Socor, « Moldova Condemns Communism at Long Last » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 135, volume 9, 2012, [https://jamestown.org/program/moldova-condemns-communism-at-long-last/], consulté le 21 octobre 2020.
[871] Igor Boţan, « Cauza esecului referendumului » in *e-democracy*, 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/reasons-referendum-failure/], consulté le 21 octobre 2020.

président Ghimpu reflète par conséquent la vérité historique[872].

Dorin Chirtoacă, neveu de Mihai Ghimpu, envisage l'érection d'un mémorial aux victimes du communisme sur la place de l'Assemblée Nationale à l'endroit où se situait la statue de Lénine. Le décret présidentiel est vivement critiqué par le PCRM, par une majorité des citoyens russophones et par les associations de vétérans de guerre. Au sein même de la coalition au pouvoir, le Parti démocrate considère cette décision comme une provocation inutile. Saisie par le Parti communiste, la Cour constitutionnelle tranche le débat le 12 juillet en annulant le décret[873]. En réaction, le Parti libéral transforme la campagne pour le référendum en un plaidoyer contre le communisme tandis que le PCRM appelle au boycott de la consultation[874]. Le résultat est favorable aux libéraux mais le référendum est invalidé en raison du faible taux de participation, c'est un désaveu personnel pour Ghimpu obligé de convoquer de nouvelles élections législatives anticipées[875]. L'instabilité institutionnelle qui perdure et le débat historique qui déchire la classe politique masquent mal les premiers retards pris dans les engagements vis-à-vis de l'Union Européenne, aucun progrès notable n'est à mettre à crédit de l'AIE dans le domaine des réformes du système judiciaire ou de l'administration centrale[876].

2. La *success story* démocratique ?

Les résultats des élections législatives ne font pas évoluer le rapport de force entre l'AIE et le Parti communiste mais ils marquent le recul du PL au sein de l'Alliance et confirment également la position centrale occupée par le Parti démocrate sur l'échiquier politique[877]. Au mois de décembre, son président, Marian Lupu négocie avec les deux partis libéraux mais aussi

[872] Céline Bayou, « Le jour de l'occupation soviétique ne fait pas l'unanimité » in *Regard sur l'Est*, 2010, [https://www.moldavie.fr/Moldavie-Le-Jour-de-l-occupation-sovietique-ne-fait-pas-l.html], consulté le 21 octobre 2020.
[873] Socor, « Moldova Condemns Communism at Long Last », *op.cit.*
[874] Igor Boţan, « Cartea revanşei batuta cu asul in maneca » in *e-democracy,* 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/ace-against-revenge-intention/], consulté le 21 octobre 2020.
[875] Cimpoeşu, *op.cit.,* p.260-261.
[876] Igor Boţan, « Anul politic 2010 » in *e-democracy,* 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/political-year-2010/], consulté le 21 octobre 2020.
[877] Résultats et répartition des sièges sur *e-democracy* [http://www.e-democracy.md/elections/parliamentary/2010/] , consulté le 21 octobre 2020.

avec le PCRM[878]. Il réoccupe ainsi le créneau des agrariens des années 90 ; recherche d'une relation équilibrée entre Russie et Occident et constitution d'une « nation civique »[879].

La position de Lupu sur l'éternelle question de la langue est une bonne illustration de cette volonté de conciliation. Il se prononce pour le maintien dans la Constitution du syntagme « langue moldave » tout en reconnaissant que d'un point de vue scientifique la langue parlée en Moldavie est bien le roumain[880]. Marian Lupu reconduit finalement son alliance avec les deux partis libéraux, élu président du Parlement dans les derniers jours de l'année 2010, il devient à son tour président de la République par intérim. Il s'engage à poursuivre la « libéralisation » du pays avec la démilitarisation du ministère de l'Intérieur, la dépolitisation des services secrets, la réforme du système judiciaire, le respect de la concurrence dans le marché intérieur tout en souhaitant un développement de partenariats stratégiques avec la Russie[881].

En dépit de la situation politique interne confuse et de la lenteur du processus de démocratisation, la Moldavie continue à être présentée comme l'exemple à suivre au sein du Partenariat oriental[882]. En mars 2011, le vice-président américain, Joe Biden, se rend à Chișinău à l'invitation de Vlad Filat[883]. Devant une foule réunie sur la place principale de la capitale, il qualifie l'évolution du pays de *succes story* pour la démocratie dans la région. (Voir annexe 18 : Discours de Joe Biden à Chișinău).

Le 6 mai 2011, la présidence hongroise du Conseil Européen convoque à Bruxelles une réunion sur la Moldavie. A son issue, Zsolt Németh, le ministre hongrois des Affaires étrangères déclare que la politique de voisinage de l'Union Européenne a besoin de victoire à l'image de l'accélération du partenariat avec la Moldavie. Un Accord d'association entre l'Union européenne et la Moldavie permettant notamment la libéralisation du régime des visas est

---

878 *Idem.*

879 Igor Boţan, « Trei C pentru refacerea AIE » in *e-democracy*, 2010, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/3-conditions-restoring-aei/], consulté le 21 octobre 2020.

880 Igor Boţan, « Multi chemati, putin alesi », *op.cit.*

881 *Idem.*

882 Vladimir Socor, « Moldova : A Democracy Promoter's Dream and Nightmare » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 54, volume 9, 2012, [https://jamestown.org/program/moldova-a-democracy-promoters-dream-and-nightmare/], consulté le 21 octobre 2020.

883 Vladimir Socor, « Vice-President Bidens Visit can reanimate US-Moldova Relations » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 54, volume 9, 2011, [https://jamestown.org/program/vice-president-bidens-visit-can-reanimate-us-moldova-relations-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

présenté comme imminent[884]. L'AIE parvient donc à convaincre à l'extérieur tout en étant minée par les tensions internes car la crise constitutionnelle perdure, le pays est sans président de plein droit depuis deux ans ; la collaboration entre Marian Lupu et son Premier ministre Vlad Filat devient de plus en plus difficile[885]. La lassitude gagne la population ; de nouvelles élections législatives sont envisagées pour la fin de l'année 2011, les quatrièmes en un peu plus de deux ans.

L'amélioration des indicateurs macro-économiques ne changent guère le quotidien des citoyens[886]. Malgré les engagements européens, corruption et détournements de fonds sont loin d'avoir disparus, les malversations les plus spectaculaires sont les « attaques raiders » soit la prise de contrôle hostile et illégale d'une entreprise, obtenue par la violence, par des fraudes telle la réclamation du remboursement de dettes fictives ou l'achat de décisions de justice. Ces attaques permettent le rachat d'entreprises à vil prix, elles touchent tous les secteurs d'activité mais plus particulièrement le secteur bancaire[887]. Un des hommes forts du Parti démocrate, Vlad Plahotniuc et des proches de ce dernier, Ilan Şor ou Vencesleav Platon commencent à être désignés comme les principaux acteurs de cette nouvelle forme d'accaparement de l'économie du pays[888].

De son côté, Vlad Filat poursuit sa campagne diplomatique, il multiplie les visites à Bruxelles et les invitations aux plus hauts responsables européens afin d'obtenir leur soutien public. Une démarche qu'il appelle lui-même «la recherche du mandat européen»[889]. Toutefois, au fil des mois, les encouragements s'accompagnent d'avertissements et de mises en garde résumés par la déclaration du représentant de l'Union Européenne à Chişinău, Dirk Schuebel:

La lune de miel entre l'UE et la République de Moldavie est terminée, le temps des réformes et

---

[884] Communiqué de presse du Conseil de l'Union Européenne du 5 mai 2011, [https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/er/121875.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

[885] Igor Boţan, « Confused Alliance » in *Governance and Democracy in Moldova*, n° 163, p.1-15, 2011, [http://www.e-democracy.md/en/monitoring/politics/comments/embarrassed-alliance/],consulté le 21 octobre 2020.

[886] Igor Boţan, « The myth about the story » in *Governance and Democracy in Moldova*, n° 164, 2011, p.13-16, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-164-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

[887] Igor Boţan, « Phoenix Bird and Watermelon » in *Governance and Democracy in Moldova*, n° 176, 2011, p.20, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-176-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

[888] Igor Munteanu, « Democratia ghilotinata de oligarhi » in Armand Goşu et Alexandru Gussi (dir), *Democratia sub asediu,* Bucarest, Corint, 2019, p.93-95.

[889] Igor Boţan, « European Integration » in *Governance and Democracy in Moldova*, n ° 176, 2011, p.14-17, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-176-en.pdf] , consulté le 21 octobre 2020.

des actions est venu.

Les élections locales du mois de juin marquent une nouvelle dégradation de la situation de l'AIE. Le Parti communiste reste la première force politique du pays et ne recule plus tandis que le Parti libéral continue de s'affaiblir, l'opposition entre le Parti démocrate de Lupu et le Parti libéral démocrate de Filat se durcit[890]. Vlad Filat confie lors d'un entretien à la presse que *les choses ne marchaient pas au sein de l'Alliance pour l'Intégration Européenne* et dit craindre le *syndrome ukrainien* en faisant référence à l'anéantissement des espoirs suscités par la révolution orange de Kiev, l'explosion de la coalition pro-occidentale et le retour d'un pouvoir pro-russe[891].

A la fin de la session parlementaire du premier semestre, le bilan des réformes est maigre, les initiatives législatives du gouvernement sont bloquées par l'opposition des communistes et par les divisions au sein de l'Alliance elle-même. Les slogans tels « Le changement jusqu'au bout » ou « Prospérité, respect et progrès pour une Moldavie sans pauvreté » commencent à sonner creux. Vlad Filat concède publiquement avoir des difficultés à lutter contre les intérêts privés, il dit rencontrer plus d'opposition de la part de ses partenaires de coalition que du parti communiste et déclare craindre davantage l'influence de groupes mafieux qu'un retour au pouvoir du PCRM. Le discours du Premier ministre cible Vladimir Plahotniuc, vice-président du Parlement et vice-président du PDM[892]. Le Parti démocrate réplique en mettant en cause la loyauté de Filat accusé de favoriser lui-même des groupes d'intérêt qui lui sont proches. Pour la première fois apparaît au grand jour un affrontement que les médias résumeront sous le nom de « guerre des Vlads »[893]. Vladimir Voronine compare les conflits internes à l'AIE à des *règlements de compte entre chefs de groupes de criminels* et propose de renverser la présidence du Parlement, ce que les observateurs politiques interprètent comme un appel à une alliance de circonstance avec le PDLM[894].

3. Nicolae Timofti, le président du compromis

Pour l'analyste Igor Boţan, l'adresse du Premier ministre aux citoyens a été perçue comme

[890] Boţan, « The myth about the story », *op.cit*.
[891] *Idem.*
[892] Igor Boţan, « Phoenix Bird and Watermelon », *op.cit*.
[893] Dan Dungaciu et Petrişor Peiu, *Reunirea; realitaţi, costuri, beneficii*, Bucarest, Litera, 2017, p.119.
[894] *Idem*.

l'aveu de la fin de la «success story» chère à Joe Biden[895]. A l'automne 2011, les partenaires extérieurs manifestent leur impatience tandis que de nouvelles élections législatives sont envisagées. Les dissensions au sein de l'AIE permettent d'envisager un sujet tabou, celui d'une coalition entre un parti de l'alliance et le PCRM qui caresse ouvertement le rêve d'un possible «retour à la normale» après le «coup d'Etat» dont il considère avoir été victime. Le parti pour lequel cette solution paraît la plus envisageable est le PDLM qui proclamait en 2009 la lutte pour « Une Moldavie sans communistes, une Moldavie sans Voronine »[896]. Vlad Filat admet que *la lutte contre le communisme avait servi de paravent pour le maintien des tentacules* et que l'opposition au Parti communiste de la république de Moldavie ne *pouvait plus être la seule raison d'être de l'Alliance*.

Dans ce paysage politique tourmenté, le PCRM apparaît comme un pôle de stabilité enviable par sa discipline interne, son organisation et sa solide base électorale ; après la perte du pouvoir en 2009, le parti a certes été secoué par un débat entre conservateurs et rénovateurs mais Vladimir Voronine est parvenu à contrôler son ambitieux ex-ministre, Igor Dodon. Cette stabilité est brutalement rompue en novembre 2011, Igor Dodon quitte le Parti communiste avec un groupe de parlementaires parmi lesquels Zinaïda Greceanii. Le « groupe Dodon » justifie son choix par la volonté d'éviter au pays de nouvelles élections anticipées[897]. Les frondeurs du PCRM rejoignent quelques semaines plus tard un petit parti politique, le Parti Socialiste de la République de Moldavie dont Dodon prendra rapidement la tête en renversant sa direction lors d'un congrès[898].

C'est dans ce paysage politique bouleversé que l'élection du président de la république est relancée : Le scrutin doit opposer Marian Lupu et Zinaïda Greceanii mais au moment du vote, personne ne se présente devant les députés. Une autre tentative d'élection a lieu le 16 décembre, Marian Lupu est le seul candidat, il essuie un nouvel échec et de nouvelles élections législatives anticipées se profilent[899]. L'Union européenne montre des signes d'inquiétude relayés par son

[895] Igor Boţan, « Sad End of Sucess Story » in *Governance and Democracy in Moldova*, n° 174, 2011, p.13-21. [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-174-en.pdf] , consulté le 21 octobre 2020.
[896] Dumitru Crudu, « Cazul Vlad Filat » in Sorin Bocancea et Radu Carp (dir.), *Calea europeana a republicii Moldova*, Iaşi, Adenium, 2016, p. 149.
[897] Cimpoeşu, *op.cit*., p.262-263.
[898] Julien Danero-Iglesias et Vincent Henry, « Radical Left in Moldova » in Luke March et Daniel Keith (dir.) *Handbook of Radical Left*, Londres, Routledge, 2021, p. 886-934.
[899] Igor Boţan, « Incidenta incapacitatii alegerii sefului statului asupra integrarii europene » in *e-democracy*, 2012, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/presidential-elections-vs-constitutionality/], consulté le 21 octobre 2020.

représentant à Chișinău. Dirk Schuebel déclare qu'il *serait une honte pour la Moldavie que des élections anticipées viennent interrompre le processus d'intégration*[900].

Le début de l'année 2012 accentue le sentiment d'urgence. En Russie, la timide parenthèse de libéralisation ouverte par Dimitri Medvedev se referme avec le retour à la présidence de Vladimir Poutine. En Transnistrie, les électeurs mettent fin au règne d'Igor Smirnov pour élire un nouveau « président », Evgueny Chevtchouk. Une autre époque s'ouvre à Tiraspol tandis que Chișinău se débat dans une interminable crise politique[901]. Pressée par ses partenaires extérieurs, l'Alliance finit par trouver un candidat consensuel au poste de président de la République, la fonction est proposée au président du Conseil supérieur de la Magistrature, une personnalité n'ayant jamais fait de politique, Nicolae Timofti[902]. Le 16 mars 2012, il est élu président de la république de Moldavie avec 62 voix - celles des députés de l'AIE auxquels se sont jointes celles du groupe d'Igor Dodon. Pour obtenir ce soutien des députés socialistes, Nicolae Timofti s'engage au respect du maintien de la neutralité du pays, de l'équilibre des relations entre UE et CEI, de la confirmation de la spécificité de la culture et de la langue moldave[903]. La normalisation de la situation politique relance le processus de rapprochement avec Bruxelles ; en juin, plusieurs accords sectoriels importants sont signés en vue de la finalisation de l'Accord d'association[904]. Plusieurs personnalités européennes de premier plan se rendent à Chișinău ; Angela Merkel en août puis José Manuel Barroso en novembre, une « perspective européenne » pour reprendre les termes de la Chancelière allemande semble ouverte[905].

---

[900] Entretien avec Dirk Schuebel, « Noi alegeri anticipate ar fi o rușine pentru Moldova » in *Adevarul,* 2011, [https://adevarul.ro/moldova/politica/Seful-delegatiei-ue-Chișinău-noi-alegeri-anticipate-rusine-moldova-1_50ad4de37c42d5a66392a1cb/index.html],consulté le 21 octobre 2020.

[901] Vincent Henry, « Transnistrie : Que tout change pour que rien ne bouge » in *Regard sur l'Est*, 2016, [http://regard-est.com/transnistrie-que-tout-change-pour-que-rien-ne-bouge], consulté le 21 octobre 2020.

[902] Vladimir Socor, « Moldova Electing a Head of State After 3 year Void » in *Eurasia Daily Monitor,* n° 53, volume 9, 2012, [https://jamestown.org/program/moldova-electing-a-head-of-state-after-three-year-void/], consulté le 21 octobre 2020.

[903] *Idem.*

[904] Vladimir Socor, « Moldovan Prime Minister Returns with Full Hands from Brussels » in *Eurasia Daily Monitor*, n°126, volume 9, 2012, [https://jamestown.org/program/moldovan-prime-minister-returns-with-full-hands-from-brussels/], consulté le 21 octobre 2020.

[905] Vladimir Socor, « Angela Merkel opens an European Perspective for Moldova » in *Eurasia Daily Monitor,* n°160, volume 9, 2012, [https://jamestown.org/program/angela-merkel-opens-a-european-perspective-for-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.

4. Partie de chasse et débâcle politique

L'illusion d'un président pacificateur va faire long feu et la façade respectable de l'AIE s'effondre à la fin de l'année 2012. Le 23 décembre, une partie de chasse réunit une trentaine de dignitaires, hauts fonctionnaires, magistrats et hommes d'affaires, tous proches de Vladimir Plahotniuc. Un des participants, Sorin Panciu, est blessé par un tir accidentel. La victime est conduite à l'hôpital le plus proche où elle décède. Les participants tentent dans un premier temps d'étouffer l'affaire ; la police n'est pas avertie, les traces de l'accident sont effacées et les obsèques de Sorin Panciu ont lieu en toute discrétion[906]. Le 6 janvier 2013, l'affaire est révélée par Sergiu Mocanu, président d'un petit parti d'opposition, le « mouvement antimafia ». La liste des participants à la chasse est rendue publique, elle comporte les noms du directeur de l'agence sylvicole nationale, du président et du vice-président de la Cour d'appel de Chişinău et celui du procureur général de la république Valeriu Zubco qui devient le principal suspect. L'accident tragique devient affaire politique sous le nom d'affaire *Padurea Domneasca*[907]. Zubco est contraint à la démission, son départ déséquilibre le fonctionnement de la coalition basé sur une répartition des fonctions publiques entre partis et sphères d'influence. Selon cette complexe équation, le poste de procureur général revenait au Parti démocrate et au contrôle de Vlad Plahotniuc[908]. Vlad Filat saisit l'occasion pour accuser son rival de corruption et de trafic d'influence et le 13 février, il convainc une majorité de députés de le démettre de son poste de vice-président du Parlement.

Le PDM réplique en faisant diffuser, en dehors de toute procédure légale, sur les chaînes de télévision qu'il contrôle des enregistrements téléphoniques fournis par un groupe de procureurs ; on y entend Filat faire pression sur les autorités fiscales dans son intérêt personnel[909]. Le 5 mars, le Parti démocrate dépose une motion de censure contre le gouvernement, la motion est votée par les députés communistes tandis que le Parti libéral s'abstient, le gouvernement Filat est renversé. Le 10 avril 2013, le président Timofti désigne pourtant à nouveau Vlad Filat comme Premier ministre sur fond d'une apparente reprise du

---

[906] Enquête journalistique détaillée de Iurie Sanduţa et Victor Moşneag, « Vanatoare de oameni in padurea domneasca » in *Ziarul de Garda,* janvier 2013, [https://www.zdg.md/investigatii/ancheta/vanatoare-de-oameni-in-padurea-domneasca/], consulté le 21 octobre 2020.

[907] Bartłomiej Zdaniuk, « Moldavie : Le déclin d'une coalition pro-européenne » in *Regard sur l'Est*, 2013, [http://regard-est.com/moldavie-le-declin-dune-coalition-pro-europeenne], consulté le 21 octobre 2020.

[908] *Idem.*

[909] Vladimir Socor, « Political Factions Threaten to Derail Moldova's European Course (part one) » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 36, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/political-factions-threaten-to-derail-moldovas-european-course-part-one/] consulté le 21 octobre 2020.

dialogue avec Plahotniuc[910]. Les communistes et les libéraux s'opposent à cette nomination mais une majorité parlementaire est opportunément obtenue par une scission du Parti libéral ; Ion Hadârcă, ancien dissident et figure historique du Front Populaire annonce la création d'un groupe de réformateurs constitué de 7 députés issus du PL, l'apparition de ce nouveau groupe parlementaire, qui deviendra ultérieurement le Parti libéral réformateur, permet de constituer une majorité avec les députés du PDLM et du PDM. Vlad Filat est reconduit au poste de Premier ministre. A peine nommé, il concède publiquement s'être trompé en accusant Plahotniuc, en réponse, celui-ci déclare ne jamais avoir eu de différend avec son partenaire de coalition[911]. Le soutien du PDM a toutefois un prix ; le 19 avril 2013, la nouvelle majorité élit un proche de Plahotniuc au poste de procureur-général, Corneliu Gurin. Elle modifie également la loi électorale ; le mode de scrutin ne sera plus proportionnel mais mixte proportionnel/uninominal. Cette modification est favorable au PDM dont les moyens financiers lui permettent d'entretenir des structures locales dans toutes les circonscriptions du pays[912].

Le 22 avril, la Cour constitutionnelle juge contraire à la Constitution la nomination de Vlad Filat au motif qu'une personne «soupçonnée» de corruption ne pouvait pas être Premier ministre. Cette décision provoque un retournement des alliances ; le 25 avril, le PLDM et les communistes s'allient pour destituer Marian Lupu de son poste de président du Parlement et révoquer Gurin du poste de procureur général[913]. Dans les jours qui suivent, la nouvelle majorité abroge la nouvelle loi électorale pour revenir au système proportionnel et vote le droit du Parlement à révoquer les juges de la Cour constitutionnelle ainsi que la mise sous tutelle gouvernementale du Conseil national anticorruption jusqu'alors sous contrôle du Parquet. La remise en cause l'inamovibilité des juges de la Cour constitutionnelle provoque de vives critiques de l'UE[914].

---

[910] *Idem.*
[911] *Ibidem.*
[912] Vladimir Socor, « Moldova's Tycoon Plahotniuc Gaining Political Influence» in *Eurasia Daily Monitor*, volume 10, n°78, 2013, [https://jamestown.org/program/moldovas-tycoon-plahotniuc-gaining-political-influence/] , consulté le 21 octobre 2020.
[913] Vladimir Socor, « Moldovan Prime Minister Filat Ousted by Intra-Coalition Rivals» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 78, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/moldovan-prime-minister-filat-ousted-by-intra-coalition-rivals/], consulté le 21 octobre 2020.
[914] Vladimir Socor, « Moldovan Political Realignements Stops Bilionaire Tycoon's Bid for Power» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 89, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/moldovan-political-realignments-stop-billionaire-tycoons-bid-for-power/], consulté le 21 octobre 2020.

Le pays se retrouve sans gouvernement, la crise politique ouverte par un accident tragique jette une lumière crue sur la réalité d'un fonctionnement que les partenaires européens du pays ne peuvent plus ignorer[915]. Au cœur de cette bataille se trouve le système judiciaire utilisé comme arme contre les adversaires politiques de celui qui en détient le contrôle[916]. Les pratiques reprochées aux gouvernements précédents et notamment au gouvernement communiste n'ont pas disparu, pire, elles semblent s'être accentuées et nuisent à l'image de l'Union Européenne que l'opinion publique associe à l'AIE [917]. (Voir annexe 19 : Caricature de presse sur l'AIE).

En mars, Filat est reconduit comme Premier ministre par intérim mais son gouvernement est minoritaire. Le PCRM alors porté par des sondages favorables réclame de nouvelles élections législatives[918]. Sous la double pression du PCRM et des partenaires européens, le Parti démocrate, le Parti libéral démocrate et le Parti libéral réformateur écartent le Parti libéral pour former une « coalition pour un gouvernement pro-européen ». Le 30 mai, la nouvelle coalition avalise la proposition de Nicolae Timofti pour le poste de Premier ministre; le ministre des Affaires étrangères Iurie Leanca, prend la tête du gouvernement.

5. Dans la tourmente géopolitique

La préparation du sommet du Partenariat oriental de Vilnius, dernière étape vers la signature d'un accord d'association avec l'Union Européenne offre au gouvernement Leanca l'occasion de réparer une image dégradée auprès de partenaires européens[919]. Dans les mois qui précèdent ce sommet majeur, la confrontation entre la Russie et l'UE s'accentue : Inquiet de la perspective d'une dégradation des relations avec la Russie, le *Bashkan* de la Gagaouzie, Mihai Formuzal organise un double référendum, les Gagaouzes expriment massivement leur

[915] Vladimir Socor, « Demise of Moldova's Alliance For European Integration Surprises European Leaders» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 90, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/demise-of-moldovas-alliance-for-european-integration-surprises-european-unions-leaders/], consulté le 21 octobre 2020.
[916] Socor, « Moldova's Tycoon Plahoniuc Gaining Political Influence », *op.cit.*
[917] Dumitru Minzanari, « Moldovan Politic Begin to Resemble Post-Orange Revolution Ukraine » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 41, volume 10, 2013,[https://jamestown.org/program/moldovan-politics-begin-to-resemble-post-orange-revolution-ukraine/], consulté le 21 octobre 2020.
[918] Vladimir Socor, « Who Controls What : State Institution and The Power Struggle in Moldova » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 90, volume 10, 2013,[https://jamestown.org/program/who-controls-what-state-institutions-and-the-power-struggle-in-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.
[919] Medena Weident, « Integrarea euroepana este o chestinue existentiala » pour *Deutsche Welle,* 2014, [https://www.dw.com/ro/iurie-leanc%C4%83-integrarea-european%C4%83-e-o-chestiune-existen%C5%A3ial%C4%83/a-17670508], consulté le 21 octobre 2020.

préférence pour une association avec l'Union Douanière plutôt qu'avec l'Union Européenne, et réaffirment leur opposition à une possibilité d'union avec la Roumanie, le rapprochement avec l'UE étant perçu comme un premier pas en ce sens[920]. La Russie cherche à influencer la décision de la Moldavie encore plus directement, en septembre, lors d'une visite en Transnistrie, le vice-président russe Dimitri Rogozine menace le gouvernement de Chișinău de sanctions si la Moldavie s'associe à l'Union Européenne évoquant notamment la possibilité de cesser les livraisons de gaz[921]. Le Parti communiste prend fait et cause pour le projet alternatif d'Union Douanière, il lance « octobre rouge » une série de grandes manifestations pour dénoncer le projet d'association avec l'UE, accusé de creuser les fractures sociales au profit d'une élite politique corrompue[922]. Dans cette ambiance de division nationale, le sommet de Vilnius est présenté de façon dramatique par le gouvernement comme le moment du choix définitif du l'Europe et la Russie, entre l'Est et l'Ouest, entre le passé et l'avenir[923].

5.1. Le choix de Vilnius et ses conséquences sur la scène politique

Lors du sommet de Vilnius en novembre 2013, Iurie Leanca réaffirme la volonté de la Moldavie de s'associer à l'UE et de poursuivre sur la « voie européenne », la Géorgie fait de même[924]. La grande surprise vient de la délégation de Kiev, après de de longues négociations, le président Viktor Ianoukovtich renonce à l'association avec l'UE. Furieux de la volte-face présidentielle, des milliers de manifestants occupent le centre de la capitale dans les jours qui suivent. Les événements violents de l'*euromaidan* vont bouleverser le destin de l'Ukraine en provoquant en quelques mois la chute brutale de Ianoukovitch, la sécession de la région russophone du Donbass puis l'annexion de la Crimée par la Russie. Le conflit ukrainien aggrave dramatiquement la situation géopolitique de la région et exacerbe la rivalité entre pays

---

920 Kamil Całus, «Gagauzia: Growing separatism in Moldova? », *OSW commentary,* n°129, 2014, [https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/commentary_129.pdf], consulté le 20 septembre 2020.

921 Vladimir Socor,« Rogozin Threatens Moldova with Sanctions over Association Agreement with the UE » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 155, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/rogozin-threatens-moldova-with-sanctions-over-association-agreement-with-the-european-union/], consulté le 21 octobre 2020.

922 Vladimir Socor, « Russia and the Moldovan Communists' Red October » in *Eurasia Daily Monitor*, n°176, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/russia-and-the-moldovan-communists-red-october-part-one/, consulté le 21 octobre 2020.

923 Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, « Le discours politique et la quête identitaire en République de Moldavie» in Sergiu Mişcoiu et Nicolae Păun (dir.), *Intégration et désintégration en Europe Centrale et Orientale*, Cahiers FARE no. 9, Paris, l'Harmattan, 2016, p.209-240.

924 Vladimir Socor, «Moldova Government Moves Closer to the European Union at the Vilnius Summit » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 218, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/moldovan-government-moves-closer-to-the-european-union-at-the-vilnius-summit/], consulté le 21 octobre 2020.

occidentaux et Russie. L'Union Européenne met en place des sanctions commerciales à l'encontre de la Russie en mars 2014, la Russie réplique et la Moldavie est fortement affectée par les sanctions russes[925] ; l'économie, notamment le secteur agricole, est durement touchée tandis que des catégories entières de la population craignent d'être coupées de la Russie avec laquelle elles entretiennent de forts liens culturels, familiaux ou économiques[926]. Au sein de ces catégories de population, le Parti communiste commence à être débordé sur sa gauche car il est accusé par une partie de son ancien électorat d'avoir initié la rupture avec la Russie pendant le mandat de Vladimir Voronine. Le Parti socialiste profite de cette désaffection pour développer une rhétorique ouvertement pro-russe et anti-européenne. A l'été 2014, un nouveau parti vient le concurrencer sur ce créneau ; *Patria*, lancé par un homme d'affaires au passé trouble, Renato Usatîi[927]. Ce discours pro-russe renouvelé n'est plus uniquement lié à des groupes ethniques ou à la nostalgie de l'URSS, il se nourrit aussi de la déception provoquée par les partis pro-européens ; pour une partie de l'opinion, l'Union Européenne est coupable de soutenir un pouvoir corrompu autour duquel se multiplient les affaires politico-financières[928]. Dans cette rhétorique, l'Union Européenne est décrite comme inféodée aux Etats-Unis et à l'OTAN ou comme le cheval de Troie de la Roumanie dans son projet d'annexion, une intégration à l'UE couperait la Moldavie de la Russie et du monde orthodoxe et la livrerait à une colonisation économique, sociale et politique[929]. En outre, dans un discours largement repris par l'église orthodoxe moldave, la Russie est présentée comme un modèle de société basé sur le respect des traditions, sur l'attachement à la religion orthodoxe et à l'ordre social tandis que l'Union Européenne est décrite comme un espace politiquement et

[925] Vladimir Socor, «Moldova's European Choice Vulnerable to Russian Economic Leverag*e »* in *Eurasia Daily Monitor*, n° 34, volume 11, 2014, [https://jamestown.org/program/moldovas-european-choice-vulnerable-to-russian-economic-leverage/], consulté le 21 octobre 2020.

[926] Vladimir Socor, « Ethnics Factors Affecting Moldova's Debate on Association with the European Union » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 33, volume 11, 2014,[https://jamestown.org/program/ethnic-factors-affecting-moldovas-debate-on-association-with-the-european-union/], consulté le 21 octobre 2020.

[927] Vladimir Socor, « Russia Sympathizers in Moldova Oppose the European Choice » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 33, volume 11, 2014, [https://jamestown.org/program/russias-sympathizers-in-moldova-oppose-the-european-choice/], consulté le 21 octobre 2020.

[928] En ce début d'année 2014, la plus polémique est la vente de la concession de l'aéroport de Chişinău à une compagnie russe « Avia Invest » par l'intermédiaire d'un jeune homme d'affaires, Ilan Şor. Voir Vladimir Socor, « Moldova Hands Over Chişinău Airport to Russian Business in Exclusive, Non Transparent Deal » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 179, volume 10, 2013, [https://jamestown.org/program/moldova-hands-over-Chişinău-international-airport-to-russian-business-in-exclusive-non-transparent-deal-part-one/],consulté le 21 octobre 2020.

[929] *Idem.*

moralement décadent [930]. Les questions des droits accordés aux minorités sexuelles ou les questions migratoires deviennent emblématiques de cette lutte entre modèles de *civilisation*[931]. Sur ces questions, le Parti socialiste est rejoint par une droite ultra-orthodoxe que tente de faire naître l'ancienne figure du Front Populaire Moldave, Iurie Roşca[932].

En juin, au paroxysme des tensions avec la Russie, l'Accord d'association entre la Moldavie et l'Union Européenne est signé. La crise ukrainienne a accéléré un processus pourtant fort mis à mal par les nombreux écarts des gouvernants de Chişinău mais le moment n'est plus aux nuances, pour l'Union Européenne, il faut amarrer la Moldavie au camp occidental[933].

5.2. Les élections législatives de novembre 2014

Renforcés par cet accord, les partis pro-européens préparent les élections législatives de novembre 2014 mais leur succès diplomatique n'empêche pas une forte progression des leaders de l'opposition dans les sondages d'opinion ; Igor Dodon se targue du soutien de Vladimir Poutine et Renato Usatîi dont le style de tribun bénéficie d'une popularité croissante[934]. Dans un contexte régional tendu, la Moldavie suscite l'intérêt des médias internationaux qui présentent le scrutin comme une opposition cruciale entre la Russie et l'Occident. Les partis pro-européens mettent de côté leurs rivalités et reprennent massivement la rhétorique de l'enjeu géopolitique majeur[935]. Dans le même temps, les autorités de Chisinau multiplient les manœuvres pour freiner la poussée de l'opposition : Un mystérieux Parti communiste réformateur susceptible de capter des votes apparaît dans la compétition

[930] Sergiu Bejenari, « Biserica Ortodoxă între cultură şi politică în Republica Moldova » in *Platzforma*, 2019, [https://www.platzforma.md/arhive/386512], consulté le 21 octobre 2020.

[931] Ana Gurău « Where is Gayeuropa? On the danger of geo-politizing gender» in *Platzforma*, 2016, [https://www.platzforma.md/arhive/35926], consulté le 21 octobre 2020.

[932] Dans les années qui suivront, l'ancien porte-voix de l'unionisme deviendra un fervent défenseur d'une «identité moldave orthodoxe» et engagera une lutte contre le «globalisme» aux côtés notamment de l'idéologue russe Alexandre Douguine, voir Iurie Roşca, «Au-delà du monde unipolaire, perspectives sur le monde multipolaire émergent» pour *Katehon*, 2019, [https://katehon.com/fr/article/forum-de-chisinau-iii-conference-internationale-au-dela-du-moment-unipolaire-perspectives], consulté le 21 octobre 2020.

[933] Angela Gramada, «Rolul crizelor de origine externa in formulare discursului politic din Republica Moldova», *op.cit*., p.122-129.

[934] Renato Usatîi occupe une place particulière de trublion de la politique moldave. Il fait fortune en Russie comme fondateur d'une compagnie de construction ferroviaire, il est soupçonné d'être impliqué dans les prises de capitaux hostiles contre les banques moldaves notamment Universalbank. Son nom est lié à plusieurs affaires liées au monde criminel.

[935] Pour un article représentatif de cette approche, voir Kitt Gillet « Moldova goes to the polls torn between Europe and Russia » in *The Guardian*, 28 novembre 2014, [https://www.theguardian.com/world/2014/nov/28/moldova-elections-torn-europe-russia], consulté le 21 octobre 2020.

électorale, d'étranges terroristes pro-russes sont très médiatiquement arrêtés avant d'être plus discrètement relâchés. Enfin, quelques jours avant le scrutin, *Patria*, le parti de Renato Usatîi, crédité de plus de 10% des intentions de vote et accusé de financement illégal de sa campagne par la Russie et se voit interdit de participer aux élections[936] [937]. Malgré ces manœuvres, les partis pro-européens n'obtiennent la majorité parlementaire que sur le fil du rasoir, pour sa première participation à une élection, le Parti socialiste recueille plus de 30 % des voix en récupérant une grande part de l'électorat d'Usatîi. Il devient le premier parti du pays, devant le PDLM, le Parti communiste, le Parti démocrate et le Parti libéral. Les résultats soulignent une profonde division territoriale et linguistique du pays, la majorité roumanophone de la capitale et du centre vote pour les partis pro-européens, les régions à forte minorité russophone ou/et liées économiquement à la Russie optent massivement pour le PSRM[938]. Les conditions de la victoire sont discutables, le résultat médiocre, la participation est faible notamment chez les jeunes mais pour les partenaires européens, l'essentiel est atteint : Le cap est maintenu[939].

L'avertissement électoral ne suffit pas à éviter les habituelles négociations de coulisses. Le Parti démocrate et le PDLM se coalisent pour mettre de côté leur partenaire de campagne, le Parti libéral. Pour obtenir la majorité parlementaire, les deux partis se tournent vers le PCRM et l'ennemi d'hier accepte de soutenir un gouvernement minoritaire sans y participer[940]. La coalition nouvellement formée est baptisée « Alliance Politique pour une Moldavie Européenne ». L'APME se définit une force centrale, opposée tant aux partis pro-roumain (dont le Parti libéral) qu'aux partis pro-russe et entièrement dédiée à l'intégration européenne[941]. Les partenaires européens saluent sans enthousiasme la nouvelle alliance tandis que le gouvernement roumain est furieux de la mise à l'écart du Parti libéral et du retour en

[936] Voir « General information about the parliamentary election of 2014 in Moldova » in *e-democracy*, 2014, [http://www.e-democracy.md/en/elections/parliamentary/2014/info/], consulté le 21 octobre 2020.
[937] Renato Usatîi se réfugie quelques temps à Moscou et porte plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme. La Moldavie sera condamnée par la CEDH en 2020 pour la disqualification jugée « politique » de Patria. Voir Iurie Botnarenco, « Moldova condamnata la CEDO pentru excluderii partidul Patria » in *Adevarul,* 2020, [https://adevarul.ro/moldova/actualitate/r-moldova-condamnata-cedo-cazul-excluderii-partidului-patria-alegerile-2014-1_5f29378c5163ec4271a72792/index.html], consulté le 21 octobre 2020.
[938] Socor, « Russia Sympathizers in Moldova Oppose the European Choice », *op.cit*.
[939] Pour un article représentatif de cette approche peu nuancée, voir Mirel Bran « Election en Moldavie : Une défaite pour Poutine » in *Le Point* du 1er décembre 2014, [https://www.lepoint.fr/monde/election-en-moldavie-une-defaite-pour-poutine-01-12-2014-1885805_24.php], consulté le 21 octobre 2020.
[940] Vladimir Socor, « European Choice with Communist Support » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 41, volume 12, 2015, [https://jamestown.org/program/moldova-european-choice-with-communist-support/], consulté le 21 octobre 2020.
[941] *Idem.*

grâce de Vladimir Voronine[942]. Dans l'opposition, le PSRM mise tout sur une virulente hostilité à l'Europe[943].

6. L' « affaire du milliard » et ses répercussions

Quelques jours après la création de l'APME, l'opinion publique apprend qu'un milliard d'euros (l'équivalent de 13 % du PIB national) a disparu des trois principales banques privées du pays. Au cours de l'automne précédent, de très nombreux prêts ont été accordés à des bénéficiaires difficilement identifiables, les sommes « prêtées » passant par un dédale complexe de banques et de filiales *off-shore* dans différents pays. L'enquête révélera qu'à la fin du mois de novembre les trois banques tombées en faillite ont été secrètement placées sous l'administration de la Banque Nationale de Moldavie et renflouées par un prêt garanti par l'Etat autorisé par le gouvernement de Iurie Leanca [944].

Le scandale est immense, la chute brutale de la valeur du leu moldave entraine les premières grandes manifestations spontanées[945]. C'est dans ce contexte explosif que le président Timofti avance la candidature de Iurie Leanca pour le poste de Premier ministre mais sa candidature est rejetée par le Parlement le 12 février. Quelques jours plus tard, Timofti avance le nom d'un homme d'affaires peu connu, Chiril Gaburici[946]. Gaburici obtient l'aval du Parlement et affirme dans son discours d'investiture sa volonté de maintenir la Moldavie sur la voie européenne. Attaqué dès les premiers jours sur son parcours professionnel et son *curriculum-vitae*, le nouveau Premier ministre ne connaît pas d'état de grâce, il apparaît rapidement comme un compromis désespéré entre les différents partis éclaboussés par l' « affaire du milliard »[947].

Du côté de l'Union Européenne, on s'interroge : *Comment peut-on voler tant d'argent dans un si petit pays ?* demande publiquement le délégué de l'UE à Chişinău, Pirkka Tapiola. Bruxelles

---

[942] Voir Dungaciu et Peiu sur la « monstrueuse coalition », *op.cit.*, p.111-112.

[943] Vladimir Socor, « Russia's New Russian Favorite » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 216, volume 11, 2014, [https://jamestown.org/program/russias-new-moldovan-favorite-igor-dodons-socialist-party/], consulté le 21 octobre 2020.

[944] Pour un résumé précis de l'affaire, voir le reportage de Tim Whewell, «The great Moldova robbery» pour la *BBC*, 2015, [https://www.bbc.com/news/magazine-33166383], consulté le 21 octobre 2020.

[945] Armand Goşu, *Euro-falia*, Bucarest, Curtea Veche,2016, p. 188.

[946] *Idem.*, p.192.

[947] Vladimir Socor, « Moldova's New Government : Daunting Challenges Ahead » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 42, volume 12, 2015, [https://jamestown.org/program/moldovas-new-government-daunting-challenges-ahead/], consulté le 21 octobre 2020.

gèle son aide financière et exige une enquête indépendante sur le scandale et conditionne la reprise du financement à une réforme radicale du système financier[948]. Les citoyens les plus attachés à une européanisation du pays réclament une alternative politique, l'initiative la plus notable est le lancement par un groupe d'intellectuels d'une plate-forme civique « Dignité et Vérité » abréviée DA[949]. Ecarté, Iurie Leanca lance son propre parti, le Parti Populaire Européen de Moldavie[950].

Début avril, le mécontentement général s'exprime dans la rue, les agriculteurs étranglés par les sanctions russes bloquent les abords de la capitale, quelques jours plus tard, la plate-forme DA organise sa première manifestation et réunit plus de 10 000 personnes réclamant une enquête rapide et impartiale. Le 3 mai, 50 000 personnes exigent la démission du président Timofti et du gouvernement. A leur tour, les partisans du PSRM et ceux de « Notre Parti », nouvel avatar de *Patria* de Renato Usatîi descendent dans la rue[951]. Pour faire baisser la pression Andrian Candu, le président du Parlement rend public le premier rapport de l'enquête exigée par les partenaires occidentaux. Le « rapport Kroll » montre ce dont tout le monde se doutait, le détournement de fond massif a nécessité des complicités au plus haut niveau[952]. Pressé de toute part, le Premier ministre Gaburici démissionne le 16 juin après avoir exigé les départs du procureur général et du directeur de la Banque Nationale et déclaré que le pays était au bord de l'effondrement financier[953]. C'est dans cette ambiance délétère que se déroulent les élections municipales[954], ces élections à enjeu local sont transformées en un enjeu géopolitique majeur particulièrement à Chișinău; ne pas voter pour les candidats des partis de gouvernement reviendrait à jeter le pays dans les bras de la Russie pour les uns[955], ne pas voter pour l'opposition plongerait le pays dans la ruine économique et la décadence morale.

---

[948] Whewell, *op.cit.*
[949] Goşu, *op.cit.*, p.188.
[950] *Idem.,* p.192.
[951] *Ibidem.*, p.188.
[952] *Ibid*.
[953] *Ibid*, p.193. Le directeur de la Banque Nationale, Dorin Drăguțanu, démissionera en septembre 2015. Il sera remplacé par Sergiu Cioclea, un spécialiste exerçant en France. Sergiu Cioclea remettra sa démission en 2018, pour raisons personnelles.
[954] Voir « General Local Elections of June 14 and 28,2015 » in *e-democracy*, 2015, [http://www.e-democracy.md/en/elections/local/2015/], consulté le 21 octobre 2020.
[955] La même rhétorique avait été utilisée deux mois auparavant lors de l'élection du gouverneur de la Gagaouzie présentées comme à risque dans une région accusée d'être tentée par la sécession et désignée comme une porte d'entrée potentielle pour une invasion russe. Voir Igor Boţan, «Real and imagined dangers in the elections in Gagauzia» in e-*democracy*, 2015, [http://www.e-democracy.md/en/monitoring/politics/comments/pericole-alegeri-gagauzia/], consulté le 21 octobre 2020.

Les partis dits européens se maintiennent tant bien que mal dans leurs bastions du centre du pays sans empêcher les percées spectaculaires de Notre Parti, du Parti socialiste ou encore du parti ethnique russe *Ravnopravie* ressuscité par Ilan Şor. Renato Usatîi est largement élu maire de Bălţi, la deuxième ville du pays et Ilan Şor est élu à Orhei, en dépit des lourds soupçons qui pèsent sur son rôle dans la fraude bancaire. Les électeurs de Chișinău reconduisent de justesse le libéral Dorin Chirtoaca devant la candidate du PSRM, Zinaïda Greceanii[956].

Le départ soudain de Gaburici oblige à la formation d'un nouveau gouvernement. La coalition parlementaire est à nouveau modifiée et réunit le PD, le PDLM et le Parti libéral, revenu dans le jeu au nom de la lutte contre le « péril socialiste »[957]. Timofti tente de répondre à la colère en présentant au poste de Premier ministre, l'ancienne ministre de l'Education du gouvernement de l'AIE, Maia Sandu qui a rejoint le mouvement DA. Elle bénéficie d'une image de technocrate ayant fait une partie de sa carrière dans les institutions financières internationales et du soutien d'une partie de la société civile. Sa candidature est rejetée sans ménagement par le Parti libéral[958]. C'est finalement un cadre du PDLM qui est choisi, Valeriu Streleţ[959].

7. La reprise de la « guerre des Vlads » et la chute de Vlad Filat

A la fin de l'été, les manifestations reprennent, la plate-forme DA rassemble 50 000 personnes le 6 septembre, la plus grande manifestation depuis l'indépendance, le PSRM et Notre Parti mobilisent également leurs partisans[960]. Les protestataires s'installent en plein centre-ville tandis que certaines confrontations deviennent violentes. Les bureaux du procureur général, les locaux de la holding de sociétés dirigées par Plahotniuc, les sièges de partis, la mairie de Chișinău sont successivement envahis par les protestataires[961]. Privé de soutien

[956] Vladimir Socor, «Net Setback for Moldova and its Reforms in the Latest Elections» in *Eurasia Daily Monitor*, n°123, volume 12, 2015, [https://jamestown.org/program/net-setback-for-moldova-and-its-reforms-in-the-latest-elections-part-two/], consulté le 21 octobre 2020.
[957] *Idem.*
[958] Goşu, *op.cit.*, p.193.
[959] *Idem*, p.194.
[960] Les sondages d'opinion montrent des taux de défiance à l'égard du gouvernement de près de 90%. Voir Goşu, *op.cit.*, p.190.
[961] *Idem.*

international, le pouvoir vacille. Vlad Plahotniuc saisit l'occasion pour régler ses comptes et désigner une victime expiatoire, Vlad Filat :

L'ancien Premier ministre subit en octobre une violente campagne par médias interposés, filmé à son insu, sa vie privée est livrée au public sur les chaînes de télévision contrôlées par Plahotniuc puis c'est au tour de Renato Usatîi de diffuser des enregistrements téléphoniques de conversations entre Filat et Ilan Şor qui tendent à montrer une complicité entre les deux hommes dans le cadre de l'affaire du milliard disparu[962]. Accusé d'atteinte à la correspondance, Usatîi s'enfuit à Moscou, à son retour quelques jours plus tard, il est arrêté avant d'être placé en liberté conditionnelle[963].

Le 15 octobre, une majorité de députés vote la levée de l'immunité parlementaire de Vlad Filat. L'ancien visage du rapprochement avec l'Union Européenne s'adresse aux députés pour expliquer que sa chute laisse le pays aux mains de celui qui a commandité sa mise en examen, Filat avertit que la Moldavie est en passe de basculer vers un régime autoritaire[964]. Tous comprennent qu'il vise une nouvelle fois, son rival, Vlad Plahotniuc[965]. L'ancien Premier ministre est arrêté dès sortie du Parlement. Immédiatement emprisonné, il sera condamné à 9 ans de prison en juin 2016[966]. Le même jour, Plahotniuc se retire du Parti démocrate, une décision qu'il justifie en disant vouloir couper court à toute insinuation sur son influence sur la justice et éviter tout ce qui pourrait nuire à l'image du PDM. Le PDLM est décimé, Valeriu Streleţ est renversé par le Parlement le 30 octobre. Son gouvernement reste en place pour gérer les affaires courantes sous la conduite de la ministre des Affaires étrangères, Natalia Gherman, la fille de Mircea Snegur, mais une nouvelle crise se profile.

---

[962] Anticoruptie.md, « Renato Usatîi published Filat-Şor phone talks », enquête du *Centrul de investigatii jurnalistice Anticoruptie* publiée le 19 octobre 2015, enregistrements en russe, [https://www.anticoruptie.md/en/cases-of-corruption/audio-renato-usatii-published-filat-Şor-phone-talks], consulté le 21 octobre 2020.

[963] Balazs Jarabik et Daria Goncearova, «The Fall of Filat: Moldova's Crisis Deepens» in *Carnegie Endowment For International Peace*. 28 octobre 2015. [https://carnegieendowment.org/2015/10/28/fall-of-filat-moldova-s-crisis-deepens/ikkq], consulté le 21 octobre 2020.

[964] *Idem.*

[965] Kamil Całus, «Moldova: From oligarchic pluralism to Plahotniuc's hegemony» in *OSW commentary,* 2016, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2016-04-11/moldova-oligarchic-pluralism-to-plahotniucs-hegemony], consulté le 21 octobre 2020. Discours complet disponible sur [https://ok.ru/video/196085223889], consulté le 21 octobre 2020.

[966] *Idem.*

Le 21 décembre, Vladimir Plahotniuc annonce vouloir contribuer à la formation d'une nouvelle majorité parlementaire. Quelques heures plus tard, un groupe de 14 députés communistes quittent leur parti pour former une opportune « plate-forme sociale-démocrate » qui accorde son soutien au PDM. Le président Timofti multiplie les consultations pour désigner un nouveau Premier ministre alors qu'il apparaît clairement que Vladimir Plahotniuc vise la fonction. Timofti se retrouve sous la pression croissante des démocrates, Marian Lupu envisage sa destitution s'il ne *choisit pas la personne la plus représentative de la majorité parlementaire*. Le président dénonce auprès des ambassadeurs occidentaux un chantage personnel exercé à son encontre par Plahotniuc lui-même[967]. Au tout début du mois de janvier 2016, Timofti propose la candidature de l'ancien Premier ministre Ion Sturza, elle est rejetée[968]. Le 7, Plahotniuc organise une manifestation « spontanée » en sa faveur dans les rues de Chișinău au cours de laquelle il se déclare candidat au poste de Premier ministre en promettant de rétablir la stabilité du pays.

Le 13, une nouvelle majorité parlementaire constituée des démocrates, des nouveaux socio-démocrates et des libéraux propose la candidature de Plahotniuc au président[969]. Nicolae Timofti fait usage d'une de ses prérogatives constitutionnelles et lui oppose son veto en considérant qu'il *existe des soupçons fondés pour croire que Vladimir Plahotniuc ne réunit pas tous les critères d'intégrité nécessaires à cette fonction*[970]. Il fait une nouvelle proposition en avançant le nom de son conseiller Ion Păduraru, face à l'hostilité du Parlement, celui-ci renonce à se présenter. De nouvelles élections législatives se profilent, pour les éviter, une solution de compromis est trouvée avec un autre candidat du Parti démocrate, Pavel Filip[971].

Dans la rue, l'opposition toutes tendances confondues manifestent au cri de « Moldaves unis » contre la nomination de celui qu'elle considère comme un homme-lige de Plahotniuc. Le 20 janvier, jour prévu pour l'investiture de Filip, assurée par le soutien du PD, du PCRM et du

---

967 *Ibidem.*

968 *Ibid.*

969 Vladimir Socor, « Plahotniuc Essouffles Moldova's Parliament, Claims Prime Minister's Post » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 9, volume 13, 2016, [https://jamestown.org/program/plahotniuc-reshuffles-moldovas-parliament-claims-prime-ministers-post/], consulté le 21 octobre 2020. Le discours de Vladimir Plahotniuc est disponible sur la plate-forme *YouTube*, [https://www.youtube.com/watch?v=mUiZgkhnIIQ], consulté le 21 octobre 2020.

970 Vladimir Socor, « President versus Plutocrat » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 10, volume 13, 2016, [https://jamestown.org/program/moldova-president-versus-plutocrat/], consulté le 21 octobre 2020.

971 *Idem.*

Parti libéral, les manifestants investissent les locaux du Parlement, des membres du Parti libéral sont physiquement pris à partie. Le gouvernement est investi nuitamment dans la résidence présidentielle, il est néanmoins salué par les partenaires occidentaux qui espèrent la fin de la crise politique[972].

8. La grande désillusion

Les premières semaines du gouvernement Filip sont une confirmation de la mainmise de Vladimir Plahotniuc sur les structures de l'Etat ; de hautes fonctions sont attribuées notamment au sein du système judiciaire sans aucun concours à des proches de celui que la presse surnomme le « marionnettiste ». Un projet de loi visant à restreindre les tendances monopolistiques dans les médias est refusé, des journalistes enquêtant sur l'affaire du milliard sont surveillés et brusqués, l'opposition commence à évoquer une dérive autoritaire [973].
A Bruxelles, la Moldavie n'est plus un exemple et les aides financières sont suspendues. C'est à Pavel Filip que revient le rôle ingrat de plaider régulièrement l'avancée des réformes face à des partenaires européens de plus en plus sceptiques. Le 15 février 2016, il présente au Parlement européen l'avancée des réformes réalisées dans le cadre de l'Accord de partenariat avec l'UE considérant que les objectifs fixés sont atteints à hauteur de 60%[974]. La réaction du rapporteur pour la Moldavie, Petras Auštrevičius est sans appel :

Nous ne sommes pas aveugles. Nous admettons avoir fait des erreurs, avoir été trop tolérants […] La corruption en Moldavie est une maladie protégée par le politique. Cette maladie est devenue systémique et s'est répandue à tous les niveaux du pouvoir, de l'administration gouvernementale centrale aux administrations locales, des entreprises d'Etat aux entreprises privées. La corruption est la maladie qui mine ce pays de l'intérieur. Certains politiciens gardent ce pays captif, uniquement pour eux. […] Le peuple doit comprendre qu'il est souverain et s'impliquer plus activement pour changer cette situation, le peuple est maître de la république de Moldavie, pas les politiciens, eux peuvent être remplacés[975].

---

[972] Munteanu, *op.cit.*, p.89.
[973] Vladimir Socor, « Regime Change in Moldova : Accomplished but not Irreversible » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 14, volume 13, 2016, [https://jamestown.org/program/regime-change-in-moldova-accomplished-but-not-irreversible/], consulté le 21 octobre 2020.
[974] Vitalie Calugareanu, « UE se autosesizeaza : Moldova se indreapta spre dictatura » pour la *Deutsche Welle*, 2016 [https://www.romaniacurata.ro/ue-se-autosesizeaza-moldova-se-indreapta-spre-dictatura/], consulté le 21 octobre 2020.
[975] *Idem.*

Quelques jours plus tard, au sommet sur la sécurité internationale de Munich, la rencontre entre le ministre des Affaires étrangères, Andrei Galbur avec la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini est d'une tonalité similaire[976]. A Chișinău, les manifestations s'intensifient. En plein hiver, des dizaines de milliers de manifestants se succèdent dans les rues du centre-ville, artisans des partis russophiles et pro-européens « alternatifs » du mouvement DA, unis dans leur rejet du gouvernement, s'installent dans des tentes devant les bâtiments officiels[977]. Le gouvernement dénonce le risque d'un « Maidan à l'envers » et dénonce l'influence russe sur le mouvement[978].

En mars 2016, quelques semaines avant la fin du mandat de Nicolae Timofti, la Cour constitutionnelle prend une décision inattendue : Le président de la République sera élu au suffrage universel direct. La décision de la Cour défendue par son président Alexandru Tănase concerne aussi l'âge minimum requis pour accéder à la fonction présidentielle, Renato Usatîi ne remplit pas cette condition. Cette modification jette la scène politique dans une campagne électorale non-préparée. Elle a aussi pour conséquence de diviser l'opposition, unie contre la corruption du régime. Le but recherché est de scinder le front anti-plahotniuc en mettant ses composantes en concurrence et en les obligeant à retrouver leurs « classiques » oppositions géopolitiques[979]. Ce changement de paradigme provoqué par la décision de la Cour constitutionnelle est d'autant plus utile que les révélations sur le principal oligarque du pays se multiplient. Au printemps 2016, un ancien partenaire d'affaires de Plahotniuc, Vencesleav Platon accorde un entretien à un des rares journaux indépendants le *Ziarul de Garda*. L'ancien député accuse Plahotniuc de bloquer l'enquête sur l'affaire du milliard et de faire régner la terreur dans le milieu des affaires en manipulant la justice. Il donne comme exemple la condamnation «méritée mais exagérée » de Vlad Filat[980]. Le 25 juillet 2016, Platon est arrêté

---

[976] *Ibidem.*

[977] Vladimir Socor, « Moldovan Anti-Governement Protests Unify Pro-Western, Pro-Russia Groups Across Ethnic Lines » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 19, volume 13, 2016, [https://jamestown.org/program/moldovan-anti-government-protests-unify-pro-western-pro-russia-groups-across-ethnic-lines-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

[978] *Idem.*

[979] Goşu, *op.cit.*, p.213-218.

[980] Anatoli Eşanu, entretien avec Veaceaslav Platon pour *Ziarul de Garda*, 2016, [http://www.zdg.md/editia-print/politic/interviu-cu-veaceslav-platon-afacerile-din-moldova-relatiile-cu-plahotniuc-topa-si-usatii-miliardul-furat-si-unirea-cu-romania], consulté le 21 octobre 2020.

en Ukraine lors de l'enquête internationale liée à l'affaire du milliard, il est rapidement extradé et emprisonné.

En juillet 2016, Mihail Gofman, ancien directeur-adjoint de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, réfugié aux Etats-Unis, accuse Plahotniuc dans les médias américains d'avoir permis et orchestré le pillage des trois principales banques du pays. Pour Gofman, Plahotniuc a transformé en quelques années la Moldavie en une gigantesque plate-forme de blanchiment d'argent pour le crime organisé russe[981].

Dans ce contexte, les tensions géopolitiques régionales deviennent la justification d'un pouvoir qui se définit comme le seul rempart contre l'influence de la Russie. Au nom de la « stabilisation » de la région, le gouvernement Filip met en scène le durcissement de ses relations avec la Russie et joue sur les divisions entre pays occidentaux. Plahotniuc s'arroge le titre de « coordonnateur de la coalition de gouvernement »[982] et devient lui-même le héraut des réformes en Moldavie qu'il n'a de cesse de présenter par tribunes de presse interposées comme un avant-poste menacé du monde occidental[983] [984]. En visite aux Etats-Unis, il est reçu par Victoria Nuland, la vice-secrétaire d'Etat, chargée de l'Europe et de l'Eurasie qui l'assure du soutien des Etats-Unis à la Moldavie[985]. Dans le contexte très tendu qui suit l'annexion de la Crimée, le gouvernement moldave et Vladimir Plahotniuc jouent choisit de s'orienter de plus en plus vers les Etats-Unis jouant sur les vives divisions du camp occidental[986]. Ils jouent

[981] Kenneth Rapoza, « Billion Dollar Theft : In Moldova, One Rich Banker's Crime Has a Nation Doing Time » in *Forbes*, 2016, [https://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2016/08/01/billion-dollar-theft-in-moldova-one-rich-bankers-crime-has-a-nation-doing-time/#426f7f8c4f7e], consulté le 21 octobre 2020.

[982] Rédaction « Noua functie a lui Plahotniuc; coordonator executiv al consiliuliu aliantei de guvernare» in *Agora.md*, [http://agora.md/stiri/18758/noua-functie-a-lui-plahotniuc-coordonator-executiv-al-consiliului-aliantei-de-guvernare], consulté le 21 octobre 2020. Agora est un des nombreux sites d'information contrôlé par le parti démocrate.

[983] Vlad Plahotniuc, « Moldova Belongs in the European Union, now more than ever » in *Politico*, 2016 [http://www.politico.eu/article/moldova-belongs-in-the-european-union-now-more-than-ever-eu-ascension-russia-nato/], consulté le 21 octobre 2020.

[984] Vlad Plahotniuc, « An East-West Point that needs more attention » in *The Hill*, 2016, [http://thehill.com/blogs/congress-blog/foreign-policy/343526-an-east-west-flashpoint-that-needs-more-attention], consulté le 21 octobre 2020.

[985] Andrew Higgins, « Moldova is Rattled as Washington Welcomes a Feared Tycoon » in *The New York Times*, 2016, [https://www.nytimes.com/2016/06/04/world/europe/moldova-vlad-plahotniuc.html], consulté le 20 octobre 2020.

également sur celles qui traversent l'UE elle-même en cherchant le soutien des pays les plus hostiles à la Russie. Le gouvernement de Bucarest notamment se montre un soutien sans faille du gouvernement moldave et de Vladimir Plahotniuc ce qui irrite la « vieille Europe »[987] et interroge sur la nature des relations étroites entre les partis et responsables politiques moldaves et roumains[988]. Le gouvernement de Chișinău et son mentor doivent néanmoins ménager les institutions européennes, Andrei Galbur est chargé de maintenir le dialogue avec Bruxelles, il concède des difficultés dans le processus de réformes mais appelle à un « renouveau » de la politique orientale de voisinage de l'UE[989].

9. Une opposition européenne « alternative »

Les mouvements civiques se transforment officiellement en partis politiques, DA devient le Parti Politique Plate-forme Dignité et Vérité (abrévié PPPDA en roumain), Maia Sandu crée le Parti Action et Solidarité (PAS). Dans le même temps, alors que les manifestations se poursuivent, des mouvements unionistes refont leur apparition dans l'espace public. Leurs relations avec les partisans de DA notamment sont vite difficiles, celles avec les mouvements pro-russes immédiatement conflictuelles, un nouvel élément de tension, spectaculaire et soudain, est réintroduit dans le débat[990]. Des partis ouvertement unionistes comme *Dreapta* sont enregistrés. Pour un certain nombre d'experts (dont Armand Goşu), la Roumanie joue de son influence dans une Moldavie en pleine tourmente pour soutenir en sous-

[986] Les différences d'appréciation sur le comportement à adopter vis-à-vis de la Russie sont alors très profondes entre les USA et l'UE, entre des Américains partisans de la ligne dure et une majorité des pays européens plus disposés à la négociation. Le soutien affiché à Vladimir Plahotniuc de la peu diplomate Victoria Nuland, devenue célèbre à Bruxelles pour ses propos peu amènes à l'égard de l'UE est un autre camouflet. Voir Sylvie Kauffmann, « Les cinq leçons du *Fuck the UE !* d'une diplomate américaine » in *Le Monde*, 2014, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/09/les-cinq-lecons-du-fuck-the-eu-d-une-diplomate-americaine_4363017_3214.html], consulté le 21 octobre 2020.

[987] Nous reprenons ici l'expression de l'ancien Secrétaire d'Etat à la Défense américain Donald Rumsfeld utilisée lors du déclenchement de l'offensive sur l'Irak pour distinguer l'Europe occidentale réticente de l'Europe de l'Est, voir «Outrage at old Europe» in *BBC News*, 2003, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/2687403.stm], consulté le 21 octobre 2021.

[988] Armand Goşu, un des rares grands spécialistes roumains de la Russie s'intéresse particulièrement à cette question et s'inquiète régulièrement des imbrications d'intérêts entre les deux gouvernements.
Voir «The Time of the Oligarch: Relations Between Romania and the Republic of Moldova (2009-2018) » in *Studia Politica: Romanian Political Science Review,* n°18, volume 3, 2018, p.393-421, disponible en ligne [https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-60113-0], consulté le 20 octobre 2020.

[989] Andrei Galbur, « How to refresh the EU's Eastern Policy » in *Eurobserver*, 2016, [https://euobserver.com/opinion/135866], consulté le 21 octobre 2020.

[990] Mihai Popşoi, « Talk of Reunification Opens Risks and Opportunities for Protest Ridden Moldova » in *Eurasia Daily Monitor*, volume 13, n°27, 2016, [https://jamestown.org/program/talk-of-reunification-opens-risks-and-opportunities-for-protest-ridden-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.

main le gouvernement en place[991] tandis que de nombreux analystes roumains, souvent proches des cercles décisionnels à Bucarest, appellent au « réalisme », dénoncent « l'obsession de la corruption », critiquent certains membres du PAS, Maia Sandu en tête, pour leur naïveté et leur utopisme[992].

La géopolitique redevient le principal terrain d'affrontement. Igor Dodon vante les avantages d'une adhésion à l'Union Douanière eurasiatique prônée par la Russie et définit la politique de la Roumanie contre la principale menace adressée à la Moldavie[993]. L'inflammation du débat entre le gouvernement et le Parti socialiste atteint son comble avec l'invitation faite à quelques éléments de l'armée américaine à participer au défilé du 9 mai afin de marquer un début de rapprochement avec l'OTAN[994]. Un autre front est ouvert par les unionistes à partir de l'été ; sous l'impulsion de l'activiste George Simion, le mouvement « Action 2012 » organise des actions spectaculaires dont une « marche de l'union » entre Chișinău et Bucarest. Le ton se fait ouvertement nationaliste et critique vis-à-vis de l'Union Européenne, accusée d'inaction face aux visées russes[995].

10. La victoire d'Igor Dodon aux élections présidentielles

La campagne présidentielle s'ouvre officiellement en septembre. Igor Dodon est le favori des sondages, Marian Lupu vante les réformes en cours et prône la stabilité, Mihai Ghimpu tente de reprendre le thème de l'unionisme. De leur côté, les pro-européens « alternatifs » sont divisés, représentés par trois candidatures, Andrei Năstase, Maia Sandu mais aussi Iurie Leanca[996], le scrutin est boycotté par le Parti communiste[997]. En octobre, Andrei Năstase retire

---

[991] Vladimir Socor, « Romania Bidding for Influence in Moldova » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 81, volume 13, 2016, [https://jamestown.org/program/romania-bidding-for-influence-in-moldova-part-three/], consulté le 21 octobre 2020.

[992] Dungaciu et Peiu, *op.cit.,* p.124-126

[993] Danero-Iglesias et Henry, *op.cit.*

[994] Rédaction, « Peste 100 unitații de tehnica militara NATO va trece hotarul», *Sputnik Moldova*, 2016, [https://sputnik.md/moldova/20160428/6292412.html], consulté le 21 octobre 2020.

[995] Cristian Delcea, «Cine este George Simion, liderul marşului pentru unirea cu Besarabia» in *Adevarul*, 2016, [https://adevarul.ro/news/eveniment/cine-george-simion-liderul-marsului-unirea-basarabia-1_580c59185ab6550cb8d2ea68/index.html], consulté le 21 octobre 2020. Les coups d'éclats de Simion reçoivent le soutien des mouvements politiques conservateurs roumains et notamment de l'ancien président Traian Basescu qui y voit un moyen de relancer sa carrière politique. En décembre 2020, George Simion prend une autre dimension en tant que leader du parti ultra-nationaliste AUR qui réussit une spectaculaire et peu attendue entrée au Parlement roumain avec 9% des voix.

[996] Igor Boțan, « Principalele curente ale prezidentialelor 2016 » in *e-democracy*, 2016, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/principalele-curente-prezidentialelor-2016/], consulté le 21 octobre 2020.

[997] *Idem.*

sa candidature et se rallie à Maia Sandu. Le débat se désaxe pour glisser vers un terrain peu favorable au gouvernement, la lutte contre la corruption. La candidature de Marian Lupu ne décolle pas dans les sondages, à quelques semaines du vote, sous la menace d'une défaite humiliante, Lupu et Vlad Plahotniuc, déclarent renoncer à la candidature des démocrates à la présidentielle pour accorder leur soutien à Maia Sandu au nom du « parcours européen de la Moldavie »[998]. Ce soutien inattendu est particulièrement embarrassant pour la candidate qui organise sa campagne autour de la lutte contre le pouvoir corrompu[999].

Le second tour oppose comme attendu Maia Sandu au candidat socialiste qui dispose de plus de 10 % d'avance sur elle à l'issue du premier tour. En l'absence d'un représentant du pouvoir, les deux candidats s'affrontent sur le terrain des « valeurs ». Le candidat socialiste se définit comme un « conservateur » attaché à l'identité moldave et à la famille traditionnelle et fait évoluer son discours vers une forme de « populisme national-orthodoxe »[1000]. Il se fait le défenseur de l'Orthodoxie contre une libéralisation des mœurs et contre la perte d'identité qu'il attribue à l'européanisation de la société. La loi contre les discriminations des minorités sexuelles votée dans le cadre de l'Accord d'association avec l'Union européenne devient une arme contre Sandu accusée d'être soutenue par les associations LGBT[1001]. Les hiérarques de l'Eglise orthodoxe de Moldavie prennent fait et cause pour le candidat socialiste et mettent en cause l'attachement de Maia Sandu à l'église en qualifiant délicatement cette célibataire sans enfant de « femme stérile » n'ayant pas « rempli sa fonction naturelle »[1002]. Dans la lignée de la rhétorique anti-occidentale et en pleine crise internationale des migrants, la question migratoire est également présentée comme une menace à l'encontre des valeurs traditionnelles. Une rumeur est lancée dans le débat public : Maia Sandu aurait promis à Angela Merkel l'accueil de 30.000 réfugiés syriens en échange de son soutien[1003]. La rumeur est

---

[998] Iurie Botnarenco, « Ne retragem in favoare Mariei Sandu » in *Adevarul,* 2016, [https://adevarul.ro/moldova/politica/marian-lupu-retragem-favoarea-maiei-sandu-1_5810a9605ab6550cb8ed81c4/index.html], consulté le 21 octobre 2020.

[999] Octavian Milewski, « Singura speranţa e ca Dodon sa nu castige din primul tur » in *Adevarul*, 2016, [https://adevarul.ro/moldova/politica/milewski-despre-retragerea-lupu-cursa-prezidentiala-singura-speranta-e-dodonsa-nu-castige-tur-1_581191ef5ab6550cb8f2ac77/index.html] , consulté le 21 octobre 2020.

[1000] Sergiu Mişcoiu, « Le populisme national-orthodoxe » in Christophe Boutin et Olivier Dard (dir), Le dictionnaire du populisme, Paris, Les éditions du Cerf, 2019, p.733-737.

[1001] Ana Gurau, *op.cit.*, ces associations étant quasi-inexistantes en Moldavie.

[1002] Cristian Unteanu, « Tribunal inchizitorial al bisericii ortodoxe ruse la Chişinău » in *Adevarul*, 2016, [https://adevarul.ro/moldova/politica/tribunal-inchizitorial-albisericii-ortodoxe-ruse-Chişinău-vaderetro-satana-1_581e1ab85ab6550cb83cb64d/index.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1003] Munteanu, *op.cit.,* p.91.

largement répercutée par la plus suivie des chaînes de télévision *Prime*, propriété de Vlad Plahotniuc. Un reportage mensonger y montre trois étudiants syriens appelant à soutenir Sandu car elle serait prête à accueillir leurs compatriotes. Plus généralement, les médias proches du PD mènent une campagne systématique de dénigrement de Maia Sandu. Dans tout le pays, les membres du Parti démocrate font une campagne active contre leur « alliée »[1004].

Cette nouvelle confrontation électorale souligne les fractures de la société moldave. Maia Sandu attire les votes d'une population majoritairement urbaine et éduquée et bénéficie du soutien massif des Moldaves expatriés en Europe. A l'inverse, Igor Dodon cible les russophones en agitant le péril unioniste mais il s'adresse surtout à un électorat populaire inquiet des évolutions du monde et sensibles au message d'une église dont les liens avec le pouvoir sont troubles et qui, comme dans l'ensemble du monde orthodoxe, constitue une opposition sourde à la philosophie libérale[1005]. Géographiquement, la capitale et les régions limitrophes ainsi que la diaspora européenne optent pour Maia Sandu, le reste du pays choisit Igor Dodon. Le nouveau président élu s'adresse à la population en se présentant comme un dirigeant à poigne mais à l'écoute du peuple et s'engage à lutter contre le système tout en promettant un Etat protecteur.[1006]

11. Le « binôme » ou la géopolitique en spectacle

La Moldavie entre dans une période de cohabitation entre un président présenté comme pro-russe et un gouvernement « occidental ». Les pouvoirs du président de la République sont limités mais Igor Dodon est rapidement actif sur le terrain des idées et des symboles.

11.1. L' « Homme de Moscou »

Dès sa prise de fonction, le nouveau président relance le débat sur la dénomination de la langue officielle et fait enlever le drapeau de l'Union Européenne de la résidence

[1004] *Idem.*

[1005] Sur le rôle (géo)politique de l'Orthodoxie, voir Thomas Tanase, « Le monde orthodoxe ; un objet politique méconnu ? » in *Diploweb*, 2017, [https://www.diploweb.com/Le-monde-orthodoxe-un-objet-geopolitique-meconnu.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1006] Mihai Popşoi, « Russia Scores Symbolic Victory in Moldova's Presidential Election » in *Eurasia Daily Monitor*, n°182, volume 143, 2016. « [https://jamestown.org/program/russia-scores-symbolic-victory-moldovas-presidential-election/], consulté le 21 octobre 2020.

présidentielle[1007]. Invité à la télévision roumaine, ses premières déclarations publiques sont peu amènes envers la Roumanie, Igor Dodon réinvente un moldovénisme agressif abandonné depuis l'époque Voronine, il déclare n'être ni pro-russe, ni pro-européen mais « pro-moldave », uniquement soucieux des intérêts et de la souveraineté du pays[1008]. A peine élu, il se rend à Bender pour rencontrer le nouveau président transnistrien Vadim Krasnoselsky, une première depuis 2009. Igor Dodon se montre un partisan décidé de la fédéralisation de la Moldavie qu'il dit considérer comme la seule solution pour la réintégration du territoire[1009].

En janvier 2017, Igor Dodon fait sa première visite officielle à Moscou où reçoit de Vladimir Poutine une carte de la Principauté de Moldavie ; dans une déclaration remarquée, le président moldave dit regretter que les Russes aient mis la frontière sur le Prut en 1812, estimant que si les troupes du Tsar avaient annexé l'ensemble de la Principauté, la Moldavie serait unie[1010].
Il se rendra régulièrement au Kremlin au cours de son mandat et obtiendra pour la Moldavie un statut d'observateur dans le cadre de l'Union Economique Eurasiatique[1011]. Entre 2017 et 2019 suivront l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Arménie, le Kirghizstan, l'Iran, la Turquie[1012]. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko est le premier chef d'Etat à rendre visite à son homologue moldave au printemps 2018[1013]. Au cours de l'automne 2018, c'est au tour du président Erdogan de visiter Chișinău, quelques semaines après qu'Igor Dodon et le

---

[1007] Igor Liubec « Dodon scoate, PL pune, Drapelul UE a reaparut pe sediul Presidentiei RM » in *Deschide.md*, 2016, [https://deschide.md/ro/stiri/politic/5077/Dodon-scoate-PL-pune-Drapelul-UE-a-reap%C4%83rut-pe-sediul-Pre%C8%99edin%C8%9Biei-RM.htm], consulté le 21 octobre 2020.

[1008] Simion Ciochina, « Razboiul rece a lui Dodon cu Romania » pour la *Deutsche Welle*, 2017, [https://www.dw.com/ro/r%C4%83zboiul-rece-al-lui-dodon-cu-rom%C3%A2nia/a-37119667], consulté le 21 octobre 2020.

[1009] Vladimir Socor, « Putin Blesses Moldova's President in Moscow » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 8, volume 14, 2017, [https://jamestown.org/program/putin-blesses-moldovas-president-moscow/], consulté le 21 octobre 2020.

[1010] Iuriie Botnarenco, « Dodon a primit de la Putin harta Moldovei Mari » in *Adevarul*, 2017, [https://adevarul.ro/moldova/politica/dodon-primit-putin-harta-moldovei-mari-rusia-s-a-grabit-1812-puna-frontiera-prut-putea-puna-granita-moldovei-istorice-video-1_587e35125ab6550cb883fc54/index.html], consulté le 20 octobre 2020. Reportage complet sur cette visite avec conférence de presse (en russe).

[1011] Rédaction, « Moldova a primit statut de observator in Uniunea Economica Eurasiatica » in *Radio Europa Libera Moldova*, 2018, [https://moldova.europalibera.org/a/29226426.html], consulté le 20 septembre 2019.

[1012] Vladimir Socor, « Moldova's President in the Kremlin : A Snapshot of Moldova-Russia Relation*s »* in *Eurasia Daily Monitor*, n°8, volume 14, 2017, [https://jamestown.org/program/moldovas-new-electoral-law-could-be-fatal-to-pro-western-parties-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

[1013] Communiqué de presse de la présidence de la république de Moldavie sur la visite d'Etat d'Alexandre Lukachenko du 18 avril 2018, [http://www.presedinte.md/eng/comunicate-de-presa/presedintele-republicii-moldova-igor-dodon-a-avut-o-intrevedere-cu-presedintele-republicii-belarus-aleksandr-lukasenko-aflat-in-moldova-la-invitatia-sefului-statului-nostru], consulté le 21 octobre 2020.

gouvernement Filip aient autorisé l'extradition de sept enseignants turcs d'un lycée privé à la demande d'Ankara dans le cadre de la lutte contre le *gulenisme*[1014].

Les relations du président avec le voisin ukrainien sont plus difficiles, après avoir affirmé publiquement que la Crimée appartenait à la Russie, Kiev menace de lui interdire l'entrée sur son territoire[1015]. Ses visites au sein de l'Union Européenne sont rares, il se rend à Bruxelles au début de son mandat pour une rencontre avec le vice-président de la Commission, en Italie et au Vatican pour une visite d'Etat, en France et en Allemagne à l'occasion de rencontres internationales mais c'est avec la Hongrie qu'il affiche les relations les plus suivies[1016].

En interne, il affirme sa vision de l'histoire en marquant avec faste les fêtes du 1er mai et du 9 mai ou encore l'anniversaire de l'offensive soviétique « Iași-Chișinău » du 24 août 1944 contre les troupes allemandes et roumaines. Le président rend toute son importance à cette date, fêtée à l'époque soviétique, et qu'il considère comme « le jour de la libération du fascisme ». En 2017, le 75e anniversaire de l'offensive est célébré avec faste et provoque de vifs débats[1017]. A la recherche de thématiques plus contemporaines et d'autres formes de communication, il s'efforce d'associer son image à la popularité d'artistes populaires russes dont il se fait le promoteur à travers des opérations de communication très médiatisées, appréciées par une partie de la population, critiquées ou tournées en dérision par une autre[1018]. Igor Dodon continue par ailleurs à se faire le chantre des valeurs chrétiennes, il accueille en grandes pompes

---

[1014] Mihai Popşoi, « Increasingly Isolated Moldovan Governement looks to Turkey for Support » in *Moldovan Politics,* 2018, [https://moldovanpolitics.com/2018/10/24/increasingly-isolated-moldovan-government-looks-to-turkey-for-support/], consulté le 21 octobre 2020.

[1015] Olena Rotchenko, « У СБУ питають, чи пускатимуть Додона, який вважає Крим російським », article sur les déclarations controversées d'Igor Dodon in *Ukrainska Pravda*, 2016, [https://www.pravda.com.ua/rus/news/2016/11/4/7125766/], consulté le 21 octobre 2020.

[1016] Tamasz Szekely, « Moldova's President Igor Dodon pays official visit to Hungary » in *Hungary today*, 2017, [https://hungarytoday.hu/moldovan-igor-dodon-president-pays-official-visit-hungary-98283/], consulté le 21 octobre 2020.

[1017] Reportage sur les célébrations du 24 août 2017 sur le portail d'information *Unimedia* [https://unimedia.info/stiri/video-igor-dodon-cheama-oamenii-la-concert-pe-24-august--pentru-a-sarbatori-73-de-ani-de-la-lansarea-ofensivei-iasi-Chişinău-137997.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1018] L'exemple le plus connu est la mise en scène de son amitié avec le chanteur pop-rock Filip Kirkorov, décoré du titre d' « artiste émérite » pour sa contribution aux relations culturelles moldo-russes et pour avoir composé la chanson du groupe DoReDo représentant la Moldavie au concours de l'Eurovision 2018. Le chanteur fût également l'invité principal du « festival de la fraise et du miel » lancé en grandes pompes dans le village natal du président, Sadova. Ce dernier épisode fût l'objet d'une vague de critiques et d'ironie féroce à l'encontre d'Igor Dodon. Voir « Declaraţii lui Igor Dodon si Filip Kirkorov » entretien en roumain et en russe pour *Privesc Eu*, 2018, [https://www.privesc.eu/arhiva/82747], consulté le 21 octobre 2020.

le 12e « Congrès mondial de la famille traditionnelle »[1019], met en scène ses visites au Mont Athos, haut lieu de l'Orthodoxie et ses nombreuses visites dans les lieux de culte du pays[1020]. Au moment de la décision de l'église ukrainienne de se détacher de la tutelle du patriarcat de Moscou, Dodon réaffirme l'importance de la relation entre l'église moldave et l'église de Russie. Quelques mois plus tard, il est décoré par le Patriarche russe Cyrille[1021].

11.2. « Les défenseurs de l'Occident »

Face à celui qui est décrit comme « l'homme du Kremlin », Vladimir Plahotniuc se positionne comme un ardent défenseur de l'orientation occidentale de la Moldavie et présente son parti comme la seule force pro-européenne crédible et capable de résister à l'influence russe. Dans un entretien de janvier 2017 il déclare: *La Moldavie n'a qu'une direction de politique étrangère, la direction européenne. Cette vérité doit être proclamée haut et fort à chaque visite à l'étranger car notre pays n'a pas le droit de montrer des signes contradictoires en politique étrangère*[1022]. C'est aux Etats-Unis qu'il continue à mener la campagne la plus active, il y multiplie les rencontres avec tout ce qui peut se rapprocher de près ou de loin à un officiel, chacune de ces rencontres étant présentée en Moldavie comme un succès diplomatique d'importance[1023]. Il fait également publier plusieurs tribunes dans la presse américaine avec l'aide de la compagnie de conseil *Podesta*[1024] pour y expliquer le rôle crucial de la Moldavie comme avant-poste de l'Occident et la nécessité de soutenir son processus de réformes. Si ces

---

[1019] Reportage de *TV8* sur l'ouverture par le président Dodon du congrès de la famille traditionnelle, le 14 septembre 2018 [https://tv8.md/2018/09/14/video-congres-anti-lgbt-la-congresul-mondial-al-familiei-igor-dodon-a-mentionat-ca-marsurile-organizate-de-comunitatea-lgbt-ar-trebui-scoase-in-afara-legii/], consulté le 21 octobre 2020.

[1020] Présentations du pèlerinage d'Igor Dodon sur sa page personnelle, août 2016, [https://dodon.md/pelerinajul-pe-sfintele-munte-athos/], consulté le 21 octobre 2020.

[1021] Reportage de *Jurnal.md* sur la rencontre entre Igor Dodon et le patriarche de l'église orthodoxe russe lors d'une visite à Moscou en octobre 2018, [https://www.jurnal.md/ro/news/a1223b0186fdf9ed/decorat-de-patriarhul-kirill-dodon-face-promisiuni-la-moscova-biserica-moldovei-va-ramane-parte-integranta-a-celei-ruse.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1022] Vadim Vasiliu, entretien avec Vladimir Plahotniuc pour *Deschide.md*, 2017, [https://deschide.md/ro/stiri/politic/6452/Exclusiv--Interviu-Vlad-Plahotniuc-regret%C4%83-excesele-lui-Dodon-nu-a-uitat-de-Filat-%C8%99i-are-o-ofert%C4%83-pentru-Jurnal-TV.htm], consulté le 21 octobre 2020.

[1023] Reportage sur la visite de Vladimir Plahotniuc aux Etats-Unis dans *Deschide.md,* 2017, [https://deschide.md/ro/stiri/politic/11990/PD-ofer%C4%83-detalii-despre-vizita-lui-Plahotniuc-%C3%AEn-SUA.htm], consulté le 21 octobre 2020.

[1024] Jon Gingerish, « Podesta pitches for Moldova » in *O'Dwyer*, 2016, [http://www.odwyerpr.com/story/public/7220/2016-07-11/podesta-pitches-for-moldova.html], consulté le 21 octobre 2020. Article sur le contrat passé entre Podesta et le gouvernement moldave dans ce magazine américain, spécialisé dans le marketing.

premières tribunes américaines sont très hostiles à la Russie, elles se font plus tempérées après l'élection de Donald Trump auquel il adresse une lettre dans laquelle il déclare :

« *La Moldavie ne veut pas devenir un champ de bataille mais plutôt un pont entre l'Est et l'Ouest* »[1025].

Au printemps 2017, la justice russe tente de le faire poursuivre par Interpol, de nombreux analystes voient dans cette tentative une cause de la dégradation rapide des relations diplomatiques moldo-russes[1026]. L'orientation pro-occidentale se durcit avec un début de rapprochement de la Moldavie à l'OTAN, l'ouverture d'un bureau de liaison de l'Alliance nord-atlantique est envisagée et l'armée moldave participe pour la première fois aux manœuvres militaires de l'OTAN dans la région (opération *Trident* en 2017 et 2018)[1027]. La Russie réplique en organisant des manœuvres militaires en Transnistrie ce qui donne l'occasion à Pavel Filip de redemander le départ des troupes russes devant l'Assemblée générale de l'ONU[1028]. En 2018, le gouvernement s'engage à limiter la place des médias russes dans le paysage médiatique par la promulgation d'une loi dite anti-propagande[1029]. Chacune de ces décisions est l'occasion d'un affrontement entre la présidence et le gouvernement au sujet du respect de la Constitution, de la neutralité de la Moldavie ou du commandement des forces

---

[1025] Lettre de Vladimir Plahotniuc à Donald Trump publiée par *Foxnews* en janvier 2017, [http://www.foxnews.com/opinion/2017/01/07/message-for-trump-and-us-moldova-wants-to-be-bridge-not-battleground-between-east-and-west.html], consulté en 2018, indisponible en 2020.

[1026] Iurii Botnarecno, « Monitorizare Interpol pe numele lui Vlad Plahotniuc, scopul ascuns al Rusiei ? » in *Adevarul*, 2017, [http://adevarul.ro/moldova/politica/rusia-incerca-obtina-monitorizarea-interpol-numele-vlad-plahotniuc-motivul-nemultumirii-Chişinăului-fata-moscova-1_58c2f0695ab6550cb83463c0/index.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1027] Mihai Popşoi, « Moldova's Cooperation with NATO. Strategic Choice or Political Tactic?» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 19, volume 15, 2017, [https://jamestown.org/program/moldovas-cooperation-nato-strategic-choice-political-tactic/], consulté le 21 octobre 2020.

[1028] Dépêche sur l'intervention de Pavel Filip à l'ONU in *Timpul* du 23 septembre 2017. [https://www.timpul.md/articol/pavel-filip-la-onu-exerciiile-militare-desfaurate-de-trupele-ruse-i-ale-regimului-de-la-tiraspol---o-provocare-de-securitate-la-adresa-republicii-moldova-120050.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1029] Conférence de presse de Pavel Filip sur la loi anti-propagande sur *TV8*, 2018, [https://tv8.md/2018/01/25/video-filip-despre-legea-anti-propaganda-prin-intermediul-presei-rusia-intervine-in-suportul-partidelor-pro-ruse-din-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.

armées[1030]. L'utilisation sur la scène politique domestique des questions diplomatiques et militaires rend illisible et peu crédible la politique étrangère de la Moldavie[1031].

Lorsqu'une décision demande une promulgation présidentielle, le refus d'Igor Dodon est contourné à plusieurs reprises grâce à une trouvaille juridique de la Cour constitutionnelle ; la « suspension temporaire » qui permet au gouvernement d'entériner une décision sans l'accord du président, celui-ci pouvant reprendre ses fonctions une fois la décision prise[1032]. Igor Dodon est suspendu une première fois à l'occasion de son refus d'avaliser la nomination d'un nouveau ministre de la Défense, Eugen Sturza, un partisan déclaré de l'adhésion de la Moldavie à l'OTAN en octobre 2017[1033]. Il l'est une deuxième fois en janvier 2018 alors qu'il refuse de valider la nomination de huit autres ministres[1034], une troisième fois quelques jours plus tard pour contourner son opposition à la loi anti-propagande[1035], une quatrième fois en septembre de la même année pour son refus de valider la nomination du ministre de la Santé, une cinquième fois pour avoir refusé d'accorder un terrain à l'ambassade des Etats-Unis et de transformer le 9 mai en fête de la victoire ET jour de l'Europe[1036]. A chaque suspension, le président de la République dénonce la dérive autoritaire du gouvernement, considérant les décisions de la Cour constitutionnelle comme une « usurpation du pouvoir » avant de retrouver très rapidement ses fonctions.

[1030] Mircea Olteanu, « Conflict deschis intre Dodon si guvernul de la Chişinău » pour *Mediafax,* 2017, [https://www.mediafax.ro/externe/conflict-deschis-intre-dodon-si-guvernul-de-la-Chişinău-militari-din-r-moldova-participa-la-exercitiile-din-ucraina-in-pofida-interdictiei-lui-dodon-16721001], consulté le 21 octobre 2020.

[1031] Mihai Popşoi, « Moldova's Foreign Policy in Disarray » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 135, volume 14, 2017, [https://jamestown.org/program/moldovas-foreign-policy-disarray/], consulté le 21 octobre 2020.

[1032] Mihai Popşoi, « Moldovan President Igor Dodon Suspended by the Constitutional Court » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 81, volume 14, 2017, [https://jamestown.org/program/moldovan-president-igor-dodon-suspended-constitutional-court/], consulté le 21 octobre 2020.

[1033] *Idem.*

[1034] Voir décision du 2 janvier 2018 disponible sur le site de la Cour constitutionnelle [http://www.constcourt.md/libview.php?l=en&id=1123&idc=7&t=/Media/News/The-Court-ascertained-the-circumstances-justifying-the-Interim-Office-of-President-of-the-Republic-of-Moldova-within-the-governmental-reshuffle/], consulté le 21 octobre 2020.

[1035] Matthias Williams, « Moldovan Leader's powers suspended to enact Russian TV curbs » pour l'agence *Reuters*,2018,[https://www.reuters.com/article/us-moldova-president/moldovan-leaders-powers-suspended-to-enact-russian-tv-curbs-idUSKBN1EU1LE], consulté le 21 octobre 2020.

[1036] Valeria Vitu, « Presidentele Moldovean suspendat din functie » pour *RFI Romania*, 2018, [https://www.rfi.ro/politica-107870-presedintele-moldovean-suspendat-din-functie-dodonnu-voi-ceda], consulté le 21 octobre 2020.

L'opposition entre présidence et gouvernement semble radicale mais elle n'empêche pas le Parti démocrate de céder un certain nombre d'avantages au Parti socialiste comme l'attribution par le Conseil de Contrôle de l'Audiovisuel de trois licences nationales de télévision pour des chaînes au service du PSRM, le poste de directeur de la compagnie nationale de distribution *Moldovagaz* ou plusieurs postes d'ambassadeurs dont celui de Moscou à des partisans d'Igor Dodon[1037]. Pour l'opposition et pour de nombreux observateurs, cet affrontement est un trompe-l'œil ayant pour but de préserver les intérêts de chacun des acteurs. Cette entente tacite, désignée sous le nom de « binôme » mettrait en scène la confrontation et jouerait sur les tensions géopolitiques et identitaires pour confisquer le débat public en l'essentialisant ; parfaitement opposés en tout, socialistes et démocrates n'ont pas de difficulté à trouver un terrain d'entente ; éloigner du jeu politique leurs ennemis communs, les partis DA et PAS.

13. Vers l'oligarchie autoritaire

Au printemps 2017, Vlad Plahotniuc en personne lance une réforme du système électoral impliquant le passage d'un système proportionnel à un système uninominal mixte par circonscription. Pour son promoteur, cette réforme permettra à chaque citoyen de savoir qui il envoie au Parlement[1038]. Le projet est vivement critiqué par l'opposition pro-européenne, dès juin, la Commission de Venise recommande au gouvernement de Chișinău de renoncer à ce changement de système qui *suscite de graves inquiétudes et pourrait entraîner de sérieux inconvénients*[1039]. Le 21 juillet, la Haute représentante de l'Union Européenne Federica Mogherini et le Commissaire à l'élargissement et à la politique de voisinage Johannes Hahn manifestent leur réprobation et menacent de suspendre l'aide financière de l'UE[1040]. La députée européenne et ancienne ministre roumaine de la Justice, Monica Macovei résume la crainte

[1037] Vladimir Socor, « Muscovite Socialist, National Oligarch : A Moldovan Symbiosis » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 9, volume 14, 2017, [https://jamestown.org/program/muscovite-socialist-national-oligarch-moldovan-symbiosis/], consulté le 21 octobre 2020.

[1038] Présentation du projet par Vlad Plahotniuc sur *Deschide.md* le 6 mars 2017 [https://deschide.md/ro/stiri/politic/8455/Breaking-NEWS--Plahotniuc-anun%C8%9B%C4%83-c%C4%83-PD-va-ini%C8%9Bia-votul-uninominal-%C3%AEn-Parlament.htm], consulté le 21 octobre 2020.

[1039] Vladimir Socor, « Moldova's New Electoral Law Could Be Fatal to Pro-Western Parties » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 98, volume 14, 2017,[https://jamestown.org/program/moldovas-new-electoral-law-could-be-fatal-to-pro-western-parties-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

[1040] Déclaration de Federica Mogherini et Johannes Hahn concernant les modifications apportées à la législation électorale, le 21 juillet 2017, sur le site de la Commission Européenne, [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/30484/node/30484_fr], consulté le 21 octobre 2020.

suscitée par le projet : *Les oligarques moldaves pourront facilement acheter les votes dans les circonscriptions ou y exercer toute leur influence pour arriver à leurs fins*[1041].

Quelques jours plus tard, députés démocrates et socialistes adoptent de concert ce changement de loi électorale qui avantage les partis pouvant entretenir un large réseau de structures territoriales[1042]. La période de cohabitation entre le gouvernement démocrate et Igor Dodon est également marquée par une série de procès touchant différents personnalités et groupes d'intérêt, le contrôle de la justice par le pouvoir semble évident à chaque verdict :

En avril 2017, Vencesleav Platon est condamné à 18 ans de prison, ses avocats accusent la Cour d'appel d'avoir falsifié les dépositions de l'accusé. Il y désignait notamment Plahotniuc comme un des principaux bénéficiaires de la disparition du milliard mais dans la version finale du procès-verbal, son nom aurait été remplacé par celui de Vlad Filat. Par ailleurs, des éléments des dépositions auraient disparu, notamment ceux évoquant un accord entre le président ukrainien Petro Porochenko et Vladimir Plahotniuc pour faciliter son expulsion[1043]. Au même moment, le ministre de l'Intérieur ukrainien annonce que Vlad Plahotniuc a été victime d'une tentative d'assassinat commanditée par les services secrets russes. Huit personnes sont arrêtées en Moldavie et neuf en Ukraine, une seule personne sera condamnée en première instance et le plus grand flou règne encore aujourd'hui sur cette affaire[1044].

Ilan Şor bénéficie d'un sort plus favorable ; en résidence surveillé depuis en 2015, il est condamné à huit ans de prison en première instance. Sa condamnation ne l'empêche pas de poursuivre ses activités économiques, ni d'exercer ses fonctions de maire à Orhei qu'il arrose de financements, ni de diriger le parti Ravnopravie qu'il renomme à son nom, le parti « Şor ». En mai 2017, il est cité comme témoin au procès de Vlad Filat où il déclare avoir versé à l'ancien Premier ministre une commission de 240 millions de dollars alors qu'il était

[1041] Diana Raileanu, entretien avec Monica Macovei, « Pentru noi este clar ca Partidul democrat are intelegere cu Dodon » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2017, [https://www.europalibera.org/a/monica-macovei-a-vrut-sa-treaca-peste-un-spatiu-pentru-care-stia-ca-nu-are-autorizatie/28645646.html], consulté le 21 octobre 2020.
[1042] Socor, « Moldova's New Electoral Law Could Be Fatal to Pro-Western Parties », *op.cit*.
[1043] Maria Maevschi, « Dosarul Platon, Proces verbal falsificat » in *The Epoch Times Romania*, 2017, [https://epochtimes-romania.com/news/dosarul-lui-platon-proces-verbal-falsificat-invinuit-filat-in-locul-lui-plahotniuc---264853], consulté le 21 octobre 2020.
[1044] Anatolie Esanu, « Marturii din dosarul tentativei de asasinare lui Plahotniuc » in *Ziarul de Garda*, 2018, [https://www.zdg.md/importante/doc-marturii-din-dosarul-tentativei-de-asasinare-a-lui-plahotniuc/], consulté le 21 octobre 2020.

administrateur de la *Banca de Economie*. Son statut d'élu lui permet d'être libéré après son témoignage[1045].

Renato Usatîi est l'objet de multiples procédures pénales. En 2016, il est poursuivi pour menaces à l'adresse du président Timofti puis il est accusé d'avoir commandité la tentative d'assassinat d'un banquier russe, Gherman Gorbunțov[1046]. Il quitte la Moldavie et se réfugie à Moscou. Officiellement en « voyage d'affaires », il continue à diriger la mairie de Balti et à intervenir dans la vie politique et judiciaire moldave par vidéos interposées avant de démissionner en 2018[1047].

Le maire de Chișinău, Dorin Chirtoaca doit également faire à la justice. Dès 2016, il subit une campagne de dénigrement par la diffusion d'enregistrements compromettants puis il est accusé de corruption dans une affaire d'attribution d'espaces de parking. Le PSRM échoue à lancer un référendum pour sa destitution. L'année suivante, le maire de la capitale est arrêté pour corruption et trafic d'influence. Sa détention à domicile est prolongée plusieurs fois jusqu'à sa destitution qui entraine des élections municipales anticipées en 2018[1048].

Le printemps 2018 voit donc se dérouler deux campagnes dans les deux principales villes du pays, Balti et Chișinău dont les deux maires ont été écartés. Les deux scrutins prennent une valeur de test pour le pouvoir[1049]. A Bălți, un proche de Renato Usatîi est élu sans difficulté[1050]. Le véritable enjeu est à Chișinău où s'opposent la maire par intérim, Silvia Radu considérée

---

[1045] Liliana Barbarosie, « Semne de intrebare legate de procesul intentat lui Ilan Şor » in *Radio Europa Libera Moldova*, 2018, [https://moldova.europalibera.org/a/semne-de-%C3%AEntrebare-%C3%AEn-procesul-intentat-lui-ilan-%C8%99or/29498738.html], consulté le 20 octobre 2020.

[1046] Iurii Botnarenco, « Renato Usatii a fost dat in cautare national si internationala » in *Adevarul*, 2016, [https://adevarul.ro/moldova/politica/renato-usatii-fost-dat-cautare-nationala-internationala-video-1_580e27de5ab6550cb8dda594/index.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1047] Iurii Botnarenco, «Renato Usatîi demisioneaza din functia de primar de Balţi» in *Adevarul*, 2018, [https://adevarul.ro/moldova/politica/renato-usatii-demisioneaza-functia-primar-balti-vreau-alegerile-anticipate-vedeti-asteapta-parlamentare-1_5a820a0bdf52022f75793e46/index.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1048] Sergiu Mişcoiu, « Never Just a Local War: Explaining the Failure of a Mayor's Recall Referendum» in *Contemporary Politics*, n° 25, 2019, p.47-61.

[1049] Mihai Popşoi, « Mayoral Campaigns in Moldova's two largest cities ; a preview of next Parliementary Elections » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 76, volume 15, 2018, [https://jamestown.org/program/mayoral-campaigns-in-moldovas-two-largest-cities-a-preview-of-next-parliamentary-election/], consulté le 21 octobre 2020.

[1050] Dépêche sur le nouveau maire, « Cine este noul primar de Bălţi ?» in *Timpul*, 2018, [https://www.timpul.md/articol/cine-este-noul-primar-de-bali-nicolae-grigorisin-130759.html], consulté le 21 octobre 2020.

comme la candidate du Parti démocrate, le socialiste Ion Ceban et un des leaders de l'opposition pro-européenne, Andrei Năstase. Silvia Radu est sèchement éliminée au premier tour, le 19 juin, Andrei Năstase remporte le second tour face au candidat socialiste. Deux jours plus tard, la cour d'appel de Chișinău invalide l'élection pour « non-respect de la période de silence précédant le jour du scrutin ». Ce nouveau coup de théâtre provoque de vives réactions chez les partenaires européens mais également américains. Plahotniuc réagit dans un entretien accordé au très pro-roumain *Timpul* en expliquant qu'il ne comprend pas la décision de la justice tout en rappelant l'indépendance de celle-ci. Malgré plusieurs recours, la mairie de Chișinău sera conduite par un maire intérimaire issu du Parti libéral jusqu'aux élections locales de 2020. Le représentant de l'UE et l'ambassadeur des Etats-Unis en Moldavie dénoncent une flagrante atteinte à l'Etat de droit et à l'indépendance de la justice, le 4 juillet, l'Union Européenne annonce la suspension de son aide financière[1051]. A l'automne 2018, la classe politique entre en pré-campagne en vue des élections législatives de février 2019. Le Parti démocrate ne peut plus guère jouer la carte européenne et réformatrice, il se fait défenseur de la « souveraineté » nationale et des valeurs traditionnelles menacées par les ingérences étrangères[1052]. La « quatrième voie »[1053] proposée par Plahotniuc se rapproche ainsi de la rhétorique du PSRM et adopte une position proche de celles des régimes « illibéraux ».

En septembre, la Moldavie reçoit le soutien du ministère des Affaires étrangères hongrois, Peter Szijjarto, qui réclame la reprise de l'aide européenne pour Chișinău[10541055]. L'idée d'un référendum sur l'orientation européenne du pays est évoquée[1056]. Vladimir Plahotniuc spécule sur une image d'oligarque protecteur assurant la stabilité du pays et adapté à ses réalités et à ses nécessités sans tenir compte de règles imposées par l'extérieur. Il vante ses récentes mesures « favorables aux milieux d'affaires » soit une généreuse amnistie fiscale ainsi que la

---

[1051] Mihai Popşoi, « Moldova's Democratic Facade Crumbles as Supreme Court Invalidates Democratic Elections » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 99, volume 15, 2018, [https://jamestown.org/program/moldovas-democratic-facade-crumbles-as-supreme-court-invalidates-democratic-election/], consulté le 21 octobre 2020.

[1052] Mihai Popşoi, « Is Moldova Moving Forward Russia ahead of Parliamentary Elections ? » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 121, volume 15, 2018, [https://jamestown.org/program/is-moldova-moving-toward-russia-ahead-of-parliamentary-elections/], consulté le 21 octobre 2020.

[1053] Une 4e voie définie comme « Ni pro-européen, ni pro-russe, ni pro-roumain mais pro-moldave ». Voir Popşoi, *idem.*

[1054] *Ibidem.*

[1055] Le Parti social-démocrate au pouvoir à Bucarest et dont le Parti démocrate est proche développe au même moment une rhétorique similaire.

[1056] Mihai Popşoi, « State of Play ahead of Moldova's Parliamentary Elections» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 177, volume 15, 2018, [https://jamestown.org/program/state-of-play-ahead-of-moldovas-parliamentary-elections/], consulté le 21 octobre 2020.

possibilité pour des investisseurs étrangers d'acheter la nationalité moldave. Cette dernière mesure est vivement contestée par l'Union Européenne car elle ouvre potentiellement l'espace européen aux délinquants de l'espace ex-soviétique[1057]. Plahotniuc joue également la carte de la philanthropie avec sa fondation « Edelweiss » dont les actions sont largement médiatisées[1058]. Fort de sa popularité à Orhei, Ilan Şor joue une partition similaire avec son réseau de « magasins sociaux ». Le cœur de cible du « parti Şor » le public russophone et/ou socialement défavorisé est complémentaire de celui du Parti démocrate ce qui en fait un satellite utile[1059]. Le Parti socialiste a une longueur d'avance sur le thème des valeurs traditionnelles et n'est pas en reste sur la philanthropie avec *Din suflet* (*qui vient du cœur/de l'âme* en roumain), la fondation de Galina Dodon, l'épouse du président. La perspective de parvenir au gouvernement amène en revanche les socialistes à tempérer leur discours anti-européen[1060].

Les partis pro-européens ont formé un bloc électoral ACUM (*Maintenant*)[1061]. Maia Sandu joue la légitimité européenne contre la corruption du pouvoir et le « populisme » de ses adversaires. La tâche est difficile, avant le début de la campagne, des manifestations contre le pouvoir sont brutalement réprimées lors de la fête nationale du 27 août[1062]. Toute la fin de l'année 2018 est marquée par des attaques médiatiques féroces contre la candidate d'ACUM et ses alliés, plusieurs projets de modification du code électoral sont envisagés et les intimidations sont nombreuses culminant avec une menace de procès pour trahison contre Maia Sandu[1063]. Sur sa droite, elle est également attaquée par les unionistes qui, en l'absence de

---

[1057] Madalin Necsutu, « Citizenship Offer for Rich Investors Divides Moldova » in *Balkaninsight*, 2018, [https://balkaninsight.com/2018/06/01/granting-moldovan-citizenship-simplification-sparks-controversy-in-the-parliament-05-31-2018/], consulté le 21 octobre 2020.

[1058] Vladimir Socor, « Moldova's Parliamentary Elections ; One Silver Lining Amid Multiple Negative Trends » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 33, volume 16, 2019, [https://jamestown.org/program/moldovas-parliamentary-elections-one-silver-lining-amid-multiple-negative-trends-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

[1059] *Idem.*

[1060] Popşoi, « Is Moldova Moving Forward Russia ahead of Parliamentary Elections? », *op.cit.*

[1061] Madalin Necsutu, « Moldova's Pro European Opposition Plans United Campaign » in *Balkaninsight*, 2017, [https://balkaninsight.com/2017/10/17/moldova-s-pro-european-opposition-plans-united-campaign-10-17-2017/], consulté le 21 octobre 2020.

[1062] Tamara Grejdeanu, « Republica Moldova la 27 ani ; pentru unii sarbatoare, pentru altii indignare », reportage pour *Radio Free Europe*, 2018, [https://moldova.europalibera.org/a/ziua-independentei-r-moldova-vazuta-in-fel-i-chip/29456086.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1063] Lucian Popescu, entretien avec Maia Sandu, « Aceste alegeri sunt cele mai antidemocratice din toata istoria RM » in *Contributors*, 2019, [https://www.hotnews.ro/stiri-opinii-22986085-interviu-maia-sandu-aceste-alegeri-sunt-cele-mai-nedemocratice-din-toata-istoria-republicii-moldova-abuzurile-guvernarii-sunt-sufocante-noi-liderii-opozitiei-suntem-urmariti-politie-sunt-interceptate-.htm], consulté le 21 octobre 2020.

représentation politique crédible, reprennent les actions dans l'espace public toujours sous l'égide de George Simion [1064].

14. La fin du régime Plahotniuc

Le Parti socialiste remporte les élections législatives le 9 mars 2019 et obtient 35 sièges au Parlement. Il devance le Parti démocrate avec 30 sièges, ACUM avec 26 sièges et le Parti Şor qui obtient 7 sièges[1065]. Selon la Constitution, les partis parlementaires disposent de trois mois pour constituer une majorité. Les partis entrent dans une phase de négociation tandis que le gouvernement de Pavel Filip reste en charge des affaires courantes. La majorité des observateurs s'attendent à une alliance entre le Parti démocrate et le PSRM au nom de la « stabilité » officialisant ainsi l'entente tacite entre les deux partis. Arguant de leur volonté de lutter contre la corruption, les socialistes refusent. Les démocrates s'approchent d'ACUM afin de contrer le péril russe et de maintenir la trajectoire européenne du pays. Les discussions durent, les partis sont traversés d'intenses débats internes. La crise institutionnelle s'installe[1066].

Le 5 juin, c'est un accord entre le PSRM et ACUM qui semble se dessiner. Le poste de Premier ministre reviendrait à ACUM, la présidence du Parlement au PSRM mais les différentes composantes du bloc d'ACUM ne sont pas d'accord entre elles, un vif débat interne éclate. Le 7 juin, Plahotniuc fait une nouvelle offre à Igor Dodon. Leur rencontre est enregistrée à l'insu du président et l'enregistrement est très rapidement rendu public et diffusé par les médias. Plusieurs éléments connus y sont confirmés ; le PSRM reçoit des financements illégaux de la Russie, Vladimir Plahotniuc a financé Igor Dodon lors de son départ du Parti communiste en 2013 afin qu'il *rachète* le petit Parti socialiste qui a servi de véhicule à son ascension. Tout est négocié au cours de cette rencontre, le poste de procureur-général, les postes des ministères clés, la fédéralisation de la Moldavie, l'arrêt des procédures légales de la Russie à l'encontre

[1064] Ana Maria Luca, « Romania-Moldova Unification Movement Grows Despite Obstacles » in *Balkaninsight*, 2018, [https://balkaninsight.com/2018/09/04/romania-moldova-unification-movement-grows-steadily-despite-obstacles-09-03-2018/], consulté le 21 octobre 2020.
[1065] Résultats complets sur *Alegeri.md* [http://alegeri.md/w/Alegerile_parlamentare_din_2019_%C3%AEn_Republica_Moldova], consulté le 21 octobre 2020.
[1066] Vladimir Socor, « Moldova's Regime Change : End of an Era, Uncertain New Start » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 91, volume 16, 2019, [https://jamestown.org/program/moldovas-regime-change-end-of-an-era-uncertain-new-start-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

de Plahotniuc[1067]. Bousculés par le stratagème de Plahotniuc, les socialistes reprennent d'urgence leurs négociations avec Maia Sandu et le bloc ACUM, ils se montrent beaucoup moins exigeants et un accord de gouvernement est trouvé et rendu public le 8 juin[1068].

La Cour constitutionnelle intervient en rappelant qu'un accord de gouvernement entre les partis devait être trouvé en trois mois. Pour les juges, ce délai ne coïncide pas à une période allant du 9 mars, date des résultats officiels, au 9 juin mais à un délai fixé à 90 jours. La Cour juge l'accord entre ACUM et le PSRM nul et non avenu[1069]. Pavel Filip se déclare immédiatement en droit de continuer à exercer le pouvoir. La Cour constitutionnelle demande la dissolution du Parlement ce que refuse le président Igor Dodon. Le 9 juin, la Cour le suspend de ses fonctions, Pavel Filip est désigné pour assurer l'intérim de la présidence. Filip, par décret présidentiel, dissout le Parlement[1070]. Igor Dodon dénonce une manipulation et refuse de quitter le pouvoir. Dans la rue, le Parti démocrate organise des manifestations contre Igor Dodon accusé de haute trahison. Le pays se retrouve avec deux gouvernements, le gouvernement Sandu se réunit au Parlement, les forces de l'ordre lui interdisant d'accéder au siège du gouvernement où s'est retranché le gouvernement Filip[1071].

Le 10 juin, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne et la Suède font une déclaration commune pour soutenir le gouvernement Sandu. Les Etats-Unis se range à leurs côtés ainsi que la Russie[1072]. La Roumanie n'est pas consultée. Renforcé, Igor Dodon, président officiellement démis, annule le 11 juin le décret de dissolution du Parlement signé par le président officiel Pavel Filip[1073]. Sous pression internationale, Pavel Filip et son gouvernement résistent jusqu'au 14 juin, date à laquelle ils annoncent leur démission. La Cour constitutionnelle reconnaît avoir été soumise à des pressions et annule ses décisions précédentes, Igor Dodon

---

[1067] Dumitru Minzazari, « Moldovan Political Crisis Brings Opportunities but Also Serious Risks » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 85, volume 16, 2019, [https://jamestown.org/program/moldovan-political-crisis-brings-great-opportunities-but-also-serious-risks/], consulté le 21 octobre 2020.
[1068] *Idem*.
[1069] Oktawian Milewski, « Moldova's in the midst of anti-oligarchic Revolt » in *New Eastern Europe*, 2019, [https://neweasterneurope.eu/2019/06/10/moldova-in-the-midst-of-an-anti-oligarchic-revolt/], consulté le 21 octobre 2020.
[1070] *Idem.*
[1071] Socor, « Moldova's Regime Change: End of an Era, Uncertain New Start », *op.cit.*
[1072] Stefana Radu « Moscova sustine clar coalitia » in *Adevarul*, 2019, [https://adevarul.ro/international/europa/ambasadorul-rusiei-bucuresti-despre-situatia-republica-moldova-moscova-sustine-clar-coalitia-exista-miscare-elimina-regimurile-conduse-oligarhi-], consulté le 20 septembre 2020.
[1073] *Idem*.

redevient président et Maia Sandu est officiellement Première ministre [1074]. Vladimir Plahotniuc qui avait appelé à la résistance contre le coup de force disparaît. Ilan Şor également[1075].

15. L'éphémère « alliance anti-oligarchique »

L'alliance entre Igor Dodon et Maia Sandu est largement saluée par tous les partenaires extérieurs de la Moldavie, soulagés d'assister au départ de Vladimir Plahotniuc mais certains observateurs s'inquiètent, notamment en Roumanie, des compromis acceptés par Maia Sandu, ils signalent notamment le passage des services de renseignements sous le contrôle direct de la présidence. C'est pourtant l'espoir d'un nouveau départ pour la Moldavie qui prévaut et la feuille de route du nouveau gouvernement est rapidement annoncée, elle comprend:

- La reprise du programme de réformes prévu par l'Accord d'association UE-Moldavie avec une priorité accordée à la lutte contre la corruption et à la réforme du système judiciaire.
- Le renoncement au système électoral mixte et la mise en œuvre des recommandations de la Commission de Venise.
- L'organisation dans des conditions de transparence des élections locales prévues le 20 octobre.
- Le rétablissement des relations avec le Fonds Monétaire International.

Avec cette volonté affichée de relancer le processus d'intégration européenne, la Commission Européenne juge les conditions réunies pour une reprise de son appui budgétaire en faveur la République de Moldavie. Le commissaire Johannes Hahn estime qu'il s'agit d' « [..] *une manière de reconnaître les efforts qu'ils ont déjà déployés et d'encourager les autorités à poursuivre sur cette voie, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'état de droit et de la démocratie et la lutte contre la corruption*[1076].

[1074] *Ibidem*.
[1075] Madalin Necsutu, « Moldova Seeks Arrest of Convicted Oligarch Ilan Şor » in *BalkanInsight*, 2019, [https://balkaninsight.com/2019/07/26/moldova-seeks-arrest-of-convicted-oligarch-ilan-Şor/], consulté le 21 octobre 2020.
[1076] Communiqué de presse de la Commission européenne du 22 juillet 2019 [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_4510], consulté le 21 octobre 2020.

Ce renouveau de l'engagement européen est toutefois vite bousculé par la dynamique politique interne. Les élections locales de l'automne sont dominées par le PSRM tandis que, malgré son absence, Ilan Şor est réélu maire d'Orhei. Renato Usatîi, recherché en Russie est de retour, il remporte la mairie de Bălţi mais le signal le plus fort vient de la capitale, habituel bastion de la droite. Le candidat socialiste Ion Ceban est élu maire de Chișinău face au ministre de l'Intérieur et maire destitué, Andrei Năstase. Le gouvernement est fragilisé par ce qui ressemble à un désaveu populaire[1077].

Quelques jours plus tard, la question de la réforme de la justice va mettre fin à la fragile alliance « anti-oligarchique ». Au début de l'automne, le choix du nouveau Procureur général a été confié à un comité de magistrats. A l'issue de ses travaux, le comité propose une sélection qui élimine tous les candidats issus de la société civile et privilégie exclusivement des proches de la présidence[1078]. Maia Sandu remet en cause l'indépendance du comité et décide de modifier la procédure de sélection pour pouvoir nommer elle-même le procureur général. Cette nomination « politique » du procureur-général se heurte à l'opposition du président de la République qui accuse sa Première ministre d'autoritarisme[1079].

Dans l'entourage présidentiel, les critiques véhémentes contre Maia Sandu mais aussi contre l'Union Européenne se multiplient. Ion Chicu, conseiller d'Igor Dodon accuse les anciens commissaires européens à l'élargissement d'avoir été complices des gouvernements corrompus pro-européens[1080]. Le 11 novembre, les députés socialistes et démocrates votent ensemble une motion de censure contre le gouvernement, Maia Sandu est démise. Le 13, Igor Dodon présente au Parlement son ancien conseiller, Ion Chicu pour le poste de Premier ministre. Il reçoit le soutien des députés démocrates et socialistes. Un gouvernement dit « technocrate » est rapidement formé[1081]. Au début de l'année 2020, Igor Dodon et son gouvernement s'engagent

[1077] Vladimir Socor, « Moldova's Broad-Based Governing » in *Eurasia Daily Monitor*, n°159, volume 16, 2019, [https://jamestown.org/program/moldovas-broad-based-governing-coalition-falls-apart/], consulté le 21 octobre 2020.

[1078] Madalin Necsutu, « Stakes High for Moldova as Top Prosecutor Picked » in *Balkaninsight*, 2019, [https://balkaninsight.com/2019/12/09/stakes-high-for-moldova-as-top-prosecutor-picked/], consulté le 21 octobre 2020.

[1079] *Idem.*

[1080] Reportage de *TV8* sur les accusations adressées aux chefs de la Délégation Européenne, le 18 septembre 2019 [https://tv8.md/2019/10/18/mesaj-scandalos-consilierul-lui-dodon-acuza-diplomatii-ue-de-frauda-bancara-. reactiile-lui-nastase-popescu-si-michalko/], consulté le 21 octobre 2020.

[1081] Vladimir Socor, « Moldova's Broad-Based Governing » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 160, volume 16, 2019, [https://jamestown.org/program/moldovas-broad-based-governing-coalition-falls-apart-part-two/], consulté le 21 octobre 2020.

à respecter le calendrier des réformes européennes et multiplient les signes de volonté de rapprochement avec Bruxelles et les capitales européennes. Ion Chicu va jusqu'à déclarer que l'objectif final de la Moldavie est une adhésion à l'Union Européenne[1082].

16. Un nouveau départ ?

Au printemps 2020, la Moldavie est durement frappée par la crise sanitaire mondiale. Au fil des semaines, les manques de l'Etat deviennent flagrants; système médical et de prévention en déshérence, inégalités du système éducatif contraint à un passage à l'enseignement en ligne, difficultés à répondre aux besoins de la diaspora qui se retrouve pendant des semaines dans l'incapacité de revenir au pays. Igor Dodon met en scène sa lutte contre la pandémie, la géopolitique-spectacle entre à nouveau en jeu, l'aide sanitaire russe est accueillie en grandes pompes, l'aide roumaine ou européenne beaucoup plus discrètement. En avril, la Russie propose un important prêt bilatéral, le pouvoir accepte l'accord avant d'y renoncer[1083]. Le gouvernement est fragilisé par la réorganisation rapide de l'opposition. Andrian Candu, ancien président du Parlement et filleul de Plahotniuc a lancé en février 2020 un nouveau parti « Pro-Moldova ». Les députés démocrates, qui font partie de la majorité parlementaire, commencent à quitter le parti conduit par Pavel Filip pour rallier Candu, tandis que d'autres font le choix du « parti Şor ». En juin, ces deux partis forment une « alliance anti-gouvernementale », la manœuvre est perçue par les observateurs comme une revanche oligarchique en cours, orchestrée et financée de l'étranger par Plahotniuc et Şor que la Justice ne parvient pas à localiser formellement[1084]. Le Parti démocrate étant affaibli, le gouvernement ne dispose plus de majorité absolue et échappe de peu fin juillet à une motion de censure votée par les députés de l'alliance anti-gouvernementale et par ceux d'ACUM. L'absence de deux parlementaires, malades, permet au gouvernement Chicu de rester en place[1085]. Outre les

[1082] Vladimir Socor, « Moldova's Leftist President Moving Toward The Political Center » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 20, volume 17, 2020,[https://jamestown.org/program/moldovas-leftist-president-moving-steadily-toward-the-political-center-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

[1083] Vladimir Socor, « Russian Loan for Moldova. A Strange Agreement » in *Eurasia Daily Monitor*, n°62, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/russian-loan-for-moldova-a-strange-inter-governmental-agreement/], consulté le 21 octobre 2020.

[1084] Vladimir Socor, « Sales and Purchases in Moldova's Parliamentary Marketplace » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 92, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/sales-and-purchases-in-moldovas-parliamentary-marketplace/], consulté le 21 octobre 2020. Vladimir Plahotniuc a été localisé aux Etats-Unis d'où il a été obligé de partir au printemps 2020, il est aujourd'hui soupçonné de vivre en Turquie.

[1085] Vladimir Socor, « Moldova's Pro-Western Parties : Divided and Enfeebled » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 106, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/moldovas-pro-western-parties-divided-and-enfeebled-part-one/], consulté le 21 octobre 2020.

difficultés liées à la crise sanitaire, le gouvernement doit faire face la fin de l'été au mécontentement des agriculteurs frappés par la sécheresse et viennent de tout le pays pour organiser un blocage de la capitale [1086].

La campagne présidentielle de l'automne 2020 se déroule donc sous de mauvais auspices pour Igor Dodon : De nouvelles révélations sur ses liens avec Plahotniuc, des soupçons de rencontre en Grèce avec l'oligarque en fuite, des enquêtes sur l'aide financière et le soutien de conseillers politiques russes contribuent encore à le fragiliser[1087]. Face à lui, ses adversaires sont les pro-européens déclarés, Andrei Năstase et Maia Sandu qui ne sont pas parvenus à s'entendre sur une candidature commune, Octavian Țîcu et Dorin Chirtoacă qui se disputent les voix unionistes, Violeta Ivanov, la représentante du Parti Şor, Renato Usatîi devenu un tonitruant combattant contre la corruption et Tudor Deliu, candidat d'un parti revenant, le PDLM que Vlad Filat a relancé en août, à sa sortie de prison. Andrian Candu n'est pas parvenu à enregistrer sa candidature.

Dans un contexte régional tendu par la crise biélorusse, ces nouvelles élections sont annoncées une nouvelle fois comme un choix crucial entre Est et Ouest[1088]. La campagne s'avère pourtant terne, sans grands rassemblements, ni concerts même si Renato Usatîi assure le spectacle en perturbant certaines réunions publiques du président sortant[1089]. Maia Sandu évite les thèmes géopolitiques mais mène campagne en mettant en avant ses soutiens extérieurs et notamment ceux du Parti Populaire Européen. Elle reprend la rhétorique classique de la lutte contre la corruption comme première condition du retour sur la voie européenne, synonyme d'honnêteté, de progrès économique et social, de *civilisation* et de *normalité*. Face à sa principale adversaire, Igor Dodon ne peut pas afficher un franc soutien de la Russie[1090], il retrouve pourtant des accents eurosceptiques accusant Maia Sandu de *mendier* en Europe, il rappelle les fermetures

---

[1086] Ion Chislea, « In prag de cataclism social, de ce protesteaza fermieri », in Gazeta de Chişinău, 2020, [https://gazetadeChişinău.md/2020/08/21/in-prag-de-cataclism-social-de-ce-protesteaza-fermierii/], consulté le 20 octobre 2020.

[1087] Vladimir Thorik,« Kremlinovicileaks », enquête pour *Rise Moldova* et *Досье Центр*, 2020, [https://www.rise.md/english/kremlinovicileaks/], consulté le 21 novembre 2020.

[1088] Paul Goble, « Upcoming Moldovan Presidential Vote May Spark Crisis Greater than Belarusian One » in *Eurasia Daily Monitor*, n°131, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/upcoming-moldovan-presidential-vote-may-spark-crisis-greater-than-belarusian-one/], consulté le 21 novembre 2020.

[1089] Sergiu Praporşcic, « Adevarata miza a altercatiei dintre Usatii si Dodon » pour *Sputnik Moldova*, 2020, [https://sputnik.md/editorialist/20201026/32159252/Adevarata-miza-a-altercatiei-dintre-Usati-Dodon.html], consulté le 21 novembre 2020.

[1090] Vladimir Socor, « Geopolitics Take a Back Seat for Now » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 152, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/moldovas-presidential-election-geopolitics-take-a-back-seat-for-now/], consulté le 21 octobre 2020.

d'école décidées par sa concurrente lors de son passage au ministère de l'Education et s'égare dans des remarques grossièrement misogynes[1091]. Maia Sandu déjoue les sondages en remportant le premier tour des élections devant Igor Dodon, Renato Usatîi réussit de façon spectaculaire son retour dans la politique nationale avec près de 17% des voix suivi de Violeta Ivanov avec 6,5%[1092]. Andrei Năstase, les candidats unionistes puis Renato Usatîi appellent à voter Maia Sandu. Igor Dodon tente de réanimer la flamme moldovéniste en invoquant Etienne le Grand[1093] et multiplie les coups de menton et les critiques vis-à-vis de la diaspora « coupée des réalités moldaves »[1094], en vain, il est sèchement battu au second tour par Maia Sandu qui remporte le second tour avec 57% des voix, bénéficiant d'une participation en hausse à 52%. Le choix des votants revient à une division classique entre diasporas, catégories d'âges, niveaux d'éducation et origine ethniques, le vote massif de la diaspora européenne faisant pencher la balance en faveur de la candidate du PAS[1095].

La victoire de Maia Sandu est largement saluée par les médias et les capitales occidentales comme une victoire de l'Europe et un revers pour Moscou. Vladimir Poutine est pourtant un des premiers à féliciter la nouvelle présidente, suivie du patriarche de Russie, Cyrille[1096]. Igor Dodon reconnaît sa défaite.

Dans un de ses premiers entretien accordé à *Radio Free Europe Moldova*, Maia Sandu évoque la question de la Transnistrie et la nécessité du départ des troupes russes. Serguei Lavrov répond en considérant la demande du retrait des *gardiens de la paix* comme étant *irresponsable*[1097].

[1091] Entretien avec Armand Gosu par Magda Prelipceanu, « Maia Sandu, presedinte » pour *RFI Romania,* [https://www.rfi.ro/politica-127466-maia-sandu-presedinte-declansa-alegeri-anticipate], consulté le 21 novembre 2020.

[1092] Résultats complets sur *alegeri.md*, [http://alegeri.md/w/Rezultatele_alegerilor_preziden%C8%9Biale_din_2020#Turul_I.2C_1_noiembrie_2020], consulté le 15 novembre 2020.

[1093] Cristian Lupaşcu, « Dodon il invoca pe Stefan cel Mare » pour *Agerpress*, 2020, [https://www.agerpres.ro/politica-externa/2020/11/13/alegerirmoldova-dodon-il-invoca-pe-stefan-cel-mare-cerand-moldovenilor-sa-fie-uniti-la-alegerile-de-duminica], consulté le 10 décembre 2020.

[1094] Madalin Necsutu, « President Slams Diaspora for Voting for Rival » in *BalkanInsight*, 2020, [https://balkaninsight.com/2020/11/03/moldovan-president-slams-diaspora-for-voting-for-rival/], consulté le 15 novembre 2020.

[1095] Vladimir Socor, « Fractured Moldova's Presidential Election Decided by European Diaspora» in *Eurasia Daily Monitor*, n° 163, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/fractured-moldovas-presidential-election-decided-by-european-diaspora-vote/], consulté le 21 novembre 2020.

[1096] Vladimir Socor, « The Russians Were Not Coming (This Time) » in *Eurasia Daily Monitor*, n° 164, volume 17, 2020, [https://jamestown.org/program/moldovas-presidential-election-the-russians-were-not-coming-this-time/], consulté le 21 novembre 2020.

[1097] Rédaction, « Russia unlikely to accept demand for withdrawal of peacekeepers fron Transnistria » pour l'agence *TASS, 2020,* [https://tass.com/politics/1230159], consulté le 4 décembre 2020.

Au Parlement, les hostilités commencent alors que Maia Sandu ne prendra ses fonctions que le 24 décembre. Une nouvelle majorité parlementaire formée des députés socialistes et de ceux du parti Şor, le bloc « Pour la Moldavie » (*Pentru Moldova*) , accorde un statut de langue officielle à la langue russe, une mesure déjà évoquée au printemps puis vote sans consultation le budget 2021, place les services d'information et de sécurité sous le contrôle du Parlement et non plus de la présidence[1098]. Le bloc « Pour la Moldavie » renationalise également le terrain de l'ancien Stade républicain, vendu en 2018 au gouvernement américain pour la construction de sa nouvelle ambassade et en donne la concession à Ilan Şor qui entend y créer un complexe sportif et culturel ainsi qu'un parc d'attraction national, *Moldova Land*[1099]. Les parlementaires en viennent aux mains, la Cour constitutionnelle est saisie, l'ambassade des Etats-Unis fait montre de son mécontentement[1100]. En réponse, Maia Sandu en appelle à une grande manifestation ; le 5 décembre, près de 50 000 personnes se réunissent au cœur géographique de la démocratie moldave, la place de la Grande assemblée nationale où s'étaient exprimés les espoirs de la population au moment de l'indépendance. Les manifestants réclament des élections anticipées, Maia Sandu promet de nettoyer le Parlement des *voleurs*, Renato Usatîi approuve la nouvelle présidente tout comme certaines grandes figures du Parti démocrate ou de ses avatars[1101].

Le 16 décembre, dernier jour de la session parlementaire, la majorité poursuit son activité législative avec le même entrain vote l'augmentation des pensions de retraite, la suppression du remboursement de la dette du milliard disparu par la population[1102]. Elle renforce également le pouvoir de contrôle du Parlement sur les activités de l'Agence Nationale d'Intégrité dont le

---

[1098] Madalin Necsutu, « Moldovans Protest Removal of Secret Service from Presidential Control » in *BalkanInsight*, 2020, [https://balkaninsight.com/2020/12/03/moldovans-protest-removal-of-secret-services-from-presidential-control/], consulté le 6 décembre 2020. Comme il est rappelé dans l'article, Igor Dodon avait obtenu l'inverse en juin 2019, avec l'accord de sa Première ministre d'alors, Maia Sandu.

[1099] Iurii Botnarenco, « Terenul Stadionului Republican ar putea ajunge in mainile lui Ilan Sor », 2020, [https://adevarul.ro/moldova/politica/terenul-stadionului-republican-Chişinău-putea-ajunge-mainile-ilan-Sor-fost-promis-ambasadei-sua-premierul-chicu-critica-decizia-1_5fc903a05163ec4271817209/index.html], consulté le 6 décembre 2020.

[1100] Madalin Necsutu, « US Embassy Slams Moldovan Parliament for Cancelling Land Sale » in *BalkanInsight*, 2020, [https://balkaninsight.com/2020/12/04/us-embassy-slams-moldovan-parliament-for-cancelling-land-sale/], consulté le 6 décembre 2020.

[1101] RL's moldovan service, « Moldovan Protesters Demand Snap Elections », 2020, pour *Radio Free Europe*, [https://www.rferl.org/a/moldovan-president-elect-protest/30986795.html], consulté le 9 décembre 2020.

[1102] Voir compte-rendu de la session parlementaire du 16 décembre, Diana Severin, «Dupa ce deputaţii PSRM-Şor au votat, in lectura finala, proiectele bugetelor anuale, a fost incheiata si sesiunea parlamentara» in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/importante/video-dupa-ce-deputaii-psrm-or-au-votat-in-lectura-finala-proiectele-bugetelor-anuale-a-fost-incheiata-i-sesiunea-parlamentara], consulté le 20 décembre 2020.

rôle est de contrôler la légalité des activités des dignitaires[1103]. L'opposition proteste en vain, un des députés du PAS déclare à la tribune : *Nous assistons aujourd'hui à la criminalisation de ce Parlement.* Quelques jours plus tard, Andrei Năstase déclare vouloir contester les lois votées devant la Cour constitutionnelle[1104]. Le 23 décembre, le gouvernement Chicu démissionne[1105]. Maia Sandu prête serment et devient officiellement présidente le 24 décembre, en s'adressant à ses concitoyens elle leur promet de lutter contre la corruption[1106].

Quelques jours après son investiture, elle se présente à un entretien accordé à la Deutsche Welle comme « la présidente de l'intégration européenne »[1107], elle débute l'année 2021 en accueillant le président roumain Klaus Iohannis, en se rendant en Ukraine et en rencontrant le secrétaire général de l'OTAN. La majorité parlementaire lui est toujours hostile, le gouvernement est intérimaire, Igor Dodon a été réintégré puis réélu président du PSRM.

Mi-décembre 2020, lors d'un grand forum sur l'intégration européenne organisé par la Fondation Friedrich Ebert et l'association pour la politique étrangère de la république de Moldavie, le chef de la délégation européenne Peter Michalko considère l'évolution de l'agenda européen de la Moldavie comme *une série d'espoirs et de déceptions* et regrette d'avoir sous-estimé le rôle et les capacités des *forces obscures*.

A ses côtés, Ion Sturza résume, *Nous sommes aujourd'hui une source de problèmes pour l'UE* […], avant d'appeler à *balayer la classe politique de notre passé récent*[1108].

[1103] Diana Severin «Deși responsabilii din cadrul Autorității Naționale de Integritate (ANI) au dat aviz negativ deputații PSRM-Șor au votat proiectul pentru modificarea legii cu privire la ANI» in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/importante/doc-desi-ani-si-a-exprimat-ingrijorarea-si-a-avizat-negativ-documentul-deputatii-psrm-sor-au-votat-proiectul-pentru-modificarea-legii-cu-privire-la-ani/], consulté le 20 décembre 2020.
[1104] Corina Jardan, «Deputații Platformei Demnitate și Adevăr au contestat la Curtea Constituționale proiecte de lege aprobate de coaliția neformală din Parlament» in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/platforma-da-anunta-ca-a-contestat-la-curtea-constitutionala-inca-2-proiecte-de-lege-aprobate-de-coalitia-neformala-psrm-sor-pentru-moldova/], consulté le 21 décembre 2020.
[1105] Cristina Dulea, « Guvernul Chicu si-a dat demisia » in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/platforma-da-anunta-ca-a-contestat-la-curtea-constitutionala-inca-2-proiecte-de-lege-aprobate-de-coalitia-neformala-psrm-sor-pentru-moldova/], consulté le 23 décembre 2020.
[1106] Milena Onisim, « Maia Sandu, a vorbit în română, rusă, bulgară, găgăuză și ucraineană în primul ei discurs după învestitură», in in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/politic/presedinta-maia-sandu-a-vorbit-in-rusa-bulgara-gagauza-si-ucraineana-in-primul-ei-discurs-dupa-investitura/], consulté le 26 décembre 2020.
[1107] Vitalie Calugareanu et Anna Gluschko, «I want to be the President of European Integration» entretien avec Maia Sandu pour la *Deutsche Welle*, 2020, [https://www.dw.com/en/moldovas-maia-sandu-i-want-to-be-the-president-of-european-integration/a-56089364], consulté le 2 janvier 2021.
[1108] Asociația pentru Politica Externă, compte-rendu du premier panel du *Forum 2020 pour l'intégration européenne de la Moldavie*, 2020, [http://www.ape.md/2020/12/forumul-privind-integrarea-europeana-a-republicii-moldova-2020-panel-i-relansarea-agendei-de-integrare-europeana-a-republicii-moldova-principalele-provocari-si-perspective/], consulté le 9 décembre 2020.

III. KLEPTOCRATIE

Plus de dix ans après le tournant symbolique qu'ont représentés les événements d'avril 2009, près de sept ans après la signature d'un Accord d'association avec l'Union Européenne, la succession de crises politiques et de scandales financiers de la « décennie européenne » jette un sérieux doute sur la réalité de *l'européanisation* de la Moldavie.

Pour tenter de trouver une explication à cette situation, nous avons pris le parti de nous éloigner des grilles de lecture issues des « études européenne »s qui tendent souvent à analyser la Moldavie comme elles le font avec un pays d'Europe centrale. Nous adopterons donc dans cette partie une approche plus souvent utilisée dans les études russes et post-soviétique, l'étude de l'origine et des pratiques des élites politiques et économiques et celles des relations qu'elles entretiennent entre elles. Au risque de la répétition, nous avons donc choisi de revenir sur certains événements politiques déjà exposés en en proposant une lecture légèrement différente, celle de la recherche des intérêts personnels, des calculs économiques et des jeux de pouvoirs. Cette démarche nous amènera à interroger la notion de « corruption ». Les analyses portant sur la région l'évoquent souvent comme frein majeur à la démocratisation approfondie mais ce terme doit d'abord être défini et contextualisé. Il nous a également semblé nécessaire de dépasser le caractère euphémisant de son emploi générique, la corruption politique et économique en Moldavie n'est pas qu'un obstacle à la démocratisation, elle désigne finalement mal une multitude d'activités criminelles auxquelles la vie politique de ce pays a souvent servi de couverture. De façon inquiétante et paradoxale, le rapprochement avec l'Union Européenne n'a pas freiné le développement de ces graves dérives, au contraire, l'ouverture de la Moldavie au monde, son accès au marché international a pu, à certains égards, les favoriser.

Dans *La société ouverte et ses ennemis*, Karl Popper souligne le risque qui existe à vouloir expliquer un phénomène social en cherchant à découvrir ceux qui ont intérêt à ce qu'il se produise. Nous ne voulons pas élaborer dans ce chapitre une quelconque « thèse du complot », nous voulons montrer comment et pourquoi les conditions particulières créées par une combinaison de facteurs historiques, idéologiques ou économiques ont permis à un phénomène de se développer[1109].

[1109] Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, tome 2, Paris, éditions du Seuil, 1979, p. 67-68.

1. Une réalité quotidienne

Après 30 ans d'indépendance, la Moldavie est formellement une démocratie libérale dans l'orbite de l'Union Européenne pourtant l'adoption des valeurs et des normes que supposerait cette proximité reste soumise à caution. Si pendant de longues années et jusqu'à aujourd'hui, les explications les plus courantes à cet état de fait ont été les fractures identitaires et l'influence de Moscou, il est devenu difficile de ne pas considérer que la fragilité de la démocratie moldave dépend également des comportements de l'élite politique et économique locale. Trente ans après l'indépendance, les enquêtes d'opinion en Moldavie placent toujours la corruption en tête des problèmes majeurs, loin devant les questions identitaires ou géopolitiques. En 2016, le rapport de *Transparency International* sur la perception de la corruption situait la Moldavie a une très médiocre 123e position sur 176 pays classés disputant à l'Ukraine la peu enviable place du pays le plus corrompu du continent européen[1110]. Le phénomène est au centre du débat public depuis 1991 mais sa perception s'est accrue de façon sensible ces dernières années alors que l'engagement européen des autorités moldaves et les politiques de conditionnalité auraient dû mener à un affaiblissement de ce fléau social[1111].

1.1. Un phénomène difficile à délimiter

Le phénomène reste cependant ardu à définir et son étendue difficile à mesurer. Dans son acception courante, le terme corruption désigne un large éventail de comportements et d'actions qui vont du favoritisme à l'abus de pouvoir, du billet glissé à un fonctionnaire aux malversations financières à grande échelle. Pour le citoyen moldave, s'adresser à une administration, régler un problème à l'école, devoir se rendre à l'hôpital c'est d'abord se poser la question de savoir si l'on y « connaît quelqu'un » ou si l'on peut être recommandé par un tiers dans l'objectif de personnaliser un service ou une relation afin d'humaniser un rapport entre l'individu et une institution traditionnellement jugée hostile. Pour de nombreuses personnes, il n'y a là rien de répréhensible et il n'y a pas forcément échange d'argent ou de biens. Ce mode de fonctionnement hérité d'une histoire d'administrations et de pouvoirs aussi abusifs que déficients est un réflexe de défense, une façon de s'entraider mais cet habitus crée un réseau complexe de relations et d'obligations qui nuit à la transparence et l'équité du

[1110] Transparency International, *Corruption Perception Index 2016*, [http://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016],consulté le 21 octobre 2020.
[1111] Stefan Koeberle, Harold Bedoya, Peter Silarsky et Gero Verheyen, *Conditionality Revisited: Concepts, Experiences, and Lessons,* Washington, The World Bank, 2005, p.57-85.

fonctionnement social dans sa globalité car il aboutit à un ensemble de relations structurées par des engagements entre les individus, par des services rendus qui entraînent des services à rendre[1112]. Il existe un hiatus entre l'idéal du respect d'une loi anonyme et l'absence de confiance dans la loi qui est perçue comme peu crédible car appliquée au bénéfice de quelques-uns. Cette méfiance vis-à-vis des règles communes entraîne la personnalisation systématique des échanges, on peut retrouver des schémas semblables, à des degrés divers, dans toutes les sociétés où l'Etat n'a pas de légitimité suffisante pour imposer une loi acceptée par tous[1113]. Doutant de la correction et de l'impartialité de leur système, les citoyens refusent de céder leur propre capacité d'influence sur le fonctionnement des relations sociales, la question de la corruption est donc très ambiguë, car il est difficile de délimiter l'acceptable de l'inacceptable, le tolérable ou le compréhensible de l'acte délictueux[1114]. Vécu comme une défense contre une forme d'arbitraire ou comme un moyen d'être efficace le mode de fonctionnement qui se met dès lors en place est profondément inégalitaire puisqu'il tend à avantager les mieux placés socialement, les plus susceptibles de fournir un service. A contrario, il fragilise encore plus ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose à offrir[1115]. Ce sont donc les élites politiques ou économiques qui, *in fine*, profitent le plus de ce système au fonctionnement pyramidal, la petite corruption alimentant la grande. Confrontée à ce phénomène quotidien, la population adopte une attitude souvent tolérante, la petite corruption est largement dénoncée mais elle se fait au vu et au su de tout le monde[1116].

1.2. La normalisation de la corruption

La question de la corruption est aujourd'hui médiatisée et documentée mais cette mise en lumière ne semble pas avoir d'impact sur le phénomène[1117]. En 2017, une enquête détaillée de *Transparency International* montre que près de 60 % des personnes interrogées considèrent qu'un fonctionnaire sera prêt à accepter une somme d'argent contre un service parce que « tout

---

[1112] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, « Corruption, populisme et clivages politiques en République de Moldavie. Réflexions autour de l'élection présidentielle de 2016 » in Alexandra Iancu et Silvia Marton (dir)*, Corruption et politique en Europe. Enjeux, réformes et controverses*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 215-230.

[1113] *Idem.,* voir également les travaux de Jean-Pierre Olivier de Sardan sur le fonctionnement des Etats d'Afrique de l'Ouest.

[1114] *Ibidem.*

[1115] *Ibid.*

[1116] *Ibid.*

[1117] Depuis plusieurs années des organisations comme *Moldova Curata*, *Rise Moldova* ou le Centre de journalisme d'enquête anticorruption suivent le patrimoine des fonctionnaires et des élus et les grandes affaires de corruption, [http://www.moldovacurata.md/interese-avere-la-vedere/avere-la-vedere], consulté le 21 octobre 2020.

le monde le fait »[1118]. Pour plus de 50 % des responsables d'entreprises le fait d'offrir une somme d'argent pour résoudre un problème auprès d'une administration est une solution « acceptable », le chiffre tombe à 40% lorsqu'il s'agit de résoudre un cas individuel. 80 % des entreprises et des particuliers considèrent que recourir à des moyens informels est une aide précieuse voire indispensable pour obtenir un service d'une administration[1119]. Dans le secteur médical, l'habitude est tellement ancrée que seuls 26% des particuliers interrogés considèrent comme un acte de corruption le fait d'offrir un cadeau à un médecin pour s'assurer de son attention, plus de 90% des répondants déclarent avoir déjà dû payer illégalement pour accéder à un service médical. Plus de 50 % des personnes interrogées pensent que la corruption peut être limitée sans qu'il soit possible de la faire disparaître, 16 % pensent qu'elle ne peut pas être combattue[1120]. La corruption est donc une réalité intégrée à la vie quotidienne, dans de nombreuses situations et à tous les niveaux, ne pas y céder est une source de problème et de complications[1121] ; elle est donc déplorée mais elle sert à huiler un système dysfonctionnel et installe les individus dans un statut social[1122]. Dans ce paysage, la corruption des puissants est dénoncée comme si elle était de nature foncièrement différente ; pour la plupart des Moldaves, « le poisson pourrit par la tête » et les turpitudes des grands sont perçues comme la cause des écarts des plus petits[1123]. Les accusations de corruption à l'encontre des dirigeants constituent donc un argument politique central et les scandales successifs impliquant des politiciens de tous bords ont été de puissants ressorts d'alternance au pouvoir depuis l'indépendance.

2. L'Etat capturé ou la corruption comme règle

Dans l'approche transitologique normative telle qu'elle s'est imposée dans les années 90, la « corruption » n'est pas envisagée sous cet angle sociologique, elle a longtemps été perçue comme un dégât collatéral du passage d'une société à une autre, une réminiscence du modèle autoritaire et une conséquence de l'absence de tradition démocratique ; à ce titre, elle

[1118] Liliana Carasciuc, *Corruption and the quality of Governance ; the case of Republica Moldova*, Transparency International Moldova, 2017,[http://www.transparency.md/wp-content/uploads/2017/02/TI_Moldova_Corruption_And_Quality_of_Governance_The_Case_Of_Moldova.pdf], consulté le 21 octobre 2020.
[1119] *Idem.*
[1120] *Ibidem.*
[1121] Valentina Ursu, entretien avec Nicolae Ciornii, « Ce nu merge bine in Moldova ? » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2012,[https://moldova.europalibera.org/a/24518572.html], consulté le 20 octobre 2020.
[1122] Vasile Botnaru, entretien avec Cristina Botnaru et Serghei Ostaf, « Pestele de la cap se strica si de la coada se curata » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2011,[https://moldova.europalibera.org/a/24361087.html], consulté le 20 octobre 2020.
[1123] *Idem.*

devait être un phénomène limité dans le temps. Elle semblait par ailleurs limitée dans l'espace puisque dans le discours de la transition il semble que la corruption n'existe que dans les régimes n'ayant pas encore atteint le statut de démocratie libérale. Depuis quelques années, l'enracinement de la corruption dans la plupart des sociétés post-soviétiques et plus largement post-socialistes a obligé à une révision de l'espoir né au début des années 90 ; dans de nombreux pays la transition n'a pas permis la mise en place d'une véritable économie de marché mais elle a favorisé une économie de rente dans laquelle l'environnement politique et juridique est façonné en fonction de l'intérêt de groupes de pression[1124]. La transition vers l'économie libérale n'a pas éliminé la corruption, au contraire elle l'a parfois renforcée et institutionnalisée[1125].

2.1. Définir l'Etat capturé en Europe centrale et orientale

Les observateurs et les promoteurs des processus de transition sont obligés dès les années 90 de constater de graves déviations des trajectoires économiques et sociales initialement prévues ; les institutions internationales garantes des transitions économiques, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale se penchent alors sur ces dysfonctionnements[1126]. Les travaux de Joel Hellman, Geraint Jones et Daniel Kaufmann notamment amènent à la définition et à la formulation d'une graduation dans les niveaux de corruption dont la forme supérieure serait l'«Etat capturé » [1127].

L'évaluation de la capture de l'Etat pose d'importants problèmes méthodologiques, les travaux de Kaufmann, Hellman et Jones s'appuient sur la première enquête sur l'environnement des entreprises menée en 1999 par la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)[1128] en Europe centrale et orientale. La transformation radicale des systèmes économiques y a créé les conditions permettant l'apparition de puissants groupes d'intérêts capable d'influencer la métamorphose des sociétés

[1124] *Idem.*
[1125] Maxime Petrovski et Renaud Fabre, « La « thérapie » et les chocs : dix ans de transformation économique en Russie» in *Hérodote*, n°1, volume 104, 2002, p.144-165.
[1126] Joel Hellman et Daniel Kaufmann, *Confronting the Challenge of State Capture in Transition Economies*, Washington, IMF, Finance and Development, n°3, volume 38, 2001.
[1127]Joel Hellman, Geraint Jones et Daniel Kaufmann*, Seize the State, Seize the Day: State Capture, Corruption, and Influence in Transition Economies,* Washington, World Bank Policy Research, Working paper n° 2444 2000.
[1128] Ces enquêtes sont consultables sur le site de la BERD [http://ebrd-beeps.com/],consulté le 21 octobre 2020.

à leur avantage[1129]. Pour les auteurs de l'enquête, cette dérive est rendue possible par la réunion de conditions historiques, politiques et juridiques très particulières :

- La réécriture d'un énorme volume de lois et de règlements et la redéfinition totale des politiques publiques,
- la redistribution massive des richesses de l'État vers le secteur privé,
- l'inefficacité des institutions de contrôle, la faiblesse des sociétés civile et l'absence de tradition démocratique,
- un paradigme idéologique favorisant un état minimal et une sévérité budgétaire qui rend les fonctionnaires vulnérables aux pressions des acteurs privés les plus puissants.

Hellman, Jones et Kaufmann distinguent trois grandes étapes menant de la corruption à la capture de l'Etat :

- **La corruption administrative simple** qui est une entente monnayée concernant le respect des lois et des règlements. Elle touche les simples citoyens mais n'est pas associée à des avantages pour des groupes d'intérêts, elle bénéficie aux seuls fonctionnaires indélicats.
- **L'influence** lorsque des acteurs privés exercent des pressions pour que les règles et les lois soient définies en fonction de leurs intérêts. Le pouvoir d'influence exagéré des entreprises est le résultat des faiblesses des sociétés en transition et souligne le besoin de renforcer le rôle de la société civile et d'améliorer la transparence et la responsabilité politique.
- **La capture de l'État** lorsque ces mêmes acteurs façonnent les règles du jeu par le biais d'avantages accordés aux politiciens et aux législateurs ou quand ils finissent par se confondre eux-mêmes avec le pouvoir politique. Les réformes sont alors pensées pour créer (ou préserver) des monopoles. La capture est le signe d'un détournement total des objectifs de la transition vers la démocratie libérale.

[1129] Rapport de la Banque Mondiale, *Anticorruption in Transition, a Contribution to the Policy Debate*, Washington, The World Bank, 2000, disponible sur [https://siteresources.worldbank.org/INTWBIGOVANTCOR/Resources/contribution.pdf],consulté le 21 octobre 2020.

La notion d' « Etat capturé » est donc définie comme une forme avancée de corruption où « des individus, des institutions, des entreprises ou des groupes puissants utilisent la corruption pour façonner les politiques, l'environnement juridique et l'économie d'un pays au profit de leurs propres intérêts privés »[1130].

2.2. Conditions et étapes de la capture de l'Etat

La capture de l'État peut donc être définie comme l'influence disproportionnée de groupes d'intérêts qui parviennent à contourner les lois, les politiques et les règlements par des pratiques comme les contributions illicites versées à des partis politiques ou l'achat de votes parlementaires, de décrets présidentiels ou de décisions de justice. Toutes les institutions publiques relevant du législatif, de l'exécutif, de la justice ou les organismes de réglementation sont ainsi susceptibles d'être « capturés »[1131]. La capture de l'État peut également découler d'un rapprochement plus subtil des intérêts entre des élites économiques et politiques grâce aux liens familiaux, amicaux ou à des relations d'affaires[1132]. La principale conséquence de la capture de l'État est que les décisions ne tiennent plus compte de l'intérêt public mais favorisent un ou des groupes d'intérêt. Elle a de graves répercussions sur le développement économique, la qualité de la réglementation, la prestation des services publics, la qualité de l'éducation et des services de santé, les infrastructures ou l'environnement[1133]. Pour Joel Hellman et Geraint Jones, la capture de l'Etat implique :

- La privatisation des fonctions qui deviennent des instruments de contrôle politique et d'intimidation des adversaires,
- le contrôle et l'appropriation des médias et des moyens de communication en les concentrant dans les mains d'un nombre restreint de propriétaires,
- l'occupation de l'espace économique et financier par la création de monopoles ou d'une concurrence faussée afin d'extraire des rentes.

[1130] Joel Hellman, Geraint Jones et alii, *Measuring Governance, Corruption and State Capture; How Firms and Bureaucrats shape the Business Environment in Transition Economies*, Washington, The World Bank Institute Governance, Regulation and Finance and European Bank for Reconstruction and Development Chief Economist's Office, 2000, World Bank Policy Research Working Paper n°2312.
[1131] *Idem.*
[1132] *Ibidem.*
[1133] *Ibid.*

Les pays issus de l'Union Soviétique étant particulièrement touchés par le phénomène, les études russes et post-soviétiques se sont penchées sur le rôle des groupes dits « oligarchiques ».

3. L'oligarchie post-soviétique

Le phénomène oligarchique est ancien et universellement connu, dans un ouvrage devenu référence du domaine, *Oligarchy*, Jeffrey Winters propose une typologie des systèmes oligarchiques à travers l'histoire[1134] et les définit comme des systèmes de domination politique dans lequel des groupes d'intérêts privés conquièrent le pouvoir pour se servir de ses moyens légaux et coercitifs[1135]. L'oligarchie est une forme de gouvernement dont l'objectif est la défense des biens et des privilèges acquis par une minorité dans des sociétés où la stratification des revenus et du patrimoine est très importante[1136]. Une des caractéristiques saillantes de la plupart des sociétés post-soviétiques est la répartition très inégale des richesses et du pouvoir entre groupes sociaux ; dans les années 90, cet accroissement très rapide des inégalités de revenus et de patrimoine a d'abord été perçu comme un effet de la transition, une conséquence malheureuse du passage brutal d'un système économique à un autre. Dans tout l'espace ex-soviétique, une nouvelle élite économique apparaît à la faveur des privatisations et de la redistribution chaotique des anciennes propriétés de l'Etat[1137]. Les « nouveaux Russes» et toutes les déclinaisons nationales du *Нувори́ш*[1138] ont rapidement suscité le rejet[1139] mais ils ont aussi pu apparaître comme des exemples d'esprit d'entreprise, capables de lutter contre la bureaucratie prédatrice[1140]. Pourtant, les trajectoires individuelles à l'ascension fulgurante ne sont que rarement le fait du seul esprit d'entreprise, une petite minorité s'est rapidement alliée au pouvoir politique jusqu'à se confondre avec lui pour contribuer aux règles d'un jeu en train de s'écrire. Cette minorité est ainsi parvenue à accumuler des richesses grâce à sa capacité à influencer l'Etat, elle donnera ce qu'il sera convenu d'appeler dans le monde post-soviétique, les « oligarques »[1141].

[1134] Jeffrey Alan Winters, *Oligarchy*, Cambridge University Press, 2011. p.32-38.
[1135] *Idem*., p.20-26.
[1136] *Ibidem*.
[1137] *Idem.*
[1138] Emprunté directement au français « nouveau riche ».
[1139] On lira le témoignage recueilli par Svetlana Alexievitch dans *La Fin de l'homme rouge*, Paris, Actes Sud, 2013, p.79-80.
[1140] Bernd Zielinski et Jean-Robert Raviot, *Les élites en question. Trajectoires, réseaux et enjeux de gouvernance ; France, UE, Russie*, Berne, Peter Lang, 2015, p.3-4.
[1141] Jean-Robert Raviot, « Russian Post-Soviet Oligarchy » in *Les élites en question, op.cit.,* p.114-145

Le phénomène a pu prendre des formes variées soulignant les grandes différences économiques, sociales et culturelles entre les républiques soviétiques que le système soviétique centralisé n'était jamais parvenu à faire disparaître ; en fonction de facteurs comme la présence ou de l'absence d'une étatique, de la situation géographique, des ressources disponibles, du niveau de développement économique, de l'unité ou de la diversité ethnique et culturelle, les tendances oligarchiques sont plus ou moins importantes :

- La forme la plus radicale, l' «oligarchie guerrière » est marginale dans la région qui nous intéresse, elle est néanmoins observable dans les premières années des régions sécessionnistes de l'URSS[1142], le cas particulier du Tadjikistan peut également lui être rattaché dans les premières années après l'indépendance[1143],
- dans d'autres républiques, c'est l'« oligarchie autoritaire » qui s'impose ; les dirigeants politiques contrôlent directement les ressources de pays où le pluralisme politique est empêché, c'est le cas du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan où Nursultan Nazarbaiev, Islam Karimov, Saparmirat Nyazov et Heydar Alyev étaient déjà au pouvoir avant la chute de l'URSS[1144],
- à contrario, les effets du phénomène oligarchique sont limités dans les pays Baltes par l'existence d'une conscience politique et d'une identité nationale forte liées à l'existence antérieure d'états modernes indépendants[1145],
- en Biélorussie, le député d'opposition Alexandre Loukachenko est élu président en 1994 précisément parce qu'il s'oppose à la montée des groupes oligarchiques, il instaure un régime qui bloque les réformes économiques d'inspiration libérale[1146],
- enfin, d'autres pays développent un modèle d'«oligarchie civile» compatible formellement avec la démocratie libérale mais qui permet le détournement des institutions de l'état de droit [1147].

[1142] Tomas de Waale, *The Caucasus; an introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p.131-145.
[1143] Kiril Nourzhanov et Christian Bleuer, *Tajikistan, a Political and Social History*, Canberra, Australian National University Press, 2013, p.331-337.
[1144] Catherine Poujol, « L'Asie centrale, bilan : quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré » in *Revue internationale et stratégique*, n°4, volume 64, 2006, p.69-78.
[1145] Marianne Mikko, « Pourquoi ce qui a réussi en Estonie a échoué en Moldavie » in Céline Bayou (dir), *Itinéraires baltes*, Paris, Editions Regard sur l'Est, 2015.
[1146] Alexandra Goujon, « Le « Loukachisme » ou le populisme autoritaire en Biélorussie » in *Politique et Sociétés*, n°2, volume 21, 2002, p.29-50.
[1147] Raviot, *op.cit.*

4. De la *famille* à la *corpocrature,* le cas d'école russe

La Russie des années 90 fournit le modèle le plus étudié du développement d'une *oligarchie civile*. La période de la perestroïka connaît d'importantes évolutions législatives, certains citoyens parviennent à accumuler un capital important dès la fin des années 80 grâce au développement d'une économie parallèle ou à la transformation de certaines entreprises d'Etat en coopératives[1148]. Toutefois, la privatisation n'a lieu à une large échelle qu'après la chute de l'Union Soviétique ; au début des années 90, la libéralisation de l'économie russe passe par le transfert des actifs de l'Etat à la population. Cette mission est confiée au « Comité d'Etat pour la gestion des biens de la Fédération de Russie » dirigé par Anatoli Tchoubaïs[1149].

Pour éviter une vente publique trop profitable aux membres de l'élite politique ou aux spéculateurs des années de la perestroïka, le comité procède à la répartition de coupons gratuits entre 1992 et 1994, ces coupons pouvaient être échangés contre des actions dans les entreprises à privatiser. Les initiés n'auront pas de difficulté à les racheter à bas prix à une population qui ne sait pas quoi en faire, ils prennent ainsi le contrôle des actifs[1150]. Entre 1993 et 1995, l'Etat organise la vente aux enchères des entreprises stratégiques dans les secteurs des hydrocarbures ou des mines. Le processus appelé « prêts contre actions » bénéficie une nouvelle fois aux initiés et à ceux, peu nombreux, qui disposent de ressources financières importantes[1151]. En profitant des difficultés et du manque d'information de leurs compatriotes, une minorité acquiert ainsi en quelques années une grande partie de la richesse du pays. La majorité des bénéficiaires de ces changements sont issus de la nomenklatura de l'ancien régime qui ont réussi à transformer position et capital social en actifs financiers. Pour la sociologue, Olga Kryshtanovskaya *l'effondrement du communisme a permis à l'ancienne élite communiste de traduire son pouvoir et son influence en argent*, elle en conclut à une *continuité des élites*[1152].

L'émergence des oligarques est marquée par de nombreux conflits entre groupes concurrents, elle s'accompagne d'une montée de la criminalité avec laquelle les frontières du monde des affaires sont devenues floues. Les différents groupes oligarchiques se retrouvent

[1148] *Idem.*
[1149] *Ibidem.*
[1150] *Ibid.*
[1151] Andrei Kinyakine, « Les oligarques dans la Russie, de la capture de l'Etat à leur mise sous tutelle » in *Revue internationale de politique comparée*, n°3, volume 20, 2013, p.117.
[1152] Cité par Jean-Robert Raviot, *op.cit.*

néanmoins dans un but commun ; défendre leurs richesses et leurs positions[1153]. Dès 1992, ils disposent d'un groupe de pression à la Douma et sont soutenus au plus haut niveau par le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, ancien ministre de l'industrie du gaz de l'URSS et premier président de la compagnie *Gazprom*[1154]. La campagne présidentielle de 1996 marque une autre étape de l'influence de l'oligarchie ; pour la majorité de la population, la transition est une période de déréliction sociale et d'appauvrissement, le soutien populaire à Boris Eltsine s'est effondré et son parti a été sévèrement battu aux élections législatives de 1995. Le dirigeant communiste Guennadi Ziouganov apparaît dès lors comme le principal favori aux élections présidentielles mais d'autres candidats comme le général Alexandre Lebed ou le leader d'extrême-droite Vladimir Jirinovski se posent également en recours[1155]. Pour défendre leurs intérêts, les oligarques s'organisent pour porter à bout de bras Boris Eltsine, malade et très impopulaire, les plus puissants d'entre eux forment la *Semibankirshchina*. Le « groupe des sept banquiers » lève des fonds et utilise sa puissance médiatique pour soutenir la campagne de Boris Eltsine qui est réélu[1156].

Un des membres de la *Semibankirshchina*, Boris Berezovsky, justifia cette intervention ouvertement revendiquée par les grands oligarques par la *responsabilité* qui était la leur et la volonté *de défendre la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'expression en Russie* [1157]. A la fin de l'année 1996, Berezovsky entre au Conseil de sécurité russe et Potanine devient Vice-Premier ministre. Les oligarques russes se rapprochent de la famille de Boris Eltsine notamment de sa fille, Tatiana Diachenko[1158]. La crise du rouble de 1998 affaiblit encore l'Etat mais l'influence des oligarques grandit, ils font et défont les gouvernements, le Premier ministre Evgueny Primakov, hostile à leur influence croissante est ainsi démis en 1999[1159].

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000 met fin à l'influence de ce que l'opinion publique russe a baptisé «la famille». Le nouveau président qui entend imposer la « dictature

---

[1153] Raviot, *op.cit.*
[1154] *Idem.*
[1155] *Ibidem.*
[1156] Les personnalités les plus connues de ce groupe sont Boris Berezovsky, Vladimir Goussinsky, Mikhaïl Khodorkovsky et Vladimir Potanine. Dans le secteur des médias, Berezovsky est actionnaire principal de la chaîne publique *ORT* et propriétaire du quotidien *Nezavissimaia Gazeta*, Goussinsky est propriétaire de la première radio indépendante de Russie, *les échos de Moscou*, de la première télévision privée, *NTV* et du journal *Sevodnya*. Voir Raviot, *op.cit.*
[1157] Raviot, *op.cit.*
[1158] Kinyakine, *op.cit.,* p.119-120. On parle alors de « clan Eltsine » ou de « famille ».
[1159] Myrian Desert, « La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur » in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°8, volume 103, 2003, p. 4-13.

de loi » propose aux principales fortunes du pays un nouveau *modus-vivendi* ; ils peuvent garder leur fortune à condition de se soumettre à l'Etat[1160]. Des oligarques de tout premier plan tentent de se rebeller, Boris Berezovsky ou Vladimir Goussinsky sont contraints à l'exil, tandis que Mikhaïl Khodorkovsky, tenté de devenir une figure de l'opposition, sera condamné et emprisonné en 2003 [1161]. D'autres se soumettent et servent une forme nouvelle de capitalisme d'Etat qui s'appuie sur les secteurs stratégiques de l'économie russe ; l'énergie, les ressources minières, l'industrie de défense et les nouvelles technologies[1162]. Pour Jean-Robert Raviot, la Russie se transforme en une *corpocrature* dans laquelle les grandes entreprises sont soumises aux intérêts de l'Etat et deviennent des instruments de puissance de celui-ci[1163].

5. Russie/Moldavie, une mue économique relativement comparable

Ce détour par la Russie permet d'observer à travers un exemple connu la façon dont l'oligarchie post-soviétique a pu se développer dans les années 90 dans un contexte de démocratisation formelle. L'Ukraine, la Géorgie ou la Moldavie connaissent des transformations comparables mais d'autres éléments entrent en jeu ; la diversité ethnique et culturelle, la fragilité ou l'ambiguïté du sentiment national, la position géographique aux confins entre le monde russe et l'Europe sont autant de facteurs de division à partir desquels les partis politiques se définissent. Dans ces républiques naissantes, les Etats ne sont pas assez puissants et sont trop dépendants de l'extérieur pour s'imposer par la force aussi, malgré l'absence de tradition démocratique, le pluralisme politique s'y impose comme un reflet des divisions de la société. L'étude de l'évolution politique de la Moldavie sous l'angle d'une dynamique oligarchique menant à la « capture de l'Etat » permet une approche alternative à celles qui sont habituellement convoquées, les approches géopolitique, identitaire ou « transitionnelle ». La comparaison avec la Russie permet de distinguer dans un premier temps des phases relativement similaires dans l'évolution politique et économique des deux pays.

- Une première phase d'accumulation de la richesse et des ressources par une élite reconvertie,
- une crise majeure à la fin de la décennie 90 qui touche l'ensemble des pays fortement liés à l'économie russe,

[1160] *Idem.*
[1161] Kiniyakine, p.121.
[1162] *Idem.*
[1163] *Ibidem.*

- une courte phase d'ouverture et de négociations maximales pour sauver les grandes fortunes,
- une reprise en main, plus ou moins réussie, par un pouvoir fort et une soumission de l'économie à l'Etat.

Les trajectoires divergent ensuite en fonction du degré de rapprochement ou d'éloignement vis-à-vis d'un autre acteur international, l'Union Européenne et de la possibilité ou de l'impossibilité de mener une politique indépendante.

6. Les effets de la transition moldave

Le processus de transition qu'a connu la Moldavie est assez comparable à celui décrit en Russie mais l'importance des biens et des ressources à partager est sans commune mesure, les terres et les exploitations agricoles constituant le principal enjeu de la privatisation moldave.

Toutefois, les mécanismes de spoliation de la population par la nomenklatura locale relèvent bien de mécanismes similaires. La privatisation est envisagée et débattue dès 1991 mais le processus ne commence réellement qu'en 1993. Le changement de modèle économique manque de de mécanismes de stabilisation ; au moment délicat du changement de monnaie, il n'y a pas de système d'indexation des salaires sur l'inflation et la population plonge très vite dans une situation de pauvreté monétaire[1164].

6.1. La privatisation des richesses

Pour la privatisation des biens non-agricoles, la Moldavie adopte le modèle russe des bons patrimoniaux dont la distribution concerne tous les citoyens nés après 1992, l'idée étant de procéder à une répartition équitable des biens mais contrairement à la Russie, les bons ne peuvent être ni cédés, ni vendus. Le système des bons patrimoniaux permet la privatisation des logements en milieu urbain et la répartition des actifs des entreprises en sous forme d'actions, les parts de nombreuses entreprises sont ainsi distribuées aux employés et à l'ensemble de la

[1164] Petru Negură, «Republica Moldova la un sfert de veac de tranzitie, intr-un communism ratat si un capitalism neinceput» in *Platzforma* ,2015, [http://www.platzforma.md/republica-moldova-la-un-sfert-de-veac-de-tranzitie-intre-un-comunism-ratat-si-un-capitalism-neinceput-i-parte/], consulté le 14 septembre 2020.

population[1165]. Mal informée, l'immense majorité des « actionnaires » n'a aucun contrôle sur la gestion de ces entreprises, beaucoup ignorant même qu'ils en sont actionnaires. En 1994, une loi sur la faillite des entreprises est promulguée, elle est très défavorable aux porteurs d'actions qui ne sont dédommagés qu'en dernière instance. Une vague de faillites frauduleuses survient après cette loi, les entreprises officiellement faillies changent de statut social puis continuent leur activité sans leurs anciens actionnaires ou sont revendues[1166]. Dans un deuxième temps, une cinquantaine d'entreprises plus importantes sont mises aux enchères ou lancées en bourse, la dévaluation et la faillite organisée de ces entreprises d'État permettent à des groupes déjà identifiés et informés de les acquérir à des prix très avantageux[1167]. Le commerce est libéralisé, des fortunes naissent grâce à l'importation de biens nouveaux et à la création de nouveaux services. Victor Şelin, fondateur du centre *Moldexpo*, un complexe de vente de marchandises détaxées, est un des premiers grands entrepreneurs de Moldavie. Il devient également le premier à répondre aux nouvelles envies de loisirs libérés de ses compatriotes en ouvrant restaurants, boîtes de nuits et salles de cinémas[1168].

Les règles fiscales, sanitaires, légales sont toutefois aussi nombreuses que confuses et les très réguliers contrôles effectués sans aucune coordination par différents services génèrent rapidement des abus de pouvoir de la part des fonctionnaires, de la fraude de la part des acteurs économiques et de la corruption passive et active.

Le trafic transfrontalier avec la Roumanie, l'Ukraine et la Transnistrie génère d'importants revenus, souvent illégaux[1169]. La criminalité se développe autour d'activité de rackets et d'extorsions de fonds, de vols organisés et de trafics de toutes sortes, au début de la décennie, les autorités sont débordées par le phénomène et la violence qu'il génère[1170]. La frontière entre activités criminelles et activités légales est parfois floue ; Mihail et Oleg Azin sont ainsi

[1165] Dorina Roşca, « Economia mixta de tranzitie in Republica Moldova. O analiza institutionala a reformelor din ani 90 » in Vasile Ernu, Petru Negură et Vitalie Sprinceana (dir), *Republica Moldova la 25 ani. O incercare de bilanţ*, Chişinău, Cartier, 2016, p.146-178.
[1166] *Idem.*
[1167] Petru Negură, *op.cit.*
[1168] Aurelia Goju, « Business-ul lui Victor Selin, seful « Patriei » in *Jurnal de Chişinău*, 2010, [http://www.azi.md/ro/investigation/8425], consulté le 12 septembre 2020.
[1169] *Idem.*
[1170] Rédaction, « Moldova criminala » in *Moldstreet,* 2019, [https://www.mold-street.com/?go=news&n=9535], consulté le 12 septembre 2020.

soupçonnés d'être des membres de la criminalité organisée tout en possédant de nombreuses entreprises dont le première chaîne de magasins de grande distribution du pays, *Fidesco*[1171].

Pendant les premières années de l'indépendance, l'approvisionnement en énergie est un point très sensible politiquement. Il implique une redéfinition des relations clients/fournisseurs au sein de l'ex-URSS entre les pays producteurs, désormais concurrents, les pays consommateurs et de transit et les pays uniquement consommateurs. En 1994, Anatol Stati, alors directeur d'une entreprise commerciale locale, fonde la compagnie pétrolière ASCOM qui contribue à l'exploitation et à l'exportation des hydrocarbures du Turkménistan puis du Kazakhstan et fait rapidement fortune. Plusieurs politiciens de premier rang dont Anatol Salaru ou Iurie Leanca passent quelques années à des postes de direction d'ASCOM[1172]. Nicolae Ciornîi fait également fortune dans le domaine de l'énergie. En 1991, il est directeur de la Compagnie d'Etat des Combustibles, privatisée en 1995 sous le nom de *Tirex-Petro*l dont il devient un des principaux actionnaires, quelques années plus tard, il est un des vice-présidents du géant pétrolier russe Lukoil[1173].

6.2. Les privatisations agricoles

L'agriculture, l'industrie agroalimentaire et la viticulture constituent les plus importants secteurs de l'économie moldave et attirent très vite la convoitise des membres de l'ancienne nomenklatura souvent issue de ce domaine. Dès 1991, l'ancien secrétaire-général du Parti communiste, Semion Grossu, se retrouve à la tête de *Product Impex*, la première entreprise moldo-russe d'exportation de vins et spiritueux. Les privatisations agricoles ne débutent toutefois réellement qu'en 1995 ; la privatisation des terres concerne les employés des kolkhozes et ceux des entreprises non-agricoles exerçant en milieu rural. La méthodologie

[1171] Dans les années 90, les frères Azin sont considérés comme étant les leaders d'un groupe criminel redouté *grupareza evreiasca* (la bande juive) et proches d'un des parrains de la pègre moldave, Vasile Rotari, connu sous le nom de *Zelionii (*le vert*)*. Rotari est assassiné en 2000 et les frères Azin sont arrêtés en 2004 avant de se réfugier en Allemagne d'où ils continuent à investir en Moldavie. Revenu en grâce, Mihail Azin est décoré de l'« Ordre de la Gloire du Travail » par Igor Dodon en 2020. Voir Julieta Saviţchi « Fost interlop decorat de Igor Dodon » pour *Centrul de investigatie anticoruptie*, 2020, [https://anticoruptie.md/ro/stiri/fost-lider-interlop-decorat-de-igor-dodon-cu-ordinul-gloria-muncii], consulté le 29 septembre 2020.

[1172] Ion Preasca, « miliardarul fara miliard » in *Adevarul*, 2012, un portrait d'Anatol Stati, [https://adevarul.ro/moldova/economie/miliardarul-miliard-mai-bogat-moldovean-implinit-60-ani-1_50ae95ed7c42d5a6639e2fee/index.html], consulté le 12 septembre 2020.

[1173] Portrait de Nicolae Ciornii, « Un milionar sentimental » in *VIP Magazine,* 2012, *[http://arhiva.vipmagazin.md/top-moldoveni/top_50_2012/Nicolae_Ciornii_Un_milionar_sentimental/],* consulté le 21 octobre 2020.

adoptée pour la répartition des terrains est complexe et peu efficace, les « propriétaires » reçoivent formellement de petites parcelles éloignées les unes des autres[1174]. Dans les faits, les exploitations collectives continuent à fonctionner comme auparavant alors que le matériel agricole est « privatisé » par les équipes de direction[1175].

La privatisation des terres est l'enjeu économique majeur des gouvernements agrariens. En 1997, le gouvernement moldave bénéficie d'une expertise de l'USAID à travers la mise en place du programme *Pâmant* (terre). Le programme prévoit une redistribution des terres devant permettre la mise en place d'exploitation individuelle, en sociétés par actions ou en association de propriétaires, la très grande majorité des « propriétaires » opte pour cette dernière possibilité. Ces associations reprennent le modèle des anciens kolkhozes, les équipes de direction restent en place, l'organisation du travail est la même mais les employés propriétaires ne sont plus salariés. Ils reçoivent des dividendes souvent en nature selon des règles de gestion sur lesquelles ils n'ont aucun regard. La pauvreté en milieu rural explose, le programme *Pâmant* est ironiquement rebaptisé *mormânt* (la tombe)[1176]. La lenteur du processus de privatisations des terres s'explique par les tergiversations et les calculs des gouvernements agrariens. Les cadres et la clientèle du Parti agrarien sont souvent issus des équipes de directions des fermes collectives, pendant des années, ces « barons verts » œuvrent à orienter les privatisations agricoles pour garder les meilleures terres et les secteurs les plus rentables, transformer les kolkhozes en « entreprise collective » qu'ils dirigent et exploiter les parcelles individuelles en échange de fermages dérisoires[1177].

6.3. L'accélération des réformes

L'année 1998 est une année de crises multiples, politique, sociale et financière. Le gouvernement agrarien tombe, la crise du rouble russe met le pays au bord de la faillite. Ce moment critique donne accès au pouvoir à des personnalités directement issues du monde des affaires dont Vladimir Filat et Ion Sturza. Dès 1987, Ion Sturza dirige une entreprise dans le

[1174] Roşca, *op.cit.*
[1175] *Idem.*
[1176] *Ibid.*
[1177] Julien Danero Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2014, p.165.

cadre de la première association de commerce extérieur, *Moldex*[1178], quelques années plus tard, il fonde une des grandes banques moldaves *FinComBank* et devient consul honoraire du Kazakhstan en Moldavie. En 1998, il est désigné ministre de l'Economie et vice-Premier ministre puis Premier ministre un an plus tard[1179]. Vladimir Filat part faire des études de Droit à Iaşi en 1990, il fonde la « ligue des étudiants de Bessarabie en Roumanie » et fait fortune grâce au commerce transfrontalier dans des conditions assez opaques. De retour en Moldavie en 1997, il est nommé « directeur général du département des privatisations et de l'administration des propriétés d'Etat »[1180], l'année suivante, il devient ministre d'Etat dans le gouvernement Sturza.

La période de la fin du gouvernement Ciubuc et celle du gouvernement Sturza donnent lieu à des privatisations importantes saluées par les créditeurs internationaux[1181]. Pour parer au manque de capital autochtone, une loi très souple facilite la vente des entreprises aux investisseurs étrangers. Les investisseurs russes en seront les principaux bénéficiaires et plusieurs entreprises importantes sont acquises via des fonds *off-shore*[1182]. Indifféremment des gouvernements toutes les privatisations et les ventes de l'Etat sont entachées de soupçons de corruption, en 1999, la fragile majorité parlementaire se déchire publiquement. Nicolae Alexei, le directeur du « Département de lutte contre le crime organisé et la corruption » dénonce, enregistrements à l'appui, les agissements du président de Force Démocratique, Valeriu Matei et de plusieurs ministres. Les affaires les plus spectaculaires touchent à la vente et à l'achat de matériel par le ministère de la Défense, le pillage des infrastructures ferroviaires et de la compagnie nationale d'aviation par le ministère des Transports, les privatisations de grandes entreprises. Matei est démis de son poste de vice-président du Parlement, le procureur général est également renvoyé, Nicolae Alexei destitué par le président[1183].

[1178] Dans le cadre de la perestroïka, un modèle hybride d'entreprise est lancé, elles fonctionnent comme des entreprises privées mais leur capital est public et les dirigeants nommés par l'Etat. Voir Alexandru Groza, «Dolari.. Pentru bune intenţii? » in *Revista Moldova*, n°12, 1990. Entretien avec Ion Sturza.

[1179] Ion Preaşca, «Ion Sturza este cel mai bogat basarabean din Romania » in *Adevarul*, 2012, [http://web.archive.org/web/20121109081448/[http://www.adevarul.ro/moldova/economie/Ion_Sturza-cei_mai_bogati_romani-Forbes-Capital-top_500_miliardari_0_805719433.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1180] En 2009, alors qu'il s'apprête à devenir Premier ministre, la presse roumaine se penche sur le passé roumain de Vlad Filat, entré dans le viseur du fisc roumain peu avant qu'il n'intègre le gouvernement à Chişinău ; voir « Afacerile din Romania ale viitorului premier al Moldovei» in *Evenimentul Zilei*, 2009, [http://stiri.botosani.ro/stiri/actualitate/afacerile-din-romania-ale-viitorului-premier-al-moldovei-.html], consulté le 12 septembre 2020.

[1181] Roşca, *op.cit.*

[1182] *Idem.*

[1183] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p. 397-398.

7. La restauration communiste ou l'économie contrôlée

Dans cette atmosphère de fin de règne, le Parti communiste moldave a beau jeu de dénoncer les nouveaux riches, la classe politique corrompue, la pauvreté et les inégalités sociales. Il parvient ainsi à s'adresser à un large public malgré un discours idéologique encore très marqué. A l'instar de Vladimir Poutine que les sondages désignent comme le leader politique étranger le plus populaire en Moldavie, Vladimir Voronine promet à une population appauvrie le retour de l'ordre et de la protection[1184]. L'arrivée du PCRM au pouvoir inquiète les créditeurs internationaux et provoque une courte interruption des financements mais en dépit de quelques déclarations fracassantes, les communistes moldaves montrent rapidement qu'ils ne s'opposent pas au marché[1185]. Tout comme en Russie, le pouvoir politique propose un pacte nouveau, la non-remise en cause des privatisations contre la subordination du monde des affaires à l'Etat[1186]. Le communisme moldave tire son inspiration de la « démocratie souveraine » ou « administrée » prônée par Vladimir Poutine mais ne remet pas vraiment en cause la transition économique, le leader communiste russe Ghenadie Ziouganov ne s'y trompe pas et critique la « dérive libérale » des camarades de Chișinău[1187]. Au nom du respect des règles et des lois, l'Etat met en place un système discrétionnaire de contrôle et de pressions sur le secteur privé tandis que les criminels les plus voyants sont arrêtés ou mis sous contrôle[1188]. L'état est remis au centre du jeu et l'économie doit se conformer à ses règles, le discours nationalisant qui passe par une violente rhétorique anti-roumaine est à la fois une posture politique et une volonté de réaffirmer la puissance de l'Etat[1189].

7.1. Le communisme de marché

Le Parti communiste s'appuie sur des groupes d'intérêts dont la fidélité et l'engagement politique est récompensée par des contrats publics ou par la concession d'activités protégées de la concurrence[1190]. Le capitalisme d'Etat « à la moldave », aidé par la forte croissance régionale permet une meilleure redistribution qui masque un temps les tendances prédatrices

[1184] *Idem*, p.134.
[1185] Negură, *op.cit.*
[1186] Cazacu et Trifon,*op.cit.,*p.137-138.
[1187] *Idem.*
[1188] Saviţchi, *op.cit.*
[1189] Cazacu et Trifon, *op.cit.,* p.137-138.
[1190] *Idem.*

des proches du pouvoir[1191]. Les groupes d'hommes d'affaires gravitant autour du président sont connus pour des pratiques de concurrence déloyales ou d'utilisations abusives des services de l'Etat (répression des fraudes, services fiscaux, services de vérification sanitaire et de sécurité etc.) à l'encontre de concurrents ou d'entreprises dont ils veulent prendre le contrôle. L'attribution des marchés publics est une source de rentes importante et un puissant moyen de contrôle sur les entreprises clientes[1192] toute comme les délégations de service public[1193]. Par ailleurs, de grands secteurs de l'économie organisés autour de quelques entreprises sont de puissants monopoles, excluant la concurrence par tous les moyens[1194]. Les grandes fortunes réalisées dans les années 90 s'adaptent différemment au nouveau régime ; Nicolae Ciornîi notamment se diversifie et se tourne vers l'agriculture. En 2008, sa société *Agromanagement Group* possède des milliers d'hectares de terres arables, la plus grande plantation de noyers d'Europe, un grand domaine viticole, des sociétés de distribution et de commerce de semences et de matériels agricoles[1195]. Ion Sturza fait le choix de basculer progressivement vers la Roumanie. Anatol Stati et son fils Gabriel développent leurs affaires en Moldavie et en Ukraine pendant les deux mandats de Voronine mais sont accusés d'avoir contribué aux événements d'avril 2009, Gabriel Stati sera extradé d'Ukraine sur la demande du gouvernement et emprisonné quelques mois[1196]. L'économie de la contrebande est également florissante, elle implique largement la Transnistrie et montre les complicités existantes entre les deux rives du fleuve[1197].

[1191] Negură, *op.cit.*

[1192] Rapport du PNUD et du Conseil de l'Europe sur les risques de corruption dans les marchés publics en Moldavie, [http://md.one.un.org/content/unct/moldova/en/home/presscenter/press-releases/pnud-_i-consiliul-europei-au-evaluat-riscurile-de-corupie-in-ach.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1193] Victor Moşneag, « Culisele microbuzelor, 3-15 mii euro pentru o ruta » in *Ziarul de Garda*, 2012, Enquête sur l'attribution des licences d'exploitation de lignes de transport public à des opérateurs privés par la mairie de Chișinău, [https://www.zdg.md/editia-print/investigatii/culisele-microbuzelor-ii-3%e2%80%9415-mii-de-euro-pentru-o-ruta], consulté le 21 octobre 2020.

[1194] Rédaction, « Mafia carnii ne fura de 2 miliarde de lei pe an » in *Timpul*, 2009 ; une enquête sur la « mafia de la viande » détaillant les pratiques monopolistiques, les complicités gouvernementales et l'évasion fiscale dans ce secteur ,[https://www.timpul.md/articol/sos-mafia-carnii-ne-fura-de-2-miliarde-de-lei-pe-an-4230.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1195] Rédaction, « cei mai bogați oameni din Moldova » in *Adevarul*, 2015, [https://adevarul.ro/moldova/economie/cei-mai-bogati-oameni-republica-moldova], consulté le 20 septembre 2020. Quelques années plus tard, il devient actionnaire principal d'*Agricombank*, un établissement bancaire spécialisé dans le crédit au secteur agricole.

[1196] Rédaction Interfax-Ukraine, « Moldova asks Ukraine to extradite businessman Stati » in *Kyiv Post*, 2009, [https://www.kyivpost.com/article/content/world/moldova-asks-ukraine-to-extradite-businessman-stat-39280.html], consulté le 20 octobre 2020. En 2010, Gabriel Stati tentera sans succès d'entrer en politique.

[1197] Florent Parmentier, « Construction étatique et capitalisme de contrebande » in *Transitions*, n° 1, volume 15, p. 135-152.

Les conditions juridiques particulières qui régentent le monde des affaires en Moldavie limitent l'intérêt des investisseurs étrangers occidentaux, les grandes entreprises privatisées à l'époque du gouvernement Tarlev sont souvent rachetées par des investisseurs russes ; dans les secteurs du tabac ou des vins et spiritueux mais aussi dans celui de l'énergie, *Gazprom* devient actionnaire majoritaire de la compagnie *Moldovagaz* et *RAO* s'installe dans le domaine de la production d'électricité[1198], les deux compagnies sont étroitement liées à l'Etat russe[1199].

Les communistes moldaves se sont adaptés à l'économie de marché mais c'est une économie sous influence dans laquelle la corruption ne régresse pas, lors du second mandat de Vladimir Voronine, alors que l'élan redistributeur du gouvernement commence à s'essouffler, une partie de l'opinion publique, les partis et les médias d'opposition la dénoncent de façon plus virulente. Les plaintes en justice se multiplient mais les condamnations sont rares et lorsqu'elles sont prononcées, les sanctions ne sont pas appliquées[1200]. Un des grands bénéficiaires de cette impunité semble être Oleg Voronine, le fil du président. Ses affaires sont multiples, il contrôle notamment la *FinComBank* et dirige des entreprises régulièrement bénéficiaires d'importants contrats avec l'Etat et est régulièrement accusé d'acquérir sous la pression des entreprises rentables dans tous les domaines[1201]. Le personnage d'Oleg Voronine devient un élément récurrent du débat public ; une partie des médias le présente comme un exemple de réussite sociale et morale en vantant ses actions caritatives[1202] tandis que ceux proches de l'opposition ou la presse roumaine dressent de lui le portrait d'un tout puissant accapareur au service de son père, soupçonné lui aussi d'avoir accumulé une fortune considérable[1203].

[1198] Ion Preaşca, « Gazprom Empire in Moldova » pour *Rise Moldova*, 2016 ; enquête sur les négociations entre le gouvernement moldave et Gazprom, [https://www.rise.md/english/confidential-contract-gazprom-empire-in-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.

[1199] Cazacu et Trifon, *op.cit.,*p.396.

[1200] Negură*, op.cit.*

[1201] Cornel Ciurea, « Political Risks in Moldova: A barier to International Investment? » in Johannes Leitner et Hannes Meissner (dir), *State Capture, Political Risks and International Business. Cases from Black Sea Region Countries*, Londres, Routledge, 2017, p.124.

[1202] Entretien avec Oleg Voronine dans *VIP magazine*, 2007. Le fils du président fait à plusieurs reprises la une de ce magazine dont la ligne éditoriale oscille entre information économique et actualité mondaine. Le public visé est l'élite économique et les classes moyennes supérieures ce qui montre une nouvelle fois l'élasticité idéologique du parti communiste moldave, [https://vipmagazin.md/profil/oleg-voronin-ma-deranjeaza-sintagma-fiul-presedintelui-dar-nu-ma-deranjeaza-sintagma-fiul-lui-vladimir-voronin/], consulté le 3 mars 2018.

[1203] Rédaction, « Oleg Voronin ar avea o avere de 2 miliarde de euro, aproape jumatate de miliarde de euro » in *Ziarul Financiar*, 2009, [https://www.zf.ro/politica/politica-externa/oleg-voronin-ar-avea-o-avere-de-2-miliarde-de-euro-aproape-jumatate-din-pib-ul-moldovei-4217435],consulté le 21 octobre 2020. *Oleg Voronine disposerait d'une fortune de deux milliards d'euros, près de la moitié du PIB de la Moldavie*, titre le quotidien économique le plus réputé de Roumanie, quelques jours après les évènements d'avril 2009. Oleg Voronine dirige également plusieurs affaires importantes en Roumanie.

7.2. La rente géopolitique

Les moyens propres dont disposent la Moldavie ne suffisent pas pour mener une politique économique autonome. Pendant les mandats de Vladimir Voronine, la Moldavie met en ouvertement en jeu sa position entre Europe et Russie. Le gouvernement communiste adopte une politique étrangère fluctuante entre l'Est et l'Ouest pour obtenir aides et avantages[1204]. La situation géopolitique devient une rente, l'orientation de la politique étrangère, une transaction[1205] :

Après l'orientation pro-russe initiale, le revirement de 2003 sur la fédéralisation de la Transnistrie permet de faire un pas vers l'Union Européenne tout en faisant pression sur Moscou dans les négociations sur l'énergie. A contrario, le soutien européen permet à Voronine d'obtenir des aides financières et facilite la migration de travail ce qui augmente le montant des fonds réinjectés dans l'économie du pays[1206]. Ce rapprochement avec l'Union Européenne a néanmoins un coût politique, à ce titre, l'exemple des médias est le plus parlant. Le Parti communiste exerce un contrôle sur les médias publics mais, sous la pression de l'Europe, Vladimir Voronine est contraint de laisser s'exprimer les médias d'opposition. La volonté de mainmise sur l'Etat est bien présente mais ses effets sont limités par les engagements internationaux du pays[1207], la conditionnalité est alors relativement forte car le PCRM ne parviendra jamais à dissiper les doutes de ses partenaires à son égard [1208].

La fin de la présidence de Voronine met fin à une forme d'oligarchie directement issue des structures soviétiques. Elle laisse place à une nouvelle génération qui entre de plein pied en politique[1209], les grandes figures de cette « nouvelle » génération sont le déjà bien identifié Vladimir Filat et Vladimir Plahotniuc[1210].

[1204] Kamil Całus et Marcin Kosienkowski, « Relations between Moldova and the European Union » in *The European Union and its eastern neighbourhood: Europeanisation and its twenty-first-century contradictions*, Manchester, Manchester University Press, 2018, p.6.
[1205] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.383-384.
[1206] Negură,*op.cit.*
[1207] *Idem.*
[1208] Points de vue obtenus après entretiens avec des diplomates européens en juin 2017.
[1209] Ciurea, *op.cit.,*p.120.
[1210] Remarque : L'utilisation du diminutif « Vlad » pour « Vladimir » est très usitée et n'a pas de connotation familière.

8. L'Alliance pour l'Intégration Européenne, façade du pluralisme oligarchique

La victoire annoncée aux élections législatives de 2009 provoque des manifestations violentes. Les partis d'opposition auto-proclamés européens et démocratiques parviennent à récupérer ces événements et à accéder au pouvoir en se coalisant. La formation de l'AIE est saluée et soutenue par les organisations internationales et les gouvernements occidentaux qui cachent mal leur satisfaction de se débarrasser des communistes moldaves. Avec l'assistance technique et financière occidentale, le nouveau gouvernement relance une série de réformes économiques importantes; la réforme du système de retraites, la privatisation des banques publiques, de la compagnie aérienne nationale et de l'aéroport de Chișinău, du transport ferroviaire et de l'opérateur public de téléphonie, *Moldtelecom*[1211].

L'AIE est une alliance fragile qui perpétue les pratiques des coalitions des années 90 ; la répartition des pouvoirs donne lieu à un accord complexe établi en fonction du poids électoral de chaque parti[1212]. En 2011, l'accord de gouvernement attribue ainsi le ministère de l'Economie, le Centre de lutte contre la corruption et le Parquet au Parti démocrate, les Douanes, les ministères des Finances et de l'Agriculture reviennent au Parti libéral démocrate tandis que le Parti libéral obtient le ministère des Transports, le ministère de l'Intérieur, les services de renseignement et l'Agence de réglementation de l'énergie[1213]. Cette répartition des fonctions aboutit à une compétition interne pour l'extension du domaine contrôlé, les objectifs des partis et des groupes d'intérêts qui leur sont liés priment sur le programme gouvernemental.

En 2011, le Premier ministre Vlad Filat propose une loi dite de « responsabilité ministérielle » pour contraindre ses partenaires à un minimum de solidarité et de cohésion. Le projet est rejeté ; avec une certaine ingénuité, Ghimpu dévoile l'essence de ce pluralisme intéressé en déclarant, […] *que Filat se débrouille avec ses ministères, moi avec les miens*[1214].

[1211] Negură*, op.cit.*

[1212] Marius Batca, « Filat, Lupu si Ghimpu nu au ajuns inca la un acord » in *Ziua veche*, 2010, [https://www.ziuaveche.ro/international/basarabia/update-filat-lupu-si-ghimpu-nu-au-ajuns-inca-la-un-acord-negocierile-continua-13506.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1213] Rédaction, « Acordul de Constituire al AIE a fost facut public » in *Unimedia,* 2011, [https://unimedia.info/stiri/doc-acordul-de-constituire-al-aie-a-fost-facut-public%E2%80%93vezi-documentul-28687.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1214] Rédaction, « Ghimpu declara ca nu vrea o guvernare autoritara ca a lui Filat » in *Unimedia*, 2011, [https://unimedia.info/stiri/video-ghimpu-declara-ca-nu-vrea-o-guvernare-autoritara-ca-a-lui-filat-39226.html],consulté le 21 octobre 2020.

9. « Mr. P » ou « Le marionettiste »

Les premières années de l'Alliance pour l'Intégration Européenne mettent en lumière un personnage jusqu'alors peu connu du grand public, Vladimir Plahotniuc qui fournit V un exemple remarquable de collusion entre intérêts économiques et sphère politique. Le parcours de celui qui gagnera les surnoms de *Cardinal de l'ombre*, *Mr.P* ou du *marionettiste* est une illustration par l'exemple des mécanismes de la capture de l'Etat par des intérêts privés[1215]. Il ne nous revient pas de donner un jugement sur cette personne mais son portrait et son parcours sont utiles pour comprendre comment et pourquoi il occupe une place centrale dans les évolutions récentes de la politique moldave.

9.1. Dans l'ombre des Voronine

D'après sa biographie officielle, Vladimir Plahotniuc est né le 1er janvier 1966 dans une famille modeste. En 1991, il obtient un diplôme d'ingénieur en agro-alimentaire à l'Université Technique de Moldavie puis, de 1991 à 1993, il travaille au service de la protection des mineurs de la mairie de Chișinău [1216]. Au milieu des années 90, il rejoint le secteur privé, travaille pour une agence de voyage avant de fonder un premier groupe de conseils financier, *Angels*. Vlad Plahotniuc occupe par la suite les fonctions de directeur commercial puis de directeur général de *Petrom-Moldova*, la branche moldave de la compagnie pétrolière roumaine *Petrom*, jusqu'en 2010. Entre 2004 et 2007, Vladimir Plahotniuc collabore avec Viorel et Victor Topa. Victor Topa a été brièvement ministre des Transports dans le premier gouvernement Tarlev mais est également patron d'un important groupe de presse, *Trust Media*. Grâce à leur soutien, Vladimir Plahotniuc prend le contrôle de *Victoriabank* dont il devient président du Conseil d'administration[1217], ce conseil d'administration accueille rapidement des proches de Plahotniuc dont le directeur de la compagnie aérienne *Nobil Air*, Vasile Botnari, dont les avions sont mis à disposition pour les déplacements publics et privés de Vladimir Voronine[1218],[1219].

[1215] Pour un résumé du parcours de Vladimir Plahotniuc, voir Maria Levcenco, « Vlad Plahotniuc; Moldova's man in shadows » in *Open democracy*, 2016 [https://www.opendemocracy.net/od-russia/maria-levcenco/vlad-plahotniuc-moldova-s-man-in-shadows],consulté le 21 octobre 2020.

[1216] Voir site officiel de Vlad Plahotniuc [http://www.plahotniuc.md/ro/despre-mine/], consulté en 2019 mais n'est plus disponible en 2020.

[1217] Informations recueillies sur le site officiel de Vlad Plahotniuc.

[1218] Valentina Basiul, « Vlad Plahotniuc, o schița de portret » pour *Radio Europa Libera Moldova,* 2015 [https://moldova.europalibera.org/a/27329569.html], consulté le 20 septembre 2020.

[1219] *Idem*, Vasile Botnari qui deviendra quelques années plus tard ministre des transports.

Le président destitué de Victoriabank, Victor Turcan déclare dans *Timpul* que Plahotniuc serait devenu illégalement actionnaire de Victoriabank par l'intermédiaire d'une entreprise off-shore, *Victoria Invest* qui s'était fait connaître en 2003 par le rachat de 35% des actions de Petrom Moldova.[1220]. Le nom de Vlad Plahotniuc commence à apparaître dans la presse où il est présenté comme un proche d'Oleg Voronine. En 2008, après la démission de Vasile Tarlev, sa candidature est envisagée pour le poste de Premier ministre. Le journal *Moldavskie Vedomosti* écrit à ce sujet :

La candidature de Plahotniuc a été examinée non seulement pour ses très bonnes relations avec le président Voronine mais également pour ses qualités hors du commun de manager et surtout parce qu'il est riche ce qui suppose qu'il n'est pas facile à corrompre[1221].

La même année, Plahotniuc bénéficie de la privatisation d'un des grands hôtels de Chișinău , l'hôtel *Codru*. Le complexe hôtelier est initialement acheté par une compagnie off-shore chypriote *Daranian Holding Ltd* pour une somme de 50 millions de lei, un montant sous-évalué pour un bâtiment de cette importance en plein centre-ville qu'un rapport ultérieur de la Cour des comptes évaluera à 212 millions de lei[1222]. La privatisation reçoit pourtant l'aval du ministre de l'Economie, Igor Dodon[1223], l'hôtel devient la propriété de plusieurs compagnies off-shore avant de passer sous le contrôle de *Finpar Invest*, un fonds d'investissement dirigé par Vlad Plahotniuc[1224]. Peu après cette acquisition, Plahotniuc fonde l'Association des Hommes d'Affaires de Moldavie (AOAM) qui se définit comme « un partenaire de dialogue entre le gouvernement et le milieu des affaires » ayant pour objectif « d'attirer les investissements étrangers et d'encourager les exportations »[1225]. Il est dès lors difficile de définir la nature et les limites exactes des affaires de Vladimir Plahotniuc, en 2010, ses activités sont organisées autour de *Prime Management*, une société officiellement spécialisée dans le conseil juridique et financier. Elle administre différentes entreprises dans de nombreux secteurs d'activités, notamment la banque, l'immobilier, l'hôtellerie et les médias. La majorité de ses activités passent par des entreprises off-shore et par un système complexe d'entreprises écrans

---

[1220] *Ibidem.*

[1221] Cité par Igor Munteanu, « Democratia ghilotinata de oligarhi » in Armand Goşu et Alexandru Gussi (dir), *Democratia sub asediu*, Corint, Bucarest, 2019.

[1222] *Idem.*

[1223] Munteanu, *op.cit*., p.85-86.

[1224] *Idem.*

[1225] Site officiel de l'AOAM [http://www.aoam.md/en/cine-suntem/],consulté le 3 mars 2019, non disponible en 2020.

gérées par des proches, Oxana Childescu son épouse, Vera Morozan, Andrian Candu, son filleul, Ghenadie Sajin, Cezara Salinksi[1226].

Durant les huit ans de gouvernement communiste, le très médiatique Oleg Voronine accapare l'attention mais il s'avère ne pas avoir été nécessairement le principal bénéficiaire du règne de son père ; quelques années plus tard, il reconnaîtra dans un entretien au journal *Adevarul* avoir bien connu Plahotniuc qu'il accuse d'avoir profité de sa confiance, interrogé sur le sort des entreprises qu'il détenait, il répond : *elles sont toutes chez Plahotniuc*[1227].

9.2. L'entrée en politique

Pendant la campagne électorale pour les législatives anticipées du 29 juillet 2009, le président du Parti Démocrate, Marian Lupu, alors récent transfuge du PCRM, déclare lors d'un débat électoral :

Autour de la famille régnante et de sa Cour, il existe un certain nombre de personnages, d'hommes d'argent, qui font partie d'une caste à part, des noms connus qui entourent le prince, je fais référence à Ignatenco, à Plahotniuc etc. [...] Des gens qui ont mis en place une série de monopoles, certains à mon avis clairement frauduleux, d'importation de viande et de produits carnés, d'importation de poisson qui causent un préjudice social très important. Il s'agit d'un système économique de monopole[1228].

C'est pourtant avec Marian Lupu que Vladimir Plahotniuc va faire son entrée officielle en politique, pour ce faire, il s'adjoint les services d'un spécialiste des médias et de la communication, l'ancien conseiller présidentiel de Traian Basescu et ancien secrétaire général du parti social-démocrate roumain, Cozmin Guşa[1229]. Guşa est un proche de l'homme d'affaires

---

[1226] Iurie Sanduţa et Mihai Munteanu, « Plahotniucleaks » pour *Rise Moldova*, 2015, [https://www.rise.md/english/plahotniucleaks-2/], consulté le 20 septembre 2020.

[1227] Anastasia Nanni, « Sunt un boschetar in comparatie cu clica de la guvernare » in *Adevarul*, 2012, [http://adevarul.ro/moldova/politica/exclusiv-interviu-oleg-voronin-fiul-liderului-pcrm-sunt-boschetar-comparatie-clica-guvernare-1], consulté le 20 septembre 2020. *Je suis un clochard en comparaison avec la clique du gouvernement* déclare notamment Oleg Voronine dans cet entretien.

[1228] Rédaction, « Lupu il acuza pe Plahotniuc un an in urma ca a monopolizat importuri de carne si de peste prin scheme frauduloase » in *Unimedia*, 2010, [https://unimedia.info/stiri/-19670.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1229] Basiul, *op.cit.*

roumain Sorin-Ovidiu Vântu[1230] auquel Plahotniuc rachètera rapidement la première chaîne moldave d'information continue, *Publika TV*. Plahotniuc accompagne son entrée en politique par le lancement en 2010 d'une fondation philanthropique, *Edelweiss* qui devient rapidement la principale organisation charitable du pays ; sept ans après son lancement, elle revendiquera plus de 700000 bénéficiaires. Ses activités sont multiples et couvre les manques graves des services publics ; prises en charge de traitements médicaux, projets éducatifs, équipements d'hôpitaux, campagnes sanitaires, opérations en faveur des personnes âgées etc., toutes ces opérations bénéficiant d'une large couverture médiatique[1231].

En septembre 2010, en pleine crise constitutionnelle, Vlad Plahotniuc franchit le pas et se déclare, dans un entretien accordé au journal *Timpul, prêt à financer tous les partis résolus à défendre la démocratie*. Il évoque le Parti communiste mais surtout le Parti démocrate et dit espérer voir Marian Lupu devenir Président de la République[1232] et saisit l'occasion de répondre aux accusations formulées par ce dernier l'année précédente et dissiper un malentendu :

J'ai fait la connaissance de Voronine par l'intermédiaire de l'ancien président roumain, *Ion Iliescu qui a souhaité faire de moi un représentant des investissements roumain en Moldavie. Etant représentant d'une entreprise aussi importante* (Petrom-Moldova, NDT) *qui représentait par ses impôts 3% du budget du pays, il était obligatoire que je communique avec l'institution présidentielle. C'est cette nécessité, qui transformée par la presse, a donné naissance à la légende de l'homme d'affaire controversé*[1233].

Lors des législatives anticipées de novembre, son nom apparaît au dernier moment sur la liste électorale du Parti démocrate, il est élu député et obtient le 30 décembre le poste de vice-président du Parlement.

[1230] Sorin Ovidiu Vantu est un homme d'affaires et de médias controversé. Il est un des principaux responsables du plus grand scandale financier des années 90 en Roumanie de type système de Ponzi connue sous le nom de fonds national d'investissement (FNI). En 2016, après un long procès, Vantu a été condamné à 8 ans de prison dans cette affaire.

[1231] Page d'accueil du site de la fondation Edelweiss, [http://www.edelweiss.md/en/start/],consulté en mars 2018, non disponible en 2020.

[1232] Paduraru, *op.cit.*

[1233] Pavel Paduraru, entretien en forme de réponse à Marian Lupu avec Vlad Plahotniuc, « Eu am sustinut si am sa sustin orice guvernare » in *Timpul,* 2010, [http://www.timpul.md/articol/in-exclusivitate-pentru-timpul-vlad-plahotniuc-eu-am-sustinut-si-am-sa-sustin-orice-guvernare-11378.html] ,consulté le 21 octobre 2020.

9.3. Une multiplication des accusations

L'entrée de Vladimir Plahotniuc est ternie par plusieurs accusations ; Sergiu Mocanu, un ancien conseiller de Vladimir Voronine l'accuse d'avoir acheté le Parti démocrate peu après les événements d'avril 2009 pour donner un cadre à son aventure politique personnelle et pour contrôler les autres partis de l'alliance[1234]. Victor et Viorel Topa affirment que leurs anciens associés, Vladimir Plahotniuc et Vencesleav Platon, sont à l'origine d'une « attaque raider » menée contre des entreprises dont ils étaient actionnaires, la *Banca de Economii* et la compagnie d'assurances *ASITO*. Interviewé par le *Ziarul de Garda*, Victor Topa déclare :

Les choses sont simples [...] Ce gars qui est maintenant Vice-président du Parlement a falsifié des documents avec l'aide de certaines institutions d'Etat […] La conduite de l'Etat appartient à une seule personne. Il contrôle la Banque Nationale, le Parquet général et même plusieurs partis politiques… Plahotniuc va rester avec ces actions car il est protégé par les partenaires politiques de l'AIE [1235].

Quelques mois plus tard, Victor et Viorel Topa sont accusés de chantage et de détournements de fonds. A la surprise générale, l'ancien président de la *Victoria Bank* témoigne contre eux et innocente Plahotniuc, Victor et Viorel sont condamnés à 10 et 8 ans de prison[1236]. Lors d'un entretien télévisé Vladimir Plahotniuc conclut:

Heureusement, aujourd'hui il n'y a plus de scandale lié à cette banque dont je dirige le conseil d'administration et monsieur Turcan est un des collègues avec lequel je travaille le mieux. Souvent, après de sérieux conflits, les gens deviennent bons amis. Pour le reste, ce sont des spéculations auxquelles je ne réponds pas »[1237].

[1234] Déclarations de Sergiu Mocanu disponibles sur e-*democracy,* [http://www.e-democracy.md/parties/events/mpnt/],consulté le 21 octobre 2020. Sergiu Mocanu, fondateur du mouvement *Antimafia* a joué le rôle du lanceur d'alerte à plusieurs moments clés, notamment lors de l'affaire de la Padurea Domneasca.

[1235] Victor Moşneag, « Moldova-Raider SRL » in *Ziarul de Garda*, 2011, [https://www.zdg.md/investigatii/ancheta/moldova-raider-srl/], consulté le 20 septembre 2020.

[1236] Anastasia Nain, « Omul de afaceri Victor Țopa condamnat la 10 ani de inchisoare pentru santaj » in *Adevarul*, 2011,[http://adevarul.ro/moldova/actualitate/omul-afaceri-victor-Topa-condamnat-10-ani-inchisoare-santaj-dat-urmarire-generala-1], consulté le 20 septembre 2020.

[1237] Valentina Basiul, *op.cit*.

Réfugiés en Allemagne, Victor et Viorel Topa ne deviennent pas de bons amis et tenteront de faire poursuivre Vladimir Plahotniuc par les justices néerlandaise, britannique et chypriote avec l'aide de leur avocat, Andrei Năstase, le futur leader du parti DA[1238].

La même année, le journal *Adevarul* révèle que le Vice-président du Parlement moldave est citoyen roumain sous une fausse identité, en réponse à cette affaire Plahotniuc (Ulinici pour les autorités roumaines) donne l'explication suivante : Désireux d'envoyer ses enfants étudier en Roumanie, il a craint que ceux-ci soient mal perçus du fait de leur nom à consonance slave[1239]. Après cette révélation, les autorités roumaines ouvrent une enquête pour utilisation de fausse identité mais l'affaire est classée au motif que le délit d'utilisation de fausse identité n'est pas prévu par le code pénal moldave[1240].

En 2012, Plahotniuc devient Vice-président du Parti démocrate en charge des organisations territoriales. Son influence sur le jeu politique devient de plus en plus évidente dans une période confuse qui voit l'émergence d'un nouveau parti, le Parti socialiste. L'ancien président Voronine accuse le leader démocrate de financer Igor Dodon pour que celui-ci s'empare du petit Parti socialiste afin d'affaiblir le Parti communiste, quelques mois plus tard, l'ancien président du Parti socialiste, Valentin Crîlov, renversé par Igor Dodon confirmera cette version[1241] [1242]. Vladimir Plahotniuc entre dans le viseur d'Interpol lors d'une enquête sur le

---

[1238] Ion Preaşca, « Afacerile lui Vlad Plahotniuc sub lupa justitiei din Cipru si Marea Britanie » in *Adevarul*, 2012, [http://adevarul.ro/moldova/actualitate/afacerile-vlad-plahotniuc-lupa-justitiei-cipru-marea-britanie-1_50aee02e7c42d5a663a1680d/index.html], consulté le 20 septembre 2020.

[1239] Alina Ţurcanu, Valentina Basiul et Anastasia Nani, « Vlad Plahotniuc, oligarh si al treilea om in Stat, are dubla identitate, una in Moldova, una in Romania » in *Adevarul*, 2011, [http://adevarul.ro/news/eveniment/vladimir-plahotniuc-oligarh-treilea-om-stat-dubla-identitate-moldova-romania-1_50ad6e177c42d5a66394ff29/index.html], consulté le 20 septembre 2020. L'explication est douteuse, les noms de famille terminant par *UC* sont certes de consonnance ukrainienne mais ils sont fréquents en Roumanie, notamment en Bucovine, les noms terminant en *ICI* sont également à consonnance slave et sont beaucoup plus rares. Quelques années plus tard, l'opinion publique apprendra, par Plahotniuc lui-même, que ses enfants sont scolarisés en Suisse.

[1240] En 2016, le vice-Président de la Fédération de Russie, Dimitri Rogozine affirme que Plahotniuc détient également la nationalité russe, voir Maria Ciobanu, « Identitate dubla si tripla cetatenie » in *Ziarul de Garda*, 2016, [https://www.zdg.md/stiri/identitate-dubla-si-tripla-cetatenie-vlad-plahotniuc-ar-detine-pasaport-rusesc] , consulté le 20 septembre 2020.

[1241] Antonia Hendrik, « Voronin confirma ca Dodon a primit trei milioane de euro de la Plahotniuc » in *Jurnal.md*, 2016, [http://evz.ro/voronin-confirma-ca-dodon-a-primit-trei-milioane-de-euro-de-la-pl.html], consulté le 20 septembre 2020.

[1242] Julien Danero-Iglesias et Vincent Henry, « Moldova » in Luke March, Daniel Keith et Fabien Escalona (dir), *The Routledge Handbook of Radical Left Parties*, Londres, Routledge, 2021, p.920.

groupe criminel russe *Solntsevskaia bratsva*[1243] impliqué dans des affaires immobilières illégales en Italie[1244]. L'information est reprise par les députés communistes qui demandent en vain des explications au ministère de l'Intérieur[1245], Plahotniuc nie être recherché par Interpol[1246]. L'affaire l'éclabousse néanmoins et il finira par reconnaître qu'il se trouvait, *par hasard*, avec des membres du groupe visé au moment de l'enquête[1247].

10. La « guerre des Vlads »

Le scandale de la réserve « Padurea Domneasca » et la tentative de camouflage d'un accident de chasse mettant en cause des proches de Plahotniuc met en lumière sa rivalité avec le Premier ministre Vlad Filat. La diffusion de conversations téléphoniques interceptées illégalement entre chefs de partis, hauts fonctionnaires et magistrats montre un mécanisme jusqu'alors invisible de trafics d'influence majeurs et de pressions sur des institutions supposées être autonomes[1248]. Les pratiques abusives du Centre national anti-corruption et les décisions de la Cour constitutionnelle aboutissent à la chute du gouvernement Filat[1249].Cozmin Guşa résume alors la situation :

La politique moldave ne s'est pas du tout raffinée au contraire elle a pris de accents radicaux, celle d'un combat à mort avec l'apparition de Plahotniuc, un homme d'affaires comme Vlad Filat mais de plus grande envergure et plus pragmatique.

Les pressions exercées aboutissent à la chute du gouvernement Filat qui déclare à propos de son rival : *Il s'est acheté une place politique maintenant il veut s'acheter un pays*[1250].

[1243] Sebogodi Karabo, *The modus operandi and present impact, at a national and international level, of the russian organized crime group globally known as Solntsevskaia bratsva*, 2014 [https://www.academia.edu/10354477/Solntsevskaya_Bratva], consulté le 20 septembre 2020.
[1244] Basiul, *op.cit.*
[1245] *Idem.*
[1246] *Ibidem.*
[1247] *Ibid.*
[1248] Negură, *op.cit.*
[1249] Munteanu, *op.cit*., p.88.
[1250] Vitalie Calugareanu, « Coalitia de guvernare s-a destramat » pour *Deutsche Welle Moldova*, 2013, [https://www.dw.com/ro/chi%C5%9Fin%C4%83u-coali%C5%A3ia-de-guvernare-s-a-destr%C4%83mat/a-16596735], consulté le 21 octobre 2020.

Pour répondre aux accusations, Plahotniuc commence à utiliser massivement l'empire médiatique qu'il a constitué. Dans un long entretien, diffusé sur *Prime TV*, il explique l'origine de sa fortune et détaille ses relations avec différents leaders politiques :

J'ai fait la connaissance de Marian Lupu quand il était ministre de l'Economie [...] *En tant que citoyen je considère Marian Lupu comme un homme politique plein d'avenir* [...] *Je connais Mihail Ghimpu depuis 11 ans. J'apprécie son honnêteté politique* [...] *Monsieur Urecheanu m'a été présenté par le président Iliescu, il était alors maire de Chișinău* [...]V*lad Filat, je le considère comme un proche, il vient du milieu des affaires et nous avons un langage commun* »[1251].

Vlad Plahotniuc renonce à son mandat de député fin 2013 pour tenter de couper court aux soupçons[1252]. Le gouvernement Leanca s'efforce de redorer l'image de l'AIE et obtient la signature de l'Accord d'association avec l'Union Européenne en 2014. Dans le même temps, Vlad Plahotniuc soigne son image grâce à ses médias pour préparer son retour en politique. Lors d'une émission sur *Prime TV* il se présente en acteur majeur de l'économie et déclare employer plus de 5000 personnes[1253]. Plusieurs cérémonies publiques et émissions mettent spectaculairement en scène son action caritative en tant que président de la fondation *Edelweiss*, il s'octroie à ces occasions les services d'une très populaire présentatrice de télévision roumaine, Andrea Marin[12541255]. En novembre 2014, il est réélu député[1256], un mois après, il est décoré de l'Ordre de la République, en même temps que Iurie Leanca, par le président Timofti pour sa « contribution décisive à la réalisation de l'objectif majeur de la

[1251] L'émission de type talk-show *Seara tarziu* est disponible (entretien en roumain sous-titré en russe) sur la plate-forme *Dailymotion* [http://www.dailymotion.com/video/x15e5c4],consulté le 21 octobre 2020.
[1252] Basiul, *op.cit.*
[1253] L'émission *Vip Confidente* diffusée sur *Prime TV* du 22 octobre 2014 est disponible sur la plate-forme YouTube [https://www.youtube.com/watch?v=_ifRnvgGRMQ],consulté le 21 octobre 2020.
[1254] Le Gala Edelweiss a été diffusée et présentée par Andreea Marin et Vlad Plahotniuc en direct sur *Prime TV* le 15 novembre 2014. L'émission est disponible, sous-titrée en anglais sur la plate-forme YouTube [https://www.youtube.com/watch?v=UW9-ZuQKZbM], consulté le 21 octobre 2020.
[1255] Le Marathon télévisé *Renaste Moldova* organisé au bénéfice de l'institut *« Mama si copilului »* a été diffusé sur *Prime TV*. L'entretien de clôture avec Vlad Plahotniuc par Andreea Marin, sous-titré en anglais, disponible sur la plate-forme *YouTube* [https://www.youtube.com/watch?v=U5UpYyCDUyE],consulté le 21 octobre 2020.
[1256] Victor Moşneag, « Controversati care vor in Parlament », in *Ziarul de Garda*, 2014, [https://www.zdg.md/editia-print/investigatii/controversatii-care-vor-in-parlament-inculpati-condamnati-prinsi-cu-mita-si-traseisti-politici],consulté le 21 octobre 2020.

politique extérieure moldave ; l'association politique et l'intégration économique européenne »[1257].

En 2015, la dilapidation d'un milliard de dollars de la *Banca de Economia*, de la *Banca Sociala* et d'*Unibank* plonge le pays dans une crise sans précédent. Le gouvernement Gaburici s'engage à lutter fermement contre la corruption mais Gaburici finit par concéder lui-même ne pas pouvoir lutter contre les intérêts qui contrôlent le pays et avoue que le « système financier est pris d'assaut » et « au bord de l'effondrement »[1258]. Vlad Plahotniuc devient la cible principale des mouvements de protestations qui se succèdent ; outre son implication supposée dans l'affaire du milliard, il est soupçonné d'influencer le marché de l'énergie en sa faveur alors qu'une forte hausse des tarifs de l'électricité est annoncée. Des manifestations sont organisées à plusieurs reprises devant ses locaux du *Global Business Center* défendus par les forces de l'ordre[1259]. A l'automne, les médias du groupe de Plahotniuc multiplient les attaques contre l'ancien Premier ministre, Vlad Filat. Le coup de grâce vient de Renato Usatîi ; celui-ci livre aux médias un compromettant entretien téléphonique entre Vlad Filat et Ilan Şor montrant une trouble relation d'affaires entre les deux hommes[1260]. Le jour de la rentrée parlementaire, Vladimir Voronine demande le retrait de l'immunité parlementaire de Vlad Filat, il est suivi par Mihai Ghimpu. Vladimir Plahotniuc propose que Iurie Leanca redevienne Premier ministre à la place du libéral-démocrate Streleţ[1261]. A l'extérieur du bâtiment, Usatîi organise une manifestation et promet au mégaphone :

Une Mercedes au premier policier qui menotte Filat à l'intérieur du Parlement[1262].

[1257] Rédaction, « Ministri, deputati si dignitari decorati de Timofti » in *Jurnal.md* , 2014. [https://www.jurnal.md/ro/politic/2014/12/24/ministri-deputati-si-alti-demnitari-decorati-de-timofti/?fb_comment_id=696117040510686_696694333786290],consulté le 21 octobre 2020.

[1258] Vitalie Calugareanu, « Demisia, gestul extrem al premierului Gaburici » pour *Deutsche Welle Moldova*, 2015, [https://www.dw.com/ro/demisia-gestul-extrem-al-premierului-chiril-gaburici/a-18502865],consulté le 21 octobre 2020.

[1259] Rédaction « Protestatari au pichetat edificiul in care oligarhul işi are birou » in *Jurnal.md*, 2015, [https://www.jurnal.md/ro/social/2015/9/22/o-cusca-pentru-plahotniuc-protestatarii-au-pichetat-edificiul-in-care-oligarhul-isi-are-birou/],consulté le 21 octobre 2020.

[1260] Enregistrement diffusé et commenté par les journalistes de *Publika* en octobre 2015, disponible sur [https://www.youtube.com/watch?v=MOy9bRELHxI],consulté le 21 octobre 2020.

[1261] Armand Goşu, *Euro-Falia*, Bucarest, Curtea Veche, 2016, p.177-179

[1262] Rédaction, « Moldova's Ex-PM Detained After Parliament Lifts His Immunity » pour *Radio Free Europe*, 2015, [https://www.rferl.org/a/moldova-ex-pm-immunity-lifted-fraud-probe/27308192.html] ,consulté le 21 octobre 2020.

La même journée, le procureur-général Gurin annonce aux parlementaires : *Nous avons les preuves de l'implication de Filat dans les fraudes de la Banca de Economii, le préjudice est estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros*.

Les « preuves » viennent d'une « autodénonciation » signée Ilan Şor[1263]. Les députés démocrates, socialistes, communistes, libéraux et ceux du Parti populaire européen de Leanca votent la levée de l'immunité parlementaire de Filat qui devient le bouc-émissaire pour toutes les affaires de corruption. L'ancien Premier ministre a le temps de prononcer un discours d'avertissement pour dénoncer le péril que son rival ferait peser sur la démocratie[1264]. Quelques jours plus tard, c'est une vidéo de son intimité qui est livrée au public, toujours par les soins de Renato Usatîi[1265]. La campagne violente et sordide dont il a été la victime pose de nombreuses questions sur les rôles d'Usatîi et de Şor, l'origine des documents diffusés et la manière dont ils ont été obtenus. Elle montre également une évidente collusion entre la justice et les médias proches de Vladimir Plahotniuc[1266], ainsi qu'une étonnante et rare unité politique[1267]. L'emprisonnement immédiat de Filat suivi de la chute du gouvernement Streleţ porte un coup presque fatal au PDLM, le parti central de la coalition européenne et marque la fin d'une « oligarchie pluraliste », paradoxale garante du pluralisme démocratique moldave[1268].

11. L'oligarchie monopole

Les années qui suivent marquent une évolution vers un pouvoir de plus en plus resserré autour d'un seul homme. Pour décrire cette tendance hégémonie, journalistes et experts commencent à utiliser le terme d'« Etat capturé »[1269] ou des synonymes locaux plus imagés ; le *Plahotniukistan,* la *satrapie de Plahotniuc…*

Fin 2015, le pays est une nouvelle fois sans gouvernement et Vladimir Plahotniuc vise le poste de Premier ministre. Le président Timofti s'y refuse et avance la candidature de Ion Sturza qui

[1263] Goşu, *op.cit*., p.177-179
[1264] *Idem.*
[1265] George Damian, « Filmul porno cu Vlad Filat publicat pe Net de Usatîi, un avertisment de iz mafiot » in *Adevarul,* 2015 [https://adevarul.ro/moldova/actualitate/film-porno-vlad-filat-publicat-net-usatii-avertisment-iz-mafiot-1_56338872f5eaafab2c29de27/index.html],consulté le 21 octobre 2020.
[1266] Goşu*, op.cit.,* p.177-179.
[1267] *Idem.*
[1268] Victor Ciobanu et Bogdan Ţardea ,*Олигархическая Молдова*, 2014, p.56, [https://ava.md/2014/11/22/oligarhicheskaya-moldova-pod-analiticheskim/],consulté le 21 octobre 2020.
[1269] Kamil Całus, « Moldova from oligarchic pluralism to Plahotniuc's hegemony » in *OSW Commentary*, 2016. C'est en fait Vladimir Voronine qui a utilisé le premier ce terme pour décrire la situation de la Moldavie.

est rejetée par le Parlement. Après cet échec, Sturza considère publiquement que la Moldavie est un état capturé contrôlé par Plahotniuc et la situation du pays pourrait se dégrader à l'avenir[1270]. La journaliste Natalia Morari, figure de la « révolution Twitter » lui adresse une lettre ouverte dans laquelle elle le remercie:

Vous avez réussi ce que la classe politique moldave n'a pas pu faire en 25 ans d'indépendance, vous avez uni jusqu'aux derniers ennemis idéologiques et géopolitiques qui jusqu'à hier se méprisaient les uns les autres[1271].

Un journaliste roumain, Dragoş Nedelcu, se livre à une attaque virulente contre Plahotniuc dans un article où il l'accuse de relations étroites avec la mafia russe et lui prête de nombreux intérêts communs avec des politiciens roumains. Il décrit les méthodes que Plahotniuc auraient employées pour exercer des pressions sur des personnalités, une pratique connue dans l'espace ex-soviétique sous le nom de *kompromat* et qui consiste à obtenir des images ou des enregistrements compromettants pour exercer un chantage ou détruire une réputation. Selon Nedelcu, un club et des hôtels détenus par Plahotniuc sont fréquemment utilisés dans cet objectif [1272].

Plahotniuc ne devient pas Premier ministre, le poste échoie à un cadre du Parti démocrate, Pavel Filip. Vladimir Plahotniuc va s'efforcer d'asseoir sa légitimité en jouant la carte de la tension avec la Russie et se positionne en indispensable défenseur de l'Occident dans la région. La surprenante décision de la Cour constitutionnelle de modifier le mode d'élection du président lui sert à mettre en scène une lutte symbolique avec le socialiste Igor Dodon lequel endosse parfaitement le rôle de l' « homme de Moscou », l'ancien ministre de l'Economie, le « monsieur Europe » de Vladimir Voronine se présentant en défenseur acharné de l'héritage soviétique et de l'Union Eurasiatique[1273]. Devenu « coordonnateur de la coalition de gouvernement », Plahotniuc médiatise son rôle de défenseur de l'Occident et de la « stabilité ». Ses chaînes de télévision montent en épingle ses déplacements souvent anecdotiques à

[1270] Stefan Grigoriţa, « Sturza ; Moldova este controlata de Plahotniuc » sur *Agora.md*, 2015, [http://agora.md/stiri/10100/video--sturza-moldova-este-controlata-de-plahotniuc],consulté le 21 octobre 2020.
[1271] Natalia Morari, « Scrisoara deschisa catre Vlad Plahotniuc », in *Diez#*, 2016, [http://diez.md/2016/01/22/scrisoarea-deschisa-a-nataliei-morari-catre-vlad-plahotniuc-vreau-sa-va-multumesc-nu-e-o-ironie-deloc/], consulté le 21 octobre 2020.
[1272] Dragoş Nedelcu, « Imagini compromiţătoare cu politicieni români, trimise la Moscova de oligarhul Plahotniuc» in *Independent,* 2016, [http://independent.md/evz-continua-dezvaluirile-imagini-compromitatoare-cu-politicieni-romani-trimise-la-moscova-de-oligarhul-plahotniuc/#.VqtAn1J2qNF],consulté le 21 octobre 2020.
[1273] Goşu, *op.cit.,* p.220.

Bruxelles et Washington. Plahotniuc est de fait boudé par les officiels européens, les Etats-Unis sont un peu plus réceptifs mais ne soutiennent pas inconditionnellement l'oligarque moldave comme le rappelle l'ambassadeur américain à Chișinău [1274]. Ces rebuffades n'empêchent pas *Prime, Canal 2, Canal 3, Publika* ou les sites *Agora, Deschide.md* de présenter la moindre photo prise dans un bureau américain ou bruxellois comme une preuve des succès diplomatiques majeurs du coordonnateur[1275]. Sur le plan interne, Vladimir Plahotniuc tente de lutter contre son impopularité persistante construisant une image de « bon oligarque », protecteur, généreux, attentif à sa famille, garant de la prospérité et de la « stabilité »[1276]. L'exercice de communication le plus abouti est sans doute la longue émission diffusée pendant la campagne des élections présidentielles de 2016, « Une journée avec Vlad Plahotniuc »[1277].

L'impopularité du Parti démocrate est néanmoins telle que son candidat Marian Lupu se retire de la compétition électorale. La machine médiatique démocrate et ses réseaux d'influences sont utilisés pour nuire à son « alliée », Maia Sandu et contribuer à la victoire de son adversaire[1278]. Sans légitimité populaire, le PDM a besoin d'un adversaire prévisible et contrôlable pour couvrir le champ politique avec un récit simple et essentialisant, repris des gouvernements précédents mais exacerbés par la dégradation de la situation internationale. L'apparition d'une alternative pro-européenne pose un problème dans ce jeu de rôle, il y a donc une alliance de fait entre le PSRM et le PD. L'arrivée d'Igor Dodon à la présidence permet également de faire baisser la pression de la rue[1279].

A partir de 2017, le Parti démocrate gouverne seul face au président Igor Dodon dans une cohabitation où l'affrontement rhétorique et symbolique cache mal les compromis et les

---

[1274] Iurie Botnarenco « Nu este adevarat ca Vlad Plahotniuc este sustinut de SUA », entretien avec l'ambassadeur James Pettit, *Adevarul,* 2017, [http://adevarul.ro/moldova/politica/james-pettit-nu-adevarat-vlad-plahotniuc-sustinut-sua-1_593cf11b5ab6550cb8021b1e/index.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1275] Eleanor Knott, « Our man in Moldova » in *Open Democracy*, 2016, [https://www.opendemocracy.net/od-russia/eleanor-knott-mihai-popsoi/our-man-in-moldova-plahotniuc],consulté le 21 octobre 2020.

[1276] Munteanu, *op.cit.*, p.113, Całus, *op.cit.*

[1277] Le reportage présenté et dirigé par un populaire présentateur roumain, Cristian Tabara, divisé en quatre épisodes, *les matinées de Vlad Plahotniuc*, *Plahotniuc, sa famille, ses amis, ses passions*, *Plahotniuc au bureau et ce qu'en disent ses collaborateurs*, *Combien travaille Vlad Plahotniuc, une rencontre avec les maires du PDM*. L'émission est plusieurs fois diffusée sur Prime et par Internet, toujours disponible sur *YouTube*, [https://www.youtube.com/watch?v=PLcAYe-1v84], (sous-titré en anglais) ,consulté le 21 octobre 2020.

[1278] Munteanu, *op.cit*., p.90-91.

[1279] *Idem.*

nombreux terrains d'entente entre les deux parties[1280]. Sous pression extérieure et face à la montée de l'opposition pro-européenne, le gouvernement est sur la défensive, les deux dernières années sont une période de radicalisation du pouvoir oligarchique. Il renforce son contrôle sur les structures de l'Etat. Des journalistes sont menacés, la partialité de la justice devient évidente. Les anciens alliés ayant encore de l'influence sont accusés de corruption :

Chiril Lucinschi, le fils de l'ancien président de la République, député du PDLM et propriétaire de deux chaînes de télévision est arrêté pour complicité dans l'affaire du milliard en 2017. Il perd son siège de député et cède ses deux télévisions. En 2018, il est condamné à cinq ans de prison, ses avocats font appel en considérant les preuves apportées au dossier d'accusation comme « inventées et illégales »[1281]. Dorin Chirtoaca subit une campagne de presse, vidéos compromettantes à l'appui, avant d'être accusé de corruption et destitué. Le dernier bastion libéral, la mairie de Chișinău tombe sous le contrôle du Parti démocrate[1282]. Le gouvernement s'éloigne de plus en plus de ses engagements de réformes, de respect de l'état de droit ou de bonne gouvernance. Pour les oligarques moldaves, perdre le pouvoir n'est pas qu'une défaite politique, c'est la menace de la prison ou de l'exil.

Au printemps 2019, les manœuvres et les chantages de Plahotniuc pour reconstituer une nouvelle majorité échouent. Les grands partenaires externes de la Moldavie tombent d'accord pour l'évincer mais son influence se fait toujours sentir. Le début de la décennie européenne de la Moldavie avait fait naître un espoir de démocratisation et de normalisation du fonctionnement économique du pays. Elle s'achève dans une impression de dérive oligarchique hors de contrôle.

12. La Moldavie est-elle un « Etat capturé » ?

Les écarts à la bonne gouvernance des gouvernements pro-européens étaient visibles dès les premières années de la coalition pourtant ils n'ont attiré pendant des années que des critiques modérées de la part de l'Union Européenne. De succès rassurant, le cas de la Moldavie

[1280] *Ibidem.*

[1281] Cristi Vlas, «Former MP condemned to 5 years of prison for money laundering » in *Moldova.org*, 2018, [https://www.moldova.org/en/former-mp-chiril-lucinschi-condemned-5-years-half-prison-money-laundering/], consulté le 21 octobre 2020.

[1282] Victor Moşneag,« Tranzactia Chirtoaca-Gamretki si marturiile din dosarul parcarilor», in *Ziarul de Garda*, 2017,[https://www.zdg.md/investigatii/ancheta/tranzactia-chirtoaca-gamretki-si-marturiile-din-dosarul-parcarilor/], consulté le 21 octobre 2020.

est devenu problématique car il interrogeait la capacité juridique et politique de l'Union Européenne à continuer à exporter ses normes et son modèle.

En 2015, le terme d' « état capturé » est utilisé pour la première fois par une personnalité externe, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland[1283]. Dans une tribune publiée par le *New York Times*, l'ancien Premier ministre norvégien plaide pour que l'Etat soit rendu aux citoyens en pointant les effets dramatiques de la corruption en Moldavie. L'UE reste plus timide et les conclusions du Conseil Européen de février 2016 se contenteront de mentionner *la politisation des institutions de l'Etat* parmi les nombreuses difficultés à résoudre par le gouvernement moldave en vue d'une reprise de l'aide extérieure européenne[1284].

En octobre de la même année, le Commissaire européen à l'élargissement Johannes Hanns reprend les mêmes réflexions de façon encore plus voilée lors d'une rencontre avec Pavel Filip, il insiste sur les réformes à mettre en place après une crise de 2015 qui « relèverait du passé »[1285]. Si les critiques de l'Union Européenne restent longtemps discrètes, de nombreuses voix veulent franchement relativiser la question de la corruption en Moldavie ; en Roumanie notamment, de nombreux observateurs et analystes dénoncent la focalisation sur le phénomène la considérant comme une forme d'idéalisme susceptible de faire oublier ce qui reste, selon eux, le problème principal de la Moldavie, l'influence de la Russie[12861287].

12.1. Un étrange pluralisme politique

D'un point de vue formel, la Moldavie est une démocratie pluripartite où les élections sont libres le financement des partis est notoirement obscur, il se fait souvent par la fortune

[1283] Thørbjon Jagland, « Bring Moldova back from the brink » in *The New York Times,* 2015, [https://www.nytimes.com/2015/08/11/opinion/bring-moldova-back-from-the-brink.html?_r=2], consulté le 21 octobre 2020.
[1284] Conclusions du Conseil de l'Union Européenne sur la Moldavie du 15 février 2016, [http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/02/15-fac-moldova-conclusions/], consulté le 21 octobre 2020.
[1285] Conférence de presse de Johannes Hannes et Pavel Filip disponible sur le site de la Commission Européenne [http://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?ref=I126633], consulté le 21 octobre 2020.
[1286] Iulian Chifu, «Obsesia Plahotniuc » in *Deschide.md,* 2017, [https://deschide.md/ro/stiri/editorial/16300/Iulian-CHIFU--Obsesia-Plahotniuc-cum-s%C4%83-motivezi-inac%C8%9Biunea-abandonul-%C8%99i-e%C8%99ecul-ca-societate.htm],consulté le 21 octobre 2020.
[1287] Corneliu Ciurea, « Revenirea la realism si iesirea din obsesia coruptei » in Sorin Borcancea et Radu Carp (dir.), *Calea Europeana a republicii Moldova*, Iaşi, Adenium, 2016, p.261-269.

personnelle de leurs leaders via des fondations caritatives[1288], par des *cotisations* des entreprises ou des financements étrangers illégaux, notamment russes[1289]. Le déroulement des scrutins se confronte à des problèmes récurrents ; l'actualisation des listes électorales, les conditions de l'accès aux bureaux de vote à l'étranger ou l'organisation discutable du vote des habitants de Transnistrie. Par ailleurs, le Parlement est le théâtre d'un phénomène fréquent de « migration » politique, de divisions et de transformations des partis, d'apparition et de disparition de courants d'opinion[1290]. De tels événements survenaient déjà dans les décennies précédentes, la transformation du chef de file des unionistes, Iurie Roşca, en un soutien du parti communiste puis de l'eurasisme en l'exemple le plus connu. *En politique, les choses changent* déclarait Roşca en 2005[1291]. Quelques années plus tard, les choses continuent à changer :

Des partis plus ou moins fantômes apparaissent opportunément à des moments de crises ou d'élections. Les législatives de 2014 voient ainsi l'apparition et la validation d'un éphémère Parti communiste réformateur tandis que *Patria,* crédité de 14% d'intentions de vote, est interdit du jour au lendemain. Les partis se fractionnent au gré des opportunités d'alliances ou des aventures personnelles, le cas le plus connu et qui aura les conséquences les plus importantes est la désintégration en quelques mois du Parti communiste avec le départ d'Igor Dodon et sa prise de contrôle rapide du très oublié Parti socialiste grâce à des fonds d'origine inconnue puis l'apparition, toujours aux dépens du PCRM, d'un éphémère Parti social-démocrate dont les membres seront rapidement absorbés par le Parti démocrate. En 2015, le parti Libéral démocrate passe de 14 à 5 députés avec le départ de Iurie Leanca qui lance son propre parti tandis que le Parti libéral connaît les mêmes déboires avec l'apparition opportune d'un Parti libéral réformateur puis celle d'un parti unioniste, *Dreapta* qui se transformera lui-même en Parti de l'Unité Nationale [1292]. Après la fuite de Plahotniuc, le Parti démocrate subit le même phénomène de division calculée avec l'apparition de *Pro-Moldova*.

[1288] Mariana Rața et Anastasia Nani, « De ce Plahotniuc, Dodon, Şor si Usatîi pompeaza milioane in actiune de caritate ?» pour *Centrul de Investigatie Jurnalistice Anticoruptia*, 2017, [https://anticoruptie.md/ro/investigatii/integritate/de-ce-plahotniuc-dodon-sor-si-usatii-pompeaza-milioane-in-actiuni-de-caritate],consulté le 21 octobre 2020.

[1289] Stela Mihalovici, « Dosarul finantarii PSRM din Bahamas » pour *TV8*, 2020, [https://tv8.md/2020/01/30/dosarul-privind-finantarea-psrm-va-fi-separat-de-cauza-penala-pentru-spalare-de-bani-prin-exclusiv-media/],consulté le 21 octobre 2020.

[1290] Aliona Ciurca, « migratia deputatilor » in *Ziarul de Garda*, 2017, [https://www.zdg.md/stiri/politic/de-unde-si-catre-cine-au-migrat-deputatii-din-actualul-parlament/],consulté le 21 octobre 2020.

[1291] Trifon et Cazacu, *op.cit*., p.123.

[1292] Ciurca, *op.cit*.

Au cours des débats parlementaires, on peut échanger noms d'oiseaux et coups de poings, menacer, déchirer des cartes, brandir des drapeaux. Quand la rue manifeste contre la corruption, des actions « unionistes » d'ampleur éclatent, divisent les manifestants puis s'éteignent. Des « terroristes russes » sont arrêtés avec fracas puis libérés discrètement, un leader de l'opposition peut-être publiquement soupçonné de crimes divers, se réfugier en Russie et diriger la seconde ville du pays depuis Moscou tout en divulguant à l'occasion des vidéos et enregistrements gênants pour ses adversaires politiques, un autre maire peut organiser des manifestations en sa faveur pendant la durée de son procès, s'enfuir et appeler à la résistance depuis son exil, tout en continuant à diriger sa ville, son parti et ses affaires[1293]. La vie politique moldave n'est jamais en manque de rebondissements de feuilleton et de personnages hauts en couleur. On peut y voir une forme d'immaturité politique chronique[1294], on peut également constater que les événements les plus incongrus, les scissions au sein des partis ou les passages d'un parti à un autre surviennent systématiquement au moment des crises et des votes importants. Ils bénéficient presque toujours au(x) parti(s) au pouvoir. Ce fût le cas à l'époque du gouvernement communiste, ce le fût également avec l'AIE et encore plus au moment de la domination du Parti démocrate. Au début de la législature 2014-2019, le Parti démocrate comptait 19 députés, ils étaient 42 en 2019 dans un Parlement présidé par un très proche de Vladimir Plahotniuc, Andrian Candu qui ne reflétait plus vraiment la volonté initiale des électeurs. En cinq ans, des partis majeurs comme le Parti libéral, le Parti communiste, le Parti démocrate libéral disparaissent de la scène politique et ne sont plus représentés au Parlement[1295]. La décennie s'achève sur une alliance entre le parti Şor et le PSRM dont le seul objectif semble être de rendre le pays ingouvernable pour la prochaine présidente.

Le pluralisme politique existe donc dans l'absolu mais sa signification et son utilité sont largement remises en cause par les pratiques de nombreux politiciens. L'entrée en politique est souvent perçue comme un investissement, les partis politiques peuvent s'acheter, au sens littéral du terme, tout comme le passage d'un individu d'un parti à l'autre[1296].

[1293] Nicu Popescu, « Une classe politique immature et incapable de se réformer » in *Le Courrier des Balkans*, 2009, [https://www.courrierdesbalkans.fr/moldavie-une-classe-politique-immature-et-incapable-de-se-reformer], consulté le 20 septembre 2020.
[1294] *Idem.*
[1295] Ciurca, *op.cit.*
[1296] Munteanu, *op.cit*., p.102.

12.2. Un gouvernement au service d'un parti, un parti au service d'un groupe d'intérêt

A partir de 2016, libéré du « pluralisme oligarchique » qui semblait être l'essence de la démocratie moldave, le gouvernement démocrate prend plusieurs décisions qui ont clairement pour but l'intérêt de groupes particuliers plus que l'intérêt général.

- En septembre 2016, le gouvernement fait voter la mutualisation de la perte du milliard d'euros, il transfère ainsi la perte de l'équivalent de 13% du PIB sur la population[1297].
- En décembre de la même année, une loi d'amnistie fiscale permet de légaliser l'argent et les biens frauduleusement accumulés au cours des dernières années, au nom du dynamisme économique[1298].
- En 2019, une loi d'amnistie sur le capital est votée, avec l'accord du PSRM[1299].

En 2017, d'autres lois visent l'opposition et plus particulièrement à l'opposition pro-européenne :

- Un projet de loi concernant le financement des associations et ONG au nom de la « transparence ». La loi prévoit une surveillance accrue des financements étrangers des associations ce qui concerne 90% des ONG moldaves. Pour le gouvernement, la loi se justifie par la nécessité de contrôler les financements russes mais pour de nombreux observateurs, elle a pour but de surveiller les branches locales d'ONG occidentales ou les associations civiques critiques bénéficiant de fonds européens[1300].

- La modification du Code électoral et le passage à un système uninominal pour les élections législatives. Ce changement favorise les barons locaux disposant d'une influence économique au sein de leur circonscription or le contrôle du Parti Démocrate est fort au niveau des communautés territoriales. Les élus locaux sont poussés à rejoindre le PDM pour obtenir des ressources financières. Pour les entrepreneurs l'accès

---

[1297] Rédaction, «Miliardul furat din sistemul bancar, pus pe spatele cetățenilor!» in *Unimedia,* 2016,[http://unimedia.info/stiri/guvernul-a-decis-miliardul-furat-din-sistemul-bancar--pus-pe-spatele-cetatenilor-va-fi-intors-timp-de-25-de-ani-94912.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1298] Victor Moşneag, « Graba in Parlament » in *Ziarul de Garda*, 2016, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-politice/graba-in-parlament-astazi-se-examineaza-proiectul-de-lege-privind-amnistia-fiscala],consulté le 21 octobre 2020.

[1299] Munteanu, *op.cit*., p.91.

[1300] Gina Lentine, *Draft Laws on NGOS Could Imperil Moldovan Democracy*, Freedom House, 2017, [https://freedomhouse.org/blog/draft-law-ngos-could-imperil-moldovan-democracy],consulté le 21 octobre 2020.

aux aides de l'Etat est souvent conditionné à une allégeance au Parti démocrate[1301].

12.3. La justice sous contrôle

La réforme de la justice est un élément clé du processus de transition et bénéficie d'une attention particulière des partenaires extérieurs avec la mobilisation d'importants moyens techniques et financiers[1302] . Nous ne reviendrons pas ici sur les multiples polémiques liées à son fonctionnement et à son manque évident d'indépendance et de transparence. Elles peuvent être résumées par cette phrase extraite d'un entretien menée en 2017 avec un éphémère ministre de la Justice, Vladimir Grossu.

A la question « Est-il vrai que la justice est partiellement contrôlée par des forces politiques ? », Vladimir Grossu répond sans hésiter :

La justice n'est pas partiellement contrôlée, elle est totalement contrôlée, il ajoute *En tant que ministre, je n'avais aucun accès au Parquet*. A la fin de l'entretien, il admet que ses quelques mois à la tête du ministère avaient été « la pire période de sa vie » et que sa démission avec l'ensemble du gouvernement Gaburici fût « un immense soulagement » [1303].

L'instrumentalisation du système judiciaire est régulièrement signalée par les rapports de la Commission Européenne, la presse indépendante, les rapports de diplomates[1304]. En réponse, les gouvernements affichent leur forte volonté de lutter contre la corruption mais cette lutte fournit une arme politique de choix pour celui qui la possède ; les rivaux politiques et économiques du parti démocrate Vlad Filat, Dorin Chirtoaca, Vencesleav Platon, Chiril

[1301] Enquête Idis Viitorul sur les raions les plus corrompus de Moldavie et leurs fonctionnements, reprise sur *Agora.md*, 2017, [http://agora.md/stiri/34473/top-trei-cele-mai-corupte-raioane-din-republica-moldova],consulté le 21 octobre 2020.

[1302] Détails sur le programme de soutien européen à la réforme de la justice moldave [https://www.coe.int/web/national-implementation/projects-by-geographical-area/moldova-cjr],consulté le 21 octobre 2020.

[1303] Vladimir Grossu est avocat et enseignant à la faculté de Droit de l'Université de Moldavie. Il fût représentant de la Moldavie à la Cour européenne des droits de l'Homme de 2006 à 2011. En février 2015, il est proposé par le PDLM pour entrer au gouvernement Gaburici. Je précise ici connaître personnellement Vladimir Grossu depuis 1999.

[1304] Munteanu, *op.cit*., p.103.

Lucinschi ou d'autres en ont fait l'expérience[1305]. A contrario, Ilan Şor a longtemps bénéficié d'une clémence suspecte et continue de bénéficier d'une étonnante lenteur des procédures[1306].

Les voix critiques au sein du système se multiplient[1307] après 2019 mais à l'époque du gouvernement démocrate les témoignages sont rares et des pressions sur les magistrats sont régulièrement dénoncées[1308]. En octobre 2017, la directrice-adjointe du Centre National Anticorruption Cristina Țărnă ose toutefois démissionner en déclarant ne pas vouloir devenir « l'avocate des hommes d'affaires »[1309], l'aide financière européenne à la réforme de la Justice est suspendue quelques jours plus tard[1310].

La justice, à tous niveaux, intervient également dans le processus électoral. La Cour constitutionnelle a ainsi fait régulièrement preuve d'une étonnante inventivité pour aider le Parti démocrate; disqualification de Filat en 2013 pour *soupçons de corruption*, changement surprise des modalités de l'élection présidentielle en 2016, « suspensions temporaires » du Président Igor Dodon, refus d'enregistrer la coalition Dodon/ Sandu en juin 2019 et tentative de destitution du président qui ne se voulait plus temporaire[1311]. En 2020, elle s'oppose néanmoins à certaines lois potentiellement explosives votées par les députés de l'alliance « Pour la Moldavie » en décembre 2020[1312].

[1305] Enquête comparant les procès des différentes personnes mentionnées et les différences de traitement, Alexandra Batanova, « De la Padurea Domneasca pana la Şor » in *Newsmaker*, 2018 [https://newsmaker.md/ro/de-la-padurea-domneasca-pana-la-sor-cum-sunt-suspendate-in-moldova-cele-mai-importante-cauze-penale/#!/tab/68930833-1], consulté le 21 octobre 2020.

[1306] Victoria Borodin, « Sedinţa din judecata in dosarul Şor amanata din nou » in Ziarul de Garda, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-justitie/sedinta-de-judecata-in-dosarul-sor-amanata-din-nou-iata-cand-va-avea-loc-urmatoarea-sedinta/], consulté le 15 décembre 2020.

[1307] Daniela Calmis, « In 25 de ani, am asistat doar la distrugerea Justitiei », entretien avec le magistrat Ion Cotea in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/video/video-reportaj/de-vorba-cu-magistratul-ion-cotea-despre-un-sfert-de-secol-din-viata-sa/], consulté le 17 décembre 2020.

[1308] Vitalie Calugareanu, « Sistemul corupt a erupt din interior » pour *Deutsche Welle Moldova*, 2015. fonctionnement de la justice [http://www.dw.com/ro/sistemul-corupt-a-erupt-din-interior/a-18884583], consulté le 21 octobre 2020. L'article porte sur la démission du procureur de Chişinău Ion Diacov et les attaques qu'il formule à l'égard du système judiciaire.

[1309] Lettre de démission de Cristina Țarna publiée par *Unimedia*, 2017, [http://unimedia.info/stiri/doc-cristina-Tarna-pleaca-de-la-cna--motivul-cna-se-va-transforma-in-avocatul-businessmanilor-141187.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1310] Communiqué de la délégation européenne en Moldavie sur l'arrêt des aides à la réforme de la justice du 11 octobre 2017 [http://www.euneighbours.eu/en/east/stay-informed/news/moldova-eu-cuts-budget-support-programme-justice-reforms],consulté le 12 octobre 2020.

[1311] Goşu, *op.cit.*, p.213-214.

[1312] Victoria Borodin, « Ambitii lui Ilan Şor puse pe pauza » in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-justitie/ultima-ora-ambiiile-lui-ilan-or-puse-pe-pauza-curtea-constituionala-suspenda-legea-cu-privire-la-stadionul-republican/], consulté le 14 décembre 2020.

Après la tentative ratée référendum contre le maire de Chișinău suivie de sa arrestation pour corruption[1313], la Cour d'appel de Chișinău joue un rôle de premier plan dans la bataille politique pour la capitale en invalidant l'élection d'Andrei Năstase en juin 2018, invalidation rapidement confirmée par la Cour suprême de justice[1314]. Un an et demi plus tard, la même Cour d'appel revient sur sa décision et valide le mandat de Năstase ; le gouvernement a changé, Maia Sandu est Première ministre. Las, ce retournement survient deux jours avant les élections municipales anticipées qu'Andrei Năstase perdra[1315]. En 2019, C'est un conflit ouvert sur la méthodologie de nomination des procureurs entre Maia Sandu et Igor Dodon qui entraîne la chute du gouvernement Sandu avec le soutien des parlementaires démocrates. Pendant toute la durée du gouvernement Chicu, la justice et le procureur général Alexandr Stoianoglo sont régulièrement accusés d'inefficacité voire d'indulgence dans le traitement de la multitude d'affaires judicaires héritées de la décennie précédente[1316].

12.4. Les médias et l'espace public

La capture des médias est un processus distinct dans le processus de capture de l'Etat et en constitue un indicateur essentiel. Dans le cadre d'une démocratie, les médias ont pour fonction d'informer les citoyens et de leur permettre de faire des choix politiques éclairés, ils ont également la possibilité d'enquêter et de rendre public les schémas de corruption et de connivence du monde politique ou économique. Un système médiatique indépendant y est donc un prérequis[1317]. Dans les pays qui subissent actuellement un recul démocratique ou même au sein de démocraties a priori consolidées, la liberté des médias est régulièrement rognée et leur parole de plus en plus remise en cause[1318].

[1313] Sergiu Mișcoiu, «Never Just a Local War': Explaining the Failure of a Mayor's Recall Referendum» in *Contemporary Politics*, n°25, 2019, p.47-61.

[1314] Vitalie Calugareanu, « Mandatul lui Nastase invalidat si de CSJ » pour *Deutsche Welle Moldova*, 2018, [https://www.dw.com/ro/mandatul-lui-n%C4%83stase-invalidat-%C8%99i-de-csj-protestatarii-scandeaz%C4%83-revolu%C8%9Bie/a-44394100],consulté le 19 octobre 2020.

[1315] Vitalie Calugareanu, « Justitia din Republica Moldova face spectacol » pour *Deutsche Welle Moldova*, 2019, [https://www.dw.com/ro/justi%C8%9Bia-din-republica-moldova-face-spectacol/a-50760517],consulté le 19 octobre 2020.

[1316] Victor Moșneag, « Dosare politice fără vinovați ? » in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-justitie/dosare-politice-fara-vinovati/], consulté le 2 janvier 2021.

[1317] Eleanor Knott, « Perpetually "partly free": lessons from post-soviet hybrid regimes on backsliding in Central and Eastern Europe » in *East European Politics*, n°3, volume 34, 2018, p.355-376.

[1318] *Idem.*

La volonté de contrôler les médias a été l'un des principaux reproches adressés au Parti communiste au cours des deux mandats de Vladimir Voronine. La pression du gouvernement communiste était particulièrement forte sur l'audiovisuel public, souvent seule source d'information en milieu rural. Les premières chaînes privées locales et les journalistes les plus critiques ont subi de fortes pressions et la diffusion des télévisions roumaines momentanément interrompue à plusieurs reprises[1319]. Toutefois, les pressions extérieures puis les débuts de l'information en ligne n'ont jamais permis au régime Voronine un contrôle total sur l'information[1320]. L'arrivée au pouvoir de l'Alliance pour l'Intégration Européenne a favorisé l'arrivée dans le paysage médiatique de plusieurs postes de télévision indépendants, saluée par les partenaires européens comme une volonté de favoriser la liberté d'expression[1321]. Cette ouverture a eu pour revers l'absence de transparence sur le financement de ces nouvelles chaînes[1322]. A partir de 2010, le contrôle de l'information ne passe plus par la pression sur les journalistes mais par le contrôle de la propriété des médias[1323]. La guerre de l'information ne cessera de s'amplifier au cours de la décennie et aboutit à une information très polarisée qui conduit à une interprétation tendancieuse voire purement mensonger des événements présentés[1324].

Le pluralisme médiatique existe mais il n'est pas synonyme de liberté d'expression[1325]. La propriété des grands médias reste opaque pendant plusieurs années ; en 2015, une loi oblige à publier les noms des propriétaires des différents médias. Les doutes sur la capture de la presse se confirment, Vladimir Plahotniuc possède quatre des cinq chaînes de télévision nationale (*Publica TV, Prime TV, Canal 2TV* et *Canal 3TV*) ainsi que trois stations de radio, regroupées au sein de *General Media Group* elles représentent plus de 70 % du marché audiovisuel[1326]. Chiril Lucinschi, le fils de l'ancien président et député du Parti libéral démocrate possède deux chaînes de télévision, *TV7* et *TNT Moldova*, Victor Țopa, une seule, *Jurnal TV*. Le Parti socialiste d'Igor Dodon contrôle *Accent TV, NTV Moldova* et *TNT Exclusive*. Des compagnies

[1319] Cazacu et Trifon, *op.cit*., p.400-401.
[1320] *Idem.*
[1321] Negură, *op.cit.*
[1322] Nadine Gogu, « Who really rules the airwaves in Moldova » in *Open Democracy*, 2016, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/who-really-rules-airwaves-in-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.
[1323] Knott, *op.cit.*
[1324] Vlada Ciobanu, « Mass-media din Republica Moldova: pluralism fără libertate » in *Platzforma*, 2014, [http://www.platzforma.md], consulté le 21 octobre 2020.
[1325] *Idem.*
[1326] Alla Roşca, *Media in Moldova: Between Freedom and Monopoly* pour le Foreign Policy Research Institute, 2017, [https://www.fpri.org/article/2017/09/media-moldova-freedom-monopoly/], consulté le 21 octobre 2020.

russes opèrent également directement en Moldavie avec les chaînes *RTR Moldova* et *Ren TV Moldova*[1327]. En mars 2017, une nouvelle loi limite le nombre de licences accordées à deux par personne pour les chaînes de télévision et de radio afin d'encourager la compétition et d'augmenter le pluralisme de l'information[1328]. La loi est sans effet sur le principal acteur du domaine; *General Media Group* transfère plusieurs chaînes à une nouvelle compagnie, *Telestar Media* qui appartient à un proche conseiller de Plahotniuc[1329]. Les lois destinées à limiter la propagande russe de 2015 et 2018 limitent la présence des chaînes russes en Moldavie mais ont pour effet principal de favoriser la concentration de l'information. L'influence de la Russie n'en est pas réduite pour autant, des émissions d'information russes sont reprises par des chaînes moldaves et des chaînes russes continuent à être diffusées, sans avoir nécessairement un ancrage en Moldavie[1330]. La Moldavie dispose d'un Conseil de coordination audiovisuelle supposé garantir l'éthique et la neutralité du paysage audiovisuel mais comme de nombreuses institutions moldaves le CCA est peu efficace et facilement influençable[1331]. Deux exemples parmi d'autres sont l'absence de sanctions contre la campagne mensongère des 30 000 syriens véhiculée par *Prime* avant le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2016 ou l'attribution rapide à Ilan Şor de trois licences audiovisuelles en 2018 sans aucune vérification des sources de financement[1332].

Le contrôle des médias n'est pas total et il est compliqué par le développement des sites d'information en ligne devenus refuges des voix discordantes. Il reste néanmoins un terrain qu'il convient de saturer le plus possible : Le but n'est pas d'empêcher toute voix critique mais d'en limiter l'audience[1333]. Les élections peuvent être formellement libres mais leurs résultats peuvent être influencés par la nature des articles et des reportages diffusés en période électorale ou pré-électorale, le traitement médiatique de la campagne présidentielle de 2016 en est une

[1327] En 2018 est lancée une chaîne de télévision associative indépendante gérée par Natalia Morari ,*TV8*, mais elle n'émet que dans les villes de Chișinău et Bălți.
[1328] Knott, *op.cit.*
[1329] Cristi Vlas, « Moldova downs with 4 positions, due to excessive influence of oligarchs on media » in *Moldova.org*, 26 avril 2017 [http://www.moldova.org/en/2017-world-press-freedom-index-moldova-4-positions-due-excessive-influence-oligarchs-media/],consulté le 21 octobre 2020.
[1330] Gogu, *op.cit.*
[1331] Munteanu, *op.cit.,* p.104
[1332] *Idem.*
[1333] Knott, *op.cit.*

parfaite illustration[1334]. Les différences dans l'accès aux médias contribuent par ailleurs à constituer des clivages forts entre générations ou entre centres urbains et zones rurales[1335].

13. Une économie sous influence

Depuis les années 90, la Moldavie offre une entière panoplie de cas d'irrégularités économiques graves et impliquant plus ou moins directement structures de l'Etat ou autorités locales[1336]. Les marchés publics sont régulièrement l'objet de fraudes diverses, le phénomène touche particulièrement les grands travaux d'infrastructures et nuit considérablement au développement de celles-ci, des détournements de fonds provenant de l'aide externe sont régulièrement signalés[1337]. La construction et l'immobilier à Chișinău fournissent également l'exemple de secteurs d'activité caractérisés par une intense pression des intérêts économiques sur les administrations en charge des règles d'urbanisme, des normes de construction ou de la préservation du patrimoine architectural[1338]. Certaines affaires de destruction et/ou de privatisation de biens ou d'espaces publics ont pris une tournure symbolique et suscité un début de résistance civique et juridique[1339].

[1334] *Idem.*

[1335] *Ibidem.*

[1336] Munteanu, *op.cit.,*p.84.

[1337] Ion Preasca, « Banii disparute in asfalt » pour *Rise Moldova*, 2016, [https://www.rise.md/articol/banii-disparuti-in-asfalt-prin-contracte-orchestrate/], consulté le 20 octobre 2020.

[1338] Aurelia Borzin, «Patrimoniul, victimă a modernizării » in *Platzforma*, 2014, [https://www.platzforma.md/arhive/2025], consulté le 20 octobre 2020.

[1339] Citons ici deux affaires notables . L'affaire du Stade Républicain. Le plus grand stade du pays (hors Transnistrie) est démoli en 2007 dans l'objectif d'une reconstruction par l'Etat. En 2010, on évoque un partenariat public-privé pour la reconstruction du stade, puis d'un projet hôtelier ou d'habitation voire d'un marché. En 2018, le terrain est finalement vendu aux USA en vue de la construction d'une nouvelle ambassade. La vente, à la symbolique géopolitique évidente est contestée par le PSRM et par des organisations de la société civile. En décembre 2020, le parlement annule la vente au profit d'une entreprise détenue par Ilan Şor. L'affaire dite de la « Cafenea Guguţă ». Le café Guguţă est un ancien café-restaurant de construction soviétique, très populaire et situé dans le parc central de Chișinău. Privatisé puis abandonné, le local est racheté par Finpar Invest pour un projet d'hôtel de luxe avec privatisation d'une parcelle du parc central. Le projet est dénoncé comme illégal et se heurte à l'opposition d'un groupe de citoyens qui au fil du temps s'organisent sous la forme d'un collectif appelé « Occupy Guguţă ». Ils parviennent à bloquer la construction de deux projets successifs grâce à des recours juridiques et à des manifestations régulières appelant plus généralement à l'amélioration et au respect des règles d'urbanisme, le site est classé en octobre 2019. Voir « CNMI a anulat avizele privind construirea unui centru social-cultural şi de agrement în locul cafenelei Guguță » pour *Moldpress*, 2019, [https://www.moldpres.md/news/2019/10/17/19008241], consulté le 12 décembre 2020.

Plusieurs domaines d'activité sont des monopoles strictement contrôlés comme l'exportation céréalière ou celles du traitement et de l'exportation des métaux[1340]. Depuis les années 90, toute concurrence est empêchée par la menace et le chantage, les prix aux fournisseurs sont imposés, la fraude fiscale massive. Une enquête judiciaire actuellement en cours concerne précisément l'exportation de métaux, l'affaire *Metalferros* implique directement Vlad Plahotniuc[1341].

L'influence des groupes d'intérêt liés aux partis politiques est observable dans tous les domaines et il existe un incessant va-et-vient entre le monde des affaires et le monde politique[1342]. La loi sur les conflits d'intérêt est peu précise et aisément contournée. Ce poids des partis dans l'économie et au sein des entreprises privées ou publiques contribue à l'opacité de leur financement voire à des mobilisations « volontaires » lors de manifestations en faveur d'un parti ou d'un leader politique[1343]. Par ailleurs, certaines entreprises, surnommées « entreprises tiques » en roumain, n'ont pas d'autres activités réelles que de blanchir et faire fructifier de l'argent dans le but de financer des partis et d'acheter des fidélités.

L'Accord d'association n' a pas fait disparaître ce type de pratiques, les cas de pressions et chantages administratifs sur les entreprises restent fréquents et tendent à dissuader les investissements étrangers[1344].

[1340] Ilie Gulca et Madalin Necsutu, « Piata cerealelor din Republica Moldova sub monopol rusesc » pour *Centrul de Investigatii Jurnalistice anticoruptie*, 2016, [https://anticoruptie.md/ro/investigatii/economic/piata-cerealelor-din-r-moldova-sub-monopol-rusesc] ,consulté le 21 octobre 2020.

[1341] Mihai Munteanu « metaleaks » pour *Rise Moldova*, 2020, [https://www.rise.md/articol/metalleaks/] et Rédaction, « Procurorul Stoianoglo afirma ca in dosarul Metalferos statul ar fi fost prejudiciat de peste un miliard de lei » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2020, [https://moldova.europalibera.org/a/pg-stoianoglo-afirm%C4%83-c%C4%83-%C3%AEn-dosarul-metalferos-statul-ar-fi-fost-prejudiciat-de-peste-1-miliard-de-lei/30793590.html],consultés le 21 octobre 2020.

[1342] La seule entreprise de confiserie *Bucuria* voit ainsi deux directeurs devenir Premier ministre, Vasile Tarlev en 2001 et Pavel Filip en 2016.

[1343] Liuba Sevciuc, « Numaratoarea » pour *Rise Moldova*, 2018, [https://www.rise.md/articol/video-numaratoarea/], consulté le 20 octobre 2020.

[1344] Le cas Dedeman est emblématique de la corruption au niveau local. Dedeman est une importante chaîne roumaine de magasins de bricolage et de matériaux de construction. En 2015, elle décide d'investir 20 millions d'euros pour entrer sur le marché moldave. A l'automne 2017, le groupe déclare son intention de quitter la Moldavie car il ne parvient pas à obtenir de la mairie de Chișinău les autorisations nécessaires au développement du volet immobilier et urbanistique de son projet. L'avocat de l'entreprise, Andrei Bivol déclare : « Les barrières administratives qui ont bloqué le projet viennent de la mairie et du conseil municipal de Chișinău ». Voir Valentina Ursu, « Bariele administrative care le a intalnit acest proiect au avut loc la nivel de primarie » pour *Europa Libera Moldova*, 2017, [https://moldova.europalibera.org/a/28806702.html], consulté le 21 octobre 2020. Ce cas peut avoir également une interprétation politique ; le Conseil municipal à majorité socialiste a pu vouloir bloquer cet investissement important à cause de la nationalité de l'investisseur.

13.1. La bataille de l'énergie

Certaines activités méritent une attention particulière car elles ont des implications politiques et internationales majeures, ainsi depuis l'indépendance, le secteur de l'énergie est à l'origine des plus grandes fortunes moldaves. Les entreprises du secteur constituent des lieux de rencontre privilégiés entre politique et économie. L'approvisionnement en énergie de ce pays totalement dépendant est un enjeu géopolitique majeur et un générateur de rentes particulièrement opaques qui met en relation et/ou en concurrence des acteurs russes, ukrainiens, transnistriens et roumains. La question de l'énergie est régulièrement mise en scène politiquement, des projets sont lancés, abandonnés et repris en fonction des intérêts électoraux et financiers des uns et des autres[1345] ; l'approvisionnement en gaz roumain de la Moldavie est un exemple de cette instrumentalisation de la question énergétique :

Peu après l'arrivée au pouvoir de l'AIE, les gouvernements des deux pays annoncent vouloir limiter la dépendance de la Moldavie à la Russie. Un gazoduc entre Iași et Chișinău, deux villes distantes de 130 kilomètres, doit fournir la capitale moldave en gaz roumain. Le premier tronçon parvient à Ungheni, la ville frontière du côté moldave, il est inauguré peu avant les élections présidentielles roumaines de 2014 par le Premier ministre et candidat, Victor Ponta, son homologue moldave, Iurie Leanca et le Commissaire européen à l'énergie[1346]. La campagne passée, les travaux s'arrêtent avant de reprendre très lentement, il faudra attendre la fin de l'été 2020 pour que le gazoduc rejoigne Chișinău. Les premiers Ministres moldave et roumain annoncent vouloir l'inaugurer à l'occasion de la fête nationale moldave avant d'y renoncer au dernier moment[1347]. En effet, de nombreux observateurs ont rappelé qu'il restait encore à le rendre fonctionnel car le gaz n'y circule pas et que la Roumanie n'en produisait pas suffisamment pour l'exporter[1348].

[1345] Munteanu, *op.cit.*, p.92.

[1346] Présentation de l'inauguration du tronçon Iași-Ungheni sur le site du gouvernement moldave, 2014, [https://gov.md/ro/content/premierul-iurie-leanca-inaugurat-gazoductul-iasi-ungheni-alaturi-de-omologul-sau-roman-si-de],consulté le 21 octobre 2020. Leanca a soutenu à Bucarest la campagne électorale de Victor Ponta.

[1347] Rédaction, « Gazoductul Ungheni- Chișinău nu va fi inaugurat de Ziua Independenței » in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-economice/gazoductul-ungheni-Chișinău-nu-va-fi-inaugurat-de-ziua-independentei-asa-cum-spunea-chicu/], consulté le 20 octobre 2020.

[1348] Claudia Pirvoiu, « Gazoductul Iași-Chișinău este tehnic gata dar practic este o teava goala » in *hotnews*, 2020, [https://economie.hotnews.ro/stiri-energie-24204485-gazoductul-iasi-Chișinău-este-tehnic-gata-practic-nu-are-transporta.htm], consulté le 21 octobre 2020.

Les appels d'offre pour la fourniture d'énergie donnent lieu à des négociations mélangeant enjeux économiques et jeux d'influence géopolitique, la recherche du meilleur prix pour le consommateur final n'est que rarement l'objectif principal[1349]. Les négociations sur l'électricité sont particulièrement obscures et donnent lieu à des pressions politiques fortes, la Moldavie pouvant choisir d'être fournie par l'Ukraine ou la Transnistrie et indirectement par la Russie[1350]. En mars 2017, les autorités de Chisinau déclarent avoir signé un contrat avantageux de livraison d'électricité avec une entreprise ukrainienne *DTEK Trading* détenue par Rinat Akmetov. Le nouveau contrat est salué par les capitales européennes car il permettait de dépasser la situation de dépendance de la centrale transnistrienne de Cuciurgan, contrôlée par l'entreprise russe *Inter Rao*. Quelques mois plus tard cependant, le gouvernement change d'avis ; il revoit très à la baisse le contrat ukrainien et signe un nouvel accord avec *Inter Rao*[1351]. Le revirement fait l'objet de vives critiques mais il permet la relance des relations entre Chișinău et les autorités de Tiraspol pour lesquelles l'exportation d'électricité représente plus du tiers de son PIB[1352].

Toujours en 2017, la recherche de l'indépendance énergétique donne lieu à la signature entre le gouvernement de Chișinău et la compagnie américaine *Frontera Ressources*[1353] d'un accord pour la recherche d'hydrocarbures non-conventionnels autorisée sur plus d'un tiers du territoire moldave[1354]. La nature des négociations auxquelles Plahotniuc aurait directement participé lors d'un voyage aux Etats-Unis intrigue et les termes de l'accord ne sont pas rendus

---

[1349] Rédaction, « Povestea intermediarilor din sectorul energetic moldovenesc» in *Moldstreet*, 2015, [https://www.mold-street.com/?go=news&n=3928], consulté le 21 octobre 2020. Enquête sur 20 ans de transactions dans le secteur de l'énergie publiée par le journal économique en ligne avec le soutien du National Endowment for Democracy.

[1350] Simion Ciochina, «Energia care finanteaza separatismul» pour *Deutsche Welle Moldova*, 2017, [https://www.dw.com/ro/energia-care-finan%C8%9Beaz%C4%83-separatismul/a-39142599], consulté le 20 septembre 2020.

[1351] Kamil Calus, « The Transnistrian Gambit » in *New Eastern Europe*, 2017, [https://neweasterneurope.eu/2017/12/21/the-transnistrian-gambit/], consulté le 20 septembre 2020.

[1352] *Idem.*

[1353] Frontera Ressources est implantée depuis la fin des années 90 en Géorgie où elle a connu des difficultés politiques et légales, James Osborne, «The Georgia Play: How a tiny Houston oil company went to battle with the Former soviet State» in *Houston Chronicle*, 2020, [https://www.houstonchronicle.com/business/energy/article/tiny-houston-oil-company-soviet-state-ted-cruz-15430327.php], consulté le 20 septembre 2020.

[1354] Valentina Basiul, «Frontera Resources este optimista in privinta descoperirii de gaze si petrol in Moldova» pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2017, [https://moldova.europalibera.org/a/28389093.html], consulté le 20 septembre 2020.

publics[1355]. Une partie de l'opinion et de la société civile s'en inquiète notamment pour des questions environnementales dont celle du risque de pollution des nappes phréatiques lié à l'usage de la fracturation hydraulique. Cette demande de transparence est immédiatement considérée par le gouvernement comme une « manœuvre de la Russie » [1356].

13.2. Молдавская схема[1357] ou the Russian Laundromat

En 2015, la disparition du milliard d'euros des trois principales banques moldaves montre que les mécanismes de contrôle financier sont bloqués ou manipulés[1358]. L'affaire attire l'attention internationale et les enquêtes journalistiques vont souligner le rôle du système bancaire moldave dans le blanchiment de l'argent de la criminalité internationale, notamment russe[1359]. Entre 2010 et 2014, criminels et fonctionnaires corrompus russes auraient procédé au blanchiment de montants considérables d'argent liquide, les estimations varient entre 20 et 80 milliards de dollars. Pour ce faire, un système de coopération bancaire frauduleux est mis en place ; la « laverie automatique »[1360], la méthode utilisée est relativement simple ; une société écran prête à une autre société une somme fictive, les deux sociétés appartenant souvent au même propriétaire. La société débitrice annonce ensuite ne pas pouvoir rembourser l'emprunt et se déclare en faillite[1361]. La clé du système se situe en Moldavie ; ces sociétés prête-noms sont souvent enregistrées dans des paradis fiscaux mais elles sont détenues par des citoyens moldaves ce qui permet de porter le litige devant la justice de ce pays[1362]. Des juges corrompus y valident la faillite et autorisent le remboursement de la dette fictive aux créanciers, dans les faits, l'argent n'a jamais été prêté mais de l'argent sale est ainsi transformé et légalisé. Il transite

---

[1355] Mariana Raţa, « Detalii curioase despre Frontera Resources. Plahotniuc s-a intalnit cu investitorul american inca in primavara anului trecut, in SUA » in *Centrul de investigatii jurnalistice anticoruptie*, 2017, [https://anticoruptie.md/ro/stiri/foto-detalii-curioase-despre-frontera-resources-plahotniuc-s-a-intalnit-cu-investitorul-american-inca-in-primavara-anului-trecut-in-sua], consulté le 20 septembre 2020.

[1356] Octavian Rusu, « Despre stirile false si minciuni adevarate, cazul contractului din Frontera Resources si Republica Moldova » in *Platzforma*, 2017, [http://www.platzforma.md/arhive/36307],consulté le 21 octobre 2020.

[1357] En russe, l'affaire est connue sous le nom de « combine moldave »

[1358] Iurie Sanduţa, Ion Preaşca, Roman Anin et alii, «The Russian Laundromat » pour *Rise Moldova, Novaya Gazeta, OCCRP, Rise Romania et CINS Serbia*, 2014, [https://www.rise.md/english/the-russian-laundromat/], consulté le 21 octobre 2020.

[1359] *Idem*.

[1360] Luke Harding, « The global laundromat, how did it work and who benefited » in *The Guardian*, 2017, [https://www.theguardian.com/world/2017/mar/20/the-global-laundromat-how-did-it-work-and-who-benefited], consulté le 21 octobre 2020.

[1361] *Idem*.

[1362] Sanduţa, Preaşca et alii, *op.cit.*

ensuite par des banques lettones ou moldaves avant d'être transféré à des établissements bancaires internationaux, avec une prédilection pour la Grande Bretagne, la Suisse et les Pays-Bas. Toutes les banques concernées sont soupçonnées d'avoir accordé peu d'attention à l'origine des fonds reçus[1363]. La « laverie » utilise donc les systèmes judiciaire et bancaire moldaves pour fournir une protection juridique contre les régulateurs et faire transiter l'argent frauduleusement blanchi vers les systèmes financiers de l'Union européenne. Selon différentes enquêtes, plus de 20 juges moldaves exerçant dans 15 tribunaux ont participé à cette fraude gigantesque, ils auraient rendu en quelques années, plus de 50 décisions validant un montant total de dettes estimé à 20 milliards de dollars. Vencesleav Platon est considéré comme un des principaux organisateurs du système[1364]. Après la révélation de la « laverie russe » et du rôle central joué par les systèmes judiciaires et bancaires moldaves dans le fonctionnement de ce qui est considérée comme une des plus grandes opérations de blanchiment d'argent de l'histoire, les autorités moldaves rejettent la faute sur la Russie qui empêcherait l'enquête d'avancer[1365]. Le scandale n'empêche pas le gouvernement de Pavel Filip de vouloir faire de la Moldavie un « hub » financier international et d'intensifier la coopération avec des pays connus pour être peu regardants en matière de transparence financière et fiscale[1366].

Au-delà des grandes affaires du « milliard » ou du « russian laundromat », la pratique de l'évasion fiscale, du blanchiment d'argent ou des financements illégaux grâce à des fonds off-shore est largement répandue et touche tout le spectre politique moldave[1367].

13.3. Passeports à vendre

Le 28 septembre 2017, le Parlement vote une autre loi contestée ; elle porte sur les modalités de naturalisation et d'obtention de la citoyenneté moldave[1368]. Elle permet à toute

---

[1363] *Idem.*

[1364] *Ibidem.*

[1365] *Ibid.*

[1366] Rédaction « Forumul de afaceri Moldova-Monaco. Plahotniuc : RM poate oferi perspective de dezvoltare potenţialilor investisorii » in *Moldova 24*, 2017, [http://moldova24.info/2017/05/forumul-de-afaceri-moldova-monaco-plahotniuc-rm-poate-oferi-perspective-de-dezvoltare-potentialilor-investitori/],consulté le 21 octobre 2020. Article présentant le Forum d'affaires Monaco/ Moldavie ouvert par Vladimir Plahotniuc, Pavel Filip et le Prince Albert de Monaco.

[1367] Iurie Sanduţa, « Banii lui Dodon din Bahamas » pour *Rise Moldova*, 2016, [https://www.rise.md/articol/banii-lui-dodon-din-bahamas/] , consulté le 12 octobre 2020.

[1368] Ana Maria Touma, « Moldova Offers Passports for Cash-Rich Foreigners » in *Balkaninsight*, 2017, [http://www.balkaninsight.com/en/article/moldova-to-grant-citizenship-to-foreign-investors-09-28-2017], consulté le 21 octobre 2020.

personne « ayant une bonne réputation financière et ne représentant pas un danger pour la sécurité de l'Etat » et souhaitant investir un minimum de 250 000 euros dans les domaines stratégiques fixés par le gouvernement d'être éligible à la nationalité moldave[1369]. La loi fait partie du programme *The Moldova Citizenship-by-Investment (MCBI)* prévu pour dynamiser l'entrée de capitaux en Moldavie. Ce projet est perçu par l'opposition pro-européenne et par de nombreuses ONG comme une porte ouverte à des ressortissants étrangers qui chercheraient à blanchir facilement des fonds d'origine illicite[1370]. La citoyenneté moldave leur permettrait en outre de pouvoir voyager librement dans l'Union Européenne[1371].

13.4. Sur les mers du globe

L'actualité libanaise de l'été 2020 a fait connaître un autre secteur dans lequel la Moldavie met sa nationalité en vente, celui du transport maritime. La Moldavie n'a pas d'accès à la mer, elle ne dispose que de quelques centaines de mètres de rives sur le Danube et d'un port fluvial, Giurgiulesti, offrant un accès indirect à la mer Noire. Elles disposent pourtant d'une flotte de plusieurs centaines de navires de commerce. Ces navires sont régulièrement signalés par les structures de régulation du transport maritime pour de nombreux manquements ; défauts de sécurité majeurs, trafics divers, contournements d'embargos. Le pavillon moldave est peu cher et les contrôles sont rares. La Moldavie se situe depuis 2008 sur la liste noire du Mémorandum d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'État du Port, l'accord international sur la sécurité maritime, malgré les engagements du gouvernement [1372].

14. Etat capturé ou fin de partie pour les oligarques ?

Les quelques exemples d'illégalités mentionnées ici montrent que l'engagement européen de la Moldavie ne l'a pas empêchée d'être touchée par des phénomènes qui dépassent largement la simple corruption. Dans les travaux de la Banque Mondiale, la corruption endémique permet la multiplication d'abus au profit de différents acteurs tandis que la capture de l'État implique un nombre très restreint de bénéficiaires qui dictent les règles de l'Etat dans

[1369] Présentation du texte de loi sur le site du gouvernement moldave [http://cbi.gov.md/],consulté le 21 octobre 2020.
[1370] Touma, *op.cit.*
[1371] *Idem.*
[1372] Diana Gaţcan, « Republica Moldova, forţa maritima, intre legi imperfecte, scandaluri internationale si cateva milioane in bugetul de Stat» in *Ziarul de Garda*, 2020, [https://www.zdg.md/importante/video-r-moldova-forta-maritima-intre-legi-imperfecte-scandaluri-internationale-si-cateva-milioane-in-bugetul-de-stat/],consulté le 21 octobre 2020.

leur intérêt, dans le cas de la Moldavie, de tels groupes restreints ont été ces dix dernières années à la tête de l'Etat lui-même. Le contrôle alors établi sur les principales institutions de l'Etat s'appuie sur une relation patron-client, la recherche de rente et un mécanisme de sanctions graduées à l'égard de ceux qui ne respectent pas le système mis en place[1373]. Ce type de gouvernance mène à la fusion des organisations économiques et politiques en groupes dont les objectifs principaux sont la sauvegarde des avantages individuels et la recherche de protection contre d'éventuelles poursuites judiciaires. Selon cette définition, la Moldavie est ou a été un « Etat capturé »[1374].

La population est consciente du phénomène et des risques qu'il représente. Selon une enquête d'opinion publique menée en mars 2017 par l'*Institute for Public Policy*, 89 % des personnes interrogées estimaient que le pays est gouverné par les intérêts d'un groupe restreint de personnes et environ 62,4% considéraient que la tendance à l'instauration d'un régime totalitaire s'était accrue[1375].

La Moldavie n'est toutefois pas un pays autoritaire et le Parti démocrate a pu être chassé du pouvoir. Si Vladimir Plahotniuc a su se faire craindre, il a échoué à s'assurer un soutien populaire, personnage presque caricatural, il est devenu le symbole de la capture de l'Etat et d'une forme de déraillement du processus démocratique promis par le rapprochement avec l'Union Européenne[1376]. Sa fuite ne signifie pas pour autant la disparition de son influence sur la vie politique, les évolutions actuelles et le renforcement du parti « Pro-Moldova », dirigé par Andrian Candu, laisse à penser que les groupes d'intérêts gravitant autour de Plahotniuc ont trouvé un nouveau véhicule politique pour une possible *revanche des oligarques*, un phénomène que l'analyste Vladimir Socor qualifie de *Plahotnicisme sans Plahotniuc*[1377].

[1373] Hellman, Jones et Kaufman, *op.cit.*
[1374] *Idem.*
[1375] Center for Insight in Survey Research, « Public Opinion Survey, Residents of Moldova », pour *International Republican Institute*, 2017, [http://www.iri.org/sites/default/files/iri_moldova_poll_march_2017.pdf], consulté le 21 octobre 2020.
[1376] Dumitru Alaiba, *Could an Oligarch build the Democracy in Moldova?* The German Marshall Fund, 2018. [http://www.gmfus.org/blog/2018/05/28/could-oligarch-build-democracy-moldova], consulté 21 septembre 2020.
[1377] Valentina Ursu, entretien avec Vladimir Socor, « Candu si oligarhii din spatele său profită de învrăjbirea celoralte forțe politice» pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2020, [https://moldova.europalibera.org/a/30621342.html],consulté le 21 septembre 2020.

Par ailleurs, la focalisation sur une personne ne doit pas faire oublier qu'elle est le fruit d'un système. Vlad Plahotniuc s'est imposé pendant la décennie passée mais il n'est ni le seul, ni le premier des oligarques moldaves. Plahotniuc a dû cohabiter, s'allier ou lutter avec Renato Usatîi, Ilan Şor, Platon ou d'autres. Oleg Voronine avait occupé le rôle du bandit tout puissant avant lui, il avait dû cohabiter, s'allier ou lutter avec Plahotniuc ou ceux qui étaient issus des privatisations sauvages des années 90, Vlad Filat, la famille Stati, Nicolae Ciornii etc. En fuite, Vladimir Plahotniuc intervient encore dans le jeu politique moldave de façon voilée, Ilan Şor le fait très directement. Les grands oligarques ne quittent que difficilement la scène ; Vencesleav Platon est libéré en juin 2020 sur demande du procureur général, celui-ci considérant que sa condamnation a été obtenue par un procès truqué. L'argument est vraisemblablement valable mais cette libération est vivement critiquée par l'opposition ; L'ancienne ministre de la Justice du gouvernement Sandu, Oleasa Stamate considère que cette libération « coûtera cher » tandis que Ion Sturza voit en Platon l'homme d'affaire « le plus nocif de sa génération». De son côté, Platon déclare dans les médias être prêt à prendre sa revanche sur le *système plahotniuciste* (sic) [1378]. Vlad Filat est libéré presque en même temps, quelques semaines plus tard, en août 2020, il redevient président du Parti libéral démocrate de Moldavie[1379]. La persistance de personnages impliqués dans des malversations défrayant la chronique judiciaire depuis des années contribue à miner la confiance dans le système démocratique.

Cette influence néfaste a pris de nouvelles formes avec la génération apparue pendant la décennie « européenne » et incarnée par Ilan Şor et Renato Usatîi. Şor et Usatîi ne se cachent plus derrière des hommes politiques pour favoriser leurs intérêts, ils ne cherchent plus à feindre le respect de la loi ou des pratiques démocratiques devenues dérisoires, ils représentent une nouvelle forme d'oligarchie assumée cherchant à se protéger et à se légitimer par un contact direct avec la population.

[1378] Alla Ceapai, « De ce este controversata decizia de eliberare a lui Veaceslav Platon »pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2020, [https://moldova.europalibera.org/a/de-ce-este-controversat%C4%83-decizia-de-eliberare-a-lui-veaceslav-platon/30672205.html], consulté le 20 octobre 2020. L'ancienne ministre de la Justice du gouvernement Sandu, Oleasa Stamate considère que cette libération « coûtera cher » tandis que Ion Sturza voit en Platon l'homme d'affaire « le plus nocif de sa génération».

[1379] Iulian Ciocan, « Intoarcere lui Filat » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2020, [https://moldova.europalibera.org/a/%C3%AEntoarcerea-lui-filat/30787889.html],consulté le 21 octobre 2020.

15. Féodalismes post-modernes

15.1. L'homme du peuple

Renato Usatîi naît en 1976 dans une famille d'enseignants. Après ses études, il fait fortune en Russie à partir de 2005 en fondant une compagnie de construction ferroviaire *ВПТ-НН* à Nijni-Novgorod. Au début des années 2010, il revient en Moldavie où il devient actionnaire majoritaire de l' *Universalbank*. En 2013, il se fait philanthrope dans sa ville natale de Făleşti avec une fondation à son nom ; à l'occasion de la fête de la ville, il organise des concerts gratuits, offre une somme d'argent à chaque enseignant de la ville, contribue à la rénovation d'une église puis il devient principal sponsor de la fédération nationale de kick-boxing[1380].

En 2014, il entre en politique en reprenant le petit « Parti Populaire Républicain » qu'il renomme *Partidul Nostru* (Notre Parti). Le changement de nom est refusé par le ministère de la Justice et le parti n'est pas autorisé[1381]. En août de la même année, il tente de lancer un nouveau parti, le *Parti Renato Usatîi* (*PaRUS*), la justice refuse son enregistrement pour falsification de signatures[1382]. Quelques jours avant la clôture des listes pour les élections législatives, il parvient à faire enregistrer un troisième parti, *Patria*. Sa campagne est spectaculaire, faite de concerts d'artistes russes, de donations diverses, d'exhortations contre les corrompus et d'attaques contre la Roumanie contre laquelle il faut « dresser une muraille de Chine » ou les Etats-Unis dont il dit vouloir transformer l'ambassade en « club de karaoké »[1383]. Il est vite crédité de 10 à 15 % des intentions de votes. Quelques jours avant les élections, son parti est interdit pour financement illégal, il s'enfuit en Russie[1384]. Il porte plainte à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

[1380] Reportage sur les actions de bienfaisance d'Usatîi, *Ренато Усатый вручил 1 000 000 лей учителям Фалештского района* pour *RU1*, 2013, [https://ru1.md/ro/blog/entry/renato-usatii-vruchil-1-000-000-lei] ,consulté le 21 octobre 2020.

[1381] Rédaction « Renato Usatîi, fără Partidul Nostru » in *Unimedia*, 2014, [https://unimedia.info/stiri/decizie-renato-usatii--fara-partidul-nostru-77697.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1382] Liliana Barbarosie, « Partidul lui Renato Usatii nu va participa la alegeri » pour *Radio Europa Libera Moldova*, 2014, [https://moldova.europalibera.org/a/26585825.html] ,consulté le 21 octobre 2020.

[1383] Rédaction, « Avertismentele lui Usatîi » in *Adevarul*, 2014, [https://adevarul.ro/moldova/politica/avertismentele-usatii-proteste-violente-cluburi-karaoke-sediile-ambasadelor-Chişinău-1_5448a66b0d133766a82a5069/index.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1384] Rédaction « CEC a propus ca partidul lui Usatîi sa fie exclus din cursa electorala » in *Unimedia*, 2014, [https://unimedia.info/stiri/ultima-ora-cec-a-propus-ca-partidul-lui-usatii-sa-fie-exclus-din-cursa-electorala-84992.html], consulté le 21 octobre 2020.

En 2015, il revient en Moldavie à la tête de « Notre Parti », il remporte les élections municipales à Bălţi avec 74 des votes et devient un des leaders de la contestation pro-russe. A l'automne, il est brièvement arrêté pour avoir diffusé les vidéos ayant contribué à la cabale contre Vlad Filat. En 2016, il est accusé d'avoir proféré des menaces à l'encontre du président de la République puis d'avoir commandité l'assassinat du banquier russe Ivan Gorbunțov, l'ancien propriétaire d'*Universalbank*, Usatîi se réfugie alors à Moscou d'où il continue à diriger la mairie de Bălţi jusqu'à sa démission en 2018. La même année, la Cour européenne des droits de l'homme juge que les poursuites de la justice moldave sont motivées politiquement. En 2019, il rentre en Moldavie après le départ du gouvernement démocrate, il est réélu maire de Bălţi en novembre avec plus de 65% des voix[1385]. En juillet 2020, les autorités russes lancent un mandat d'arrêt contre lui pour « crimes économiques », Usatîi accuse Igor Dodon d'avoir obtenu ces poursuites. Candidat aux élections présidentielles de novembre 2020, ses bons résultats le transforme en un personnage central de l'échiquier politique moldave[1386].

Le nom de Renato Usatîi est associé à plusieurs affaires liées au monde criminel russe et moldave. Au début de sa carrière, il parvient à faire fructifier cette image sulfureuse en reprenant les codes culturels d'une mythologie populaire dans l'espace russo-soviétique, celle des « voleurs dans la loi » (*вор в законе/Vor v zakone* en russe), une « élite » criminelle dotée d'un supposé code d'honneur[1387]. Usatîi joue largement sur la nostalgie de l'URSS et sa culture populaire, il s'appuie sur l'électorat russophone mais il utilise également la corde moldovéniste en se présentant comme un homme issu du peuple[1388] et capable de résoudre les problèmes par ses « méthodes directes » ou par la redistribution généreuse de sa fortune[1389]. Adepte de la communication par les réseaux sociaux, il bouscule la classe politique par ses coups d'éclat contre les *corrompus* et par ses révélations spectaculaires via la diffusion d'enregistrements ou de vidéos compromettantes à l'origine inexpliquée. Sa nouvelle stature l'amène aujourd'hui à modérer son image de trublion sulfureux de la politique moldave.

[1385] Marcel Gascon Barbera, « Russia to Issue International Arrest Order for Moldovan Mayor » in *BalkanInsight,* 2020, [https://balkaninsight.com/2020/07/24/russia-to-issue-international-arrest-order-for-moldovan-mayor/],consulté le 21 octobre 2020.
[1386] *Idem.*
[1387] Elena Dumitru, Mihai Munteanu*, killer VIP,* regroupements des enquêtes menées pour *Rise Moldova*, 2016, [https://www.rise.md/articol/killer-vip-matrioska-plahotniuc-usatii/],consulté le 21 octobre 2020.
[1388] Il joue par exemple sur l'alternance codique roumain/russe fréquente dans les catégories populaires ou chez les personnes âgées.
[1389] *Idem.*

12.1. Orheiland

L'autre grande figure excentrique de la scène politique moldave est le jeune Ilan Şor, né en 1987 à Tel Aviv de parents moldaves ayant quitté l'URSS dans les années 70 avant de revenir en Moldavie après l'indépendance. Il est officiellement condamné pour avoir été un des principaux artisans et bénéficiaires de l' « affaire du milliard » et est connu pour être un des grands *raiders* du début des années 2010. Ces pratiques lui ont permis de prendre le contrôle de banques, de l'aéroport de Chișinău ou du réseau national des magasins hors-taxes situés aux postes frontières[1390]. Il est régulièrement soupçonné d'avoir financé divers partis et hommes politiques[1391] et dirige deux postes de télévision, *Euro TV* et *Alt TV*. Ce parcours ne l'a pas empêché d'être facilement élu maire de la ville d'Orhei à deux reprises en 2015 puis 2019, ni de diriger le quatrième parti politique du pays[1392], un parti qui n'a de programme que son propre nom et la promesse de faire bénéficier ses électeurs de ses richesses[1393]. Ilan Şor s'engage à ce que les habitants d'Orhei puissent vivre « comme à Monaco »[1394], flatte la fierté locale en transformant l'équipe de football de la ville en championne nationale[1395], refait stade, rues et trottoirs et approvisionnent des magasins sociaux à bon marché. Le maire d'Orhei offre régulièrement fêtes et concerts et a créé un parc d'attractions gratuits pour les habitants, *Orheiland*. La promotion de son image et de ses réalisations passe par les télévisions qu'il

[1390] Madalin Necsutu, « Mastermind of Moldovan Bank Heist Bids For Parliament » in *BalkanInsight*, 2018, [https://balkaninsight.com/2018/07/27/mastermind-of-moldovan-bank-heist-bids-for-parliament-07-25-2018/],consulté le 21 octobre 2020.

[1391] Enquête de jurnal.md du 8 octobre 2018, sur un financement d'Ilan Şor reçu par Iurie Leanca pour les études de son fils en Grande-Bretagne [https://www.jurnal.md/ro/news/d0aa99301eb7787d/studiile-facute-de-mezinul-lui-leanca-finantate-de-sor-ce-suma-a-transferat-o-firma-implicata-in-jaful-secolului.html] ,consulté le 21 octobre 2020.

[1392] Şor a pris le contrôle en 2016 du parti ethnique russe *Ravnopravie* actif au début des années 90 puis tombé dans l'oubli et l'a rebaptisé.

[1393] Entretien avec Marina Tauber, Secrétaire-générale du Parti Şor, « Şor Party Promotes Projects Promised in Election Campaign » pour *IPN Press Agency*, 2019, [https://www.ipn.md/en/Şor-party-promotes-projects-promised-in-election-campaign-marina-tauber-7965_1070432.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1394] Rédaction Unimedia, « Fiecare Orheian va trai ca in Monaco » in *Unimedia*, 2018, reportage sur la fête de la ville, [https://unimedia.info/ro/news/96aa01ca448c6804/ilan-Şor-de-ziua-orasului-orhei-fiecare-orheian-va-trai-ca-in-monaco.html],consulté le 21 octobre 2020.

[1395] Evgeni Balanyuk, *Who exactly are Milsami Orhei?* L'article publié sur le site de l'UEFA présente le club d'Orhei, invité surprise de la coupe d'Europe des clubs de football, 2015, [https://www.uefa.com/uefachampionsleague/news/0223-0e9143b9a20d-0ef91d7d50c3-1000--who-exactly-are-milsami-orhei/], consulté le 21 octobre 2020.

contrôle, par les réseaux sociaux, par ses interventions médiatiques mais aussi par l'utilisation de la popularité de son épouse, Jasmine, une célèbre chanteuse de pop russe[1396] [1397].

Ilan Şor est russophone et s'exprime assez mal en roumain, il s'est fait défenseur du modèle de société russe avec de forts accents de nostalgie soviétique, sa ville étant, selon ses dires, une « petite île communiste »[1398]. Il est membre d'une communauté presque évanouie dans un pays où l'antisémitisme historique est loin d'avoir entièrement disparu. Au dernier recensement, 93 % des habitants d'Orhei sont des Moldaves roumanophones et orthodoxes, plutôt favorables aux partis pro-européens lors des scrutions nationaux. Qu'importe, face à une population vieillie, appauvrie ou indifférente à la politique, Ilan Şor parvient à être élu parce qu'il partage une partie de sa fortune mal acquise avec ses électeurs[1399]. Poursuivi par la justice et en exil[1400], il continue à avoir une forte influence par l'intermédiaire de son parti dirigé à distance. Au printemps 2020, Ilan Şor déclare vouloir saisir la Cour constitutionnelle pour vérifier la légalité de la fermeture de son parc d'attractions fermé à cause de la pandémie de Covid 19[1401]. Il procède à sa réouverture illégale suite à des manifestations de ses partisans, l'épisode a donné lieu à un échange de répliques par voie de presse avec le Premier ministre. En décembre, le parti Şor est un élément constitutif de la nouvelle majorité parlementaire et cherche à en obtenir des bénéfices très directs comme la rétrocession du terrain du Stade républicain.

[1396] Sara Manakhimova connue sous le nom de Jasmine est très active dans la promotion de son mari. Leur mariage fût un des grands évènements mondains de Chişinău en 2011.

[1397] Reportage sur le concert organisé à l'occasion de l'ouverture du parc d'attractions *Orhei Land*, Telegraph.md, le 22 juin 2018 [https://telegraph.md/foto-zeci-de-mii-de-persoane-din-toata-tara-au-participat-la-mega-concertul-interpretei-jasmin-si-trupa-tharmis-de-la-orheiland/], consulté le 21 octobre 2020.

[1398] Déclaration d'Ilan Şor *«* Orhei este mica insula a comunismului *» in Agora.md*, 2019, [https://agora.md/stiri/57714/ilan-sor-orhei-este-mica-insula-a-comunismului],consulté le 21 octobre 2020.

[1399] Valeria Vitu, « Chiar daca a furat, Sor a facut frumos Orheiul si tara » pour *Radio France Internationale*, 2019, [https://www.rfi.ro/reportaj-rfi-113658-reportaj-rfi-chiar-daca-furat-sor-facut-frumos-orheiul-si-tara],consulté le 21 octobre 2020. *Même s'il a volé, Şor a fait de belles choses à Orhei et dans le pays,* reportage sur Ilan Şor à Orhei.

[1400] Marina Ciobanu, «Oficial, Ilan Şor se afla in Israel» in *Ziarul de Garda*, 2019, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-justitie/oficial-sor-se-afla-in-israel-seful-interpol-din-r-moldova-enunta-doua-posibilitati-privind-retinerea-acestuia/], consulté le 20 septembre 2020.

[1401] Voir Maxim Stratan, « Ilan Şor sa va adresa la Curtea constitutionala pentru a verifica legalitatea actiunilor comisiei nationale extraordinare de sanatate publica » in *Newsmaker*, 2020, [https://newsmaker.md/ro/partidul-sor-se-va-adresa-la-curtea-constitutionala-pentru-a-verifica-legalitatea-actiunilor-comisiei-nationale-extraordinare-de-sanatate-publica/], consulté le 21 octobre 2020.

« A furat dar a si facut », *il a volé mais il a fait aussi fait des choses*, dit-on dans les campagnes roumaines ou moldaves où le phénomène n'est pas si isolé. Ce presque dicton populaire est devenu un programme post-politique et illustre le but final recherché par cette nouvelle génération d'oligarque ; créer et maintenir leurs fiefs et utiliser leurs partisans comme protection contre la loi[1402].

13. A quoi a abouti la *décennie européenne* ?

Il est possible d'envisager que Plahotniuc et les autres oligarques perdent leur influence ou soient un jour arrêtés mais leurs parcours montrent une évolution inquiétante ; malgré son statut de pays associé à l'Union Européenne, malgré le principe de conditionnalité, la Moldavie s'est en partie transformée en une *kleptocratie*[1403]. La large ouverture au monde en partie permise par la proximité avec l'Union Européenne n'a pas transformé la nature du pouvoir, ni atténué le rôle des oligarques. Au contraire, ceux-ci ont tourné la caution occidentale à leur avantage[1404]. La Moldavie est devenue un pays où peuvent se développer les activités d'organisations criminelles internationales œuvrant notamment au blanchiment d'argent et à la légalisation de capitaux frauduleux ce qui implique des complicités et des relations étroites avec le système financier international dans tout ce qu'il a de plus critiquable[1405]. Dans le même temps, la libre circulation des personnes permet à des centaines de milliers de citoyens moldaves de travailler dans l'Union Européenne et de s'y installer ce qui aboutit à faire baisser la pression politique et sociale sur les gouvernants. La décennie européenne s'achève donc sur ce constat ; des groupes oligarchiques souvent proches du monde criminel ont exercé et exercent encore une influence profonde sur l'Etat, le gouvernement, le Parlement ou les collectivités locales.

[1402] Au premier tour des élections présidentielles, Renato Usatîi remporte plus de 50 % des suffrages à Balti et l'emporte dans trois des raions voisins, Violeta Ivanov, candidate du parti Şor frôle elle aussi la majorité absolue à Orhei.

[1403] Munteanu, *op.cit*., p.108.

[1404] Ben Judah et Nate Sibley, *The Enablers : How Western Professionals Import Corruption and Strenghtens Authoritarianism*, Washington, Hudson Institute, 2018, p.5-9, [https://www.hudson.org/research/14520-the-enablers-how-western-professionals-import-corruption-and-strengthen-authoritarianism],consulté le 21 octobre 2020.

[1405] *Idem.*

IV. LE TOURNANT RÉALISTE DE L'EUROPÉANISATION

Près de 30 ans après son indépendance, la Moldavie est parvenue à une situation paradoxale à bien des égards. Elle a réussi à construire un Etat malgré les déchirements de son histoire, les différentes composantes linguistiques et culturelles de sa population cohabitent sans réels problèmes mais les élites moldaves n'ont pas pu, su ou voulu bâtir une nation civique unitaire. L'influence russe est encore forte mais elle est dans l'orbite de l'Union Européenne. La Moldavie est formellement une démocratie mais c'est une démocratie dévitalisée ponctuellement animée par des débats éruptifs et émotionnels. Plus la période soviétique s'éloigne, plus la classe politique semble inconséquente et irresponsable. De nombreux reproches peuvent être adressés aux dirigeants politiques directement issus de la nomenklatura soviétique mais Mircea Snegur, Petru Lucinschi ou Vladimir Voronine ont, chacun à sa manière, tenté d'élaborer un projet pour leur pays et de construire une nation. La génération de politicien parvenue au pouvoir après eux a systématiquement déçu les espoirs placés en elle. Certains dirigeants se sont avérés faibles et versatiles quand d'autres ont littéralement détourné et manipulé les structures de la démocratie dans leur propre intérêt. Dans la deuxième partie de la décennie 2010, de nouveaux leaders vont jusqu'à rendre par leurs agissements et leur comportement public l'idée même de démocratie ou celle de responsabilité vis-à-vis des citoyens purement et simplement dérisoires. Elue à la présidence, Maia Sandu endosse la lourde image sauveuse, elle est saluée comme un nouvel espoir, comme d'autres avant elle. Le plus dur reste devant elle et malgré l'enthousiasme affiché par les partenaires occidentaux, elle devra faire avec, notamment avec les institutions européennes avec une certaine « Moldova Fatigue »[1406].

Cette démocratie chaotique et dégradée interroge car elle contredit le paradigme dominant au moment de la disparition de l'Union Soviétique, celui de la transition démocratique. Le déraillement de cette transition dont l'européanisation devait être le point d'arrivée interroge également la politique européenne de voisinage qui doit aujourd'hui se transformer pour faire face à l'influence croissante de contre-modèles de société.

[1406] Jana Kobzova, *Easing the UE's Eastern Partnership Fatigue,* European Council on Foreign Relations, 2017, [https://ecfr.eu/article/commentary_easing_the_eus_eastern_partnership_fatigue/], consulté le 20 septembre 2020.

IV.1. De la «troisième vague» aux régimes hybrides

Le phénomène de capture de l'Etat en Moldavie met en lumière l'existence d'un puissant « pouvoir informel » qui provoque une dérive totale de la « bonne gouvernance » dans un pays supposé avoir adopté les valeurs et les normes de la démocratie libérale européenne[1407]. La Moldavie n'est pas un cas isolé, dans de nombreux pays de la région, la promesse de 1989 marque le pas ou recule. C'est un processus longtemps vu comme inéluctable qui semble aujourd'hui remis en question. Ce chapitre interroge la démocratisation par le prisme de l'évolution de la discipline qui en avait fait son sujet d'étude et de réflexion; la transitologie.

1. La transition, un prisme dominant

La *troisième vague de démocratisation* est le phénomène politique le plus notable de la fin du XXe siècle et voit, du début des années 70 au début des années 90, s'étendre la démocratie à des régions longtemps dominées par des gouvernements autoritaires[1408]. Cette troisième vague s'accompagne d'une idée commune ; celle d'un universalisme occidental certain que les principales caractéristiques institutionnelles des pays développés pouvaient être reproduites partout dans le monde. Cette conviction est renforcée par une vision optimiste de la mondialisation pour laquelle le libre-échange et l'interdépendance économique, les migrations, l'internationalisation de l'éducation et des idées permettraient d'atteindre une unification des pratiques politiques, économiques et sociales[1409].

Avec cette troisième vague de démocratisation, une discipline apparaît initialement pour étudier les changements en cours, l'étude des *transitions*. La transitologie s'intéresse initialement aux transformations ayant lieu en Amérique du Sud puis dans des pays d'Europe méridionale après la fin des régimes de Salazar et de Franco et de celui des colonels en Grèce[1410]. Portés par un climat intellectuel modifié, des chercheurs comme Guillermo

---

[1407] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, «The European Union's Challenges in Exporting Democracy: Conditionality and its Limits in the case of the Republic of Moldova » in Musteaţa Sergiu et Schaffer Sebastian (dir.), *25 years of development in the Post-Soviet Space*, Vienne, Der Donauraum 1-2/2016, 2018, p.123-139.

[1408] La notion de troisième vague et formulée et théorisée par Samuel Huntington dans son ouvrage *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, Oklahoma, University of Oklahoma Press, 1991, p. 14-16.

[1409] Gerard Alexander, « Les défis de la consolidation dans les nouvelles démocraties » in *Revue internationale de politique comparée*, n°1, volume 18, , 2011, p. 53-67.

[1410] Caroline Dufy et Céline Thiriot, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques » in *Revue internationale de politique comparée,* n° 3, volume 20, 2013, p. 19-40.

O'Donnel, Philippe Schmitter ou Thomas Carothers s'éloignaient des analyses antérieures sur la démocratisation qui considéraient que la démocratisation était tributaire de déterminants culturels ou économiques et exigeait des prérequis comme l'existence d'une classe moyenne et d'une culture démocratique[1411]. La transitologie se penche sur les dynamiques en cours dans les changements de régime étudiés et sur le rôle des différents acteurs dans ces processus, elle détermine ainsi deux puis trois phases principales dans le processus, la démocratisation, la consolidation et l'institutionnalisation. Initialement, ces travaux novateurs sont marqués par la prudence de leurs auteurs qui considèrent l'issue des évolutions en cours comme incertaine[1412] mais, dès le début des années 80, le courant des *democratization studies et* sa célèbre revue *le Journal of Democracy s*e font plus assertifs[1413].

En 1989, l'enthousiasme provoqué par la chute du mur de Berlin renforce l'idée que la démocratie occidentale est le seul horizon possible et la disparition du contre-modèle que constituait les régimes socialistes créé une sensation d' « accélération de l'histoire »[1414]. Cet élan d'optimisme permettait de penser que l'*Europe de l'Est* pouvait, avec l'aide des démocraties occidentales, réaliser en même temps deux transformations majeures, la démocratisation et le passage à l'économie de marché que la pensée dominante de l'époque considérait comme intimement liés[1415],[1416]. La transitologie devient le prisme d'analyse presque unique des transformations de l'Europe centrale et orientale mais elle est instrumentalisée pour guider et justifier des politiques et perd en complexité et en nuance. On passe de l'étude de la transition *à partir* d'un régime autoritaire à la transition *vers la* démocratie ; dans cette transitologie pratique, il s'agit de repérer et d'utiliser les processus devant mener à une finalité, perçue comme la seule possible, la démocratie libérale[1417]. Les réformes économiques et sociales dites « structurelles » préconisées par les organisations financières internationales ont pour objectif la démocratisation politique et sociale par le

---

[1411] *Idem.*

[1412] *Ibidem.*

[1413] Florent Guénard, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? » in *La Vie des idées*, 2007 [https://laviedesidees.fr/La-promotion-de-la-democratie-une-impasse-theorique.html], consulté le 18 octobre 2020.

[1414] Christian Delacroix, «Accélération de l'histoire : un statut historiographique introuvable ?» in *Écrire l'histoire*, n°16, 2016, p.67-75.

[1415] Irmina Matonyte, « Grilles d'analyse de l'élite économique post-soviétique » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 29,1998, p.97-119.

[1416] Nadège Ragaru, « Démocratisation et démocraties est-européennes : Le miroir brisé » in *Revue internationale et stratégique*, n° 41, 2001, p.143-155.

[1417] Dufy et Thiriot, *op.cit.*

développement de l'économie. Avec du recul, l'évolution de nombreux pays démontre que les outils de la transitologie n'ont pas permis d'anticiper la complexité de la réalité qu'ils étaient supposés étudier[1418]. Convoquée par les décideurs pour élaborer des politiques, la transitologie est devenue tout à la fois méthode, boîte à outils, cadre d'action, justification des difficultés rencontrées et véhicule d'une idéologie. On peut attribuer à cette transitologie opératoire des réussites plus ou moins durables mais aussi un bon nombre d'échecs, particulièrement pour l'ex-URSS[1419]. Les résultats parfois catastrophiques de certaines politiques sont signalés dès la fin des années 1990, on dénonce ainsi le coût social élevé et la brutalité des politiques mises en place y compris au cœur même des institutions les ayant promues.

2. La théorie des régimes hybrides ou comment mesurer la démocratie

Cet échec est d'abord celui de l'application de la transitologie mais il oblige aussi le courant théorique à se renouveler en profondeur tant s'impose la nécessité de dépasser la dichotomie démocratie/autoritarisme pour tenir compte d'une zone intermédiaire située entre ces deux pôles[1420]. Ce renouvellement théorique intègre, ou plus exactement réintègre, à la réflexion sur les transitions des facteurs tels les déterminants historiques et culturels et la dynamique des institutions. On se penche sur les résultats des processus de transition et sur la nature des régimes qui en sont issus, en insistant sur la nécessité de distinguer les véritables démocraties des régimes qui n'en ont adopté que les formes [1421]. Cette transitologie renouvelée étudie donc la façon dont les régimes post-totalitaires intègrent et transforment les règles de la démocratie ou répertorient les facteurs de blocage ayant nécessité un effort ou un coût important et qui ont fait perdre de vue l'objectif final[1422].

L'étude de cet entre-deux a donné lieu à une littérature très abondante autour de la notion de « régime hybride ». L'étude de cette zone grise offre la possibilité d'établir une typologie complexe qui tient compte d'une grande quantité de critères ; on répertorie et on intègre ainsi tous les écarts de ces régimes hybrides par rapport aux règles qu'ils ont formellement adoptées

[1418] *Idem.*
[1419] *Ibidem.*
[1420] Thomas Carothers, « The end of the transition paradigm » in *Journal of Democracy*, n°1, volume 13, 2002, p. 9.
[1421] Guillermo O'Donnell, « Delegative democracy » in *Journal of Democracy*, n°1, volume 5, 1994, p.56.
[1422] Stan.J.Liebowitz et Stephen.E.Margolis, « Path dependence, lock-in and history » in *Journal of Law, Economics, and Organization*, n°1, volume 11, 1995, p.205-226.

et tous les moyens utilisés pour les contourner. Ces descriptions signalent autant la combinaison entre élections libres et pratique autoritaire du pouvoir que l'incapacité du pouvoir à imposer un régime autoritaire[1423]. La démarche correspond davantage à la réalité mais elle aboutit à une typologie pléthorique de cas, une longue liste de démocraties ou d'autoritarismes à adjectifs [1424] à partir de laquelle le discours médiatique forge des mots valises comme « dictocratie » ou « démocrature »[1425].

Cette complexité nouvelle amène les transitologues de la deuxième génération à classer les différents régimes selon le niveau de « qualité de la démocratie »[1426]. Les critères d'évaluation de cette qualité de la démocratie sont nombreux; degré de contrôle du pouvoir, capacité à répondre aux demandes et aux besoins des citoyens, conditions d'accès des partis aux ressources financières et médiatiques, transparence de la gouvernance etc. C'est une démarche de monitorisation de la démocratie qui se met en place et une nouvelle fois, les régimes hybrides sont comparés à un idéal type, le modèle occidental de démocratie de marché[1427]. L'étude des régimes hybrides revient finalement à mesurer l'écart les séparant de ce modèle, une sorte de description en creux encore profondément influencée par l'idéologie de la fin de l'Histoire[1428].

Dans de nombreux travaux, le cas de la Moldavie a été donné comme un exemple typique de régime hybride. D'un point de vue formel, le pays est une démocratie, le pluralisme existe, des élections libres y sont régulièrement organisées, l'alternance politique est possible mais le régime est encore loin d'être une démocratie consolidée[1429]. La qualité de la démocratie y est régulièrement évaluée, notée au fil des ans par plusieurs organisations. Depuis quelques années cependant, l'idée d'une progression incrémentielle de la démocratie est démentie par le fait que des démocraties que l'on croyait consolidées se transforment en régimes hybrides au point que nombre d'auteurs parlent aujourd'hui d'un recul démocratique. Le phénomène

[1423] Steven Levitsky et Lucan Way, « The Rise of Competitive Authoritarianism » in *Journal of Democracy*, n°2, volume 13, 2002, p.51-65.
[1424] *Démocraties partielles* chez David Epstein, *démocraties imparfaites* chez Wolfgang Merkel ou *illibérales* chez Fareed Zakaria, qui forge cette notion dès 1997, ou *autoritarismes compétitifs* pour Steven Levitsky et Lucan Way, *autoritarisme électoral* pour Andreas Schedler ou *semi-autoritarisme* pour Martha Olcott et Marina Ottaway.
[1425] Nicolas Baverez, « Les démocratures contre la démocratie » in *Pouvoirs*, n°2, volume 169, 2019, p. 5-17.
[1426] Bingham Powell, « The Quality of Democracy: The Chain of Responsiveness » in *Journal of Democracy*, n° 4, p.91-105, 2004.
[1427] Leonardo Morlino, « What is a 'good' democracy? » in *Democratization* n° 11, volume 5, 2004.
[1428] Dufy et Thiriot, *op.cit.*
[1429] Levitsky et Way, *op.cit.*

particulièrement notable en Europe centrale et orientale puisqu'il concerne des pays membres de l'Union Européenne comme la Hongrie ou la Pologne ce qui pose la question de la capacité de l'Union à défendre les valeurs qui la définissent[1430]. La dimension téléologique de la théorie des régimes hybride n'explique pas pourquoi ni comment ce type de régime perdure et se consolide et encore moins pourquoi une démocratie consolidée peut « rétrograder » vers un régime hybride .

3. Le pouvoir informel

Dans l'approche courante, les régimes hybrides d'Europe centrale et orientale sont dénoncés comme *corrompus*, une corruption souvent identifiée à un modèle de société concurrent, la lutte contre la corruption devient donc la clé du passage vers une démocratie approfondie et l'affirmation d'un modèle de société sur un autre.

La situation ukrainienne est une des plus suivie et commentée et nous fournit un exemple de l'utilisation de la notion de corruption pour expliquer des situations complexes tout en nous en montrant ses limites. L'Ukraine indépendante de Leonid Koutchma était décrite comme un pays corrompu et dont la transition était empêchée par l'archaïsme d'un régime issu de l'URSS, Koutchma est chassé en 2004 par une des premières « révolutions de couleur », la « Révolution orange », dont la lutte contre la corruption était un des principaux ressorts[1431]. Son successeur, le pro-occidental Viktor Iouchtchenko échoue à lutter contre le phénomène et l'autre figure européenne Ioulia Tymochenko est accusée de corruption à son tour. Le « camp européen » perd les élections de 2010 face au « pro-russe » Viktor Ianoukovytch[1432]. En 2014, accusé de corruption massive et de collusion avec la Russie, Ianoukovytch est renversé suite aux événements dits de l'*Euromaidan*[1433]. Petro Porochenko, ancien soutien de Koutchma, ancien ministre de Iouchtchenko et de Ianoukovytch lui succède, il se déclare pro-européen réformateur et désireux de combattre la corruption[1434]. En 2019, il est battu aux élections présidentielles par un nouveau venu en politique, l'acteur Volodymir Zelensky connu pour son

[1430] Licia Cianetti, James Dawson et Seán Hanley, « Rethinking democratic backsliding in Central and Eastern Europe – looking beyond Hungary and Poland » in *East European Politics*, n°34, volume 3, 2018, p.243-256.
[1431] Alexandra Goujon, « La Révolution orange en Ukraine: enquête sur une mobilisation postsoviétique » in *Critique internationale*, nº 2, volume 27, 2005, p.109-126.
[1432] Nicolas Maziau, « La Révolution orange est terminée: la victoire des bleus en Ukraine» in *Revue française de droit constitutionnel*, n°3, volume 83, 2010, p.611-638.
[1433] Annie Daubenton, « Ukraine: les euro-déterminés ou comment l'idée européenne devient une idée nationale », in Jacques Rupnik (dir.), *Géopolitique de la démocratisation,* Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 105-134.
[1434] Armand Goşu, *Euro-falia*, Bucarest, Curtea Veche, 2016, p.83-88.

rôle de président honnête dans une série télévisée ; Zelensky est élu sur la promesse de lutter contre la corruption de la classe politique. Pro-russes ou pro-européens, élus, défaits ou chassés, les dirigeants de Kiev se succèdent mais l'Ukraine reste confrontée au même phénomène de corruption, alternances pacifiques ou changements violents semblent ne rien changer à cet état de fait.

Des travaux plus récents proposent de dépasser la théorie des régimes hybrides pour interroger leur durabilité. L'objectif n'est alors plus de décrire ce qui sépare ces régimes de la démocratie consolidée mais d'expliquer par quels mécanismes ils résistent, indifférents à l'alternance démocratique, aux changements de gouvernements ou d'orientation géopolitique, il s'agit donc de savoir pourquoi ils restent « éternellement partiellement libres »[1435].

3.1. Les origines du pouvoir informel

La réponse à cette question passe en partie par un retour aux déterminants moins étudiés par la transitologie des années 90, un d'eux est la façon dont se sont formées les élites des pays d'Europe centrale et orientale après 1989, notamment dans l'ex-URSS:

Les différentes sociétés doivent s'adapter à l'économie de marché mais contrairement à la vision idéaliste d'un « nouveau départ », c'est souvent l'ancienne nomenklatura qui bénéficie de ce passage d'un système économique à un autre. Liés aux structures du pouvoir, informés des changements en cours, les cadres de l'ancien régime, déjà largement concernés par les phénomènes de corruption et de clientélisme, utilisent leur situation sociale pour se maintenir en place[1436]. La privatisation et l'ouverture accélérées des économies permettent bien l'avènement d'un capitalisme autochtone mais il n'est essentiellement qu'une transformation d'un capital social antérieur[1437]. Le mécanisme historique du libéralisme occidental s'en trouve inversé ; ce ne sont pas les entrepreneurs capitalistes qui partent à la conquête d'un statut social jadis obtenu par la naissance ; le capitalisme postsocialiste correspond à la conquête des structures économiques nouvelles par ceux qui sont déjà au-dessus de la pyramide sociale[1438].

[1435] Eleanor Knott, « Perpetually "partly free": lessons from post-soviet hybrid regimes on backsliding in Central and Eastern Europe » in *East European Politics*, n° 34, volume 3, 2018, p.355-376.

[1436] Ragaru, *op.cit.*

[1437] Pour le cas de la Moldavie, voir les travaux de Dorina Roşca, cités plus haut ; Dorina Roşca, *Economia mixta de tranzitie in Republica Moldova.*

[1438] Peter Rutland, Gil Eyal, Ivan Szelenyi, Eleanor Townsley, « Making Capitalism Without Capitalists: The New Ruling Elites in Eastern Europe » in *Contemporary Sociology,* n°365, volume 30, 2001.

La « transition » se traduit par une appropriation de la richesse existante du haut vers le bas par les *insiders*[1439].

C'est toute la promesse du changement de société qui est ainsi captée, une captation masquée par la promesse d'un avenir meilleur promis par la démocratisation et l'occidentalisation de ces sociétés[1440]. Une dynamique parallèle permet l'apparition d'un second groupe de gagnants de la transition[1441] : Quelques réels entrepreneurs parviennent à saisir l'esprit du temps et à faire fructifier les changements mais le grand désordre social et juridique et l'absence d'autorité efficace favorise aussi la prolifération d'activités illégales et de groupes criminels[1442]. Les relations entre l'ancienne nomenklatura et ces *outsiders* sont complexes. Réels entrepreneurs ou bandits ont pu être combattus voire éliminés par le pouvoir mais, et c'est particulièrement vrai dans des états relativement faibles, les plus *apprivoisables* ont souvent été incorporés en plusieurs étapes au premier cercle, en devenant des auxiliaires parfois utiles puis en s'assimilant à lui[1443]. Quelque soit la trajectoire de leurs membres, des groupes d'intérêts se forment et utilisent leurs ressources pour installer un *capitalisme de copinage*[1444]. Contrairement à ce qu'induit la réflexion sur la qualité de la démocratie, la *corruption* n'est pas dans ces régimes hybrides un phénomène qui « affecte » un système, elle est un mode de fonctionnement[1445].

3.2. Un pouvoir en réseaux

Au-delà des groupes oligarchiques, les systèmes de patronage sous-tendent les relations sociales et forment des réseaux de loyauté à travers des liens amicaux et familiaux. Les mariages et les baptêmes consolident ces réseaux en créant des fidélités et des solidarités connues sous le nom de *cumătrism* en Moldavie ou de *kumovstvo* en Russie[1446]. Ces pratiques

---

[1439] Jean-Robert Raviot, « Russian Post-Soviet Oligarchy » in Jean Robert Raviot et Bernd Zielensky (dir), *Les élites en question, Trajectoires, réseaux et enjeux de gouvernance ; France,UE,Russie*, Berne, Peter Lang, 2015

[1440] *Idem.*

[1441] Jean-Robert Raviot fait cette distinction entre *insiders* issus de la nomenklatura et *outsiders.*

[1442] Gilles Favarel-Garrigues, « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie » in Jean-Louis Briquet (dir), *Milieux criminels et pouvoirs politiques. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 187-218.

[1443] Nadège Ragaru, « Une trajectoire entrepreneuriale dans la formation du capitalisme bulgare » in Jean-Louis Briquet, *op.cit.,*p.149-185.

[1444] Evgeni Peev, « Ownership and Control Structures in Transition to "Crony" Capitalism » in *Eastern European Economics*, n°5, volume 40, 2002, p.73-91.

[1445] Knott, *op.cit.*

[1446] Elena Ledeneva, «Open Secrets and Knowing Smiles» in *East European Politics and Society*, n°4, volume 25, 2001, p.720-736.

sociales ne sont ni exceptionnelles, ni condamnables en elles-mêmes mais elles viennent souvent renforcer des liens existants dans les sphères économiques et politiques[1447]. C'est donc un ensemble complexe de facteurs qui génèrent des réseaux de pouvoirs informels. Or, la réflexion sur les régimes post-soviétiques se concentre essentiellement sur le pouvoir formel, sur les dynamiques électorales ou sur les rivalités internationales. Pourtant, dans de nombreux pays, l'exercice du pouvoir est partagé entre un pouvoir formel et un pouvoir informel polymorphe qui exerce son influence sur le premier. La capacité des régimes hybrides à perdurer est donc explicable par des facteurs externes au pouvoir formel traditionnel. Si ces régimes hybrides sont résilients c'est parce qu'une partie du pouvoir échappe aux fluctuations électorales et aux choix des citoyens. La véritable concurrence se situe souvent d'abord au sein du pouvoir informel entre ceux qui cherchent à obtenir le contrôle du pouvoir formel. Le contrôle de l'appareil d'Etat permet en effet de répartir les ressources et l'information pour les différentes clientèles, de contrôler des institutions comme le pouvoir judiciaire, les renseignements ou la police dont les fonctions peuvent être détournées pour consolider le pouvoir des groupes informels.

En ce sens, la Moldavie est un cas typique de régime hybride post-soviétique, son cas illustre cette confusion des pouvoirs et l'élasticité d'un tel système. La Moldavie a connu des périodes de progrès et de recul démocratique sans jamais atteindre le stade d'une démocratie consolidée. Plus le pouvoir informel se rapproche du pouvoir formel plus le recul démocratique est évident ; c'est la situation observable dans la deuxième phase de la décennie européenne avec Vladimir Plahotniuc. On voit également que cette résistance du régime hybride est facilitée par le faible degré d'institutionnalisation du système et par sa forte personnalisation, on parle ainsi de « règnes » de Voronine ou de Plahotniuc, des règnes qui mettent en jeu autant des réseaux personnels ; enfants, filleul(le)s, ami(e)s, associé(e)s, *cumatrii*. Un éloignement du pouvoir de ces réseaux ne signifie pas pour autant une disparition du pouvoir informel, les régimes et même les élites peuvent changer mais le système demeure.

[1447] Knott, *op.cit.*

4. Détourner la démocratie

La force pernicieuse d'un tel régime est sa capacité à adopter les structures et les institutions du système démocratique et à les neutraliser ou à en détourner la finalité. Ainsi, en Moldavie, la compétition électorale existe, les pouvoirs sont séparés, les médias sont en principe libres et la société civile peut s'organiser mais ce respect des formes de la démocratie n'aboutit pas à un réel fonctionnement démocratique.

4.1. La falsification du pluralisme

La Moldavie peut ainsi fournir un bon exemple de pluralisme politique détourné. Après l'indépendance, les principaux partis sont issus du Soviet suprême de la république socialiste soviétique moldave ; à l'exception du Front Populaire, il ne s'agit pas de partis de masses mais de partis de cadres :

Au-delà des différences réelles de perception de l'identité, chacun des trois grands groupes parlementaires va chercher à construire un parti pour défendre les intérêts immédiats de ses membres. Ainsi, le Parti agrarien lancé par les communistes réformateurs est porteur d'une perception identitaire mais il permet surtout de défendre les intérêts de l'ancienne nomenklatura contre le projet unioniste porté par le seul mouvement réellement civique, le FPM. L'union avec la Roumanie aurait signifié la disparition d'un pays naissant mais aussi la perte de contrôle sur ses ressources. Dans un discours adressé au Parlement roumain en novembre 1991, Mircea Druc ne s'y trompe pas en dénonçant comme ennemis de l'unionisme, la Russie et ceux qui veulent « rester maîtres sur trois départements et une bergerie »[1448].

De leur côté, les communistes conservateurs captent les minorités nationales russophones. A ces trois grands groupes initiaux s'ajouteront rapidement une multitude de partis se déclarant de doctrines politiques empruntées à l'Europe occidentale[1449]. A partir de la fin des années 2000, à mesure que progresse son influence, l'Union Européenne va redéfinir les positionnements très fluctuants des partis tout en permettant l'importation d'autres idéologies ;

[1448] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, «Le discours politique et la quête identitaire en République de Moldavie» in Sergiu Mişcoiu et Nicolae Păun (dir), *Intégration et désintégration en Europe Centrale et Orientale*, Cahiers FARE n° 9, l'Harmattan, 2016, p. 209-240.

[1449] Entretien avec Igor Boţan dans le film documentaire de Petru Negură, Victor Ciobanu et alii, R*epublica Moldova, la 25 de ani*, Centrul pentru Jurnalism Independent, Chişinău, 2016.

« atlantisme », « progressisme », « ultra-conservatisme », « souverainisme » sont adaptés au contexte local et leur diffusion est favorisée par l'accès simplifié aux idées globalisées.

Plus qu'un moyen d'expression citoyenne, les partis politiques sont les véhicules d'ambitions personnelles et sont mis au service de groupes d'intérêt. Le Parti démocrate ou le Parti socialiste sont ainsi réanimés pour servir la cause d'un leader à un moment particulier de l'histoire politique du pays. En rebaptisant un parti à son nom, Ilan Şor n'en fait plus secret ; les partis politiques moldaves se créent puis se ferment, se fracturent, changent de doctrine, s'achètent et se vendent. L'allégeance d'un parlementaire à un parti est de même très souvent négociable.

La capture de l'Etat permet également d'influencer sur le processus électoral. En Moldavie, les résultats des élections sont presque systématiquement contestés mais ils sont monitorisés par des observateurs internationaux qui font rarement état de fraudes notables. En revanche, les décisions administratives ou de justice peuvent avoir une réelle influence; modifications des lois électorales au bénéfice du pouvoir en place, inscription de partis fantômes ou invalidation de partis gênants, invalidation de résultats d'élection sont autant de méthodes « légales » utilisées à plusieurs reprises pour influencer le résultat des scrutins.

4.2. La bataille de l'opinion et de l'attention

La capture des médias est un autre facteur essentiel pour expliquer la persistance et l'adaptabilité des systèmes hybrides. Dans une démocratie consolidée, le rôle des médias est d'informer les citoyens de façon équilibrée afin qu'ils puissent faire des choix politiques de façon lucide, pour ce faire, les médias ont la fonction essentielle de contrôler la qualité des actes de gouvernement et leur correspondance avec le souhait des électeurs[1450]. La Moldavie fournit l'exemple d'une situation typique pour les régimes hybrides de la région. Le pouvoir formel ne contrôle pas directement l'information mais le pouvoir informel exerce une forte influence sur elle et sur la façon dont elle parvient au public. Les médias sont en général très politisés, dans le sens où ils appartiennent à un groupe d'intérêt économique et politique et sont utilisés pour présenter l'information sous un jour favorable pour ce groupe dans l'objectif de peser sur le processus électoral et sur l'opinion des citoyens. Lors des campagnes électorales, ces médias sous influence n'hésitent pas à créer et à relayer des fausses nouvelles, à déclencher

[1450] Sergii Leshchenko, « The Media's Role » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 25, 2014, p.52-57.

des attaques contre les personnes parfois alimentées par des fuites du système judicaire[1451]. Ces atteintes évidentes à la déontologie ne provoquent que rarement des réactions des organismes de réglementation ou dans les moments aigus de « capture de l'Etat » ces organismes sanctionnent de façon partiale. Un citoyen éclairé et cherchant à bien s'informer va d'abord chercher à savoir « à qui » appartient la source d'information qu'il consulte pur filtrer et interpréter l'information qu'il va recevoir. La conséquence est une méfiance généralisée de la population à l'égard des médias traditionnels[1452].

A partir des années 2000, on assiste au développement massif de médias en ligne, souvent plus critiques à l'égard des pouvoirs formels et informels et plus difficilement contrôlables[1453]. A ses débuts, le développement rapide d'Internet a été perçu comme la promesse d'une libération de l'information et comme un instrument de propagation de la démocratie et de ses valeurs partout dans le monde[1454]. S'il offre effectivement un espace de liberté plus grand et à moindre frais, le développement des médias en ligne accentue la polarisation entre ceux qui ont un accès facile à Internet et les autres pour lesquels la télévision reste la principale source d'information, il maintient ainsi le fossé entre milieu urbain et milieu rural et entre les classes d'âges, dichotomies assez caractéristiques des régimes hybrides d'Europe orientale[1455]. En outre, l'information en ligne n'est pas restée longtemps l'apanage des sources d'informations indépendantes[1456] ; les grands groupes médias ont investi ce terrain en lançant leurs propres sites et en développant une tactique systématique et vigilante pour orienter l'opinion publique, les réseaux sociaux notamment sont investis par les partis politiques et sont devenus de véritables champs de bataille. Il en résulte une forme de simplification et de brutalisation du débat politique observable en Moldavie comme ailleurs ; un parcours de l'espace commentaire des vidéos postées par les médias proches de Vladimir Plahotniuc ou des articles critiques à son égard, un survol des pages personnelles des différentes

[1451] Reporter sans frontières, *Les médias transformés en armes*, rapport annuel 2020, [https://rsf.org/fr/moldavie], consulté le 18 octobre 2020.
[1452] Centrul pentru Jurnalism Independent, *Consumul de media și percepția consumatorilor privind manipularea prin intermediul mass-mediei*, 2018, [http://media-azi.md/ro/publicatii/%E2%80%9Econsumul-de-media-%C8%99i-percep%C8%9Bia-consumatorilor-privind-manipularea-prin-intermediul-mass], consulté le 20 octobre 2020.
[1453] Victor Gotişan, « O scurta istoria a presei din Republica Moldova (1991-2016) » in Petru Negura, Vitalie Sprinceana et Vasile Ernu (dir.), *Republica Moldova la 25 de ani, o incercare de bilant*, Chişinău, Cartier, 2016, p.179-208.
[1454] Romain Badouard, *Le désenchantement de l'Internet, désinformation, rumeurs et propagande*, Limoges, FYP éditions, 2017.
[1455] Gotişan, *op.cit.*
[1456] *Idem.*

personnalités politiques sont autant de révélateurs d'une nouvelle forme de débat instantané et permanent où l'invective a remplacé toute forme de discussion construite et où la réalité des faits n'a plus guère d'importance[1457].

En ligne comme hors ligne, la stratégie est la même, à défaut de pouvoir limiter la liberté d'expression, il faut saturer l'espace médiatique[1458]. La qualité et la fiabilité de l'information n'est pas toujours le critère principal ; à la question « Pourquoi, à votre avis, le journal de *PRIME TV* est-il le plus suivi quand il est de notoriété publique que cette chaîne dépend de Vladimir Plahotniuc ? », la journaliste et présentatrice de télévision Maria Levcenco répond lors d'un entretien en juin 2018 :

Tout le monde le sait, oui, mais pour la plupart des gens, cela n'a pas beaucoup d'importance, de toute façon, ils disent qu'ils ne croient pas les médias. Le public regarde Prime parce qu'ils ont des émissions nouvelles et qui plaisent, parce que leurs moyens sont supérieurs à ceux de leurs concurrents. Même pour leur journal, leurs présentateurs sont jeunes, beaux et s'expriment bien, leur studio est élégant et moderne, leur matériel et leurs techniciens sont du meilleur niveau, leurs reportages d'une grande qualité technique. Regardez la télévision publique, ils sont plus libres aujourd'hui mais leurs studios n'ont pas changé depuis 90, ils repassent les mêmes films depuis l'époque soviétique, qui les regarde encore quand il y a le choix ? L'attention du public, cela a un coût[1459].

4.4. Le rôle des sociétés civiles

La société civile est une notion dont la définition et les limites restent sujettes à discussion. Cette notion ancienne et longtemps délaissée effectue son retour dans le débat scientifique et politique au moment de la « troisième vague » de démocratisation, elle est notamment utilisée pour caractériser les mouvements sociaux d'Europe centrale alors en lutte

[1457] Christian Salmon, *L'ère du clash*, Paris, Fayard, 2019.

[1458] Liana Ganea, Oana Ganea et Ludmila Gamurari, *Pluralismul extern al mass-media in Republica Moldova*, Chişinău, Open Society Foundation Moldova, p.27-30, [https://www.soros.md/files/publications/documents/Pluralismul%20extern%20al%20mass-mediei%20din%20RM.pdf], consulté le 18 octobre 2020.

[1459] Maria Levcenco est correspondante à la rédaction en langue russe de Radio France Internationale, animatrice et productrice de deux émissions de débats politiques et sociaux ; « Честно говоря » sur *Realitatea TV* et « Три миллиона » sur *Jurnal TV*.

contre les Etats socialistes (Charte 77 en Tchécoslovaquie, Solidarność en Pologne, les mouvements écologistes bulgares etc…)[1460].

Dans l'acception libérale du dernier quart du XXe siècle et du début du XXIe, la société civile désigne un troisième secteur de la société distinct de l'Etat et de la sphère économique. Ce troisième secteur englobe les organisations non gouvernementales, les syndicats, les organisations caritatives, les organismes confessionnels, les associations professionnelles, les syndicats et les fondations privées[1461]. La société civile est perçue comme une des clés principales pour une démocratisation en profondeur des pays en transition, elle est supposée permettre aux individus de s'engager dans le débat public, d'organiser l'action collective et d'influer sur les politiques. Dans la perspective transitologique, la société civile constitue un garde-fou contre les excès des élites les obligeant à plus de responsabilité envers les citoyens[1462]. Catégorie complexe et ambivalente, la société civile devient néanmoins pour l'Union Européenne et pour les grandes organisations internationales un outil de promotion de la démocratie ou de la bonne gouvernance qu'il convient de soutenir et d'encourager[1463].

Les sociétés des différentes républiques soviétiques se sont ainsi mobilisées à la fin des années 80 pour demander des changements dans le système puis pour les indépendances nationales[1464]. Cet élan salué à l'époque comme un « éveil des peuples » s'est ensuite éteint rapidement. Après leur « éveil » les sociétés post-soviétiques se sont ensuite longtemps caractérisées par leur apathie politique et leur difficulté à s'engager dans l'action collective. Plusieurs explications ont été avancées pour cet effacement de la société civile ; difficultés sociales liées aux changements économiques, développement d'une culture de la réussite individuelle, inexpérience de l'engagement politique, désillusion provoquant l'évitement de l'engagement civique au profit de réseaux d'entraide restreints aux cercles familiaux et amicaux[1465].

[1460] Michel Camau, « Sociétés civiles « réelles » et téléologie de la démocratisation » in *Revue internationale de politique comparée*, n°2, volume 9, 2002, p. 213-232.
[1461] *Idem.*
[1462] François Bafoil, « Les sociétés civiles » in François Bafoil (dir.), *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p.469-501.
[1463] Gautier Pirotte, *La notion de société civile,* Paris*,* La Découverte, 2018, p.3-6.
[1464] Mark R. Beissinger, «The tide of nationalism and the mobilizational cycle » in *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*. Cambridge University Press, 2002, p.47-101
[1465] Marc Morjé Howard, « The Weakness of Post-communist Civil Society » in *Journal of Democracy,* n°1, volume 13, 2020, p.157-169.

En Occident, les grands soulèvements politiques de l'espace ex-soviétique des décennies suivantes ont souvent été perçus comme une expression renouvelée des sociétés civile et comme une preuve persistante d'une demande de démocratie qui légitimait à nouveau l'optimisme du début des années 90[1466]. Du point de vue russe, ces mouvements sont expliqués par l'instrumentalisation occidentale des organisations non gouvernementales dans une démarche hostile de déstabilisation de la Russie[1467]. La focalisation des uns et des autres sur le rôle des associations et des réseaux structurant la société civile est pourtant démentie par des recherches approfondies qui en font des acteurs minimes des événements du type « révolution de couleurs ». En réalité, les mouvements de protestation ne viennent pas de l'initiative d'une société civile telle qu'elle est généralement conçue, en termes d'institutions formalisées, associations ou organisations non gouvernementales. Ils sont le fait de l'engagement de citoyens ordinaires qui décident de contrer leur gouvernement à un moment précis grâce à une mobilisation spontanée d'individus, facilitée par le développement de l'usage des réseaux sociaux[1468],[1469]. Les résultats de ces mouvements sont régulièrement décevants et soulignent les limites du pouvoir de transformation des régimes hybrides « par le bas »[1470].

La société civile à l'occidentale souvent financée par l'extérieur a souvent abouti à la création d'un isolat, une *NGO-cracy*, peu représentative et peu déterminante dans la transformation des sociétés[1471].

En outre, la société civile est beaucoup plus diverse en termes de valeurs qu'il n'est communément admis. En Europe centrale et orientale et dans l'ex-URSS, une partie non négligeable de la société civile promeut et défend des valeurs non libérales voire autoritaires ; groupes d'ultra-orthodoxes ou de catholiques traditionnalistes, de nationalistes, de nostalgiques de l'URSS ou plus récemment de gauche radicale viennent contredire la vision d'une société

[1466] Florent Parmentier, *Les chemins de l'Etat de droit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.114-115.

[1467] Yulia Nikitina, « The « Color Revolutions » and « Arab Spring » in Russian Official Discourse » in *Connections*, n°1, volume 14, 2014, p. 87-104.

[1468] Henry E Hale, « Did the Internet Break the Political Machine? Moldova's 2009 "Twitter Revolution that Wasn't" » in *Demokratizatsiya*, n°4, volume 21, 2013, p.481-505.

[1469] Olga Onuch, « EuroMaidan Protests in Ukraine: Social Media Versus Social Networks » in *Problems of Post-Communism*, n°4, volume 62, 2015, p. 217-235.

[1470] Melinda Haringe et Michael Cecire, « Why the color revolutions fail » in *Foreign Policy*, mars 2018, [https://foreignpolicy.com/2013/03/18/why-the-color-revolutions-failed/], consulté le 18 octobre 2020.

[1471] Orysia Lutsevytch, *How to finish a revolution, civil society and democracy in Georgia, Moldova and Ukraine*, Chatham House, 2013, [https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Russia%20and%20Eurasia/0113bp_lutsevych.pdf], consulté le 18 octobre 2020.

civile libérale par essence[1472]. Au sein des régimes hybrides, la société civile n'est pas que la représentante d'une démocratisation à l'occidentale. La société civile dans son acception libérale ne répond pas à toutes les attentes placées en elles au début des transitions, le pouvoir de *veto* de ces citoyens n'est pas transformateur au point de pouvoir démocratiser les régimes en profondeur mais il les empêche néanmoins de pousser le curseur trop loin vers l'autoritarisme[1473].

5. Des régimes résilients

Les régimes hybrides ne peuvent plus être perçus comme une simple étape entre l'autoritarisme et la démocratie, il s'agit d'un type de régime à part entière qui fonctionne sur un système de loyauté et de symbiose entre les élites économiques et les élites politiques. Ces réseaux de fidélité sont difficiles à réformer parce que leur équilibre garantit les intérêts des différents acteurs impliqués. Il est ainsi peu probable qu'un pays comme la Moldavie puisse glisser réellement vers l'autoritarisme mais rien n'indique qu'il puisse aujourd'hui évoluer vers une démocratie pleine entière[1474].

Le développement de ces régimes accompagne la série de crises que subit l'Europe et plus largement le monde occidental depuis les années 2000[1475], la persistance des régimes hybrides et le recul démocratique constaté en Europe centrale et orientale montrent un affaiblissement du paradigme initial de la transitologie[1476].

L'Union Européenne en crise est moins à même d'envisager son élargissement, le recul démocratique en son sein même provoquant un doute sur sa capacité à générer une « convergence » démocratique. L'UE a perdu une partie de sa capacité d'attraction politique et philosophique et sa volonté d'étendre son influence a perdu sa dynamique initiale. Plus largement, l'hypothèse de base de l'élargissement, l'inéluctabilité de la démocratie libérale, est aujourd'hui remise en cause y compris au sein des démocraties occidentales anciennes, une partie croissante de l'opinion considérant qu'elle ne répond plus ni à ses attentes et ni à ses

[1472] Adam Hug et alii, *The rise of illiberal civil society in the former Soviet Union*, The Foreign Policy Center, Open Society Foundation, 2018, [https://fpc.org.uk/wp-content/uploads/2018/07/The-rise-of-illiberal-civil-society-in-the-former-Soviet-Union.pdf], consulté le 18 octobre 2020.
[1473] Lucan Way, « The Maidan and Beyond: Civil Society and Democratization » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 25, p.35-43, 2014.
[1474] Knott, *op.cit.*
[1475] Knott, *op.cit.*
[1476] Guénard, *op.cit*.

besoins[1477]. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que ce sentiment progresse aussi dans des démocraties beaucoup moins solidement établies ; en Moldavie, une récente enquête montre que le niveau de confiance des citoyens dans la démocratie formelle est tombé au plus bas depuis l'indépendance : En 2020, la confiance dans les autorités est de 4% et seuls 6% considèrent que le pays est dirigé selon la volonté de la population. Plus de 80% des personnes interrogées sont mécontentes de la façon dont elles sont gouvernées, la partialité de la justice, l'émigration massive et la faiblesse du niveau de vie étant les principales sources de cette déception. A la question, *à quoi associez-vous la démocratie*? , les réponses les plus fréquentes sont : *Liberté, liberté d'expression* et *meilleure qualité de vie* mais aussi *chaos* et *désorganisation*[1478].

[1477] Yascha Mounk, *Le peuple contre la Démocratie*, Paris, Editions de l'Observatoire, 2018 (pour l'édition française).

[1478] Veaceslav Ioniţa et Diana Enachi, *Raportul privind starea democratiei in republica Moldova*, Chişinaŭ, Institutul pentru Dezvoltare şi Iniţiative Sociale, 2020, [http://viitorul.org/files/library/Raport%20Starea%20Democratiei_final.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

IV.2. L'Union Européenne face à ses limites

Au printemps 2009, une partie de la jeunesse se soulevait pour réclamer des changements. Dix ans plus tard, la désillusion des citoyens et la persistance de graves lacunes dans la gouvernance démocratique du pays ne peuvent qu'interroger la capacité de l'Union Européenne à transformer son voisinage et à répondre aux espoirs placés en cette capacité de transformation. Ce chapitre se propose de revenir sur les grands principes qui ont porté l'élargissement de l'Union Européenne aux frontières de la Moldavie avant de retracer l'histoire des relations entre la Moldavie et l'Union Européenne en l'inscrivant dans la dynamique de l'évolution rapide et constante des politiques de voisinage et de leurs ambitions.

1. Le « retour à l'Europe » et l'enthousiasme post-guerre froide

L'élargissement européen est l' *opus magnum* de la politique extérieure européenne[1479]. Il est conçu à un moment historique particulier, celui de la chute de l'URSS, de la fin de la guerre froide et de la foi dans une Fin de l'Histoire correspondant à la victoire définitive de la démocratie libérale[1480],[1481]. Le premier élargissement revêt pour l'Union Européenne une double dimension à la fois morale et pragmatique : Tout en sentant un devoir moral à d'autres Européens longtemps abandonnés à leur sort, les pays d'Europe occidentale comprennent vite l'intérêt politique, économique et sécuritaire d'une intégration de l'Est du continent[1482]. En Europe centrale, l'élargissement apparaît comme la réponse à une forte demande des sociétés, à une forme de réparation[1483]. Les élites intellectuelles polonaise, tchèques (-oslovaques) ou hongroise exprimaient depuis des années leur désir d'Europe, un sentiment brillamment résumé par Milan Kundera dans son « Occident kidnappé »[1484].

La dimension symbolique et morale du retour à l'Europe trouve une traduction concrète et opérationnelle dans un processus massif d'exportation de règles et de normes dont l'adoption devait permettre aux pays d'Europe centrale et orientale d'atteindre les standards

[1479] Lukas Macek, *L'élargissement met-il en péril le projet européen*? , Paris, La Documentation Française, 2011, p.5.
[1480] Ivan Krastev, *Le destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle, 2017, p.33-35
[1481] Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992 pour l'édition française.
[1482] François Bafoil, *L'européanisation d'Ouest en Est*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.59-60.
[1483] *Idem.*
[1484] Milan Kundera, « *Un Occident kidnappé* ou la tragédie de l'Europe centrale », in *Le Débat*, n°27,1983, p.3-23.

démocratiques et le niveau de vie des pays d'Europe occidentale[1485]. Les critères dits « de Copenhague » définissent ces règles à exporter ; ces critères sont politiques (respect de la démocratie, des droits de l'homme, des minorités etc..), économiques (mise en place d'une économie de marché fonctionnelle) et juridiques (reprise de l'acquis communautaire). Chaque Etat se doit de les respecter afin de pouvoir adhérer à l'UE[1486], le grand élargissement passe par une sorte de mise en conformité et l'exportation de normes devient l'instrument de la puissance européenne[1487].

Dans l'enthousiasme post-guerre froide, les institutions européennes et plus largement occidentales sont certaines que les valeurs de la démocratie libérale sont universelles et désirées par tous, il devient dès lors envisageable d'exporter des fonctionnements institutionnels indifféremment du contexte local sans nécessité de convaincre ou d'expliquer ; pour se rapprocher de ce modèle enviable, les voisins de l'UE doivent s'adapter et se conformer en adoptant une série de normes, de règles et de changements législatifs[1488]. Pendant une décennie, la puissance normative de l'UE peut dérouler pleinement dans des sociétés est-européennes dont les élites sont nourries d'une « idéologie du rattrapage »[1489]. Cet « optimisme institutionnel », né de la surprise 1989, s'accompagne d'un sentiment de nécessité car l'élargissement est perçu comme un impératif de sécurité, l'intégration européenne est le moyen d'éviter le retour des conflits sur le continent, la guerre de Yougoslavie fournissant un tragique contre-exemple[1490].

L'enthousiasme des débuts s'atténue pourtant rapidement ; le processus de transition se heurte à l'héritage institutionnel et aux intérêts pragmatiques des élites locales et son coût social est très élevé. En outre, la dimension asymétrique de ce processus froisse les fiertés nationales, au point d'être parfois qualifié de « transfert forcé des normes »[1491]. Dans les milieux intellectuels, on regrette que le primat de la dimension économique de la construction européenne ait fait partiellement oublier le sens initial plus spirituel de l' « appel à l'Europe », une fracture commence à apparaître entre Est et Ouest sur ce que doit être l'Europe [1492] A l'Ouest, on

[1485] Florent Parmentier, *Les chemins de l'Etat de Droit*, Presse de Sciences Po, Paris, 2014, p.43.
[1486] *Idem.*
[1487] Zaki Laïdi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.
[1488] Parmentier, *op.cit*., p.43.
[1489] Bafoil, p.61.
[1490] Parmentier, *op.cit*., p.42.
[1491] *Idem*, p.66.
[1492] Joanna Nowicki, «L'Europe comme référence pour la grande Europe» in *Communication et organisation* n°17, 2000, [http://communicationorganisation.revues.org/2346], consulté le 20 octobre 2020.

déplore la lenteur des changements, le retard des « mentalités » et les difficultés causées par ces voisins que l'on accuse parfois de « chantage au chaos »[1493]. Toutefois, les intérêts communs l'emportent et ce sont des pays transformés qui rejoignent l'UE lors du grand élargissement de 2004 avec l'approbation des populations consultées par référendum dans neuf des dix pays concernés [1494].

2. La fatigue de l'élargissement et les premiers avertissements

Plus tardif, l'élargissement à la Bulgarie ou la Roumanie s'avère aussi plus problématique. Après 2004, les opinions publiques européennes expriment une certaine fatigue de l'élargissement ; il y a peu d'enthousiasme pour l'intégration de deux pays périphériques où la relation à l'Europe est plus ambiguë que dans les pays de l'Europe médiane[1495], où les économies sont moins développées[1496] et où la construction de l'Etat moderne a été plus tardive et ses formes « imitées » plus que réellement adoptées[1497]. A l'époque communiste, toute forme d'opposition est durement réprimée et la dissidence est peu organisée, dans les années 90, la société civile y est donc plus faible que dans les pays d'Europe centrale, ce qui permet une facile reprise en main du pouvoir par les anciennes élites communistes[1498]. Les sociétés roumaines et bulgares sont en outre divisées par une ligne invisible entre les « européanistes » qui se sentent partie intégrante de l'Europe et les traditionnalistes qui évoquent l'Europe comme une notion extérieure[1499]. Ces différents facteurs ont fait de la décennie 90, non pas une marche décidée vers l'Occident mais un parcours chaotique empruntant des voies particulières comme la *démocratie originale* du président Iliescu[1500] et semé d'ornières comme la profonde crise sociale et économique de 1997 en Bulgarie[1501].

Le politologue et journaliste britannique Tom Gallagher a suivi avec acuité la transition roumaine et en livre une analyse acerbe. Pour Gallagher, les élites roumaines ne partagent pas

---

[1493] *Idem.*

[1494] Laure Neumayer, « Europe centrale. Éléments de comparaison : sondages, ingénierie électorale, référendums » in Jacques Rupnik (dir.)*, Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux,* dirigé par, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 129-151.

[1495] Jeno Szucs, *Les trois Europes*, préfacé par Fernand Braudel, Paris, L'Harmattan, 1992 pour l'édition française.

[1496] *Idem*, p.131-132.

[1497] Lucian Boia, *De ce este Romania altfel ?* , Bucarest, Humanitas, 2012, p.66-68.

[1498] Paul Garde, *Les Balkans, héritages et évolutions*, Paris, Flammarion, 2010, p.133-134.

[1499] *Ibidem.*

[1500] Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, p.501.

[1501] Jérôme Sgard, « Crise financière, inflation et Currency Board en Bulgarie (1991-1998) : les leçons d'une transition indisciplinée » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°2-3, volume 30, 1999, p.215-235.

réellement les valeurs européennes, elles ont opté pour cette voie car elle n'avait pas d'autre choix et en ont finalement tiré avantage ; l'élargissement européen leur offrait un projet à proposer aux électeurs, une promesse d'avenir pour les plus ambitieux, un espoir de mieux-être pour la majorité. Leur jeu a dès lors consisté à piloter la transformation inévitable tout en gardant le contrôle du pouvoir[1502]. Les travaux de Gallagher, qui ne sont pas exempts d'un certain euroscepticisme, expliquent comment les gouvernements roumains qui se sont succédés de la fin des années 90 à 2008 ont su mimer, indifféremment de leur couleur politique, le respect des réformes demandées pour permettre l'intégration du pays dans l'Union Européenne sans en respecter les règles[1503]. Avec une approche très différente, basée sur l'analyse des discours, Nevena Nancheva dresse un constat assez similaire pour la Bulgarie[1504].

Dans ces deux pays, la lenteur des réformes a souvent alerté les autorités européennes mais, tout en reconnaissant *mezzovoce* que les deux pays n'étaient pas entièrement prêts, l'UE a accepté leur intégration en espérant que l'européanisation réelle se fasse au fil du temps sous l'impulsion de la société civile[1505]. Les autorités européennes accordent encore aujourd'hui un intérêt particulier aux mouvements des sociétés civiles bulgares et roumaines notamment lorsqu'elles s'opposent aux phénomènes de corruption ; entre 2015 et 2019, le gouvernement social-démocrate roumain, un moment tenté par la voie illibérale, a régulièrement reproché à l'UE d'empiéter sur la démocratie formelle pour privilégier la rue[1506].

Force est de constater que les difficultés soulignées au moment de l'adhésion des deux pays sont loin d'être dépassées. Roumanie et Bulgarie n'ont pas encore tous les droits afférents à leurs statuts de membres ; ni l'une, ni l'autre n'est membre de l'espace Schengen ou de la zone euro et leurs systèmes judiciaires font encore l'objet d'une surveillance particulière plus de dix ans après leurs adhésions à l'UE, le MCV [1507]. Malgré ses zones d'ombres, cet élargissement tardif est encore globalement considéré comme un succès politique et économique[1508].

[1502] Tom Gallagher, *Romania and the European Union, How the weak vanquished the strong*, Manchester University Press, 2009, p.65-68.
[1503] *Idem*, p.260-264.
[1504] Nevena Nancheva, *Between nationalism and europeanisation*, Colchester, European Consortium for Political Research, 2015, p.1-12.
[1505] Alexandru Gussi, « Romania post-aderare: Fragilitatea regimului politic su uitare democratizarii » in Armand Gosu et Alexandru Gussi (dir.), *Democratia sub asediu*, Bucarest, Corint, 2019, p.11-15.
[1506] *Idem,* p.56-60.
[1507] Sur les réticences et le relâchement post-adhésion des élites politiques roumaines et bulgares ; Venelin Ganev, « Post-Accession Hooliganism : Democratic Governance in Romania and Bulgaria after 2007 » in *East European Politics and Societies and Cultures*, n°1, volume 27, 2013, p.26-44.
[1508] Macek, *op.cit*., p.46

Quelques années plus tard, les dissensions entre Est et Ouest du continent se sont pourtant accentuées. A l'Ouest, les opinions publiques s'inquiètent d'une tendance au moins disant-social[1509] et l'atlantisme revendiqué de la *nouvelle Europe* irrite au plus haut point dans certaines capitales de la *vieille Europe*[1510]. A l'Est, la très commentée montée de l' « illibéralisme » s'explique par de nombreux facteurs dont le sentiment d'être des Européens de second rang ou encore désaccord profond sur l'identité de l'Europe[1511]. Toutefois, l'euroscepticisme du « groupe de Višegrad » ne diffère finalement guère de celui qui touche les pays fondateurs[1512], ils ont en commun les mêmes craintes, le risque du déclassement social et la crainte d'une perte de souveraineté et d'identité et concernent souvent les mêmes catégories de population.

La fin du grand mouvement d'enthousiasme européen qui a suivi la chute du mur de Berlin laisse aujourd'hui place aux doutes sur la capacité de l'UE à absorber des membres supplémentaires et révèle un impensé, celui des limites géographiques d'un modèle conçu comme étant universellement applicable et souhaité. La fatigue de l'élargissement qui s'instaure pose de façon aigue la question du voisinage de l'Union et des relations à entretenir avec lui.

3. L' « Europe élargie »

Avant l'élargissement, l'attention des Européens se porte essentiellement vers la rive sud de la Méditerranée avec le partenariat euro-méditerranéen lancé en 1995. Le « processus de Barcelone » a pour objectif de créer une zone commune de paix, de stabilité et de sécurité sur les deux rives de la Méditerranée. Ce partenariat ne sera jamais réellement fonctionnel tandis l'élargissement décale le centre de gravité de l'UE vers l'Est ce qui modifie profondément la nature du voisinage[1513]. L'idée d'une politique correspondant à ces nouvelles frontières de l'UE est formulée en 2003 par la Commission Européenne sous le nom de

[1509] *Ibidem.*, p.50.
[1510] Jacques Rupnik, *Géopolitique de la démocratisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.22.
[1511] *Idem.*, p.134-135.
[1512] Krastev, *op.cit.*, p.17-18.
[1513] Stéphanie Darbot-Trupiano, « Le Partenariat euro-méditerranéen : une tentative d'intégration maladroite » in *L'Espace Politique*, n°2, 2007, [http://journals.openedition.org/espacepolitique/844], consulté le 20 octobre 2020.

d'Europe Elargie-Voisinage[1514]. La même année, le sommet de Thessalonique ouvre une timide perspective d'adhésion pour les pays des Balkans occidentaux[1515].

3.1.La Politique Européenne de Voisinage

L'initiative Europe élargie s'adresse d'abord au voisinage des nouveaux entrants, à savoir la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine. La Russie refuse d'entrer dans ce cercle des « voisins » et ses relations avec l'UE sont l'objet d'un accord particulier[1516]. En 2004, les politiques en faveur des voisins orientaux et le partenariat euro-méditerranéen fusionnent en une large politique européenne de voisinage (PEV), la même année le Parlement européen obtient l'extension de la PEV aux pays du Caucase, notamment pour aider la Géorgie après la « révolution des roses »[1517] .

L'objectif général de la politique de voisinage est de poursuivre le processus d'exportation des normes et des valeurs de la démocratie libérale et de contribuer à la prospérité des pays voisins par la mise en place d'accords commerciaux[1518]. Aux nouvelles marges orientales de l'Union Européenne, cette démarche se confronte à la diversité des régimes politiques qui vont du régime autoritaire comme l'Azerbaïdjan ou la Biélorussie à des démocraties plus ou moins imparfaites comme l'Arménie, l'Ukraine, la Moldavie ou la Géorgie [1519]. Divers, ces régimes ont également des traits partagés: Dépourvus de traditions démocratiques leur mode de gouvernance est éloigné des standards de l'UE[1520], plusieurs pays sont également fragilisés par des séparatismes locaux ou des contentieux frontaliers qui impliquent souvent d'autres puissances régionales, principalement la Russie et la Turquie[1521].

Aider les voisins orientaux à devenir euro-compatibles devient un moyen d'assurer la stabilité et la sécurité de l'Union Européenne sur son flanc Est mais cette extension de la PEV lui confère une forte dimension géopolitique ce qui constitue une relative nouveauté sur le

---

[1514] Pour une description technique de la PEV, voir le site du Parlement européen, «The European Neighbourhood Policy », [https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/170/the-european-neighbourhood-policy], consulté le 20 octobre 2020.
[1515] Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*, Paris, Non Lieu, 2007, p.278
[1516] Parmentier, *op.cit*., p.48.
[1517] *Idem.*
[1518] Rupnik, *op.cit*., p.14-16.
[1519] Parmentier*, op.cit.,* p.42.
[1520] Rupnik, *op.cit*., p.297.
[1521] *Idem.* Notamment les sécessions de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie pour la Géorgie, sécession de la Transnistrie, conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

continent[1522]. En outre, en mettant sur le même plan les voisins du Sud et ceux de l'Est, la PEV ne répond pas à la question des frontières de l'Europe et à celle des limites de son élargissement, l'adhésion des « voisins » orientaux n'étant ni prévue, ni clairement exclue[1523]. Cette stratégie ambiguë est mal acceptée par les pays membres d'Europe centrale et orientale qui tendent à voir dans la PEV un instrument de pré-adhésion. Pour les nouveaux membres de l'UE, la poursuite de la réunification du continent est un devoir moral de réparation pour les pays victimes du communisme, un impératif de sécurité majeur et un intérêt économique immédiat[1524].

Au sud de l'Europe, l'Italie et la France déplorent le désintérêt des autres Européens pour le partenariat méditerranéen qui représentent à leurs yeux un enjeu beaucoup plus important[1525]. Pour répondre à ces multiples critiques, la PEV va se rééquilibrer et décliner des objectifs par régions.

3.2. Déclinaisons régionales de la PEV

Au Sud, le lancement de l'Union pour la Méditerranée s'inscrit dans la continuité du processus de Barcelone mais l'UPM naît dans une certaine confusion, des désaccords apparaissant entre la France et l'Allemagne sur la finalité et le fonctionnement du projet. Finalement, l'UPM sera définie comme une « union de projets » construite sur une série de partenariats économiques et techniques avant d'être totalement bouleversé par les Printemps arabes et leurs conséquences[1526].

A l'Est, la Pologne et la Suède, sous l'impulsion de leurs ministres des Affaires Etrangères, Radoslaw Sikorski et Carl Bildt, prennent l'initiative d'un « Partenariat oriental » avec une forte ambition politique ; ses initiateurs tiennent à distinguer les « voisins de l'Europe » des « voisins européens »[1527]. Les pays d'Europe centrale et orientale tiennent par le Partenariat oriental à maintenir l'ambition de réformes transformatrices qui permettraient aux « voisins européens » de continuer à envisager une intégration[1528]. Le PO est lancé officiellement au

[1522] *Ibidem.*
[1523] Parmentier, *op.cit*., p.50-51
[1524] *Idem.*
[1525] *Ibidem*, p.52.
[1526] *Ibid.*
[1527] Armand Goşu, *Euro-falia*, Bucarest, Curtea Veche, 2016, p.124-126.

sommet de Prague de mai 2009 mais les auspices ne sont guère favorables ; la crise économique a frappé lourdement l'Union Européenne, les tensions au sein de la zone euro menacent le projet européen dans son ensemble et la Russie a montré en août 2008 qu'elle n'hésitait plus à défendre militairement ses intérêts dans la région avec l'offensive contre la Géorgie de Sakashvilii[1529].

4. La Moldavie, vitrine brisée du Partenariat oriental

Dans ce contexte, les événements d'avril 2009 dans les rues de Chișinău fournissent une occasion inespérée de créer de l'enthousiasme pour le lancement de ce nouveau partenariat. Les 6 et 7 avril, des milliers de manifestants contestent les résultats d'élections législatives qui auraient dû permettre la reconduction du gouvernement communiste. Lassée de la corruption et de la rhétorique passéiste du régime une partie de la jeunesse s'organise grâce aux réseaux sociaux pour exprimer son mécontentement. Au-dessus de la foule en colère flottent des drapeaux roumains mais aussi ceux de l'Union Européenne, des bâtiments officiels sont pris d'assaut donnant à l'événement un air de révolution de couleur. En Europe et aux Etats-Unis, médias et opinions publiques s'emballent lorsque la répression s'abat sur les manifestants ; un souffle de liberté serait en train d'être étouffé par le « dernier régime communiste d'Europe »[1530].

La « révolution twitter » était plus un mouvement de ras-le-bol contre la corruption et de colère contre le régime qu'un mouvement clairement pro-européen[1531] mais elle offrait à l'Union Européenne une occasion unique de se relancer dans la région ; alors qu'elle était en pleine de crise de confiance, la jeunesse d'un pays voisin semblait prête à se battre pour ses valeurs, les manifestations d'avril 2009 sont ainsi interprétées comme un appel à l'Europe décalé[1532].

[1528] Laure Delcour, « Quelle influence pour l'Union Européenne dans son voisinage oriental?» in *Etudes Européennes*, 2012, [http://www.etudes-europeennes.eu/images/stories/Eastern_Partnership/DELCOUR_Laure_FR_FINAL.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1529] Goşu, *op.cit.*

[1530] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *La République de Moldavie, un Etat en quête de nation*, Paris, Non Lieu, 2010, p.146-150.

[1531] *Idem.*

[1532] Wim Van Meurs, *Proteste in Republica Moldova* in *Revoluția Twitter. Episodul 1: Republica Moldova*, Chișinău, Arc/Știința, 2010.

Une nouvelle fois, une révolution de couleur était comprise à l'Ouest comme le signe d'un désir d'Europe sans appel et à l'Est comme une machination externe[1533]. Les événements d'avril ne font pas tomber le pouvoir mais ils provoquent un blocage parlementaire qui le contraint à l'organisation d'élections législatives anticipées. Une majorité en ressort péniblement; une coalition hétéroclite de quatre partis regroupés sous le nom d'Alliance pour l'Intégration Européenne (AIE). Qu'importaient les zones d'ombres sur le déroulement des événements d'avril, qu'importait la composition de cette alliance hétéroclite et les conditions de sa formation, le Parlement Européen apporta un soutien enthousiaste à la « démocratisation » de la Moldavie. Non sans arrière-pensée, le gouvernement roumain se fit l'avocat de la lutte des frères moldaves auprès de l'Union Européenne qu'elle venait de rejoindre[1534]. La marche en avant pouvait repartir, la belle histoire reprendre son cours, le *Magnet Europa* d'Adenauer fonctionnait toujours.

4.1. Le *kairos* européen

Les partis d'opposition sont extérieurs au déclenchement des événements mais les répercussions médiatiques internationales et le soutien de l'Union Européenne aux manifestants leur offrent une formidable possibilité de capitalisation politique. Pour le président du parti Libéral, Mihai Ghimpu, « la dictature a pris fin » et le pays peut se diriger vers « son avenir européen » qu'il convient de défendre contre les « tentatives des forces du passé »[1535].

La nouvelle perspective européenne est rapidement intégrée et adaptée à des discours et des positionnements préexistants[1536], l'AIE s'engage à promouvoir l'intégration européenne de la république de Moldavie et à œuvrer à une politique extérieure « équilibrée et responsable »[1537]. Le Partenariat oriental n'offre à priori pas de perspectives d'adhésion mais il n'en exclut pas tout à fait la possibilité ; pour les pays membres d'Europe centrale dont la Roumanie, la Moldavie « libérée des communistes » pouvait espérer une adhésion à terme[1538]. Cette

[1533] Florent Parmentier, *Les chemins de l'Etat de droit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.126.
[1534] Kamil Całus, « In the shadow of History, Romanian-Moldovan relations » in *OSW Study* n°53, 2015, p.38-39, disponible en ligne, [https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_53_ang_in_the_shadow_net.pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1535] Cité dans Julien Danero Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2014, p.154.
[1536] *Idem*, p.166-167.
[1537] *Ibidem.*
[1538] Parmentier, *La Moldavie et le partenariat oriental,* p.187.

ambiguïté est utilisée par les représentants de l'Union Européenne à Chișinău pour appuyer les efforts de réforme[1539]. Cette très hypothétique perspective est largement reprise par les politiciens moldaves, l'« Europe » devient la voie salvatrice, le moyen de rompre avec le passé totalitaire [1540], les discours de victoire contre la dictature de l'AIE tendent à vouloir faire oublier que le rapprochement de l'UE avec la Moldavie est en cours au moment de leur accession au pouvoir.

Au début des années 90, l'intérêt des institutions européennes pour la Moldavie est limité, c'est un petit pays représentant un marché économique secondaire et le conflit transnistrien stabilisé ne constitue qu'une menace minime[1541]. Le pays bénéficie du programme TACIS (Technical Assistance of the Commonwealth of Independent States) dont l'objectif est de fournir une assistance institutionnelle aux pays membres de la CEI, cette coopération amènera à la signature d'un Accord de Partenariat et de Coopération en 1998[1542]. Les relations avec l'Union Européenne connaissant un refroidissement apparent au moment de la « restauration communiste » mais, dès 2001, Chișinău rejoint le pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est [1543].

En 2005, l'adhésion des pays d'Europe centrale renforce l'intérêt de Bruxelles pour la Moldavie, l'adhésion imminente de la Roumanie à l'UE nécessite le renforcement des futures frontières de l'Union et amène les Européens à aider Chișinău à lutter plus efficacement contre les divers trafics en provenance de Transnistrie[1544]. Un plan d'action est adopté avec pour objectifs la résolution du conflit en Transnistrie, le respect de l'État de droit, la liberté des médias, la modernisation de l'administration, la lutte contre la pauvreté et la corruption. L'UE ouvre une délégation à Chișinău et la mission EUBAM (*EU Border Assistance Mission*) est lancée pour renforcer la lutte contre les trafics et les fraudes douanières[1545]. La Moldavie

[1539] Vitalie Călugăreanu, «Moldova sa fie gata pentru aderare» in *Deutsche Welle Moldova*, 2010, [https://www.dw.com/ro/semnal-al-ue-moldova-s%C4%83-fie-gata-pentru-aderare/a-5341129], consulté le 20 septembre 2020.
[1540] Danero-Iglesias, *op.cit.*, p.166-167.
[1541] Kamil Całus et Marcin Kosienkowski, « Relations between Moldova and the European Union » in *The European Union and its eastern neighbourhood: Europeanisation and its twenty-first-century contradictions*, Manchester, Manchester University Press, 2018, p.3-4.
[1542] Parmentier, *Les chemins de l'Etat de droit*, p.47.
[1543] Parmentier, *La Moldavie et le Partenariat Oriental*, p.189-190.
[1544] Delcour et Tulmets, *op.cit.*
[1545] *Idem.*

bénéficie d'une aide financière conséquente et croissante[1546] mais la versatilité et l'opportunisme du président moldave entretiennent les doutes[1547].

4.2. La vitrine du Partenariat oriental

Avec les événements de 2009 la Moldavie prend une importance particulière pour les institutions européennes ; elle apparaît un exemple de la possibilité pour un pays de la région de se transformer grâce aux nouveaux outils de l'Union Européenne[1548]. La perspective d'une avancée démocratique de la Moldavie apporte un début de réponse aux doutes sur la possibilité de poursuivre la transformation du voisinage oriental. La « success story » moldave vient à point pour contredire l'hypothèse du « pessimisme culturel » qui considère que la possibilité d'un Etat de droit est déterminée par l'histoire et la culture[1549]. C'est donc au prix d'un certain aveuglement volontaire que la Moldavie est présentée pendant plusieurs années comme le bon élève du Partenariat oriental car des alertes sont données dès les premiers mois[1550] . Les dérives de l'AIE sont vite évidentes mais l'Union Européenne ne peut se permettre d'abandonner son soutien à la coalition de gouvernement face à une opposition qui se reconstruit contre l'UE et se déclare favorable à un rapprochement avec la Russie. La signature de l'Accord d'association en pleine crise ukrainienne illustre parfaitement ce dilemme, l'Union Européenne est perçue comme protégeant un gouvernement devenu très impopulaire, les « pro-européens » ont pris le risque de discréditer l'Europe[1551].

Les années suivantes sont une fuite en avant, la Moldavie passe de la « success story » à l'« Etat capturé », l'Union Européenne est obligée de reconnaître très lentement son échec à transformer en profondeur les modes de gouvernance en vigueur à Chisinau, cette lente prise

---

[1546] Valentin Lozovanu, *Potentialul Asistentei Externe ; mai poate mecanismul de conditionare promova reformele in Republica Moldova ?* Chişinău, Institutul pentru Dezvoltare si Initiative Sociale, 2016, p.9-10.
[1547] *Idem.*
[1548] Parmentier, *La Moldavie et le Partenariat Oriental*, p.191.
[1549] Parmentier, *Les chemins de l'Etat de droit*, p.109-110.
[1550] Jos Boonstra, *Moldova; an UE Succes Story?* Madrid, Policy Brief n°92, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, 2011, [https://www.files.ethz.ch/isn/132675/PB_92_Moldova.pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1551]Valentin Naumescu, « Republica Moldova, un stat eşuat » in Sorin Bocancea et Radu Carp (dir.)*, Calea europeana a republicii Moldova*, Iasi, Adenium, 2016, p.214-215.

de conscience est périodiquement exprimée par les délégués de l'UE successifs[1552],[1553] sans toutefois ne jamais écarter totalement la possibilité d'une candidature à l'adhésion[1554]. A partir de 2017, le gouvernement pro-européen cohabite avec un président de la République mettant en scène son amitié pour Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan ou Alexandre Loukachenko et exerce au nom de la « stabilité » une nouvelle forme de chantage au chaos en brandissant une menace russe aussi réelle que supposée qui trouve plus d'écho à Washington qu'à Bruxelles[1555]. Tout en réaffirmant son attachement à la voie européenne, le gouvernement s'affranchit ouvertement des règles élémentaires de l'état de droit ce qui n'empêche pas le Premier ministre Pavel Filip d'exiger de l'Union Européenne, une « perspective claire » pour l'adhésion de la Moldavie[1556].

La coalition anti-corruption de juin 2019 fait renaître l'enthousiasme des observateurs occidentaux mais il retombe vite avec la chute du gouvernement Sandu quelques mois plus tard. Le parti socialiste seul au pouvoir est pourtant devenu lui aussi pro-européen et le Premier ministre, Ion Chicu, envisage une adhésion à terme[1557]. En novembre 2020, l'élection à la présidence de Maia Sandu est saluée mais elle doit faire face à une majorité parlementaire dominée par des socialistes ayant oublié leurs engagements de bonne gouvernance et qui n'hésitent pas à faire passer toutes les mesures pouvant nuire à la nouvelle présidente au risque de plonger le pays dans une autre phase de crise politique. L'optimisme institutionnel n'est plus de mise pour Chișinău.

[1552] Mariana Rața, entretien avec Dirk Schuebel, « Sinceritatile triste ale lui Schuebel despre reformele din Moldova » in *Ziarul National*, 2013, [https://www.ziarulnational.md/sinceritatile-triste-ale-lui-shuebel/], consulté le 20 septembre 2020.

[1553] Stela Mihailovici, entretien avec Pirkka Tapiola, « E nevoie de o reforma dramatica in Moldova » in *Ziarul National*, 2013, [https://www.ziarulnational.md/pirkka-tapiola-e-nevoie-de-o-reforma-dramatica-in-r-moldova-ce-recomandari-are-delegatia-ue-pentru-guvernul-de-la-chisinau/], consulté le 20 septembre 2020.

[1554] Rédaction, « Johannes Hahn, despre cererea R.Moldova de aderare la UE ; Sfatum meu e sa va concentrati pe reformele necesare » in *Agora.md*, 2017, [https://agora.md/stiri/34504/johannes-hahn--despre-cererea-r--moldova-de-aderare-la-ue-sfatul-meu-e-sa-va-concentrati-pe-reformele-necesare], consulté le 20 septembre 2020.

[1555] Kamil Całus, « Plahoniuc in the USA : Legitimising the Moldovan Oligarch » in *OSW analysis*, 2016, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2016-05-11/plahotniuc-usa-legitimising-moldovan-oligarch], consulté le 20 septembre 2020.

[1556] Ovidiu Nahoi, entretien avec Pavel Filip, « Chișinăul isi doreste o perspectiva clara de aderare la UE » pour *Radio France Internationale*, 2018, [https://www.rfi.ro/emisiunile-rfi-ro-105451-premierul-moldova-pavel-filip-Chișinău-doreste-aderare], consulté le 20 octobre 2020.

[1557] Natalia Volontir « Republica Moldova trebuie să se unească cu Uniunea Europeană », pour *TV8*, 2020, [https://tv8.md/2020/05/22/premierul-chicu-vorbeste-despre-unire-unirea-republicii-moldova-cu-uniunea-europeana/], consulté le 20 octobre 2020.

Dans une étude très critique, l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael évoque dès 2016 le déraillement du parcours européen de la Moldavie[1558]. Les auteurs estiment que les dérives constatées ne sont pas dues à une fragmentation culturelle ou ethnique de la société mais aux mauvais comportements de son élite politique. Ils dénoncent l'absence de conditionnalité sérieuse pour l'aide directe apportée au budget de l'Etat par l'UE pendant plusieurs années, une aide mal contrôlée et inefficace justifiée par la nécessité de soutenir le gouvernement face à l'opposition. L'étude considère que la suspension cette aide budgétaire après la découverte de de la fraude bancaire en 2015 aurait dû survenir bien avant ce scandale soulignant que cette mesure a été bien perçue par l'opinion publique car toute faiblesse dans la conditionnalité est perçue comme une complicité entre l'UE et les élites locales corrompues[1559].

5. Les objectifs et les moyens initiaux de la Politique de voisinage

Les difficultés de l'européanisation de la Moldavie amènent à s'interroger sur les objectifs suivis et les moyens mis en œuvre dans le cadre de la politique de voisinage ainsi que sur ses évolutions récentes. La Politique Européenne de Voisinage dont fait partie le Partenariat oriental fait l'objet d'un nombre considérable d'études, de rapports ou d'articles, pour trouver un fil conducteur dans cette foisonnante littérature nous nous sommes appuyés sur le vaste panorama proposé par Hant Kostanyan[1560].

Passé le moment d'enthousiasme post-guerre froide, les politiques européennes d'élargissement ont fréquemment été accusées de ne tenir compte que des droits civils et politiques sans prêter attention aux droits économiques et sociaux[1561]. Le Traité de Lisbonne constitue une avancée en ce sens car il prend en compte les droits sociaux et économiques et défend *un développement durable* et une é*conomie sociale de marché compétitive* dont le but

[1558] Francesco Saveri Montesano, Tony Van der Togt, Wouter Zweers, *The Europeanisation of Moldova. Is the EU on the right track*? Clingendael Institute, 2016, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/Clingendael%20Report%20The%20Europeanisation%20of%20Moldova%20-%20July%202016.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1559] *Idem.*

[1560] Hant Kostanyan et alii, *Assessing European Neighbourhood Policy,* Bruxelles*,* Center European for Policy Studies, 2017, [https://www.ceps.eu/ceps-publications/assessing-european-neighbourhood-policy-perspectives-literature/], consulté le 20 octobre 2020.

[1561] Stephen Jones, «Georgia, through a glass darkly» in *Open Democracy*, 2013, [https://www.opendemocracy.net/od-russia/stephen-f-jones/georgia-through-glass-darkly], consulté le 20 octobre 2020.

n'est plus la seule performance économique mais également le bien-être de la population[1562]. Ces droits nouvellement inscrits s'appliquent également aux pays partenaires de la PEV dans le cadre des accords d'associations, dans sa révision de 2011, la PEV introduit également la notion de *démocratie approfondie*[1563]. Le Traité de Lisbonne considère la démocratie comme une part essentielle de l'identité de l'Union et la promotion des valeurs de la démocratie est supposée s'appliquer à tous les domaines des relations extérieures de l'UE. Dans sa rhétorique et ses textes officiels, l'UE fait référence a un modèle de démocratie libérale mais la définition de ce modèle reste assez nébuleuse[1564]. Dans le plan Europe élargie-voisinage, on mentionnait déjà les *valeurs partagées* qui n'étaient pas non plus définies très exactemement[1565]. Pour atteindre ces objectifs généraux et généreux l'Union Européenne procède par deux façons distinctes:

- La conditionnalité, qui peut être négative ou positive, lie les exigences de l'UE à ce qu'elle offre; accès aux marchés, libre-circulation, aides financière et technique.
- La socialisation est le processus par lequel les partenaires adoptent les normes et les valeurs de l'Union Européenne par conviction plus que par coercition. Pour ce faire, l'UE s'appuie sur les relations et la coopération fonctionnelle avec les gouvernements, les institutions, les partis politiques et les administrations des pays voisins. Les textes plus récents insistent sur la nécessité d'une socialisation plus large qui passe par le développement de liens dépassant les structures officielles ou la société civile institutionnalisée.

5.1. Conditionnalités

Le concept de conditionnalité est étroitement lié au processus d'élargissement à l'Est[1566]

[1562] Thierry Chopin, *Le traité de Lisbonne en matière sociale*, Bruxelles, Fondation Robert Schuman, 2007, [https://www.robert-schuman.eu/fr/dossiers-pedagogiques/traite-lisbonne/fiche8.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1563] Rupnik, *op.cit*., p.38-41.

[1564] Milja Kurki, «Democracy promotion and Crisis of the Democracy in the West» in *Open Democracy*, 2012, [https://www.opendemocracy.net/milja-kurki/democracy-promotion-and-crisis-of-democracy-in-west], consulté le 20 octobre 2020.

[1565] Commission Européenne, documentation d'orientation sur la Politique Européenne de Voisinage de 2004, [http://eur-lex.europa.eu/%20LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52004DC0373:FR:HTML], consulté le 20 octobre 2020.

[1566] Igor Botan et Sergiu Buscaneanu rappellent cette réalité dans une étude ayant pour but d'expliquer les mécanismes du rapprochement européen aux citoyens moldaves, voir *Moldova and EU in the European Neighbourhood Policy Context. Implementation of the EU-Moldova Action Plan*, Chisinau, Adept et Expert Grup, 2008, [http://www.e-democracy.md/files/realizarea-pauem-en.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

mais dans le cadre de la PEV, l'absence de perspective d'adhésionpose un problème majeur car elle affaiblit l'efficacité et la pertinence de la conditionnalité. La PEV semble avoir été calquée sur la politique de pré-adhésion, il s'agit de transformer le voisinage de l'UE en exportant normes, valeurs et réglementations mais l'objectif de cette transformation est peu tangible et seuls les pays d'Europe orientale voient encore dans le Partenariat oriental, un outil pouvant mener à l'adhésion[1567]. Or, si la perspective d'adhésion est écartée, la promotion des valeurs de l'UE repose entièrement sur un engagement des élites locales en faveur de ces valeurs[1568]. A l'Est du contient, cette situation nuit à l'attractivité de l'UE car une partie de la population considére que les avantages offert par la PEV ne compensent pas les obligations qu'elle implique ou va préférer une relation privilégiée avec la Russie[1569]. Les pays du Partenariat oriental acceptent en général des réformes en l'échange de résultats concrets ; cela peut-être une assistance technique et financière ou la mise en place d'accords d'association renforcés mais l'avantage le plus attendu est la libéralisation des visas qui devient l'outil de conditionnalité le plus efficace de l'UE[1570]. Pour les élites locales, la liberté de circuler octroyée aux citoyens facilite l'émigration de travail, la circulation des personnes et des biens entre l'UE et le pays d'origine ce qui a un effet bénéfique pour l'économie et constitue une véritable soupape sociale[1571]. Pour l'UE, la libéralisation de la circulation stimule commerce et tourisme et permet de multiplier les contacts interpersonnels et de promouvoir ainsi, par le bas, l'image et les valeurs de l'UE[1572]. L'accès au marché ou la libéralisation des visas ne sont pourtant pas toujours des mesures suffisantes pour compenser les réformes des institutions de l'Etat ou du système juridique [1573], celles-ci pouvant poser problème à des régimes qui n'ont pas toujours un intérêt réel pour la démocratie à l'occidentale.

[1567] Rupnik, *op.cit*., p.29.

[1568] François Bafoil et Bernd Weber, « Les temporalités de l'européanisation » in *Temporalités*, n°19, 2014, [http://temporalites.revues.org/2714], consulté le 20 octobre 2020.

[1569] *Idem.*

[1570] Tanja Börzel et Bidzina Lebanidze, *European Neighbourhood Policy at the Crossroads: Evaluating the Past to Shape the Future,* Berlin*,* MAXCAP, n° 12, 2015, [http://userpage.fu-berlin.de/kfgeu/maxcap/system/files/maxcap_wp_12_0.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1571] Marta Jaroszewicz et Kamil Calus, *Moldova, a year after the introduction of the free-visa regime*, OSW studies, 2015, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2015-05-06/moldova-a-year-after-introduction-visa-free-regime], consulté le 20 octobre 2020.

[1572] Dionis Cenusa, « Moldova after three years of visa-free regime with EU and new European realities » in *IPN Press Agency*, 2017, [http://www.ipn.md/en/integrare-europeana/83360], consulté le 20 octobre 2020.

[1573] En 2013, le Centre des études orientales de Varsovie énumeraient les réformes qui semblaient fonctionner et les secteurs où elles semblaient impossibles, voir Kamil Calus, *Reforms in Moldova, moderate progress and uncertain outlook future*, OSW commentary, 2013, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2013-01-23/reforms-moldova-moderate-progress-and-uncertain-outlook-future], consulté le 20 octobre 2020.

La conditionnalité négative a parfois été utilisée en cas de non respect des exigences de l'UE mais son emploi peut poser plus de problèmes qu'elle n'en résoud [1574]. Ainsi, l'importance accordée aux politiques normatives dans les relations avec l'Ukraine au moment de la présidence Yanoukovitch ont finalement gêné le renforcement de la coopération[1575]. Les limites de la conditionnalité sont particulièrement évidentes dans la PEV où la perspective d'une adhésion à l'Union Européenne n'existe pas ou n'existe, dans le meilleur des cas, que de façon vague et lointaine or sans cette perspective, la conditionnalité n'a de sens que lorsque les avantages reçus (qu'ils soient matériels, politiques ou symboliques) dépassent les coûts de leur adoption. La crédibilité de la conditionnalité repose sur l'établissement de conditions claires et bien définies mais la PEV ne propose souvent que des critères de références imprécis qui reflètent les hésitations actuelles de l'UE[1576].

Dans des moments aussi cruciaux que le printemps arabe ou le conflit ukrainien, cette indécision a considérablement discrédité le message de démocratisation promu par l'UE [1577].

5.2.Les révisions de la PEV

Confrontée à des tensions de plus en plus fortes au sein de son voisinage, l'UE a régulièrement été critiquée pour sa naïveté et pour l'inefficacité de ses politiques. Pour répondre à ces reproches, l'Union Européenne a révisé sa politique de voisinage en 2011 après les printemps arabes. Cette première révision met en place le principe non contraignant dit du *more for more*. Une deuxième révision a lieu en 2015, après la crise ukrainienne, l'UE rompt cette fois avec sa politique du *à prendre ou à laisser*: Avant 2015, l'UE proposait des Accords d'Association qui devaient être acceptés ou rejetés par les gouvernements. La révision de la PEV laisse la possibilité de compromis en proposant à certains pays des accords moins

[1574] Rosa Balfour, *EU conditionnality after the Arab Spring*, Barcelone, European Institute of the Mediterranean, European Policy Center, 2012, [http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_2728_papersbalfour_for_euromesco16.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1575] Geir Flikke, *Ukraine in Europe, Europe in Ukraine*, Norwegian Institute of International Affairs, 2013, [https://brage.bibsys.no/xmlui/bitstream/handle/11250/276598/Ukraine%252Bin%252BEurope-Europe%252Bin%252BUkraine.pdf?sequence=3], consulté le 20 octobre 2020.

[1576] Sandra Lavenex et Frank Schimmelfennig, «EU democracy promotion in the neighbourhood: from leverage to governance ?» in *Democratization*, volume18, n°4, Londres, Routledge, 2011, p. 885-909.

[1577] Raffaella Del Sarto et Tobias Shumacher, «From Brussels with love: leverage, benchmarking, and the action plans with Jordan and Tunisia in the EU's democratization policy» in *Democratization*, volume 18, n°4. Londres, Routledge, 2011, p.932-955.

complets et moins contraignants. En fait, les révisions successives de la PEV admettent que les pays voisins ne constituent pas un espace unifié et sont confrontés à une grande variété de situations [1578], elles mettent ainsi en place des politiques plus souples, plus adaptables aux différents contextes en insistant notamment sur la coopération sectorielle, l'appropriation locale et la stabilité.

Les révisions successives de la PEV s'éloignent de l'idéalisme des années 90 et actent que la coopération avec les pays voisins est désormais davantage dictée par l'intérêt rationnel que par la volonté de promouvoir bonne gouvernance et démocratie. L'approche plus technique adoptée par l'UE cherche dès lors à dépasser la possible contradiction entre démocratie et maintien de la stabilité en favorisant la mise en place de projets précis, pour ses partisans cette approche pragmatique permet de créer des liens qui finiront par contraindre le voisinage au changement[1579]. Le but principal des relations de voisinage est d'harmoniser les législations, de soutenir la modernisation des économies des pays associés en stimulant les échanges commerciaux et en améliorant les conditions d'investissement. On peut néanmoins s'interroger sur la pertinence de la foi dans les forces libératrices du marché supposées apporter la démocratie à une époque où cette corrélation n'a plus rien d'évident et se poser la question de l'adaptation à la réalité sociale et économique des pays concernés[1580].

Dans le même ordre d'idée, la conditionnalité ne peut s'appliquer efficacement que si elle est adaptée aux capacités administratives du pays or les conditions proposées sont souvent trop ambitieuses pour les administrations locales et sont établies sans dialogue avec les acteurs concernés. De l'avis général, les politiques européennes sont souvent peu accessibles aux institutions locales et aux citoyens et ne tiennent pas suffisament compte de leur impact sur les

[1578] Laure Delcour et Hrant Kostanyan, *Towards a Fragmented Neighbourhood? EU's and Russia's Policies and Their Consequences on the Area That Lies in-between*, Centre for European Policy Studies, n°17, 2014,
[1579] Sven Biscop, *Geopolitics with European Characteristics; an Essay on Pragmatic idealism, Equality and Strategy,* Bruxelles, Royal Institute for International Relations, 2016, [http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2016/03/egmont.papers.82_online-versie.pdf?type=pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1580] Laure Delcour, « Quelle influence pour l'Union européenne dans son voisinage oriental ? » in *Etudes Européennes*, 2012, [http://www.etudes-europeennes.eu/images/stories/Eastern_Partnership/DELCOUR_Laure_FR_FINAL.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

différentes sociétés[1581]. Pour mieux les calibrer en fonction des besoins et des capacités des acteurs locaux la dernière révision de la PEV envisage de s'éloigner des politiques quasiment dictées aux pays du voisinage [1582] en visant à renforcer l´appropriation locale des réformes[1583]. Dans la communication officielle de l'UE, cette appropriation passe par un fort soutien aux sociétés civiles et aux acteurs de terrain pourtant les grandes priorités de l'UE que sont la libéralisation économique ou la sécurité sont traitées essentiellement avec les seules élites politiques[1584] . Les relations tant vantées avec les organisations de la société civile restent donc irrégulières et parfois incohérentes[1585]. En outre, la conflictualité croissante et la montée de modèles de société concurrents posent la question de l'équilibre à trouver entre promotion de la démocratie et protection des intérêts stratégiques et de sécurité. L'objectif annoncé de l'UE est de s'entourer d'un ensemble d'états économiquement et politiquement stables [1586]. Pour certains auteurs, il peut y avoir un hiatus entre la promotion de la démocratie qui ne peut s'envisager que sur le long terme et la sécurité qui est un besoin immédiat. Dans cette perspective sécuritaire, la démocratie n'est plus forcément un objectif *per se* mais un moyen d'atteindre le véritable objectif recherché, la stabilité du voisinage[1587]. Face à des situations potentiellement déstabilisatrices, l'Union Européenne accorde la priorité à ses intérêts en matière de sécurité par rapport à la promotion de la démocratie et de la prospérité partagée. La conséquence de ce pragmatisme est le risque de créer une zone intermédiaire *grise* entre l'Union et des espaces potentiellement dangereux ou instables[1588]. Enfin, l'orientation assumée des révisions de la PEV vers des politiques «à la carte »accentue les difficultés de cohésion des

---

[1581] Richard Youngs et Kateryna Pishikova, *Smart Geostrategy for the Eastern Partnership*, Carnegie Europe, 2013, [http://carnegieeurope.eu/2013/11/14/smart-geostrategy-for-eastern-partnership-pub-53571] consulté le 20 octobre 2020.

[1582] Lucia Najslova Lucia et Vera Rihackova, « The UE in the East; Too ambitious in rhetoric, too unfocused in action » in *Thinking strategically about the UE's external Action,* Institut Jacques Delors, 2013, p. 225-236.

[1583] Communiqué du Service Européen d'Action Extérieure détaillant la révision de la PEV en 2015. [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/330/european-neighbourhood-policy-enp_en] consulté le 20 octobre 2020.

[1584] Alvaro de Vasconcelos, «L'Union européenne et ses voisins du Sud» in *Géopolitique de la démocratisation, op.cit.*, p.273-276.

[1585] Richard Youngs et Ana Echague, *Shriking Space for Civil Society*, rapport pour le Parlement Européen, Bruxelles, 2017, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/578039/EXPO_STU(2017)578039_EN.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1586] *Idem.*

[1587] On pourra notamment lire Franck Schimmelfennig et Wolfgang Wagner, « External governance in the European union » in *Journal of European Public Policy*, n°4, volume 11, 2004, p. 657-660.

[1588] Ruben Zaiotti, « La propagation de la sécurité : l'Europe et la schengenisation de la Politique de voisinage » in *Cultures & Conflits* n°66, juillet 2007, 2017.

relations avec le voisinage. Les gouvernements des pays membres ont des perceptions différentes des risques et les prioritisent par conséquent différemment. Ainsi, l'Italie, la Grèce, l'Espagne s'inquiètent plus des problèmes liés à la déstabilisation du pourtour méditerranéen qu'aux pressions exercées par la Russie sur les pays Baltes tandis que les pays d'Europe centrale se montrent peu désireux de collaborer avec les pays d'Europe du sud sur les questions migratoires. Les politiques à l'égard du voisinage prennent par conséquent des formes variées et désordonnées; coopérations bilatérales, relations entre régions, coopérations sectorielles sont souvent modifiées et mal coordonnées et créent une forte impression de confusion voire de désaccords entre les membres de l'Union Européenne[1589].

6. Le tournant réaliste

Au sud de l'Europe, les grandes ambitions du processus de Barcelone semblent aujourd'hui lointaines. La grande fragilité et l'instabilité des pays du pourtour méditerranéen ont amené la PEV à prendre un tournant réaliste et la coopération avec les pays voisins du sud est largement conditionnée par les questions de sécurité liées au développement du terrorisme, à la crise migratoire et au trafic des personnes [1590], cette tendance est appuyée par la demande des opinions publiques européennes[1591]. Pour le maintien de la stabilité, l'UE opte donc souvent pour la coopération avec des régimes autoritaires tout en essayant de proposer une médiation avec les opposants à ces régimes. Les bonnes relations entretenues avec l'Egypte de Abdel Fatah-el-Sissi ou l'accord sur la migration conclu avec la Turquie après la „crise des migrants" de 2015-2016 sont autant d'exemples de cette tendance à privilégier la sécurité de l'Union Européenne au détriment de la promotion de la démocratie[1592]. Il convient également de rappeler qu'avant le début des printemps arabes et notamment lors du lancement du projet d'Union pour la Méditérannée les tentatives de rapprochement avec les régimes de Mouamar Khadafi ou de Bachar El-Assad se sont multipliées [1593]. Cette approche crée une inconfortable

[1589] Krastev, *op.cit*., p.64-65. Ivan Krastev revient largement dans son essai, *Le destin de l'Europe*, sur la division profonde entre pays membres de l'UE générée par la crise migratoire de 2015.
[1590] *Idem*.
[1591] Pascal Perrineau, « Les Européens et la question migratoire » in *Question d'Europe* n° 403, 2016, [https://www.robert-schuman.eu/r/questions-d-europe/0403-les-europeens-et-la-question-migratoire], consulté le 20 octobre 2020.
[1592] Alvaro de Vasconcelos, *op.cit*., p.273-276.
[1593] On se souvient du scandale provoqué par le soutien accordé par le gouvernement français au régime tunisien de Ben Ali au début des printemps arabes, voir *Le Monde* du 13 janvier 2011, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliot-marie-suscitent-la-polemique_1465278_3212.html], consulté le 20 octobre 2020.

sensation de dépendance vis-à-vis de régimes souvent peu fiables.

Après le grand élargissement à l'Est, l'Union Européenne se trouve en contact direct avec les troubles politiques, sociaux, ethniques et économiques des pays de l'espace ex-soviétique et doit faire la menace posée par les réseaux de criminalité organisée et par la grande corruption. A partir de la seconde moitié des années 2000, le retour en force de Moscou sur la scène internationale a motivé une inquiètude plus forte vis-à-vis de l'influence politique de la Russie voire de la potentielle menace militaire que celle-ci fait peser sur ce voisinage devenu commun[1594]. Les opinions publiques d'Europe occidentale sont toutefois moins attentives au voisinage oriental dont elles se sentent plus éloignées et sur lequel elles sont généralement peu informées[1595]. En revanche, les citoyens et les gouvernements des pays membres d'Europe centrale et orientale s'intéressent beaucoup plus à ces voisins qui les séparent de la Russie[1596]. La politique un temps très active de la Pologne à l'égard du Partenariat oriental, les signux d'alarme fréquemment lancés par les pays Baltes ou les relations indéfectibles de Bucarest avec le gouvernement de Chișinău sont autant d'illustrations de cette sensibilité particulière. Le conflit du Donbas et l'annexion de la Crimée ont pendant un temps unis l'Est et l'Ouest de l'Union Européenne dans la même inquiètude mais le soutien de l'UE accordée à l'Ukraine n'empêche ni la corruption endémique ni l'existence de groupes politiques violents[1597]. Par ailleurs, le mouvement dit *Maidan* ou *Euromaidan* a débuté pour contester le volte-face du président Ianoukovitch au sommet de Vilnius mais il n'a pris une grande ampleur que lorsque la police a violemment réprimé les premiers manifestants, les protestations se renforcèrent comme un mouvement *contre* le gouvernement plus que *pour* l'Union Européenne[1598], les enjeux politiques nationaux pesant souvent plus que les influences exterieures[1599].

[1594] Rupnik, *op.cit*., p.67-70.

[1595] Il s'agit en outre de régimes beaucoup moins répressifs que leurs homologues méditérannéens.

[1596] Dans un entretien à la revue *Etudes européennes* l'ambassadeur de France chargé du Partenariat oriental, Serge Smessow, détaille les différents niveaux d'implication des pays membres de l'UE, [http://www.etudes-europeennes.eu/images/stories/Eastern_Partnership/Entretien_Serge_Smessow_FINAL_FR.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1597] Mihail Minakov, « En Ukraine, la révolution de la dignité a abouti à la corruption, au nationalisme et au déclin des libertés » in *Le Monde*, 2017, [http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/01/en-ukraine-la-revolution-de-la-dignite-a-abouti-a-la-corruption-au-nationalisme-et-au-declin-des-libertes_5179375_3232.html], consulté le 20 octobre 2020.

[1598] Vsevolod Samokhvalov, « Ukraine between Russia and theEuropean Union: Triangle Revisited » in *Europe-Asia Studies*, n°67, 2015.

[1599] Lilia Shevstova, « The Maidan and Beyond» in *Journal of Democracy*, n°3, volume 25, 2014, p.74-82.

Dans une acception générale, le processus de rapprochement d'un pays avec l'Union Européenne doit contribuer à la transformation des régimes politiques voisins et renforcer une demande des populations en faveur de la démocratisation mais ce lien entre européanisation et démocratisation s'est affaibli, le récit qui liait les mouvements populaires contre les régimes autocratiques ou corrompus à une «demande d'Europe» n'est plus une évidence[1600]. Ainsi, la coopération avec le régime d'Ilham Aliyev a montré que de nombreux arrangements avec l'Etat de droit étaient désormais possibles. L'Azerbaïdjan est un pays important pour l'UE car il peut contribuer à la diversification de son approvisionnement en hydrocarbures et constitue un marché en plein essor ce qui semble justifier une forme d'indulgence de la part des pays membres de l'UE et de leurs entreprises[1601]. La «diplomatie du caviar» remet en cause toute la cohérence du principe du *more for more*, dans ce cas flagrant, l'UE a été critiquée pour une utilisation de la conditionnalité fondée avant tout sur ses propres intérêts malgré l'absence de progrès dans le respect des droits de l'homme[1602]. Au-delà de ce cas particulier, de nombreux experts pensent que la conditionnalité non-contraignante est loin d'être suffisante pour influencer les régimes autocratiques et achève de brouiller le timide message européen en faveur de la démocratisation de certains régimes[1603]. Dans un voisinage souvent instable, l'UE privilégie la libéralisation économique et la sécurité par rapport aux principes démocratiques et aux droits des citoyens[1604]. De même, dans le domaine économique, la libéralisation du commerce prévaut souvent sur le développement durable, les droits sociaux ou la réduction de la pauvreté et des inégalités[1605]. La conséquence de cette politique louvoyante est un affaiblissement de l'image de la puissance normative européenne chez ses voisins; au Sud, les acteurs locaux considèrent que l'Union Européenne fait passer sa sécurité et ses intérêts avant la promotion de la démocratie tandis qu'à l'Est, les citoyens comprennent souvent mal la prédominance des droits politiques sur les droits sociaux[1606] [1607].

[1600] Lucan Way, «The Real Causes of the Color Revolutions» in *Journal of Democracy,* n°3, volume 19, 2008, p.55-69.

[1601] Thierry Mariani, rapport sur l'Azerbaïdjan présenté à l'Assemblée nationale, 2014, [http://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r2396.asp], consulté le 20 octobre 2020.

[1602] Claudia Von Salzen, « Council of Europe plagued by caviar diplomacy » in *Der Tagesspiegel*, 2017, traduit en anglais pour le site *Euractiv*, [https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/council-of-europe-plagued-by-caviar-diplomacy/], consulté le 20 octobre 2020.

[1603] Elsa Tulmets, « Neighbourhood policy:A growing prevalence of interests over identity ?» in Sieglinde Gstohl et Simon Schunz (dir), *Theorizing the European Neighbourhood policy,* Londres, Routledge, 2016, p. 25-42.

[1604] *Idem.*

[1605] Jones, *op.cit*.

[1606] Tulmets, *op.cit*.

7. L'Europe et les autres

Le monde occidental n‘est plus seul à offrir des politiques de soutien au développement et à la modernisation, d'autres puissances proposent comme la Chine ou les pays du Golfe proposent d’autres modèles de développement. Suite aux printemps arabes, le *modèle turc* alliant modernité économique et conservatisme culturel a gagné en popularité dans le pourtour méditerranéen[1608]. Dans les pays du voisinage oriental, c’est essentiellement la Russiequi fait figure de modèle alternatif de société. Après une relative éclipse dans la décennie 90, la défiance croissante des élites politiques russes vis-à-vis de l'Occident[1609] a entraîné le développement d’une politique étrangère plus assertive au fil des ans [1610]. La Russie a formellement refusé d'être intégrée à la PEV[1611] et si différents cadres de coopérations ont été mis en place cela n’a pas empêché les relations entre la Russie et l’UE de se détériorer [1612]. Le voisinage oriental est aujourd’hui perçu par l'Union Européenne comme une zone tampon entre elle et la Russie perçue comme un adversaire systémique[1613]. Pour la majorité des observateurs occidentaux, la Russie n'a jamais accepté l'idée que les pays du Partenariat oriental puissent constituer un voisinage commun et tente de contrecarrer les politiques de l'UE en direction de ses voisins de l'Est[1614]. Pour Moscou, l‘étranger proche reste défini par les liens culturels, historiques, ethniques étroits qu’il entretien avec la Russie même si ces sont en cours de

---

[1607] *Idem.*, pour Elsa Tulmets, le Parlement Européen, renforcé par la traite de Lisbonne tend à contrebalancer cette tendance, il joue un rôle important et souvent critique en ce qui concerne le respect de la démocratie, de la liberté, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre de cette PEV revisée et rappelle souvent les états à leurs engagements.

[1608] Alican Tayla, «Un nouveau paradigme pour la Turquie ?» in *Confluences Méditerranée*, n°79, 2011, p.57-65.

[1609] Elena Alekseenkova et Ivan Timofeev, « L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes, Russie » in *Russie.NEI* n° 89, Institut Français des Relations Internationales, 2015.

[1610] Leonid Poliakov, « Le conservatisme en Russie; instrument politique ou choix historique » in *Russie. NEI,* n° 90, Institut Français des Relations Internationales, 2015, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_90_fr_poliakov_protege.pdf],consulté le 20 octobre 2020.

[1611] Yves Pozzo di Borgo, « Union Européenne-Russie ; quelles relations » Rapport d’information n°307, *Sénat,* 2006, [https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30723.html.], consulté le 20 octobre 2020.

[1612] Jérôme Clerget, « De l'accord de partenariat et de coopération aux « quatre espaces communs : Valeurs démocratiques et malentendus culturels dans les relations entre l'Union européenne et la Russie » in *Les cahiers Irice*, n°2, volume 12, 2014, p. 45-58.

[1613] Carl Bildt, «Russia, the UE and the Eastern Partnership» pour *European Council on Foreign Relations*, 2015, [https://ecfr.eu/archive/page/-/Riga_papers_Carl_Bildt.pdf?], consulté le 20 octobre 2020.

[1614] Pavel Baev, « La Russie et l’Europe centrale et orientale : Entre confrontation et connivence » in *Russie.NEI* n°97, IFRI, 2016, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/la_russie_et_leurope_centrale_et_orientale_entre_confrontations_et_connivences.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

dégradation[1615]. Cette confrontation transforme les anciennes républiques soviétiques concernées en autant d'enjeux dans cette rivalité, la Russie est donc régulièrement accusée d'utiliser à la fois son influence culturelle et les relations institutionnelles et économiques héritées du passé et pour contrer la diffusion des normes et des pratiques européennes dans ce voisinage[1616], la dépendance des pays d'Europe orientale à l'égard des hydrocarbures est souvent mentionnée comme étant un des principaux leviers de cette influence[1617]. Il existe de nombreuses initiatives visant à réduire cette dépendance et la politique de l'énergie est un axe majeur de la coopération entre l'UE et son voisinage oriental[1618]. La question de la sécurité énergétique touche d'ailleurs très directement l'UE elle-même comme l'a montré la crise du gaz entre la Russie et l'Ukraine pendant l'hiver 2009[1619].

En avançant son influence vers l'Est, l'UE entre également dans un monde jadis uni par une culture et une expérience communes que la CEI a tenté de maintenir après l'effondrement de l'URSS. A cet effet, la Russie développe une stratégie d'influence intense passant notamment par le maintien d'un fort réseau dans les cercles politiques, économiques et intellectuels ainsi que par une active politique de promotion d'une vision russe du monde, dénoncée à l'Ouest comme une véritable *guerre de l'information*[1620]. La protection de ce *Ruskyi Mir* est présent dans le discours politique de l'ancienne superpuissance qui s'efforce de redéfinir son identité nationale et régionale mais également de défendre sa place et son rôle régional car les élites politiques russes percoivent le Partenariat oriental comme un instrument destiné à inciter les

[1615] Nadia Alexandra Arbatova, *A Russian View on the Eastern Partnership*, Clingendael, The Netherlands Institute for International Relations, 2016, [https://www.clingendael.org/publication/russian-view-eastern-partnership], consulté le 20 octobre 2020.
[1616] Laure Delcour et Hrant Kostanyan, « The Implications of Eurasian Integration for the EU's Relations with the Countries in the Post-Soviet Space» in *Studia Diplomatica,* n°1, volume LXVIII-1, 2015, [https://www.ceps.eu/publications/implications-eurasian-integration-eu%E2%80%99s-relations-countries-post-soviet-space], consulté le 20 octobre 2020.
[1617] Stéphane Dubois, « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? » in *Géoéconomie*, n°1, volume 48, 2009, p.67-88.
[1618] Julien Vercueil, « Union Européenne-Russie, des politiques de voisinage de l'énergie » in *Geoconfluences*, 2008, [http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Europe/EurScient7.htm], consulté le 20 novembre 2020.
[1619] Simon Pirani, Jonathan Stern et Katia Yafimava, *The Russo-Ukrainian gas dispute of January 2009; a comprehensive assessment*, The Oxford for Energy Studies, 2009, [http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.398.868&rep=rep1&type=pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1620] Fiodor Loukanov, « Les paradoxes du sof power russe » in *Revue Internationale et Stratégique*, n° 92, 2013, p.147-156.

pays du voisinage à rompre leurs liens avec Moscou[1621]. Pour la majorité des observateurs occidentaux, la promotion de l'«Union Douanière» ou «Union Economique Eurasiatique» est la facette économique de cette politique de lutte contre l'intégration de l'«étranger proche» aux structures européennes[1622]. En théorie, l'Union Economique Eurasiatique possède des avantages immédiats car le soutien financier et les facilités commerciales ne sont pas subordonnés à des réformes politiques mais elle est n'est encore qu'un projet assez vague dans lequel la Russie occupera une place prédominante[1623]. L'intégration économique à l'UE par l'intermédiaire d'un ALECA apparait comme pouvant apporter des avantages structurels plus importants à terme et se présente comme plus égalitaire. La difficulté à laquelle les pays du voisinage oriental sont confrontés est celle du choix entre deux zones de libre-échange qui ne sont pas compatibles, un pays associé à l'Union Européenne ne pouvant pas être également membre de l'Union Douanière, c'est donc un choix exclusif que la Russie conteste en proposant la possibilité pour un pays de pouvoir appartenir aux deux zones[1624]. Les pays du voisinage oriental sont pris au piège de efforts d'intégration dans des systèmes concurrents déployés par l'UE et par la Russie et ces stratégies d'intégration parallèles nuisent à toute amélioration des relations entre les deux principaux protagonistes. Les effets de cette affrontement sont difficiles à évaluer[1625]. Certains analystes, diplomates ou médias occidentaux parlent de *guerre hybride* ayant pour objectif d'influencer l'opinion publique et les dirigeants des pays du voisinage oriental et de créer des conditions trop défavorables pour que ces états puissent internaliser les règles et les normes de l'UE [1626]. Un rapide parcours des médias russes permet également de voir que la même accusation d'agressivité est adressée aux pays occidentaux.

[1621] André Filler, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation » in *Hérodote* n° 138, 2010, p. 94-108.

[1622] Florent Marciacq, « L'Union européenne face au défi de l'Union économique eurasiatique » in *P@ges Europe*, *La Documentation française*, 2015.

[1623] Thornike Gordadze, « Le Caucase entre l'Union Eurasienne et l'Union Européenne » in *Géopolitique de la démocratisation, op.cit.,* p.139.

[1624] Mircea Barbu, entretien (en anglais) avec l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Roumanie et ancien ambassadeur en Moldavie, Valeri Kuzmin pour *Adevarul*, 2017, [https://adevarul.ro/international/rusia/interviu-ambasadorul-rusiei-partea-ii-8_589c31a95ab6550cb84a08d0/index.html], consulté le 20 septembre 2020.

[1625] Andrei Zagorski, « Eastern Partnership from the Russian Perspective» pour le *Friedrich Ebert Siftung*, 2011, [http:// library.fes.de/pdf-files/ipg/2011-3/05zagorski.pd], consulté le 20 octobre 2020.

[1626] On peut lire à ce sujet les nombreux travaux de Marlène Laruelle dont *The Russian World: Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination*, Washington, Center for Global Interests, 2015, [https://globalinterests.org/wp-content/uploads/2015/05/FINAL-CGI_Russian-World_Marlene-Laruelle.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

7.1. Peut-on composer avec la Russie?

Quelle que soit la façon dont elles sont perçues les politiques russes ont des effets majeurs. En 2013, lors du sommet de Vilnius, l'Arménie a officiellement renoncé à un accord d'association avec l'Union Européenne pour adhérer à l'Union Economique Eurasiatique[1627]. Le choix de l'Arménie ne constituait pas une grande surprise mais le volte-face de l'Ukraine renonçant au dernier moment à s'associer à l'Union Européenne a été un exemple frappant des efforts de la Russie pour contrer l'influence de l'UE dans l'espace ex-soviétique[1628]. L'Ukraine devint à la suite de cette décision l'épicentre de cette tension accumulée et l'opposition entre la Russie d'une part, l'Europe mais aussi les Etats-Unis d'autre part a pris une toute autre dimension. De nombreux auteurs, bien au delà des seuls cercles eurosceptiques, déplorent aujourd'hui la rhétorique de guerre froide ayant suivi le conflit ukrainien et appellent à ce que Moscou et Bruxelles fassent une évaluation réaliste de leurs intérêts et de leurs attentes afin d'éviter qu'une telle crise ne se reproduise[1629] [1630].

Avant la récente crise du Haut-Karabagh, l'Arménie a pu fournir un exemple intéressant de cette évolution. L'Arménie entretient des liens historiques forts avec la Russie et est devenue après la dissolution de l'URSS, la principale alliée de Moscou dans le Caucase. Depuis 2002, Erevan est membre de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective[1631], une organisation politique et militaire qui réunit la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan[1632], à ce titre, l'Arménie accueille à Gyumri une base militaire russe[1633] dont le but officiel est de garantir la sécurité de son territoire face à des voisins hostiles, l'Azerbaïdjan et

[1627] Anahit Shyrinian et Stefan Ralchev, *U-turns and Ways Forward: Armenia, the EU and Russia Beyond Vilnius*, Institute for Regional and International Studies, 2013, [http://iris-bg.org/fls/iris-shirinyan&ralchev-Armenia-EU-Russia-Beyond-Vilnius-nov13.pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1628] Delcour et Kostanyan, *op.cit,*.
[1629] Andrew Monaghan, *A 'New Cold War'? Abusing History, Misunderstanding Russia*, Chatham House, 2015, [https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20150522ColdWarRussiaMonaghan.pdf], consulté le 20 octobre.
[1630] Daniel Hamilton et Stefan Meister, « The Eastern Question, Russia, the West and Europe's Grey Zone » pour *Center for Transatlantic Relations et German Council on Foreign Relations*, 2016, p.7-14, [https://www.bosch-stiftung.de/sites/default/files/publications/pdf_import/The_Eastern_Question.pdf], consulté le 20 octobre 2020.
[1631] En russe, *Организация Договора о коллективной безопасности.*
[1632] Thornike Gordadze, « Le Caucase entre l'Union Eurasienne et l'Union Européenne » in *Géopolitique de la démocratisation, op.cit.,* p.144-145.
[1633] *Idem.* En 2010, l'utilisation de cette base a été reconduite jusqu'en 2044.

la Turquie[1634]. En janvier 2015, après avoir décliné l'association avec l'UE, l'Arménie devient membre de l'Union Economique Eurasiatique[1635]. Face à cette situation, les autorités européennes ont mis en place un nouveau type d'accord permettant à Erevan de maintenir de forts liens avec Moscou tout en développant sa coopération économique et politique avec l'UE[1636]. En février 2017, le président Serge Sarkissian signe à Bruxelles un *Accord de Partenariat Complet et Renforcé*, compatible avec le statut de membre de l'UEE, à l'inverse des ALECA signés dans le cadre des accords d'assocation avec l'Union Européenne [1637]. L'Arménie se présente donc en possible *Pont entre la Russie et l'Union Européenne* [1638]. Cette nouvelle orientation médiane a pu être contestée en Arménie même, toutefois à son arrivée au pouvoir en 2018, Nikol Pachinian, perçu comme pro-occidental, n'a pas remis en cause l'appartenance de l'Arménie à l'Union Eurasiatique. Si l'expérience arménienne reste encore isolée elle ouvre la possibilité aux pays de la région de mieux choisir les politiques auxquelles ils souhaitent participer en fonction de leurs intérêts et de leur situation[1639].

8. L'Union Européenne; acteur normatif ou géopolitique?

Dans ce contexte de concurrence entre modèles, l'UE est de plus en plus amenée à s'éloigner de son rôle de puissance normative pour devenir un acteur géopolitique mais sur ce nouveau terrain, ses moyens sont limités par plusieurs facteurs[1640]. Le plus évident est l'absence d'une force militaire européenne; l'UE a construit ses relations avec son voisinage en s'appuyant sur le principe de la diffusion de ses valeurs afin de contribuer à façonner des sociétés

---

[1634] Les évènements récents ont rappelé que l'accord de défense ne concernait que le territoire officiel de la république d'Arménie.

[1635] *Idem,* p.142.

[1636] Rédaction, « L'Arménie et l'Union Européenne officialisent l'accord de partenariat » in *Le Caucase*, 2015, [http://www.le-caucase.com/2017/03/09/larmenie-lunion-europeenne-officialisent-laccord-de-partenariat/], consulté le 20 octobre 2020.

[1637] Hrant Kostanyan et Richard Giragosian, *EU-Armenia relations; charting a fresh course*, The Swedish International Development Cooperation Agency, 2017, [http://www.3dcftas.eu/system/tdf/HKandRG_EU_Armenia_CEPA.pdf?file=1&type=node&id=377], consulté le 20 octobre 2020.

[1638] Rédaction, entretien accordé par le président Sarkissian à la chaîne *Euronews*, 2017, [http://fr.euronews.com/2017/03/02/un-nouvel-accord-de-partenariat-ue-armenie], consulté le 20 octobre 2020.

[1639] Kostanyan et Giragosian, *op.cit.*

[1640] Richard Youngs, «Is 'hybrid geopolitics' the next EU foreign policy doctrine?», in *EUROPP – European Politics and Policy, The London School of Economics, 2017,[*http://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/06/19/is-hybrid-geopolitics-the-next-eu-foreign-policy-doctrine/], consulté le 20 octobre 2020 *ou encore* Andrey Makarychev et Andrei Devyatkov, «The EU in Eastern Europe; has normative power become geopolitical?» in *PONARS*, n° 310, 2014, [http://www.ponarseurasia.org/sites/default/files/policy-memos-pdf/Pepm_3010_MakarychevDevyatkov_Feb2014_0.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

démocratiques et pacifiques, elle n'a donc pas de tradition «réaliste» des relations internationales à opposer à Moscou[1641]. La Russie a sur elle l'avantage d'être un acteur unitaire qui n'hésite pas à employer toute la gamme de ses moyens politiques et militaires pour parvenir à ses fins. La vision exclusivement normative de l'UE l'a empeché d'évaluer correctement les intérêts de la Russie dans la région et le type de réponse qu'elle pouvait provoquer en étendant son l'influence et c'est bien contre son gré et suite à une série de crises que l'UE est devenue sans y être préparée, un acteur géopolitique[1642]. De ce fait, les politiques de l'UE sont aujourd'hui caractérisées par un conflit inhérent entre valeurs et intérêts.

Cette tension est accentuée par l'ambiguité des valeurs qu'elle veut partager; sa valeur fondamentale, la démocratie, est à la fois un principe et un objectif à atteindre à terme. Il est par ailleurs difficile de combiner de façon entièrement satisfaisante la poursuite de deux objectifs, la stabilité et la démocratie, qui peuvent se réveler contradictoires. De fait, l'UE est rarement prête à risquer de perdre cette stabilité pour promouvoir son idéal démocratique, certains régimes autoritaires ou imparfaitement démocratiques étant garant de cette stabilité[1643]. Les plans d'actions entre l'UE dans le cadre de la PEV mettent donc le plus souvent l'accent sur le renforcement des capacités des Etats dans les domaines de la sécurité, de la coopération judiciaire et policière, du contrôle des frontières ou encore des réformes économiques. Si les politiques européenne cherchent toujours à démocratiser le voisinage c'est surtout parce qu'elles considèrent la démocratie comme un moyen d'assurer la stabilité, la sécurité et la prospérité dans son voisinage, ainsi pour de nombreux observateurs, la révision de 2015 permet un abandon des objectifs idéalistes initiaux de la PEV[1644]. Cette révision est présentée par Bruxelles comme une «approche stratégique» des pays du voisinage mais elle constitue un véritable virage vers une *realpolitik* où la sécurité est devenue la priorité[1645]. Cette nouvelle approche est perçue comme un coup dur pour les sociétés civiles et les personnalités politiques réformistes du voisinage tant à l'Est qu'au Sud. Pour les détracteurs de cette nouvelle *adaptabilité* l'UE s'éloignerait de son ambition de diffuser la démocratie pour se concentrer sur

[1641] Rupnik, *op.cit*., p.67-70.
[1642] *Idem.*
[1643] Delcour et Kostanyan, *op.cit*
[1644] Tanja Börzel et Vera van Hüllen, *Governance Transfer by Regional Organizations: Why Being Democratic Is Just Not Enough: The EU's Governance Transfer*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 227-241.
[1645] Discours de Federica Mogherini sur l'avenir de la PEV, prononcé à Barcelone en avril 2015. [https://www.ceps.eu/system/files/Blockmans%20-%20Obsolence%20of%20the%20European%20Neighbourhood%20Policy.pdf] , consulté le 20 octobre 2020.

la stabilisation à court et à moyen terme de son voisinage[1646]. Pour justifier cette réorientation, la Commission Européenne explique que pour concilier intérêts et valeurs, elle doit aujourd'hui favoriser une stabilité politique et économique minimum afin de créer un terrain favorable à la démocratie et aux droits de l'homme. Ce concept de stabilisation est néanmoins très conversé car il tend à relativiser l'importance des droits de l'homme et de la démocratie[1647].

[1646] Steven Blockmans, *The Obsolescence of the European Neighbourhood Policy*, Bruxelles, Centre for European Policy Studies, 2017, [https://www.ceps.eu/system/files/Blockmans%20-%20Obsolence%20of%20the%20European%20Neighbourhood%20Policy.pdf] consulté le 20 octobre 2020.
[1647] Communiqué de presse de la Commission Européenne intitulé *Politique de voisinage révisée : soutenir la stabilisation, la résilience et la sécurité*, Bruxelles, 2017, [http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1334_fr.htm] , consulté le 20 octobre 2020.

IV.3. Chantages et narrations

Dans ce nouveau contexte géopolitique marqué par l'arrivée sur la scène internationale de modèles de société concurrents et par la crise du système libéral et l'essouflement du projet européen, les Balkans occidentaux fournissent un terrain d'observation privilégié des conséquences possibles de l'approche plus pragmatique adoptée par l'Union Européenne, l'exemple est d'autant plus parlant qu'il concerne des pays candidats à l'adhésion[1648].

1. L'hypothèse de la stabilocratie

Dans une tribune publiée par la London School of Economics, l'historien monténegrin Sđra Pavlović prend l'exemple de ces pays dans les limbes de l'adhésion depuis près de 20 ans pour observer la tendance des Etats-Unis et de l'UE à soutenir des gouvernements peu démocratiques mais garantissant la stabilité, tendance qu'il nomme de façon volontairement polémique *stabilocratie*[1649]. Pavlovic utilise ce terme à l'occasion des élections législatives de 2016 au Monténegro qui reconduisent au pouvoir l'actuel président de la République, Milo Đjukanović, à la tête de son pays depuis 1991 en alternant les postes de Premier ministre et de Président de la République. Đjukanović est souvent décrit comme un autocrate utilisant son pouvoir politique pour son enrichissement personnel et est fortement soupçonné de liens étroits avec la criminalité organisée dans la région[1650]. Les élections législatives se déroulent dans des circonstances très particulières; fin 2015 et début 2016, la capitale du Monténegro, Podgorica, est secouée par de violentes manifestations contre le gouvernement du parti démocratique socialiste du Monténegro (DPS) de Đjukanović. L'opposition au pouvoir en place est partagée entre nationalistes qui s'opposent principalement l'orientation atlantiste du gouvernement et les pro-européens qui dénoncent sa corruption endémique. L'argument majeur de la campagne du DPS est la perspective de l'entrée du Monténegro dans l'OTAN, une décision politiquement très clivante dans ce pays associé à la Serbie jusqu'en 2006 et dont les motivations posent

[1648] Francisco de Borja Lasheras, Vessela Tcherneva et Fredrik Wesslau, *Return to instability : How migration and great powers politics threaten the Western Balkans*, Londres, European Council on Foreign Relations, Policy Brief, 2016, [https://www.ecfr.eu/page/-/ECFR_163_RETURN_TO_INSTABILITY.pdf], consulté le 12 septembre 2020.

[1649] Sđra Pavlović, *West is the best, how stabilocracy undermines democracy building in the Balkans*, The London School of Economics and Political Science, 2017, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/05/05/west-is-best-how-stabilitocracy-undermines-democracy-building-in-the-balkans/], consulté le 12 septembre 2020.

[1650] Florian Bieber, « Patterns of competitive authoritarianism in the Western Balkans » in *East European Politics*, n°3, volume 34, 2018, p.337-354, [https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21599165.2018.1490272], consulté le 12 septembre 2020.

également de nombreuses questions aux partenaires de l'OTAN [1651]. La campagne électorale est marquée par de multiples pressions sur les médias et l'opposition, le point de tension culminant est atteint deux jours avant les élections quand la justice monténegrine révèle une tentative de coup d'Etat organisée par la Russie, l'opposition est alors accusée de complicité [1652]. Le Parti démocratique socialiste remporte les élections, Djukanović fait un pas en arrière en renonçant au poste de Premier ministre, tout en gardant le contrôle sur le gouvernement en tant que leader du parti majoritaire.

Pavlović souligne les circonstances douteuses dans lesquelles la campagne s'est déroulée et dénonce les méthodes de pression utilisées par le gouvernement. Il note que le message de félicitations de Johannes Hahn et Federica Mogherini sur *le caractère démocratique du processus électoral* renforce l'impression au sein de la société civile et de l'opposition que Bruxelles ferme les yeux sur les dérives du régime[1653]. En 2017, le Monténegro est admis dans l'OTAN, en 2018, Milo Đukanović est réelu président de la République face à une opposition toujours divisée[1654]. Dans un article de 2017, Pavlovic revient sur la notion de stabilocratie pour la théoriser[1655]. Les réflexions du chercheur monténegrin prennent les Balkans comme point de départ mais Pavlovic note que le principe n'a rien de nouveau, ni d'exceptionnel et constituerait même le principe directeur de la politique étrangère américaine depuis le début du XXe siècle. A ce titre, il a pu être appliqué de l'Amérique du Sud au Moyen-Orient avec des régimes beaucoup plus brutaux et qui ne s'embarassaient nullement de façade démocratique, l'idée fondamentale de la stabilocratie est la conviction que la protection et la promotion des intérets occidentaux sont prioritaires. Les réflexions de Pavlovic rejoignent les travaux des

[1651] David Berggren, « The Balkan's Corrupt Leaders are Playing NATO for a Fool » in *Foreign Policy Journal*, 2017, [https://www.foreignpolicyjournal.com/2017/01/05/the-balkans-corrupt-leaders-are-playing-nato-for-a-fool/], consulté le 12 septembre 2020.

[1652] Dusica Tomovic, « Montenegro PM Accuses Opposition over « Plot to Kill Him » in *BalkanInsight*, 2016, [https://balkaninsight.com/2016/11/10/djukanovic-accuses-pro-russian-opposition-over-plot-to-kill-him-11-10-2016/], consulté le 12 septembre 2020.

[1653] Sđra Pavlović, *Montenegro's stabilocracy ; The West's support of Đukanović is damaging the prospects of democratic change*, The London School of Economics and Political Science, 2016, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2016/12/23/montenegros-stabilitocracy-how-the-wests-support-of-dukanovic-is-damaging-the-prospects-of-democratic-change/], consulté le 12 septembre 2020.

[1654] Jovana Marović, *Déjà vu, Montenegrin Style : Milo Đukanović wins Montenegro's presidential elections*, The London School of Economics and Political Science, 2018, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2018/04/18/deja-vu-montenegrin-style-milo-dukanovic-wins-montenegros-presidential-election/], consulté le 12 septembre 2020.

[1655] Sđra Pavlović, *West is the best, how stabilocracy undermines democracy building in the Balkans*, The London School of Economics and Political Science, 2017, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/05/05/west-is-best-how-stabilitocracy-undermines-democracy-building-in-the-balkans/], consulté le 12 septembre 2020.

tenants de la «Balkanologie critique». Initialement, ce courant dénonçait la tendance essentialisante des perceptions et des préjugés de la recherche «occidentale» sur les pays des Balkans [1656]. A cette critique de départ s'est ajoutée l'idée que l'objectif de protection des intérêts occidentaux était plus important pour l'Union Européenne que celui du transfert de valeurs. En conséquence, la politique européenne dans les Balkans occidentaux marque un lent renoncement au projet de transformation du voisinage; l'ouest n'est plus à l'offensive, il se protège[1657].

Les régimes politiques qui saisissent cette nouvelle priorité et se montrent disposés à défendre et à soutenir les intérêts géopolitiques, économiques et de sécurité de l'Occident sont de fait protégés par lui en dépit de leurs écarts. Dès lors, la conditionnalité devient une notion très relative car cette tolérance laisse une grande marge de manoeuvre aux gouvernements locaux. En interne, leurs opposants sont facilement qualifiés d'irréalistes ou de partisans voire d'agents des puissances hostiles à l'Occident. Dans les pays des Balkans occidentaux ou en Europe centrale, certains de ces gouvernements sont passés maîtres dans l'art de donner à leur régime une vitrine démocratique; les élections et l'expression y sont libres et les pouvoirs en apparence séparés, ils sont donc formellement démocratiques mais une observation de terrain permet de voir que corruption, pressions économiques et trafics d'influence vident la démocratie de sa substance. La «stabilocratie» est un *statu quo* qui permet à l'Occident de conserver sa rhétorique de promotion de la démocratie et de l'état de droit tandis que le partenaire local peut construire une démocratie de façade tout en affaiblissant les contre-pouvoirs. Pour Pavlović, les principaux responsables de cette situation sont les puissances occidentales dans la mesure où leur soutien créé la possibilité d'un régime stabilocratique en lui apportant soutien matériel et légitimité politique.

Les partenaires occidentaux ne se font pas réellement d'illusion sur la qualité de ces gouvernements et cette relation cynique s'achève lorsque leurs intérêts se trouvent trop mal servis ou lorsqu'apparait localement une meilleure alternative politique, un parti désireux de maintenir la même orientation tout en promettant un meilleur respect des principes

[1656] Diana Mishkova, « The Balkans as an Idée-Force » in *Civilisations*, n° 60, 2012, p.39-64, [http://journals.openedition.org/civilisations/3006], consulté le 20 octobre 2020.

[1657] Pavlović, *op.cit.* ou pour un point de vue plus radical et démontrant les limites de la balkanologie critique voir Rade Zinaic, « Twilight of the Proletariat ; Reading Critical Balkanology as Liberal Ideology » in *New Perspective*, n°1, volume 25, p.19-54, [https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2336825X1702500102], consulté le 20 octobre 2020.

démocratiques. En Moldavie, le soutien aisément observable à partir de 2016 accordé par l'Union Européenne à l'opposition pro-européenne «alternative» portée par Maia Sandu illustre cette bascule.

2. L'instabilité de la stabilocratie

Les reproches des contempteurs de la stabilocratie ne portent pas sur le fait que l'UE ait des intérêts pragmatiques à défendre mais sur son incapacité à trouver un équilibre entre ses intérêts et ses ambitions normatives affichées. La stabilocratie est en outre rapidement confrontée à ses limites et à ses effets, la radicalisation du débat politique et le recul démocratique généralisé n'apportant que rarement la stabilité recherchée.
Au fur et à mesure qu'un tel régime s'installe en Europe, la différence entre la rhétorique de la démocratisation et la réalité locale s'accroît, cela a pour double effet de décourager les citoyens partisans d'une véritable démocratisation et de provoquer chez d'autres une méfiance voire un rejet du processus d'intégration européen. La stabilocratie contribue largement à nourrir une hostilité à l'égard de l'Occident et peut pousser les électeurs à chercher un autre modèle politique. Le cercle vicieux se referme alors, la tension politique et médiatique grandit et les menaces de guerre peuvent être l'arme politique de dernier recours[1658]. Pour Pavlovic, il est cependant peu probable que les régimes des Balkans aillent jusqu'à l'affrontement armé pour assurer leur pouvoir mais ils peuvent pousser divers groupes radicalisés ou/et liés au crime organisé pour créer des incidents locaux, à forte portée symbolique. Les Balkans occidentaux ont ainsi été ces dernières années le théâtre de tels évènements, vrais ou faux attentats, coups armés et violences ethniques aux motivations obscures et qui n'ont jamais été réellement expliqués[1659].

L'autre risque est le développement exponentielle d'une criminalité polymorphe capable de transformer des pays en zones de transit illégal, de contrebande ou en système de blanchiment d'argent et de manipulations financières. Cette criminalité institutionnalisée est potentiellement tout aussi déstabilisatrice pour l'Occident que les menaces géopolitiques[1660]. Les sociétés

[1658] Florian Bieber, *The Rise (and Fall) of Balkan Stabilitocracies*, Belgrade, Center for International Relations and Sustainable Development, 2018, [https://www.cirsd.org/en/horizons/horizons-winter-2018-issue-no-10/the-rise-and-fall-of-balkan-stabilitocracies], consulté le 20 septembre 2020.
[1659] *Idem.*
[1660] Andi Hoxhaj, *Civil society needs support to fight corruption and organised crime in the Western Balkans*, The London School of Economics and Political Science, 2019, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2019/10/30/civil-

civiles laissées seules face au développement de tels phénomènes finissent par douter de la promesse transformatrice portée par l'Union Européenne et de la possibilité de voir leurs pays devenir des démocraties consolidées et prospères au risque d'accélerer la menace existentielle qui touche les Balkans occidentaux comme plusieurs pays du voisinage oriental, le déclin démographique et l'émigration massive des plus qualifiés[1661]. Le glissement de l'Union Européenne vers une *realpolitik* aussi hésitante que dangereuse contribue à la baisse tendantielle de son attractivité et de ses valeurs [1662].

3. La notion de stabilocratie ; quel apport ?

La théorie des régimes hybrides nous permet d'appréhender les facteurs de blocage du processus de démocratisation et l'essoufflement de la croyance en une convergence démocratique inéluctable. L'Union Européenne s'est toujours défiée des dirigeants issus des régimes communistes mais certains dirigeants du Partenariat oriental ou des Balkans ont su créer l'espoir d'un renouvellement en se présentant comme des gouvernants de nouvelle génération, post-transition, européens grâce à leur âge, leur éducation et leur façon d'être[1663]. Dans sa quête de réassurance et de validation de leur modèle fragilisé, les gouvernements occidentaux ont ainsi été à la recherche de leaders pouvant incarner l'occidentalisation par leur jeunesse et leur dynamisme avec l'idée naïve que les façons de gouverner aller changer avec le départ des leaders issus de l'Union Soviétique ou des régimes socialistes[1664]. En interne, les régimes dont la principale légitimité est le positionnement pro-occidental ont pourtant le plus souvent de grandes difficultés à se présenter comme des réformateurs efficaces car ils ne peuvent pas répondre à l'immense besoin de droits économiques et d'équité aujourd'hui réclamés par leurs sociétés mais ils ne sont jugés par leurs garants internationaux que sur leur capacité à réformer en faveur des droits politiques et du marché, supposés amener le progrès social[1665]. Les stabilocraties décrites par les spécialistes des Balkans occidentaux sont des

---

society-needs-support-to-fight-corruption-and-organised-crime-in-the-western-balkans/], consulté le 12 septembre 2020.

[1661] Vesela Tcherneva, *What Europe can do for the Western Balkans*, Bruxelles, European Council on Foreign Relations, 2017, [https://www.ecfr.eu/article/commentary_what_europe_can_do_for_the_western_balkans_7238], consulté le 12 septembre 2020.

[1662] Pierre Mirel, « Elargissement et voisinage ; les politiques de l'Union Européenne à l'épreuve » in Jacques Rupnik (dir), *Géopolitique de la démocratisation*, 2014, p.103-104.

[1663] Stephen Jones, « Georgia, through a glass darkly » in *Open Democracy*, 2013, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/georgia-through-glass-darkly/], consulté le 20 septembre 2020.

[1664] *Idem.*

[1665] *Ibidem.*

régimes hybrides mais la notion qu'ils ont forgée constitue un apport utile en éclairant un élément essentiel à la compréhension d'un certain nombre de gouvernements du voisinage de l'Union Européenne ; leur légitimation externe[1666].

Les régimes stabilocrates se distinguent ainsi des démocraties illibérales de l'Union Européenne qui se forgent contre l'extérieur, ils se distinguent aussi des régimes semi-autoritaires comme la Russie ou la Turquie qui cherchent leur légitimité dans leur exceptionnalisme et la possibilité de proposer un contre-modèle[1667]. Si les stabilocraties sont bien à resituer dans le contexte plus large de l'essoufflement démocratique, elles se construisent grâce au soutien de l'Ouest ce qui les contraint à s'organiser différemment ; elles détournent en leur faveur, les principes, définis par Way et Levintsky, de *levier occidental* et *liens à l'Occident* supposés limiter les glissements autoritaires[1668].

Une stabilocratie est donc un régime ayant de grandes lacunes démocratiques tout en prétendant être engagé sur la voie de réformes, cet engagement leur permet d'obtenir un soutien contre une promesse de stabilité et de fidélité : Si l'échange stabilité contre soutien est une relation somme toute classique entre l'Occident et d'autres régions du monde, la situation des Balkans occidentaux ou celle du voisinage oriental de l'UE est différente car elle est supposée se baser sur une égalité formelle et le partage de valeurs communément acceptées[1669].

En ce sens, la stabilocratie marque bien un recul du processus d'intégration européenne car elle privilégie des considérations sécuritaires et géopolitiques à la promotion de la démocratie libérale. Cette stabilité est néanmoins paradoxale et fallacieuse car la fréquente faiblesse de la performance des gouvernements est une source majeure de mécontentement , en outre, ces régimes génèrent eux-mêmes de l'instabilité pour se maintenir au pouvoir car leur survie repose sur un équilibre fragile entre une promesse de stabilité faite à leurs soutiens extérieurs et le besoin de maintenir et d'activer des tensions qui excusent leurs dérapages[1670].

[1666] Bieber, *op.cit.*

[1667] *Ibid.*

[1668] Lucan Way et Steven Levinsky, « Linkage, leverage and the Post-communist Divide » in *East European Politics and Societies and cultures*, n°1, volume 21, 2007, p.48-66. Le *western leverage* désigne la vulnérabilité des gouvernements des pays en transition à la pression extérieure, le *linkage to the west* désigne la densité des liens économiques, politiques et sociaux entre les sociétés des régimes en transition et le monde occidental. Un haut degré de relations doit contribuer à la démocratisation même dans un cotnexte défavorable.

[1669] Bieber, *op.cit*.

[1670] *Idem.*

Le développement de tels régimes accompagne la série de crises que subit l'Europe et plus largement le monde occidental depuis les années 2000. L'UE est de moins en moins préoccupée par l'exportation de ses normes et de ses valeurs et le recul démocratique en son sein jette un doute profond sur sa capacité à générer une convergence démocratique et à fortiori sur sa capacité à intégrer d'autres pays[1671]. L'hypothèse de base de l'élargissement, le pouvoir de transformer les pays européens non-membres est aujourd'hui profondément remise en cause.

4. La dimension narrative de la stabilocratie moldave

A défaut de pouvoir répondre rapidement et efficacement aux demandes immédiates de l'électorat, de tels régimes ne peuvent tenir que si l'instabilité constitue une menace perceptible, les stabilocraties doivent donc générer et entretenir la tension afin de suspendre l'activité politique normale et justifier ainsi la non-réalisation des objectifs promis. Elles doivent donc créer un état d'exception permanent, fabriquer, inventer et entretenir des situations de crise qu'elles prétendent pouvoir résoudre. Dans ce jeu, les médias ont un rôle essentiel, celui de maintenir un état de tension et de perpétuelle campagne électorale.

En Moldavie, les coups de menton du gouvernement de Chișinău à l'encontre de Tiraspol, les apparitions épisodiques de terroristes, d'espions russes ou de groupes unionistes radicaux, les obscurs enlévements ou les mystérieuses tentatives d'assassinat, les alertes concernant la Gagaouzie présentée comme une potentielle cinquième colonne sont autant d'exemples de cette mise sous tension du débat public. La difficulté principale est de distinguer ce qui relève du vrai, c'est à dire des réelles tentatives d'influence politique, économique et culturelle de la Russie, du fantasme, du prétexte ou de la mise en scène utilisée pour créer une tension permanente[1672]. Il y a par ailleurs une contradiction entre les signaux d'alarme tirées contre l'influence de la Russie, cette *main de Moscou* si régulièrement évoquée et les renoncements réguliers à défendre des intérêts économiques et stratégiques majeurs[1673]. Certains leviers essentiels de l'économie moldave ont ainsi été laissés à des investisseurs russes: L'aéroport international de Chișinău, l'approvisionnement en énergie, l'essentiel du système bancaire et

[1671] *Ibidem.*
[1672] Nicolai Paholinitchi, «Why Moldovas's battle against russian propaganda isn't what it seems» in *OpenDemocracy*, 2018, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/moldovas-battle-against-russian-propaganda/], consulté le 4 mai 2020.
[1673] Vitalie Sprinceana, « Ghilotina geopolitica » in *Platzforma*, Chișinău, 2016, [https://www.platzforma.md/arhive/34983], consulté le 12 septembre 2020.

financier[1674]. Le *golden passport* lancé en 2018 vise principalement des ressortissants russes ou de l'ancienne Union Soviétique.

La stabilocratie est un double chantage exercé sur les puissances extérieures mais aussi sur l'électorat et s'appuie avant tout sur un récit: La Moldavie est un pays périphérique qui a peu de moyens d'agir sur son destin et doit se positionner par rapport à des puissances extérieures. Pour justifier cette impuissance, la politique moldave a été depuis l'indépendance une permanente mise en récit où deux ressorts sont mis en jeu, la politisation et la réinterprétation de l'histoire d'une part et la dramatisation des relations extérieures d'autre part[1675]. La Moldavie est constamment présentée comme un enjeu pour des forces extérieures, comme la proie d'empires qui se sont battus et se battent pour elle. C'est une explication partiellement fondée: La *question bessarabe* oppose à la fin du XIXe l'Empire russe et l'état roumain moderne naissant qui proposent déjà deux modèles de légitimité politique; une logique impériale et celle d'un Etat nationalisant en construction[1676]. A la fin de la première guerre mondiale, l'union de la Moldavie à la Roumanie est présentée comme un mouvement naturel de réunification d'un peuple mais sa réalisation doit tout autant à de complexes calculs diplomatiques, les grandes puissances victorieuses poussent à cette union dans l'optique de soutenir la Russie blanche, puis dans celle de contenir l'influence bolchévique dans la région[1677]. Après l'indépendance, la Moldavie contemporaine a repris *volens nolens* ce rôle de pomme de discorde entre la Roumanie et la Russie. A partir de 2010, cette opposition a évolué vers une lutte symbolique entre deux projets politiques concurrents, l'Union Européenne et la Russie et son Union douanière. Du point de vue de la géopolitique *stricto sensu*, c'est à dire de l'influence de la géographie sur la politique internationale, la Moldavie a pu représenter un réel enjeu à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle avec la question de l'accès aux bouches

[1674] Viorel Gîrbu, « Economia Republicii Moldova între indiferență și incompetență. 25 de ani de ezitări și eșecuri », in Petru Negură, Vitalie Sprînceană et Vasile Ernu (dir), *Republica Moldova la 25 de ani: o încercare de bilanț*, Chișinău, Cartier, 2015.
[1675] Petru Negură, « La géopolitique comme prétexte pour ne pas faire des choix politiques » in L*e Courrier des Balkans*, 2018, [https://www.courrierdesbalkans.fr/Moldavie-la-geopolitique-comme-pretexte-pour-ne-pas-faire-de-choix-politiques], consulté le 12 septembre 2020.
[1676] Andrei Cuşco, « Contested Borderland: Competing Russian and Romanian Visions of Bessarabia in the Late Nineteenth and Early Twentieth Century » in *Historical Studies in Eastern Europe and Eurasia*, volume 4, Budapest, Central European University Press, 2017.
[1677] Traian Sandu, « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920: une reconnaissance difficile » in L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales: une étude comparée, Berne, Peter Lang, 1995, p.57-96,

du Danube qui constituait alors un axe commercial important[1678]. Coupée de sa partie sud, le Boudjak, attribuée à l'Ukraine en 1940 puis en 1944, la Moldavie ne représente plus cet enjeu devenu lui-même d'une importance secondaire. L'importance géopolitique de la Moldavie est pourtant régulièrement hyperbolisée par les médias et les experts nourris d'une analyse issue de l'historiographie roumaine et de la tradition des *soviet studies*[1679]: Pays sans grandes ressources, enclavé et éloigné des grands axes d'échanges, la Moldavie n'est plus l'objet que d'une *compétition symbolique*[1680]. Cette compétition ne constitue aujourd'hui pas un enjeu majeur et immédiat, ni pour l'Union Européenne ni pour la Russie mais cette rivalité, y compris dans une dimension militaire assez fantasmatique, est largement reprise et alimentée par la classe politique moldave. L'importance géopolitique spéculée est une valeur en elle-même puisqu'elle permet de faire du pays un permanent objet de transaction[1681].L'élite politique moldave a toujours cherché à se définir et à se justifier par rapport à un autre, à un extérieur. Les premiers partis sont créés sur la base de grandes catégories historiques, ethniques et culturelles ce qui aboutit à la création de fiefs essentialisant les électeurs[1682]. Pour aborder et rendre accessible des questions liées à l'histoire, à la mémoire et à l'identité et surtout pour les rendre opérantes d'un point de vue politique, il est nécessaire de les simplifier, de les transformer en oppositions manichéennes, il faut en faire des histoires[1683]. En 2010, l'ouvrage de Nicolas Trifon et Matei Cazacu décrivaient la Moldavie comme un Etat en quête d'une nation, c'est également et ce n'est en rien incompatible, *un Etat en quête de récits*. Ces récits politiques ont une double fonction:

- Sur le plan interne, ils répondent à un besoin de toute société, celui de trouver un sens à ce qu'elle vit et parfois de trouver un responsable de ses difficultés[1684].
- Sur le plan externe, ils ont une fonction transactionnelle vis-à-vis des puissances extérieures puisqu'il provoque la crainte d'un basculement dans un camp ou un autre.

[1678] Luminita Gatejel, « Imperial cooperation at the margins of Europe: the European Commission of the Danube, 1856–65 » in *European Review of History: Revue européenne d'histoire*, n°5, volume 24, 2017, p.781-800.
[1679] David Engerman**, «** The ironies of the Iron Curtain » in *Cahiers du monde russe*, n°45, 2004, p.465-496.
[1680] Cusco, *op.cit.*
[1681] Sprinceana, *op.cit.*
[1682] Negura, *op.cit.*
[1683] Guy Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996, p. 14-17.
[1684] Ivan Krastev, « Une sensation de déjà-vu » entretien in *Esprit*, n°12, 2017, p.81-86.

La première décennie de la Moldavie indépendante n'est pas à proprement parler marquée par l'idée d'un *retour à l'Europe*. Elle est dominée par la confrontation entre trois grands pôles, les partisans d'un destin national propre, le moldovénisme, ceux d'un retour à la Roumanie et les minorités nationales[1685]. Ces trois pôles, roumanisant, moldavisant et soviétisant, se définissent par des interprétations de l'histoire et par rapport aux deux pays auxquels cette histoire est intimement liée, la Roumanie et la Russie[1686]. La construction d'un discours nationalisant au cours des décennies 90 et 2000 cherche initialement à définir une identité autonome en évacuant la question de l'unification avec la Roumanie, avec l'entrée de cette dernière dans l'Union Européenne et l'affirmation renouvelée des ambitions de la Russie, c'est la question de l'appartenance à l'Europe et au monde occidental qui devient définitoire de l'identité de la Moldavie[1687].

4.1. Raconter l'Europe

L'européanisation est généralement abordée à travers une approche rationaliste ayant pour objet la conditionnalité, le transfert de pratiques et l'adoption de normes mais ces aspects rationnels ne constituent pas la seule dimension de l'européanisation car celle-ci implique également des changements identitaires et culturels majeurs[1688].

L'Etat-Nation souverain s'est imposé historiquement comme la forme légitime de la communauté politique dans laquelle le peuple s'identifie à la Nation et au pouvoir qui le représente[1689]. Peu de régions sont aussi associées au nationalisme que les Balkans ou l'ex-URSS ; après la chute du communisme, les récits identitaires s'y sont révélés à nouveau de puissants vecteurs de mobilisation populaire[1690]. L'européanisation entretient un lien complexe

---

[1685] Julien Danero-Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en république de Moldavie*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2014, p.96.

[1686] Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *Un Etat en quête de nation, la République de Moldavie*, Paris, Non Lieu, 2010, p.370-373.

[1687] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, « Political Discourses, Search for Identity and National Imagination » in Valentin Naumescu et Dan Dungaciu (dir.), *The Republic of Moldova in The European Union's Eastern Neighbourhood Today. Politics, Dynamics,Perspectives*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2015, p. 211-249.

[1688] Violette Rey, « Les Balkans, lecture d'un espace « d'entre-deux » in *Anatoli* (Cemoti) n°1, Paris, Editions du CNRS, 2010, [http://journals.openedition.org/anatoli/368], consulté le 14 octobre 2019.

[1689] Hermet, *op.cit.*, p.17.

[1690] John Breuilly, *Nationalism and the State*, Chicago, The University of Chicago Press, 1994, p.340-362. Breuilly rappelle par ailleurs que les termes des débats autour de la nation ne sont pas propres à cette partie de l'Europe, ils sont communs à n'importe quelle construction nationale.

avec l'Etat-Nation ; elle se définit initialement comme un antidote au nationalisme et aspire à la construction d'une identité européenne post-nationale, un des enjeux de l'élargissement post-89 étant de faire disparaître les « petits nationalismes » de l'Est, perçu comme des archaïsmes[1691]. Plus récemment, avec la montée de modèles politique concurrents, l'Union Européenne tend parfois, au moins au niveau rhétorique, à répliquer les mécanismes du nationalisme au niveau supranational[1692] sans toutefois jamais parvenir, selon ses détracteurs, à générer l'attachement sentimental et l'*affectio societatis* nécessaires à une telle entreprise[1693].

Ces tensions se retrouvent au niveau des politiques nationales car c'est à ce niveau que le sens de l'appartenance à l'Europe se négocie et est contesté[1694]. Les effets d'un rapprochement avec l'Europe sur la politique nationale sont très rapides et peuvent avoir des conséquences directes sur le soutien ou l'hostilité au processus d'européanisation, il convient donc pour les élites politiques de restructurer leur discours autour de cette question[1695]. Tout comme lors de la phase de construction nationale, les élites politiques restent donc dans la construction de l'identité. Depuis les années 90, l'européanisation des pays de l'ancien bloc socialiste les amènent donc à re-raconter l'identité nationale[1696]. Pour ses partisans, il y a une nécessité à européaniser l'identité, à incorporer l'Europe et sa culture comme un élément de l'histoire nationale. Pour ses éventuels opposants, il faut à contrario, expliquer pourquoi l'Europe ne peut pas être intégrée à cette histoire ou à cette identité nationale[1697]. (Voir Annexe 20 : L'UE à travers un manuel scolaire).

La Moldavie présente un cas particulier d'étude du récit sur l'Europe ; son identité nationale n'est pas stabilisée et son européanisation intervient tardivement, à une période où le modèle européen est contesté et concurrencé. Les accords d'association proposés aux pays du voisinage oriental ne diffèrent guère des démarches de pré-adhésion mais la Moldavie n'est pas candidate à l'adhésion et rien ne garantit qu'elle puisse un jour accéder à ce statut, cela n'empêche pas les discours des élites politiques moldaves de se construire autour de cette très hypothétique perspective d'adhésion. L'ambiguïté de l'Union Européenne vis-à-vis de ses

[1691] Hermet, *op.cit.*, p.10.
[1692] Nevena Nancheva, *Between nationalism and europeanisation*; *narratives of national identity in Bulgaria and Macedonia*, Colchester, European Consortium for Political Research, ECPR Press, 2015, p.8-12.
[1693] Régis Debray, *Eloge des frontières*, Paris, Gallimard, 2013, p.59.
[1694] Nancheva*, op.cit.,*p.8-12.
[1695] *Idem.*
[1696] *Ibidem.*
[1697] *Ibid.*

voisins crée la possibilité de ce temps politique suspendu, occupé par un jeu de fictions. Le récit pro-européen de la période 2009-2013 répond aux espoirs placés par l'Union Européenne dans sa politique de voisinage. C'est un récit de rupture avec le passé qui promet aux citoyens de solder leurs différents historiques et leurs querelles identitaires[1698]. Il redéfinit une identité sur la base d'un dépassement de la question nationale par l'appartenance à la culture européenne[1699]. Ce récit ne s'oppose pas directement à la Russie mais prône la rupture avec le passé soviétique et avec un Est mythifié, associé à la tyrannie[1700]. A partir de 2013, le gouvernement est sur la défensive, il adopte un récit de confrontation qui utilise les tensions régionales et entre en résonnance avec le tournant réaliste de la politique européenne et encore plus avec la nouvelle politique américaine de contention de la Russie[1701].

4.2. Confrontations narratives

Le contre-récit est pris en charge par le parti socialiste moldave relancé par Igor Dodon qui se fait le porte-voix d'un modèle russe permettant répondre aux nombreux déçus de l'*européanisation* moldave. Le soft-power russe offre clé en main un discours sur un modèle de société présenté comme plus inclusif en s'opposant aux dérives attribuées à la libéralisation politique et économique de la région[1702]. Ce récit reprend des éléments de nostalgie soviétique et défend des valeurs qui seraient propres à la Russie et au monde orthodoxe, des valeurs présentées comme incompatibles avec celles d'un Occident jugé décadent. Dans cette perspective néo-russe, l'Europe s'est trahie en reniant ses racines historiques, est corrompue par l'argent et perd sa culture et sa morale. Le contre-modèle russe incite donc au développement de relations renforcées au sein d'un ensemble partageant des valeurs et des modes de gouvernance similaires[1703], ce contre-modèle remet également en avant les notions de patriotisme, de souveraineté et d'homme fort[1704]. Adapté localement, il permet un puissant

[1698] Mişcoiu et Henry, *op.cit*.
[1699] *Idem.*
[1700] *Ibidem*.
[1701] Jeffrey Mankov, «Is it time to bring containment back?» in *The National Interest*, 2014. [https://nationalinterest.org/blog/the-buzz/it-time-bring-containment-back-10881], consulté le 20 septembre 2020.
[1702] Jean-Robert Raviot, « Un soft power d'État russe : la mâgkaâ sila » in Jean-Robert Raviot (dir), *Russie : vers une nouvelle Guerre froide*, Paris, La Documentation française, 2016, p.150-173.
[1703] *Idem.*
[1704] Jean-Robert Raviot, « Le poutinisme, un système prétorien ? » in *Russie, NEI, Visions n°106*, Institut Français des Relations Internationales, 2018, [https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/poutinisme-un-systeme-pretorien], consulté le 20 septembre 2020.

renouvellement du concept de moldovénisme qui devient un moyen de s'opposer à la *colonisation* occidentale. La critique de la voie européenne remporte le succès escompté. L'Union Européenne commence à être soupçonnée par une partie de la population de faiblesse par rapport au gouvernement voire de complicité[1705]. (Voir annexe 21: Igor Dodon mis en scène).

Ce contre-récit est alimenté dans la région par la volonté de Moscou de freiner la transformation de son voisinage, en Moldavie, il l'est également en sous-main par les groupes d'intérêt proches du gouvernement. La popularité de ce récit et son appropriation par le principal parti d'opposition permet au gouvernement d'amplifier le récit géopolitique et identitaire en manipulant l'hostilité occidentale actuelle vis-à-vis de la Russie tout en la reliant avec l'antisoviétisme et l'antitotalitarisme des décennies précédentes[1706]. Cette confrontation discursive est efficace d'un point de vue électoral[1707] et a l'avantage de freiner les exigences de de l'Union Européenne[1708]. Aidé en ce sens par le conflit russo-ukrainien, le gouvernement surenchérit sur la dimension stratégique de la Moldavie présentée comme un poste avancé de l'Occident, un pays à défendre. La condition de cette résistance est la stabilité gouvernementale et le maintien de son parcours difficile sur la route des « réformes »[1709]. (Voir annexe 22: Géopolitique des rues).

A partir de 2017, ce récit du bastion à défendre perd sa crédibilité auprès des partenaires externes. Le gouvernement s'oriente alors vers un autre récit, celui de l'autonomie. Pour contrer les critiques visant Vladimir Plahotniuc, ce nouveau récit s'appuie sur le modèle du « bon oligarque » contribuant avec sa fortune au développement et à la stabilité du pays[1710]. En parallèle, une nouvelle opposition reprend à son compte le récit libéral européen délaissé par le gouvernement. Chez Maia Sandu notamment, la géopolitique est mise de côté, son discours reprend les tropes classiques de la transition ; un rapprochement sincère avec l'Europe et le

---

[1705] Sergiu Mişcoiu et Vincent Henry, «The European Union's Challenges in Exporting Democracy: Conditionnality and its Limits in the case of the Republic of Moldova» in Sebastian Schaffer et Sergiu Musteata (dir), *25 years of development in the Post-Soviet Space*, Vienne, Der Donauraum n° 1-2, 2018, p.123-139.
[1706] *Idem.*
[1707] Sprînceană, *op.cit*
[1708] Kamil Całus, «The unfinished State, 25 years of independent Moldova» in *OSW Studies*, 2016, p. 29-34. [https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_59_ang_25_years_moldova_net.pdf], consulté le 20 août 2020.
[1709] *Idem.*
[1710] Dumitru Alaiba, *Could an Oligarch build the Democracy in Moldova?* The German Marshall Fund, 2018, [http://www.gmfus.org/blog/2018/05/28/could-oligarch-build-democracy-moldova], consulté le 12 septembre 2020.

respect des engagements et des réformes permettront d'atteindre la prospérité et une véritable démocratie. Il faut pour cela dépasser le principal obstacle à l'européanisation, la corruption.

Le gouvernement Filip ne peut se saisir de ce nouveau récit, la tentative de récit souverainiste qui apparaît en 2018 reflète la perte des soutiens occidentaux du gouvernement. Avec ce glissement rhétorique, le gouvernement se retrouve pris dans un discours trop étroit et empiète sur le récit socialiste, il devient l'ennemi commun d'une opposition se réclamant des « vraies » valeurs européennes et du parti socialiste pro-russe[1711]. L'opposition pro-européenne et le parti socialiste se retrouvent autour du récit de l'anti-corruption pour renverser le gouvernement avec l'accord de l'Union Européenne, de la Russie et des Etats-Unis. L'Union Européenne s'appuie initialement sur le gouvernement de Maia Sandu mais après la chute rapide de celui-ci, elle revient à une nouvelle forme de stabilocratie avec le seul Parti socialiste[1712].

L'élection de Maia Sandu en novembre 2020 permet d'envisager l'affaiblissement du principe de la stabilocratie mais elle ne diminue pas la dimension d'affrontement narratif qui constitue, plus que la confrontation d'idées ou de programmes concrets, l'essence de la scène politique moldave.

4.3. Un récit géopolitique modelable

Depuis les années d'indépendance, le personnel politique moldave tente de saisir l'air du temps pour proposer le récit le plus efficace dans une démarche qui relève d'une forme de marketing[1713] :

Pendant la décennie 2009-2019, ce jeu politique s'est progressivement cristallisé autour d'une division pro-européenne/libérale et pro-russe/conservatrice-autoritaire qui a enfermé la population dans un choix binaire et un affrontement théâtralisé. Le but recherché était d'empêcher toute véritable alternative et de renforcer une forme de stabilité qui bénéficiait à des partis se faisant les peu fiables représentants des intérêts des uns ou des autres[1714]. Cette éternelle bataille narrative porte sur le choix d'un modèle à suivre et d'une puissance de référence sur laquelle s'aligner. Chaque récit est donc façonné par et pour les intérêts des

[1711] *Idem*.
[1712] Piotr Olesky, «Political fiction, Moldova without geopolitics» in *New Eastern Europe*, 2019, [http://neweasterneurope.eu/2019/06/14/political-fiction-moldova-without-geopolitics/], consulté le 20 septembre 2019.
[1713] Negură, *op.cit.*
[1714] Całus, *op.cit.*

partenaires externes en Moldavie; sécurisation de leurs frontières, extension de leurs marchés ou protection de leurs intérêts stratégiques. Ils s'adaptent aux pressions exercées par ces partenaires pour attirer ou assurer les avantages que ces partenaires peuvent offrir[1715]. Les récits ainsi générés se nourrissent des divisions de la société moldave mais aussi de thèmes extérieurs venus des sociétés de référence, Russie, Union Européenne voire Etats-Unis. Le débat public moldave importe des polémiques pour les adapter à son terrain ; on assiste donc à la mise en scène de menaces ou d'ennemis, à celle de perspectives heureuses vers lesquelles il faudrait tendre[1716]. L'objectif recherché est de faire entrer le citoyen dans un récit ou un autre, cette technique de communication relève de ce qui est fréquemment désigné sous le terme de s*torytelling* que Christian Salmon considère comme « une méthode de dépossession du pouvoir »[1717]. La Moldavie est donc bien un sujet géopolitique dépendant d'enjeux qui la dépasse mais sa classe politique joue avec cette situation pour se positionner par rapport à une puissance ou une autre, le jeu politique local finissant par influer les choix de ces puissances dans la région[1718]. Pendant toute la décennie passée, les élites moldaves ont créé et réinventé au fil des événements politiques des récits mouvants qui s'adressent à l'Europe, à la Russie ou à d'autres acteurs comme la Roumanie ou les Etats-Unis en spéculant sur les intérêts divergents des uns ou des autres. La scène politique moldave peut à ce titre être vue comme un miroir déformant des contradictions et des intérêts des grandes puissances et notamment de l'Union Européenne[1719].

[1715] Nicolai Paholinitchi, *«Why Moldovas's battle against russian propaganda isn't what it seems»* in *Open Democracy*, 2018, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/moldovas-battle-against-russian-propaganda/], consulté le 4 septembre 2020.

[1716] Danero-Iglesias, *op.cit*., p.135.

[1717] Christian Salmon. *«Storytelling. La machine à fabriquer les images et à formater les esprits ».* Paris. 2007. La Découverte.

[1718] Negură, *op.cit.*

[1719] Mişcoiu et Henry, «The European Union's Challenges in Exporting Democracy», *op.cit.*

Conclusions

Trois décennies après son indépendance, la situation de la Moldavie interroge. Son processus de transition est-il achevé ? Le pays a choisi clairement la voie du rapprochement avec l'Union Européenne depuis une décennie mais ce rapprochement est-il encore la promesse garantie d'une démocratisation réelle et d'une perspective de prospérité économique ?

Quelle européanisation pour la Moldavie ?

La décennie européenne de la Moldavie, un temps présenté comme le pays modèle du Partenariat oriental, a débuté dans l'espoir d'un changement radical et s'achève sur une impression d'amertume et de confusion. Ces dix ans ont pourtant transformé en profondeur le pays :

D'un point de vue politique, la transition vers le système de démocratie libérale est formellement achevée mais les institutions supposées la garantir sont souvent détournées et contrôlées par des groupes d'intérêts particuliers. Dans son dernier rapport «Nation in transit » l'ONG Freedom House accorde un médiocre score au processus de démocratisation de la Moldavie toujours considérée comme un « régime hybride » dans lequel la séparation des pouvoirs, l'indépendance des médias et la corruption restent des problèmes majeurs. Plus inquiétant encore, le rapport montre que cette tendance s'est aggravée au cours de la décennie avec la confiscation du pouvoir par de puissants groupes oligarchiques, une évolution longtemps ignorée par l'Union Européenne[1720]. Cette attitude a beaucoup contribué à un désenchantement vis-à-vis de l'Europe et de la démocratie perçues comme des prétextes au développement d'un système kleptocratique.

La littérature de spécialité nous enseigne qu'une des phases de l'européanisation est la « socialisation » politique soit l'adoption de valeurs, de normes et de comportement par la classe politique d'un pays[1721]. En Moldavie, cette transformation semble ne pas avoir fonctionné, ses partis politiques n'ont pas su ni voulu adopter les valeurs et les modes de

[1720] Rapport de *Freedom house* sur la république de Moldavie en 2019, [https://freedomhouse.org/country/moldova/freedom-world/2020], consulté le 21 octobre 2020.
[1721] Lucyna Derkacz, *Socialisation politique au Parlement européen*, Bruxelles, Larcier, 2013, p.11-18.

fonctionnement des principaux partis européens. Il est par ailleurs frappant de noter que les partis pro-européens de la dernière décennie se sont avérés encore plus prédateurs que ceux directement issus de la nomenklatura soviétique[1722]. Le positionnement des partis reste avant tout opportuniste et marqué un grand flou idéologique, il reste aujourd'hui à déterminer si le « Parti action et solidarité » de Maia Sandu est un parti *européanisé* en mesure de renouveler le paysage et les pratiques politiques.

D'un point de vue économique, la Moldavie connaît une croissance régulière depuis plusieurs années ; l'accord de libre-échange approfondi et complet qui constitue le volet économique de l'accord d'association a entraîné une bascule des exportations moldaves de la Russie vers l'Union Européenne[1723]. Cette réorientation des échanges commerciaux est présentée comme une réussite de l'ALECA car elle limite la dépendance de Chișinău vis-à-vis de la Russie qui fût longtemps le principal débouché des produits moldaves, toutefois une étude plus précise des mouvements commerciaux montre que le « marché européen » de la Moldavie est principalement limité à la seule Roumanie[1724]. L'ALECA a également permis une hausse des investissements directs étrangers mais ceux-ci restent modestes à cause de l'incertitude juridique et politique mais également à cause d'un déficit chronique de main d'œuvre[1725]. Par ailleurs sur le plan énergétique la Moldavie reste presque totalement liée aux exportations russes ce qui continue à offrir à Moscou un puissant outil d'influence. La Russie continue en outre à soutenir la Transnistrie et ses troupes y sont toujours présentes, en l'absence de solution à ce problème aucune adhésion à l'Union européenne n'est envisageable même si la Transnistrie bénéficie de l'Accord de libre-échange entre la Moldavie et l'UE.

[1722] Mihai Popşoi, « Potemkiada europenizarii partidelor politice din Republica Moldova » in *Platzforma,* 2017*, [*https://www.platzforma.md/arhive/36349], consulté le 20 septembre 2020.

[1723] L'Union Européenne absorbe aujourd'hui plus de 70% des exportations moldaves et 50% des importations viennent de l'UE. Voir Adrian Lupuşor et alii, *Asociation Agreement Republic of Moldova-Europena Union, five years of implementation 2014-2019*, Expert Group, 2019, p.43-44, [https://www.expert-grup.org/media/k2/attachments/Shadow_Report_5_years_AA_en.pdf], consulté le 20 septembre 2020.

[1724] *Idem.*, p.24.

[1725] Ministère de l'Economie et des Finances, note pays de la direction du Trésor, 2018, [https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MD/indicateurs-et-conjoncture], consulté le 20/08/2019.

D'un point de vue social, les grands indicateurs sont orientés à la hausse depuis quelques années mais cette évolution positive cache mal les déséquilibres persistants :

L'agriculture reste le secteur le plus pourvoyeur d'emplois mais elle est globalement peu productive et ne représente que 15% du PIB[1726]. Le secteur industriel connaît une relative croissance portée par des secteurs comme la confection ou la sous-traitance automobile dans lesquels le coût de la main-d'œuvre est le principal avantage comparatif de la Moldavie[1727] mais il ne pèse que 12,5% du PIB[1728]. Le secteur des services et plus particulièrement le commerce de détail portent l'essentiel de la croissance moldave qui est problématique à plusieurs titres ; très concentrée sur Chișinău, elle s'appuie sur une consommation largement financée par les transferts des travailleurs migrants[1729] et entraîne un déficit structurel de la balance commerciale[1730].

Le revenu annuel par habitant reste un des plus bas d'Europe ; le salaire moyen est aujourd'hui 370 euros mensuels et le salaire minimum garanti plafonne à 140 euros. Le montant moyen des pensions est d'environ 90 euros ce qui n'empêche pas le système de retraite d'être chroniquement déficitaire [1731]. Il faut également noter que si les salaires et les pensions sont en hausse constante depuis quelques années[1732] ils sont rognés par un net retour de l'inflation et obérées par l'endettement collectif des citoyens pour rembourser la fraude bancaire découverte en 2015. Ces chiffres ne donnent par ailleurs qu'une image partielle et trompeuse de la

[1726] Ministère de l'Economie et des Infrastructures, *Informatie operativa cu privire la evolutia sociala economica din Republica Moldova*, décembre 2019, p.4-5, https://mei.gov.md/sites/default/files/document/attachments/expres_2019-11.pdf , consulté le 28 septembre 2020.
[1727] Corina Ajder, « Brand-urile internationale de moda incalca drepturi de munca in Moldova » in *Platzforma*, 2014, [https://www.platzforma.md/arhive/2516], consulté le 1er octobre 2020.
[1728] Ministère de l'Economie et des Infrastructures, *op.cit.*
[1729] *Idem.*
[1730] Ministère de l'Economie et des Infrastructures, *Informatie operativa cu privire la evolutia sociala economica din Republica Moldova*, octobre 2019, p.22, [https://mei.gov.md/sites/default/files/document/attachments/expres_2019-09-site.pdf], consulté le 28 septembre 2020.
[1731] Liliana Botnariuc, « Pensionar in Moldova ; condamnat la saracie sau la lupta pentru supravietiure » in *Ziarul de Garda,* 2018*,* [https://www.zdg.md/reporter-special/reportaje/pensionar-in-r-moldova-condamnat-la-saracie-sau-la-lupta-pentru-supravietuire/], consulté le 28 septembre 2020.
[1732] Le salaire minimum en 2014 était de 70 euros par mois. Voir Corina Ajder, « Salariul minim in Moldova mai mic de cit in India sau Indonezia. Mergem spre UE ? » in *Platzforma*, 2014, [https://www.platzforma.md/arhive/2541], consulté le 12 septembre 2020.

situation ; en 2018, seuls 47% des personnes entre 15 et 64 ans étaient officiellement actives[1733] soit un des taux d'activité les plus bas du continent européen[1734]. Ce chiffre révèle l'ampleur du phénomène de l'économie informelle et fait perdre tout sens à celui du taux de chômage, inférieur à 5%[1735]. Le travail en dehors de tout cadre légal concerne près de 40% des actifs, ce taux monte à plus de 65% dans le domaine de la construction et à plus de 85% dans le secteur agricole. Dans ces conditions, le droit du travail est peu respecté et les syndicats quasi-inexistants[1736].

Les services publics sont chroniquement sous-financés ; plusieurs vagues de restructuration ont rendu leur accès difficile notamment pour les habitants des zones rurales qui ont vu disparaître écoles et structures sanitaires de proximité[1737]. La médiocrité générale des services rendus au public oblige à recourir au secteur privé dans les domaines de la santé et de l'éducation ou contraint les citoyens à des paiements informels[1738]. L'accès aux fonctions publiques les plus rémunératrices est souvent conditionné à une affiliation politique tandis que l'éducation et la santé ont de grandes difficultés à recruter et souffrent d'un exode massif, particulièrement sensible dans le domaine médical [1739] [1740]. L'avenir du développement social et économique n'est pas assuré par un système éducatif profondément inégalitaire ; près de la moitié des élèves arrêtent leurs études après la fin de la scolarité obligatoire fixée à 16 ans et moins de 50% d'une

[1733] Mariana Crismaru et Olga Gagauz, *Inclusion of Youth not in employement, education or training*, UNDP Moldova, 2017, [https://www.md.undp.org/content/moldova/en/home/library/inclusive_growth/incluziunea-tinerilor-aflai-in-afara-sistemului-de-educaie--form.html], consulté le 20 septembre 2020.
[1734] Le taux d'activité moyen pour cette classe d'âge au sein de l'Union Européenne est de 73%. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Employment_statistics/fr
[1735] Talis Putnins, Arnis Sauka et Ana Maria Davidescu, « Shadow Economy Index for Romania and Moldova » in Vanessa Ratten, Victor Braga et alii (dir.), *Subsistence Entrepreneurship. Contributions to Management Science*, Cham, Springer, 2019, p.89-130.
[1736] Cornelia Cozonac et Iurie Vârlan, «Made in Moldova. Ce sacrificii și fărădelegi se ascund în spatele hainelor de brand produse în Moldova » in *Platzforma,* 2019*,* **[**https://www.platzforma.md/arhive/38012**],** consulté le 26 septembre 2020.
[1737] Artur Vaculencic, « Moldova fără şcoli » in *noi.md*, 2017, [https://noi.md/md/infografica/moldova-fara-scoli-bilantul-optimizarii-infogarfica], consulté le 27 septembre.
[1738] Iulia Cebotari, « Forme de coruptie in sistemul educational preuniversitar din Moldova » in *Platzforma,* 2019*,* [https://www.platzforma.md/arhive/387774], consulté le 28 septembre 2020.
[1739] Petru Negura, « Cum sporim atractivitatea profesiei pedagogice ? », 2018, Fondation Soros Moldova, [http://soros.md/files/publications/documents/Negura_PB_26.11.2018.pdf], consulté le 28 septembre 2020.
[1740] Diana Petruşan, entretien avec Ala Nemerenco, présidente de la commission pour la protection sociale de la mairie de Chişinaŭ in *Radio Europa Libera Moldova*, 2018, [https://moldova.europalibera.org/a/interviu-ala-nemerenco-exodul-medicilor/29305121.html], consulté le 28 septembre 2020.

classe d'âge obtient le baccalauréat[1741]. Faute d'étudiants et de financement suffisant, le système universitaire est affaibli et ne peut rivaliser avec l'attrait des études à l'étranger qui sont souvent le premier pas vers le départ définitif des plus qualifiés[1742].

L'émigration massive est sans doute le phénomène qui a le plus profondément marqué et transformé le pays depuis son indépendance ; près d'un tiers de la population vit de façon permanente ou temporaire à l'étranger. Cet exode a de profondes implications sociales, sociétales et individuelles ; les familles sont fragilisées, beaucoup d'enfants vivent avec un seul parent ou se retrouvent placés sous la responsabilité de leurs grands-parents ou d'un autre membre de la famille élargie[1743]. A l'autre extrémité de la pyramide, de très nombreuses personnes âgées sont très isolées[1744].

La désillusion sur ce qu'ont apporté les trente ans d'indépendance est aujourd'hui perceptible dans toutes les enquêtes d'opinion [1745]. En Moldavie comme ailleurs, le besoin de sécurité économique, de droits sociaux, d'accès à des services publics de qualité, de prévisibilité des parcours de vie amènent de nombreux citoyens à douter du modèle de la démocratie libérale, la « transition démocratique » tant vantée au début des années n'ayant pas répondu à de nombreuses attentes[1746]. Le modèle politique que propose la Russie à travers ses outils d'influence et ses relais politiques locaux a pu bénéficier de cette désaffection dans certaines catégories de la population; il s'appuie sur le traditionalisme et une forme d'autoritarisme

[1741] Bureau National des Statistiques de la république de Moldavie, *Activitatea instituțiilor de învățământ primar și secundar general în anul de studii 2019/2020*, [https://statistica.gov.md/newsview.php?l=ro&idc=168&id=6549], consulté le 21 septembre 2020.

[1742] Sergiu Lipcean, *Invatamantul superior din republica Moldova, la rascruce sau bani aruncate in vant ?*, Friedrich Ebert Siftung, Chişinaŭ, 2020, [http://fes-moldova.org/fileadmin/user_upload/2020/Publications/Studiu_invatamant_Superior_final__RO.pdf], consulté le 20 septembre 2020.

[1743] Elisabeth Nancy Bradford et Sergiu Rusanovschi, *Copii ramaşi fara ingrijire parinteasca*, Unicef Moldova, Chişinău, 2015, [https://www.unicef.org/moldova/media/841/file/Copii-ramasi-fara-ingrijire-parinteasca.pdf], consulté le 20 septembre 2020.

[1744] Patrick Kingsley, «And Then Thera Was One» in The New York Times, 2019, [https://www.nytimes.com/2019/07/15/world/europe/moldova-eastern-europe-population-decline.html], consulté le 24 septembre 2020.

[1745] Petru Negură, Victor Mocanu et Mihail Potoroacă, « Avem o societate dezbinata ; coeziune, apartennta, solidaritate si incredere in societatea din Republica Moldova » in *Platzforma,* 2019, [https://www.platzforma.md/arhive/387456], consulté le 20 septembre 2020.

[1746] Dragos Dragoman, « Political transformation in Moldova: How citizens evaluate past and future » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 46, 2015, p. 79-109.

économique et social qui rejoint une tendance régionale à la nostalgie [1747] et un rejet plus global de la mondialisation libérale[1748]. Toutefois, plus que la tentation autoritaire, le trait qui domine aujourd'hui la société moldave est sans doute l'apathie sociale et politique. Pendant toute la décennie passée, chaque scrutin a été présenté comme un choix crucial et définitif entre l'Est et l'Ouest, malgré cette dramatisation systématique, la participation électorale n'a cessé de chuter ; le taux de participation aux élections législatives anticipées de 2010 était de 63%, il tombe à 57% en 2014, à 50% en 2019. Le deuxième tour de l'élection présidentielle présenté comme un retour de l'intérêt pour l'Union Européenne, n'a réuni que 53% des électeurs. Dans les premières années de l'indépendance, le taux de participation aux élections nationales atteignait les 80%[1749] .

Le signe le plus frappant de cette déshérence est peut-être le plus discret ; tandis se succèdent les meetings électoraux et les retournements d'alliances et que les polémiques se succèdent, le pays se vide de ses habitants. Avec un taux de natalité en baisse constante, une émigration massive et une population vieillissante, la Moldavie connaît aujourd'hui le déclin démographique le plus important du continent européen[1750]. Au moment de son indépendance, elle comptait 4 335 460 habitants, en 2014, le pays s'associait à l'Union Européenne avec 2 998 235 habitants, aux dernières estimations les Moldaves vivant dans leur pays seraient aujourd'hui environ 2 680 000[1751]. Le phénomène est d'une telle ampleur que c'est l'existence même du pays qui pose question à moyen terme[1752].

Face à ce constat, des questions lancinantes demeurent : Comment l'industrie lourde de type soviétique a-t-elle pu disparaître sans être remplacée ? Comment une agriculture mécanisée et

---

[1747] Marc Jones, « Happiness still elusive in Russia, many ex-Soviet States 25 years after USSR », sondage *Reuter*s, 2014, [https://www.reuters.com/article/us-ebrd-transition-survey-idUSKBN1422U2], consulté le 21 octobre 2020.

[1748] Jean-Fabien Spitz, « Le capitalisme démocratique. La fin d'une exception historique ? » in *La Vie des idées*, 2018, [https://laviedesidees.fr/Le-capitalisme-democratique.html], consulté le 21 octobre 2020.

[1749] Voir l'historique des scrutins entre 1994 et 2014 sur « *Parliamentary Elections in Moldova »* in e-*democracy*, [http://www.e-democracy.md/elections/parliamentary/], consulté le 21 octobre 2020.

[1750] Madalin Necsutu, « Falling Birth Rate Threatens Moldova's Future » in *Balkaninsight*, 2018, [https://balkaninsight.com/2018/01/24/falling-birth-rate-threatens-moldova-s-future-01-17-2018/], consulté le 21 octobre 2020.

[1751] Bureau National de Statistique ; population résidente en 2020, [https://statistica.gov.md/newsview.php?l=ro&idc=168&id=6695], consulté le 20 octobre 2020.

[1752] Tim Judah, « Moldova Faces Existential Population Crisis » in *Balkan insight*, 2020, [https://balkaninsight.com/2020/01/16/moldova-faces-existential-population-crisis/], consulté le 20 octobre 2020.

performante a-t-elle pu se transformer en grande partie en une simple agriculture de subsistance ? Comment un système éducatif relativement performant a t-il pu arriver à produire aujourd'hui à peine 10 000 bacheliers par an et 40 % de jeunes sans qualification, ni occupation? Comment l'enthousiasme de la fin des années 80 a t-il pu déboucher sur une société qui semble dépourvue d'espoir ? Comment la Moldavie a-t-elle pu passer de plus de quatre millions d'habitants à environ deux millions et demi en à peine 30 ans ? En résumé, que signifie l'européanisation en Moldavie si elle n'a pas pu changer la vie quotidienne de ses habitants de façon satisfaisante ? Cette même question peut se poser dans les pays du voisinage oriental de l'Union Européenne, chez les candidats à l'adhésion ou même dans certains pays membres. La vie des Moldaves a certes changé, les droits individuels et politiques sont assurés mais la situation sociale reste bloquée et pour de nombreux citoyens, la principale liberté a été de tenter leur chance ailleurs.

La téléologie occidentale

La vision quelque peu téléologique de l'expertise européenne part de deux présupposés ; l'instauration d'un état de droit est le point de départ de la prospérité économique et la démocratisation et l'européanisation sont des « évolutions naturelles ». Si elles sont empêchées, cela ne peut être qu'à cause de freins culturels internes ou de pressions externes.

Il serait incorrect de nier les déterminants culturels, historiques ou géopolitiques qui pèsent sur l'évolution de la Moldavie mais il convient aussi d'éviter l'écueil qui consiste à expliquer la situation du pays par ces seuls déterminants. Cette facilité revient à une forme d'*orientalisation*[1753] souvent plus éclairante sur les *a priori* des analystes que sur la situation réelle d'un pays[1754]. Dans son « Histoire de l'Europe » l'historien britannique Norman Davies souligne les biais des perceptions occidentales sur les pays d'Europe centrale et orientale[1755], il est suivi par un nombre croissant de chercheurs qui reprochent aux travaux sur la région

[1753] Nous utilisons ce terme au sens que donne Edward Said à la notion d'*orientalisme,* soit la tendance du monde occidental à interpréter les autres cultures au filtre de ses propres préjugés. Voir Edward W. Said, *L'Orientalisme*, Paris pour l'éditions française, Seuil, 2005, p. 61-63. Le phénomène est décliné dès les années 90 pour l'Europe post-socialiste notamment par certains auteurs issus de l'ex-Yougoslavie. Voir Milica Bakic-Hayden et Robert Hayden, « Orientalist Variations on the Theme Balkans; Symbolic Geography in Recent Yugoslav Cultural Politics » in *Slavic Review*, volume 51, n°1, 1992.

[1754] Stephen F.Jones analyse ce phénomène dans un article consacré à la Géorgie. Voir Stephen F.Jones « Georgia through a glass, darkly » in *Open democracy*, 2013, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/georgia-through-glass-darkly/], consulté le 12/08/2020.

[1755] Norman Davies, *Europe: A History*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

d'envisager l'*Est* comme fondamentalement diffèrent des autres pays européens[1756]. Aussi les études produites en Occident sur cet *autre* politique[1757] insistent le plus souvent sur des éléments supposés être définitoires des pays des Balkans ou de ceux issus de l'Union Soviétique, ceux-ci sont ainsi essentiellement décrits comme des enjeux stratégiques dans une rivalité géopolitique, comme des sociétés en proie aux crises identitaires et aux conflits ethniques ou encore comme des régimes immatures en éternelle transformation.

Ces thèmes de prédilection de nombreux chercheurs et constituent également la grille d'analyse de nombreux diplomates, experts ou journalistes mais il est difficile de faire la distinction entre la réalité qu'ils décrivent et les valeurs ou les attentes de ceux qui les utilisent[1758]. Ces approches portent en elles l'idée d'une finalité historique prenant comme point de comparaison et de référence un idéal à atteindre, la démocratie occidentale, les difficultés des pays du voisinage oriental sont analysées comme des décalages par rapport à cet objectif[1759]. D'un point de vue occidental, l'évaluation savante de leur situation porte donc sur l'instabilité de nos marges ou sur l'influence russe, elle se penche sur les questions de sécurité énergétique et surveille l'instauration de valeurs démocratiques définies par les notions d'élections libres, de société civile et d'état de droit[1760]. Une attention bien moindre est portée aux réalités locales telles qu'elles sont vécues par les habitants dont le quotidien ne se caractérise généralement pas par des événements aussi tragiques que la guerre ou les conflits ethniques mais par des problèmes plus immédiats et plus prosaïques[1761]. Les sondages d'opinion montrent régulièrement que les principales préoccupations des habitants sont la faiblesse des revenus, l'absence de travail de qualité, le mauvais état des infrastructures, les conditions d'accès à la santé et à l'éducation, l'absence de mobilité sociale et la corruption[1762]. En bref, les droits économiques et sociaux apparaissent comme des obstacles plus importants à la liberté personnelle des Géorgiens, des Ukrainiens ou des Moldaves que les questions identitaires ou les obstacles institutionnels ou légaux[1763] (Annexe 23).

[1756] Paul Kubicek, «Post-Communist Political Studies: Ten Years Later, Twenty Years Behind? » in *Communist and Post-Communist Studies n° 33*, 2000, p.295-309.
[1757] Tomasz Zarycki, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, Londres, Routledge, 2014, p.1-16.
[1758] Jones, *op.cit*.
[1759] Zarycki, *op.cit.*
[1760] Jones, *op.cit*.
[1761] *Idem.,* Jones mentionne pour souligner l'importance majeure des politiques locales les travaux de Thomas Phillip O'Neill, *All Politicals is local*, Random House, 1995.
[1762] *Ibidem.*
[1763] *Ibid.*

Toutefois une forme d'inertie des études sur les Balkans ou l'ex-URSS peut amener à voir ces pays comme étant, par essence, animés par le nationalisme, l'identitarisme ou le ressentiment historique même si les évolutions politiques actuelles montrent que ces passions traversent aussi les démocraties occidentales les plus solidement établies[1764]. Ne pas limiter l'étude de la situation de la Moldavie à ses spécificités permet de resituer son évolution dans un contexte plus global, celui de la dynamique des transformations des pays post-socialistes et peut-être plus largement celui de l'évolution de la démocratie.

Par sa rapidité et son ampleur, la mutation économique et sociale des pays d'Europe centrale et orientale n'a pas de précédent historique, pourtant dans la plupart des pays concernés, un modèle unique de « transition » s'est imposée, une recette simple de néolibéralisme standardisé reprise et poursuivie sans état d'âmes par les gouvernements locaux[1765]. Les années qui ont suivi la chute des régimes socialistes n'ont pas une critique raisonnée du processus de transition, le débat public a été accaparé par l'interprétation conflictuelle du passé procès de dits de « lustration », conflits juridiques autour de la restitution des biens nationalisés, remplacement des statues ou changements des noms de rues ont confisqué l'attention alors que des groupes d'intérêt prenaient le contrôle de l'économie[1766]. Dans le même temps, la notion de transition a été utilisée comme un moyen de faire accepter sans heurts et même avec un certain enthousiasme des expériences politiques conçues ailleurs. La transition devint alors une explication qui permit de considérer que la corruption et la montée des inégalités n'étaient que les conséquences passagères d'un processus devant aboutir à la « normalité », la transition était dès lors pensée et acceptée comme une épreuve à endurer[1767]. A quelques exceptions près, les gouvernements et les sociétés ne se montrèrent pas en mesure de penser un modèle adapté à leur situation, il n'y eut que peu de réflexion locale originale sur la transition et l'idéologie qu'il sous-tendait[1768]. Au contraire, toute remise en cause de la promesse qu'elle portait fût longtemps perçue comme une incapacité à « s'adapter », comme une forme de nostalgie coupable, comme un refus de l'ouverture et de la démocratie mais en l'absence de jalons ou de

[1764] Nevena Nancheva, *Between nationalism and europeanisation*, Colchester, ECPR Press, 2015, p.11-13.
[1765] Wladimir Andreff, entretien avec Assen Slim, « A l'Est, une mutation encore inachevé » in *Regard sur l'Est*, 2020, [http://regard-est.com/a-lest-une-mutation-encore-inachevee-entretien-avec-wladimir-andreff], consulté le 27 septembre 2020.
[1766] Valentina Baciu, « Monuments soviétiques à la décharge de l'histoire » in *Le Courrier International*, 2010, article original publié dans le journal *Timpul*, [https://www.courrierinternational.com/article/2010/03/12/monuments-sovietiques-a-la-decharge-de-l-histoire], consulté le 24 octobre 2020.
[1767] Zaricky, *op.cit.,* p.32-64.
[1768] *Idem*., p.64-89.

critères pour en mesurer l'évolution, la transition finit logiquement par aboutir à des résultats très divers[1769].

Par certains de ses aspects, la transition normative qui a prévalu renvoie aux termes d'un débat plus ancien tant, comme le souligne Nadège Ragaru, le processus d'intégration européenne reste sans doute le seul auquel est encore appliqué une vision linéaire du temps associé à la notion de progrès[1770] : Dans les années qui suivirent de la décolonisation, la notion de développement opposa les théoriciens de la modernisation qui avec Walt Whitman Rostow estimaient que les économies des pays les plus pauvres pouvaient se développer grâce à des changements culturels[1771]. Ils s'opposaient en cela aux théoriciens de la dépendance comme Raul Prebisch qui voyaient dans la « modernisation » la mise sous tutelle des économies et des ressources des pays nouvellement indépendants[1772]. Plus récents, les travaux de Giovanni Arrighi ou ceux d'Immanuel Wallerstein sont probablement mieux adaptés pour définir l'intégration des anciens pays socialistes dans l'économie européenne car ils prennent en compte la dynamique de la mondialisation contemporaine. Wallerstein conçoit un système-monde comme un ensemble structuré par une variétés d'échange, il distingue un centre, soit des pays ou des régions situés au cœur du système-monde et des cercles concentriques de pays semi-périphériques puis périphériques dépendants de ce centre[1773]. Les voix critiques en Europe centrale et orientale ne décrivent guère autre chose en dénonçant, depuis les années 90, le processus de transition comme une volonté de conquête de l'Est par l'Ouest via une extension du marché[1774].

Le cœur du système dispose du capital financier et humain, du potentiel industriel, scientifique et militaire, les pays périphériques lui fournissent main d'œuvre à bon marché, ressources naturelles et débouchés pour ses productions. Entre ces deux extrêmes, les pays considérés comme semi-périphériques se trouvent dans une situation de dépendance partielle plus difficile

---

[1769] *Ibid*., p.255-260.

[1770] Nadège Ragaru, « La rivière et les petits cailloux ; élargissement européen et européanisation en Europe centrale et orientale » in François Bafoil et Timm Beichelt (dir), *L'européanisation d'Ouest en Est*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.243.

[1771] Gilbert Rist, « La modernisation entre histoire et prophétie » in Gilbert Rist (dir), *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p.169-193.

[1772] Vincent Ferraro, « Dependency theory; an introduction » in Giorgi Secondi (dir), *The Development Economics Reader*, Londres, Routledge, 2008, p.58-64.

[1773] Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde, introduction à l'analyse des systèmes mondes*, Paris, La Découverte, 2009, p.43-69.

[1774] Bela Greskovits, « Les analyses concurrentes de la société de marché post-communiste » in *Revue française de science politique*, n°4-5, 2000, p.713-746.

à définir. Par certaines caractéristiques (économie, industrialisation, culture dominante, niveau d'éducation), ils peuvent entrer dans la catégorie des plus forts, par d'autres dans celles des plus faibles[1775]. Le système-monde est une théorie plus souple que celle de la dépendance car elle admet que les situations des pays ne sont pas figées ; certains peuvent sortir de la périphérie pour gagner des positions plus centrales et inversement, elle prend ainsi en charge l'essor des pays dits émergents ou le déclin relatif d'anciennes puissances[1776].

L'*européanisation* peut être perçue comme une promesse d'intégration au cœur d'un système, d'une mise au même niveau de l'ensemble des pays du continent, pour ses contempteurs, elle est au contraire une périphérisation de l'Est par rapport à l'Ouest[1777]. On peut reprocher aux théories euro-enthousiastes ou aux théories plus critiques ce que l'on peut reprocher à toute théorie holistique ; la faible attention accordée aux particularités historiques et culturelles. Il n'en reste pas moins qu'elles offrent une représentation des relations des Etats entre eux, sur ce point, le processus d'européanisation a la particularité de mettre officiellement sur un pied d'égalité l'ensemble des pays concernés. La promesse de l'européanisation est celle de la mise en place progressive d'une unité du continent dans un même modèle mais il reste à déterminer à quoi ce modèle correspond[1778].

Vers quel modèle ?

La construction européenne naît sous le signe de l'Etat-providence, au sortir de la guerre, les états se dotent d'une large panoplie de fonctions aux bénéfices des citoyens dans l'objectif d'empêcher les déséquilibres ayant provoqué les conflits mondiaux. Une forte croissance économique permet l'élaboration d'un modèle démocratique à la fois socialement protecteur et économiquement efficace[1779]. Toutefois, dès les années 70, le modèle de l'Etat providence entre en crise et les pays s'endettent pour le préserver. Dans la décennie suivante, les économies occidentales à la recherche d'une croissance perdue s'orientent vers le néo-libéralisme porté par les dirigeants américains et britanniques. Peu à peu et dans une tension

[1775] Zaricky, *op.cit.,* p.16-31.
[1776] Wallerstein, *op.cit.*
[1777] Timm Beichlet, « Dimensions of Europeanisation » in François Bafoil et Timm Beichlet (dir), *L'Européanisation d'Est en Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.31-51.
[1778] Ragaru, *op.cit.*
[1779] Göran Therborn, *Les sociétés d'Europe du XXe au XXIe siècle. La fin de la modernité européenne*, Paris, Armand Colin, 2009, p.143-166.

certaine, le capitalisme parvient à se détacher des règles qui lui avaient été imposées au sortir de la guerre[1780].

La chute des régimes socialistes va valider cette direction : En 1989, le modèle démocratique occidental et ses valeurs apparaît comme le seul horizon possible et souhaitable mais c'est un modèle en pleine mutation, une mutation que la disparition du modèle concurrent va approfondir et accélérer[1781]. L'équilibre entre démocratie, prospérité et efficacité que les Européens de l'Est espéraient étaient en train de disparaître, c'est un libéralisme économique plus radical que les anciens pays ex-socialistes furent incités à rattraper, sur ce point, ils dépassèrent très souvent les pays membres plus anciens[1782].

Plus largement, la question du modèle à atteindre est un non-dit du processus, les pays de l'ancien bloc socialiste n'évoquent pas seulement une « intégration européenne » mais parlent plus généralement d'une « intégration euro-atlantique » ajoutant ainsi à leur transformation une dimension géopolitique et militaire qui n'est initialement pas prise en compte par l'UE[1783]. Cette intégration *euro-atlantique* fait également apparaître une compréhension du système économique s'embarrassant peu des nuances sociales européennes[1784].

A contre-courant du courant d'optimisme général qui suit l'événement fondateur qu'est la « Chute du mur », des voix critiques s'élèvent dès le début des années 90 ; János Kornai en Hongrie[1785] ou Silviu Brucan en Roumanie affirment ainsi que 25 ans au minimum seront nécessaires pour transformer les sociétés est-européennes en démocraties de marché fonctionnelles[1786]. En France, l'économiste Wladimir Andreff rejette le terme de transition au profit de celui de « mutation » pour souligner que ce processus allait être et se devait d'être long et progressif. Il alerte sur les risques induits par les privatisations précipitées vues comme

---

[1780] Ivan Krastev, *Le destin de l'Europe, Paris,* Premier Parallèle, 2017, p.14-16. Krastev se réfère ici au travaux du sociologue allemand Wolfgang Streeck.
[1781] François Bafoil, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p.133-172.
[1782] *Idem,* p.521-540.
[1783] Emil Kazakov, « Intégration euro-atlantique et géopolitique traditionnelle : le cas de la Bulgarie » in *Hérodote*, volume 128, n°1, 2008, p.117-125.
[1784] Bafoil, *op.cit.*, p.521-540.
[1785] János Kornai, « The System Paradigm Revisited. Clarification and Additions in the Light of Experiences in the Post-Socialist Region » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 48, n°1, 2017, p.239-296.
[1786] Silviu Brucan, *Social change in Russia and Eastern Europe, fron party hacks to nouveaux riches*, Londres, Praeger, 1998, p.100-105.

des sources de malversation et de détournement de fonds massifs au profit d'anciens dirigeants transformés[1787].

Malgré ces nuances et ces réserves issues des sphères intellectuelles, le discours de la transition utilisé par les élites politiques et économiques des anciens pays socialistes se veut plus optimiste et volontaire mais il est aussi marqué au sceau d'une forme d'idéologie, l'*anticommunisme*[1788]. Nous utilisons ici ce terme au fort potentiel polémique pour désigner une réaction pouvant être qualifiée de « post-traumatique » ; la volonté justifiée de s'éloigner d'un passé totalitaire particulièrement long et violent amène à percevoir toutes les difficultés de la transition et de effets comme autant de « conséquences » du communisme[1789]. L'idée d'un rattrapage, un terme directement issu des théories de la modernisation, empêché par les réminiscences multiformes de l'ancien régime politique domine encore aujourd'hui le débat public, elle s'incarne dans les réflexes discursifs identifiables dans toute la région sur la nécessité de « changer les mentalités » ou d'attendre « un changement total des générations ». L'idéologie du rattrapage ne se réfère jamais aux difficultés présentes, elle repousse sans cesse le changement espéré dans un avenir qui ne pourra être atteint que par le dépassement d'un passé de plus en plus fantasmatique[1790].

Une des conséquences de cet anticommunisme traumatique est le rejet irrationnel de tout ce qui relève du collectif et de l'équité, qu'il s'agisse du droit à la mobilité sociale, des droits des salariés ou de la nécessité d'une imposition équilibrée. Ces éléments qui sont à la base du modèle social des pays fondateurs de l'Union Européenne ont souvent été considérés comme trop « socialistes » et ils le sont encore aujourd'hui. Leur rejet a abouti à l'adoption sans débat et souvent avec un certain enthousiasme d'une version dure de l'économie de marché dont, avec une ironie cruelle, l'élite issue des régimes communistes a été la première bénéficiaire[1791].

[1787] Julien Vercueil et Wladimir Andreff, « Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 38, n°4, 2007.

[1788] Costi Rogozanu, Vasile Ernu et alii, *Iluzia anticomunismului, lecturi critice ale raportului Tismaneanu*, Chişinău, Cartier, 2008. Dans l'espace roumain, cet ouvrage, un des premiers à critiquer de façon argumentée les théories des grandes figures intellectuelles de l'anticommunisme roumain déclencha de violentes polémiques. Des controverses similaires se sont déroulées dans tous les pays anciennement socialistes.

[1789] Victoria Stoiciu, « Despre viciile anticomunismului romanesc » in *Contributors*, 2015, [https://www.contributors.ro/despre-viciile-anticomunismului-romanesc/], consulté le 18 septembre 2020.

[1790] *Idem.*

[1791] Wladimir Andreff, « Une transition économique inattendue : vers le 'cupidalisme' ? » in *Revue de la Régulation*, n° 14, 2013.

Le rattrapage a-t-il eu lieu ?

Trente après la disparition des régimes socialistes, les sociétés est-européennes se sont radicalement transformées : On peut observer dans toutes les grandes villes un rapprochement croissant du mode de vie avec celui des habitants d'Europe de l'Ouest ; des biens et des services inaccessibles ou inexistants avant 1990 sont aujourd'hui disponibles à ceux qui peuvent se les offrir, la mobilité sans restriction en était, au moins jusqu'en 2020, l'exemple le plus symbolique. Dans le même temps des services jadis gratuits comme la santé, la culture ou l'éducation sont aujourd'hui intégrés totalement ou partiellement au marché. Dans certains pays, les investissements réalisés depuis 1990 ont permis la modernisation des systèmes productifs, beaucoup d'usines y ont été délocalisées, les pays d'Europe centrale notamment disposent d'économies pleinement intégrées à l'économie de l'ensemble du continent[1792].

L'instauration de l'état de droit est plus heurtée et difficile. Depuis quelques années, des pays comme la Pologne ou la Hongrie, longtemps donnés comme des modèles de transition réussie, connaissent des remises en cause spectaculaires des règles et de l'esprit de l'état de droit[1793]. Plus généralement, dans l'ensemble des anciens pays socialistes, l'application de la loi est encore souvent problématique et l'indépendance de la justice est loin d'être assurée ; la corruption, les distorsions de concurrence, l'économie grise sont des réalités quotidiennes auxquelles se confrontent leurs citoyens y compris dans des pays ayant rejoint l'Union Européenne[1794].

Le processus d'européanisation passe aussi par le développement d'une communauté d'idées et de débats facilitée par la migration massive vers l'Occident. Ce constant échange d'idées et d'expériences a déjà modifié en profondeur le profil culturel des sociétés est-européennes. Cette tendance à l'uniformisation met aussi en lumière les clivages qui subsistent entre les représentations et les classes politiques des différentes sociétés[1795] : Malgré les trois décennies écoulées et l'adoption formelle du modèle occidental les pratiques politiques ne sont pas

[1792] *Idem*.
[1793] Yves Petit, « Commission européenne, Hongrie, Pologne : le combat de l'État de droit » in *Civitas Europa*, volume 40, n°1, 2018, p.145-161.
[1794] Wladimir Andreff, entretien avec Assen Slim*, op.cit.*
[1795] *Idem.*

identiques, le monde post-communiste s'est proclamé démocratique du jour au lendemain mais les élites converties ne se sont pas éloignées aussi vite des fonctionnements du passé[1796].

La transition et le rapprochement avec l'Europe sont portés par l'idée d'un rattrapage, d'une *convergence* dans le vocabulaire de l'Union Européenne mais cette notion est problématique car elle tend à homogénéiser à la fois les pays concernés par la transition et ceux à rattraper. Or, les points de départs de cette course au « rattrapage » étaient aussi différents que ne l'étaient les points d'arrivée ; en 1990, des pays comme la Slovénie ou la Tchéquie jouissaient déjà d'un tissu industriel, de capacités scientifiques et techniques et d'un PIB par habitant supérieurs ou égaux à ceux de la Grèce ou du Portugal déjà membres de l'Union Européenne. A contrario, la Bulgarie ou la Roumanie parties de plus loin sont encore bien loin d'avoir rattrapé la Suède et il est possible qu'elles n'y parviennent jamais[1797]. Le développement capitaliste entraîne souvent une différentiation renouvelée et un développement inégal : les différences peuvent se perpétuer dans le temps, les pays les plus avancés n'ayant pas de raison particulière d'attendre que les autres atteignent un niveau de développement économique similaire aux leurs[1798]. La course au rattrapage des pays d'Europe centrale et orientale a même dynamisé l'économie et l'influence politique des pays « à rattraper » avec un avantage à ceux qui étaient les plus proches géographiquement comme l'Allemagne[1799].

La version prescriptive de la transition s'appuie sur l'idée d'un modèle à rejoindre, or, outre la diversité des points de départ et d'arrivée, cette idée présuppose que le modèle de la démocratie libérale de marché est stable alors qu'il est entré dans une période de turbulences et de changements majeurs[1800]. Par certains aspects, la transition précipitée des années 90 a entraîné non pas une évolution vertueuse mais une combinaison du pire des deux systèmes, l'absence ou l'imperfection de l'état de droit et la violence du capitalisme dérégulé. Le début de la transition est marqué par une accumulation brutale de capital en dehors de toute règle mais ce capital accumulé n'est pas toujours réinjecté et blanchi dans l'économie réelle, il est parfois réinvesti par les bénéficiaires dans les pires mécanismes de la finance internationale[1801].

[1796] *Ibidem.*
[1797] *Ibid.*
[1798] *Ibid.*
[1799] Jean-François Vidal, *Le modèle allemand*, Paris, Éditions des maisons des sciences de l'homme associées, 2018, p.111-141.
[1800] Ragaru, *op.cit*., p.258.
[1801] Andreff, « Une transition économique inattendue : vers le 'cupidalisme' ? », *op.cit.*

Dans ces conditions particulières mêlant reconversion des élites issus d'un système totalitaire et développement d'une forme peu contrôlée de capitalisme, la transition a abouti à un modèle économique et social inégalitaire, générateur de déception et de frustration. La montée en puissance des régimes dits illibéraux peut s'expliquer en grande partie par les conséquences sociales de la transition puis dans un deuxième temps par la fragilisation du modèle occidental libéral et l'affaiblissement de son potentiel d'attraction[1802]. Les inquiétudes suscitant ses évolutions sont aujourd'hui similaires à l'ouest comme à l'est du continent européen. Les régimes illibéraux expliquent ainsi vouloir corriger les conséquences sociales de la transition tout en retournant l'anticommunisme contre les pays libéraux, qualifiés aujourd'hui de « progressistes »[1803]. Dans un certain discours conservateur très présent en Europe centrale et orientale, ces « progressistes » sont parfois qualifiés dans un étonnant retournement sémantique de « néo-marxistes », c'est le libéralisme et notamment le libéralisme sociétal qui sont ainsi visés[1804].

L'intégration à l'Union Européenne a donné une finalité à la transition des pays d'Europe centrale et orientale mais comme les points de départ, les points d'arrivée ne sont pas les mêmes. Les économies les plus avancées au début de la transition ont rejoint la moyenne du niveau de développement économique et social des pays de l'Union Européenne[1805]. D'autres pays, partis de plus bas ont connu également un développement important mais ils restent sous le niveau de développement économique et social moyen de l'Union[1806]. Dans la perspective de Wallerstein, l'adhésion à l'Union Européenne a permis au pays d'Europe centrale et orientale de s'agréger au centre ou au moins de s'en rapprocher. Cette intégration à un ensemble plus vaste n'empêche pas du ressentiment et de l'incompréhension au sein des populations et entre les états : En Pologne ou de Hongrie, les divergences portent sur le respect de l'état de droit et la séparation des pouvoirs ainsi que sur les valeurs portées par l'Union Européenne[1807]. Dans des pays comme la Bulgarie ou la Roumanie, les écarts portent de façon plus visible sur la corruption et le nom de respect des normes[1808]. Dans les deux situations, l'appartenance à l'Union Européenne offre néanmoins un garde-fou protégeant les droits individuels et

[1802] Krastev, *op.cit*, p.37.
[1803] Sergei Fediunin, « Le clivage « progressistes » contre « nationalistes » a-t-il un sens ? » in *Le Débat*, n°1, 2019, volume 203, p. 93-97.
[1804] *Idem.*
[1805] Andreff, entretien avec Assen Slim*, op.cit.*
[1806] *Idem.*
[1807] Roman Krakovsky, « Les démocraties illibérales en Europe centrale » in *Études*, n°4, 2019, p. 9-22.
[1808] Jacques Rupnik, *Géopolitique de la démocratisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.30-31.

collectifs, la citoyenneté européenne est ainsi régulièrement utilisée et revendiquée par les peuples des pays ex-socialistes pour se prémunir des dérives de leurs élites nationales, que ce soit en termes de corruption ou d'atteintes aux droits[1809]. De par leur comportement et dans leurs revendications, on peut constater une convergence croissante des populations européennes, sur certains points, les pays ex-socialistes sont même devenus moteurs d'une forme de contestation et commencent à être eux-mêmes producteurs de modèles, d'idées, de valeurs[1810].

La perspective de l'entrée dans l'Union Européenne a servi d'objectif unique pour les gouvernements d'Europe centrale et orientale qui fixaient ainsi un terme à la « transition »[1811]. Pour Andreff, cette transition est aujourd'hui achevée : Le moteur de la transition, le processus de privatisation, est aujourd'hui en fin de course et il y a aujourd'hui moins d'éléments à privatiser en Europe centrale et orientale qu'en Europe occidentale. En outre, les sociétés est-européennes n'ont plus grand-chose à voir avec ce qu'elles étaient en 1990, ni d'un point de vue économique, ni d'un point de vue politique ou sociétal. Leurs problèmes sont de plus en plus similaires à ceux auxquels sont confrontés les sociétés occidentales; inégalités sociales, pauvreté persistante, perte de recettes fiscales, dérèglements financiers ou crise écologique[1812].

Dans les pays du voisinage oriental, la transformation des sociétés prend la même direction mais la situation est plus trouble car cette évolution se heurte à deux phénomènes corrélés: L'essoufflement de l'enthousiasme démocratique européen et l'émergence d'un contre-modèle dans la région, le néo-conservatisme russe. Face à ce nouveau paradigme, force est de constater que la politique européenne a peu évolué ; l'Union Européenne semble ne pas voir que les valeurs qu'elle véhicule ne sont plus hégémoniques et qu'elles peuvent être contestées et critiquées, y compris en son sein[1813]. Contrairement aux années 90, des valeurs alternatives sont portées par des puissances concurrentes dans la région, la Russie en premier lieu voire la Turquie dans une moindre mesure[1814]. L'Union Européenne continue pourtant à employer les mêmes outils que ceux utilisés dans le cadre des politiques de pré-adhésion et

[1809] Sergiu Mişcoiu et Sorina Soare, « Euroscepticism și extremism în Uniunea Europeană. Cazul României în perspectivă comparativă » in Nicolae Paun (dir), *Uniunea Europeană în contextul unei lumi în schimbare. Fundamente istorice, valori, instituții, politici,* Bucarest, Editura Academiei Romane, 2017, p.351-386.
[1810] *Idem.*
[1811] *Idem.*
[1812] Andreff, entretien avec Assen Slim*, op.cit.*
[1813] Krastev, *op.cit*., p.16-17.
[1814] Jacques Rupnik, *Géopolitique de la démocratisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.53-70.

cela sans que l'adhésion ne soit envisagée clairement pour les pays du voisinage[1815]. Les pays associés sont supposés adopter les valeurs et les normes de l'Union Européenne mais les moyens de pression politique et d'influence sont affaiblis par l'absence de point d'arrivée clair[1816]. Il en résulte une transition perpétuée, un processus de transformation sans sens.

Le cupidalisme appliquée à la Moldavie

La succession de gouvernements en Moldavie ne semble ainsi correspondre à une aucune direction claire, journalistes et commentateurs politiques saluent ou déplorent à chaque élection, une avancée vers l'Europe[1817] ou un rapprochement avec Moscou[1818]. Les élites politiques issues de l'ancien régime puis les élites économiques générées par les privatisations alternent régulièrement du pouvoir à l'opposition. Il existe néanmoins une continuité des politiques menées ; dépendante de financements extérieurs et sans compétence technique suffisante, la Moldavie n'a pas eu d'autre choix que d'adopter la voie d'une transformation plus guidée par ses bailleurs que par les choix politiques exprimés par les citoyens, quels que soient ces choix[1819].

Le rapprochement avec l'Union Européenne fait bénéficier la population moldave de certains avantages sans vraiment parvenir à la protéger des nombreux accrocs au fonctionnement démocratique dont les élites politiques se rendent coupables. Favoriser le processus de transformation des économies sans pouvoir y imposer les barrières et les limites de l'état de droit plongent les pays du voisinage dans un état de fragilité sociale. La concurrence géopolitique avec la Russie mais aussi l'absence d'une perspective d'adhésion transforme le partenariat oriental en une politique de maintien dans une orbite, une politique de contrôle à minima plutôt qu'une politique de transformation en profondeur. Au final, ce sont souvent des

[1815] Lukas Macek, *L'élargissement met-il en péril le projet européen ?* Paris, La Documentation Française, 2011, p.144-146.
[1816] Tanja A. Börzel et Frank Schimmelfennig, « Coming together or drifting apart? The EU's political integration capacity » in *Eastern Europe, Journal of European Public Policy*, volume 24, n°2, 2017, p.278-296.
[1817] Benoît Vitkine, « En Moldavie, la proeuropéenne Maia Sandu remporte la présidentielle », *Le Monde*, 15 novembre 2020.
[1818] Benoît Vitkine, « En Moldavie, le candidat prorusse remporte la présidentielle », *Le Monde*, 13 novembre 2016.
[1819] Ion Marandici, « Statul fara autonomie ; o istorie de succes la periferia Uniunii Europene » in *Republica Moldova la 25 de ani ; o incercare de bilanţ*, Chişinaŭ, Cartier, 2016, p.53-79.

gouvernements corrompus qui finissent par exercer une forme de pression sur leurs partenaires en se présentant comme les clés du maintien dans la sphère d'influence européenne[1820].

Que l'on veuille vivre comme en « Europe », s'unir à la Roumanie ou rejoindre la puissance russe, le sentiment d'arriération domine le débat public, on vit avec l'idée d'un retard à combler pour revenir à ce qui est *normal*, rejoindre un monde *civilisé* ou retrouver un sentiment de puissance perdue[1821]. En Moldavie, comme ailleurs, cette idéologie du rattrapage a provoqué des désillusions, la transition devait mener à une transformation radicale mais elle ne visait qu'un point d'arrivée fantasmé en ignorant le point de départ. Au sein de l'Union Soviétique, la Moldavie était par bien des aspects la plus pauvre et la moins développée des républiques européennes de l'URSS. Sa transformation politique et économique ne lui a guère permis autre chose que de passer de la périphérie de l'économie soviétique à l'ultra-périphérie de la sphère d'influence européenne[1822]. Or, il est difficile pour un citoyen de croire en une démocratie qui n'a pas son destin en main et qui dépend d'aides et d'investissements extérieurs pour lesquels les politiques publiques sont pensées et orientées. Il est tout aussi difficile de croire en un pays quand le bien-être économique d'une partie de sa population dépend du degré d'ouverture des frontières d'autres pays ou quand il est l'objet d'une transaction permanente et d'une lutte d'influence entre deux blocs[1823]. Le seul fait d'être associé à un bloc démocratique ne suffit pas à être soit même une démocratie autre que formelle. Ces questions se posent aujourd'hui à de nombreux pays ayant connu cette phase de transition y compris des pays plus importants et plus riches que la Moldavie, avec des situations géopolitiques plus stables, un fort sentiment national et une histoire assumée et défendue. Cette situation est à replacer dans un contexte plus large de recul démocratique régional et de désillusion, l'identité incertaine de la Moldavie n'est pas la cause de sa fragilité démocratique, elle n'en est qu'un facteur aggravant[1824]. L'impuissance des politiques y est compensée par des récits fluctuants sur l'Europe, l'identité, la géopolitique ou l'héritage du communisme. L'anticommunisme prend ici une dimension particulière, en Moldavie ou dans d'autres pays issus de l'Union Soviétique, le régime communiste est perçu

[1820] Vitalie Sprinceana, « Mercenari in luptele altora sau scurta istorie a Moldovei post-sovietice » in Emanuel Copilaş (dir.), *Sfarsitul Istoriei se amana. O radiografie a postcomunismului romanesc*, Tirgoviste, Cetatea de Scaun, 2016, p.290-300.
[1821] Danero-Iglesias et Stănculescu, *op.cit.*
[1822] Marandici, *op.cit.*
[1823] Petru Negură, « Republica Moldova la un sfert de veac de tranziţie: între un comunism ratat şi un capitalism neînceput? » in *Republica Moldova la 25 de ani ; o incercare de bilanţ*, Chişinaŭ, Cartier, 2016, p.19-53.
[1824] *Idem.*

comme « non autochtone », ce qui permet de dédouaner les élites locales concentrés sur la dénonciation de l'influence russo-soviétique[1825]. Dans cette situation particulière, la « mentalité » à changer n'est pas seulement celle de celui qui ne s'adapte pas aux exigences de l'époque, elle est aussi celle de celui qui refuse d'embrasser son identité nationale retrouvée, de celui qui fait toujours allégeance au maître qui lui a ravi sa liberté et son identité, on retrouve dans ce discours la figure du *Mankurt* particulièrement utilisée par les partis nationalistes dans différents pays de l'ex-Union Soviétique[1826].

Au-delà ces joutes discursives en constante transformation et malgré les crises soudaines qui jalonnent la vie politique moldave, c'est la relative continuité du régime qui frappe depuis l'indépendance, le contrôle des luttes électorales ayant le plus souvent permis aux élites oligarchiques de conforter leur mainmise sur l'Etat[1827] même si contrairement à un État patrimonial classique le pouvoir en Moldavie repose essentiellement à l'extérieur des structures de l'Etat et de l'administration[1828].

La stabilité de ce système s'explique en grande partie par son ouverture et sa fluidité, l'ouverture aux marchés du travail européen et russe permet de faire baisser la pression sociale ; la petite population moldave est constamment prise dans un mouvement de personnes et d'idées qui reflète et accentue les divisions locales. Il en résulte une société à plusieurs vitesses, divisée entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis, entre ceux qui sont liés au monde russe et ceux qui sont liés à l'Union Européenne ou à la seule Roumanie[1829], entre les habitants de Chișinău qui attire toute la richesse du pays et les habitants de province restées figées dans le temps, entre ceux qui sont connectés aux évolutions sociales du monde occidental et ceux qui défendent un traditionalisme assumé, entre ceux qui ont encore un intérêt pour la vie politique

---

[1825] Julien Danero-Iglesias, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2014, p.152.

[1826] Dans le folklore kirghize, popularisé en URSS par l'écrivain Chinghiz Aitmatov, les *mankurts* étaient des prisonniers de guerre que l'on exposait au soleil la tête en enserrée dans une peau de chameau. Cette torture leur faisait perdre l'esprit et les transformait en esclaves, incapable de se souvenir de son nom, de sa famille et de son identité. Au sens figuré, le terme *mankurt* est utilisé pour désigner une personne ayant perdu le contact avec ses racines historiques et nationales.

[1827] Julien Danero-Iglesias, Petru Negură et Djordje Tomic, « La Moldavie au défi de crises multiples » in *Revue comparatives Est/Ouest*, n°46, 2015, p.5-16.

[1828] *Idem.*

[1829] La diaspora moldave n'échappe pas aux divisions entre la Russie et l'Union Européenne, voir Vitalie Sprinceana, « Democratie moldoveneasaca si diasporele ei » in *Platzforma*, 2020 , [https://www.platzforma.md/arhive/389200], consulté le 27 septembre 2020.

et ceux qui en sont complétement détachés[1830]. En trente ans, des bulles de plus en plus imperméables se sont formées et sont renforcées par des écosystèmes d'informations parallèles permettant de vivre dans une réalité sociale et une compréhension du monde différentes[1831].

La société moldave n'est pas la seule à connaître un évidement de la démocratie, ni la polarisation des richesses et la prédominance de l'économique sur le social[1832], elle n'a pas non plus inventé le contrôle des médias, la berlusconisation du débat public, la puissance manipulatoire des réseaux sociaux ou la tendance à fictionnaliser une politique devenue impuissante[1833]. Mais, ces évolutions ont en Moldavie un effet particulièrement brutal car elles surviennent sur un terrain dépourvu de filtres et de tradition démocratique, nombre de ces mutations globales ont été accueillies sans discussions et la fracturation culturelle et sociale du pays en a multiplié les effets. Chaque camp politique cherche à expliquer son impuissance par des arguments souvent parallèles ; l'influence russe contre l'influence roumaine et/ou occidentale, la défense des traditions contre la volonté de changement, la continuité historique contre la rupture avec le passé totalitaire[1834]. Ces mêmes arguments sont éternellement recyclés par les différents partis, mis en avant ou en retrait en fonction de l'actualité ou de l'adversaire.

La lutte contre la corruption et la capture du pouvoir par une caste oligarchique réunit dans une dénonciation unanime les différents camps et tend aujourd'hui à éclipser le discours « géopolitique ». Cette idée largement répandue dans toute l'Europe centrale et orientale ne rompt pas avec l'idéologie de la transition, elle procède de la même logique de rattrapage. Empêchée par les oligarques, la transition ne serait pas achevée, la *désoligarchisation* permettrait donc de reprendre la marche vers un destin inéluctable. La résistance et les

[1830] Petru Negură, Victor Mocanu et Mihail Potoroacă, « Avem o societate dezbinata ! : Coeziune, apartenenta, solidaritate si incredere in societatea din republica Moldova » in *Perspectivă socială 2019*, Platzforma et Friedrich Ebert Siftung, 2019, [https://www.platzforma.md/arhive/387456], consulté le 20 septembre 2020.
[1831] Julien Danero-Iglesias et Cristina Stănculescu, « Europele Moldovei » in *Platzforma*, 2014, [https://www.platzforma.md/arhive/1979], consulté le 20 septembre 2020.
[1832] Roberto Foa et Yascha Mounk, « The danger of deconsolidation » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 27, 2016, p.5-17.
[1833] Myriam Revault d'Allonnes, *La faiblesse du vrai,* Paris, Seuil, 2018.
[1834] Iulian Groza, Vladislav Kulminski et alii, *Consolidarea coeziunii sociale si a unei identitati comune in republica Moldova,* Institutul pentru initiative strategice et Institut fur Europaische Politik, 2018, p.12-17, [http://ipre.md/2018/02/13/studiu-consolidarea-coeziunii-sociale-si-a-unei-identitati-comune-in-republica-moldova-romana-rusa/], consulté le 20 septembre 2020.

transformations d'un système bien installé ont pourtant démontré à plusieurs reprises que cette *désoligarchisation* relevait souvent d'une forme de « pensée magique »[1835].

En dehors de ces grands débats rhétoriques, les programmes économiques et sociaux des principaux partis sont généralement très proches. Lors de l'élection présidentielle de novembre 2020, les deux principaux candidats Maia Sandu et Igor Dodon reprenaient ce qu'ils promettaient déjà en 2016 et ce que promettaient également les partis des coalitions européennes depuis 2010; la lutte contre la corruption, une amélioration des infrastructures routières, des facilités fiscales pour les entreprises, un programme de soutien à la démographie et des ambitions sociales très modestes (indexation des pensions de retraite par exemple). Au-delà de ce programme politique standard, les principaux terrains d'affrontements sont le respect des valeurs traditionnelles et l'attachement à l'orthodoxie et à la souveraineté de la Moldavie pour le candidat socialiste[1836], la dignité et l'honnêteté ainsi que l'éternel discours de l'européanisation comme voie de rédemption vers le *progrès*, la *civilisation* et la *normalité*[1837] pour la candidate pro-européenne[1838].

Depuis des années, chaque élection est présentée comme un choix crucial, la victoire d'un candidat sur un autre est systématiquement accueillie par des accusations de fraudes, saluée avec enthousiasme comme une victoire définitive ou déplorée comme un glissement dangereux avant d'être oubliée. Les principales difficultés de la société sont délaissées au profit d'une bataille d'images créées par des consultants politiques, les problèmes systémiques sont traités sous l'angle d'un choix entre le bien et le mal incarnés par une personnalité ou une autre ou par un choix entre Ouest et Est[1839]. Une fois élu(e)s, les responsables politiques rappellent tous que la Moldavie n'est pas en position de promouvoir une politique unilatérale, ni s'identifier à un seul camp.

[1835] Evghenii Ceban, «Blanda dezoligarhizarea » in *Newsmaker*, 2019, [https://newsmaker.md/ro/blanda-dezoligarhizare-ce-structuri-de-stat-continua-sa-fie-controlate-de-oamenii-desemnati-de-democrati/], consulté le 19 septembre 2020.

[1836] Présentation du programme électoral d'Igor Dodon pour les élections présidentielles de 2020, disponible sur le site personnel du candidat, [https://dodon.md/wp-content/uploads/2020/10/2p_platforma_electorala_ind_md_final.pdf], consulté le 20 octobre 2020.

[1837] Ragaru, *op.cit.*, p.244.

[1838] Présentation du programme électoral de Maia Sandu pour les élections présidentielles de 2020 disponible sur le site du PAS, [https://unpaspentru.md/manifest/], consulté le 20 octobre 2020.

[1839] Vitalie Sprinceana, « Mercenari in luptele altora sau scurta istorie a Moldovei post-sovietice », *op.cit.*

Le mérite réel de la jeune démocratie moldave est d'avoir instauré le multipartisme et de permettre une compétition électorale[1840]. Les partis se succèdent au pouvoir mais les groupes d'intérêts qui les influencent, les soutiennent, les créent et les rendent inopérants sont beaucoup plus stables. Ces groupes sont en concurrence entre eux mais ont comme intérêt commun la perpétuation de leur pouvoir et le désarmement de la démocratie formelle[1841].

Les relations de ces groupes oligarchiques avec la Russie sont fréquemment dénoncées comme étant un frein à l'européanisation, ces relations sont évidentes dans des domaines aussi stratégiques que le secteur de l'énergie ou celui des finances[1842]. Leurs relations avec les pays occidentaux est plus ambivalente, ces groupes ont besoin que le pays s'ouvre à l'Ouest, pour avoir accès aux marchés, bénéficier d'investissements et de financements internationaux mais ils doivent également défendre leurs intérêts contre l'implantation effective des normes législatives européennes. Dans les pays d'Europe centrale et orientale devenus membres de l'Union Européenne, les groupes informels issus des privatisations des années 90 ont dû se transformer et s'adapter à ces règles, à un contrôle législatif accru et à un poids politique croissant de l'opinion publique. En Moldavie, de tels groupes doivent également composer avec l'engagement européen mais avec un moindre degré de contrainte. Le rapprochement avec l'UE a l'avantage d'offrir une perspective à la population et permet de diminuer la pression sociale car la population la plus susceptible de remettre en cause le fonctionnement du pays vit souvent à l'étranger. Le clientélisme direct est donc limité, les partis politiques et leurs sponsors se contentent souvent d'une aide aux plus fragiles au moment des campagnes électorales[1843].

La Moldavie vit une transition perpétuée qui permet de faire fonctionner dans la durée la combinaison entre un libéralisme économique brutal et des modes de fonctionnements non démocratiques, Vladimir Andreff nomme cupidalisme cette combinaison des pires qui aurait défini la plupart des processus de transitions[1844]. Pour les pays entrés dans l'Union Européenne, le phénomène s'est atténué, leur transition est achevée. Pour les pays candidats des Balkans

---

[1840] Igor Munteanu, « Democratia ghilotinata de oligarhi » in Armand Gossu et Alexandru Gussi (dir), Democratia sub asediu, Bucarest, Corint, 2018, p.67-68.
[1841] *Idem.*, p.77-91.
[1842] *Ibidem.*, p.97.
[1843] Valentina Ursu « Cat valoreaza punga electorala sau cum se pot cumpara voturi », reportage à Orhei pour *Radio Europa Libera*, 2018, [https://moldova.europalibera.org/a/c%C3%A2t-valoreaz%C4%83-punga-electoral%C4%83-sau-cum-se-pot-cump%C4%83ra-voturi-valentina-ursu/29166496.html], consulté le 22 septembre 2020.
[1844] Wladimir Andreff, « Une transition économique inattendue : vers le 'cupidalisme' ? » in *Revue de la Régulation*, n° 14, 2013.

bloqués dans un processus d'adhésion sans fin et à fortiori pour ceux du voisinage oriental, le capitalisme de clans peut prospérer dans ces zones grises du continent européen où se développent des expériences sociales radicales[1845]. Pour les plus virulents détracteurs de la transition telle qu'elle s'est déroulée, les pays ex-socialistes ont servi de terrains d'expérimentations néolibérales possiblement applicables ailleurs, plus tard[1846]. Avec sa démocratie altérée par des trucages techniques et juridiques, avec l'utilisation ou la légitimation d'acteurs politiques par des personnalités externes[1847], avec ses conseillers en communication européens et ses « technologues politiques » russes[1848], avec ses fractures identitaires utilisées comme instrument de contrôle, avec sa démocratie mise en spectacle et inopérante, avec ses discours coupés de la réalité et ses saltimbanques politiques, avec ses services publics dégradés et ses inégalités sociales, avec ses centaines de milliers de travailleurs contraints à l'émigration et ses spécialistes des flux financiers internationaux ou des fonds off-shore, la Moldavie n'est peut-être pas en retard sur une certaine forme d'évolution politique et sociale[1849].

Des hypothèses partiellement confirmées

Tout au long de ce travail, nous avons essayé de proposer une lecture qui permette de dépasser la dichotomie Est/Ouest souvent présentée comme la principale sinon l'unique clé d'interprétation de la situation de la Moldavie. Nous nous sommes pour cela attaché à utiliser les travaux de chercheurs, d'analystes ou de journalistes essentiellement roumains ou moldaves mais aussi d'Europe centrale ou des Balkans occidentaux qui apportent leurs points de vue, factuels ou théoriques, sur les transformations politiques qu'ils ont vécues comme intellectuels mais aussi comme citoyens, sur des expériences vécues de l'intérieur. Nous nous sommes intéressé aux difficultés concrètes du processus de transformation de la société moldave en nous efforçant d'expliquer le rôle central des élites qui ont su tirer profit de l'instabilité

[1845] Ștefan Guga et Marcel Spătari, *Situația salariaților din Republica Moldova: o criză structurală*, Friedrich Ebert Stiftung Moldova, 2020, [https://www.platzforma.md/arhive/388543], consulté le 14 septembre 2020.
[1846] Gareth Dale et Adam Fabry, « Neoliberalism in Eastern Europe and the Former Soviet Union », in Damian Cahill, Melinda Cooper et alii (dir), *The Sage Handbook of Neoliberalism*, Londres, Sage, 2018, chapitre disponible sur [https://uk.sagepub.com/en-gb/eur/the-sage-handbook-of-neoliberalism/book245419#preview], consulté le 21 octobre 2020.
[1847] Message de soutien de Donald Tusk à Maia Sandu avant les élections présidentielles in *Calea Europeana,* 2020*,* [https://www.caleaeuropeana.ro/donald-tusk-mesaj-de-sustinere-in-limba-romana-pentru-candidatura-maiei-sandu-la-functia-de-presedinte-al-r-moldova-trebuie-sa-vorbesti-sincer-cu-moldovenii-un-oficial-nu-este-un-stapan-ci-un-slu/], consulté le 20 octobre 2020.
[1848] Vladimir Thoric, « Presidentile inteligentiei ruse » enquête journalistique de *Rise Moldova, 2020,* [https://www.rise.md/articol/presedintele-inteligentei-ruse/], consulté le 29 octobre 2020.
[1849] Dale et Fabry, *op.cit.*

chronique déclenché par un processus qui semble aujourd'hui dépourvu de finalité. Les dirigeants politiques et les groupes informels au pouvoir n'ont pas souhaité mettre en place un fonctionnement construit sur une loi autoritaire tel qu'attribué au « modèle russe »[1850], ils n'ont pas non plus souhaité la mise en place d'un état de droit « à l'occidental » fonctionnel. La classe politique à l'œuvre pendant la décennie 2010-2020 n'est ni pro-européenne, ni pro-russe et si elle tend à importer aujourd'hui un nouveau concept politique en vogue, le souverainisme, les créations récentes de *Pro Moldova* « à droite » ou *Pour la Moldavie* « à gauche » cachent de plus en plus mal que la classe politique est d'abord et essentiellement pour elle-même. Les dirigeants politiques moldaves ne sont les agents de personne, les « pro-européens » de l'AIE puis du Parti démocrate ont considérablement nui à l'image de l'Union Européenne mais l'incompétence du gouvernement d'Igor Dodon et le chaos qu'il provoque avant son départ dégrade tout autant l'image du « modèle russe ». Plus qu'un terrain d'affrontement entre deux modèles, la scène politique moldave est le miroir grotesque des excès et des dérives souvent communs à des degrés divers aux modèles politiques en concurrence, qu'ils soient européen, russe, américain, roumain ou turc; débats publics brutaux et sans nuances, politique transformée en spectacle, création d'ennemis plus ou moins réels, communication ne tenant plus guère compte des faits mais surtout dépossession du pouvoir politique au profit d'un système économique dérégulé. L'élection récente de Maia Sandu apporte une note optimiste pour le processus de rapprochement avec l'Union Européenne et pour la moralisation de la vie politique mais sa nette victoire ne vient pas contredire les éléments les plus importants de notre thèse : La société moldave n'est pas dans un état de tension culturelle ou ethnique, les choix électoraux des minorités russophones restent marqués et différent souvent de ceux de la majorité roumanophone mais ces divergences politiques ne remettent jamais en cause la cohabitation des différents groupes. En élisant une femme à sa tête, l'électorat moldave montre son désir de changement social ; une majorité aspire à une autre pratique du pouvoir et exprime sa préférence pour une communication politique décente. Cette volonté de changement et cette aspiration démocratique ne s'inscrivent pas nécessairement dans une perspective géopolitique. L'élection de Maia Sandu a été largement présentée comme une victoire de l'Union Européenne, laquelle semble toujours prompte à chercher des signes d'approbation mais il s'agit sans doute plus d'une exigence de respect et de dignité du pouvoir exprimée par la population. Si son élection met fin à la « stabilocratie » qui définissait les relations politiques

[1850] Gilles Favarel-Garrigues, « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir » in *L'Économie politique*, volume 21, n° 21, 2004, p.6-16.

entre l'Union Européenne et la Moldavie ces dernières années, elle doit aujourd'hui en affronter les conséquences. Désormais présidente d'une république parlementaire et dépourvue de majorité, Maia Sandu est confrontée à la réalité de la collusion entre classe politique et oligarchie criminelle devenus de véritables entrepreneurs du chaos.

La tâche sera donc difficile pour celle qui porte les espoirs de ceux qui continuent à croire à la possibilité d'un véritable état de droit en Moldavie[1851]. Maia Sandu doit aujourd'hui trouver un terrain d'entente avec des alliés bien peu recommandables (le Parti démocrate ou ses avatars et Renato Usatîi) pour faire face à ce qui s'annonce comme une longue et incertaine crise politique. Si l'Union Européenne croit encore à son rôle dans cette région, c'est un soutien résolu qui doit être accordé à la nouvelle présidente. Il reste à voir si l'UE souhaitera et sera en mesure de le faire, elle n'en a pas aujourd'hui fait la preuve, ni dans des pays du voisinage comme l'Ukraine voisine, ni au sein de pays candidats des Balkans, ni même avec certains de ses propres membres. En Moldavie comme ailleurs, l'européanisation ne conservera un sens que si elle est toujours promesse de liberté, de respect des peuples et des individus.

Limites et perspectives

Au moment d'achever cette thèse, nous sommes conscients de ses nombreuses limites. Elle ne propose pas une réflexion théorique novatrice, elle est d'abord le fruit d'observations, de lectures, de conversations sur une longue période, elle est le résultat d'un questionnement émotionnel autant qu'intellectuel qui m'a mené régulièrement à des points de vue contradictoires ou perdant leur pertinence au fil des événements.

Ce travail s'appuie donc sur une approche très empirique et prend le risque d'être la simple chronique d'une vie politique agitée mais il nous a semblé utile de tenter de montrer pourquoi la vie politique moldave échappe facilement aux cadres d'analyse les plus fréquemment utilisés et semble souvent échapper à toute possibilité de lui donner un sens.

Cette thèse ne cherche en rien à minimiser le rôle de la Russie dans l'évolution politique de la Moldave mais elle n'en fait pas la cause de toutes les difficultés. Nous avons préféré porter notre attention sur les principaux acteurs politiques locaux qui utilisent à leur profit les tensions

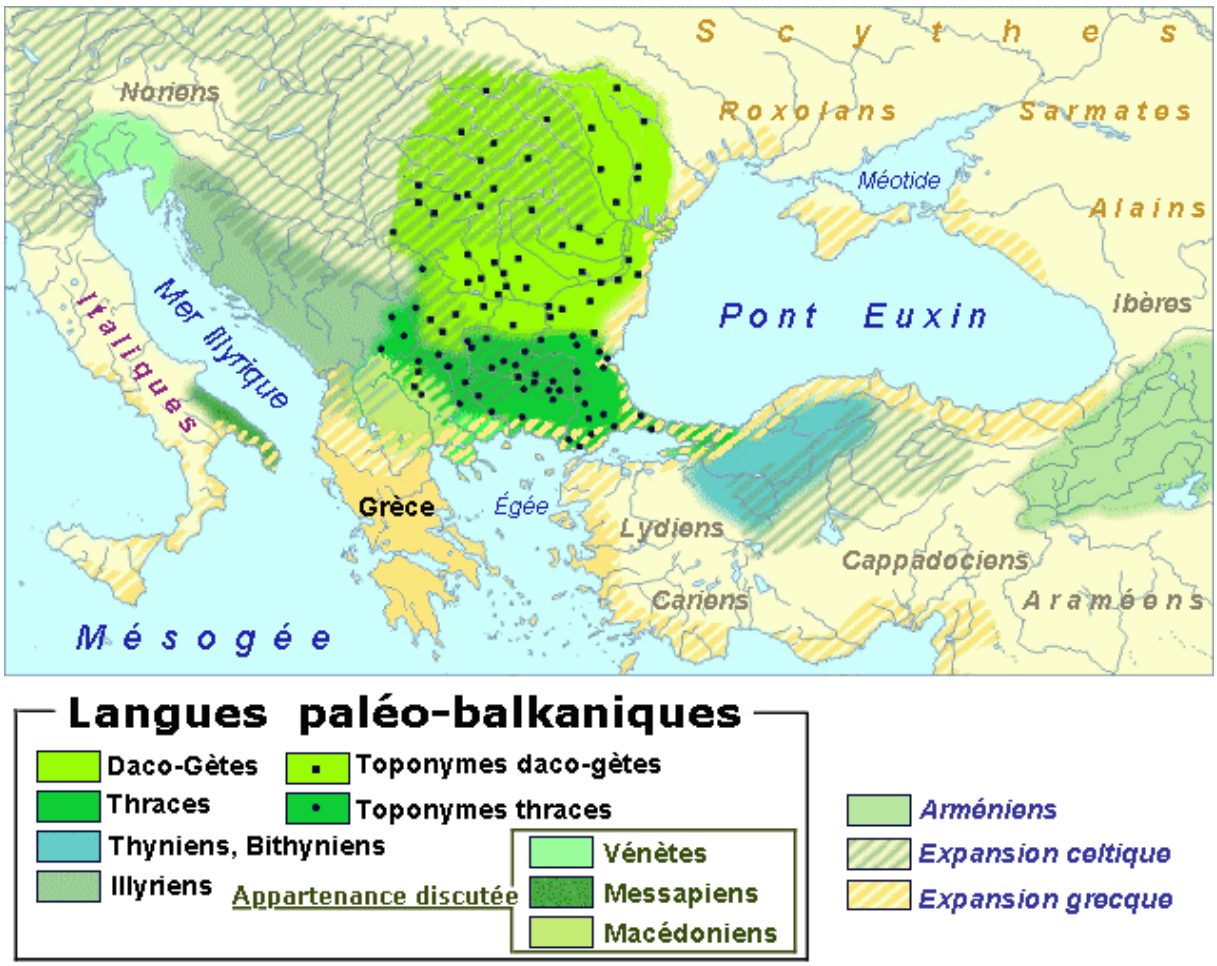
[1851] Stanislav Secrieru, « Moldova has a new president, what next? » in *Carnegie Moscow Center,* 2020, [https://carnegie.ru/commentary/83269] consulté le 7 décembre 2020.

entre les puissances concurrentes au risque de les amplifier. Par ce choix, nous sous-estimons sans doute les influences externes et les contraintes qu'elles exercent sur la décision politique. Notre travail ne se voulait qu'une tentative de rééquilibrage des analyses proposées sur la Moldavie même si cet équilibre reste difficile à trouver ; notre approche systématisante des élites politiques ne rend sans doute pas suffisamment justice à des personnalités et à des mouvements qui ont sincèrement agi pour leur pays ni à celles et ceux qui n'ont pas su ou pu s'opposer à un système politique détourné de sa fonction première. Elle tend enfin à oublier le travail honnête de nombreux acteurs économiques, sociaux ou médiatiques, souvent courageux et novateurs, dont l'action est éclipsée par des malversations spectaculaires.

Nous conclurons en évoquant une piste insuffisamment explorée et qui ouvre de larges perspectives de recherche et de réflexion : Nous avons étudié la Moldavie comme un lieu où se confrontent des modèles rivaux mais la Moldavie est aussi un lieu où se reflètent à l'extrême les contradictions même du modèle européen, ou plus largement occidental qui associent les notions de démocratie et de marché libre. Or, la Moldavie offre un exemple de pays où le marché avance plus rapidement que la démocratie réelle et prime sur les droits humains et sociaux. Les gouvernements successifs ont joué cyniquement la concurrence entre modèles de société sur un « marché » géopolitique mais plus discrètement, ils ont également joué, au nom de la modernité et des réformes la carte du moins disant social et légal. Les gouvernements moldaves successifs ont fait entrer leur pays dans la compétition mondiale des systèmes juridiques (ce que la Banque Mondiale nomme « marché de produits législatifs ») pour permettre la pratique connue sous le nom de « prospection juridique » ou, en anglais, sous le terme plus brutal de « Law shopping »[1852]. La persistance du phénomène oligarchique et par ricochet l'impossibilité de mettre en place un état de droit fonctionnel et une économie inclusive trouvent également leur explication dans ces impensés de la relation entre la démocratie libérale et la toute-puissance du marché mondialisé. Ces deux notions longtemps envisagées comme allant de pair ne sont plus aujourd'hui nécessairement reliées l'une à l'autre. Cette corrélation est pourtant un présupposé des politiques européennes et l'affaiblissement de cette relation a de multiples conséquences géopolitiques, politiques, économiques, sociales ou environnementales observables à des degrés divers dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, trente après le début de leur transition.

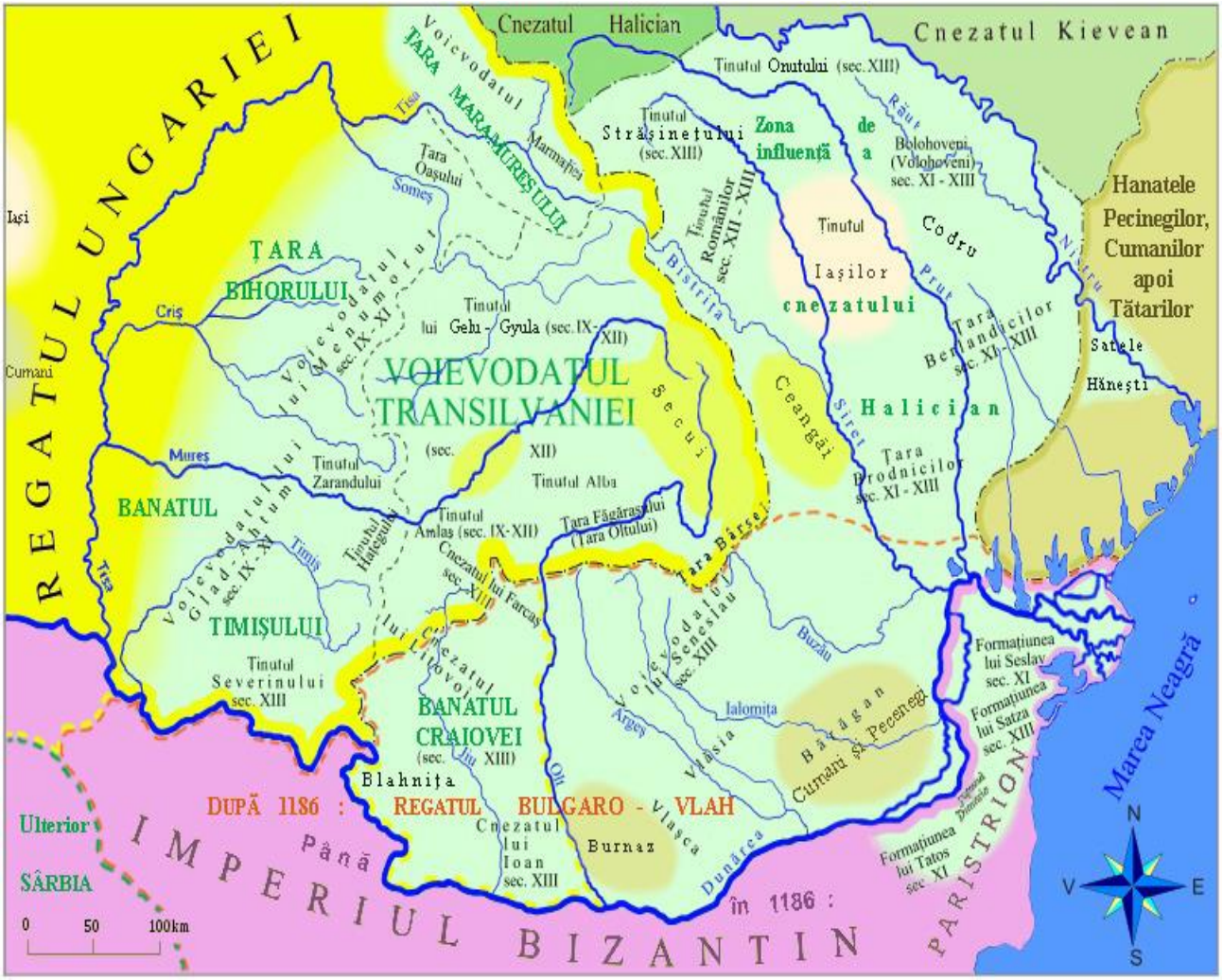
[1852] Alain Supiot, « Le sommeil dogmatique européen » in *Revue française des affaires sociales*, n°1, 2012, p. 185-198.

Annexe 1 : Carte de la répartion supposée des populations daces



Source : Ivan Duradinov, *Paleo-Balkan languages in Eastern Europe between 5th and 1st century BC*
Wikimedia Commons, CC-by-3.0

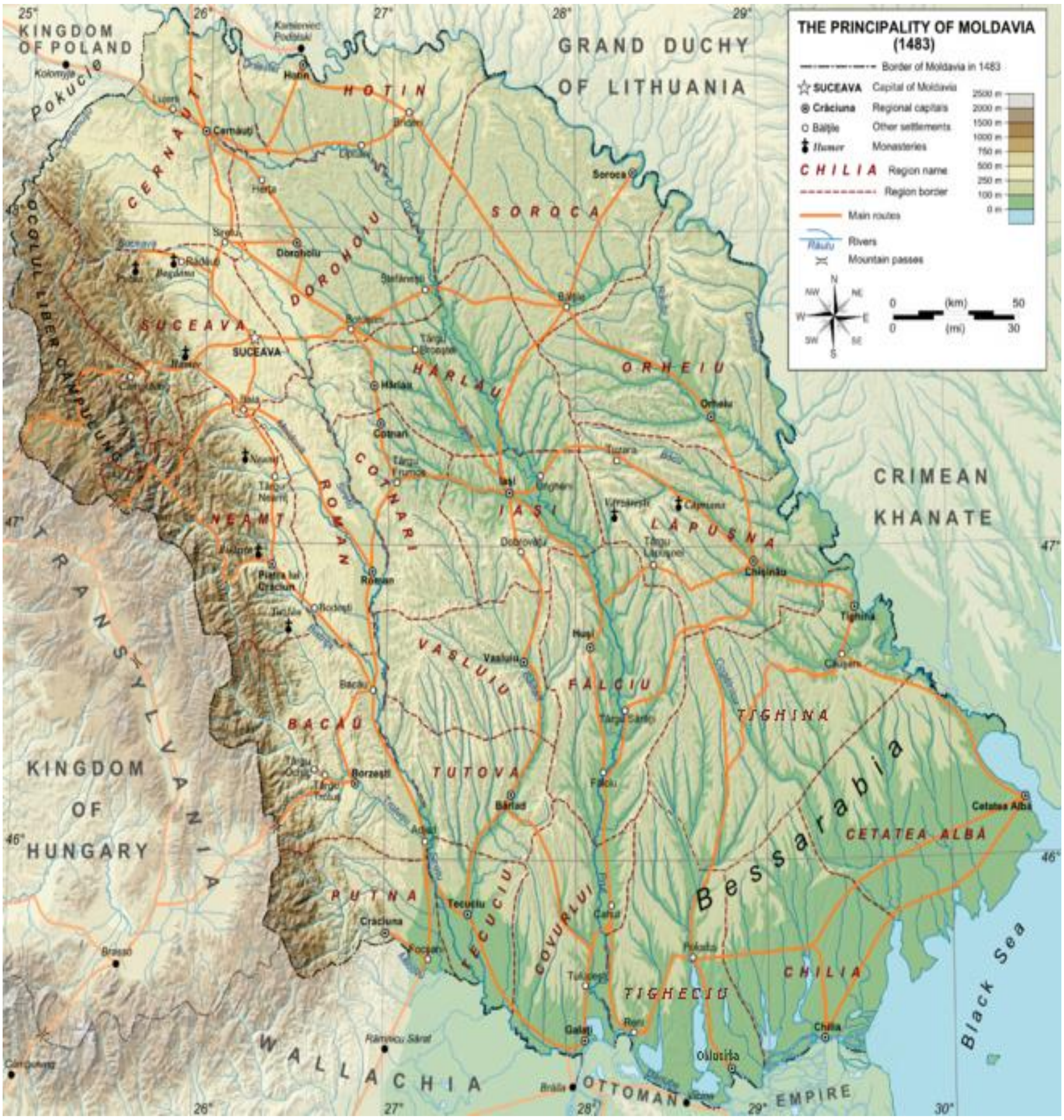
Annexe 2 : Carte des cnezats, banats et voivodats au XIIIe siècle



Source : *Atlasul istorico-geografic*, Académie roumaine, Bucarest, 1995

Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 3 : Carte de la principauté de Moldavie au XVe siècle



Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 4 : Carte russe de la Valachie, de la Moldavie et de la Bessarabie (1828)

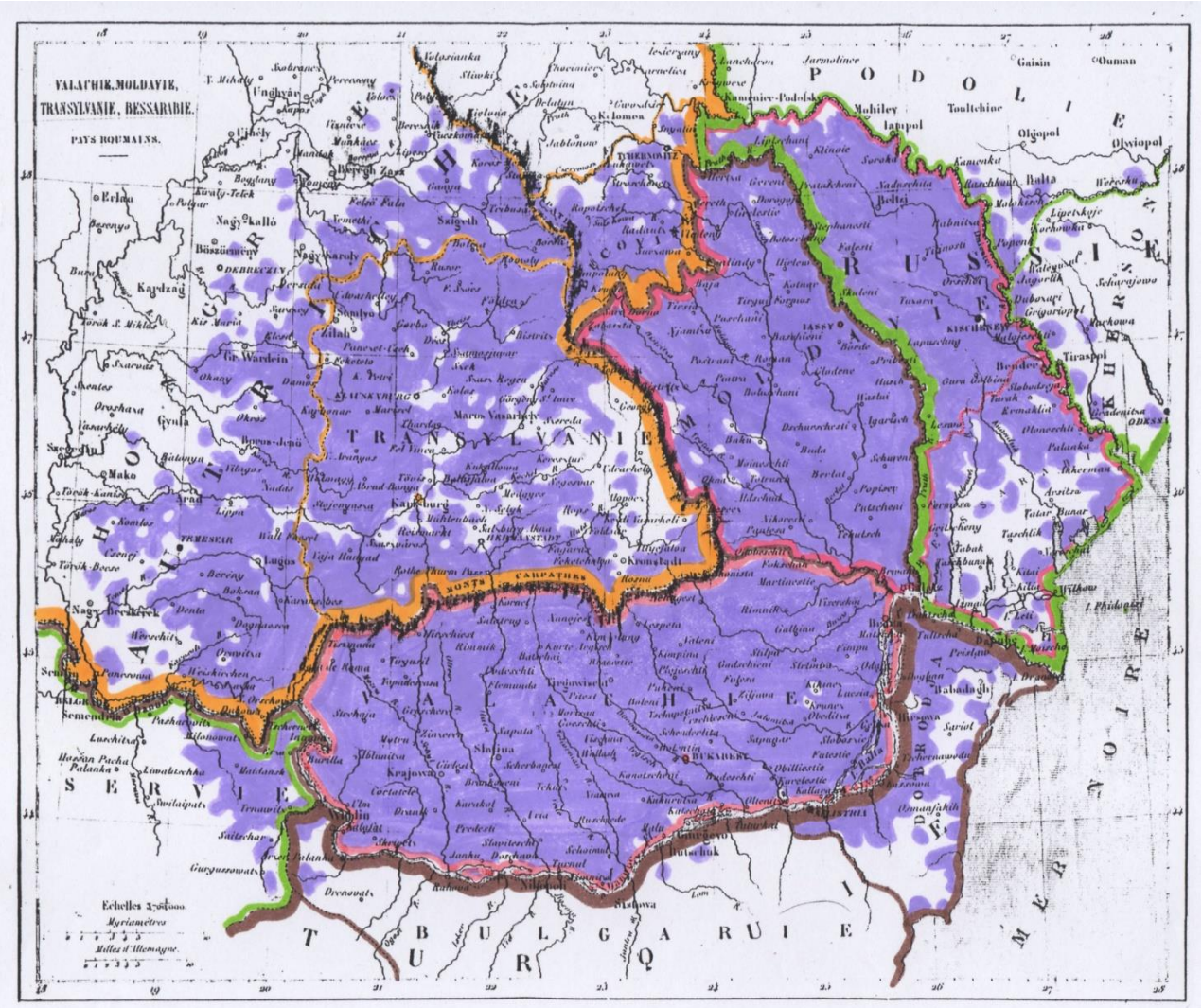
En vert : Limites de la Bessarabie annexée

Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 5 : Carte du Gouvernorat de Bessarabie

Source : Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 6 : Répartition de la population roumanophone en 1856



C'est la carte qui figure dans l'ouvrage d'UBICINI et CHOPIN, *Provinces Danubiennes et Roumaines*, de la collection « L'Univers pittoresque » publiée chez Firmin Didot, Paris, 1856.

La carte est visiblement inspirée d'une carte autrichienne : non seulement les noms de localités de Transylvanie sont ceux donnés par les Allemands (Klausenburg pour le roumain Cluj, hongrois Kolozsvár, Hermanstadt pour le roumain Sibiu, hongrois Szében, Kronstadt pour le roumain Braşov, hongrois Brásso, etc.), mais l'orthographe des toponymes de Moldavie et de Valachie trahit elle aussi une transcription à l'allemande. Nous n'avons cependant pas jugé utile de surcharger la carte avec les appellations et orthographes roumaines actuelles.

En violet : Répartition des Roumanophones.

En vert foncé : Frontières du Gouvernorat de Bessarabie.

En marron : Frontières de l'Empire ottoman.

En orange : Frontières de l'Empire autrichien.

En vert clair : Frontières de la Serbie.

Source : Ubicini et Chopin, *Provinces Danubiennes et Roumaines*, Paris, Firmin Didot, 1856,

Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 7 : Texte de l'acte d'Union

ACTUL UNIRII
VOTAT DE SFATUL ȚĂRII
LA 27 MARTIE ST. V 1918

ÎN NUMELE POPORULUI BASARABICI, SFATUL ȚĂRII DECLARĂ REPUBLICA DEMOCRATICĂ MOLDOVENEASCĂ (BASARABIA) ÎN HOTARELE EI DINTRE PRUT, NISTRU, DUNĂRE, MAREA NEAGRĂ ȘI VECHILE GRANIȚE CU AUSTRIA, RUPTĂ DE RUSIA ACUM O SUTĂ ȘI MAI BINE DE ANI DIN TRUPUL VECHII MOLDOVE, ÎN PUTEREA DREPTULUI ISTORIC ȘI DREPTULUI DE NEAM, PE BAZA PRINCIPIULUI CĂ NOROADELE SINGURE SĂ-ȘI HOTĂRASCĂ SOARTA LOR DE AZI ÎNAINTE ȘI PENTRU TOTDEAUNA, SE UNEȘTE CU MAMA SA ROMÂNIA.

TRĂIASCĂ UNIREA BASARABIEI CU ROMÂNIA DE-A PURURI ȘI TOTDEAUNA!

PREȘEDINTELE SFATULUI ȚĂRII.
ION INCULEȚ
VICE-PREȘEDINTE
PAN. HALIPPA
SECRETARUL SFATULUI ȚĂRII
I. BUZDUGAN.

L'acte d'unification rédigé et signé par les plus hauts représentants du Conseil de l'Etat

Site officiel du Centenaire, https://centenarulromaniei.ro/

Au nom du peuple de Bessarabie, le Conseil de l'Etat déclare:
La république démocratique moldave (Bessarabie) en ses limites sises entre Prut, Dniestr, Danube, Mer Noire et ses anciennes frontières d'avec l'Autriche, arrachée par la Russie, il y a plus de cent ans, au corps de l'ancienne Moldavie. Au nom du droit historique et du droit du peuple, sur la base du principe que les peuples et eux seuls décident de leur sort, à partir d'aujourd'hui et pour toujours s'unit avec sa mère-patrie, la Roumanie.
Que vive l'union de la Bessarabie et de la Roumanie, pour toujours et à jamais.

Le Président du Conseil de l'Etat, Ion Inculeț;
Le vice-président, Pantelimon Halippa;
Le secrétaire du Conseil de l'Etat I. Buzdugan.

(Traduction personnelle)

Annexe 8 : Carte de la Grande Roumanie

Source : Site de la Mission du Centenaire

[https://www.centenaire.org/fr]

Annexe 9 : La figure du gendarme roumain

et son utilisation politique contemporaine

Le gendarme roumain ne sera pas maître chez nous

Affiche 2016, source : Archives personnelles

Annexe 10 : La Moldavie roumaine et la RSSAM

Source : Viorica Ignatiuc

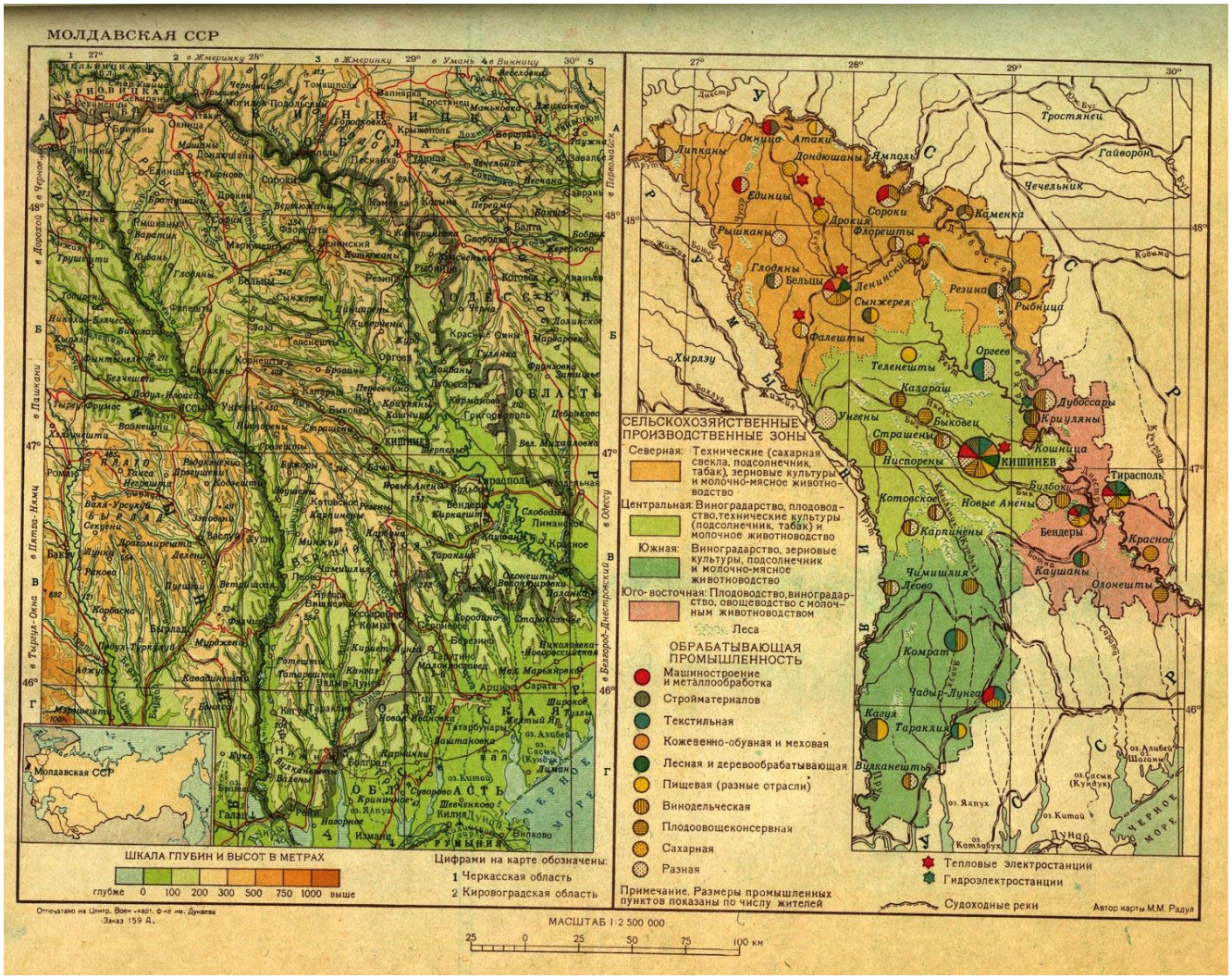
Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 11 : Carte des pertes territoriales roumaines en 1940

Source : Fondation Serbanescu

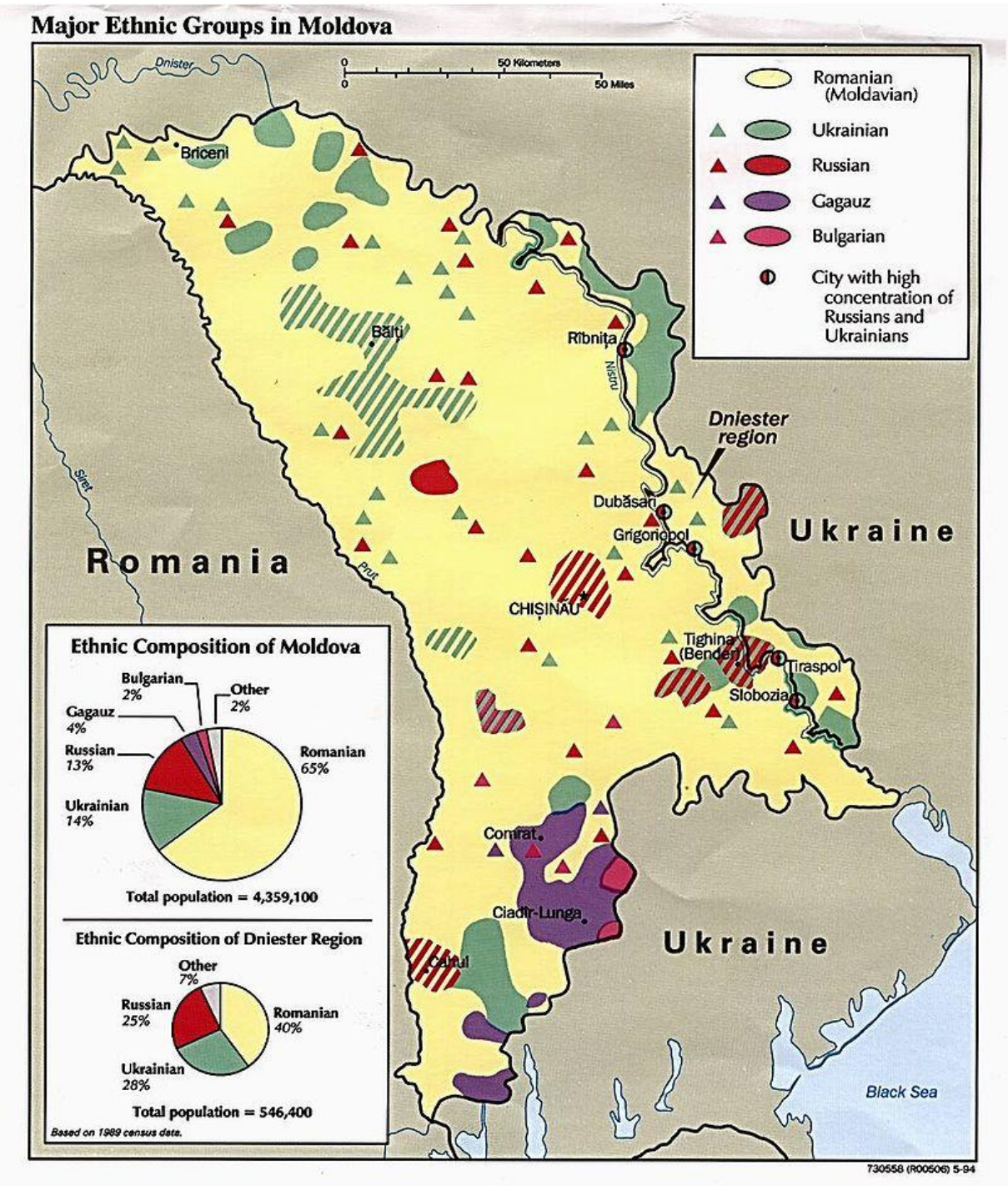
[https://fundatiaserbanescu.files.wordpress.com/2015/04/romania-1940-teritoriile-pierdute.jpg]

Annexe 12: Cartes physique et économique de la République Socialiste Soviétique de Moldavie



Source : [http://geoman.ru/geography/item/f00/s07/e0007047/index.shtml]

Annexe 13 : Composition et répartition ethnique de la population en 1989



Source : Université du Texas, Wikimedia Commons, CC-by-3.0

Annexe 14 : La république de Moldavie et ses « autonomies » territoriales de Gagaouzie (UTAG) et de Transnsitrie (UTAN)

Sources : Michael L. Haxton, Anne Pitsch, Deepa Khosla, *Gagauz in the Republic of Moldova*, Center for International Development and Conflict Management, Université du Maryland, 1995 et 2000 ; Radio Free Europe / Radio Liberty, *Newsline Southeastern Europe*, Prague, août et décembre 2001.

Source : Philippe Rekacewicz, *La Moldavie en 2001* [https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/moldavie200201]

Annexe 15 : Images de la campagne électorale de 2005

Source : Tribuna.md, [https://tribuna.md/2020/08/30/top-10-cele-mai-reusite-foi-volante-cu-caracter-electoral/]

Attention danger !

Les jaune-oranges veulent le pouvoir

Ne leur permet pas de ruiner la Moldavie à nouveau

Allons en Europe sans voleurs ni politiciens corrompus

La Moldavie attend ta décision

La Moldavie a besoin de ton vote

EU votez (Je vote/ Je vote UE)

Annexe 16 : Discours de Zinaida Greceanii à lors des événements du 9 avril 2009

Texte original:

Stimaţi concetateni! Drag părinţi!

În ultimele zile în Republica Moldova se întîmplă nişte lucruri oribile, straşnice, în care din păcate sunt atraşi copii noştri, care sunt viitorul şi sensul vieţii fiecăruia dintre părinţi. Pentru orice om cu Dumnezeu în suflet, pentru orice mamă, viaţa şi sănătatea copilului este totul ce are mai sfînt. Cu gîndul la copii ne trezim si cu gîndul la ei ne trăim viaţa.Spre marele nostru regret, zilele acestea s-a văzut clar, că pentru unii oameni, dacă poţi să-i numeşti aşa, viaţa copiilor nu prezintă nimic, sunt gata să-i sacrifice în interesele lor murdare şi antiumane. Mulţumesc Domnului că ne-a păzit în ziua de marţi şi n-am pierdut viaţa nici unui din copii aruncaţi să devasteze clădirile Preşedenţiei şi Parlamentului Republicii Moldova, pe care le apărau tot copii noştri, poliţişti care mai mult de o sută stau şi astăzi în spitale.Nici o mamă nu poate vedea indiferentă ce se încearcă a face cu copii noştri.
Din păcate, trebuie să Vă comunic că intenţiile criminale de a pune din nou sub gloanţe vieţile tinerilor noştri nu s-au terminat. Organizatorii celei mai mare crime din istoria Republicii Moldova planifică pentru mîine şi duminică să folosească din nou copii pentru a devasta clădirea guvernului, de data aceasta. Dacă acest lucru va fi admis de noi toţi, jertfele umane va fi foarte greu de evitat. Poliţia va folosi toate mijloacele necesare pentru apărarea constituţionalităţii Republicii Moldova, inclusiv armele.
Mă adresez către Dvs. ca prim-ministru, ca mamă, vorbiţi cu scumpii voştri copii, convingeţi-i că viaţa este cel mai sfînt lucru pe care ni l-a dat Dumnezeu. Nu trebuie să şi-o închine intereselor unor persoane care nu au nimic sfînt pe lumea aceasta. Vă rog să mă credeţi, că copilul nici unuia dintre acei care au organizat acest măcel nu se află în stradă, toţi îi ţin în siguranţă. Îi folosesc doar pe ai dumneavoastră.
Mă adresez mamelor profesoare. Vă rog să aveţi grijă de copii Dvs. şi de ai noştri pe care vi i-am încredinţat să ni-i educaţi, să ni-i faceţi mari, să ne putem bucura de ei. Cea mai mare durere a mea a fost cînd am văzut în piaţă profesoare care duceau de mînuţe copii să participe acolo unde nici maturii nu trebuie să fie. Vă implor, nu există nimic mai scump decît viaţa copilului. Fie-vă frică de Dumnezeu.

Traduction:

Chers concitoyens, chers parents,
Ces derniers jours en république de Moldavie se déroulent des choses horribles, terribles dans lesquelles sont malheureusement attirés nos enfants, qui sont notre futur et le sens de la vie de chaque parent. Pour tout homme qui a Dieu au cœur, pour toute maman la vie et la santé de l'enfant est ce qu'il y a de plus sacré. C'est en pensant à nos enfants que nous nous réveillons, c'est en pensant à eux que nous vivons nos existences.
A notre grand regret, nous avons vu clairement ces derniers jours que pour certaines personnes, si on peut les nommer ainsi, la vie des enfants ne représente rien, ils sont prêts à la sacrifier pour leurs intérêts sordides et inhumains. Remercions Dieu qui nous a protégé mardi de la perte de la vie d'aucun de ces enfants envoyés pour dévaster les bâtiments de la Présidence et du Parlement de la république de Moldavie, bâtiments qu'ont défendu également d'autres de nos enfants, ces policiers dont plus d'une centaine est aujourd'hui à l'hôpital.
Aucune mère ne peut rester indifférente à ce que l'on essaye de faire avec nos enfants. Malheureusement, il est de mon devoir de vous communiquer que les intentions criminelles qui consistent à jeter la vie de nos jeunes au devant des balles n'ont pas pris fin. Les organisateurs du plus grand crime de l'histoire de la république de Moldavie planifient demain et dimanche d'utiliser à nouveau les enfants pour dévaster cette fois le bâtiment du Gouvernement. Si nous le tolérons, les pertes humaines seront difficiles à éviter. La police utilisera tous les moyens nécessaires pour défendre la constitutionnalité de la république moldave, y compris les armes.
Je m'adresse à vous comme Premier ministre, comme mère, parlez à vos chers enfants, persuadez-les que la vie est la chose la plus sainte que Dieu leur ait donnée. Il ne faut pas servir les intérêts de gens pour lesquels rien n'est sacré en ce monde. Croyez-moi, je vous en prie, aucun des enfants de ceux qui organisent ce massacre ne se trouve dans la rue, ils sont bien à l'abri. Ce n'est que les vôtres dont ils se servent. Je m'adresse aux mamans qui sont également professeurs. Je vous prie de prendre garde à vos enfants et aux nôtres que nous vous avons confié pour les éduquer, pour qu'ils grandissent, pour que nous puissions être fiers d'eux. Ma plus grande peine a été de voir sur la place des enseignantes qui amenaient, en les prenant par la main, des enfants là où même des adultes ne devraient pas se trouver.

Je vous implore, il n'y a rien de plus précieux que la vie d'un enfant. Ayez peur de Dieu.

Traduit par l'auteur

Annexe 17 : Entretien accordé par Vladimir Voronine au quotidien El Pais, le 14 avril 2009

Texte original en espagnol

El presidente de Moldavia, Vladímir Voronin, de 67 años, había advertido a la UE de que el ingreso de Rumania complicaría las relaciones entre ambos países vecinos, unidos en parte por la lengua y la historia comunes. Para evitarlo, solicitó que los moldavos pudieran viajar sin visado por Europa. "Pero en Bruselas son duros de mollera", afirma Voronin a EL PAÍS, mientras los obreros reemplazan los vidrios de la presidencia, pulverizados en los desórdenes del 7 de abril.

Pregunta. Los manifestantes no parecen entender su política proeuropea.

Respuesta. Les han metido en la cabeza que los comunistas no son capaces de integrarlos en Europa ni de observar las normas democráticas y asegurar la libertad de información. Protesta un 2% o un 3% de la población mentalizada por los partidos políticos, pero la mayoría apoya nuestra línea de integración europea.

P. Usted culpa al profesorado de influir en los jóvenes. ¿Cómo?

R. Los profesores de enseñanza media y superior han desempeñado un papel muy destructivo, sobre todo en Chișinău, porque forman continuadores de (Ion) Antonescu (dictador rumano aliado de Hitler).

P. Los jóvenes, que antes iban a Rumania sin visado, quieren viajar por Europa como sus vecinos. ¿Ha complicado las cosas el ingreso de Rumania en la UE?

R. Así es. Yo ya dije a la Comisión Europea que al aceptar a Rumania en la UE deberían haber abolido los visados para los ciudadanos de Moldavia y así nadie hubiera tomado el pasaporte rumano. La gente necesita ese pasaporte para viajar. Pero en la UE son duros de mollera. Lo planteé muchas veces y se lo he dicho hoy (por el sábado) a Javier Solana (alto representante de la política exterior de la UE). Volveremos a insistir. A Europa, queremos ir por Bruselas, no por Bucarest.

P. ¿Cómo puede ayudar la UE a estabilizar la situación?

R. Hemos cumplido un plan de colaboración con la UE de tres años y comenzamos a elaborar otro más amplio. Espero que ese trabajo, interrumpido durante la campaña electoral, se reanudará en breve y que, cuando cumplamos el nuevo plan, recibiremos el estatus de miembro asociado de la UE.

P. Usted pide a Bruselas que anteponga los valores democráticos a la solidaridad con Rumania. ¿Qué espera?

R. Nada bueno en el futuro próximo. Rumania no es consciente de que está en la UE y de que hay que observar algunas reglas. Rumania no puede renunciar a sus ansias expansionistas, y hasta ahora se niega a firmar el Tratado de Fronteras y el de relaciones interestatales con nosotros.

P. ¿Cómo influye la situación aquí en los separatistas del Transdniéster?

R. Negativamente, pero seguiremos conversando con ellos. Nuestro fin estratégico en política interior es unir el país.

P. ¿La reunificación está más cerca o más lejos que antes?

R. Más cerca, porque nosotros no hemos derramado sangre y porque 505 empresas, prácticamente todas las del Transdniéster, se han registrado en Moldavia, y cerca de 350.000 residentes en el Transdniéster recibieron pasaportes moldavos, y aquí vienen los estudiantes y miles de personas a trabajar todos los días. Podríamos hacer más, pero ellos se resisten.

P. ¿Usted se enorgullecía de no haber reprimido una manifestación en 1989 como ministro del Interior en la Moldavia soviética?

R. Ni entonces, ni en 2002, cuando la oposición pasó seis meses protestando, ni ahora. Si lo hubiera hecho, hubieran logrado su objetivo. Si hubiéramos dado fusiles y orden de disparar a las piernas a chicos inexpertos y de la misma edad que los atacantes se hubieran echado a temblar, y sabe Dios adónde hubieran apuntado. Hay máquinas especiales de agua a presión, pero no las tenemos.

P. ¿Dónde estuvo durante el ataque?

R. Aquí, en el Parlamento. Mi escolta no permitió que tocaran mi despacho. Cuando destrozaron los cristales y se produjeron corrientes de aire me trasladé al Gobierno. A ellos no les interesaba el resultado de las elecciones. El problema no es la falsificación. Querían aprovechar el momento y organizar una de esas operaciones codificadas como Revolución de Colores. El mismo escenario que en Belgrado, en Tbilisi, en Bishkek y en Kiev. Aquí, en la entrada, fotografiamos a un yugoslavo con documentos de una institución norteamericana. El 7 de abril había nueve personas de Serbia que dirigían los acontecimientos y agentes de los servicios de Seguridad de Rumania. Lo tenemos todo filmado y podemos identificar las caras de todas las fieras que pegaron a la policía. Los detendremos y los procesaremos. Fue pillaje. Se llevaron la caja de la tesorería y la policía encontró muebles del Parlamento en 18 viviendas.

P. Moldavia es un país frágil que usted quiere consolidar como Estado neutral. ¿Pasa por aquí la confrontación entre Rusia y la OTAN?

R. Le diré tres cosas. Ucrania quiere entrar en la OTAN con todas sus fuerzas. Rusia se niega porque distorsiona todo su equilibrio estratégico y EE UU ha establecido dos bases militares en Rumania. Y nosotros nos quedamos como en una bolsa entre todos ellos. Y vea por qué no se resuelve el problema de los del Transdniéster. No porque Voronin no les dé derechos. Yo mismo soy de allí. Ni porque no queramos estar juntos, sino porque Rusia mantiene a ese cabezota de (Igor) Smirnov (el líder del Transdniéster), que cumple sus órdenes. Mantiene a todos los ministros, que son oficiales en activo del Servicio de Seguridad del Estado (de Rusia), y la cuestión no se resolverá mientras Rusia no resuelva el acuerdo de armas convencionales y de los flancos y de las bases norteamericanas que controlan el mar Negro.

Traduction.

Le président de la Moldavie, Vladimir Voronine, 67 ans, avait averti l'UE que l'entrée de la Roumanie dans l'Union allait compliquer les relations entre les deux pays partiellement unis par une langue et une histoire commune. Pour éviter ces difficultés, il a sollicité que les Moldaves puissent voyager sans visa en Europe. «mais à Bruxelles ils sont longs à la détente» affirme Voronine à El Pais tandis que les ouvriers remplacent les vitres de la présidence pulvérisées lors des troubles du 7 avril.

El Pais. Les manifestants n'ont pas l'air de comprendre votre politique européenne

Vladimir Voronine. On leur a mis dans la tête que les communistes ne sont pas capables de les intégrer à l'Europe ni d'observer les normes démocratiques ou de garantir la liberté de l'information. 2 ou 3% de la population manipulés par l'opposition protestent mais la majorité soutient notre politique d'intégration européenne.

El Pais: Vous avez accusé les enseignants d'influencer les jeunes. De quelle manière?

VV: Les professeurs de l'enseignement secondaire et ceux du supérieur ont joué une rôle très destructeur, surtout à Chișinău parce qu'ils forment les héritiers de Ion Antonescu (dictateur roumain allié d'Hitler[1853]).

El Pais. Les jeunes auparavant allaient en Roumanie sans visa, ils veulent pouvoir voyager en Europe comme leurs voisins. L'entrée de la Roumanie dans l'UE a t-elle compliqué les choses?

VV. Certainement. J'ai moi-même dit à la Commission Européenne qu'en acceptant la Roumanie dans l'Union, ils devaient abolir les visas pour les citoyens de Moldavie ainsi personne ne demanderait le passeport roumain. Les gens ont besoin de ce passeport pour circuler. Mais à l'UE ils sont longs à la détente[1854]. Je l'ai dit et répété, je l'ai redit aujourd'hui à Javier Solana. Je vais insister à nouveau. En Europe, nous voulons aller à Bruxelles, pas à Bucarest

El Pais Comment l'UE peut-elle contribuer à stabiliser la situation?

VV Nous avons achevé un plan de coopération avec l'UE d'une durée de trois ans et nous commençons à en élaborer un autre plus long. J'espère que ce travail interrompu par la campagne électorale, reprendra dans les plus brefs délais et que quand nous aurons accompli ce nouveau plan nous recevrons le statut de membre associé de l'UE.

El Pais. Vous avez dit à Bruxelles qu'elle mettait la solidarité envers la Roumanie avant le respect des valeurs démocratiques. A quoi vous attendez-vous?

VV Rien de bien dans le futur immédiat. La Roumanie n'a pas conscience d'être dans l'UE et qu'il lui faut respecter quelques règles. La Roumanie n'arrive pas à renoncer à ses penchants expansionnistes et jusqu'à aujourd'hui elle refuse de signer le traité de frontière et celui des relations bilatérales avec nous

El Pais. Quelle est l'influence de ce qui se passe ici sur les séparatistes de Transnistrie?

VV. Négative mais nous continuons à discuter avec eux. Notre objectif stratégique de politique intérieure est de réunir le pays.

El Pais. La réunification s'approche-t-elle ou s'éloigne-t-elle?

VV Elle se rapproche parce que nous[1855], nous n'avons pas fait couler le sang et parce que 505 entreprises, presque toutes les entreprises de Transnistrie se sont enregistrées en Moldavie et que près de 350000 personnes résidant en Transnistrie ont reçu des passeports moldaves c'est ici que viennent les étudiants ainsi que des milliers de personnes qui viennent travailler tous les jours. On pourrait faire plus mais ce sont eux qui rechignent.

El Pais Vous vous flattez de ne pas avoir réprimé une manifestation en 1989 alors que vous étiez ministre de l'Intérieur de la Moldavie soviétique? [1856]

[1853] Traduction d'une note ajoutée par *El Pais*.

[1854] Nous avons ici essayé de trouver un équivalent à la tournure populaire employée en espagnol.

[1855] Attaque sous-entendue contre les partis d'opposition accusés d'avoir provoqué la guerre en 1992.

[1856] Vladimir Voronine s'est toujours prévalu de cet épisode pour convaincre qu'il était un démocrate et un modéré.

VV Ni à cette époque, ni en 2002 quand l'opposition a passé six mois à protester, ni maintenant. Si je l'avais fait, ils auraient atteint leur objectif. Si nous avions donné des armes et ordonné de tirer dans la foule à des gamins sans expérience et du même âge que les manifestants, ils se seraient mis à trembler et Dieu sait ce qui aurait pu se passer. Il y a des machines spéciales, des canons à eau mais nous n'en avons pas.

El Pais. Où étiez-vous pendant l'attaque?

VV. Ici, au parlement. Mes gardes du corps ne m'ont pas permis de quitter mon bureau. Quand ils ont détruit les vitres ce qui a provoqué de grands courants d'air, je suis parti dans les bâtiments du gouvernement. Ce n'est pas le résultat des élections qui les intéressaient. Le problème, ce ne sont pas les fraudes. Ils voulaient profiter de l'occasion pour organiser une de ces opérations spéciales codifiées sous le nom de «révolution de couleur». C'est le même scénario qu'à Belgrade, Tbilissi, Bichkek ou Kiev. Ici, juste dans l'entrée, nous avons pris en photo un Yougoslave[1857] avec des documents d'une institution nord-américaine. Le 7 avril , il y avait neuf personnes de Serbie qui dirigeaient les opérations et des agents des services secrets roumains; Nous les avons tous filmés et nous pouvons identifier tous ces animaux qui ont attaqué la police. Nous les arrêterons et nous les jugerons. Il y a eu des pillages. On a volé la caisse de la trésorerie et la police a retrouvé des meubles du parlement dans 18 appartements.

El Pais. La Moldavie est un pays fragile que vous voulez renforcer en tant qu'Etat neutre. La confrontation Russie/OTAN joue-t-elle un rôle ici?

VV. Je vais vous dire trois choses. L'Ukraine veut absolument entrer dans l'OTAN. La Russie s'y refuse parce que cela déstabilise tout son équilibre stratégique et parce que les USA ont installé deux bases militaires en Roumanie. Et nous nous retrouvons coincés entre eux tous. Et voilà pourquoi le problème de la Transnistrie ne trouve pas de solution. Pas parce que Voronine ne veut pas leur accorder des droits. Moi-même, je suis de là-bas[1858]. Pas non plus parce que nous ne voulons pas être réunis mais parce que la Russie maintient cette mule de(Igor[1859]) Smirnov (le leader de Transnistrie[1860]), qui obéit à ses ordres. Elle maintient tous les ministres qui sont des officiers du FSB et la question ne résoudra pas tant que la Russie ne trouvera pas un accord sur les armes conventionnelles, sur les frontières et sur les bases nord-américaines qui contrôlent la mer Noire.

Traduit par l'auteur, le 4 septembre 2011

[1857] *Sic*

[1858] Vladimir Nicolaévitch Voronine est né en 1941 à Corjova près de Dubasari en Transnistrie

[1859] Précision ajoutée par *El Pais*.

[1860] Précision ajoutée par *El Pais*.

Annexe 18 : Discours du Vice-président des Etats-Unis d'Amérique, Joe Biden lors de sa visite à Chișinău en mars 2011

The White House

Office of the Vice President for Immediate Release March 11, 2011

Remarks by Vice President Joe Biden in Chișinău, Moldova Opera House Square Chișinău, Moldova 2:15 P.M. (Local)

THE VICE PRESIDENT: Mr. Prime Minister, Mrs. Filat, and most importantly, Tina, your daughter who is sitting there with my granddaughter Finnegan. They're 12-years-old each. I'm not sure if Finnegan is going to come home with me. This is so beautiful.

Hello, Chișinău. (Applause.) And hello to everyone across the street. (Applause.) I want to thank you all on behalf of me and Jill, my wife, and our granddaughter for according us such a great honor on such a beautiful day. And I'd like to also thank all the people of Moldova for hosting this visit. I have heard about your hospitality, but what I heard does not do justice to the hospitality I've received. Again, thank you very, very much. (Applause.). On behalf of President Obama, I want to say that this is truly a special privilege -- a privilege to be here at this transformative moment in your history, and quite frankly the history of the world. There is much, much that is changing not only here in Central and Eastern Europe, but in North Africa, in the Middle East and throughout the world. Freedom is in the air. (Applause.) And democracy is emerging in countries that for generations have known nothing but authoritarian rule. In Tunisia and Egypt, people stood up for their rights, and they are now taking their first tentative steps toward democracy. In Libya, people are fighting for those same rights in the face of violence from their own government. And here -- here in this region, it has been over 20 years since the collapse of the Soviet Union and the United States has worked with you for a Europe that is whole, free and at peace. (Applause.)

We are not quite there yet but let me tell you this we will stand-by-side with you as we finish this job. (Applause.) I come to Moldova from Moscow. Russia and America are partners on a wide range of global challenges. And over the past two years, we have reset our relations and produced real benefits -- not only for the Russian people and the American people, but I believe for the people of this region and the world, as well. When I was in Russia, I spoke with the leaders of the Russian government as well as the political opposition, leaders of business as well as civil society. I spoke with them straightforwardly about the need to fight corruption, the need to strengthen democratic institutions, the need for a judicial system that is both trusted and fair. In Georgia, we support the emergence of a strong democracy and free markets, and the integrity of Georgia's territory. We also are working with both parties -- Russians and Georgians -- to reduce the threat of renewed conflict. In Ukraine, the world welcomed the Orange Revolution, but there is much hard work remaining to be done to sustain its success. The Ukrainian people want a future that is democratic and European, and

we intend to help them see it through. The people of Belarus have demanded, and they deserve basic rights. We have condemned the government of Belarus for the repression of its own citizens. We've joined the European Union in imposing sanctions against that government, and we call for the immediate release of all political prisoners. (Applause.)

I am here today to congratulate you, not only on the 20th anniversary of your independence, but for the powerful -- (Applause.) Yes, you can clap for yourselves. (Applause.) But also, for the powerful message your journey toward democracy has sent to millions of people beyond your border. You should be proud -- proud of what you have done. Your experience here in Moldova proves that political transition can be peaceful, that free and fair elections and a genuine commitment to reform can turn democratic values into reality, and that around the world -- people around the world yearn for basic rights and freedom, no matter what language they use to demand them. You know from your own experience that achieving democracy is not easy, but you also know it is worth the struggle. (Applause.) President Obama and I along with the American people have watched that struggle and celebrated your successes, and we are determined to help you build on your achievements. We strongly support your commitment to political and economic reforms and taking on hard issues.

While we applaud your progress, let me be clear, there can be no democracy without a transparent legal system, without a commitment to fight corruption and an end to human trafficking. (Applause.) On Transnistria, America has supported and will continue to support a settlement -- not any settlement, but a settlement that preserves Moldova's sovereignty and territorial integrity -- (applause) -- within -- within your internationally recognized borders. Formal negotiations with a real agenda should resume as soon as possible. Transnistria's future lies inside Moldova -- (applause) -- within -- within the community of Europe. The people of Moldova deserve an end to a dispute that has divided this great country for far too long. (Applause.) Folks, political change is hard. Economic reform can be even harder, especially when unemployment is high and prices are rising. People everywhere, including in my own country, America, worry about jobs and prices, as well. But as you reform your economy, more foreign investment will flow into Moldova, more of Moldova's businesses will enter foreign markets. And that will add up to higher paying jobs and more jobs. As you continue on this journey, I promise you, America will be your partner. Over five years, the United States -- over the next five years, the United States will provide a quarter of a billion dollars -- $262 million to support your agricultural industry. (Applause.) This assistance, God willing, will improve your roads to help your farmers get their goods to market, will make it easier for your farmers to secure the loans they need to buy better equipment. We will work with the Moldovan government on economic policies to grow your economy to attract foreign investment, train civil society to become more effective advocates and help improve Moldova's schools. And by the way, Moldova has made its own contributions -- significant contributions to American society and to American culture. Let me give you two recent examples. A fellow named Rahm Emmanuel, President Obama's former chief of staff,

who is the newly elected mayor of Chicago in Illinois, America's third largest city, he says that he has inherited his legendary toughness from his Moldovan grandfather. (Applause.) I'm serious. Who became a labor leader in America after emigrating to the United States. And someone we appreciate even more, Natalie Portman, who last month won an Academy Award for best actress in America, I don't know whether you know this, but she told us she carries in her wallet a picture, a photograph of her Moldovan grandmother. (Applause.) And I know this is not on the teleprompter, but she's a heck of a lot better looking than Rahm Emmanuel. (laughter.) Look, folks, what Moldovans -- what all of you want for your future America supports, as well: a democratic and prosperous European state, a better life for you and your families. America will walk with you on this journey you've undertaken for a simple reason: because a successful Moldova will benefit this region; it will benefit Europe; and it will benefit the United States of America. You're small. You're a small country, but you are tackling large consequential issues head-on. I believe you and your leaders are up to that challenge. A better future is within your reach.

Take a look around you. Think about your families Think about your children. Think about what you left 20 years ago. Think about freedom, democracy and prosperity -- what it will mean to your families and your children. When you do that, I assure you no matter how tough the road, it will never be too hard. And I'm proud -- I'm proud to have had the opportunity to stand with you today to offer my country's congratulations and support on your 20th anniversary of independence and your continued -- your continued move toward democratic institutions and becoming part of Europe. Thank you. May God bless America and may God bless Moldova. Thank you. (Applause).

Source : https://www.whitehouse.gov/

Annexe 19 : Caricature de presse sur l'AIE (2012)

Source : Ziua Veche

Annexe 20 : L'Europe présentée aux enfants

Europa Unită

Dănuţ răsfoieşte curios atlasul.
— Vai, ce drapel frumos, tată! exclamă el. O horă de stele pe cerul albastru!
— Acesta e drapelul Europei Unite, alcătuită din mai multe ţări. Republica Moldova se află aproape în inima continentului Europa. Atât noi, cât şi străbunii noştri ne-am născut aici.
— Deci, suntem europeni?
— Da, fiule. Ţara noastră, deocamdată, nu face parte din Uniunea Europeană. Legile ei însă ne ajută şi pe noi. Europa Unită apără omul, natura, pacea şi copilăria.

Extrait de livre lecture (2017)

Europe Unie

Danuţ feuillette l'atlas avec curiosité.

- Oh, quel beau drapeau, papa ! s'exclame-t-il. Une ronde d'étoiles dans le ciel bleu !
- C'est le drapeau de l'Europe Unie, composée de plusieurs pays. La république de Moldavie est près du cœur du continent. Nous, tout comme tes aïeux sommes nés ici.
- Alors nous sommes Européens ?
- Oui, mon fils, notre pays, pour l'instant, ne fait pas partie de l'Union Européenne. Toutefois, ses lois nous aident, nous aussi. L'Europe Unie défend l'homme, la nature, la paix et l'enfance.

Traduction personnelle

Annexe 21 : Igor Dodon mis en scène

Fête du 9 mai. Source : *Cotidianul*

Lors d'une cérémonie religieuse. Source : Site de la présidence

En costume traditionnel (2015). Source : Site personnel

Annexe 22 : Géopolitique des rues

Nous voulons l'union avec la Roumanie, recouvert par *avec la Russie*. Source : archives personnelles

Nous (ne) sommes (pas) Roumains. Source : archives personnelles

Limba noastra (titre de l'hymne national, sous-entendu le moldave), ici remplacé par *le roumain*.

Source : Archives personnelles

Annexe 23 : La demande d'infrastructures

Attention route en travaux

« depuis 30 ans »

Source : Archives personnelles

Bibliographie

Ouvrages

Alexievitch Svetlana, (2013), *la Fin de l'homme rouge*, Paris, Babel (pour l'édition française).

Badouard Romain, (2017), *Le désenchantement de l'Internet, désinformation, rumeurs et propagande*, Limoges, FYP éditions.

Bafoil François, (2006), *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po.

Bafoil François et Beichelt Timm, (2008), *L'européanisation d'Ouest en Est*, Paris, L'Harmattan.

Baggioni Daniel, (1997), *Langues et nations en Europe*, Paris, Payot.

Basciani Alberto, (2007), *La dificile unione : La Besarabia e la Grande Romania 1918-1940,* Rome, Aracneeditrice.

Bardin Laurence, (1997), *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France.

Beissinger Mark R, (2002), *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press.

Berelowitch Alexis et Radvanyi Jean, (1999), *Les 100 portes de la Russie,* Paris, Editions de l'Atelier.

Blom Amélie et Charillon Frédéric, (2001), *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette Supérieur.

Bocancea Sorin et Carp Radu, (2016), *Calea europeana a republicii Moldova*, Iași, Adenium.

Boia Lucian, (2011), *Istorie si mit in constiinta romaneasca,* Bucarest, Humanitas.

Boia Lucian, (2012), *De ce este Romania altfel ? ,* Bucarest, Humanitas.

Boia Lucian, (2015), *Cum s-a romanizat Romania*, Bucarest, Humanitas.

Boia Lucian, (2016), *Primul razboi mondial, Controverse, paradoxuri, reinterpretari*, Bucarest, Humanitas.

Boia Lucian, (2017), *In jurul marii unirii de la 1918*, Bucarest, Humanitas.

Boldur Alexandru, (1992), *Istoria Basarabiei, Bucarest, editions* Victor Frunză.

Boniface Pascal, (2018), *La géopolitique*, Paris, Eyrolles.

Boukovski Vladimir, (1990), *URSS : de l'utopie au désastre*, Paris, Robert Laffont, (édition française).

Breuilly John, (1994), *Nationalism and the State*, Chicago, The University of Chicago Press.

Brubaker Rogers, (1996), *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press.

Brucan Silviu (1998), *Social change in Russia and Eastern Europe, fron party hacks to nouveaux riches*, Londres, Praeger.

Carrère d'Encausse Hélène, (1990), *La Gloire des nations ou La Fin de l'Empire soviétique* , Paris, Fayard.

Cassani Andrea et Tomini Luca, (2019), *Autocratization in post Cold-War Political Regimes*, Londres, Palgrave Macmillan.

Castellan Georges, (1991), *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard.

Castellan Georges, (1994), *Histoire des peuples d'Europe centrale*, Paris, Fayard.

Charaudeau Patrick, (2005), *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.

Ciobanu Victor et Tsardea Bogdan, (2014), *Олигархическая Молдова (La Moldavie oligarchique)*, Chișinău, Cartier.

Combes Hélène, (2015), *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte.

Caşu Igor et Musteaţa Sergiu (dir), (2011), *Fara termen de prescriptie. Aspectele ale investigarii crimelor comunismului in Europa*, Chișinău, Cartier.

Cazacu Matei et Trifon Nicolas, (2010), *Un Etat en quête de nation, la République de Moldavie*, Paris, Non Lieu.

Cimpoeşu Dorin, (2012), *Regimul post-totalitar din Republica Moldova (1990-2012)*, Târgoviște, Editions Cetatea de Scaun.

Contogeorgis Georges, (1992), *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier.

Corobca Liliana, *(2019), Panorama comunismului in Moldova Sovietica*, Iași, Polirom.

Cuşco Andrei, (2017), *Contested Borderland: Competing Russian and Romanian Visions of Bessarabia in the Late Nineteenth and Early Twentieth Century*, Budapest, Central European University Press.

Dallègre Joelle, (2002), *Grecs et Ottomans (1453-1923)*, Paris, L'Harmattan.

Danero-Iglesias Julien, (2014), *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

Davies Norman (1996), *Europe: A History*, Oxford, Oxford University Press.

Debray Régis, (2013), *Eloge des frontières*, Paris, Gallimard.

Deleu Xavier, (2005), *Transnistrie : la poudrière de l'Europe*, Paris, Hugo&Cie.

Deletant Dennis, (2006), *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940–44*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Demian Nadejda, (2016), *La Nation impossible? Construction nationale en république de Moldova et au-delà*, Paris, L'Harmattan.

Derens Jean-Arnaud et Geslin Laurent, (2007), *Comprendre les Balkans ; Histoire, société, perspectives*, Paris, Non Lieu.

Derkacz Lucyna, (2013), *Socialisation politique au Parlement européen*, Bruxelles, Larcier.

Devin Guillaume (dir.), (2016), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.

Devin Guillaume (dir.), (2015), *10 concepts sociologiques en relations internationale*s, Paris, CNRS éditions.

Dighis Gheorghe, (1915, réédition 2013), *Sub jug strain!* , Bucarest, Editura Ligei pentru liberarea Basarabiei, réédité par Carocom.

Djuvara Neagu, (1995), *Între Orient și Occident. Țările române la începutul epocii moderne*, Bucarest, Humanitas.

Djuvara Neagu, (2017), *A brief illustrated history of Romanians*, Bucarest, Humanitas.

Druţa-Sulima Snejana, (2011), *La construction du système électoral en République de Moldavie*, Paris, LGDJ.

Dungaciu Dan et Peiu Petrisor, (2017), *Reunirea ; realitati, costuri, beneficii*, Bucarest, Litera.

Durandin Catherine, (1995), *Histoire des Roumain*s, Paris, Fayard.

Emerson Michael et Cenuşa Denis, (2018), *Deepening EU-Moldovan Relations : What , Why and How ?*, Londres, Rowman and Littlefield.

Follebouckt Xavier, (2013), *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique*, Louvain, Presses universitaires de Louvain.

Fontaine Pascal, (2012), *L'Union européenne, histoire, institutions, politiques*, Paris, Seuil.

Fruntaşu Ion, (2002), *O istoria etnopolitica a Basarabiei (1812-2002)*, Chișinău, Cartier.

Fukuyama Francis, (1992), *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion (pour l'édition française).

Grandhomme Jean-Noël, Roucaud Michel et Sarmant Thierry, (2000), *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'Armée russe : édition critique des rapports du général Berthelot, chef de la Mission militaire française en Roumanie, 1916-1918*, Paris, L'Harmattan.

Gallagher Tom, (2009), *Romania and the European Union*, Manchester, Manchester University Press.

Garde Paul, (2010), *Les Balkans, héritages et évolutions*, Paris, Flammarion, Champs actuels.

Gribincea Argentina, Gribincea Mihai et Șișcanu Ion, (2004), *Politica de moldovenizare în RASS Moldovenească. Culegere de documente și materiale*, Chișinău, Civitas.

Ghodsee Kristen, (2011), *Lost in transition: Ethnographies of every-day Life after Communism*, Durham, Duke University Press Books.

Gorenburg Dmitry, (2003), *Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Cambridge, Cambridge university Press.

Goşu Armand, (2016), *Euro-falia*, Bucarest, Curtea Veche.

Goşu Armand et Gussi Alexandru (dir.), (2019), *Democratia sub asediu*, Bucarest, Corint.

Haynes Rebecca, (2020), *Moldova: A History*, New-York, I.B Tauris.

Heintz Monica, (2008), *Weak State, Uncertain Citizenship; Moldova*, Berne, Peter Lang.

Hermet Guy, (1996), *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil.

Hill William, (2012), *Russia, the Near Abroad, and the West. Lessons from the Moldova-Transdniestria Conflict*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Hobsbawm Eric, (1985), *Bandits*, Londres, Penguin.

Huntington Samuel, (1991), *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press.

King Charles, (1999), *The Moldovans, Romania, Russia and the Politics of Culture*, Stanford, Hoover Institution Press.

Krastev Ivan, (2017), *Le destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle.

Keith Hitchins, *Rumania: 1866-1947* (1994), Oxford, Clarendon Press.

Laïdi Zaki, (2013), *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po.

Ledeneva Elena, (1998), *Russia's Economy of Favours. Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press.

Livezeanu Irina, (1995), *Cultural Politics in Greater Romania, regionalism, nation-building and ethnic struggle. 1918-1930* », New-York, Cornell University Press.

Macek Lukáš, (2011), *L'élargissement met-il en péril le projet européen*, Paris, La Documentation Française.

Marchand Pascal, (2014), *Géopolitique de la Russie*, Paris, Presses Universitaires de France.

Marie Jean-Jacques, (1997), *La Russie de 1855 à 1956*, Paris, Hachette.

Mişcoiu Sergiu, (2010), *Naissance de la nation en Europe*, Paris, L'Harmattan.

Mişcoiu Sergiu et Paun Nicolae (dir), (2016), *Intégration et désintégration en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan.

Mounk Yascha, (2018), *Le peuple contre la Démocratie*, Paris, Editions de l'Observatoire, (pour l'édition française).

Nancheva Nevena, (2015), *Between nationalism and Europeanisation, narratives of national identity in Bulgaria and Macedonia*, Colchester, European Consortium for Political Research.

Nantoi Oazu, Chifu Iulian et Sushko Oleksandr, (2010), *The perception of Russia in Romania, Republica Moldova and Ukraine*, Bucarest, Curtea Veche.

Negură Petru, Sprînceană Vitalie et Ernu Vasile (dirs.), (2015), *Republica Moldova la 25 de ani: o încercare de bilanț*, Chisinau, Editura Cartier.

Nistor Ion, (1923, réédition 2017), *Istoria Basarabiei*, Bucarest, Humanitas.

Parmentier Florent, (2014), *Les chemins de l'Etat de droit*, Paris, Presses de Sciences Po.

Parmentier Florent, (2003), *La Moldavie à la croisée des chemins*, Paris, Editoo.

Petrescu Cristina, (2007), *Constructia identitatii nationale* in *Stat slab, cetatenie incerta. Studii despre Republica Moldova*, coordonné par Monica Heintz, Bucarest, Curtea Veche.

Piras Simona, (2012), La Moldova postsovietica, Rome, Aracneeditrice.

Pirotte Gautier, (2018), *La notion de société civile*, Paris, La Découverte.

Plasseraud Yves, (2005), Atlas des minorités en Europe, Paris, Autrement.

Poliakov Léon, (1993), *L'épopée des Vieux-Croyants*, Paris, Perrin.

Pop Ioan-Aurel et Bolovan Ioan, (2016), *Histoire de la Transylvanie*, Paris, Editions Raphaël de Surtis.

Pop Ioan-Aurel et Bolovan Ioan, (2018), *Marea Istorie illustrata a Romaniei si a Republicii Moldova*, Bucarest, Litera.

Popper Karl, (1979), *La société ouverte et ses ennemis*, tome 2, Paris, éditions du Seuil.

Radaelli Claudio, (2010), *Européanisation , Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po.

Raviot Jean-Robert, (2008), *Démocratie à la russe, pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris, Ellipses.

Raviot Jean-Robert et Minassian Ter, (2006), *De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique : genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris, Ellipses.

Risse Thomas, Green Cowles Maria et Caporaso James, (2001), *Transforming Europe. Europeanization and Domestic Change*, Ithaca (NY), Cornell University Press.

Rogozanu Costi, Ernu Vasile et alii, (2008), *Iluzia anticomunismului, lecturi critice ale raportului Tismaneanu*, Chișinău, Cartier.

Roşca Dorina, (2019), *Le Grand Tournant de la société moldave : «Intellectuels » et capital social dans la transformation post-socialiste*, Paris, Presses de l'Inalco.

Rupnik Jacques (dir.), (2014), *Géopolitique de la démocratisation*, Paris, Presses de Sciences Po.

Ruzé Alain, (1997), *La Moldova entre la Roumanie et la Russie ; de Pierre le Grand à Boris Eltsine*, Paris, L'Harmattan.

Saïd Edward, (1980, réédition 2007), *L'Orientalisme, L'Orient crée par l'Occident*, Paris, Seuil (édition française).

Salmon Christian, (2007), *Storytelling. La machine à fabriquer les images et à formater les esprits*, Paris, La Découverte.

Salmon Christian, (2019), *L'ère du clash*, Paris, Fayard.

Sandu Traian, (2014), *Un fascisme roumain, histoire de la Garde de Fer de 1920 à 1941*, Paris, Perrin.

Saurugger Sabine (2009), *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses nationales de Sciences-Po.

Serebrian Oleg, (2011), *Autour de la mer Noire ; géopolitique de l'espace pontique*, Perpignan, Artèges.

Serebrian Oleg, (2001), *Politosfera*, Chișinău, Cartier.

Sgard Jérôme, (2007), *Europe de l'Est, la transition économique*, Paris, Flammarion, Collection Dominos.

Stiglitz Joseph et Chembla Paul, (2002), *La grande désillusion*, Paris, Fayard, (pour l'édition française).

Sumpf Alexandre, (2017), *La Russie et les Russes en révolutions*, Paris, Perrin.

Sunderland Willard, (2006), *Taming the Wild Field: Colonization and Empire on the Russian Steppe*, New-York, Cornell University Press.

Supiot Alain, (2010), *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil.

Szűcs Jenő, (1992), *Les trois Europes*, Paris, L'Harmattan, (pour l'édition française).

Therborn Göran, (2009), *Les sociétés d'Europe du XXe au XXIe siècle. La fin de la modernité européenne*, Paris, Armand Colin.

Thiesse Anne-Marie, (1999), *La création des identités nationales*, Paris, Editions du Seuil.

Upson Clark Charles, (1923, réédition 2003), *Bessarabia, Russia and Roumania on the Black Sea*, New-York, Dodd, Mead and Co.

Vidal Jean-François, (2018), *Le modèle allemand*, Paris, Éditions des maisons des sciences de l'homme associées.

Veiga Francisco, (1989), *La mística del ultranacionalismo. Historia de la Guardia de Hierro (Rumanía, 1919-1941)*, Barcelone, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra.

Volkov Vadim, (2002), *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press.

Wallerstein Immanuel, (2009), *Comprendre le monde, introduction à l'analyse des systèmes mondes*, Paris, La Découverte.

Way Lucan, (2015), *Pluralism by Default: Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Werth Nicolas, (2013), *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev (1953-1991)*, , Paris, Presses Universitaires de France.

Winters Jeffrey Alan, (2011), *Oligarchy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Zaricky Tomasz, (2014), *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe,* Londres, *Routledge.*

Zielinski Bernd et Raviot Jean-Robert, (2015), *Les élites en question. Trajectoires, réseaux et enjeux de gouvernance; France, UE, Russie*, Berne, Peter Lang.

Chapitres d'ouvrages

Bach Daniel, (2011), « Patrimonialisme et néopatrimonialisme: Lectures et interprétations comparées » in Gazibo Mamoudou, *L'État Néopatrimonial: Genèse et Trajectoires Contemporaines*, Ottawa, University of Ottawa Press, p. 37-78.

Bafoil François, (2006), « Les sociétés civiles » in Bafoil François (dir.) *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 469-501.

Beichlet Timm, (2008), « Dimensions of Europeanisation » in Bafoil François (dir), *L'Européanisation d'Est en Ouest*, Paris, L'Harmattan, p.31-51.

Caşu Igor, (2010), « Stalinist Terror in Soviet Moldavia ,1940-1953 », in *Stalinist Terror in Eastern Europe. Elite purges and mass repression*, McDermott Kevin et Stibbe Matthew (dir.), Manchester, Manchester University Press, 2010, p. 39-56.

Caşu Igor (2015) , «Moldova under the Soviet Communist Regim: History and Memory» in Vladimir Tismaneanu et Bogdan Iacob, (dir.) *Remembrance, History, and Justice: Coming to Terms with Traumatic Pasts in Democratic Societies,* Budapest, CEU Press, 2015, p.347-375.

Całus Kamil et Kosienkowski Marcin, (2018), « Relations between Moldova and the European Union » in Mannin Mike et Flenley Paul (dir.), *The European Union and its eastern neighbourhood: Europeanisation and its twenty-first-century contradictions*, Manchester, Manchester University Press.

Ciurea Cornel, (2017), « Political Risks in Moldova: A barier to International Investment? » in Leitner Johannes et Meissner Hannes (dir.), *State Capture, Political Risks and International Business. Cases from Black Sea Region Countries*, Londres, Routledge.

Crowther William E., (1997), «The Politics of Democratization in Postcommunist Moldova» in Dawisha Karen et Parrott Bruce (dirs.), *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus, and Moldova*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 282-329.

Crudu Dumitru, (2016), « Cazul Vlad Filat » in Bocancea Sorin et Carp Radu(dir.), *Calea europeana a republicii Moldova*, Iași, Adenium, p.147-157.

Cuşco Andrei, (2013) « Commission for the Study and Evaluation of the Totalitarian Communist Regime in the Republic of Moldova » in Stan Lavinia et Nedelsky Nadia (dir.), *Encyclopedia of Transitional Justice, Volume 3*, Cambridge, Cambridge University Press, p.48-53.

Cuşco Andrei, (2014), « 1878, Before and After: Romanian Nation Building, Russian Imperial Policies and Vision of Otherness in Southern Bessarabia » in Dumitru Diana et Negura Petru (dir.), *Moldova: A Borderland's Fluid History,* Saint-Gall, Euxeinos 15/16, Center for Governance and Culture in Europe, Université de Saint-Gall.

Dale Gareth et Fabry Adam, (2018), « Neoliberalism in Eastern Europe and the Former Soviet Union » in Cahill Damian, Cooper Melinda et alii (dirs.), *The Sage Handbook of Neoliberalism*, Londres, Sage, 2018.

Danero Iglesias Julien et Henry Vincent, (2021), « Radical Left in Moldova » in Luke March et Daniel Keith (dir.), *Handbook of Radical Left*, Londres, Routledge, p.886-934.

De Waal Thomas, (2018), « Transdniestria: My head is in Russia, my legs walk to Europe » in De Waal Thomas, *Uncertain ground; Engaging with Europe's De Facto States and Breakaway Territories*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, p.35-49.

Favarel-Garrigues Gilles, (2008), « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie » in Briquet Jean-Louis (dir.), *Milieux criminels et pouvoirs politiques*, Paris, Karthala, p.187-218.

Ferraro Vincent, (2008), « Dependency theory; an introduction » in Secondi Giorgi (dir), *The Development Economics Reader*, Londres, Routledge, p.58-64.

Gîrbu Viorel, (2016), « Economia Republicii Moldova între indiferență și incompetență. 25 de ani de ezitări şi eşecuri » in Negură Petru, Sprînceană Vitalie et Ernu Vasile (dir.), *Republica Moldova la 25 de ani: o încercare de bilanț*, Chișinău, Editura Cartier, p.116-146.

Gotişan Victor, (2016) « O scurta istoria a presei din Republica Moldova (1991-2016) » in Negură Petru, Sprînceană Vitalie et Ernu Vasile (dir.), *Republica Moldova la 25 de ani: o încercare de bilanț*, Chișinău, Editura Cartier, p.179-208.

Gramada Angela, (2016), «Rolul crizelor de origine externa in formulare discursului politic din Republica Moldova : studiu de caz : criza ruso-ucraineana» in Bocancea Sorin et Carp Radu (dir.) , *Calea europeana a republicii Moldova*, Iași, Adenium, p.122-129.

Graziosi Andrea, (2010), « La dégradation d'un Etat total » in Graziosi Andrea (dir.), *Histoire de l'URSS*, Paris, Presses Universitaires de France, p.259-371.

Hill Ronald et White Stephen, (2014), «Referendums in Russia, the Former Soviet Union and Eastern Europe» in Qvortrup Mihael (dir.) *Referendums Around the World*, Londres, Palgrave Macmillan, p. 17-42.

Le Torrivellec Xavier, (2009), «Reflux idéologique, afflux d'identités. Urbanisation et usages de l'ethnos dans l'URSS des années 1960 – 1970 » in Le Coadic Renan (dir.), *Bretons, Indiens, Kabyles…des minorités nationales* ? Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p.125-143.

Locoman Ecaterina, (2018), «Explaining variations in international alignments» in Kelemen Daniel (dir.), *The Post-Communist States and the choices between East and West, 1991-2014*, New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press.

Marandici Ion, (2016), « Statul fara autonomie ; o istorie de succes la periferia Uniunii Europene » in *Republica Moldova la 25 de ani ; o incercare de bilanţ*, Chișinău, Cartier, p.53-79.

Mikko Marianne, (2015), « Pourquoi ce qui a réussi en Estonie a échoué en Moldavie » in Bayou Céline (dir.), *Itinéraires baltes*, Paris, Editions Regard sur l'Est.

Mişcoiu Sergiu, (2019), « Le populisme national-orthodoxe » in Christophe Boutin et Olivier Dard (dir.), Le dictionnaire du populisme, Paris, Les éditions du Cerf, 2019, p.733-737.

Mişcoiu Sergiu et Henry Vincent, (2018), «The European Union's Challenges in Exporting Democracy: Conditionnality and its Limits in the case of the Republic of Moldova » in Musteaţa Sergiu et Schaffer Sebastian (dirs.), *25 years of development in the Post-Soviet Space*, Vienne, Der Donauraum 1-2/2016, Bohlau, p.123-139.

Mişcoiu Sergiu et Henry Vincent, (2019), « Corruption, populisme et clivages politiques en République de Moldavie. Réflexions autour de l'élection présidentielle de 2016 » in Iancu Alexandra et Marton Silvia (dirs.), *Corruption et politique en Europe. Enjeux, réformes et controverses*, Paris, L'Harmattan, p. 215-230.

Mişcoiu Sergiu et Henry Vincent, (2016), « Le discours politique et la quête identitaire en République de Moldavie» in Mişcoiu Sergiu et Păun Nicolae (dir.), *Intégration et désintégration en Europe Centrale et Orientale*. *Cahiers FARE no. 9*, Paris, L'Harmattan, p.209-240.

Mişcoiu Sergiu et Soare Sorina, (2017),« Euroscepticism și extremism în Uniunea Europeană. Cazul României în perspectivă comparativă » in Paun Nicolae (dir.), *Uniunea Europeană în contextul unei lumi în schimbare.Fundamente istorice, valori, instituții, politici,* Bucarest, Editura Academiei Romane, p.351-386.

Munteanu Igor, (2019), « Democratia ghilotinata de oligarhi » in Goşu Armand et Gossi Alexandru (dir.), *Democratia sub asediu*, Corint, Bucarest, p.67-110.

Musteaţa Sergiu, (2008), « Identitatea nationala intre istorie si politica » in Heintz Monica (dir.), *Weak State, Uncertain Citizenship ;Moldova*, Berne, Peter Lang, p.175-190.

Negru Nicolae, (2010), « April 7, the outbreak », in Bogatu Petru (dir.), *Twitter revolution – episode one: Republica Moldova*, Chișinău, Arc/Știința, p.8-81.

Neumayer Laure, (2004), « Europe centrale. Éléments de comparaison : sondages, ingénierie électorale, référendums » in Rupnik Jacques (dir.), *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 29-151.

Palier Bruno, (2010), « Path dependence (Dépendance au chemin emprunté) », in Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie et Ravinet Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques.* 3e édition actualisée et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, p.411-419.

Putnins Talis, Sauka Arnis et Davidescu Ana Maria, (2019), «Shadow Economy Index for Romania and Moldova» in Ratten Vanessa, Braga Victor et alii (dir.), *Subsistence Entrepreneurship. Contributions to Management Science*, New-York, Springer, p. 89-130.

Ragaru Nadège, (2008), « Multigroup : une trajectoire entrepreneuriale dans la formation du capitalisme bulgare » in Briquet Jean-Louis (dir.), *Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, p.187-218.

Ragaru Nadège, (2008), « La rivière et les petits cailloux. Elargissement européen et européanisation en Europe centrale et orientale » in Bafoil François (dir.), *L'Européanisation d'Est en Ouest*, Paris, L'Harmattan, p.241-283.

Raviot Jean-Robert, (2015), « Russian Post-Soviet Oligarchy » in Raviot Jean-Robert et Zielensky Bernd (dir.), *Les élites en question, Trajectoires, réseaux et enjeux de gouvernance ; France, UE,Russie*, Berne, Peter Lang.

Raviot Jean-Robert, (2016), « Un soft power d'État russe : la mâgkaâ sila » in Raviot Jean-Robert (dir.), R*ussie : vers une nouvelle Guerre froide*, Paris, La Documentation française.

Rist Gilbert, (2007), « La modernisation entre histoire et prophétie » in Rist Gilbert (dir.), *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, p.169-193.

Roşca Dorina, (2016), « Economia mixta de tranzitie in Republica Moldova. O analiza institutionala a reformelor din ani 90 » in Negură Petru, *Sprînceană* Vitalie et Ernu Vasile (dir.), *Republica Moldova la 25 de ani: o încercare de bilanț*, Chișinău, Editura Cartier, p.146-179.

Sandu Traian, (2000), « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920: une reconnaissance difficile » in Baeschler Christian (dir.), *L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales: une étude comparée*, Berne, Peter Lang, p.57-96.

Sprinceana Vitalie, (2016), « Mercenari in luptele altora sau scurta istorie a Moldovei post-sovietice » in Emanuel Copilaş (dir.), *Sfarsitul Istoriei se amana. O radiografie a postcomunismului romanesc*, Tirgoviste, Cetatea de Scaun, p.290-300.

Tulmets Elsa, (2016), «Neighbourhood policy:A growing prevalence of interests over identity?» in Gstohl Sieglinde et Schunz Simon (dir.), *Theorizing the European Neighbourhood policy*, Londres, Routledge, p.23-41.

Rapports et analyses

Alaiba Dumitru, (2018), *Could an Oligarch build the Democracy in Moldova?* Berlin, The German Marshall Fund, [http://www.gmfus.org/blog/2018/05/28/could-oligarch-build-democracy-moldova], consulté le 12 septembre 2020.

Alekseenkova Elena et Timofeev Ivan, (2015), *L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes*, Paris, Institut Français des Relations Internationales, [https://www.ifri.org/fr/publications/enotes/russieneivisions/leurasie-politique-etrangere-russe-interets-opportunites], consulté le 10 septembre 2020.

Arbatova Nadia Alexandra, (2016), *A Russian View on the Eastern Partnership*, La Haye, Clingendael, The Netherlands Institute for International Relations, [https://www.clingendael.org/publication/russian-view-eastern-partnership], consulté le 10 septembre 2020.

Baev Pavel, (2016), «La Russie et l'Europe centrale et orientale : Entre confrontation et connivence» in *Russie.NEI* n°97, [https://www.ifri.org/], consulté le 20 octobre 2020.

Balázs Jarábik et Goncearova Daria, (2015), *The Fall of Filat: Moldova's Crisis Deepens*, Moscou, Carnegie Moscow Center, [https://carnegie.ru/commentary/61779], consulté le 11 septembre 2020.

Biscop Sven, (2016), *Geopolitics with European Characteristics; an Essay on Pragmatic idealism, Equality and Strategy*, Bruxelles, Royal Institute for International Relations, [http://www.egmontinstitute.be/geopolitics-with-european-characteristics-an-essay-on-pragmatic-idealism-equality-and-strategy/], consulté le 10 septembre 2020.

Blockmans Steven, (2017), *The Obsolescence of the European Neighbourhood Policy*, Bruxelles, Centre for European Policy Studies, [https://www.ceps.eu/ceps-publications/obsolescence-european-neighbourhood-policy/], consulté le 10 septembre 2020.

Boonstra Jos, *Moldova; an UE Succes Story?* (2011), Madrid, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), [https://www.files.ethz.ch], consulté le 10 septembre 2020.

Börzel Tanja et Lebanidze Bidzina, (2015), *European Neighbourhood Policy at the Crossroads: Evaluating the Past to Shape the Future*, Berlin, MAXCAP, [http://userpage.fu-berlin.de], consulté le 10 septembre 2020.

Bradford Elisabeth Nancy et Sergiu Rusanovschi, (2015), *Copii ramasi fara ingrijire parinteasca*, Chișinău, Unicef Moldova, [https://www.unicef.org/moldova], consulté le 20 septembre 2020.

Całus Kamil, (2014), «Gagauzia: Growing separatism in Moldova?», Varsovie, Osrodek Studiow Wschodnic/Centre for Eastern Studies,n°129, 2014, [https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/commentary_129.pdf], consulté le 20 septembre 2020.

Całus Kamil, (2015), *A captured state? Moldova's uncertain prospects for modernisation*, Varsovie, Osrodek Studiow Wschodnic/Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en], consulté le 10 septembre 2020.

Całus Kamil, (2015), *In the shadow of History*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl], consulté le 10 septembre 2020.

Całus Kamil, (2016), *The unfinished State. 25 years of independant Moldova*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en], consulté le 10 septembre 2020.

Całus Kamil, (2016), *Moldova : from oligarchic pluralism to Plahotniuc's hegemony*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/], consulté le 10 septembre 2020.

Całus Kamil, (2016), *Plahoniuc in the USA : Legitimising the Moldovan Oligarch*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2016-05-11/plahotniuc-usa-legitimising-moldovan-oligarch], consulté le 20 septembre 2020.

Całus Kamil, (2018), *Moldova's political theatre: The balance of forces in an election year*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en/], consulté le 10 septembre 2020.

Całus Kamil, (2020), *A pseudo multi-vector policy; Moldova under the socialists*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en/], consulté le 10 septembre 2020.

Caraşciuc Liliana, (2017), *Corruption and Quality of Governance, the case of Republic of Moldova*, Chișinău, Transparency International Moldova, [http://www.transparency.md], consulté le 10 septembre 2020.

Crismaru Mariana et Gagauz Olga, (2017), « Inclusion of Youth not in employement, education or training », Chișinău, UNDP Moldova, [https://www.md.undp.org], consulté le 20 septembre 2020.

Delcour Laure et Kostanyan Hrant, (2014), *Towards a Fragmented Neighbourhood? EU's and Russia's Policies and Their Consequences on the Area That Lies in-between*, Bruxelles, Centre for European Policy Studies, [https://www.ceps.eu/], consulté le 10 septembre 2020.

Ferraro Marco, (2018), *After the Georgia war: The UE and Eastern Europe* , Rome, Istituto per gli studi di politica internazionale, [https://www.ispionline.it/it/], consulté le 20 août 2020.

Flikke Geir (2013), *Norms and Conditionality, Ukraine in Europe, Europe in Ukraine*, Oslo, Norwegian Institute of International Affairs, [https://www.files.ethz.ch/], consulté le 20 août 2020.

Freedom house, (2020), *Freedom in the world 2020, Moldova,* Londres, [https://freedomhouse.org/country/moldova/freedom-world/2020], consulté le 20 septembre 2020.

Ganea Liana, Ganea Oana et Gamurari Ludmila, (2015), *Pluralismul extern al mass-media in Republica Moldova*, Chișinău, Open Society Foundation Moldova, [https://www.soros.md/], consulté le 10 septembre 2020.

Gherasimov Cristina, (2017) *Moldova: The Captured State on Europe's Edge*, Londres, Chatam House, [https://www.chathamhouse.org/expert/comment/moldova-captured-state-europe-s-edge], consulté le 12/09/2020.

Gotişan Victor *et alii*, (2012), *Harta mediilor digitale, republica Moldova*, Chișinău, Open Society foundation, [https://www.opensocietyfoundations.org/], consulté le 10 septembre 2020.

Guga Ștefan et Spătari Marcel, (2020), *Situația salariaților din Republica Moldova: o criză structurală*, Chișinău, Friedrich Ebert Stiftung Moldova, [https://www.platzforma.md/arhive/388543], consulté le 14 septembre 2020.

Groza Iulian, Kulminski Vladislav et alii, *Consolidarea coeziunii sociale si a unei identitati comune in republica Moldova,* Chișinău, Institutul pentru initiative strategice et Institut fur Europaische Politik, 2018, [http://ipre.md/], consulté le 20 septembre 2020.

Hall Steven, (2016), *Why West should pay more attention to Moldova*, Austin, Stratfor, [https://worldview.stratfor.com/article/why-west-should-pay-more-attention-moldova],consulté le 8 septembre 2020.

Hellman Joel et Kaufmann Daniel, (2001), *Confronting the Challenge of State Capture in Transition Economies*, Washington, Fonds Monétaire International, [https://www.imf.org/external/pubs/], consulté le 10 septembre 2020.

Hellman Joel, Jones Gerain et Kaufmann Daniel, (2000), *Seize the State, Seize the Day: State Capture, Corruption, and Influence in Transition Economies,* Washington, The World Bank, [https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/19784], consulté le 12 septembre 2020.

Henry Vincent, (2016), « La Moldavie, un peuple en otage », Paris, Institut des Relations Internationales et Stratégiques, 2016, [https://www.iris-france.org/], consulté le 15 septembre 2020.

Hug Adam *et alii*, (2018), *The rise of illiberal civil society in the former Soviet Union*, Londres, The Foreign Policy Center, Open Society Foundation, [https://fpc.org.uk/publications/the-rise-of-illiberal-civil-society-in-the-former-soviet-union/], consulté le 12 septembre 2020.

Ioniţa Veaceslav et Enachi Diana, (2020), *Raportul privind starea democratiei in republica Moldova*, Chișinău, Institutul pentru Dezvoltare şi Inițiative Sociale, [http://viitorul.org/], consulté le 12 septembre 2020.

Jaroszewicz Marta et Całus Kamil, (2015), *Moldova, a year after the introduction of the free-visa regime*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, [https://www.osw.waw.pl/en/], consulté le 10 septembre 2020.

Judah Ben et Sibley Nate, (2018), *The Enablers: How Western Profesionals Import Corruption and Strenghtens Authoritarianism*, Washington, Hudson Institute, [https://www.hudson.org/research/14520-the-enablers-how-western-professionals-import-corruption-and-strengthen-authoritarianism], consulté le 12 septembre 2020.

Knight Ryan, (2018), «Confronting State Capture in Moldova» in S*mall States and the New Security Environment*, Georgetown University, policy brief n°1, [http://ams.hi.is/wp-content/uploads/2018/06/Confronting-State-Capture-in-Moldova-2.pdf], consulté le 12 septembre 2020.

Koeberle Stefan, Bedoya Harold, Silarsky Peter et Verheyen Gero, (2005), *Conditionality Revisited: Concepts, Experiences, and Lessons*, Washington, The World Bank, [https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/0-8213-6013-2], consulté le 12 septembre 2020.

Kobzova Jana, *Easing the UE's Eastern Partnership Fatigue,* (2017), Bruxelles, European Council on Foreign Relations, [https://ecfr.eu], consulté le 20 septembre 2020.

Kosienkowski Marin et Schreiber William, (2014), *Les minorités nationales en Moldavie ; pourquoi sont-elles eurosceptiques*, Paris, Institut Français des Relations Internationales, [https://www.ifri.org/], consulté le 12 septembre 2020.

Kostanyan Hrant, (2015), *The Eastern Partnership after Riga. Review and Reconfirm*, Bruxelles, Centre for European Policy Studies, [https://www.ceps.eu], consulté le 12 septembre 2020.

Kostanyan Hrant, (2016), *Why Moldova's European integration is failing*, Bruxelles, Centre for European Policies Studies, [https://www.ceps.eu], consulté le 28 août 2020.

Laruelle Marlène (2015), *The Russian World: Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination*, Washington, Center for Global Interests, [https://globalinterests.org], consulté le 20 septembre 2020.

Lipcean Sergiu et Turcan Romea, (2020), *Invatamantul superior din republica Moldova, la rascruce sau bani aruncate in vant ?*, Chișinău, Friedrich Ebert Siftung, [http://fes-moldova.org/], consulté le 20 septembre 2020.

Lozovanu Valentin, (2016), *Potentialul Asistentei Externe ; mai poate mecanismul de conditionare promova reformele in Republica Moldova ?* Chișinău, Institutul pentru Dezvoltare si Initiative Sociale « Viitorul », [http://www.viitorul.org], consulté le 12 septembre 2020.

Lupuşor Alexandru et alii, (2015), *Republica of Moldova 2015, State of the country report*, Chișinău, Expert Grup, 2015, [https://www.expert-grup.org], consulté le 12 septembre 2020.

Lupuşor Alexandru et alii, (2019), *Asociation Agreement Republic of Moldova-Europena Union, five years of implementation 2014-2019*, Expert Grup, [https://www.expert-grup.org], consulté le 20 septembre 2020.

Lutsevytch Orysia (2013), *How to finish a revolution, civil society and democracy in Georgia, Moldova and Ukraine*, Londres, Chatham House, [https://www.chathamhouse.org], consulté le 12 septembre 2020.

Mac Devitt Andrew, (2015), *The State of Corruption: Armenia, Azerbaidjan, Georgia, Moldova and Ukraine*, Berlin, Transparency International, [https://www.transparency.org/en/publications/the-state-of-corruption-armenia-azerbaijan-georgia-moldova-and-ukraine], consulté le 12 septembre 2020.

Makarichev Andrei et Devyatkov Andrei, (2014), *The UE in Eastern Europe ; Has Normative Power become Geopolitical ?*, Washington, PONARS Eurasia, [https://www.ponarseurasia.org], consulté le 30 août 2020.

Monaghan Andrew, (2015), *A 'New Cold War'? Abusing History, Misunderstanding Russia*, Londres, Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, [https://www.chathamhouse.org], consulté le 12 septembre 2020.

Montesano Francesco, Van der Togt Tony et Zweers Wouter, (2016), *The Europeanisation of Moldova: Is the EU on the Right Track?* La Haye, Clingendael Netherlands Institute of International Relations,[https://www.clingendael.nl/], consulté le 12 septembre 2020.

Morlino Leonardo, (2008), *Hybrid regimes or Regimes in Transition?* , Madrid, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, [https://www.academia.edu/17924348/Hybrid_regimes_or_regimes_in_transition], consulté le 12 septembre 2020.

Munteanu Igor, (2010), *Political Parties Legislation in Moldova*, Chișinău, IDIS/OSCE, [http://Moldova_Political_Parties_Legislation_2010_en.pdf], consulté le 12 septembre 2020.

Munteanu Igor, Lariusina Tatiana et Ionita Veaceslav, (2009), *Sistemul impozitarii neoficial*, Chișinău, IDIS, [http://www.viitorul.org], consulté le 12 septembre 2020.

Mocanu Ghenadie (2011), *The black book of moldovan mass-media*, Chișinău, IDIS, [http://www.viitorul.org],consulté le 12 septembre 2020.

Negură Petru**,** Mocanu Victor et Potoroacă Mihail, (2019), *« Avem o societate dezbinata ! » : Coeziune, apartenenta, solidaritate si incredere in societatea din republica Moldova* », Chișinău, Perspectivă socială 2019, Platzforma et Friedrich Ebert Siftung, [https://www.platzforma.md/arhive/387456], consulté le 20 septembre 2020.

Negură Petru, (2018), *Cum sporim atractivitatea profesiei pedagogice ?*, Fondation Soros Moldova, [http://soros.md/], consulté le 28 septembre 2020.

Ozolina Zaneta, (2016), *Eastern Partnership; on the way to the Riga Summit*, Riga, Latvijas Politologu Biedriba, [https://politologubiedriba.lv/en/latvian-interests-in-the-european-union/], consulté le 12 septembre 2020.

Popescu Nicu, (2006), *Democracy in secessionism, Transnistria and Abkhazia's and Domestic Policies*, Budapest, Center for Policy Studies, [http://www.policy.hu/npopescu/], consulté le 11 août 2020.

Raviot Jean-Robert, (2018), *Le poutinisme, un système préthorien ?* », Paris, Russie, NEI, Visions, Notes de l'IFRI n°106, [https://www.ifri.org], consulté le 12 septembre 2020.

Rinnert David, (2013), *The Republic of Moldova in Eastern Partnership: « From poster child to problem child»*, Berlin, fondation Friedrich-Ebert, [http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/10184.pdf], consulté le 12/08/2020.

Roşca Alla, (2017), *Media in Moldova: Between Freedom and Monopoly*, Philadelphie, Foreign Policy Research Institute, [https://www.fpri.org/article/2017/09/media-moldova-freedom-monopoly/], consulté le 12 septembre 2020.

Rumer Eugen, (2017), *Moldova Between Russia and the West : A delicate Balance*, Washington, Carnegie Endowment for Peace, [http://carnegieendowment.org], consulté le 17 septembre 2020.

Sillanpää Antti et alii, (2017), *The Moldovan Information Environment, Hostile Narratives and their Ramifications*, Riga, the NATO Strategic Communications Centre of Excellence, [https://www.stratcomcoe.org], consulté le 20 août 2020.

Soloviev Vladimir, (2014), *Moldova*: *The Failing Champion of European Integration*, Londres, Legatum Institute, [https://imrussia.org/en], consulté le 12 septembre 2020.

Stocchiero Andrea, (2015), *A new European turnaround? Geopolitical effects of the EU crisis on the borders and cohesion perspectives with the neighbors*, Rome, Centro Studi di Politica Internazionale, [https://www.cespi.it/en/ricerche/new-european-turnaround], consulté le 12 septembre 2020.

Teodorescu George, (2016), *Republica Moldova pe marginea abisului*, Bucarest, Centrul Roman de Politici Europene, [https://www.crpe.ro/republica-moldova-pe-marginea-abisului-urmatorul-pas-inainte-scurt-bilant-de-etapa-al-reformelor-economice-si-cateva-recomandari], consulté le 12 septembre 2020.

Vardanean Ernest, (2018), *Moldova between Russia and the West, Internal divisions behind the commitment to European Integration*, Paris, Institut Français des Relations Internationales, [https://www.ifri.org/en/], consulté le 12 septembre 2020.

Wisniewski Pawel Darius, (2013), *The Eastern Partnership. It is high time to start a real Partnership*, Moscou, Carnegie Moscow Center, [https://carnegieendowment.org], consulté le 12/09/2020.

World Bank, (2000), *Anticorruption in Transition, a Contribution to the Policy Debate*, Washington, The World Bank, [http://documents1.worldbank.org], consulté le 3 septembre 2020.

Zygierewicz Anna, (2018), *Association agreements between the EU and Moldova, Georgia and Ukraine, European Implementation Assessment*, Bruxelles, European Parliamentary Research Service, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en], consulté le 12 septembre 2020.

Zagorski Andrei, (2011), « Eastern Partnership from the Russian Perspective», Berlin, Friedrich Ebert Siftung, [http:// library.fes.de/pdf-files/ipg/2011-3/05zagorski.pd], consulté le 20 octobre 2020.

Articles

Alexander Gerard, (2011), « Les défis de la consolidation dans les nouvelles démocraties » in *Revue internationale de politique comparée*, n°1, volume 18, p.53-67.

Andreff Wladimir, (2013), « Une transition économique inattendue : vers le 'cupidalisme' ? » in *Revue de la Régulation*, n° 14.

Andreff Wladimir et Vercueil Julien, (2007), « Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4, volume 38, 2007.

Amselle Jean-Loup, (1992), «La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est : quelques points de comparaison» in *Cahiers d'études africaines*, n° 128, volume 32, p.629-642.

Bakic-Hayden Milica et Hayden Robert, (1992), « Orientalist Variations on the Theme Balkans; Symbolic Geography in Recent Yugoslav Cultural Politics » in *Slavic Review*, n°1, volume 51.

Banégas Richard, (1993), « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique » in *Cultures & Conflits*, n° 12, volume 4, p.0-0.

Baverez Nicolas, (2019), « Les démocratures contre la démocratie » in *Pouvoirs*, n°2, volume 169, p.5-17.

Beissinger Mark R., (2009), « Nationalism and the Collapse of Soviet Communism » in *Journal of Contemporary European History*, n°3, volume 18, p.331-347.

Beissinger Mark R., (2015), «Self-determination as a Technology of Imperialism: The Soviet and Russian Experiences», in *Ethnopolitics*, n° 14, volume 5, p.479-487.

Beyer John et Wolff Stefan, (2016), «Linkage and leverage effects on Moldova's Transnistria problem», in *East European Politics*, n° 32, volume 3, p.335-354.

Bieber Florian, (2018), « Patterns of competitive authoritarianism in the Western Balkans » in *East European Politics*, n°34, volume 3, p.337-354.

Bieber Florian, (2018), « The Rise (and Fall) of Balkan Stabilitocracies » in *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 10, 2018, p.176-185.

Blundo Giorgio et de Sardan Jean-Pierre Olivier, (2003), «Sémiologie populaire de la corruption» in *Politique africaine*, n°83, p.98-114.

Bon Agnès, (2004), « Moldavie 2003. A reculons vers le fédéralisme » in L*e Courrier des Pays de l'Est*, n° 1041, p.78-79.

Bon Agnès, (2006), « Moldavie 2005. L'Europe en ligne de mire » in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1053, p.78-91.

Börzel Tanja A. et Schimmelfennig Frank, (2017), « Coming together or drifting apart? The EU's political integration capacity » in *Eastern Europe, Journal of European Public Policy*, volume 24, n°2, p.278-296.

Brubaker Rogers, (1993), «L'éclatement des peuples à la chute des empires, Approche historique et comparative» in *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 98, p.3-19.

Camau Michel, (2002), « Sociétés civiles réelles et téléologie de la démocratisation » in *Revue internationale de politique comparée*, n°2, volume 9, p.213-232.

Carothers Thomas, (2002), « The end of the transition paradigm » in *Journal of Democracy*, n°1, volume 13, p.5-21.

Caşu Igor, (2020), « The Mass Deportation from Bessarabia/Moldavian SSR in mid -June 1941» in *Securitas Imperii*, revue de l' Institut pour l'étude des Régimes totalitaires de Prague, n°2, volume 37, p.86-108.

Chinn Jeff et Roper Steven, (1995), «Ethnic Mobilisation and Reactive Nationalism: The Case of Moldova», in *Nationalities Papers*, n°2, volume 23, p.291-325.

Cianetti Licia, Dawson James et Hanley Seán, (2018), « Rethinking « democratic backsliding » in Central and Eastern Europe – looking beyond Hungary and Poland » in *East European Politics*, n°3, volume 34, p.243-256.

Clay Eugene, (1998), «Apocalypticism in the Russian Borderlands: Inochentie Levizor and His Moldovan Followers» in *Religion, State and Society*, n°3-4, volume 26, p.251-263.

Clerget Jérôme, (2014), « De l'accord de partenariat et de coopération aux « quatre espaces communs, valeurs démocratiques et malentendus culturels dans les relations entre l'Union européenne et la Russie » in *Les cahiers Irice*, n° 12, volume 2, p.45-58.

Cohen Stephen, (1999), «Russian Studies without Russia» in *Post-Soviet Affairs*, n° 15, p.37-55.

Collier David et Levitsky Steven (1997) «Democracy with Adjectives. Conceptual Innovation in Comparative Research» in *World Politics*, n° 49, p.430-451.

Danero-Iglesias Julien, Negură Petru et Tomic Djordje, (2016), « Avant-propos ; La Moldavie au défi de crises multiples » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 46, p.5-16.

Danero-Iglesias Julien, (2013), «Constructing national history in political discourse: Coherence and contradiction (Moldova, 2001–2009) » in *Nationalities Papers*, n°4, volume 5, p.780–800.

Delacroix Christian, (2016), « Accélération de l'histoire : un statut historiographique introuvable ? » in *Écrire l'histoire*, n°16, p.67-75.

Delcour Laure et Tulmets Elsa, (2015), « La Moldavie et la politique de voisinage de l'Union européenne: quel partenariat? », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 46, volume 205, p.137-159.

Desert Myriam, (2003), « La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur » in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°8, volume 1038, p.4-13.

Devyatkov Andrei, (2012), «Russian Policy Toward Transnistria» in *Problems of Post-Communism*, n°59, volume 3.

Dragoman Dragos, (2015), « Political transformation in Moldova: How citizens evaluate past and future » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 46.

Dressler Wanda, (2005), « Entre empires et Europe le destin tragique de la Moldavie » in *Diogène*, n°2, volume 210, p.34-58.

Dubois Stéphane, (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? » in *Géoéconomie*, n°1, volume 48, p.67-88.

Dufy Caroline et Thiriot Céline, (2013), «Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques» in *Revue internationale de politique comparée*, n°3, volume 20, p.19-40.

Durand Cédric, (2004), «De la prédation à la rente, émergence et stabilisation d'une oligarchie capitaliste dans la métallurgie russe (1991-2002)» in *Géographie,économie,société*, n°1,volume 6, p.23-42.

Durand Cédric, (2005), «Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique» in *Recherches Internationales*, n° 74, volume 4, Association Paul Langevin, p.33-50.

Engerman David, (2004), « The ironies of the Iron Curtain » in *Cahiers du monde russe*, n°45, volume 3-4, p.465-496.

Favarel-Garrigues Gilles, (2004), « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir » in *L'Économie politique*, n° 21, p.6-16.

Fediunin Sergei, (2019), « Le clivage « progressistes » contre « nationalistes » a-t-il un sens ? » in *Le Débat*, n°1, volume 203, p.93-97.

Ferro Marc, (1961), « La politique des nationalités du gouvernement provisoire (février-octobre) 1917 » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, volume 2, p.131-165.

Filler André, (2010), « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation » in *Hérodote* n° 138, p.94-108.

Foa Roberto et Mounk Yascha, (2016), « The danger of deconsolidation » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 27, p.5-17.

Gatejel Luminita, (2017), « Imperial cooperation at the margins of Europe: the European Commission of the Danube, 1856–65 » in *European Review of History: Revue européenne d'histoire*, n°5, volume 24, p.781-800.

Godin Christian, (2014), « Politique : quand le récit remplace le réel » in *Cités*, n° 57, p.121-138.

Goșu Armand, (2018), « The Time of the Oligarch: Relations Between Romania and the Republic of Moldova (2009-2018) » in *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, n°18, volume 3, p.393-421.

Greskovits Bela, (2000), « Les analyses concurrentes de la société de marché post-communiste » in *Revue française de science politique*, n°4-5, p.713-746.

Guénard Florent, (2008), « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? » in *Esprit* ; Transition démocratique, la fin d'un modèle, janvier 2008.

Guragata Cristina, (2005), « Le discours politique nationaliste et son rôle dans la formation des partis politiques de Moldavie après 1991 » in De Waele Jean-Michel et Guragata Cristina (dir.), *La Moldavie, un cas exemplaire des difficultés de la transition post-soviétique*, *Transitions*, n° XLV-2.

Hale Henry E, (2013), « Did the Internet Break the Political Machine? Moldova's 2009 Twitter Revolution that Wasn't » in *Demokratizatsiya*, n°4, volume 21, p.481-505.

Hermet Guy, (1977), « Les élections sans choix » in *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, p. 30-33.

Howard Marc Morjé, (2020), « The Weakness of Postcommunist Civil Society » in *Journal of Democracy*, n°1, volume 13, p.157-169.

Iacob Bogdan, (2020), « Liberal Anti-communism and historical commissions in Romania and Moldova » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°2-3, volume 2-3, 2020, p. 89-120.

Kazakov Emil, (2008), « Intégration euro-atlantique et géopolitique traditionnelle : le cas de la Bulgarie » in *Hérodote*, n°1, volume 128, p.117-125.

King Charles, (1994), «Eurasia Letter: Moldova with a Russian Face» in *Foreign Policy*, n° 97.

King Charles, (1994), « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism » in *Slavic Review*, n° 53, volume 2, p.345-368.

King Charles, (1999), «The Ambivalence of Ethnicity or How the Moldovan Language was Made» in *Slavic Review*, n°1, volume 58, p.117-142.

Kinyakine Andrei, (2013), « Les oligarques dans la Russie, de la capture de l'Etat à leur mise sous tutelle » in *Revue internationale de politique comparée*, n°3, volume 20, p.115-131.

Knott Eleanor, (2018), « Perpetually "partly free": lessons from post-soviet hybrid regimes on backsliding in Central and Eastern Europe » in *East European Politics*, n°3, volume 34, p.355-376.

Kolsto Pal et Malgin Andrei, (1998), «The Transnistrian Republic: A Case of Politicized Regionalism» in *Nationalities Papers*, nº 1, volume 26, p.103-127.

Kornai János, (2017), « The System Paradigm Revisited. Clarification and Additions in the Light of Experiences in the Post-Socialist Region » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 48, p.239-296.

Krakovsky Roman, (2019), « Les démocraties illibérales en Europe centrale » in *Études*, n°4, p.9-22.

Krastev Ivan, (2017), « Une sensation de déjà-vu » in *Esprit*, n°12, p.81-86.

Kubicek Paul, (2000), «Post-Communist Political Studies: Ten Years Later, Twenty Years Behind? » in *Communist and Post-Communist Studies* n° 33, p.295-309.

Lavenex Sandra et Schimmelfennig Frank, (2011), « EU democracy promotion in the neighbourhood: from leverage to governance? » in *Democratization*, n°4, volume18, p.885-909.

Ledeneva Elena, (2001), «Open Secrets and Knowing Smiles» in *East European Politics and Society*, n° 25, volume 4, p.720-736.

Leshchenko Sergii, (2014), « The Media's Role » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 25, p.52-57.

Levitsky Steven et Way Lucan A., (2002), « The Rise of Competitive Authoritarianism » in *Journal of Democracy*, n°2, volume 13, p.51-65.

Liebowitz Stan et Margolis Stephen, (1995), « Path dependence, lock-in and history » in *Journal of Law, Economics, and Organization*, n°1, volume 11, p.205-226.

Loukanov Fiodor, (2013), « Les paradoxes du sof power russe » in *Revue Internationale et Stratégique*, n° 92, p.147-156.

Lynch Dov, (2004), « Moldavie. Laboratoire de la nouvelle stratégie européenne » in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1042, volume 2, p.39-48.

March Luke, (2007), «From Moldovanism to Europeanization? Moldova's Communists and Nation Building» in *Nationalities Papers*, n°4, volume 35, p.601-626.

Matonyte Irmina, (1998), « Grilles d'analyse de l'élite économique post-soviétique » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1,volume 29, p.97-119.

Merle Thomas (2018), « Les États non reconnus de l'ex-URSS, des « conflits gelés » oubliés aux marges de l'Europe » in *Les Champs de Mars*, n°1, p.125-137.

(Van) Meurs Wim, (2004), « La Moldavie ante portas : les agendas européens de gestion des conflits et l'initiative Europe élargie » in *Revue internationale et stratégique*, n° 54, p.147-167.

(Van) Meurs Wim, (2015), « Moldova: Nested Cases of Belated Nation-building » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, volume 46, p.185-209.

(Van) Meurs Wim, (2004), « The Bessarabian Question in Communist Historiography, Nationalist and Communist Politics and History-Writing » in *East European Monographs*, p.110-111.

Mişcoiu Sergiu, (2019), « Never Just a Local War: Explaining the Failure of a Mayor's Recall Referendum» in *Contemporary Politics*, volume 1, no° 25, p.47-61.

Mishkova Diana (2012), «The Balkans as an Idée-Force» in *Civilisations, Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, n°2, volume 60, p.39-64.

Morlino Leonardo (2004), « What is a 'good' democracy? » in *Democratization*, n° 11, volume 5, p.10-32.

Musteaţa Sergiu, (2012), «Dilemele republicii Moldova» in *Archiva Moldaviae IV, Romanian Society for Historicals Studies*, p.109-132.

Negură Petru, (2016), «The Republic of Moldova's Transition: between a failed communism and an un-commenced capitalism » in *Romanian Political Science Review*, n°4, volume 16, p.541-568.

Negură Petru, (2012), « Studium post negotium, La première génération d'étudiants de Bessarabie (République de Moldavie) en Roumanie (1990-1991): redéfinitions identitaires, stratégies de survie, tentatives de profit » in *Martor*, n° 17, p.69-80.

Nies Susanne, (2014), « L'énergie, facteur d'intégration et de désintégration en Europe : Bilan du quart de siècle depuis la chute du mur de Berlin » in *Hérodote*, n° 4, volume 155, p.58-79.

Nikitina Yulia, (2014), « The « Color Revolutions » and « Arab Spring » in Russian Official Discourse » in *Connections*, n°1, volume 14, p.87-104.

Neumayer Laure et Mink Georges (2009), « Europe : vision commune et conflits mémoriels » in *Savoir/Agir*, n° 7, volume 1, p.77-93.

O'Donnell Guillermo, (1994), « Delegative democracy » in *Journal of Democracy*, n°1, volume 5, p.55-69.

Oleinik Anton, (2001), «Un double monstrueux : la culture criminelle en Russie post-soviétique» in *Cultures &Conflits*, n°42, p.195-238.

Olesky Piotr, «Political fiction, Moldova without geopolitics» in *New Eastern Europe*, janvier 2019

Onuch Olga, (2015), « EuroMaidan Protests in Ukraine: Social Media Versus Social Networks » in *Problems of Post-Communism*, n°4, volume 62, p. 217-235.

Panici Andrei, (2003), «Romanian Nationalism in the Republic of Moldova» in *The Global Review of Ethnopolitics*, nº 2, volume 2, p.37-51

Parmentier Florent, (2005), « Construction étatique et capitalisme de contrebande en Transnistrie » in *Transitions*, n°1,volume XLV, p.135-151.

Parmentier Florent, (2007), «La Transnistrie : politique de légitimité d'un Etat *de facto*» in *Le courrier des pays de l'Est*, n°1061, volume 3, p.69-75.

Peev Evgeni, (2002), « Ownership and Control Structures in Transition to "Crony" Capitalism » in *Eastern European Economics*, n°5, volume 40, p.73-91.

Penkower Noam Monty, (2004), «The Kishinev Pogrom of 1903: A Turning Point in Jewish History» in *Modern Judaism*, n° 3, volume 24, p.187–225.

Petit Yves, (2018), « Commission européenne, Hongrie, Pologne : le combat de l'État de droit » in *Civitas Europa*, n°1,volume 40, p.145-161.

Petrovski Maxime et Fabre Renaud, (2002), « La « thérapie » et les chocs : dix ans de transformation économique en Russie » in *Hérodote*, no. 1, volume 104, p.144-165.

Porter Thomas et Gleason Williams, (1994), «The Zemstvo and public initiative in late imperial Russia» in *Russian History*, n°4, volume 21, 1994, p. 419-437.

Poujol Catherine, (2006), « L'Asie centrale, bilan : quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré » in *Revue internationale et stratégique*, n°4, volume 64, p.69-78.

Quinlan Paul, (2020), «Moldova under Lucinschi» in *Demokratizatsiya: The journal of Post-Soviet Democratization*, n°1, volume 10, *p.*83-102.

Radaelli Claudio, (2001), «The Domestic Impact of European Public Policy: Notes on Concepts, Methods and the Challenge of Empirical Research» in *Politique européenne, n°5*, Paris, p. 107-142.

Ragaru Nadège, (2001), «Démocratisation et démocraties Est-européennes: Le Miroir brisé» in *Revue internationale et stratégique*, n°41, p.143-155.

Rey Violette, (2010), « Les Balkans, lecture d'un espace « d'entre-deux » in *Anatoli*, n°1, p.45-56.

Roch Stefan, (2018), «The limits of public administration reform through World Bank capacity development: the case of Moldova» in *Critical Policy Studies*, n°1 volume 4, p.469-490.

Roşca Alla, (2007), « Mass-media impact on the Democratization Process in Society: The Case of Republica Moldova » in *Eurolimes*, n°3, p.145-172.

Rutland Peter, Eyal Gil, Szelenyi Ivan et Townsley Eleanor, (2001), « Making Capitalism Without Capitalists: The New Ruling Elites in Eastern Europe » in *Contemporary Sociology*, n°4, volume 30, p.365-387.

Sandu Traian, (2020), Le tournant national-communiste populiste de Ceaușescu dans les années 1970 : échec d'un leader charismatique ? in *Connexe : Les Espaces Postcommunistes En question(s), volume 4*, p.57-73.

Sawka Richard, (2013), « The Soviet collapse: Contradictions and neo-modernisation » in *Journal of Eurasian Studies*, n°4, p.65-77.

Schimmelfennig Franck et Wagner Wolfgang, (2004), « External governance in the European union » in *Journal of European Public Policy*, n°4, volume 11, p.657-660.

Seiti Arta, (2016), « Le choix de la Moldavie ; entre avenir économique et choix géopolitique clarifié » in *Revue de Défense Nationale*, n° 795, volume 10, p.33-39.

Solonari Vladimir, (2002), « Narrative, Identity, State: History Teaching in Moldova » in *East European Politics and Societies*, n°16, p.414-456.

Suhan Stella, (2005), « Le parti communiste de la république de Moldavie, mémoire communiste du communisme et identité politique (2002-2004) » in de Waele Jean-Michel et Guragata Cristina (dir), *Transitions*, n°XLV, volume 2.

Szurek Jean-Charles, (1993), «Les communistes de l'après-communisme» in *Les Temps modernes*, n° 558, volume 48, p.89-107.

Supiot Alain, (2012), « Le sommeil dogmatique européen » in *Revue française des affaires sociales*, n° 1, p.185-198.

Tacea Angela, (2014), « Gouverner les sociétés plurilingues dans les anciennes démocraties populaires. Le retour aux pratiques soviétiques dans la République de Moldavie entre 2001 et 2009 » in *Revue internationale de politique comparée*, n° 4, volume 21, p.37-57.

Tiberiu-Popescu Cristian, (2004), « L'église moldave entre les Patriarcats de Moscou, Bucarest et Constantinople » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4, volume 35, p.191-198.

Tomescu-Hatto Odette et Hatto Ronald, (2005), « Frontières et identités: La Roumanie et la Moldavie dans l'Europe élargie » in *Études internationales,* n° 363, p.317-338.

Trifon Nicolas, (2014), « L'emprise de Moscou sur la République de Moldavie : état des lieux » in *Géoéconomie*, n°3, volume 70, p.95-110.

Tulmets Elsa, (2014), «Analyser l'exportation des normes au-delà de l'Union européenne. Pour une approche éclectique» in *Politique européenne*, n° 46,volume 4, p.8-32.

Volkov Vadim, (2000), « The Policital Economy of Protection Rackets in the Past and in the Present in Social Research », n°3, volume 67, p.709-744.

Way Lucan, (2003), « Weak States and Pluralism: The Case of Moldova » in *East European Politics and Societies*, n°3, volume 17, p.454-482.

Way Lucan, (2015), «The Real Causes of the Color Revolutions» in *Journal of Democracy* n°3, volume 19, p.55-69.

Way Lucan, (2014), « The Maidan and Beyond: Civil Society and Democratization » in *Journal of Democracy*, n°3, volume 25, p.35-43.

Way Lucan et Levinsky Steven, (2007), « Linkage, leverage and the Post-communist Divide » in *East European Politics and Societies and cultures*, n°1, volume 21, p.48-66.

Zaiotti Ruben, (2007), « La propagation de la sécurité : l'Europe et la schengenisation de la Politique de voisinage » in *Cultures & Conflits* n°66, p.61-76.

Articles dans des revues et publications en ligne

Ajder Corina, (2014), « Salariul minim in Moldova mai mic de cit in India sau Indonezia. Mergem spre UE ? » in *Platzforma*, [https://www.platzforma.md/arhive/2541], consulté le 12 septembre 2020.

Ajder Corina, (2014), « Brand-urile internationale de moda incalca drepturi de munca in Moldova », in *Platzforma*, [https://www.platzforma.md/arhive/2516], consulté le 1er octobre 2020.

Andreff Wladimir, entretien avec Assen Slim, (2020), « A l'Est, une mutation encore inachevé » in *Regard sur l'Est*, [http://regard-est.com/a-lest-une-mutation-encore-inachevee-entretien-avec-wladimir-andreff], consulté le 27 septembre 2020.

Bafoil François et Weber Bernd**,** (2014), « Les temporalités de l'européanisation » in *Temporalités*, n°19, [http://journals.openedition.org/temporalites/2714], consulté le 30 août 2020.

Basiul Valentina, (2015), « Vlad Plahotniuc, o schiţa de portret » pour *Radio Europa Libera Moldova*, [https://moldova.europalibera.org/a/27329569.html], consulté le 20 septembre 2020.

Bejenari Sergiu, « Biserica Ortodoxă între cultură și politică în Republica Moldova » in *Platzforma*, 2019, [https://www.platzforma.md/arhive/386512], consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2010), « Multi chemati, putin alesi » in *e-democracy*, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/many-called-few-chosen/] , consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2010), « Trei C pentru refacerea AIE » in *e-democracy*, [http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/3-conditions-restoring-aei/], consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2011), « Confused Alliance » in *Governance and Democracy in Moldova*, [http://www.e-democracy.md/en/monitoring/politics/comments/embarrassed-alliance/], consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2011), « The myth about the story » in *Governance and Democracy in Moldova*, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-164-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2011), Igor Boţan, « Phoenix Bird and Watermelon » in *Governance and Democracy in Moldova*, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-176-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

Botan Igor, (2011), « Sad End of Sucess Story » in *Governance and Democracy in Moldova*, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-174-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

Boţan Igor, (2011), « European Integration » in *Governance and Democracy in Moldova*, [http://www.e-democracy.md/files/e-journal/e-journal-176-en.pdf], consulté le 21 octobre 2020.

Botnariuc Liliana, (2018), « Pensionar in Moldova ; condamnat la saracie sau la lupta pentru supravietiure » in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md/reporter-special/reportaje/pensionar-in-r-moldova-condamnat-la-saracie-sau-la-lupta-pentru-supravietuire/], consulté le 28 septembre 2020.

Bouchard Jacques, (2014), « Perception des Phanariotes avant et après Zallony », *Cahiers balkaniques*, [http://journals.openedition.org/ceb/4935], consulté le 14 septembre 2020.

Całus Kamil, (2017), «Moldova's Odd Couple. Plahotniuc and Dodon» in *New Eastern Europe*, [http://neweasterneurope.eu/2017/06/01/moldova-s-odd-couple-plahotniuc-and-dodon/], consulté le 30 août 2020.

Ceban Evghenii, (2019), «Blanda dezoligarhizarea » in *Newsmaker*, [https://newsmaker.md/ro/blanda-dezoligarhizare-ce-structuri-de-stat-continua-sa-fie-controlate-de-oamenii-desemnati-de-democrati/], consulté le 19 septembre 2020.

Cebotari Iulia, (2019), « Forme de coruptie in sistemul educational preuniversitar din Moldova » in *Platzforma*, [https://www.platzforma.md/arhive/387774], consulté le 28 septembre 2020.

Ciobanu Vlada, (2014), « Mass-media din Republica Moldova: pluralism fără libertate » in *Platzforma*, [http://www.platzforma.md/arhive/3087], consulté le 30 août 2020.

Cozonac Cornelia et Vârlan Iurie, (2019), «Made in Moldova. Ce sacrificii și fărădelegi se ascund în spatele hainelor de brand produse în Moldova » in *Platzforma*, **[**https://www.platzforma.md/arhive/38012**],** consulté le 26 septembre 2020.

Danero-Iglesias Julien et Stănculescu Cristina, (2014), « Europele Moldovei » in *Platzforma*, [https://www.platzforma.md/arhive/1979], consulté le 20 septembre 2020.

Devyatkov Andrey, (2012), « Moldova vs Transnistria: Thinking Beyond Pragmatism » in *New Eastern Europe*, [https://neweasterneurope.eu/2012/08/06/moldova-vs-transnistria-thinking-beyond-pragmatism/], consulté le 30 août 2020.

Drevet Jean-François, (2008), « L'Union européenne et ses périphéries : faisabilité du scénario des dominos » in *Strates, matériaux pour la recherche en sciences sociales,* n°15,[https://journals.openedition.org/strates/6519], consulté le 30 août 2020.

Druţa-Sulima Snejana, (2011), « L'adhésion à l'Union Européenne, un objectif partagé ou partageant la société moldave? » in *Regard sur l'Est*, [https://regard-est.com/], consulté le 30 août 2020.

Dumitru Elena, Munteanu Mihai, (2016),«killer VIP» pour *Rise Moldova*, [https://www.rise.md/articol/killer-vip-matrioska-plahotniuc-usatii/],consulté le 21 octobre 2020.

Gancev Vasile, (2020), « Quel avenir pour la loi anti-propagande en Moldavie ? » in *Global Voices*, 2020, [https://fr.globalvoices.org/2020/02/15/244440/], consulté le 17 septembre 2020.

Gangloff Sylvie, (1997), « L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie » in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n° 23, [http://journals.openedition.org/cemoti/121], consulté le 30 août 2020.

Gatcan Diana, (2020), « Republica Moldova, forta maritima, intre legi imperfecte, scandaluri internationale si cateva milioane in bugetul de Stat» in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md/importante/video-r-moldova-forta-maritima-intre-legi-imperfecte-scandaluri-internationale-si-cateva-milioane-in-bugetul-de-stat/],consulté le 21 octobre 2020.

Ghervas Stella, (2005), « La réinvention de l'identité moldave après 1989 » in *Regard sur l'Est*, [http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=367], consulté le 15 septembre 2020.

Gulca Ilie et Necsutu Madalin, (2016), « Piaţa cerealelor din Republica Moldova sub monopol rusesc » pour *Centrul de Investigatii Jurnalistice anticoruptie*, [https://anticoruptie.md/ro/investigatii/economic/piata-cerealelor-din-r-moldova-sub-monopol-rusesc] ,consulté le 21 octobre 2020.

Gurau Ana, (2016), « Where is Gayeuropa? On the danger of geopolitizing genders » in *Platzforma*, [http://www.platzforma.md/arhive/35926], consulté le 30 août 2020.

Harding Luke, (2017), « The global laundromat, how did it work and who benefited » in *The Guardian*,[https://www.theguardian.com/world/2017/mar/20/the-global-laundromat-how-did-it-work-and-who-benefited], consulté le 21 octobre 2020.

Haringe Melinda et Cecire Michael, (2018), « Why the color revolutions fail » in *Foreign Policy*, [https://foreignpolicy.com/2013/03/18/why-the-color-revolutions-failed/], consulté le 30 août 2020.

Higgins Andrew, (2016), « Moldova is Rattled as Washington Welcomes a Feared Tycoon » in *The New York Times*, [https://www.nytimes.com/2016/06/04/world/europe/moldova-vlad-plahotniuc.html], consulté le 20 octobre 2020.

Hill William et Kramer David, (2009), « Moldova: The Twitter Revolution that wasn't » in *Open Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/moldova-the-twitter-revolution-that-wasn-t/], consulté le 30 août 2020.

Hoxhaj Andi, (2019), « Civil society needs support to fight corruption and organised crime in the Western Balkans » in *EUROPP – European Politics and Policy*, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2019/10/30/civil-society-needs-support-to-fight-corruption-and-organised-crime-in-the-western-balkans/], consulté le 30 août 2020.

Jones Stephen, (2013), « Georgia, through a glass darkly » in *Open Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/georgia-through-glass-darkly/], consulté le 30 août 2020.

Judah Tim, (2020), « Moldova Faces Existential Population Crisis » in *Balkan insight*, [https://balkaninsight.com/2020/01/16/moldova-faces-existential-population-crisis/], consulté le 30 août 2020.

Kaplan Robert, (2014), « Why Moldova urgently matters » in *Stratfor*, 2014, [https://worldview.stratfor.com/article/why-moldova-urgently-matters], consulté le 17 septembre 2020.

Knott Eleanor, (2016), « Our man in Moldova » in *Open Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/our-man-in-moldova-plahotniuc/], consulté le 30 août 2020.

Knott Eleanor et Rinnert David, (2014), «The Ukraine Crisis has complicated Moldova's political situation ahead of signing an association agreement with the UE» in *EUROPP – European Politics and Policy*, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2014/06/05/the-ukraine-crisis-has-complicated-moldovas-political-situation-ahead-of-signing-an-association-agreement-with-the-eu/], consulté le 30 août 2020.

King Charles, (1997), « Politique panroumaine et identité moldave » in *Balkanologie* , n° 1, volume 1, [http://journals.openedition.org/balkanologie/195], consulté le 30 août 2020.

Kurki Milja, (2012), «Democracy promotion and Crisis of the Democracy in the West» in O*pen Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/democracy-promotion-and-crisis-of-democracy-in-west/], consulté le 30 août 2020.

Léger Ilinka, (2019), « Crises politiques en Moldavie ; l'art de la complexité » in *Regard sur l'Est,* [http://regard-est.com/crises-politiques-en-moldavie-lart-de-la-complexite], consulté le 30 août 2020.

Levcenco Maria, (2016), « Vlad Plahotniuc; Moldova's man in shadows » in *Open democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/vlad-plahotniuc-moldova-s-man-in-shadows/], consulté le 30 août 2020.

Mankov Jeffrey, (2014), «Is it time to bring containment back ?» in *The National Interest*, [https://nationalinterest.org/blog/the-buzz/it-time-bring-containment-back-10881], consulté le 30 août 2020.

March Luke, (2005), «The Moldovans Communists; From Leninism to Democracy? » in *Eurojournal*, [http://eurojournal.org/files/05.09PCRM.pdf], consulté le 12 septembre 2020.

Marović Jovana, (2018), « Déjà vu, Montenegrin Style: Milo Đukanović wins Montenegro's presidential elections » in *EUROPP – European Politics and Policy*, consulté le 30 août 2020.montenegros-presidential-election/], consulté le 30 août 2020.

Mentsova Anna, (2016), «The West is about to lose Moldova» in *Foreign Policy*, [https://foreignpolicy.com/2016/02/19/the-west-is-about-to-lose-moldova/], consulté le 15/08/2020.

Mihalovici Stela, (2020) « Dosarul finantarii PSRM din Bahamas » pour *TV8*, [https://tv8.md/2020/01/30/dosarul-privind-finantarea-psrm-va-fi-separat-de-cauza-penala-pentru-spalare-de-bani-prin-exclusiv-media/],consulté le 21 octobre 2020.

Milewski Octavian, (2019), «Moldova in the midst of anti-oligarchic revolt» in *New Eastern Europe*, [http://neweasterneurope.eu/2019/06/10/moldova-in-the-midst-of-an-anti-oligarchic-revolt/] consulté le 22/09/2019.

Minzanari Dumitru, (2013), « Moldovan Politic Begin to Resemble Post-Orange Revolution Ukraine » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org/program/moldovan-politics-begin-to-resemble-post-orange-revolution-ukraine/], consulté le 21 octobre 2020.

Moşneag Victor, (2011), « Moldova-Raider SRL » in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md/investigatii/ancheta/moldova-raider-srl/], consulté le 20 septembre 2020.

Moşneag Victor, (2020), « Dosare politice fără vinovaţi ? » in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md/stiri/stiri-justitie/dosare-politice-fara-vinovati/], consulté le 2 janvier 2021.

Necsutu Madalin, (2018), «Falling Birth Rate threatens Moldova's Future» in *Balkan Insight*, [https://balkaninsight.com/2018/01/24/falling-birth-rate-threatens-moldova-s-future-01-17-2018/], consulté le 12/09/2020.

Necsutu Madalin, (2020), « Moldovans Protest Removal of Secret Service From Presidential Control » in *BalkanInsight*, 2020, [https://balkaninsight.com/2020/12/03/moldovans-protest-removal-of-secret-services-from-presidential-control], consulté le 6 décembre 2020.

Necsutu Madalin, (2020), « US Embassy Slams Moldovan Parliament for Cancelling Land Sale » in *BalkanInsight*, [https://balkaninsight.com/2020/12/04/us-embassy-slams-moldovan-parliament-for-cancelling-land-sale], consulté le 6 décembre 2020.

Negură Petru, (2015), «Republica Moldova la un sfert de veac de tranzitie, intr-un communism ratat si un capitalism neinceput» in *Platzforma*, [http://www.platzforma.md/arhive/4373], consulté le 30 août 2020.

Negură Petru, (2018), « La géopolitique comme prétexte pour ne pas faire des choix politiques » in *Le Courrier des Balkans*, [https://www.courrierdesbalkans.fr/Moldavie-la-geopolitique-comme-pretexte-pour-ne-pas-faire-de-choix-politiques], consulté le 30 août 2020.

Nowicki Joanna, (2000), «L'Europe comme référence pour la grande Europe» in *Communication et organisation*, n°17, [http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2346], consulté le 30 août 2020.

Olesky Piotr, (2019), «Political fiction, Moldova without geopolitics» in *New Eastern Europe*, [http://neweasterneurope.eu], consulté le 30 août 2020.

Paholinitchi Nicolai, (2018), «Why Moldovas's battle against russian propaganda isn't what it seems» in *Open Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en/odr/moldovas-battle-against-russian-propaganda/], consulté le 30 août 2020.

Parmentier Florent, (2010), « *La Moldavie, un succès européen majeur pour le Partenariat oriental*? » in *Questions d'Europe n°186*, Fondation Robert Schuman, [https://www.robert-schuman.eu/fr/], consulté le 10 septembre 2020.

Pavlović Sđra, (2016), « Montenegro's stabilocracy ; The West's support of Đukanović is damaging the prospects of democratic change » in *EUROPP – European Politics and Policy*, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog], consulté le 30 août 2020.

Pavlović Sđra, (2017), « West is the best, how stabilocracy undermines democracy building in the Balkans » in *European Politics and Policy*, [https://blogs.lse.ac.uk/europpblog], consulté le 30 août 2020.

Poliakov Leonid, (2015), « Le conservatisme en Russie; instrument politique ou choix historique » in *Russie. NEI*, n° 90, Institut Français des Relations Internationales, [https://www.ifri.org], consulté le 20 août 2020.

Popescu Nicu (2009), « Une classe politique immature et incapable de se réformer » in *Le Courrier des Balkans*, [https://www.courrierdesbalkans.fr/moldavie-une-classe-politique-immature-et-incapable-de-se-reformer], consulté le 30 août 2020.

Popşoi Mihai, (2017), « Potemkiada europenizarii partidelor politice din Republica Moldova » in *Platzforma, [*https://www.platzforma.md/arhive/36349], consulté le 20 septembre 2020.

Popşoi Mihai, (2017), « Moldova's Foreign Policy in Disarray » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org/program/moldovas-foreign-policy-disarray/], consulté le 21 octobre 2020.

Popşoi Mihai, (2018), « Increasingly Isolated Moldovan Governement looks to Turkey for Support» in *Eurasia Daily Monitor*, [https://moldova.europalibera.org/], consulté le 21 octobre 2020.

Preaşca Ion, (2016), « Gazprom Empire in Moldova » pour *Rise Moldova*, [https://www.rise.md/english/confidential-contract-gazprom-empire-in-moldova/], consulté le 21 octobre 2020.

Rusu Octavian, (2017), « Despre stirile false si minciuni adevarate, cazul contractului din Frontera Resources si Republica Moldova » in *Platzforma*, [http://www.platzforma.md/arhive/36307], consulté le 30 août 2020.

Saghina Maria, (2018), « Moldova's Fragile Energy Security » in *New Eastern Europe*, 2018, [https://neweasterneurope.eu], consulté le 21 octobre 2020.

Sanduţa Iurie et Munteanu Mihai, (2015), « Plahotniucleaks » pour *Rise Moldova*, [https://www.rise.md/english/plahotniucleaks-2/], consulté le 20 septembre 2020.

Sanduţa Iurie, Preasca Ion, Anin Roman et alii, (2014), «The Russian Laundromat » pour *Rise Moldova, Novaya Gazeta, OCCRP, Rise Romania et CINS Serbia*, [https://www.rise.md/english/the-russian-laundromat/], consulté le 21 octobre 2020.

Savvateev Evgeniy, (2017), « Moldova and Transnistria take Small Steps Towards Special Statut » in *Hrodmaske International,* [https://en.hromadske.ua/posts/moldova-and-transnistria-take-small-steps-towards-special-status], consulté le 17 septembre 2020.

Severin Diana, (2020), «Dupa ce deputaţii PSRM-Şor au votat, in lectura finala, proiectele bugetelor anuale, a fost incheiata si sesiunea parlamentara» in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md], consulté le 20 décembre 2020.

Secrieru Stanislav, (2020), « Moldova has a new president, what next? in *Carnegie Moscow Center,* [https://carnegie.ru/commentary/83269], consulté le 7 décembre 2020.

Socor Vladimir, (2009), « Moldova on the Threshold of Post-Post Communism » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2012), « Moldova Condemns Communism at Long Last » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2012), « Moldova: A Democracy Promoter's Dream and Nightmare » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2012), « Angela Merkel opens an European Perspective for Moldova » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2013), « Demise of Moldova's Alliance For European Integration Surprises European Leaders» in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2013), « Who Controls What : State Institution and The Power Struggle in Moldova » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.
Socor Vladimir, (2013), «Moldova Government Moves Closer to the European Union at the Vilnius Sommet » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org] , consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2014), « Ethnics Factors Affecting Moldova's Debate on Association with the European Union » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org] , consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2014), *Russia's New Russian Favorite* in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2016), « President versus Plutocrat » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2016), « Moldovan Anti-Governement Protests Unify Pro-Western, Pro-Russia Groups Across Ethnic Lines » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2017), « Moldova's President in the Kremlin : A Snapshot of Moldova-Russia Relations » in *Eurasia Daily Monitor*,[https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2017), « Muscovite Socialist, National Oligarch : A Moldovan Symbiosis » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2017), « Moldova's New Electoral Law Could Be Fatal to Pro-Western Parties » in *Eurasia Daily Monitor*,[https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2019), « Moldova's Regime Change : End of an Era, Uncertain New Start » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2020), « Moldova's Leftist President Moving Toward The Political Center » in *Eurasia Daily Monitor*,[https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2020), « Sales and Purchases in Moldova's Parliamentary Marketplace » in *Eurasia Daily Monitor*, [https://jamestown.org], consulté le 21 octobre 2020.

Socor Vladimir, (2020), « Fractured Moldova's Presidential Election decided by European Diaspora » in *Eurasia Daily Monitor*, volume 17, n°163, [https://jamestown.org], consulté le 17 novembre 2020.

Socor Vladimir, (2020), « Moldova's Presidential Election: The Russians Were Not Coming» in *Eurasia Daily Monitor*, volume 17, n° 164, [https://jamestown.org], consulté le 20 novembre 2020.

Sprînceană Vitalie, (2016), « Ghilotina geopolitica » in *Platzforma*, [http://www.platzforma.md/arhive/34983], consulté le 30 août 2020.

Sprînceană Vitalie, (2020), « Democratie moldoveneasca si diasporele ei » in *Platzforma*, [https://www.platzforma.md/arhive/389200], consulté le 27 septembre 2020.

Stoiciu Victoria, (2015), « Despre viciile anticomunismului romanesc » in *Contributors*, [https://www.contributors.ro/despre-viciile-anticomunismului-romanesc/], consulté le 18 septembre 2020.

Tanase Thomas, (2017), « Le monde orthodoxe ; un objet politique méconnu ? » in *Diploweb*, [https://www.diploweb.com/Le-monde-orthodoxe-un-objet-geopolitique-meconnu.html], consulté le 30 août 2020.

Thorik Vladimir, (2020), « Presidentile inteligentiei ruse » enquête pour *Rise Moldova*, [https://www.rise.md/articol/presedintele-inteligentei-ruse], consulté le 29 octobre 2020.

Thorik Vladimir, (2020), « Kremlinovicileaks », enquête pour *Rise Moldova* et *Досье Центр*, [https://www.rise.md/english/kremlinovicileaks/], consulté le 21 novembre 2020.

Touma Ana Maria, (2017), « Moldova Offers Passports for Cash-Rich Foreigners » in *Balkaninsight*, [http://www.balkaninsight.com], consulté le 21 octobre 2020.

Ursu Valentina, (2018), « Cat valoreaza punga electorala sau cum se pot cumpara voturi », reportage à Orhei pour Radio Europa Libera, [https://moldova.europalibera.org], consulté le 22 septembre 2020.

Vercueil Julien, (2008), « Union Européenne-Russie, des politiques de voisinage de l'énergie » in *Geoconfluences*, 2008, [http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc], consulté le 20 novembre 2020.

Zdaniuk Bartłomiej, (2013), « Moldavie : « Le déclin d'une coalition pro-européenne » in *Regard sur l'Est*, [http://regard-est.com/moldavie-le-declin-dune-coalition-pro-europeenne], consulté le 30 août 2020.

Sélections d'entretiens écrits ou enregistrés

Entretien avec Wladimir Andreff par Assen Slim, (2020), « A l'Est, une mutation encore inachevé » in *Regard sur l'Est*, [http://regard-est.com], consulté le 27 septembre 2020.

Entretien avec le magistrat Ion Cotea par Daniela Calmis, (2020), « In 25 de ani, am asistat doar la distrugerea Justitiei », in *Ziarul de Garda*, [https://www.zdg.md/video], consulté le 17 décembre 2020.

Entretien avec Andrei Cuşco, (2020), in *Unimedia* [https://unimedia.info], consulté le 15 octobre 2020.

Entretien avec Ion Chicu par Natalia Volontir, (2020), **«** Republica Moldova trebuie să se unească cu Uniunea Europeană », pour *TV8*, [https://tv8.md]**,**consulté le 20 octobre 2020.

Entretien (en anglais) avec l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Roumanie Valeri Kuzmin par Mircea Barbu, (2017), pour *Adevarul*, [https://adevarul.ro/international/rusia/interviu-ambasadorul-rusiei], consulté le 20 septembre 2020.

Entretien avec Igor Dodon, (2016), « Noi suntem vecini, suntem fraţi, însă fiecare la casa lui », [https://www.youtube.com], pour la chaîne nationale roumaine *TVR*, consulté le 20 octobre 2020.

Entretien avec Pavel Filip par Ovidiu Nahoi, (2018), pour *Radio France Internationale* , « Chişinăul isi doreste o perspectiva clara de aderare la UE », [https://www.rfi.ro], consulté le 20 octobre 2020.

Entretien avec Andrei Galbur, (2016), pour *Eurobserver*, [https://euobserver.com/opinion/135866], consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, (2020), pour l'agence *TASS*, « Russia unlikely to accept demand for withdrawal of peacekeepers fron Transnistria » [https://tass.com/politics/1230159], consulté le 4 décembre 2020.

Entretien avec Petru Negură par Nicolas Trifon, (2018), « Moldavie : la géopolitique comme prétexte pour ne pas faire de choix politiques » pour L*e Courrier des Balkans*, [https://www.courrierdesbalkans.fr], consulté le 12 septembre 2020.

Entretien avec Ala Nemerenco, présidente de la commission pour la protection sociale de la mairie de Chişinaŭ par Diana Petruşan, (2018), in *Radio Europa Libera Moldova*, [https://moldova.europalibera.org], consulté le 28 septembre 2020.

Entretien avec James Pettit, ambassadeur des Etats-Unis en Moldavie par Iurie Botnarenco, (2017), « Nu este adevarat ca Vlad Plahotniuc este sustinut de SUA », in *Adevarul* [http://adevarul.ro/moldova/politica],consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Vlad Plahotniuc par Cristian Tabara, (2016), pour *Prime.md* [https://www.youtube.com], consulté le 15 octobre 2020.

Entretien avec Vladimir Plahotniuc par Vadim Vasiliu, (2017), pour *Deschide.md*, 2017, [https://deschide.md/ro/stiri/politic], consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Veaceaslav Platon par Anatoli Eşanu, (2016), pour *Ziarul de Garda*, [http://www.zdg.md/], consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Maia Sandu par Maxim Edwards, (2019), in *Open Democracy*, [https://www.opendemocracy.net/en], consulté le 1er septembre 2019.

Entretien avec Maia Sandu par Vitalie Calugareanu et Anna Gluschko, (2020), «I want to be the President of European Integration» pour la *Deutsche Welle*, [https://www.dw.com/en], consulté le 2 janvier 2021.

Entretien avec Dirk Schuebel, (2011), « Noi alegeri anticipate ar fi o ruşine pentru Moldova », in *Adevarul*, [https://adevarul.ro/moldova/politica/],consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Ion Sturza par Stefan Grigoriţa, (2015), «Moldova este controlata de Plahotniuc » sur *Agora.md*, [http://agora.md],consulté le 21 octobre 2020.

Entretien avec Cristina Tărna par Mariana Tabuncic, (2016), « Doar un efort ferm al guvernarii impotriva corupţiei mai poate salva cursul european al Moldovei » pour *Report.Md*, [https://www.report.md/justitie/Cristina-Tarna-Doar-un-efort-ferm-al-guvernarii-impotriva-coruptiei-mai-poate-salva-cursul-european-al-Moldovei-396], consulté le 21 octobre 2021.

Entretien avec Renato Usatii, (2020), pour *Radio Europa Libera Moldova* [https://www.youtube.com], consulté le 12 novembre 2020.

Entretien avec Grigore Vieru par Stela Popa, (2008), in *Unimedia*, [http://www.ziare.com/social/romani/sa-ne-amintim-podul-de-flori-1039016], consulté le 15 septembre 2020.

Entretien avec Vladimir Voronine par Pilat Bonet, (2009), in *El Pais*, [https://elpais.com/diario/2009/04/13/internacional], consulté le 15 octobre 2020.

Entretiens avec Mircea Snegur, Petru Lucinschi, Igor Boţan, Sergiu Ciocla[1861] *et alii* dans « Republica Moldova la 25 de ani », film documentaire réalisé en 2016 par Victor Ciobanu, Petru Negură, Ana Antir *et alii*, [https://www.youtube.com], consulté le 20 octobre 2020.

Sélection de statistiques et documents officiels

Direction du Trésor, (2018), *Note pays*, Paris, Ministère de l'Economie et des Finances, 2018, [https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MD/indicateurs-et-conjoncture], consulté le 20 août 2019.

Commission Européenne, (2017), *Politique de voisinage révisée : soutenir la stabilisation, la résilience et la sécurité*, [http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1334_fr.htm], consulté le 08 septembre 2020.

Biroul national de Statistica, (2017), *Populația Republicii Moldova la momentul Recensământului*, commentaires et observations sur le recensement de 2014, [https://statistica.gov.md], consulté le 13 septembre 2020.

Biroul national de Statistica, (2017), *« Accesul populaţiei la serviciile de sănătate »*, [https://statistica.gov.md], consulté le 20 septembre 2020.

Biroul national de Statistica, (2020), *Activitatea instituțiilor de învățământ primar și secundar general în anul de studii 2019/2020*, [https://statistica.gov.md], consulté le 21 septembre 2020.

Biroul national de Statistica, (2020), *Veniturile şi cheltuielile populaţiei în anul 2019*, [https://statistica.gov.md/], consulté le 20 septembre 2020.

Biroul national de Statistica, (2020), *Nivelul sărăciei în Republica Moldova în 2014-2018,* [https://statistica.gov.md/], consulté le 20 septembre 2020.

Ministerul Economiei si Infrastructuri, (2019), *Informatie operativa cu privire la evolutia sociala economica din Republica Moldova*, [https://mei.gov.md], consulté le 28 septembre 2020.

Ministerul Economiei si Infrastructuri, (2019), *Informatie operativa cu privire la evolutia sociala economica din Republica Moldova*, [https://mei.gov.md/], consulté le 28 septembre 2020.

Parlement européen, (2018), «The European Neighbourhood Policy », [https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/170/the-european-neighbourhood-policy], consulté le 20 octobre 2020.

[1861] Directeur de la Banque Nationale de Moldavie (2016-2018).

Sénat de la République française, (2006), *Union Européenne-Russie ; quelles relations ?*, Rapport d'information n°307, [https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30723.html.], consulté le 20 octobre 2020.

Sénat des Etats-Unis d'Amérique, (1991), *Resolution to express the sense of the Senate that the United States should support the right to self-determination of the people of the Republic of Moldavia and northern Bucovina*,[https://www.congress.gov/bill/102nd-congress/senate-resolution/148],consulté le 12 septembre 2020.

Sondages d'opinion

Center for Insights in Survey Research, *Sondaj de opinie publica*, septembre-octobre 2017, sondage IRI/Gallup, [https://www.iri.org], consulté le 15 septembre 2020.

Center for Insights in Survey Research, *Sondaj de opinie publica*, mai-juin 2019, sondage IRI/Gallup, [https://consulting.md], consulté le 15 septembre 2020.

Annual Survey Report: Moldova, 2018 in *EU neighbours east*, [https://www.euneighbours.eu], consulté le 17 septembre 2020

Annual Survey Report: Moldova, 2020 in *EU neighbours east*, [https://www.euneighbours.eu], consulté le 17 septembre 2020.

Institutul de Politice Publice, *Barometrul de Opinie Publica*, novembre 2017, [http://ipp.md], consulté le 14 septembre 2020.

Internews, *Perceptia populatiei despre mass-media in republica Moldova*, 2018, [https://www.internews.org/sites], consulté le 12 septembre 2020.

Films documentaires

Ciobanu Victor, Negură Petru et Antir Ana, 2016, *Republica Moldova la 25 de ani*, [https://www.youtube.com], consulté le 20 octobre 2020.

Dovjenko Oleksandr, 1940, *Буковина, земля Українська*, (Bucovine, terre ukrainienne), [https://russianfilmhub.com/movies/bukovina-ukrainian-land-1940], consulté le 21 octobre 2021.

Hossu-Login Lucia, 2015, *Masacrul de la Fantana Alba*, [https://www.youtube.com], consulté le 21 octobre 2020.

Tulbure Alexei, *Istorii povestite*. L'historien Alexei Tulbure collecte depuis quelques années sous l'égide de l'Institut d'histoire orale de Moldavie (*Institutul de istorie orală din Moldova)* une riche séries d'entretiens, de témoignages et de documentaires sur l'histoire de la Moldavie au XXe siècle, [http://oralhistory.md/rom], consulté le 21 octobre 2020.